

Jean-Claude ROUX

# L'AMAZONIE PÉRUVIENNE

Un Eldorado dévoré par la forêt  
1821-1910



Recherches et Documents



Amériques latines

Préface de C. Huetz de Lempis

L'Harmattan

**L'AMAZONIE PÉRUVIENNE**  
**Un Eldorado dévoré par la forêt**  
**1821 - 1910**

Recherches & Documents  
AMÉRIQUES LATINES

Collection dirigée par Denis Rolland  
avec Joëlle Chassin et Pierre Ragon

*Dernières parutions:*

- DAVILA L. R., *L'imaginaire politique vénézuélien*, 1994.  
DESHAYES P., KEIFENHEIM B., *Penser l'autre chez les Indiens Huni Kuin de l'Amazonie*, 1994.  
DUCLAS R., *La vie quotidienne au Mexique au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle*, 1993.  
GUICHARNAUD-TOLLIS M., *L'émergence du Noir dans le roman cubain du XIX<sup>ème</sup> siècle*, 1993.  
GUIONNEAU-SINCLAIR F., *Messianisme et luttes sociales chez les Guaymi du Panama*, 1994.  
GRUNBERG B., *L'Univers des conquistadores. Les hommes et leur conquête dans le Mexique du XVI<sup>ème</sup> siècle*, 1993.  
LAFAGE F., *L'Argentine des dictatures (1930-1983), pouvoir militaire et idéologie contre-révolutionnaire*, 1991.  
LAVAUD J.-P., *L'instabilité de l'Amérique latine : le cas bolivien*, 1991.  
LEMPERIERE A., *Les intellectuels, États et Société au Mexique*, 1991.  
LOPEZ A., *La conscience malheureuse dans le roman hispano-américain. Littérature, philosophie et psychanalyse*, 1994.  
MATTHIEU G., *Une ambition sud-américaine, politique culturelle de la France (1914-1940)*, 1991.  
NOUHAUD D., *Etude sur Maladron, de Miguel Angel Asturias*, 1993.  
PEREZ-SILLER J., (sous la coordination de) *La «Découverte» de l'Amérique ? Les regards sur l'autre à travers les manuels scolaires du monde*, 1992.  
PIANZOLA M., *Des Français à la conquête du Brésil au XVII<sup>e</sup> siècle. Les perroquets jaunes*, 1991.  
RAGON P., *Les Indiens de la découverte. Évangélisation, mariage et sexualité*, 1992.  
SANCHEZ-LOPEZ G., (sous la direction de), *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 1993.  
SINGLER C., *Le roman historique contemporain en Amérique latine. Entre mythe et ironie*, 1993.  
VIGOR C., *Atanasio. Parole d'Indien du Guatemala*, 1993.  
WALMIR SILVA G., *La plage aux requins, épopée d'un bidonville de Fortaleza (Brésil) racontée par un de ses habitants*, 1991.  
WUNENBERGER J.-J. (ed.), *La rencontre des imaginaires entre Europe et Amériques*, 1993.  
YPEZ DEL CASTILLO I., *Les syndicats à l'heure de la précarisation de l'emploi. Une approche comparative Europe-Amérique latine*, 1994.

Jean-Claude ROUX

**L'AMAZONIE PÉRUVIENNE**  
**Un Eldorado dévoré par la forêt**  
**1821 - 1910**

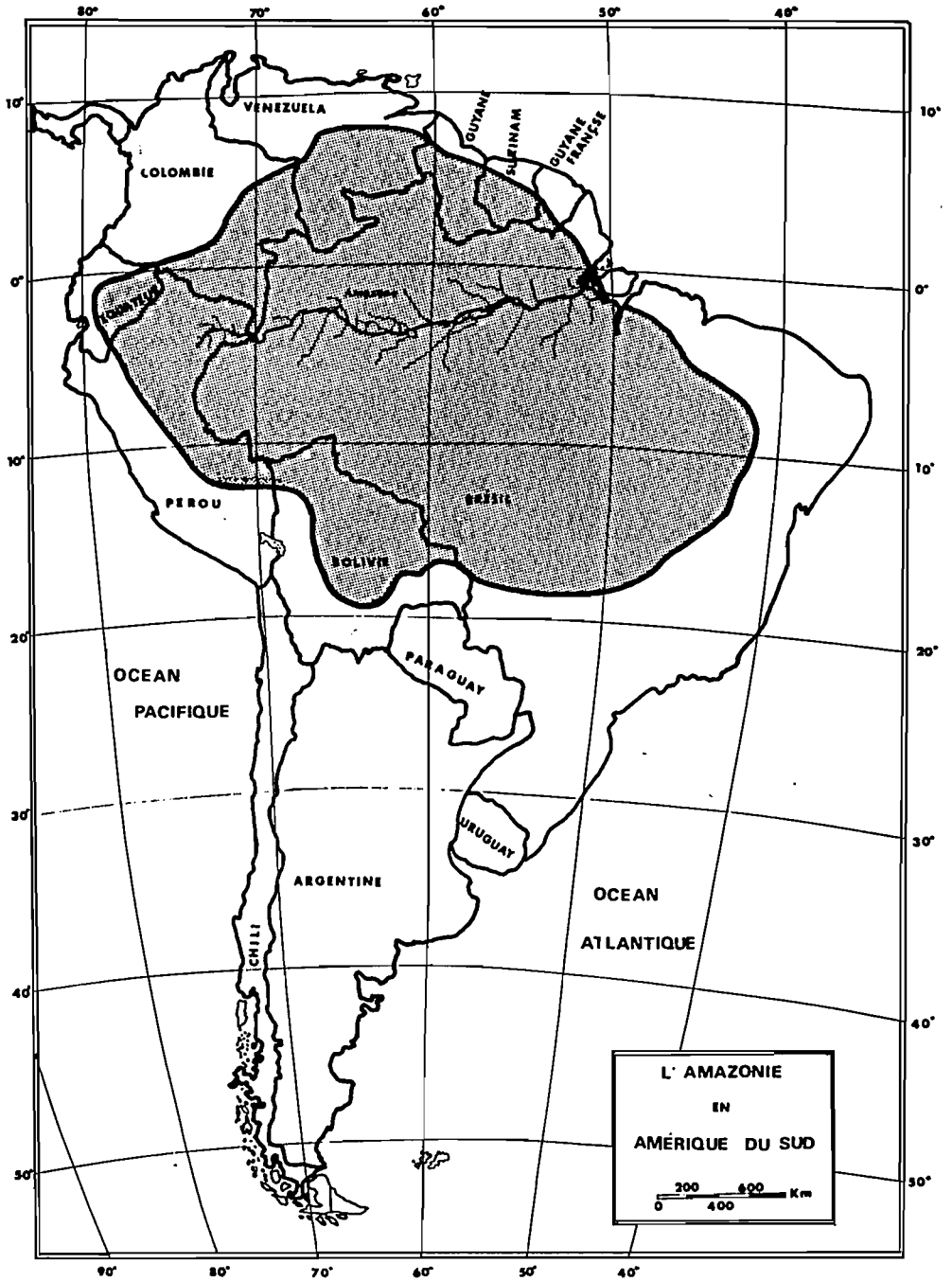
*Préface de C. Huetz de Lempis*

**Editions L'Harmattan**  
5-7 rue de l'Ecole-Polytechnique  
75 005 Paris

**Du même auteur :**

- *Espaces coloniaux et société polynésienne de Wallis-Futuna. Pacifique Central*, Collection "Iles et Archipels". Editions du CRET- CEGÉT/ CNRS. Bordeaux. Ouvrage publié avec le concours du Ministère des Dom-Tom et ayant obtenu le Premier Prix 1992 de l'association "Thèse-Pac".

*Publié avec le soutien de l'ORSTOM, l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération.*



## PRÉFACE

Jean-Claude Roux est un géographe spécialiste des bouts du monde. Après sa très belle thèse sur Wallis et Futuna, le petit archipel presque aux antipodes de sa lointaine métropole, le voilà qui s'attaque à un autre domaine, continental cette fois, dont la marque première est aussi l'isolement. Cet Oriente amazonien du Pérou n'est pas la partie centrale et orientale de la cuvette du gigantesque fleuve dont on parle aujourd'hui aussi bien pour les entreprises parfois démesurées de mise en valeur au détriment de la forêt que pour les efforts d'intégration au sein de l'ensemble brésilien, grâce notamment à la route transamazonienne. Cette Amazonie brésilienne est, elle, malgré tout, ouverte directement sur la mer par le plus gigantesque axe fluvial navigable du monde, qui permet à des navires de 10 000 tonnes de remonter jusqu'à Manaus, à quelque 1 200 km de l'embouchure ! Elle est aussi depuis plus de quatre siècles partie intégrante d'un Etat qui a certes connu bien des vicissitudes politiques et économiques, et qui n'a peut-être pas encore fini de se constituer en une unité cohérente. Jamais cependant son appartenance brésilienne n'a été vraiment remise en cause, et cette permanence n'est pas sans conséquences. Avec l'Orient péruvien au contraire, on est dans une Amazonie des limites, des marges, des sources, et dans un espace qui est en fait doublement enclavé. Vers l'ouest, bien que faisant partie du Pérou, un Etat maritime, l'Orient, est coupé du Pacifique par l'énorme masse des hautes terres de la chaîne andine. Vers l'est, c'est la limite d'abord floue de la poussée colonisatrice des Espagnols vers l'est et des Portugais vers l'ouest qui s'est transformée en frontière reconnue au traité de San Ildefonso en 1777. Le partage définitif de l'héritage ibérique ne s'est d'ailleurs pas fait sans difficultés après les indépendances des années 1820, et les limites actuelles de l'Orient du Pérou sont le résultat de pénibles ajustements frontaliers, non seulement avec le Brésil "portugais" mais encore avec les voisins hispaniques tels que la Colombie, l'Equateur et la Bolivie.

Cette avidité des jeunes Etats pour une possession territoriale de cet ouest amazonien n'est pas due seulement à une volonté de puissance géopolitique, mais aussi à l'existence de richesses qui furent pendant un temps considérables. Certes, après l'effondrement des mythes successifs de l'Eldorado, et jusqu'en 1880, les ressources de cette partie occidentale de la grande cuvette de l'Amazonie se sont limitées à quelques produits de cueillette spécifiques comme la salsepareille et le quinquina, plus une fabrication active de ... chapeaux de paille.

Mais à partir de 1880, l'Orient participe de plus en plus à ce qui devient la richesse essentielle de toute l'Amazonie - et une production d'importance mondiale -, le caoutchouc. En 1907 encore, l'ensemble de l'Amazonie fournissait 34 000 tonnes de caoutchouc, soit 50 % de la



production mondiale.

Cette exploitation des hévéas sauvages de l'immense forêt amazonienne a fait naître des genres de vie rudes et originaux. "*Shiringeros*" ou "*caucheros*" en tout cas ont fait par leur travail la fortune parfois éphémère de commerçants aventureux ou aventuriers, et de petites villes de collecte dominées par l'opulence tapageuse de la "capitale de l'Amazonie", Manaus. La participation de la frange occidentale du bassin amazonien à ce cycle du caoutchouc a été considérable à partir des années 1880. Mais, ce qui est remarquable c'est que l'Amazonie dans son ensemble n'a pas su, faute d'hommes, faute de capitaux, faute de volonté peut-être, négocier le passage de la cueillette à la culture de l'hévéa, et a donc perdu en quelques années, à partir de 1910, son rôle mondial face à la rapide montée en puissance des plantations du Sud-Est asiatique.

Faute d'hommes, disions-nous. En effet, l'un des handicaps majeurs de l'Amazonie dans son ensemble, et plus particulièrement peut-être de cet Orient péruvien, a toujours été la pauvreté de ses ressources humaines. Les immensités de la forêt sont des vides humains. Cela n'empêche pas d'ailleurs la diversité, et J.-C. Roux nous livre ici une extraordinaire galerie de portraits de ces types d'hommes dont la rudesse des mœurs est à la mesure des difficultés et de la précarité des conditions de vie. Il y a bien sûr d'abord les Indiens, jamais très nombreux, même avant qu'ils ne fussent décimés par les maladies importées par les Européens, par la chasse aux esclaves et par les opérations de destruction menées contre les "sauvages". En fait, dans l'Orient péruvien de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, il y a deux catégories d'Indiens : ceux qu'on voit, les "civilisés", esclaves ou domestiques souvent, plus ou moins minés par l'alcool et les maladies, et ceux qu'on espère ne jamais voir, les Indiens "*bravos*", sauvages "anthropophages" des dernières tribus qui refusent le contact avec les Blancs et nomadisent à travers les immensités de la forêt. Seuls les plus hardis des missionnaires firent de constants et dangereux efforts pour évangéliser, civiliser et protéger ces populations indiennes, avec souvent un succès d'autant plus limité que les conditions politiques s'opposaient désormais à l'organisation de véritables "réductions" dans le style de celles qui fleurirent un temps, un peu plus au sud, au Paraguay.

Et pour les autres Blancs, ces Indiens sont au mieux une main-d'œuvre, voire une source de femmes, au pire une menace à exterminer. C'est que cette Amazonie du XIX<sup>ème</sup> siècle a vu passer une extraordinaire variété d'aventuriers et de colons de tous poils et de toute stature, bien plus nombreux et bien plus riches de fortes personnalités dans la période de splendeur du caoutchouc que dans les décennies précédentes, mais toujours animés par une farouche volonté de survivre à tout prix dans un environnement marqué par la violence. Dans tout cela, le poids de l'autorité publique est bien faible, et les bien modestes effectifs de militaires et de fonctionnaires du gouvernement péruvien ne peuvent assurer ne fût-ce qu'un semblant d'ordre, d'autant plus que bon nombre d'entre-eux, recrutés plus ou moins localement, sont des proies faciles pour l'indolence ou la corruption. Ce qui domine finalement dans ces horizons lointains de l'Orient du Pérou, ce sont d'étonnantes personnalités d'aventuriers de haut vol qui se taillent d'éphémères empires, fonciers ou autres, et qui bien souvent s'évanouissent ou disparaissent lorsque leur fragile construction s'effondre. L'Amazonie péruvienne est en

effet, un peu comme la Guyane, l'un de ces domaines où ont proliféré rêves et utopies, des grands projets de création de chemins de fer aux gigantesques programmes de colonisation, qui se sont achevés en général dans un néant coûteux en argent et parfois en hommes. Jean-Claude Roux nous montre ainsi de façon remarquable comment, au sein d'un Etat encore immature et en tout cas sans moyens, l'espace amazonien du Pérou n'est pas parvenu à se doter d'une véritable structure cohérente et au fond n'a guère tiré bénéfice de l'éphémère période d'activité et de relative prospérité de l'âge du caoutchouc.

C. HUETZ DE LEMPS



## AVERTISSEMENT

Encore un livre sur l'Amazonie, pensera le lecteur... Effectivement, des dizaines, des centaines d'ouvrages, depuis le livre scientifique, les essais, les reportages, les récits de voyages, s'accablent depuis deux siècles dans la plupart des langues ; ils ont comme thème commun le "continent vert" ou "l'enfer vert", pour d'autres l'Amazonie tout simplement. Le mot est d'ailleurs en lui-même évocation de rêves, avec comme répondant dans notre mémoire mythique, le pays des farouches et mythiques Amazones.

Ajoutons-y les innombrables romans qui ont trouvé jusqu'à nos jours dans les Amazonies, car elles sont plurielles malgré la spécificité propre à ce monde unique, à la fois une veine inépuisable, un public insatiable et une actualité toujours présente.

De la "Jacaranda" de Jules Verne à la "Moravagine" de Blaise Cendrars, du "Massacre des Indiens" de Lucien Bodard au "Roi Vert" de Jean-Loup Sulitzer, pour les éditeurs comme pour le "grand public", l'Amazonie présente, plus qu'une mode permanente, un besoin aux attraits toujours neufs, bref un thème "porteur". D'ailleurs, les rééditions des classiques de l'exploration et parfois de la souffrance, voire du martyr amazonien avec les Crevaux, Fachanjon ou Mauffrais, sans parler du "mystère Fawcett", en sont une preuve évidente.

Enfin, la récente redécouverte écologique du monde amazonien focalise soudain et les angoisses et le souci de l'homme de préserver le continent vert de la banalisation en cours, sinon consommée, déjà réalisée dans la plupart des régions dites vierges de notre planète.

Alors une question vient à l'esprit... Pourquoi depuis si longtemps cet engouement tenace, voire cette fascination, pour ce monde à qui on applique aussi le nom inquiétant d'"enfer vert" ?

### Insolite continent vert

*"Je me fiche une ventrée de couleurs comme un âne s'emplit de son !"*

G. Flaubert - *Voyage en Egypte* -

Est-ce l'immensité de ce massif de forêts vierges, d'une superficie comparable somme toute à l'Europe avec ses 7 millions de km<sup>2</sup>, qui sollicite dans notre société hyperurbanisée notre imaginaire ? Y faisons-nous, en héritiers de Platon, le transfert de "l'Idée" archétypale de nos grandes forêts hercyniennes bien disparues depuis belle lurette ?

En réalité, le continent amazonien appartient à ces terres sacrées de l'imaginaire, celles de nos rêves et de l'Utopie, partie constituante de

notre structure mentale. Une sorte d'errance donc, mais éveillée, de notre esprit par-delà la raison, lourde du besoin aussi de merveilleux et de déraisonnable, légitimée par les béances qui émaillent encore les connaissances géographiques de notre planète ?

Après tout, quoi de plus légitime que malgré tous les "Progrès", il puisse encore exister quelques paisibles mammoths vivant dans quelques coins de Sibérie et oubliés des hommes et, en supplément, quelques yétis arpentant librement le Toit du Monde... Pourquoi pas aussi "quelque chose", n'en déplaise aux tristes positivistes qui entendraient nous rabattre nos rêves, dans le Loch Ness !

Cette planète mentale, gravitant étroitement autour de la nôtre, a sa géographie mythique avec ses océans, ses îles et archipels, n'oublions pas O'Tahiti... Ses fleuves sacrés aussi comme le Gange ou le Nil avec leurs sources magiques. Bien sûr, elle a ses continents, pensons seulement à la fascination de l'Antarctique sur nos grands-pères... Ceux-ci sont riches de leurs hautes terres où plane l'ombre de quelques mystères essentiels à l'histoire de l'humanité. Certains de ces hauts lieux dont nous aurions perdu, suite à quelque cataclysme, la mémoire, hormis quelques initiés ou inspirés, possèdent, nous dit-on, des "portes extra-temporelles" ouvrant, au moins aux élus, sur la Connaissance des Origines et autres mystères ou sur un Ailleurs dont le commun de l'humanité aurait perdu le chemin du retour.

Ainsi va le rêve de l'Humanité et son besoin d'Atlantide, attesté, assure-t-on, par des "preuves évidentes" telles que la survivance de l'étrange archipel "macaronésien" (Iles Canaries, du Cap-Vert, Açores et Madère), le mystérieux continent de sable du Sahara, le Tibet aux énigmes profondes, la Mongolie et son royaume souterrain de l'Agarttha et n'oublions pas l'île de Pâques et ses tikis colossaux et aveugles contemplant les secrets des étoiles...

Mais, malgré son exploitation commerciale, cette curiosité pour les terres du mystère a toujours été un puissant ferment pour l'Exploration, et donc sa soeur de lait, la Géographie.

Aussi, bien sûr, l'Amazonie, et à une place de choix, ne pouvait que s'inscrire dans cette géographie des Lieux Sacrés évoquée à grands traits et non sans quelques sacrilèges plus haut.

D'ailleurs, il est juste de reconnaître que l'émerveillement et souvent aussi l'envoûtement des hommes depuis des générations, trouvent face à ce monde amazonien des justifications respectables. Il y a d'abord l'étendue de cette immense forêt, aux dimensions d'une sorte de continent "alternatif" fait d'eau et tout autant de boue et de végétation inextricable. En quelque sorte, l'Amazonie forme ainsi un milieu de transition avec son "océan vert", eau et boue mêlées, qui s'inscrit en replat entre les étendues marines de l'océan Pacifique comme de l'océan Atlantique, tout en s'imposant dans la masse continentale de la terre ferme des Amériques.

Puis, autre miracle de Dame Nature, à son ouest côté Pacifique, ce continent amphibie n'est-il pas quasi hermétiquement scellé, borné et corseté sur des milliers de kilomètres, par cet "événement géologique" grandiose que représente, sans aucun doute, la cordillère des Andes ?

Un autre monde en soi que celui-ci d'ailleurs, et à maints égards fascinant et attachant car porteur d'interpellations majeures telles que celles du philosophe Keyserling devant la majesté du phénomène géologique andin. A côté de ce cadre donc, marqué à la fois par l'étrangeté de ce vaste "continent" d'une autre texture et festonné par son superbe château d'eau andin d'où jaillissent par des brèches comme ouvertes aux forceps, et l'Amazone et les grands fleuves qui dévalent en force sur le bassin amazonien, il y a le caractère unique propre aux formes de vie végétales, animales et humaines. Féerie pour les uns, enfer vert pour les autres, le débat reste ouvert.

Nous n'insisterons pas ici sur le côté "zoo" comme sur celui de jardin botanique exceptionnel propre au bassin amazonien. Mais nous noterons que ce formidable conservatoire de vie et d'animaux, et cette explosion de formes de la vie végétale, avaient de quoi impressionner les premiers voyageurs et qu'il garde toujours ses attraits.

### Les cycles des acteurs

*"Ni vérité, ni mensonge... Une procession d'apparences..."*  
Al Khatibi - *Figures de l'Etranger*

Dans ce monde déjà insolite, il est temps de mettre en place ses acteurs. Les premiers et donc les authentiques dépositaires et maîtres de ses profondes selves mais aussi nautoniers de ses innombrables fleuves, rivières et torrents, marais et lacs, le milieu aquatique étant ici dominant et source de vie, sont bien sûr les Indiens amazoniens. Dans ce cadre où la démesure est norme, le grandiose de la nature vite banal, l'anormal commun, il ne pouvait se dresser qu'un exceptionnel théâtre de la geste humaine avec ses Indiens à la fois emplumés, tatoués et peinturlurés, autre manière d'affirmer leur nudité "pré-évangélique".

L'Indien a commencé à s'installer ici, il y a 10.000 ans, peut-être plus, mais dans un autre milieu climatique comme écologique, celui de la savane. Milieu qui aurait persisté jusqu'à il y a 5.000 ans. Puis, plus ou moins vite, le cadre a changé au cours des millénaires avec des mutations soit subtiles, soit rapides, faisant jouer tous les éléments de la mécanique naturelle terrestre ; ceux-ci même encore aujourd'hui restant souvent bien mal connus, que ce soit dans les domaines des sciences physiques ou dans celui de la vie.

Mais ces phénomènes ont concouru pour aboutir à la formation de ce milieu de grande forêt humide de type équatorial, rencontré et décrit avec fascination par les explorateurs successifs.

L'homme indien, d'origine géographique d'ailleurs encore mal appréhendée dans les cheminements de ses migrations dans le temps comme dans l'espace, s'est lentement intégré et adapté aux conditions de ce monde.

Pour y survivre, il a dû s'y fondre, réinventer par le lent apprentissage des ressources ainsi que des limites de ce milieu naturel, son économie domestique, donc sa subsistance, et pour ce faire aménager ses échanges indispensables avec d'autres groupes. Il a dû créer ainsi sa propre

géographie politique certes pragmatique avec son cortège d'alliances et d'antagonismes. Ainsi il a fixé lentement son identité sociale au niveau de son point d'ancrage, le terroir, mais aussi d'un territoire de parcours, plus ou moins vaste selon les régions, qui lui fournissait ses indispensables prédatations naturelles. Processus lents, effectués par étapes avec des discontinuités, mais où a primé le souci d'assurer le maintien de son identité.

Combien étaient-ils ces Indiens par ailleurs vite particularisés par des langues, des cultures et des traditions différentes, marquages de leurs anciennes origines ?

Les témoignages sont d'une part fragiles, car contradictoires, et trop localisés pour donner des estimations permettant des projections précises ayant une valeur sûre. D'autre part, l'Amazonie n'est pas une, ne serait-ce qu'au point de vue de la géographie de ses potentialités alimentaires pour l'homme, celles-ci variant très sensiblement en fonction des milieux et donc de leurs possibilités de nourrir des groupes humains plus ou moins importants. Aussi les densités oscillent-elles de moins de 1 à 10 au km<sup>2</sup> par exemple, entre les zones de bosquets humides de moyenne altitude et celles des plaines littorales riches en alluvions ou sur les berges des grandes rivières limoneuses.

Orellana, dans les relations quelque peu mythifiées de son épopée, évoque un fleuve Amazone portant des chapelets serrés de villages peuplés, où d'ailleurs il crut voir ses fameuses guerrières amazones "mono-mamellaires"...! Observations faites, certes (et Dieu merci !) de loin, et par un esprit fiévreux ! Sinon de près, il aurait vu qu'il s'agissait d'hommes ayant, comme c'était courant à l'époque, des robes courtes. Aussi la valeur des estimations faites à une telle aune, quant au peuplement, ne peuvent qu'inciter à la plus grande circonspection.

Surtout et plus grave, dès les premiers contacts avec les conquistadors ibériques, cette population va subir une déstabilisation démographique pour partie au moins de ses groupes. Celle-ci affectera d'abord les zones les plus denses de peuplement, c'est-à-dire les côtes et les vallées alluviales amazoniennes. Maladies importées, enlèvements, destructions, migrations forcées, vont défaire le puzzle d'un peuplement à l'architecture complexe car obéissant à des règles écologiques pragmatiques comme à des clivages historico-culturels façonnés par les temps amazoniens et dont la remise en cause, ici comme ailleurs, dans la géographie en forme de patchwork des terroirs traditionnels, va générer des bouleversements en cascade.

Au 19<sup>ème</sup> siècle, une large partie du bassin amazonien a été ratissée depuis longtemps, que ce soit par les missionnaires en quête d'Indiens à réduire ou par les "*bandeirantes*" portugais avec leurs redoutables "*Mamelucos*", chasseurs de terres nouvelles, de mines et d'esclaves indiens. Avec eux, soit insidieusement et avec des effets-retard, soit brutalement, les pernicieuses maladies épidémiques et les séquelles sociales du rapport nouveau avec l'Occident, vont défaire les sociétés indiennes en contact direct, perturber les autres par contrecoup et donc fausser tout inventaire tant soit peu fidèle sur l'état du peuplement ancien initial.

D'ailleurs l'Espagnol a eu une attitude peu nuancée face à l'Indien : en effet, celui-ci sera considéré comme un "sauvage" à qui est présentée l'alternative bien limitée de soit se soumettre, donc "d'être réduit" et plus

ou moins mis en servitude, soit d'être passé au fil de l'épée pour délit de barbarie..!

Mais surtout, il y eut, disons-le clairement, car par une étrange pudibonderie nombre d'auteurs surtout latino-américains ne s'y étendent guère, la révélation de la femme des Amazonnes... Imagine-t-on, lors des premières rencontres, l'émoi de ces austères officiers, cuirassés ou engoncés dans leurs fraises, face à ces femmes et filles nues, jaillissant naturelles de leur selve, de même que les réactions de leurs soldats, routiers rudes, superstitieux mais avides aussi de butins sensuels?

Ici comme ailleurs, en terres de rencontres exotiques, l'image et la présence de la femme native vont créer des rapports ambigus, facilités d'abord par les contacts amicaux, puis qui se détérioreront du fait souvent de l'accaparement plus ou moins volontaire des femmes par les étrangers.

Longtemps ces deux attitudes, l'une de fraternisation, l'autre d'exclusion et, ce, jusqu'à notre époque au moins, ont prévalu.

Ainsi, vers 1905, un brillant explorateur par ailleurs officier de marine cultivé, n'hésite-t-il pas à demander que les tribus hostiles à la colonisation soient "*nettoyées des terres occupées indûment par elles, vu leur état indécrottable de barbarie...*". Par contre, peu après, un délégué administratif "humaniste", proposera, lui, de créer des centres d'apprentissage adaptés pour protéger "ses Indiens" du choc du progrès ! Certes vers 1850, il reste encore de vastes "gisements" intacts d'Indiens "*bravos*" n'ayant jamais vu "le blanc", ou d'Indiens ayant fui les missions et postes administratifs et se tenant farouchement éloignés de la civilisation et de ses agents.

Aussi, en est-on réduit aux estimations des populations anciennes, certes de plus en plus rigoureuses grâce à l'amélioration lente mais régulière des conditions d'étude scientifique du milieu amazonien, et ce, avec des approximations qui reflètent, *mutatis mutandis*, la réalité. Bien moins de 10 millions d'Indiens, très certainement, mais sûrement plus du million dans tous les cas ; ainsi la fourchette est large, trop large encore.

Mais si on accepte les projections raisonnées faites à partir de la distribution des densités en fonction des écosystèmes, les projections permettent de tableur sur 5-6 millions d'Indiens contre 5 ou 600.000 recensés aujourd'hui !

Cette décreue démographique permet ainsi d'appréhender le poids de l'histoire des siècles passés sur le peuplement amazonien et les vicissitudes traversées.

## Le rêve des conquérants de la Selva

*"Ils avaient le feu aux rognons et craquaient cocagne..."*

J. Delteil - (Jésus 2)

La micro-histoire locale a produit, finalement avec des séquences à vitesses variables, la geste de la tragédie humaine amazonienne et il faut viser ici tous ses acteurs.



Le premier choc fut celui des rudes bandes de conquistadors, d'abord Espagnols puis très vite Portugais, qui, en colonnes réduites, vont sillonner quelques grands axes naturels. Ainsi en fut-il du premier découvreur à l'épopée tragique, Orellana ; notons aussi le capitaine portugais Texeira qui réussit le tour de force, en remontant le Putumayo, d'arriver jusqu'à Quito au coeur des Andes. Il démontra ainsi à l'Espagne que la grande forêt n'était plus le bouclier de son empire andin. Puis, il y eut les capitaines d'aventure, Maldonado, Nuñez de Vaca, et tant d'autres expéditionnaires plus ou moins connus et tous les autres, nombreux et obscurs explorateurs souvent engloutis dans les selves sans laisser de traces ni de mémoires écrits.

Pourquoi cette durable frénésie amazonienne alors que Portugais et Espagnols disposaient déjà pour leurs entreprises de tout le vaste champ sud-américain, celui-ci à peine entamé par leur soif de conquêtes et d'exploitation ? Tout simplement, l'Or et ses mirages... En effet, les Indiens de l'empire inca andin écroulé apprirent vite aux Espagnols que dans la Selva existaient de fabuleuses cités, voire des royaumes, qui avaient nom magique. El Dorado, Païtiti, Manoa, les "Sept cités de Cibola" et d'autres encore... L'or, selon ces contes, y pavait les rues, tapissait les temples, abondait avec les pierres précieuses dans d'inépuisables mines dignes du roi Salomon.

Légendes fort plausibles d'ailleurs pour ces soldats démobilisés, aux mémoires hantées, après les rafles des fabuleux trésors mexicains ou péruviens, par la croyance en d'inépuisables trésors abrités par l'immensité du nouveau continent et dont il est vrai aussi que des indices sérieux laissaient présager la matérialité.

Alors, ils partirent en petites troupes, prêts à tout endurer pour conquérir l'or des jungles illimitées de la Nouvelle Golconde... Imagine-t-on dans les selves sombres ou sur les rios dangereux, ces premières mêlées, Indiens nus et agiles aux armes rustiques mais dangereuses, assaillant ces lourds reîtres cuirassés venus des redoutables régiments de "Tercios" longtemps maîtres des champs de batailles européens... ? Les Indiens, la faim, car on peut mourir de faim dans ces forêts sans limites si on n'est pas fils du pays, les maladies aussi, auront raison de ces velléités de conquête du royaume vert.

L'Espagne ne s'y trompera pas longtemps ! Aussi, après quelques incursions ou malheureuses ou sans résultats probants, elle se cantonnera à tenir les marches amazoniennes. Ce seront surtout les vallées interandines et une partie du Haut-Marañon riche en or, où elle créera des villes, minières éphémères au nom de rêve... La Séville d'Or, Logroño de Los Caballeros, Santiago... ! Villes d'un rêve doré qui seront emportées, avec d'ailleurs les Castellanes y vivant, par une terrible révolte des Indiens Jivaros, las des abus et des prestations extraordinaires et répétées au Trésor royal.

Après l'échec d'une reconquête sans vrais moyens, viendront les missionnaires, Jésuites d'abord qui se consacrent à la région du Marañon, et Franciscains ensuite ; ce sont d'autres croisés du Christ et avec d'autres préoccupations que celles des soudards en quête de trésors.

Eux, ils détenaient la méthode de conversion avec la doctrine de "la réduction", surtout une foi totale, sans partage et triomphante, celle qui fait les héros comme les saints, voire les grands criminels aussi...

Foi qui proclame l'intangible supériorité de la vraie religion ! Aussi, privations, misères, isolement, martyre, rien ne rebutera ces mystiques ingénieurs de l'âme... Malgré des échecs certes, ils réussiront, à partir du 17<sup>ème</sup> siècle, sur une partie au moins de la région amazonienne, à tisser leur toile missionnaire et à établir peu à peu un réseau dense de villages de regroupement des Indiens, selon le système qu'on nommera "réductions"...

### **L'Amazonie laissée à elle-même**

Mais l'expérience qui semblait promise à un avenir brillant sera brisée par Madrid en 1767, craignant peut-être, non sans quelque raison, qu'à terme, ce territoire insolite "Missionnaire-Indien" en voie de constitution en Amazonie mais plus avancé au Paraguay, soit porteur de séparatisme et recèle de bien dangereux ferments idéologiques pour ses colonies américaines où la classe créole commençait à regimber devant les vice-rois de Madrid de moins en moins omnipotents face à la montée des idées libérales. Aussi en 1767, par un décret de Charles III d'Espagne, l'aventure des royaumes missionnaires sera consommée.

Mais si l'emprise des missions cessa donc brutalement, dès 1742 déjà, ses bases avaient été sapées par une soudaine révolte indienne, probablement dirigée au départ contre les Franciscains. Son protagoniste, resté célèbre, fut Juan Atahualpa, pourtant un "fils" du système et brillant sujet, produit d'un idéal missionnaire visant à fabriquer des élites formées en Espagne.

Cette révolte qui s'acheva curieusement avec la disparition dans la jungle de ses acteurs et de leur mentor, laissa longtemps planer l'attente quasi messianique de leur retour dévastateur... Elle démontra l'incapacité des Espagnols à défendre les missions nées sur les confins amazoniens, et fut aussi le premier ébranlement du système missionnaire dont nombre de postes durent être abandonnés ou pour longtemps ou définitivement ! La légende tenace d'un Indien soumis, résigné et sans défense, montrait son inanité.

Ainsi à l'orée du 19<sup>ème</sup> siècle, du côté espagnol, le repli était manifeste sur le terrain amazonien. Avec les soubresauts des guerres de libération nationale qui vont occuper toute l'Amérique espagnole jusqu'en 1825, c'est une génération de quasi-abandon et de retour à l'état ancien précolonial qui va caractériser le bassin amazonien jusqu'en 1830, au moins.

Les nouvelles républiques andines, Bolivie, Pérou, Equateur, Colombie et aussi le Venezuela, vite confrontées à leurs problèmes intérieurs et à leur cortège de divisions, de guerres civiles ou de sécessions, ne prêteront guère attention et de longtemps pour certaines, à leurs bien lointaines et improductives marches amazoniennes. Néanmoins, elles se considéraient, non sans le recours à des arguments quelque peu spécieux parfois, pleinement héritières des droits territoriaux de l'Espagne. C'est-à-dire des

limites fixées par le traité mémorable de Tordesillas préparé par une bulle papale, comme du traité impérial de San Ildefonso en 1777, dit aussi des "Trois sept". Celui-ci délimitait approximativement les mouvances des domaines américains des royaumes ibériques, là où les empiètements respectifs des Espagnols et Portugais créaient d'anciennes zones de tension. Ainsi, à propos des frontières des nouveaux Etats, prévalait la "règle de l'*Uti Possidetis*", c'est-à-dire d'un droit intangible reçu "de la chose possédée" au temps de l'organisation administrative coloniale et de ses frontières impériales.

Le Pérou s'en prévalut, et les autres pays frères ensuite ; mais il apparut que l'application de ce principe s'avérait difficile voire impossible. Il fut en effet bafoué par ses propres thuriféraires, au nom soit du principe naissant d'autodétermination, soit le plus souvent, au profit de l'opportunité du droit d'occupation qui créait ainsi un droit de possession imprescriptible. Le Brésil par exemple en produisit, au cours des deux derniers siècles, de beaux exemples d'application. Ainsi, l'Amazonie resta en l'état de nature aussi longtemps qu'elle fut inexploitée, défendue d'ailleurs par son quelque peu redoutable milieu naturel tout comme par la présence de tribus indiennes pour le moins méfiantes face aux intrusions extérieures.

D'ailleurs, l'activité économique n'y était entretenue que par quelques prédatons plus ou moins régulières de produits naturels (plantes médicinales et poisson séché) ne représentant qu'une valeur marginale pour le marché mondial. La situation ne commença à changer, au Brésil d'abord, qu'avec, à partir de 1860, l'intérêt tout nouveau présenté par le caoutchouc et la découverte de ses nombreuses variétés. Le marché des pays industriels européens et d'Amérique du Nord où ce produit connaissait une demande régulièrement croissante, devenait fortement demandeur et créait ainsi les conditions d'un "boom" favorisé par une vive tendance "haussière" des cours.

Le sort économique de l'ensemble de la région amazonienne allait ainsi se trouver scellé, placé sous les auspices de la quête de plus en plus intensive et fiévreuse de ce nouveau produit miracle. Mais les effets de ce véritable "big bang" économique devaient rapidement s'avérer quelque peu calamiteux pour les populations locales et réveiller les sommeillants problèmes frontaliers. Ces querelles, restées jusque-là nourries par des considérations théoriques, devaient s'exacerber alors avec la perspective soudaine des mirobolantes royalties espérées du caoutchouc.

Les intérêts étrangers rivaux aidant, se multiplièrent vite alors des motifs soudain graves de rivalités devenant sources de tensions entre les jeunes Etats andins, ceux-ci par ailleurs souvent criblés de dettes et avides donc de revenus nouveaux. La découpe officielle des sphères de souveraineté internationale du bassin amazonien allait en découler et elle trouvera son apogée au début du siècle. Mais, elle ne devait cesser d'envenimer épisodiquement les relations entre certaines "républiques soeurs" jusqu'à ce que cesse, en 1910, la folle euphorie engendrée par le produit miracle.

De toutes les perspectives évoquées ici à grands traits, il résulte que le début du XX<sup>ème</sup> siècle mit fin à l'état d'hinterland global que constituait l'Amazonie et donc à la vacuité économique comme géopolitique qui lui

était propre, et ce, depuis son approche par les Ibériques. La longtemps "terre de personne" amazonienne, hormis bien sûr de ses Indiens hors de notre histoire et de la mouvance de l'Occident, va, peu à peu, ainsi et éphémèrement d'ailleurs, devenir lotie, adjugée et "territorialisée"... Une course pour la reconnaissance de possessions amazoniennes s'engagera entre Lima et Rio d'abord ; puis Lima devra diviser ses efforts face aux ambitions symétriques et antagonistes des autres plaideurs, ses voisins amazoniens aussi. L'Equateur sera le rival le plus coriace car c'est avec lui qu'existait le plus ancien et le plus vivace différend frontalier ; puis, le litige s'étendra avec la Colombie, autre voisin déjà plus conséquent étant donné le rapport des forces ; enfin, ce sera le différend avec la Bolivie, plus marginale et moins dangereuse car isolée sur son réduit de l'altiplano andin.

Or, le Pérou, grand vaincu de la guerre du Pacifique contre le Chili, devra mettre à l'encan ses ressources, concéder ses terres en friches, placer en régie entre des mains étrangères ses chemins de fer. Avec ses seuls 4 millions d'habitants, ses moyens limités, la gabegie de ses administrations, l'incurie politicienne, comment aurait-il pu faire aboutir son rêve oriental ?

### Les vertiges des abus sans contrôles

La situation du Pérou sera d'autant plus difficile que, à côté de ses difficultés diplomatiques, il va se trouver en porte à faux dans ses efforts amazoniens ; cela sera le fait de certaines initiatives extra-frontalières propres aux acteurs du cycle de la gomme fabuleuse. Certes Carlos Fitzcarrald, le roi du "*caucho*" péruvien, se bâtit un empire sur le Madre de Dios au Sud, et fit oeuvre "d'explorateur patriote" en découvrant l'isthme qui porte son nom, permettant l'ouverture d'une route plus courte et directe du bassin du Madre de Dios à celui de l'Amazone. Mais, il aurait pu donner très vite des soucis à Lima si la mort n'avait saisi sur un rio le "*Viracocha blanc*" qui soumettait par milliers les Indiens pour ses "*gomales*". Il avait en effet formé sa milice qui faisait régner l'ordre de la Winchester sur les rios et surtout, il s'était allié avec les plus grands capitalistes et capitaines d'industrie, du Brésil comme de la Bolivie, tel le maître de la "Orton Rubber Co", le Dr. Vaca Diez, et bien sûr, le redoutable "colosse bolivien", Nicolas Suarez ; or ce dernier dominait des millions d'hectares, était le "maître" de milliers de péons en servitude... Enfin, il pesait des millions en sterling.

Si, au sud du Pérou amazonien, le pouvoir réel de Lima était bien évanescent, au nord, la situation était totalement incontrôlée par la lointaine capitale. Or, entre Putumayo et Caqueta, sur les vastes confins contestés de la Colombie et du Pérou, va se dresser une autre force redoutable avec la toute-puissante "Maison Arana et Frères". Celle-ci va arracher les concessions, bâtir un empire du caoutchouc "tayloriste" avant la lettre, puis y mettra après force battues, du gibier humain qui se retrouvera ainsi en camps de travail comme de concentration avec des milliers d'Indiens.

Les actes d'accusation du procès des "scandales du Putumayo" qui déconsidèrent le Pérou et le virent impuissant, laissent peu de place au

doute, malheureusement, sur la matérialité des scandaleuses méthodes usitées à grande échelle malgré les patriotiques dénégations péruviennes. Même en prenant en compte les indignations intéressées et sur commandes, organisées par quelques groupes de pression douteux comme les évidentes exagérations sur "les dizaines de milliers d'Indiens" impliqués qui certainement ne dépassèrent pas les 10 ou 12.000 personnes au maximum, la matérialité des faits laisse peu de place à la thèse du complot international contre le Pérou et ses intérêts nationaux.

Pourtant l'affaire des battues d'esclaves ou "*correrias*" était ancienne et bien connue par toutes les autorités, qu'elles soient civiles, militaires ou religieuses, et Lima, informée depuis longtemps, fut donc complice et se résigna par pusillanimité. Cette pratique était propre aux guerres indiennes, mais elle fut très vite reprise par les Espagnols comme par les Portugais. D'abord, on acheta aux Indiens les captifs puis, profitant des guerres traditionnelles, on se joignit aux Indiens "amis" pour attaquer des tribus opposées. Mais quand avec le cycle du caoutchouc le besoin de main-d'oeuvre devint pressant, les "*caucheros*" eux-mêmes, soit avec des alliés indiens, soit de leur propre initiative, s'engagèrent alors dans des battues aux "sauvages" qui devinrent dévastatrices car à grande échelle et systématiques. Ainsi, des rios entiers furent ratissés, leurs habitants traqués comme gibier pour les "*barracas*" du caoutchouc, les hommes mis aux "*gomales*", les femmes aux cuisines et à la prostitution en chaîne, les enfants aux champs.

Certes, les Indiens réagirent en attaquant les "*caucheros*" et leurs campements pour les piller et les incendier ; mais en réaction cela déclencha des opérations d'éradication systématique des "*rancherías*" indiennes où l'on tuait les adultes et emportait les enfants en bas-âge... Aussi, des tribus entières, soit émigrèrent vers le Brésil, soit le plus souvent s'installèrent vers les sources des cours d'eau, là où les "*caucheros*" ne pouvant plus remonter en canoë, s'arrêtaient car ils se risquaient peu dans les zones boisées propices aux meurtrières embuscades indiennes.

Cette situation perdura près d'un demi-siècle (et s'est maintenue à petite échelle jusqu'en 1960 en Oriente marginal du Pérou) et cela malgré des incidents et la rebuffade internationale due aux "scandales du Putumayo" en 1908-1910. Ceux-ci mirent en évidence que le Pérou restait incapable de réagir en tant qu'Etat de droit, ligoté par de contradictoires intérêts.

### **Pas de colonie sans Etat fort**

Cette situation ne relevait pas que de la mauvaise volonté d'un Etat où existait, par ailleurs, une société intellectuelle brillante et souvent libérale voire progressiste.

Elle appartient à un autre type d'analyse. Nous avons voulu le privilégier ici, à partir du nécessaire rappel de la situation de l'Amazonie péruvienne ; pour cela, nous avons puisé dans les sources d'archives publiques trop souvent négligées ou les témoignages d'époque, ceux d'acteurs directs de la Selva, produisant ainsi les éléments permettant de

diagnostiquer les symptômes de la carence étatique avec ses diverses manifestations et ses conséquences.

Il s'agit du problème posé par l'impuissance de l'Etat dans le contrôle et la gestion territoriale surtout quand il concerne des régions restées marginales. Pour l'Amazonie du Pérou, le problème est clair en terme d'analyse géographique, Lima ayant cru pouvoir assurer sa mainmise sur un territoire amazonien représentant plus de la moitié de sa superficie, et le mettre en valeur. Or, ce vaste ensemble, qui comptait avant les abandons de souveraineté un million de Km<sup>2</sup> environ, était en dehors de quelques maigres centres, dépeuplé avec moins de 100.000 habitants.

Aucune voie de communication ne le reliait rapidement, sûrement et économiquement à l'Atlantique comme aux centres portuaires péruviens de la côte du Pacifique. Donc, l'Oriente se trouvait en situation de décrochage géographique, en état d'apesanteur entre le Brésil et l'Atlantique d'une part, et la côte Pacifique du Pérou d'autre part, de qui il était séparé par la formidable barrière andine.

Situation plus préoccupante, cette région immense n'avait été que très superficiellement reconnue sinon explorée. Certes, ses frontières reposaient sur des grimoires solennels et poussiéreux, mais devenus intemporels, tel le vénérable et bien vétuste traité de San Ildefonso de 1777, base de l'*Uti Possidetis* et tentative vaine par ailleurs d'aménager le mémorable et bien obsolète traité de Tordesillas. Mais, ce traité devint vite inapplicable dans la mesure où il n'existait sur les confins marginaux, ni cartographie, ni relevés topographiques, ni cartes hydrologiques des fleuves, pourtant les uniques routes de l'Amazonie. De cette situation de carence d'information géographique, il résultait qu'il n'y avait pas de délimitation précise sur le terrain.

N'ayant pas d'armée pour occuper un minimum de points clés et pour contrôler les incursions brésiliennes dans la Selva, pas de marine sur les rios pouvant compter, face à un pays seul maître des bouches de l'Amazone et du commerce atlantique, pas de doctrine coloniale car c'est bien de cela qu'il s'agissait, le Pérou n'avait pas non plus de corps d'administration de "l'outre-Andes" amazonien.

Lima, de plus, souffrait de l'absence de budget conséquent à affecter à l'Amazonie, il ne restait donc que les investissements du capital international mais à des conditions léonines... Aussi se contentait-on dans les ministères, de légiférer en produisant des corpus de décrets pointilleux et perfectionnistes rendus d'autant plus inapplicables qu'il y avait méconnaissance des lieux et absence d'appareil administratif en place.

Ainsi l'Amazonie péruvienne a vécu durant des décennies (et est-ce bien fini ?) dans un état flou, comparable à la situation décrite dans "Le rivage des Syrtes" ou dans "Le désert des Tartares", c'est-à-dire dans une sorte de non-être géographique d'une part, comme de non-identification psychologique et historique, d'autre part.

L'Oriente oscillait ainsi entre un état de friche permanent et l'attente, quasi messianique, d'un phénomène extraordinaire venant "d'ailleurs" et lui redonnant vie à partir de ses richesses présumées.

Mais, ce miracle créé par le caoutchouc-roi et qui fut le support et le moteur de l'emballement amazonien durant près de trois décennies, soudain en 1910, cessa brutalement et perfidement, en pleine euphorie

locale, au moment où les cours de la gomme atteignaient des sommets inégalés... Et ce, au profit des plantations asiatiques ! Pourtant, en 1905, il y avait eu bien des signes prémonitoires, mais vite oubliés dans l'aveuglement général... La fin d'une certaine Amazonie était ainsi signifiée sans ménagements.

Notre ambition a été de présenter, ici, un tableau limité mais explicite dans le temps comme dans l'espace, des problèmes évoqués plus haut. Aussi ce travail se borne-t-il à envisager, de l'indépendance (1821) à la fin du long et capital cycle du caoutchouc en 1910, la seule région dite de l'Amazonie péruvienne. Cette limitation correspond à un souci méthodologique précis : produire des sources et des informations relativement peu exploitées bien qu'existantes à Lima comme à La Paz. Il s'agit de sources publiques ou provenant d'archives, recherchées pendant quatre ans de séjour à Lima et maintenant à La Paz (Bolivie), mais souvent oubliées ou négligées par de nombreux spécialistes de l'Amazonie car depuis longtemps, il est vrai que le bassin amazonien a été "insularisé" scientifiquement.

L'essai proposé ici se situe uniquement dans la perspective de la compréhension de l'histoire de la géographie spatiale et de ses réseaux de relations logiques entre des phénomènes territoriaux. Approches que par nature ma discipline est censée prendre en compte par l'analyse de la constitution de ses réseaux, et des "territoires", au sens géographique, éphémères ou durables qui en ont résulté. Dans ce domaine beaucoup reste à faire au moins dans le cas des problématiques de ce type, propres à l'Amazonie. D'autres chercheurs y travaillent aussi et c'est dans une perspective de complémentarité interdisciplinaire et dans le dessein d'apporter une interprétation se voulant géographique, et donc en parenté et prolongement avec les disciplines propres aux sciences humaines, que se situe cette contribution.

J.-C. ROUX

## Chapitre I

### LES LIEUX DE L'ORIENTE PÉRUVIEN

*"J'ai des envies folles de rompre le Temps et l'Histoire,  
et d'entrer à pieds joints dans le désir"*

J. Joyce - *Ulysse*

Le confort de l'esprit comme la simplification géographique basée sur des stéréotypes pédagogiques mais simplificateurs, font que l'ensemble amazonien est souvent perçu par les non-spécialistes comme un système homogène marqué par la continuité d'un paysage ; ici une grande forêt équatoriale découpée par l'entrelacs d'un immense réseau fluvial composé de milliers de rivières et fleuves, et parsemé de marécages et lacs parfois immenses. Or, cette image ne correspond qu'à une vision très tronquée de la réalité amazonienne surtout pour l'Orient péruvien qui n'est qu'un fragment représentant 10 % environ de l'ensemble de la région amazonienne ; celle-ci ayant une superficie comprise entre 6 et 8 millions de km<sup>2</sup> selon les divers critères géographiques pris en compte pour sa définition.

Si la Cordillère des Andes constitue un rempart entre le Pacifique et l'Océan Vert, elle crée une solution de continuité justifiant la classique évocation de la césure géographique entre l'Amérique andine et donc montagnarde, et l'Amérique équatoriale des basses plaines sylvestres. En réalité, ce système n'est pas absolument hermétique. En effet, les passes plus ou moins difficiles d'accès qui s'offrent du nord au sud de l'ensemble andin, grâce aux vallées dites du "*cerra de selva*" du piémont amazonien, ont constitué de tout temps des lieux de transition au niveau des formations végétales, des situations climatiques et bien sûr des relations et des échanges humains. Depuis plus d'un quart de siècle, de nombreuses recherches dans des domaines très variés ont mis l'accent avec des résultats fructueux sur les formes de continuité plus que sur les caractères de ségrégation entre les deux ensembles.

Ainsi est-on passé d'une approche quelque peu fixiste et peut-être intellectuellement sécurisante opposant deux entités irréductibles, le monde amazonien et le monde andin, à une autre perspective admettant, elle, la mobilité des phénomènes comme leur continuité. Celle-ci se manifeste par des transitions des caractères du milieu naturel, à des échelles variables, qui créent des prolongements, établissent sous des formes intermédiaires les continuités effectives et expliquent finalement les divers types de changements. Et ce, non pas seulement à partir de ruptures, mais



aussi par la prise en compte des adaptations et de la compréhension de leurs mécanismes.

Cette première prise en compte est essentielle, dans les domaines humain et historique, pour la compréhension des situations amazoniennes. Elle passe pour l'Orient péruvien comme bolivien d'ailleurs, par la mise en évidence du rôle joué par les vallées interandines qui, du nord au sud, de l'Equateur au Cusco péruvien, assurent la transition entre les deux ensembles géographiques.

La deuxième réalité, mieux connue, est celle de la découverte du Continent Vert, c'est-à-dire de son identification selon les normes précises que crée la sémiotique, permettant ainsi de faire accéder au niveau de la connaissance un ensemble flou, sorte de masse inerte, à des formes comptabilisées disposant de repères objectifs. Connus depuis des siècles, l'ensemble amazonien ne fut pendant longtemps qu'effleuré par les Espagnols. Mais il fut mieux reconnu, du côté de l'Atlantique, par les Portugais qui utilisèrent ses fleuves pour leurs reconnaissances et y établirent leurs premiers postes de colonisation, bases aussi du ratissage de ses jungles en quête d'esclaves d'abord pour ses plantations puis ultérieurement pour ses mines.

Ce n'est vraiment qu'à compter du 19<sup>ème</sup> siècle que les explorations se développeront puis s'amplifieront avec la navigation à vapeur sur les grands fleuves, enfin prendront un rythme accéléré à la fin du siècle. Elles avaient de nombreux mobiles où la curiosité scientifique pure dut céder la place aux intérêts supérieurs des puissances riveraines avec le caoutchouc, la recherche de mines et le contrôle des mains-d'oeuvre indiennes indispensables à ces exploitations. Toutes ces questions étant étroitement liées, ce processus va impliquer la réactivation du problème des délimitations géopolitiques des frontières amazoniennes restées en litige ; sous la pression des intérêts contradictoires, celle-ci va se poser alors avec plus d'intensité dramatique. En plus de ses apports à la connaissance des terrains amazoniens, l'exploration aura une autre conséquence capitale avec la rencontre puis la saisie des Indiens dans l'intimité de leur milieu naturel.

Il s'agira, d'ailleurs, du côté hispanophone au moins, d'une redécouverte, compte tenu des expériences passées et de leurs échecs, donc des souvenirs laissés dans la mémoire historique et les traditions des acteurs. Des stéréotypes initiaux, fabriqués par l'un sur le "Blanc" ou par l'autre sur "l'Indien", on passera pragmatiquement aux expériences des divers types de rencontres et à la diversité des réactions qui en découleront ; ainsi se déferont certains mythes et s'en créeront d'autres.

L'exploration aura une conséquence directe d'importance, à court ou moyen terme, avec l'exploitation des ressources naturelles ; celle-ci se fera selon les méthodes des cycles spéculatifs propres à l'époque aux matières premières rares et donc à haute valorisation. Ces cycles seront instaurés par le marché international et donc dépendront des pays industriels. Ainsi, le Continent Vert entrera dans la dynamique des économies coloniales et de leurs productions extractives qui alors se mettait en place en Afrique ou en Asie. Mais, en Amazonie intérieure, les infrastructures d'une exploitation rationnelle faisaient totalement défaut ; seules les voies d'eau permettaient l'accès et la collecte des produits. Par ailleurs, il n'y avait pas

de ports, aucune organisation minimale sauf embryonnaire avec maisons de commerce, banques et entrepôts, douanes, services de police, justice...

C'est Iquitos qui, pour l'Oriente, jouera à partir de 1880 ce rôle centralisateur. Sans cette cité nouvelle et en l'absence de tout autre centre de polarisation, l'Oriente péruvien, déstructuré, aurait été menacé d'aspiration totale par le Para brésilien et la vraie capitale de l'Amazonie, Manaus.

Mais cet Oriente péruvien, on le découvrira peu à peu à Lima comme à Iquitos plus directement, était inachevé et restait tronqué. En effet, à côté du Loreto, c'est-à-dire de la vaste région organisée par le réseau fluvial de l'Amazone et de ses multiples affluents, s'étendait aussi le grand ensemble de la région du Sud-Est, articulée, elle, sur les fleuves Ucayali, Urubamba et Madre de Dios. Confins que l'on avait depuis longtemps, après des tentatives infructueuses, renoncé officiellement à explorer, à l'exception de quelques missionnaires et aventuriers. Aussi, jusqu'à 1880 au moins, cette autre moitié de l'Oriente restera totalement en friche.

Cette dualité régionale, propre à l'Oriente péruvien, impliquait un grave déséquilibre géopolitique et économique pour le Pérou. Celui-ci résultait des difficultés rencontrées par Lima pour organiser son domaine amazonien, en assurer la maîtrise territoriale, condition *sine qua non* de son appartenance à l'ensemble national.

Il résultera de ces diverses situations, compte tenu des moyens très limités disponibles pour l'Oriente péruvien, et des graves problèmes d'ordre interne comme externe que connaîtra aussi le Pérou, que cette politique d'intégration de l'Amazonie apparaîtra quelque peu disproportionnée par rapport à ses moyens réels.

Les velléités de Lima, de conduire une politique amazonienne cohérente, se heurteront aussi aux conditions du milieu marqué par le vide démographique, à l'absence d'infrastructures et de tissu administratif adapté à la région, à la non-délimitation des frontières.

Ainsi "la province amazonienne" donnera longtemps l'impression de dériver au gré d'événements impulsés de l'extérieur ou provoqués par quelques initiatives privées, situation non exempte de dangers. Colonie postiche inavouée, emprisonnée par le magma végétal, elle luttera pour ne pas être ravalée au rang de succursale de la dynamique Amazonie du Brésil qui en tenait les accès et le trafic, grignotait ses frontières, y envoyait ses trafiquants.

## I - DES VALLÉES ANDINES À LA SELVA : IMPÉRATIFS DE LA GÉOPOLITIQUE COLONIALE

Evoquer l'Amazonie péruvienne c'est déjà appréhender une coupure géographique quelque peu abstraite. En effet, aux temps de la domination espagnole, la région amazonienne fut partagée entre les vice-royautés de Lima dans l'actuel Pérou qui en reçut la majeure partie sous le nom de Mainas, et celle de Santa Fe de Bogota dans l'actuelle Colombie, capitale de la vice-royauté de la Nouvelle Grenade qui se vit attribuer les régions au nord du rio Guaviare, et celle des plaines à savane des llanos connues sous le nom de Guyana, juridiction s'étendant jusqu'à la côte atlantique.

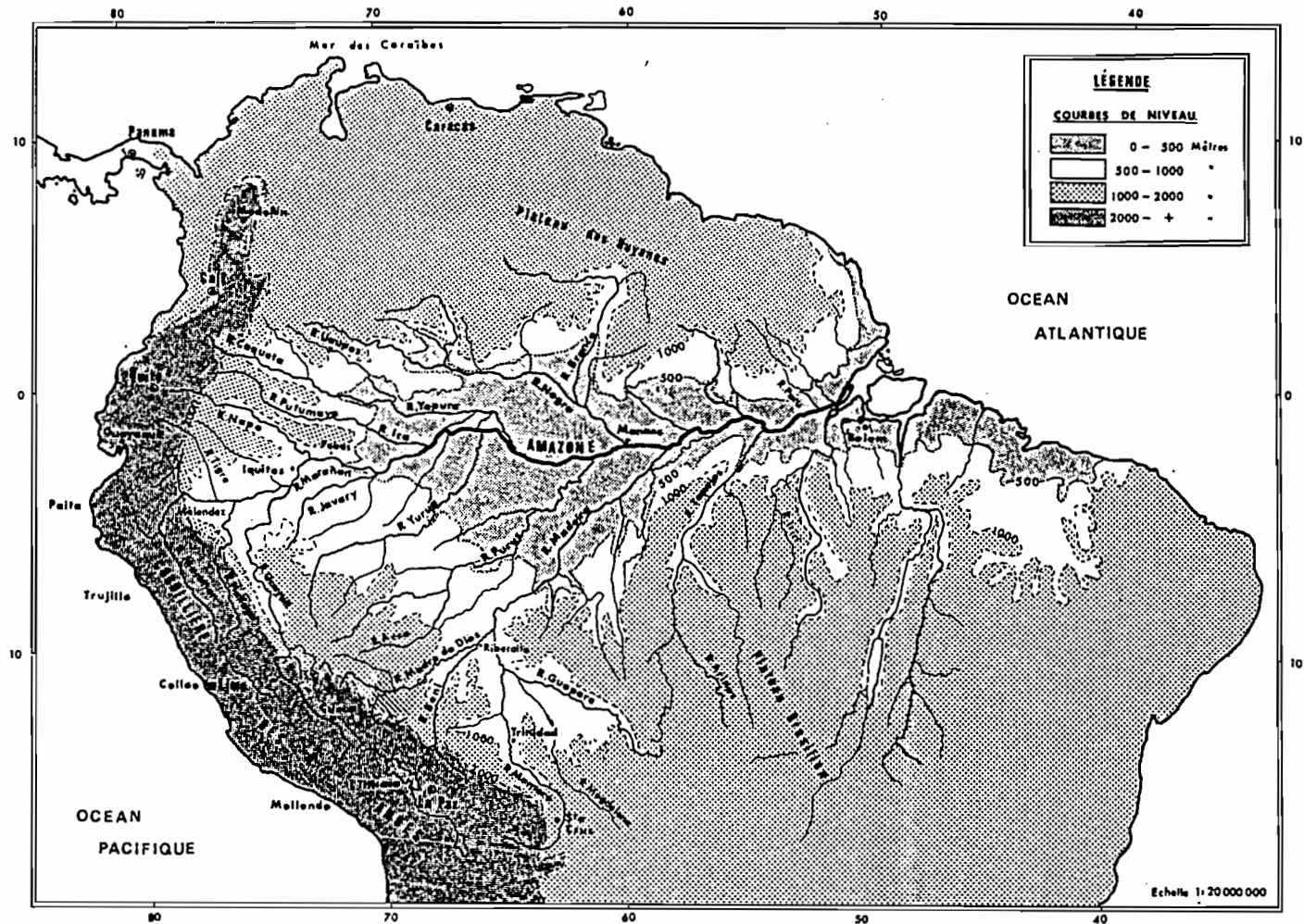
La province amazonienne de Lima, le Maynas (ou du Mainas), fut d'abord rattachée à l'Audience de Quito (Equateur), puis en 1802, fut placée par décret royal, directement sous la tutelle administrative de Lima. Ainsi les futurs conflits frontaliers étaient déjà inscrits dans l'héritage des variations des limites territoriales coloniales, limites d'ailleurs très irréelles puisque le bassin amazonien, encore largement inexploré, constituait presque intégralement une friche économique, humaine et géographique.

Il n'empêche que cette immense région amazonienne s'inscrivait au moins dans un cadre géographique naturel assez bien délimité. Les vallées andines la bornent à l'ouest, bien qu'on puisse épiloguer avec de bons arguments pour savoir si sa limite vraie est à 700 mètres (limite du bosquet tropical humide) ou plus haut dans le "*cerra de selva*" (versant andin amazonien), voire à 2500 mètres, début du système montagnard froid et antichambre de la Sierra andine.

Enfin, l'immense arc andin borde le bassin amazonien du nord-est au sud-ouest sur des milliers de kilomètres de long. Un réseau de vallées entaille du nord au sud ce rempart andin, débouchant sur la pleine Sierra et permettant l'accès aux ports du Pérou, Piura au nord, Lima-El Callao au centre, Mollendo au sud.

L'Atlantique, à l'est de l'Amazone, constitue l'autre vaste horizon amazonien et sa fermeture orientale, avec néanmoins l'écran du grand plateau des Guyanes qui, parallèle au versant atlantique du nord-ouest, constitue déjà une coupure bien qu'il appartienne au bassin amazonien au point de vue du milieu écologique. Cet écran guyanais a joué une fonction géopolitique éminente ; en effet, c'est dans cette région que les grands concurrents des soeurs ibériques, d'ailleurs chroniquement rivales, avaient pris pied avec des fortunes diverses.

La France à Cayenne, la Hollande avec le futur Surinam et le port de Paramaribo, et la Grande-Bretagne avec la fondation de Georgetown, manifestèrent ainsi très tôt leur intérêt pour la région de l'Amazone. Mais, malgré des luttes quelque peu acharnées et bien que de nombreuses tentatives fussent coûteusement tentées (1), aucune des trois puissances rivales ne put s'installer durablement sur les côtes du Brésil portugais et notamment sur l'embouchure de l'Amazone et l'île de Marajo qui la contrôle ; île vaste qui fut aussi l'enjeu d'âpres luttes entre Anglais, Français et Hollandais. Pour l'Espagne, cette présence portugaise ancienne sur le cours inférieur de l'Amazone et ce dès les premières fondations coloniales, sera un handicap certain pour le contrôle et l'exploitation de l'Amazonie intérieure à partir de la côte atlantique.



LE BASSIN DE L'AMAZONIE

Aussi, sans voie d'accès directe, avec l'obligation du long détour par le détroit de Magellan ou de la rupture de charge de Panama (le canal n'existant pas alors), la souveraineté de Madrid, en dehors de quelques points de colonisation plus ou moins léthargiques sur les débouchés des vallées inter-andines, resta platonique en ce qui concerne la majeure partie du bassin amazonien. Ainsi, faute d'autonomie de communication comme de richesses visibles, l'immense champ amazonien espagnol se trouva réduit au simple rôle d'annexe administrative de Bogota et Lima.

La géopolitique, en scindant artificiellement un cadre naturel équilibré disposant d'un splendide exutoire fluvial avec son débouché magnifiquement placé sur l'Atlantique Sud, hypothéquait sérieusement le destin de l'Amazonie espagnole tout en donnant au contraire aux possessions portugaises des bouches de l'Amazone d'excellentes perspectives de développement ultérieur. Celles-ci, en effet, grâce aux voies maritimes les plus courtes et les plus sûres de l'Atlantique, recevaient directement de Lisbonne, hommes, ravitaillement et équipements.

Il serait intéressant d'étudier pourquoi l'Espagne d'alors n'essaya pas d'utiliser au mieux ses bases de la Nouvelle Andalousie, c'est-à-dire de l'actuelle façade maritime du Vénézuéla, et la voie d'eau de l'Orénoque afin d'accéder plus directement à l'intérieur de son Amazonie. Une des réponses est, bien sûr, que faute d'avoir trouvé un autre El Dorado, il n'y eut plus, et de longtemps (2), de grand projet de la part de Madrid sur la région ; on se contenta de la considérer comme une zone-tampon commode car vaste et difficile d'accès entre deux empires en rivalité permanente. Seule précaution, on laissait le soin aux zélés missionnaires d'être les sentinelles avancées donnant l'alerte en cas d'intrusions trop accentuées.

Notons ici qu'au sud, c'est-à-dire dans l'actuelle Bolivie, là où le bassin amazonien disparaît pour céder la place à un autre bassin, celui du rio de La Plata, il existait, il y a peu de temps encore, un autre vaste no man's land naturel, le Chaco. Celui-ci en partie frontalier du Brésil portugais ne fut jamais colonisé par l'Espagne bien qu'il ait été administrativement rattaché à la vice-royauté de la Plata (Argentine) ; cette région devait devenir une source de conflits aigus entre les pays frontaliers, Bolivie, Paraguay, Brésil et Argentine, après leur indépendance.

Le poids de ces béances territoriales, les confins contestés qu'elles vont instituer, les blocages de mise en valeur ou les coûts créés par l'arbitraire des découpages de cette géopolitique "anti-géographique" seront très lourds pour certains pays. De plus, ils seront une source d'amertume et de tensions permanentes entre les Etats, et ce jusqu'à nos jours, dans le cadre de la dévolution de l'héritage espagnol des Amériques.

### **Les vallées andines : une fermeture**

C'est donc par la voie des vallées andines depuis l'Equateur, formant alors l'Audience de Quito, comme par les vallées péruviennes de Huancabamba, de Chanchamayo, du Huallaga ou celles du Cusco plus au sud, que se feront "les entrées" des Espagnols. Ainsi, les régions de "*montaña*" ou les "*montes*", termes donnés de façon générique aux zones

forestières, verront épisodiquement se dérouler sur plusieurs siècles les fréquentes et souvent infructueuses tentatives d'exploration ou de colonisation.

C'est par ses vallées que, conquistadors en quête d'aventures et de trésors mythiques, Jésuites puis Franciscains, tous pêcheurs d'âmes infidèles, et à leur suite, des colons "*serranos*", avides, eux, de terres libres, pénétreront dans les vallées orientales.

En descendant les vallées des Andes, ils rencontreront successivement et jusqu'à 2500 m le bosquet tropical, nuageux et froid, puis une zone écologique de transition, variable selon la latitude ; enfin ils entreront dans le "*cerra de selva*", c'est-à-dire au point de vue écologique dans une zone de végétation tropicale montagnarde et de climat tempéré, antichambre des tropiques chauds et humides de la selva amazonienne.

La limite entre terres hautes et basses est située en fonction des altitudes comme elle dépend des variations régionales, soit à 700 m pour Denevan (3) et entre 500 à 800 m (4) pour d'autres auteurs. C'est aussi une limite climatique marquée. La zone basse du "*cerra de selva*" est caractérisée par une température moyenne de 21 à 28°, une faible différence d'amplitude diurne-nocturne et par des précipitations fortes, du type tropical humide, avec 3.000 mm de pluies au-dessous de 500 m. Donc le climat est plus lourd car plus humide et l'influence de la ventilation moins ressentie. Pour la zone haute, les chutes d'eau ne sont plus que de 2.000 mm mais régulières avec une température moyenne de 25° et une différence d'amplitude diurne-nocturne marquée. On distingue néanmoins dans la partie forestière, deux saisons : la première dite sèche, se déroule de juillet à septembre, tandis que la saison humide prend place d'octobre à juin.

Cette relative unité climatique est en apparence simple, mais elle est soumise en réalité à l'influence du régime complexe propre aux mécanismes encore mal connus des effets du "Niño" et de ses cycles interannuels. Ceux-ci ont pour théâtre annuel la côte du Pérou avec la remontée du courant de Humboldt ; ils produisent une mécanique climatique complexe et irrégulière qui affecte la côte andine comme le bassin de la région amazonienne.

Il en résulte une diversité écologique marquée par des ensembles écologiques homogènes, bien typés et intéressants pour leurs implications humaines. Un des plus intéressants est celui de la zone côtière qui s'étend des Guyanes au Brésil, ou région des "*varzea*" ; celle-ci est caractérisée par des dépôts alluviaux sur les rives des grands fleuves et on y inclut aussi les savanes basses comme celles des "*llanos de Mojos*" en Bolivie.

Dans ce découpage du milieu naturel, un paysage qui est dominant par son emprise géographique, et peut-être le plus popularisé dans la littérature ou le cinéma, est celui du bosquet bas amazonien qui couvre la majeure partie du bassin de l'Océan Vert. Ensuite, en avançant vers les contreforts andins, on rencontre la savane haute puis le bosquet haut avec deux étages, bosquet sec et bosquet super humide d'altitude.

Dans le plateau des Guyanes comme dans la cordillère brésilienne, on retrouve aussi ce bosquet d'altitude. On doit ajouter à cette description très schématisée, l'importance prise dans les paysages géographiques de la selva par les zones interfluviales ; celles-ci sont caractérisées par des

terrasses hautes abritées des inondations annuelles, mais leurs interfluves sont inondables, donc à habitat temporaire, à la différence des premières qui abritent une occupation humaine pérenne.

### Combien étaient-ils avant les Blancs ?

Cette organisation du milieu naturel a pour conséquence une distribution des types de peuplement anciens et de leurs densités respectives selon les diverses bandes écologiques; elle explique aussi les modes d'occupation agricole des sols et la diversité de leurs productions.

Les études successives réalisées par les spécialistes (cf. Denevan, Lathrap, etc.), s'accordent pour étalonner les densités pré-européennes propres à la région amazonienne en attribuant les peuplements les plus denses, d'abord aux riches berges alluvionnaires des "*varzea*", puis à la région de la côte. Ces deux écosystèmes combinent en effet une pratique agricole facile et des ressources biologiques abondantes. Puis, viennent ensuite les savanes basses et hautes (avec l'apport de la chasse et pêche) et enfin, région la moins peuplée jadis, le bosquet bas qui est caractéristique de la majeure partie de la région amazonienne.

L'éventail des densités humaines anciennes, telles qu'elles ont été reconstituées progressivement par les auteurs, oscille sensiblement. Elles varient de 14,5 au km<sup>2</sup> pour les "*Varzea*", à 9,5 pour la côte, chute de 1,3 à 2 pour la savane basse ; mais ces chiffres chutent entre 0,1 à 1,2 seulement pour le bosquet montagnard. Le bassin amazonien proprement dit, lui, dominé par le bosquet bas, connaissait selon les spécialistes de très faibles occupations humaines comprises entre 0,2 et 1,8 habitant au km<sup>2</sup>. Ces chiffres ont permis aux démographes de faire des projections sur l'état du peuplement initial de l'Amazonie, certes avec des reconstructions de caractère hypothétique inévitable.

Ainsi, Kroeber en 1936, proposait seulement 4 millions d'habitants, mais pour toute l'Amérique du Sud pré-hispanique. Dobyns (5) en 1966, lui, avec l'appui, il est vrai, des sources historiques missionnaires et avec des méthodes d'extrapolation raisonnées, proposait 6 millions. Ainsi la marge de variation et l'ampleur des révisions sont fortes.

Pour le bassin amazonien, si l'on suit Denevan (op. cit.), la densité aurait été de 0,7 globalement, soit moins de 6 millions d'Indiens amazoniens avant 1492 et 600.000 environ actuellement.

Ce chiffre a soulevé des critiques, nombre de spécialistes proposant des fourchettes estimatives nettement en retrait, avec 1 à 2 millions d'habitants seulement.

Le débat, en fait, est compliqué par l'absence de sources d'époques régulières dans le temps comme par la propension des anciens groupes indiens à migrer sur de vastes zones. Enfin, les définitions des limites du cadre géographique amazonien apparaissent bien variables : certains auteurs, en effet, et non sans quelques arguments solides au plan scientifique, s'en tiennent à des limites "*stricto sensu*", d'autres élargissent à ses "*extensions naturelles et de contiguïté*", et non sans excès, le bassin de l'Amazone.



Ainsi les chiffres que nous présentons ici produisent une Amazonie "extrême" de 9.769.000 km<sup>2</sup> incluant les llanos de l'Orénoque, ce qui paraît légitime (soit 395.000 km<sup>2</sup>), mais aussi les savanes centrales brésiliennes et la côte centrale et nord-orientale du Brésil, ce qui peut donner matière à discussions théoriques ardues puisque rajoutant 3.100.000 km<sup>2</sup> à l'ensemble amazonien...

Aussi, avons-nous deux perspectives, et nous nous garderons de trancher ici (en cuistre scientifique !) car les deux thèses ont leur logique propre comme leurs intérêts respectifs, selon le type d'approche recherchée. Notons que les chiffres proposés et "reconstitués" par Denevan donnent, pour le Pérou oriental et l'Orient bolivien, une population précoloniale estimée à 1.211.000 habitants, mais aucune fourchette pour le secteur péruvien dont on peut présumer qu'il devait représenter entre 25 et 33 % de ce total au moins.

Un explorateur de l'Amazonie péruvienne, le colonel Mendiburu (6), a proposé, lui, un comptage empirique mais non irréaliste, basé sur le nombre de rios, soit 2.500, auxquels il affectait un coefficient minimal de 90 Indiens, soit un total de 225.000 habitants. Notons que le géographe Raimondi proposera seulement 40.000 personnes pour l'Orient péruvien, mais en s'en tenant aux seules régions connues, en excluant donc la majeure partie des "non civilisées" !

Quoi qu'il en soit, la densité de 0,7 au km<sup>2</sup>, dans l'attente de probables révisions, a le mérite de donner une échelle d'approche qui nous indique que, de toute manière, la densité initiale amazonienne comprise entre 0,5 et 1 restait globalement très faible par rapport à l'échelle des densités humaines planétaires, mais comparable à celles des autres grands milieux forestiers.

## **L'Espagne impuissante à maîtriser l'Amazonie**

Ainsi, le destin de l'occupation de la région amazonienne fut-il très tôt scellé du fait de l'effet pervers et imprévisible, au moins pour l'Empire espagnol, de l'arbitrage de Tordesillas, signifié par le Pape. Celui-ci attribuait en effet au petit Portugal l'accès le plus direct et le plus facile aux bouches de l'Amazone, tandis que la puissante Espagne, devait, elle, se résigner à un long et coûteux contournement océanique.

D'ailleurs très vite, le domaine amazonien fut mis entre parenthèses, rien ne permettant de lui attribuer un intérêt, donc d'engager un processus d'occupation. C'est la conclusion du moins qui ressortit des résultats de quelques expéditions réalisées dans des conditions pénibles extrêmes et qui se terminèrent en désastre.

Il en fut ainsi pour la fameuse épopée d'Orellana en 1541-42 ou celle de Aguirre en 1560-61 avec la première descente de l'Amazone. Aussi, le vice-roi Andrés Hurtado, décida-t-il de désigner la future région du Loreto comme lieu d'exil et d'oubli pour les aventuriers et demi-soldes de la Conquête ne se résignant pas à la normalité coloniale en voie d'instauration. Seule, la région du Haut-Marañon, se révélant riche en or, connut une présence espagnole à partir de la route de Quito, ce qui justifia la création par Juan Salinas de quelques bourgades minières





champignons telles Logroño de Los Caballeros, Sevilla de Oro, Loyola et Santiago de la Montaña...

Mais ces "villes fabuleuses" déclineront tant en raison des attaques des Jivaros, que du manque de main-d'oeuvre et surtout de l'épuisement des filons aurifères. Aussi, après le "grand soir", en 1599, d'une révolte générale indienne sortie de la jungle, portée par ses rios et marquée par l'enlèvement des altièras castillanes qui furent entraînées par les Jivaros au fond de leurs forêts, il y eut l'abandon définitif de ces cités de l'or perdu.

Cet épisode clos, il n'y eut plus que de timides et vaines tentatives de retour des militaires espagnols qui, faute d'un mobile économique réel, restèrent sans lendemain. La région fut alors attribuée, sous le nom de Mainas, à l'administration des Jésuites. Ils y entreprirent une évangélisation aux résultats plutôt fructueux, marqués par la création lente de nombreuses missions prospères, puisque celles-ci auraient compté finalement 60.000 Indiens néophytes. Les Franciscains aussi s'efforcèrent de prendre leur place en Orient à partir des vallées centrales du piémont amazonien ; aussi il en résulta quelques démêlés avec les Jésuites aussi bien dans la délimitation des sphères d'évangélisation qu'à propos des méthodes respectives de conversion.

Mais un imprévisible cataclysme politique allait, à partir de 1742, ruiner l'oeuvre missionnaire avec la révolte de Juan Atahualpa, un prêtre indien formé en Espagne, mais qui sera connu dans la mémoire collective locale sous le nom de "*Santo*" (ou Saint) ! Celui-ci, grâce à des accents millénaristes et rédempteurs, sut enflammer les esprits et soulever les tribus qui, sous sa houlette, détruisirent les missions et massacrèrent les missionnaires...

Lima eut de la difficulté à réagir à cause des distances et du manque d'effectifs importants nécessaires. Aussi la méconnaissance comme la peur de la forêt et de ses traquenards, firent qu'on se contenta de réoccuper les têtes de pont des vallées et qu'on se garda, faute de moyens et de mobiles vrais, de s'engager plus loin.

L'autre désastre fut d'ordre interne espagnol. Soudainement, en 1767, sur ordre de Madrid, ici en Amazonie comme au Paraguay, les Jésuites bien qu'émérites soldats du Christ, devenus politiquement gênants, durent déguerpir et remettre la gestion des Indiens et de leurs missions au pouvoir civil. Mesure qui fut radicalement appliquée et qui entraîna très vite ou l'abandon ou la décadence de ces prospères colonies. La carte schématisée (N° 4) que nous avons retrouvée chez un antiquaire de Cochabamba (Bolivie) et présentée ici, montre bien, fin du 18<sup>ème</sup> siècle, ce cantonnement de la colonisation espagnole sur les franges supérieures du versant andin amazonien.

Les indépendances en cascade des républiques andines à partir de 1820 se produisirent ainsi, alors que leurs prolongements amazoniens, laissés à eux-mêmes depuis plus d'une génération, connaissaient un profond abandon humain et économique.

Seules quelques bourgades du piémont andin de médiocre importance, présentaient encore quelques signes d'activité ; quant aux autres postes plus avancés, ils étaient isolés et repliés sur eux-mêmes, leurs maigres ressources assurant l'autoconsommation de base avec au plus

quelques échanges limités relevant du troc primaire. En fait, il s'agissait de milieux insulaires enkystés dans la forêt amazonienne.

### Le Pérou républicain et l'ouverture de l'Amazonie

Pour le Pérou qui prit la succession de l'Espagne, lorsqu'il va s'agir de commencer à s'intéresser à la zone et de réactiver les droits territoriaux hérités, les seules voies d'accès qui lui seront possibles, seront longtemps celles passant par les vallées andines du Nord ou du Centre.

La difficulté d'approche s'avéra d'autant plus grande qu'aucune voie terrestre digne de ce nom, sauf quelques mauvais sentiers pédestres et abrupts, n'unissait les vallées amazoniennes aux villes notables de la Sierra comme Huancabamba au nord qui ouvre sur Piura et le port de Païta, Jaen plus au sud en direction du port de Chiclayo, puis Cajamarca qui débouche vers Trujillo, enfin Tarma qui débouche sur la route de Lima.

Plus au sud, il n'y avait aucune possibilité de liaison avec les régions inconnues de l'Urubamba et du Madre de Dios, celles-ci, après quelques velléités de pénétration malchanceuses, étant restées vierges de toute occupation coloniale.

Pour être tout à fait précis, aucun commerce notable n'existait depuis des lustres, faute de pistes charretières, hormis quelques sentiers pédestres difficiles et dangereux, et en l'absence aussi de productions commercialisables. Ajoutons que sur les étapes des chemins des vallées, il n'existait aucune agglomération d'une certaine importance permettant de servir de tête de pont vers la Basse-Amazone. Enfin, cette région des vallées restait un désert humain, occupé seulement par les terres de parcours de quelques vastes haciendas montagnardes fort chiches en hommes, les populations des villages vivant elles en communautés villageoises très fermées.

Ouvrir des pistes, les entretenir et les protéger aussi des bandits qui pullulaient (*montoneros*) à la faveur des troubles civils, et plus tard de l'anarchie provoquée par la guerre du Pacifique, de même que par l'insécurité créée par des tribus indiennes, fut la première tâche ardue des autorités. Tâche difficile car dans les vallées andines du piémont amazonien, c'étaient d'abord les "*hacendados*", grands propriétaires souvent maîtres de latifundios isolés occupant des vallées entières qui faisaient la loi et qui s'appliquaient à l'extension de leurs fiefs vers les terres basses (le plus grand domaine dans la région du nord-est de Trujillo atteignait, en 1930, 300.000 hectares !).

Aussi surveillaient-ils jalousement dans ces époques troublées, les passages, et au besoin, les interdisaient-ils à ceux qu'ils estimaient nuisibles à leurs intérêts. A titre d'exemple, en 1834, la mission d'exploration des Anglais Lowe et Smith (7) constate que dans la région de Huanuco, le bruit court chez les propriétaires fonciers de Chinchao, que les "Anglais" vont ouvrir le chemin de Pozuzo... Mais cela entraînerait selon eux, l'apparition de nouvelles haciendas qui feraient baisser la valeur des terres, d'où leur opposition aux étrangers. A Tingo Maria, les voyageurs constatent qu'on n'utilise pas l'argent, les familles vivant en autosubsistance et de troc, et les moustiques dévorent la population.



En 1884, dans l'Apurimac, l'expédition du préfet Samanez Ocampo (8) se heurtera à l'opposition des "*serranos*" des communautés montagnardes quasi indépendantes de Chunqui, Ancco et Iquicha. Ceux-ci sont connus par ailleurs pour dévaliser les rares voyageurs s'aventurant dans cette région oubliée, allant même jusqu'à les assassiner. En fait, il apparaîtra, suite à une enquête, que les gens de Ancco avaient mis en place, depuis longtemps probablement, un système de rapports quelque peu féodaux et abusifs avec une tribu d'Indiens Campas. Or, note le préfet, les villageois exploitaient commercialement les Indiens, les volaient, voire les tuaient en cas d'opposition ! Les gens de Ancco avaient même chassé un missionnaire venu pour évangéliser les Indiens.

Un autre épisode significatif de la coupure propre à certaines vallées se déroulera en 1893. Carlos Fitzcarrald, un des rois du caoutchouc et de l'aventure de la selva péruvienne, crut pouvoir, accompagné de 80 hommes armés, opérer dans Quimpitirique, une des vallées de l'Urubamba, afin d'y recruter des "*mozos*" qu'il voulait employer comme ouvriers agricoles. Mais il en fut chassé à coups de fusil par les "*métis de Huanta*", selon le colonel Portillo qui fut préfet de la région. Ce n'est qu'en 1896 que l'expédition du colonel Parra pacifiera *manu militari* la région.

Ainsi les vallées amazoniennes andines seront le seul itinéraire précaire et aléatoire, et ce pour longtemps, permettant au Pérou d'établir des communications trans-andines et de mettre en place, peu à peu, sa politique d'occupation et de colonisation effective de l'Amazonie. Pourtant, c'est à partir de ces couloirs de pénétration qu'explorateurs, missionnaires et quelques commerçants puis colons, allaient entrer dans la selva; d'abord celle de l'Amazonie adjacente des piémonts des grandes vallées, puis dans l'Amazonie fluviale, là où le balsa (radeau léger) et le canoë remplaçaient le portage à dos d'homme ou de mule.

Ce grave handicap initial et durable, constitué par la difficulté d'accès par les vallées au centre de l'Amazonie, confirme clairement une des données de base du drame spatial péruvien caractérisé par l'incontrôle de son territoire national, conséquence de la désarticulation géographique de ses trois grandes composantes territoriales, la côte, la Sierra et la selva. Les effets de cette double déprise, étatique comme géographique, apparurent dès la naissance de l'Etat péruvien alors qu'il accède à l'indépendance.

Elles eurent comme conséquence d'entraver son essor et de déséquilibrer le développement de ses grandes régions naturelles du point de vue humain et économique.

### Notes bibliographiques :

(1)cf. Hurault, J., *Les Français en Guyane*. U.G.E. Paris. 1970.

(2)cf. Michelena y Rojas, F. *Exploración Oficial*. Lacroix, Verboecken y Ca. Impresores y editores. 684 p. Bruxelles. 1867.

(3)cf. Denevan, W. M. *La población aborígen de la Amazonia en 1492*. Amazonia Peruana. N° 5. Juin. p. 3-42. Lima. 1980.

(4)cf. Tosi, J.A., *Zonas de vida natural en el Perú*. Boletín Técnico N° 5.-I.C.A / O.E.A-. 1960.

(5)cf. Dobyns, H., *Estimating aboriginal american population: an appraisal of techniques with a new hemispheric estimate*. Current Anthropology. N° 7. p. 395-416. 1966.

(6)cf. Mendiburu, S.P., *Segundo informe del presidente de la comisión especial*. LYC. T. 4. p. 431-561. Lima. 1890.

(7)cf. Smith (et Lowe). *Exploración de los ríos Pachitea i Ucayali*. LYC. T. 11. p. 20-71. Lima. 1834.

(8)cf. Samanez-Ocampo, J.B., *Exploración de los ríos Ene, Tambo, Urubamba i Ucayali*. LYC. T. 11. p. 254. Lima. 1889.

## II - LENTES EXPLORATIONS ET DÉCOUVERTE DES INDIENS

*"Tout faisait penser au commencement du monde. Impénétrable et mystérieuse, ancienne comme le temps et jeune comme le printemps, la forêt surgissait devant les hommes comme la plus terrible des apparitions".*  
- J. Amado - *Les terres du bout du monde*

Le processus d'exploration des régions amazoniennes, relevant de la mouvance par ailleurs longtemps litigieuse de l'Orient péruvien, commença à partir de 1827. Mais le manque de moyens et aussi d'intérêt de Lima, qui d'autre part se heurtait aux problèmes de la construction de son indépendance et de son Etat national, explique la lenteur de l'approche.

Dans une première étape, le caractère notable des reconnaissances initiales réside dans le fait qu'elles seront souvent entreprises par des missions étrangères. Ce n'est qu'après 1855 que le Pérou entamera une politique nationale d'exploration, celle-ci visant en priorité à la connaissance de la navigabilité des rivières et fleuves amazoniens. Après 1890, cette politique sera amplifiée et systématisée avec la création de commissions officielles, celles-ci disposant de moyens publics conséquents.

### Les pionniers de la découverte

En 1827, la première mention d'une expédition (1), celle de Lister Maw, concerne le capitaine d'un navire britannique qui se voit accorder des facilités pour entreprendre des reconnaissances scientifiques.

En 1834, c'est un botaniste, Andrew Matthews (2), qui réalise un voyage à Bongara et sur le rio Huallaga ; le but avoué est la correction de nombreuses erreurs cartographiques au nord de la région de Chachapoyas. Mais le botaniste se heurtera à la mauvaise volonté des Indiens pour le guider. Sur le rio Huallaga, il constatera qu'à Lima on se trompe en croyant que ce fleuve est facilement accessible aux vapeurs alors que son cours est irrégulier et rempli d'obstacles. Faisant référence aux explorations des Pères Franciscains et surtout du fameux pionnier de la géographie amazonienne que fut le Père Sobrevieille, qui avait décrit en 1791 dans le "Mercurio Peruano" la région du Huallaga, il constate que malgré la fertilité des terres et le climat favorable des petits postes de Uchiza, Tocache et Sion, la population y est moins nombreuse qu'à l'époque du passage du religieux.

Pour Matthews, le départ des missionnaires, suite à la révolte de Atahualpa, est une des causes expliquant cette situation, car la population vit dans l'oisiveté, l'alcool et le désordre moral.

Peu après, en 1834-35, survient le voyage de Lowe, Beltran et Smith dans la même région. Ils notent que le bourg de Tingo Maria a été fondé en 1830, par des propriétaires terriens ou *hacendados* venus de Pachiza, et ils soulignent aussi l'importance de la situation du poste de Saposoa.

Ce voyage permit d'apporter une connaissance améliorée du cours du Huallaga, de la région de la Pampa de Sacramento et d'une partie du cours de l'Amazone et de l'Ucayali.

Enfin, c'est en 1846, que le capitaine F. Carrasco, qui accompagnait la mission française du Comte de Castelnau sur les rios Urubamba et Ucayali, publiera le récit de son difficile voyage. Récit de mince intérêt, au moins pour l'avancement des connaissances, car le capitaine, qui souffrit de ses mauvais rapports avec de Castelnau, ne regarda que sa montre pour chronométrer les étapes et la diversité des toponymes des lieux traversés.

### **Le début des explorations d'Etat**

L'intérêt de Lima pour l'organisation d'explorations systématiques va coïncider avec l'approche de l'ouverture de l'Amazone à la navigation internationale. Celle-ci permettait au Pérou de posséder un minimum d'informations qui, en dehors de quelques descriptions souvent fantaisistes, faisaient totalement défaut.

En 1850, le sous-préfet de Mainas, Manuel Ibarra, demande l'autorisation d'explorer la région de l'Ucayali, mais l'absence de rapport de mission laisse supposer qu'il ne l'obtint pas... En 1853, c'est Lima (3) qui donne l'ordre de faciliter le voyage d'exploration de l'ingénieur Malinowski chargé de faire un plan topographique et le levé des limites du Pérou avec les pays frontières. En 1855, c'est le gouverneur du district de Barranca, Pedro Reina, qui sollicite l'autorisation de parcourir le Haut-Marañon, région laissée à l'abandon depuis des siècles. Mais il note que ce sont quarante jours de dur voyage qui sont nécessaires. Remarquons une visite curieuse en 1850, celle du naturaliste Foresti, envoyé par le sultan de Turquie prélever des échantillons... A partir de 1855-1856, avec la reconnaissance du Haut-Marañon par l'ingénieur Alphonse Montfferrier (4), commence vraiment l'exploration de type plus scientifique. Celui-ci fera état des difficultés de terrain qu'il a dû surmonter, des désertions de porteurs et muletiers, des ennuis avec les autorités locales et les gouverneurs qui refusent de payer ses péons.

Mais il découle de ce voyage la prise en compte des possibilités de colonisation de la région ainsi que la confirmation de la présence de nombreux sites miniers inexploités et situés dans le département de Cajamarca. Celui-ci pourrait être relié par route, d'une part à Chachapoyas, bourgade du "*cerra de selva*" (versant amazonien des Andes) et tête de pont vers le Haut-Marañon, d'autre part à Païta, port du Nord-Piura sur le Pacifique.

Le rapport de Montfferrier est intéressant car il officialise ce que vont être les grandes préoccupations futures du gouvernement péruvien concernant l'Amazonie. D'abord évaluer les ressources disponibles, ensuite créer les voies de communication indispensables, celles-ci permettant de contrôler les confins frontaliers et de les stabiliser grâce à une politique de mise en valeur s'appuyant sur une colonisation de peuplement, fondant ainsi un droit d'occupation irrévocable. En 1857, une note du préfet du Cuzco indique que l'exploration touche aussi,



maintenant, la région de l'Ucayali-Madre de Dios restée totalement marginale et inconnue.

Ce sont les découvertes réalisées par le colonel Faustino Maldonado, qui permettent d'espérer une colonisation prometteuse dans une vaste et riche zone restée en friche. L'explorateur, qui recevra une gratification du fait de l'importance nationale de ses découvertes, périra malheureusement en Bolivie, noyé dans "le chaudron de l'enfer" sur le rio Madeira en 1861; ce drame mettra en veilleuse jusqu'à la fin du siècle, l'intérêt porté par Lima à la région.

En 1859, c'est le célèbre géographe péruvien d'origine italienne, A. Raimondi, qui est subventionné pour explorer le nord du Pérou et le Marañon (5). Très descriptif, le texte de ce voyage est quelque peu décevant car il manque de synthèse et s'attache à une sorte de micro-géographie ne dépassant guère l'inventaire.

Mais le Marañon et sa région restent d'actualité avec le souci probable de renouer avec l'exploitation des anciennes mines d'or abandonnées au 17<sup>ème</sup> siècle. Aussi en 1859, c'est une association de personnes de bonne volonté qui se crée, "les Patriotes de l'Amazone" ; avec l'appui de l'Evêque, elle organise la visite des tribus indiennes, fait alliance avec les Aguarunas. Si elle se propose de pacifier les "sauvages" Huambisas et Antipas, elle reconnaît aussi quelques anciens placers d'or !

En 1861, l'arrivée à Moyobamba de l'Equatorien V. Proano, qui a descendu sans problèmes le rio Morona où il a fait amitié avec des tribus à la solide et ancienne réputation d'hostilité, ranime l'intérêt pour une voie amazonienne unissant l'océan Pacifique à l'océan Atlantique. En effet, l'accès du rio Morona par les vapeurs permettrait d'éviter les obstacles propres aux fleuves Napo et Pastaza, fleuves par où se fait le commerce vers l'Equateur. Aussi envisage-t-on d'y installer une colonie, protégée par une garnison, afin de contrôler ces territoires péruviens contestés et livrés aux seuls "sauvages".

En 1866, une expédition équatoriano-péruvienne, prévue dans la région, sera annulée par Quito ; elle devait se livrer à de nouvelles recherches scientifiques sur le rio Morona, de façon à confirmer les espérances initiales.

Bien d'autres entreprises se développeront, plus modestes mais faisant avancer la connaissance générale du bassin amazonien (6). Elles seront facilitées par l'arrivée des vapeurs, qui vont être les "ratisseurs" des rios. On peut noter ainsi, les reconnaissances du rio Aipena par le vapeur "Putumayo" dans le bassin du Marañon et celles de l'Ucayali, en 1865, par le lieutenant Sandia, qui sera attaqué par les Indiens Mayarunas. Mais l'assassinat par les Indiens des marins Tavara et West, de la marine du Pérou, montrera une fois de plus les dangers encourus par les explorateurs, et ouvrira aussi un cycle de représailles qui se concrétisera avec l'expédition du préfet Benito Arana en 1867 (7).

Cette démonstration de force, aux piètres résultats d'ailleurs, ne contribuera guère à rapprocher "civilisés et sauvages". Mais la nécessité d'amplifier les reconnaissances et d'améliorer le contrôle des rios deviendra un impératif pour Lima.



En 1867, une seconde exploration officielle menée par l'amiral Tucker, un américain du Nord engagé par le Pérou pour diriger les reconnaissances du réseau fluvial amazonien, confirmera la navigabilité de l'Ucayali en toute saison et notera le bon accueil des Indiens. Aussi, Tucker proposera au gouvernement péruvien la construction de plusieurs vapeurs qu'il acceptera de superviser, de façon à assurer la maîtrise des rios et de parfaire leur cartographie ; tâche qu'il avait déjà bien entamée avec les fleuves Urubamba, Ucayali et Tambo et qu'il estimait nécessaire d'étendre à l'ensemble de la région amazonienne.

Ce projet prendra effectivement corps, mais il mettra en cause le sérieux des chantiers navals nord-américains qui seront soumissionnés ; en effet, les navires livrés au Pérou connaîtront des avaries et accidents graves de navigation, imputés par certains au chantier naval, mais par d'autres au manque de pratique nautique des équipages et de leur commandement.

### **Explorer, une priorité nationale**

Néanmoins, en 1867, les quatre navires commandés, les "Pastaza", "Morona", "Napo" et "Putumayo", sont à pied d'oeuvre à Iquitos. La nouvelle ville reçoit enfin sa consécration de port péruvien de l'Amazonie, et on y inaugure aussi un arsenal avec les ateliers nécessaires à l'entretien d'une flotte fluviale. Aussi, un engouement officiel va se manifester pour soutenir le rythme des explorations et sera concrétisé par la création de la Commission Hydrographique de l'Amazonie dont la direction sera confiée à l'amiral Tucker.

En 1871, cette commission patronne une seconde exploration des rios Tambo et Urubamba (8), mais celle-ci sera gênée par le manque de bois, combustible des vapeurs. Elle notera cependant la présence de nombreux sites habités par les Indiens, alors qu'au premier voyage, ceux-ci, affectés par une épidémie de variole, s'étaient dispersés et avaient déserté les berges.

Toujours à cette époque, l'intérêt se porte vers les confins en litige avec la Colombie pour les fleuves Caqueta et Putumayo, avec l'Equateur pour le bassin du Marañon, avec le Brésil pour le Purús et la Bolivie enfin, pour le vaste bassin du Madre de Dios. En conséquence, une série de missions de reconnaissance s'efforceront de parfaire les connaissances hydrographiques de ces régions du nord-ouest et de l'est de l'Amazonie péruvienne.

En 1873, l'exploration de G. Butt se consacrera aux rios Morona, Nanaï, Itaya, Pastaza et Tigre qui apparaîtront riches en hévéa et autres produits naturels ; mais souvent ceux-ci sont d'accès difficile ou dangereux du fait de la présence de tribus indiennes agressives. En 1874, c'est le préfet Benito Arana qui explore à nouveau le rio Morona et confirme sa navigabilité qui était contestée ; il rencontrera, lui par contre, des Indiens amicaux et habitués à commercer mais avec l'Equateur !

En 1875, c'est le rio Napo qui est visité par le commandant Raigada qui démontre que la navigation à vapeur y est possible jusqu'à Coca, d'où une piste mène à Quito en Equateur. L'accueil reçu est bon, et la région s'avère riche en produits naturels facilement négociables ; néanmoins là

aussi, des tribus d'Indiens, décrétés anthropophages, sont installées sur certains rios mineurs et représentent un obstacle pour les entreprises commerciales.

Si nous laissons de côté les reconnaissances de routine qui vont permettre l'amélioration des données existantes, nous devons noter en 1898, le voyage de Vieillerobe, un chargé d'étude français, dans les bassins de l'Ucayali et de l'Inambari (6). Cet explorateur était commissionné par un syndicat financier parisien appuyé par le ministère des Affaires Etrangères. Son objectif était de chercher une route plus courte permettant l'arrivée des produits européens en Bolivie comme dans l'Ucayali. En effet, les tarifs des transports étaient prohibitifs et les échecs répétés de la construction du chemin de fer Madera-Mamoré avaient provoqué l'arrêt des travaux, compte tenu des coûts imprévus qui obéraient les financements, et de la mortalité des ouvriers. Vieillerobe signalera aussi la présence de deux autres Français, A. Plane et P. Walle, qui accomplissaient des missions aux visées comparables aux siennes montrant l'importance prise par l'Amazonie et le problème des communications rapides ; ces voyages donneront lieu à des ouvrages très riches (9).

Début du siècle, une nouvelle entité, la "*Junta fluvial*" (Commission du fleuve Amazone et de ses affluents), créée au plus haut échelon par Lima, reprendra à son compte les explorations de portée stratégique qui répondaient aux nouvelles préoccupations du gouvernement péruvien. Dans cette optique, on peut citer l'expédition entreprise à Puerto Bermudez, dans l'Urubamba, par le colonel Lacombe (10), et menée avec des moyens importants, ou celles réalisées dans le Madre de Dios comme dans l'isthme de Fitzcarrald, passage découvert par l'aventurier de ce nom en 1893, et dont nous aborderons plus loin le rôle.

Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, l'impulsion officielle donnée aux explorations par Lima s'intensifie sous la pression des problèmes en suspens relatifs aux frontières non délimitées avec un évident souci économique de se maintenir dans la course aux réserves d'hévéas. Ainsi, un géographe français "d'aventure", E. Rabuchon, exécutera un contrat avec la Maison Arana, afin de dresser les cartes des rios Putumayo et Yapura en 1903, région où il disparaîtra, "*mangé par les cannibales*" ou sur ordre de Arana selon d'autres informations locales non vérifiées. Le cartographe C. Hoemler sera chargé en 1904 de lever les plans des cours d'eau du département de Loreto, ce qui n'était pas une mince tâche. En vérité, le gouvernement péruvien avait découvert à ses dépens, dans les négociations frontalières et les procédures d'arbitrages internationaux qui en découlaient, les nombreuses carences et erreurs des cartes existantes, faites sans levés géodésiques de même que l'absence de plans élémentaires sur les régions frontalières. Aussi en 1903, va-t-il créer une nouvelle Commission Hydrographique confiée à la Marine péruvienne.

Si vers 1910, les grandes régions de l'Oriente péruvien ont ainsi été reconnues et les voies d'eau importantes explorées, il restait des pans entiers de territoires inexplorés ou traversés rapidement et qui ne donnaient lieu, donc, qu'à une connaissance fragmentaire et sommaire. Il est à noter aussi, à côté des explorations officielles de la région amazonienne, qu'il y eut un mouvement important et souvent occulté

d'explorations aventurières et mercantiles, entrepris à partir de 1880 pour rechercher les gisements d'hévéas, les placers d'or et aussi la main-d'oeuvre indienne indispensable.

Nous ne connaissons que peu de chose sur ces épopées "informelles", hardies mais brutales parfois ; elles vont engendrer l'habitude de la violence, le goût des rapines et la soif d'équipées aux confins d'une Amazonie "extra-officielle" qui restait encore ouverte à l'aventure et à ses rêves les plus fous.

### **La redécouverte des Indiens**

Les chemins de l'exploration, inéluctablement, menaient à la rencontre de l'Indien et en quelque sorte, si l'on tient compte de la longue vacance de l'occupation espagnole civile ou missionnaire, il va s'agir d'une nouvelle redécouverte, après parfois des siècles d'isolement pour certaines régions au moins.

L'Indien est perçu à la fois comme une nécessité car c'est lui qui donne les auxiliaires indispensables à toute colonisation, mais aussi comme un danger potentiel permanent. En effet, ne se comptent plus les entreprises qui ont échoué de son fait et dont la mémoire amazonienne a conservé le souvenir en le mythifiant souvent.

Aussi, un des soucis des explorateurs sera l'évaluation exacte du potentiel humain indien rencontré, l'appréciation de son degré d'ouverture ou d'hostilité, la connaissance de la géographie, même empirique, du territoire des tribus et de leurs voisins, enfin et surtout l'état de leurs alliances comme de leurs antagonismes traditionnels. Il ne s'agissait aucunement d'une académique curiosité ethnologique, mais d'un souci bien pratique de s'insérer, par le biais d'alliances, dans les réseaux indiens et de peser sur eux, afin de servir aux fins des "blancs". Les Espagnols par expérience et, à leur suite les Péruviens, divisaient les tribus indiennes en deux groupes ; d'une part celui des Indiens "*mansos*" ou "doux et pacifiques" et, d'autre part, celui des Indiens "*bravos*" ou "sauvages" qui, soit refusaient tout contact, soit attaquaient tout étranger rencontré.

La difficulté de l'analyse rétrospective des "types de rencontres" entre explorateurs et Indiens provient de la diversité et des différences de qualité des relations écrites, de l'expérience possédée du milieu par leurs auteurs et des changements de situations dans le temps comme de celui des réactions des tribus indiennes au contact des "Blancs".

Si nous classons les nombreux textes disponibles, ceux-ci ne mentionnant d'ailleurs qu'une partie limitée de ces contacts, car nombre d'entre eux, soit n'ont jamais été relatés, soit ont été édulcorés ou défigurés ; c'est l'ordre régional de classement des informations qui permet seul d'y voir un peu plus clair. En effet, la masse des notations disponibles demeure souvent confuse, répétitive ou fantaisiste, et permet donc difficilement de "sentir" localement ce qui est caractéristique.

## Région du Marañon

La relation du voyage accompli en 1841-43 par M. Ijurra (11) signalait succinctement que la tribu importante des Huambisas était alliée des groupes Paturas et Chinganisos. Les Indiens Zaparos vivaient, eux, à l'ouest du rio Santiago et près du rio Cangasa et ils seraient un millier selon un missionnaire.

Laguna qui fut un poste de mission important, fut fondée par quatre tribus, celles des Cocamas, Cocamillas, Panos et Aguanos mais elles en furent chassées par une épidémie de variole. Les Aguanos allèrent créer le poste de Santa Cruz, mais leur population diminua et se divisa, pour fonder d'autres tribus dans la plaine du Sacramento. Les Cocamas, eux, partirent s'installer à Parinari et Nauta. Les Panos se dirigèrent vers l'Ucayali et se fixèrent à Sarayacu, mission fondée par les Franciscains du couvent d'Ocopa.

Enfin, les Cocamillas errèrent longtemps sans trouver un nouveau point de fixation à leur convenance et finalement revinrent à Laguna où ils se réinstallèrent ; mais il est noté qu'ils se refusèrent à travailler dans le Mainas et préférèrent s'employer au Brésil, dans l'Etat de Para.

En 1867, la relation du voyage d'exploration en vapeur du rio Morona par le capitaine Vargas (12), note l'existence du groupe des Ayullis qui vivent sur les rives de ce fleuve ; mais toute la région est sous la coupe des Indiens Huambisas et Muratos qui y sèment la terreur.

Les Ayullis forment un rameau des Jivaros ; ceux-ci descendraient des Espagnols par métissage après le rapt des femmes de Logroño et des autres villes de l'or ; ils sont ouverts à la conversion, mais la tribu est pauvre et n'a rien à offrir aux visiteurs, est-il noté... Le rio Morona a, sur sa rive droite, les tribus Huambisas et Ayullis, et sur sa rive gauche, des Muratos comme des Ayullis encore ; vers les sources, on trouve les tribus des Juachinguis, Palancher Mangosisas, Chihuandas, Achuaros et autres. Elles appartiennent au groupe Jivaro et sont en guerre "*d'extermination*" avec les Huambisas dont le nombre diminue, est-il précisé.

En 1901, le Père Bernardo Calle, un Franciscain, dans une exploration du rio Morona (13), signale que des Indiens Chapras travaillent pour un "*cauchero*" et font preuve "*de douceur et tranquillité*", vertu qui devaient être rares chez les indigènes de la région... Bien que descendants de la tribu des Morona, ils sont ennemis de celle-ci. Ces Indiens sont polygames, ils pratiquent les "*correrias*" (ou raids de captures) pour s'emparer des femmes qui leur font défaut car ils pratiquent l'infanticide des filles venant de naître ; ils n'utilisent pas la navigation, mais ont des campements nomades ; détail curieux, ils boivent des infusions de tabac qui leur permettent de deviner la présence de leurs ennemis...

Ceux-ci sont les Achuales et Macas ainsi que les Muratos du rio Pastaza ; néanmoins, ils sont en paix avec les Huambisas avec qui ils sont voisins. Les Achuales formeraient un groupe de 500 personnes vivant pacifiquement sur un torrent, la "*quebrada*" Amaso, de la rive droite du rio Pastaza, ils proviennent de la scission de la tribu des Aguarunas dont ils parlent l'idiome. Les Huambisas sont, eux, dispersés entre la quebrada Amaso, la rive gauche du Morona et le site de Alum-Chiza ; ils sont

ennemis d'une autre fraction du même groupe, celle des Huambisas du rio Santiago.

Les Indiens Macas, eux, sont connus comme "*bravos*" et vivent sur le rio Mangua-Sua. Les Indiens Chapras évoquent aussi dans leurs traditions une tribu qui s'est retirée ou a disparu, celle des Indiens Mainos, "*blancs aux cheveux blonds et à la barbe épaisse ; faits prisonniers, ils se laissaient mourir de faim*". Redoutés pour leurs razzias, ces Indiens étaient féroces et cannibales. De même, une autre tribu, dite des Cocha-Runa (donc de nom inca) a disparu sans laisser de traces. Le Père Calle, au vu de la végétation et de la présence dans de nombreux sites du palmier dit "*Pijuayo*", était convaincu que jadis la région était beaucoup plus peuplée.

Ce récit est intéressant malgré ses imprécisions, car il s'efforce de donner une assiette géographique aux divers peuplements, de préciser les liens et les oppositions entre groupes. Enfin, il enregistre une de ces curieuses et tenaces (jusqu'à nos jours !) légendes propres à ces Indiens d'un "autre type" - blancs, blonds, barbus - et à qui ici, seuls manquent "les yeux bleus" pour que le stéréotype soit complet ! Ces Indiens, par ailleurs, restent "toujours invisibles" aux observateurs sérieux au moins ; ils sont partie intégrante de certaines légendes et affabulations qui les situent en de nombreux points, vagues et inaccessibles bien sûr, d'une Amazonie produit de l'imaginaire. Ils seraient, pour les uns, des descendants des Incas ayant "refondé" après leur fuite devant les Espagnols de microcommunautés ; pour d'autres, il s'agirait de groupes descendants d'Espagnols et des princesses royales incas, "blanches et vierges", adonnées au culte du Soleil, et dont le collège aurait fui dans les jungles les plus inaccessibles à la chute de l'Empire inca, les rudes soudards castillans avides de lucre et de stupre !

Le voyage d'exploration de Mesones Muro et de l'ingénieur Habich en 1902, d'Eten au Marañon (14), note lui, plus pragmatiquement, la présence sur la rive droite du Marañon, des Aguarunas, et sur la rive gauche des Antipas ; les Huambisas, eux, résident sur les sources des affluents de la rive gauche. Ces trois tribus sont en guerre croisée constante, marquée par des alliances alternées. Les explorateurs notent l'utilisation de troncs d'arbres sectionnés qui font caisse de résonance et permettant aux Indiens de communiquer sur de longues distances. La crainte des maladies épidémiques apportées par les étrangers est si forte, que les Antipas ont fait aux explorateurs mauvais accueil et ont exigé leur départ rapide de leur "*tambo*" ou village indien.

### *Région de l'Ucayali*

En 1834 (15), une des premières reconnaissances de cette région note l'existence de l'importante "nation" des Panas. Celle-ci serait en lutte chronique avec d'autres tribus, celles des Mayorunas, Remos, Capanahuas, Amahuacas, Campas et Cashibos, des rives du rio Pachitea. Sur ce fleuve, les Sensis dominant ; les Cashibos, eux, sont considérés comme la terreur de leurs voisins, Setibos, Conibos et Piros qu'ils traquent en été sur les berges de l'Ucayali où ils ont leurs lieux de chasse et où ils s'emparent des femmes et enfants. Ils se refusent à tout échange, dédaignent même les

outils de fer si prisés ailleurs, et n'entendent changer en rien leurs coutumes comme "*leurs pratiques cannibales*".

Les Conibos et Shipibos vivent aussi en état de guerre contre les Cuinagas et Amahuacas. Selon l'auteur de ce récit, chez tous les Indiens de l'Ucayali, des rios Apurimac, Pachitea et de la plaine du Grand Pajonal, on conserve la mémoire de l'ancien roi, l'Inca...

Un autre rapport de 1841-43 (11) dément les assertions du Comte de Castelnau qui, dans le récit de son exploration, taxait de cannibalisme les Indiens Mayorunas et y dénonçait leur utilisation de flèches empoisonnées.

Cette tribu occupe la rive occidentale de l'Ucayali, proche de la mission de Sarayacu. Mais selon certains dires, il existerait d'autres groupes de la même tribu composés d'Indiens "*velus et barbés*", et dotés de surcroît de femmes à la belle prestance. Aussi, certains assurent qu'ils sont d'origine blanche ! Ces Indiens demeuraient jadis sur la rive gauche du rio Mayo ou San Miguel proche de Moyobamba. Là, ils se seraient métissés avec "*les premiers conquistadors et missionnaires arrivés avec Gonzalo Pizarro*" (sic) selon, dit l'auteur, un vieux manuscrit de 1672, des archives religieuses de Moyobamba. En 1876, le journal de voyage de la Commission Hydrographique de l'Amazone, d'un intérêt documentaire d'ailleurs restreint, évoque la tribu des Cashibos établie entre les rios Pachitea et Aguaitia ; cette tribu est redoutée par ses voisins qui affirment "*qu'ils ressemblent à des vampires*", et se subdivise en trois groupes avec les Buninaguas ou "*fils du soleil*" (encore une vieille influence Inca ?), le deuxième groupe est celui des Choromaguas ou "*hommes-singes*" et enfin le dernier, se nomme Shuschanaguas ou "*hommes-perroquets*".

Ces Indiens vivent du troc et appellent les Blancs : "*fils de l'acier*". Les Cashibos s'opposent à la tribu des Conibos et les deux groupes disposent d'alliés pour ces affrontements. Sur le rio Chanchamayo, il note la présence de redoutables Indiens "*habillés à l'européenne et armés de fusils*" et qui appartiennent à la tribu des Piros.

En 1884, le récit du voyage privé d'exploration du futur préfet Samanez-Ocampo (17), s'attachera surtout à une description des Indiens des tribus basses ; ils se nomment Quringas. Les Indiens du fleuve Apurimac appartiennent au groupe des Campas qui se subdivise en plusieurs fractions se différenciant selon leur intonation de voix, la voix "*queringa*" étant une voix basse, alors que d'autres groupes ont la voix normale.

Leurs dialectes dérivent d'un tronc commun. Ces Campas du rio Pampaconas, tels ceux appelés Camaticas, sont travailleurs et commercent avec les gens des vallées de Ancco et Simariva où ils apportent cacao, vanille et oiseaux ; ils cultivent pour leur subsistance mais aussi produisent de la coca et de la canne à sucre. Ils apprécient les drogues et tout particulièrement un narcotique, le "*camalampi*". Avec le manioc, ils fabriquent une "*chicha*" ou boisson fermentée très appréciée et revendue. La pêche est riche car pratiquée en empoisonnant le poisson avec le "*cubi*", une plante vénéneuse qu'ils cultivent à cet effet. S'ils sont redoutables, on leur attribue aussi à tort des crimes commis par d'autres, par exemple par "des chrétiens" venus des vallées de Ancco ou Iquichua, constate le préfet.





Un autre rapport un peu plus ancien, de 1875 (18), évoquait aussi les Campas de la région de Chanchamayo, appelés ici "*Chunchos*" et vivant sur les rios Chanchamayo, Paucartambo, Perene, Pichis, Tambo, sur la rive gauche de l'Urubamba, sur l'Ene, le Pangoa, l'Unini et le Grand Pajonal, donc sur un vaste territoire. Mais ils sont divisés en groupes antagonistes vivant dans de grands villages, et s'alliant à chaque saison pour aller attaquer leurs ennemis ; ils ont aussi à se protéger des courses des Piros et des Conibos. Ils utiliseraient des forges, employant le fer pour fabriquer des outils, situées dans la région de Chanchamayo et du Grand Pajonal.

Selon le témoignage d'Indiens d'autres tribus, les Campas se réuniraient une fois l'an dans un village du Grand Pajonal où ils festoieraient pour célébrer les gloires militaires de "*San Juan Atahualpa*". Au cours d'une procession, on y exhiberait l'épée du "*héros indien*" ainsi que les ornements emportés dans les églises lors de la révolte et soigneusement conservés depuis lors... A part cela, les Campas ont des villages bien ordonnés et propres ; ils cultivent la coca, le tabac, le coton, des fleurs, et élèvent volailles et vaches. Ayant gardé, malgré le départ ancien des missionnaires, des bribes de l'éducation reçue, ils portent des noms chrétiens, décorent leurs cases de croix fleuries et, comme le notait un court rapport de 1870 du colonel Pereira (19) évoquant les Campas du Cerro de la Sal, ils sont farouchement attachés à leurs terres, où ils vivent en petits groupes de six à huit familles, pauvres certes, mais assurant leurs besoins de base.

Les Piros sont jugés "*ouverts et gais*", ils sont les meilleurs chasseurs et pêcheurs de l'Ucayali et d'excellents marins, leur territoire s'étend de Sebonya au rio Camisea. Guerriers, ils attaquent, même en infériorité, les Campas qu'ils capturent pour en faire des esclaves. Polygames, mais pragmatiques, ils utilisent leurs épouses pour toutes les tâches, y compris comme payeuses lors de leurs expéditions. Indépendants et fiers, ils se refusent à la servitude chez les "Blancs", tout en pratiquant avec eux le commerce par le troc du caoutchouc qu'ils collectent contre des outils et du linge ; ils vont les échanger ensuite avec d'autres tribus éloignées. Ces Indiens Piros sont jugés instables et trompeurs, ils parcourent tout l'Ucayali et une partie de l'Urubamba ; en quelque sorte, ils sont "*les gitans de l'Ucayali*" et d'autant plus redoutés qu'ils pratiquent la sorcellerie !

Autre groupe important de la région, les Conibos et Shipibos, qui sont d'origines très proches. Les Shipibos vivent sur un grand territoire s'étendant de Pucalpa jusqu'à Calleria, un poste missionnaire ; conservateurs de leurs coutumes, ils aplatissent par des techniques propres, la tête des nouveau-nés. Quant aux Conibos, eux, ils ont la coutume de pratiquer l'excision des filles pubères ainsi que l'infanticide. Les deux groupes pratiquent sur une large échelle, parfois avec une centaine de canoës, la chasse aux captifs dans les autres tribus, de juillet à septembre, à l'époque des basses eaux, pour s'emparer surtout des femmes et enfants. Ils prétendent, néanmoins, que ces déplacements ont pour motif plus avouable la recherche du caoutchouc.

Les Amahuacs ou Hipetineris occupent un immense territoire, entre le rio Pacria, affluent de l'Urubamba, le rio Tamaya qui se jette dans le Bas-Ucayali, jusqu'aux rios Purús et Yurua. Bien que "*restés sauvages*", ils

sont dociles et travailleurs ; ainsi, ceux de l'Ucayali se louent comme rameurs ou font du "caucho", mais ils préfèrent la chasse et les cultures à la vie sur le fleuve.

Il est intéressant de confronter les remarques de ce récit avec celles plus succinctes d'un autre explorateur expérimenté et écrivain, Carlos Fry. Celui-ci relate dans son "Journal de voyage" (20) publié en 1888, sa propre expérience des mêmes Indiens que ceux rencontrés par Samanez Ocampo. Il s'étonne que les Conibos et Shipibos soient injustement classés comme "*sauvages*" alors qu'ils ont adopté l'habit européen, utilisent des outils de fer, boivent des liqueurs importées, parlent un peu l'Espagnol ou le Portugais. Les Conibos, de plus, sont très pacifiques et hospitaliers mais refusent que leurs femmes fréquentent des étrangers... C. Fry détache aussi le caractère industriel des Piros qui, avant de faire le commerce du caoutchouc, se livraient à celui du sel qu'ils allaient chercher dans le rio Huallaga. De même, les Amahuacas qui forment une petite tribu, travaillent le "caucho" et pratiquent le troc. En ce qui concerne les Indiens du Haut-Urubamba, C. Fry note qu'ils manquent de tout et vivent comme à l'âge de pierre car ils n'ont pas de caoutchouc ou d'autres produits pouvant intéresser les commerçants.

A propos des Campas, il consigne les divers noms qu'ils portent comme Choroscoc, Antis, Tampas ou Machigangas et signes donc de l'influence inca qu'ils ont, en partie, conservée. Ils vivent en bonne intelligence avec les Péruviens avec qui ils commercent, mais souffrent des raids des Piros et Conibos.

En 1900, le préfet-colonel Portillo (21) notait que les Piros, bien que peu nombreux, étaient respectueux des étrangers et vivaient en vrais nomades en se déplaçant avec tous leurs biens. Les Campas du rio Mantaro et de l'Apurimac étaient près de 500 et non convertis, mais le colonel avait apprécié l'aide qu'ils apportaient aux voyageurs et leur respect des engagements pris.

Avec le temps, les divers témoins noteront les transformations plus ou moins rapides qu'on nomme, par ailleurs, processus d'acculturation, propres aux divers groupes indiens. Ainsi le capitaine G. Stiglich de la "*Junta fluvial*", constatait (22) à propos des Shipibos, dont le territoire s'étend de Sarayacu jusqu'au rio Tamaya, qu'ils sont souvent métissés par le contact avec "*les Blancs avec qui ils vivent maintenant*". Leurs femmes sont très belles et si ces Indiens servent loyalement leurs patrons, "*... ils ont perdu leur confiance ancienne*". Changement aussi chez les Conibos, note l'officier : s'ils sont rentrés dans la voie de la civilisation, ils utilisent des carabines Winchester pour s'approvisionner en esclaves Amahuacas ! Ils sont réputés pour les danses qu'ils font avec des serpents "*cascaheles*" (ou à sonnettes). Nombre d'entre eux sont métissés malgré la surveillance des vieux chefs, ceux-ci n'hésitant pas à tuer les nouveau-nés d'apparence douteuse.

Dernier trait caractéristique car il n'était pas monnaie courante à l'époque au moins : leurs femmes, dont la beauté est célèbre, sont respectées et bien traitées.

Mais ces progrès sont très inégaux et variables selon les régions, juge l'officier. Ainsi les Cashibos, du torrent de San Pedro, continuent à manger leurs "*vieux*" devenus inutiles ; même civilisés, ils sont "*faux*", et

souffrent s'ils sont réduits à l'état de péons car ils ne supportent pas d'être utilisés comme serviteurs. Mais ils sont courageux, ironise Stiglich, surtout pour s'emparer du corps d'un Blanc "*dont ils adorent la chair salée à leur convenance*" précise le brave officier... Enfin, ils sont en guerre permanente avec les Shipibos et Conibos

### *Rio Napo*

Nous n'avons relevé que très peu d'informations intéressantes et d'une valeur autre qu'énumérative sur les Indiens des rios Napo et Putumayo au nord-ouest de l'Oriente péruvien. En 1890, le rapport d'exploration des ingénieurs Vila et Payer (23) précise que les tribus prennent le nom du rio sur lequel elles sont établies. Les Zaparos à demi civilisés forment le groupe le plus nombreux, mais divisé en sous-groupes.

Les Angoteros qui se trouvent sur la rive gauche du Napo, acceptent le travail en plantation comme les Zaparos. Les Encabellados sont cités ainsi que les Orejones, ceux-ci connus pour leur pratique de déformation du lobe des oreilles avec de lourds pendentifs. Les Ahuishiris, au contraire, fuient les "Blancs" ou sinon les attaquent, mais cela n'est que la conséquence des nombreux abus commis contre eux, est-il précisé.

En 1903, l'ingénieur Von Hassel, excellent connaisseur de l'Amazonie péruvienne, décrira à son tour (24) les diverses tribus qu'il a rencontrées sur les rios Tigre, Napo et leurs affluents. Il note l'importance des razzias des tribus Angoteros et Moquiris jusqu'au rio Aguarico. D'autres tribus, pour échapper aux raids de leurs ennemis ou des "Blancs", se sont repliées vers les sources des rios comme les Orejones, Rosaiños et Guipis sur le Haut-Napo, où elles nomadisent et sont, note-t-il, en régression démographique ; mais elles commercent de temps à autre avec Iquitos et ses trafiquants. Il déplore aussi, avec d'autres auteurs, pour d'autres zones et à la même époque, les pêches abusives qui détruisent les poissons et les vaches marines, aussi demande-t-il des mesures de protection.

### **Les Indiens reconnus : une mosaïque contrastée**

Ce tour d'horizon de la reconnaissance des groupes indiens, est, de par sa nature même, condamné à l'hétérogénéité, du fait de la diversité des sources et de leur valeur respective variable. Les témoins ont des avis souvent altérés par leurs préoccupations propres, les Indiens changent aussi, hostiles lors de telle visite mais accueillants à un autre moment.

De plus, certains auteurs ont une curiosité et une ouverture aux réalités indiennes qui ne sont pas partagées par d'autres. Aussi, faute d'initiatives publiques et de création, comme au Brésil avec le maréchal Randon, d'un Service de protection des Indiens, l'Amazonie péruvienne a souffert, surtout avec la disparition ou le repli sur les pays voisins de nombreux groupes indiens, d'une réputation durable et peu enviable de "Far West".

Il en ressort en tout cas que les situations propres aux Indiens sont variables, aussi bien à l'intérieur d'une même région, qu'entre les différentes régions de l'Oriente. Ainsi, le pays du Marañon restera peu

connu car hostile, et ce, bien après 1910. Les Indiens du cours de l'Amazone, eux par contre, semblent voués aux migrations et à une sorte "d'occidentalisation" rapide entraînée par l'arrivée des vapeurs après 1860.

C'est dans l'Ucayali-Madre de Dios qu'on rencontre probablement les situations les plus contrastées et intéressantes : en effet, la reconnaissance de ces régions sera tardive, aussi le processus de "normalisation" avec application du système des missions comme de l'administration péruvienne, n'a pas encore eu le temps d'y produire ses effets. Il apparaît aussi que les groupes indiens de ces régions présentent des facettes diversifiées, depuis "l'authentique sauvage" anthropophage bien sûr, emplumé et arborant sa nudité, le Campa agriculteur-pêcheur, ouvert au troc et fabricant ses outils, ou le Piros, commerçant et migrateur lointain, collectant le *caucho* (caoutchouc) aussi bien que les captifs des tribus ennemies pour les négocier ensuite avec les "Blancs".

Cet éclectisme, propre aux "rencontres" de l'exploration géographique et des premiers contacts avec les "Autres", présente des phénomènes qui sont donc intrinsèquement liés et intéressants à plus d'un titre. Il met à nu et décape quelque peu les chromos exotiques d'un classicisme quelque peu simpliste, nous présentant "*les sauvages*" emplumés, peinturlurés et dangereux à coup sûr car interdisant l'accès de leurs sèves à tout étranger... Aussi devaient-ils, pour l'opinion publique d'alors, soit être "réduits", c'est-à-dire placés en résidence missionnaire pour leur édification, soit éliminés purement et simplement car réfractaires à tout progrès...

De même, un autre tableau qui était certes moralement à son opposé, ne voulait voir dans les "Indiens" que de "*grands enfants*", attendant la révélation divine, friands de tout Progrès (ah ! comme ils aiment les boîtes de conserve !), vivant en collectivisme paradisiaque, partageant tout, y compris, à la grande joie des "explorateurs" plus du tout effrayés par ces bonnes gens, leurs filles ou sinon leurs femmes... Et de plus, ils vivaient en symbiose, écologistes-nés, avec "Dame Nature" qui leur assure tout...!

En Amazonie péruvienne, comme ailleurs dans l'immense Océan Vert, l'image de l'Indien restera ainsi, pendant longtemps, coincée entre ces deux clichés, représentations quasi emblématiques mais qui ne sont en réalité que deux impostures plongeant dans les mêmes racines, celles des projections sur "l'Autre exotique", d'un certain imaginaire propre à un certain Occident... Il s'agissait des images masquées d'une autre vérité, celle de la non-acceptation de fait d'un "Autre" différent, l'Indien, et de la volonté implicite de sa réduction à un modèle extérieur qu'on estime le seul explicatif, donc pertinent, de son idiosyncrasie.

Ainsi avançait, hier comme aujourd'hui d'ailleurs, la machine à niveler les peuples, chargée de bonnes et belles intentions !

## Notes bibliographiques

- (1)cf. *Nota del ministro al prefecto*. LYC. T. 11. p. 9. Lima. 1827.
- (2)cf. Matthews, A., *Viaje del botánico don Andrés Matthews en las montañas de Bongara i el Huallaga*. LYC. T. 11. p. 11. Lima. 1834.
- (3)cf. *Nota del prefecto de Amazonas*. LYC. T. 7. p. 26. Lima. 1853.
- (4)cf. Montfferrier, H.A., *Exploración del Alto Marañon i algunos de sus afluentes por el ingeniero A. Montfferrier*. LYC. T. 2. p. 190-192. Lima.
- (5)cf. Raimondi, A., *Primero viaje del naturalista D. Antonio Raimondi al departamento de Loreto*. LYC. T. 7. p. 35-114. Lima.1859.
- (6)cf. Vieillerobe. *Viajes de Mr. Vieillerobe en la parte alta de la hoya del Amazonas*. LYC. T. 12. p. 192-199. Lima. (Il mourut de la fièvre jaune à Manaos).
- (7)cf. Arana, B., *Exploración de los ríos Ucayali, Pachitea i Palcazu*. LYC. T. 2. p. 273-288. Lima. 1867.
- (8)cf. Comisión hidográfica del Amazonas. *Segunda expedición de los ríos Tambo i Urubamba*. LYC. T. 3. p. 71-77. Lima. 1871.
- (9)cf. Plane, A., *Le Pérou*. Plon. 339 p., et *L'Amazonie*. Plon. 280 p.-1903- ou : Walle, P., *Le Brésil*. 2 tomes. 444 et 464 p., Guilmoto, éditeur. Paris. 1912.
- (10)cf. Lacombe (Cln). *Expedición de Puerto Bermudez a Iquitos*. LYC. T. 12.p. 200-411. Lima. 1901.
- (11) cf. Ijurra, M., *Resumen de los viajes a las montañas de Mainas, Chachapoyas i Para por don M. Ijurra*. LYC. T. 6. p. 276. Lima. 1843.
- (12) cf. Vargas, M. *Primera navegación a vapor del río Morona por el capitán M. Vargas*. LYC. T. 2. p. 358-386. Lima. 1867.
- (13) cf. Calle, B.(R.P.). *Exploración del Morona por el Padre B. Calle*. LYC. T. 4. p. 26-34. Lima. 1902.
- (14) cf. Mesones Muro, M.A.(et E. Habich). *Viaje de Eten al Marañon*. LYC. T. 4. p. 117. Lima. 1902.
- (15) cf. *Exploración de los ríos Ucayali i Pachitea por los marineros ingleses Smith et Lowe y el sargento P. Beltran*. LYC. T. 11. p. 22. Lima.
- (16) cf. Ocampo-Samanez. *Exploración de los ríos Apurimac, Ene, Tambo*. LYC. T. 11. p. 254. Lima. 1884.
- (17) cf. Giordano (Ing.). *Informe sobre la colonia italiana de Chanchamayo*. LYC. T. 11. p. 164-253. Lima. 1875.
- (18) cf. Pereira (Cln.). *Exploración de los valles de Chanchamayo*. LYC. T. 2. p. 455-465. Lima. 1870.
- (19) cf. Fry, C., *Diario de los viajes i exploración de los ríos Urubamba, Ucayali, Amazonas, Pachitea i Palcazu*. LYC. T. 11. p. 369-589. Lima. 1888.
- (20) cf. Portillo, P. (Cln.), *Exploración de los ríos del Apurimac, Ene, Tambo,etc...* LYC. T. 3. p. 463-550. Lima. 1900.
- (21) cf. Stiglich,G., *Informe sobre los ríos Pachitea, Bajo-Ucayali, Amazonas, Alto-Ucayali i Urubamba*. LYC. T. 4. p. 272-367. Lima. 1904.
- (22) cf. Vila et al. *Informe sobre los ríos Napo y Cururai*. LYC. T. 3. p. 250. Lima.
- (23) cf. Von Hassel, G., *Viaje del ingeniero Von Hassel a los ríos Napo i Cururai*. LYC. T. 4. p. 229-240. Lima. 1903.

### III - IQUITOS, UNIQUE VILLE DE L'ORIENTE PÉRUVIEN

Le premier problème qui se posa rapidement, lorsque Lima se décida à mettre en place une politique amazonienne de prise de possession et de mise en valeur de son domaine, fut celui des têtes de pont servant de bases à sa politique. Certes, il existait bien des bourgades qui, telles Moyobamba ou Chachapoyas, furent initialement utilisées comme capitales de l'Orient. Mais ces bourgades somnolentes, situées sur le cours du fleuve Huallaga, étaient géographiquement très marginales par rapport au centre de l'Orient, là où se joua initialement la spéculation du caoutchouc.

Or, face à Manaus, dynamique capitale de l'Amazonie intérieure brésilienne, et à Belem, vieille et active capitale atlantique de l'Etat amazonien du Para, il fallait pour Lima trouver un contrepois ; ce fut Iquitos.

#### Une ville sortie de la Selva

En 1911, Iquitos est au faite de son ascension rapide et, sans contexte, fait figure de capitale régionale de l'Amazonie péruvienne. Certes, elle ne peut soutenir la comparaison avec Manaus qui, elle, par sa richesse opulente bâtie sur le caoutchouc, ses lignes de navigation et son commerce international, a le statut de grande ville à rôle mondial, ne serait-ce qu'avec son opéra !

La ville se développera d'abord lentement à partir de 1860 sur la rive gauche de l'Amazone, à une altitude comprise entre 15 et 25 mètres, et ayant pour cadre une belle plaine entre les rios Itaya et Nanaï. Le préfet H. Fuentes qui l'aimait, lui trouva quelques ressemblances architecturales avec Manaus. Au contraire, l'officier de marine G. Stiglich, déplorera (1) les aspects mesquins qu'elle présentait, avec *"...une maison qu'on appelle cathédrale, les bâtiments sévères de la préfecture"* ; il notera aussi le côté bien modeste du bâtiment de la municipalité, l'aspect humble de la poste comme la médiocrité des écoles et l'absence de lustre de la Justice, rendue au domicile des magistrats. Il en est de même pour la Chambre de Commerce ou la Maison de Bienfaisance, tandis que les banques qui n'existent pas sont représentées par les maisons de commerce. Mais, côté positif, *"il n'y a pas de mendiants"*, et s'il n'existe qu'un unique hôtel, et fort cher, il y a aussi un club *"chic"*. Enfin, note le marin, le quartier de Punchana est animé la nuit car il accueille, en effet, les plaisirs seulement tolérés...

Un autre militaire, le colonel Lacombe de la *"Junta fluvial"*, est plus bienveillant ; pour lui (2), Iquitos est la seule ville qui compte en Amazonie du Pérou, mais le commerce y est tenu, s'inquiète-t-il, seulement par des étrangers qui sont en majorité. Il signale les moeurs simples et directes, la gaîté des *"Loretanos"*, note l'importance de l'union libre comme le charme et le caractère supérieur de la femme *"loretana"*. Aussi, pour les jeunes du cru, le premier besoin est un canoë, pour chercher *"la vida..."* au bord des rios, c'est-à-dire le farniente et la jouissance d'une vie bucolique profitant des ressources naturelles.

La ville repose sur une ancienne fondation missionnaire des Jésuites, oeuvre du Père J. Bahamonte, en 1736 ou 1740. Il y aurait "réduit", c'est-à-dire évangélisé, les Indiens Iquitos vivant aux alentours, en fondant deux villages, San Juan Nepomuceno et Santa Maria de la Luz. Cette colonie se serait bien développée jusqu'à l'expulsion des Jésuites en 1767, où elle comptait alors 8 villages. En 1840, des familles chassées de Borja par les attaques des Jivaros du Marañon se fixeront dans les lieux, elles étaient conduites par Lizardo Zevallos, et y créeront un nouveau et bien modeste poste.

Selon le notable politique et historien local, Genaro Herrera (3), en 1851, Iquitos comptait une population de 227 habitants regroupés dans un village de pêcheurs ; il s'y ajoutait 98 métis originaires de Borja. Raimondi, lui, donnera les chiffres de 500 habitants en 1859, et de 648 en 1864.

La création en 1861 du Département maritime et militaire du Loreto et le choix, comme point d'appui, d'Iquitos sous l'initiative du Maréchal-Président Castilla, vont assurer à la ville une prospérité et une croissance rapides, marquées par l'apparition en 1863 des premiers services publics qui vont attirer de nouveaux habitants. En 1882, la création à Iquitos du poste de la douane du Loreto, renforcera son rôle commercial et administratif au sein de l'Oriente péruvien.

Enfin, la consécration sera atteinte avec l'érection de la ville, en 1897, au rang de capitale administrative du Loreto ; cette mesure ne faisait qu'officialiser la place régionale occupée depuis le "boom" du caoutchouc par Iquitos qui faisait fonction de collecteur du caoutchouc comme de centre de commerce. A son apogée, la ville en 1911 atteint 15.000 habitants (4) contre 10.000 en 1897 (5), alors qu'elle n'en comptait que 4.000 en 1890, selon le rapport d'inspection du colonel Mendiburu (6).

De ce fait, elle présente tous les caractères de croissance brutale des villes des "nouveaux mondes" où se cumulent les effets spontanés plus que planifiés d'une urbanisation favorisée par un décollage économique régional, celui-ci étant d'autant plus fort qu'il est souvent d'ordre spéculatif.

### **Les bourgades somnolentes de l'Oriente profond**

Pourtant le choix d'Iquitos ne souleva pas à l'époque une adhésion complète ; on lui opposa en effet l'existence d'autres villes anciennes pouvant jouer avec bénéfice pour la région le rôle de centre administratif. Le rapport Mendiburu de 1890, alors que le débat sur le choix de la capitale de l'Amazonie était en cours, se ralliait à l'idée que Moyobamba, alors la capitale, du fait de sa position marginale par rapport au centre de l'Amazonie péruvienne, de son climat jugé débilitant, de ses conditions de vie étriquées comme de l'absence d'infrastructures de base, était inapte à continuer de jouer ce rôle. De plus, la ville était mal reliée au bassin amazonien, et seul "*un très mauvais chemin*" la rattachait à la côte du Pérou.



En vérité, Moyobamba était en décadence car les ateliers de "*bombonaje*" ou paille à chapeau qui firent sa fortune de 1830 à 1880, étaient en pleine crise avec le départ des travailleurs au caoutchouc. Aussi, les habitants y restant sont jugés attardés car s'adonnant à une agriculture restée primitive qui ne permettait d'assurer qu'une chiche autosubsistance limitée et sans commercialisation. Enfin, le centre de la ville était inondé en temps de pluie, rendant de ce fait les conditions de vie et d'hygiène précaires. En 1901, le colonel Lacombe trouvera la ville en état d'abandon, désertée par la majorité des hommes partis travailler depuis longtemps à l'hévéa, ce qui expliquait la disparition des anciennes et prospères activités consacrées à la fabrication et à l'exportation des fameux chapeaux.

Pour Mendiburu, l'autre ville intéressante était Yurimaguas, située sur le fleuve Huallaga, au terminus de la navigation à vapeur. Selon H. Fuentes (7), la ville fut fondée par des Portugais, puis reçut des habitants de Tarapoto et Lamas. Bien que n'ayant que 2.000 âmes, peu de commerces et un rôle sous-régional modeste, la bourgade pouvait, selon lui, réunir des conditions favorables pour remplir les fonctions propres à une capitale. En effet, elle était loin de l'attraction et des dangers de la frontière brésilienne, et permettrait, selon Mendiburu, de recentrer l'Oriente péruvien dans son "*contexte national*", et non dans un "*cadre cosmopolite*" soumis à la dépendance extérieure, ce qui était le cas d'Iquitos.

Mendiburu estimait aussi qu'Iquitos était trop éloignée de l'ensemble des centres actifs et peuplés de l'Oriente, donc son choix, en tant que capitale, rendrait difficile l'administration et le développement de régions intéressantes qui se retrouveraient marginalisées. Il citait pour exemple toute la vallée potentiellement riche du Huallaga. Yurimaguas située dans une bonne position centrale à trois jours et demi de vapeur d'Iquitos, ville qui de toute façon resterait la capitale commerciale, était, pour lui, bien placée pour assurer la fonction de capitale administrative.

Cette vocation commerciale d'Iquitos apparaît d'ailleurs très bien, si on prend en compte la population d'origine étrangère qui avait été attirée par la ville avec son expansion. A. Maurtua y recensait en 1911, 346 Chinois, 260 Brésiliens, 130 Espagnols, 90 Italiens et 80 Portugais. Par contre, les ressortissants des principaux pays commerçant avec l'Amazone y étaient peu nombreux avec seulement 4 Nord-Américains, 55 Allemands et 43 Français. Mais ils tenaient le gros du trafic par leurs sociétés. On doit y ajouter aussi, 40 Juifs marocains (la plupart "protégés" de la France) et moins d'une centaine de Colombiens et Equatoriens.

Mais des critiques furent faites à Iquitos telles celles en 1893 de l'ingénieur F. Hoaguen (8) ; celui-ci y note une forte émigration vers la ville mais celle-ci est le plus souvent temporaire car découragée par la cherté des prix, l'absence de commodités et d'infrastructures. Si les transports y ont des coûts quasi prohibitifs, cela s'explique par les abus des muletiers qui forment un groupe de pression.

Des reproches identiques seront faits aussi en 1904, par G. Stiglich qui se plaint de la faiblesse de l'agriculture vivrière, des prix élevés du ravitaillement et des abus du commerce.

L'ex-préfet H. Fuentes fera, lui aussi, des critiques, mais plus techniques, en mettant en cause la faible capacité portuaire alors que le trafic est en passe de tripler de volume depuis la création du port ; à titre d'exemple, il déplorera l'inconfort et l'insalubrité des entrepôts de la douane, le manque de solidité des tours du quai.

Mais malgré toutes ses carences, la ville se consolide et le doit finalement à l'intuition du maréchal Castilla, en 1861, et à ses décrets d'établissement fondant la base navale fluviale de l'Amazone péruvien, conçue comme le levier futur de la politique de Lima dans la région. A partir de 1900, Iquitos commence aussi à jouer un rôle intellectuel et, par ses journaux comme "*l'Oriente*", le "*Loreto*" ou "*La Prensa*", fait entendre sa voix à Lima et aussi d'ailleurs celle de ses groupes de pression.

Mais un autre choix que celui d'Iquitos était-il vraiment possible, surtout si l'on prend aussi en compte l'état des autres centres habités de l'Oriente ?

### L'unique choix possible

Nous avons vu que Moyobamba ne pouvait continuer à remplir une fonction de capitale postiche, ceci compte tenu de sa position marginale dans le couloir naturel de la vallée du Huallaga, aussi, seule Yurimaguas, avec ses 2.000 habitants, restait encore une agglomération notable.

Quant aux autres centres peuplés, ils n'étaient plus que des villages comme Nauta, à la confluence de l'Amazone et de l'Ucayali, mais ce poste alors était en déclin ; Contamana elle, ne comptait que 600 âmes et c'était d'abord un turbulent centre d'hivernage des "*caucheros*" saigneurs d'hévéa. Sarayacu, un vieux poste missionnaire, végétait avec 300 personnes, quant à Pucallpa, ce n'était qu'un hameau naissant avec 200 résidents. Ailleurs, on ne trouvait que des postes qui, échelonnés le long des rios, servaient de relais aux vapeurs pour y faire du bois, ou n'étaient que des comptoirs, souvent éphémères d'ailleurs, liés à l'abondance de la cueillette de l'hévéa.

Ainsi, sauf coûteuse création *ex nihilo*, la seule capitale de l'Oriente en toute logique, devait être Iquitos.

### Notes bibliographiques :

(1) cf. Stiglich, *Informe sobre los ríos Pachitea, Bajo-Ucayali, Amazonas, Alto-Ucayali i Urubamba*. LYC. T. 4. p. 272-367. Lima. 1904.

(2) cf. Lacombe (Cln.), *Expedición de Puerto Bernudez a Iquitos*. LYC. T. 12. p. 200-411. Lima. 1901.

(3) cf. Herrera, G., *Apuntes histórico y geográfico sobre la fundación de la ciudad de Iquitos*. LYC. T. 18. p. 101. Lima.

(4) cf. Ing. Morales., *Viaje de Iquitos al Pichis*. LYC. T. 3. p. 386. Lima. 1901.

(5) cf. Maurtua, A., *Geografía económica del Departamento de Loreto*. B.S.G.L. T. 17. p. 121-180. Lima. 1911.

(6) cf. Cln.Mendiburu, P., *Segundo informe del presidente de la comisión especial de la Junta fluvial*. LYC. T. 4 p. 431-561. Lima. 1890.

(7) cf. Fuentes, H., *Memoria del prefecto de Loreto*. LYC. T. 16. p. 41-63. Lima. 1906

(8) cf. Ing. Hoaguen., *Segundo informe*. LYC. T. 6 .p. 13. Lima.

#### IV - LE DOUBLE ORIENTE : LORETO ET MADRE DE DIOS

Longtemps, la seule Amazonie péruvienne évoquée par les auteurs sera celle du Loreto, c'est-à-dire la vaste région comprise d'une part entre la cordillère andine jusqu'à hauteur de Tarma au sud, et la vague frontière du Brésil mal délimitée à l'est d'autre part. Immense région qui remonte au nord par la vallée de Huancabamba et s'étend sur le bassin du Marañon, se prolonge le long du piémont andin équatorien, non délimité aussi et objet de revendications contradictoires du Pérou et de l'Equateur.

Une autre démarcation, elle aussi longtemps contestée par la Colombie, portait sur les frontières du Loreto sur le Putumayo et le Caqueta qui faisaient limites au nord-est. En redescendant le Putumayo à partir de Petropolis, on entrait au Brésil qui ensuite avait une longue frontière avec le Pérou par le fleuve Yavari ; limite qui se poursuivait en pointillé vers le Purús, où de nouveau, on retrouvait des limites floues et contestées par les deux pays. Ainsi pendant longtemps, l'Amazonie dite "utile", celle de l'administration comme du commerce, et dans une moindre mesure celle des missions catholiques, sera inscrite dans le réseau des tributaires majeurs de l'Amazone avec le Marañon et le Huallaga et, bien sûr, dans l'axe est-ouest dessiné par le cours de l'Amazone jusqu'à la frontière du Brésil, à hauteur de Leticia.

Au-delà de ce premier ensemble géographique, le Pérou étendait une souveraineté, encore une fois non codifiée par des traités de frontières avec la Bolivie voisine, à hauteur de bassins de fleuves importants mais restés bien tardivement inexplorés, ceux de l'Urubamba, du Madre de Dios et de l'Ucayali et d'affluents non négligeables, tels le rio Tambo, le Tahuamanu et l'Acre. Ceux-ci occuperont un rôle majeur par la suite, pour l'exploitation de l'hévéa comme au niveau géopolitique.

Ce n'est pas avant 1890, au moins, que cette vaste région de l'Orient du Sud-Est commencera à susciter l'intérêt de Lima. Ses riches réserves d'hévéas vont alors aiguïser l'appétit du commerce avec le rapide amenuisement des gisements du bassin central amazonien ; de plus, l'attention de l'Etat-Major sera attirée par sa situation de charnière géographique entre des bassins fluviaux ayant des sorties directes sur l'Atlantique ou permettant, vu la proximité, des liaisons routières courtes vers la côte du Pacifique.

Par rapport au Loreto, au moins effleuré sur le piémont andin par les entreprises espagnoles ou portugaises, ou aux rios majeurs sillonnés par les conquistadors ou les "*bandeirantes*" venus du Brésil en quête de rapines sinon de trésors, voire par des corsaires descendus des Antilles, le Madre de Dios et sa périphérie constituaient une sorte de réduit défendu par ses abruptes montagnes andines, l'impétuosité de ses fleuves et de redoutables tribus indiennes souvent hostiles.

C'est ici, plus qu'au Loreto, que le Pérou va trouver un butoir à ses visées expansionnistes ainsi qu'un "Far East" dangereux à maîtriser.

## **Un réduit dangereux, le Madre de Dios**

Selon le chroniqueur Garcilaso de La Vega, la région dite du Madre de Dios était connue de l'empire inca sous le nom de Amarumayo, et elle aurait été traversée aux temps de l'Inca Yupanqui par une expédition de 10.000 guerriers qui se proposaient d'envahir les riches contrées de Mojos dans l'actuelle Bolivie. Mais 9.000 hommes disparurent dans cette tentative, rapportent du moins les traditions...

Lorsque les Espagnols occupèrent le Cuzco, ils ne tardèrent pas, en quête de trésors nouveaux ou de fiefs à se tailler dans les régions vierges, à s'intéresser au Madre de Dios (1). Si une première tentative avec Pedro de Candia ne donna aucun résultat connu, vint, en 1539, un certain P. de Camporedo qui réussit à traverser la contrée inconnue (avait-il des guides indiens ?) et déboucha sur les plaines de Mojos, dans l'actuel Beni bolivien, ce qui était une belle performance. Ensuite, on note les explorations des Pères de la Merci qui atteignirent par Carrabaya, le rio Heath. Mais ces démarches ne donnèrent aucuns résultats concrets en termes de prise de possession et de mise en valeur.

C'est Juan Alvarez Maldonado qui fut le premier explorateur officiel connu. Animé par un souci de colonisation, il obtint les patentes officielles à cet effet, et avec 40 cavaliers et 80 soldats, il entra dans la région et atteignit le rio Manu, où, avec l'aide d'un cacique ami, Tarano, il fonda la ville de la Nouvelle Salamanque. Mais ayant divisé ses troupes, une partie atteignit le rio Piedras, où elle fut mise à mal par les attaques indiennes et de plus, y perdit ses bagages lors d'un naufrage. Comme souvent, l'échec et les difficultés engendrèrent la division chez les Espagnols, aussi les Indiens purent éliminer les groupes de soldats isolés et détruisirent la Nouvelle Salamanque. Si les débris de l'expédition parvinrent à regagner Cuzco avec leur chef désespéré, ce cuisant échec coupa court à toute autre velléité officielle ou privée sur le Madre de Dios, qui redevint un territoire interdit.

Mais on peut noter néanmoins la frontière agricole qui se mit en place lentement, en amont des fleuves Madre de Dios ou Paucartambo, avec un réseau de 300 haciendas prospères qui payaient au Trésor colonial un million de pesos d'impôt annuel avant l'indépendance du Pérou.

## **Une difficile ouverture**

Il faudra attendre, semble-t-il, 1848, et le livre du Franciscain Bovo Rebello (*Le brillant avenir du Cuzco*), afin que soit relancé l'intérêt pour la région ; mais deux expéditions faites en compagnie du lieutenant Gibbon, de la Marine des Etats Unis, en 1851 et 1852, furent des échecs.

En 1861, le colonel Faustino Maldonado réussit enfin une percée significative en atteignant le fleuve Madeira ; mais la mort du hardi péruvien facilita les critiques sur la portée de ses découvertes, notamment du côté bolivien où un autre explorateur et missionnaire de renom, l'évêque Armentia (2), contesta à partir de mesures fausses, la valeur des découvertes de l'explorateur. Ainsi, les rivalités nées des frontières non

délimitées devenaient aussi une pierre d'achoppement entre le Pérou et la Bolivie à propos d'explorations scientifiques !

Notons qu'un an avant, en 1862, le voyageur anglais Markham, n'avait pu descendre le Madre de Dios ; néanmoins son séjour ne fut pas vain, il lui avait en effet permis de récolter sur le rio Tambopata des graines de "*cascarilla*" (ou Quinquina) qui ramenées en Europe, puis acclimatées en Inde, allaient faire la fortune de l'Asie coloniale, mais ruiner les exportations de l'Amérique du Sud, longtemps seule à avoir le monopole mondial de ce produit médicinal, tant prisé à l'époque. Le mouvement d'intérêt envers la région, malgré ses difficultés d'accès, ne devait pas cesser et en 1873, un autre explorateur, le colonel de La Torre, organisa une nouvelle expédition marquée par la malchance ; il fit naufrage, perdant ses bagages, puis fut tué par les Indiens Sirineris.

En 1882, l'Américain E. Heath explora avec succès le rio Abuyama, qui prit son nom ; en 1894, c'est C. Fitzcarrald qui, au cours d'une aventureuse exploration, découvrit l'isthme qui devait faire sa célébrité, et présentait l'avantage de permettre une liaison par voie de terre entre le bassin du Madre de Dios et celui de l'Amazone. Découverte qui ouvrait, pour la mise en valeur de cette région jusque-là enclavée, des perspectives nouvelles importantes ; on devine qu'elles devaient vite attirer spéculations et convoitises internationales vers ces confins restés jusque-là, bien marginaux.

Aussi, le rythme des explorations s'amplifia, et en 1901, E. Rivero descendit le Madre de Dios puis le rio Orton et revint par Iquitos. En 1902, c'est le colonel Lacombe de la "*Junta fluvial*" qui parcourut la région plus systématiquement, alors que le gouvernement péruvien créait Puerto Maldonado ; ce poste devait devenir la bien modeste capitale de la région et le symbole, face à la Bolivie, de la souveraineté confirmée du Pérou.

## L'état de la région

Un mémoire de "visite" du préfet apostolique de l'Ucayali, dressé en 1903, donne quelques indications générales sur ce territoire nouveau dont on entamait la prise de possession (3). En ce qui concerne sa population, on en était réduit à des estimations très grossières, faute d'administration et aussi d'une connaissance géographique fine. L'évêque estimait à 60.000 personnes la population probable, mais en incluant 20.000 nouveaux arrivés de fraîche date. Il s'agissait de commerçants et de "*caucheros*" d'origine européenne ou venant de pays voisins comme le Brésil, et enfin d'Asiatiques (chinois), tous attirés par le caoutchouc. Il estimait aussi que 10.000 Péruviens étaient venus depuis peu, péons de la Sierra ou de la côte ; pour eux, le "*caucho*" était le moteur principal de leur activité.

Les Indiens étaient divisés en deux catégories distinctes. Celle des "demi-civilisés" vivait près des missions ou des postes où ils s'employaient ; ces Indiens avaient normalement reçu le baptême ou un début d'évangélisation, tout en conservant partie ou totalité de leurs coutumes traditionnelles. Quant aux autres, le prélat estimait que de 15 à

20.000 Indiens "*bravos*", insoumis et guerriers, vivaient en nomades ou cachés dans des régions bien difficiles d'accès, soit par souci de conserver une totale liberté, soit par crainte d'être capturés pour être mis en esclavage. Leur isolement était aussi une précaution bien nécessaire, face à d'autres tribus avec lesquelles ils étaient en guerre constante. Autant dire que le Madre de Dios restait ainsi dans un état incontrôlé quasi total, car échappant à toute autorité. Au point de vue économique, la région, colonisée, pouvait offrir les produits des grandes cultures tropicales telles que le café, la canne à sucre, le tabac, le riz. Mais elle disposait surtout de riches réserves en caoutchouc, soit du type courant (le *caucho*), soit du type plus apprécié de la "*shiringue*" ou hévéa fin de plantation. Autre avantage, ses fleuves étaient riches en poissons du type "*paichi*" qui, salé, était ensuite revendu, mais aussi en vaches marines ou lamantins dont la graisse était utilisée pour faire des jambons ou griller le manioc, aliment de base des "*caucheros*".

Ce rapport bien superficiel présente un certain intérêt néanmoins, si on le compare avec celui d'une autre visite, faite en 1870, par le colonel Pereira (4). Celui-ci, étant resté le long des rios, ne put noter que l'importance du poisson séché, mais constata l'absence de villages importants ainsi que le déclin d'anciens postes missionnaires comme Sarayacu, tombé à 200 habitants contre 2.000 jadis. Il n'y avait alors, notait-il, que des Péruviens qui venaient du Marañon, des rives de l'Amazone ou de Sarayacu, population qui, au total, en comptant quelques étrangers ou Brésiliens, ne dépassait pas les 200 personnes. Il déplorait aussi le nomadisme inhérent aux diverses tribus indiennes, ce qui rendait "*impossible l'installation d'un début d'autorité*".

L'insécurité de la région, livrée aux chasses à l'homme, aux excès comme aux crimes des trafiquants, achevait enfin d'offrir un sombre tableau de ces confins marginalisés. Peu avant, en 1868, la première reconnaissance hydrographique de l'Ucayali (5) n'avait guère renseigné non plus sur la viabilité de la région, sauf sur le fait que les inondations régulières en époque de crues expliquaient l'absence de villages permanents le long des berges, et elle constatait que les Indiens fuyaient le contact.

En 1871, le voyage d'exploration de R. Estrella (6) notait, lui aussi, la ruine des postes missionnaires comme l'importance du commerce du poisson salé qui avait attiré quelques exploitants étrangers. L'autre moitié cachée de l'Oriente péruvien, malgré le caractère tronqué et pauvre de l'information disponible, apparaît ainsi à la fin du siècle comme un réduit géographique resté farouchement isolé du fait de la difficulté de ses conditions naturelles et de l'hostilité de ses habitants ; elle restait donc quelque peu coupée de l'ensemble du bassin amazonien et de la circulation des hommes et des idées.

Il en découlait que l'Oriente était resté à l'état d'ébauche. Si le Loreto, lui, avait commencé à partir de 1860, avec la création d'Iquitos, à trouver une existence équilibrée, l'autre pan de l'Amazonie péruvienne avec le vaste Madre de Dios, était resté, lui, figé au stade pionnier. Il formait une vaste béance spatiale caractérisée par le vide administratif, humain et économique. Situation marginale, certes, mais devenue, après

1890, très attractive car disposant des meilleures zones à caoutchouc amazoniennes.

### Discontinuité et désarticulation territoriale

L'Orient présente ainsi tous les traits symptomatiques d'une triple désarticulation géographique. La première est celle existant entre le Pérou formé par l'ensemble côte-sierra d'une part et son prolongement amazonien d'autre part. Coupure singulièrement élargie par l'existence dans le "Pérou géographique", d'une césure fonctionnelle grave, relevant, elle, d'un atavisme ancien avec l'opposition interne existant entre ses deux grandes composantes géographiques, la maritime avec la côte, et la montagnarde avec la Sierra, chacune porteuse de cultures et modèles économiques antagonistes.

La seconde désarticulation est interne, propre à l'Orient, comme nous l'analysons, avec le hiatus entre le Loreto et le Madre de Dios. Celle-ci est d'abord d'ordre spatio-temporel, elle est aggravée par le processus d'occupation brouillon et sans objectifs autres que ceux de l'opportunité, entrepris par Lima pour son Amazonie.

Une dernière rupture, plus subtile et interne à chacune de ces entités amazoniennes est perceptible ; elle implique des zones vastes et économiquement viables mais situées *de facto* hors des circuits de l'autorité péruvienne. Ces zones sont de deux types. D'abord, celles contrôlées par de farouches tribus indiennes qui y ont constitué des réduits qui resteront de longtemps inaccessibles. Ensuite, il y a les grands domaines du caoutchouc constitués pour les principaux par la Casa Arana ou C. Fitzcarrald, puis des entreprises plus récentes créées après 1900, mais occupant au total de vastes superficies.

Ces secteurs réservés serviront de zones-tampons, neutralisées de fait car s'appuyant sur des frontières contestées comme celles du Marañon par exemple ou celles des rios Putumayo et Napo, pour la région nord. Il en est de même pour les bassins du Purús ou du Yavari dans le Loreto central. La même situation prévaut aussi dans la région du Madre de Dios-Ucayali, avec les rios Tambo et Manu, près de l'Acre, donc sur les confins dangereux, inoccupés et difficiles d'accès, situés entre le Pérou, le Brésil et la Bolivie. Ainsi, l'Orient péruvien est entouré par une véritable ceinture de territoires inexplorés ou mal reconnus, restés en friche et sans autorités régulières installées, formant donc un vaste périmètre d'insécurité frontalière.

Cette série de disparités et de ruptures territoriales crée finalement une série de handicaps à divers niveaux, ceux-ci hypothéquant sérieusement, voire paralysant, la politique de Lima. L'Amazonie péruvienne apparaît ainsi territorialement comme une création instable et discontinue, s'étendant sur un espace vaste (près de 1.000.000 de km<sup>2</sup>) non maîtrisé.

L'empirisme le plus complet comme une volonté nationale inachevée marquent la politique de Lima en Amazonie, expliquant contradictoirement cette formation spatiale et politique restant à l'état d'ébauche et de patchwork hétérogène... Il est indéniable aussi que la démesure de cet ensemble amazonien était quelque peu au-dessus des



possibilités d'un pays aux ressources limitées, par ailleurs confronté à de graves problèmes internes comme externes, et qui accaparèrent ses forces vives comme ses maigres moyens. Aussi, les problèmes de fond resteront longtemps sans solutions ou ne seront réglés, trop souvent, que sous la pression externe ou par des initiatives locales.

Il en résulte pour l'Orient un diagnostic critique, fondé sur de nombreux témoignages diversifiés et de valeur, qui mettent en relief de façon concordante le caractère bien artificiel de sa construction marquée par la précarité de ses structures, la débilité de ses équipements et le caractère embryonnaire, sinon inconsistant de son activité économique.

Seul le caoutchouc, un temps, lui donnera une apparente unité...

### Notes bibliographiques :

(1)cf. Fr. Aza, Pio. *Apuntes para la historia del Madre de Dios*. BSGL. T.44. p. 129-174. Lima. 1927.

(2)cf. Armentia, N., *Limites de Bolivia con el Perú por la parte de Caupolican*. Imprenta el Telégrafo. 176 p.+ Anexos, 64 p. La Paz. 1897. Voir à partir du chapitre 5, la critique du voyage de Maldonado...

(3)cf. Obispo del Ucayali. *Memoria de viaje*. LYC. T. 9. p. 206-214. Lima. 1903.

(4)cf. Pereira, J. M. (Cln.), *Exploración de los valles de Chanchamayo*. LYC. T. 2. p. 455-465. Lima. 1870.

(5)cf. Estrella, R., *Parte del comandante del vapor*. LYC. T. 2. p. 431. Lima. 1868.

(6)cf. Estrella, R., *Exploración de los ríos Urubamba i Ucayali*. LYC. T. 3. p. 79-93. Lima. 1871.

## V - UN OCÉAN VERT LAISSÉ À LUI-MÊME

Pour l'économiste G. Pennano, la fin du 18<sup>ème</sup> siècle consacre un recul de la présence espagnole en Amazonie qui, pour certaines zones tel le Haut-Marañon, tient de l'abandon. Ce désengagement sera bien sûr accentué par la longue vacance d'autorité, en Amazonie comme ailleurs, qui va marquer à partir de 1810, la période de lutte pour l'indépendance et la rupture des liaisons avec la métropole espagnole. Cette période durera jusqu'en 1825 au moins, et sera marquée par l'épisode de la tentative d'indépendance du Maynas, dont l'évêque Rangel, qui entendait rester fidèle au roi d'Espagne, sera un des acteurs.

Il en résultera un désengagement des missions, avec l'insécurité liée aux affrontements sporadiques entre "Républicains" et "Loyalistes", et une suspicion durable sur le rôle des missionnaires, née de leur sympathie réelle ou supposée envers la cause du camp royaliste. Avec l'établissement de la République à Lima, il est évident que les priorités du nouveau pouvoir ne passent pas par les problèmes de l'Amazonie. Ainsi, un vide officiel va marquer pour longtemps l'action des pouvoirs publics, qu'ils soient issus de la bien lointaine capitale ou, à l'échelon local, d'une administration restant embryonnaire et sans moyens.

D'ailleurs, que pouvait-il bien y avoir à gérer et prévoir, dans ces microcolonies, îlots perdus dans l'Océan Vert, sans vie réelle sauf statique ?

### Une population réduite et atomisée

La première relation sur la situation de l'Oriente se trouve, en 1822, dans un "Etat de l'Evêché de Mainas" rédigé par le Frère Hypólito (1), son évêque. L'auteur y relève l'existence de 60 à 70 villages ou postes, qui sont décrits comme vivant dans un état rudimentaire et apparaissent peu structurés économiquement ou socialement.

La description de la province de Mainas, faite en 1843, par le Gouverneur Général des Missions, Pablo Vasquez Caicedo (2), laisse place à peu de doutes : *"Il est difficile de faire le recensement des habitants de l'intérieur qui ne sont pas installés dans les paroisses, il manque des religieux et les quelques-uns qui les évangélisent manquent de tout et ne peuvent pas noter décès et naissances, pas plus que mariages et baptêmes"*.

Aussi, le religieux en est-il réduit à évoquer seulement l'état "de l'Amazonie officielle", c'est-à-dire des lopins de territoires missionnaires et "civilisés", îlots infimes par rapport au vaste océan des contrées forestières qui les entourent et les encerclent.

Mais l'intéressant de cette description réside dans les contours de cette géographie insulaire, constituée de micropôles disséminés en un vaste semis irrégulier, épousant le cours des fleuves principaux sur l'Océan Vert.

## L'archipel amazonien

Il ressort de cette empirique géographie, l'existence de six ensembles situés dans la Basse-Mission, c'est-à-dire le long du cours supérieur de l'Amazone et de ses principaux affluents. Ces quasi-milieus insulaires forestiers se sont organisés autour de centres de mission, plus ou moins anciens, tels que Moyobamba dans la zone de piémont andin traversée par le fleuve Huallaga ou Lamas, vieux poste des missions ; ensuite on rencontre Tarapoto, Saposoa et Piscoyaco. Enfin, apparaissent d'une part les postes qui sont désignés sous le nom "*d'établissements marginaux*" du rio Huallaga, et d'autre part les autres postes de la Basse-Mission, c'est-à-dire ceux de la frontière avec le Brésil portugais.

On constate dans cet inventaire que le Marañon est à peine évoqué sous le nom de Haute-Mission, tandis que l'autre Oriente, celui du Madre de Dios-Ucayali, ne donne lieu qu'à quelques mentions bien vagues traduisant les limites de l'exploration comme de l'action missionnaire, dans ces contrées restées marginalisées de tout temps.

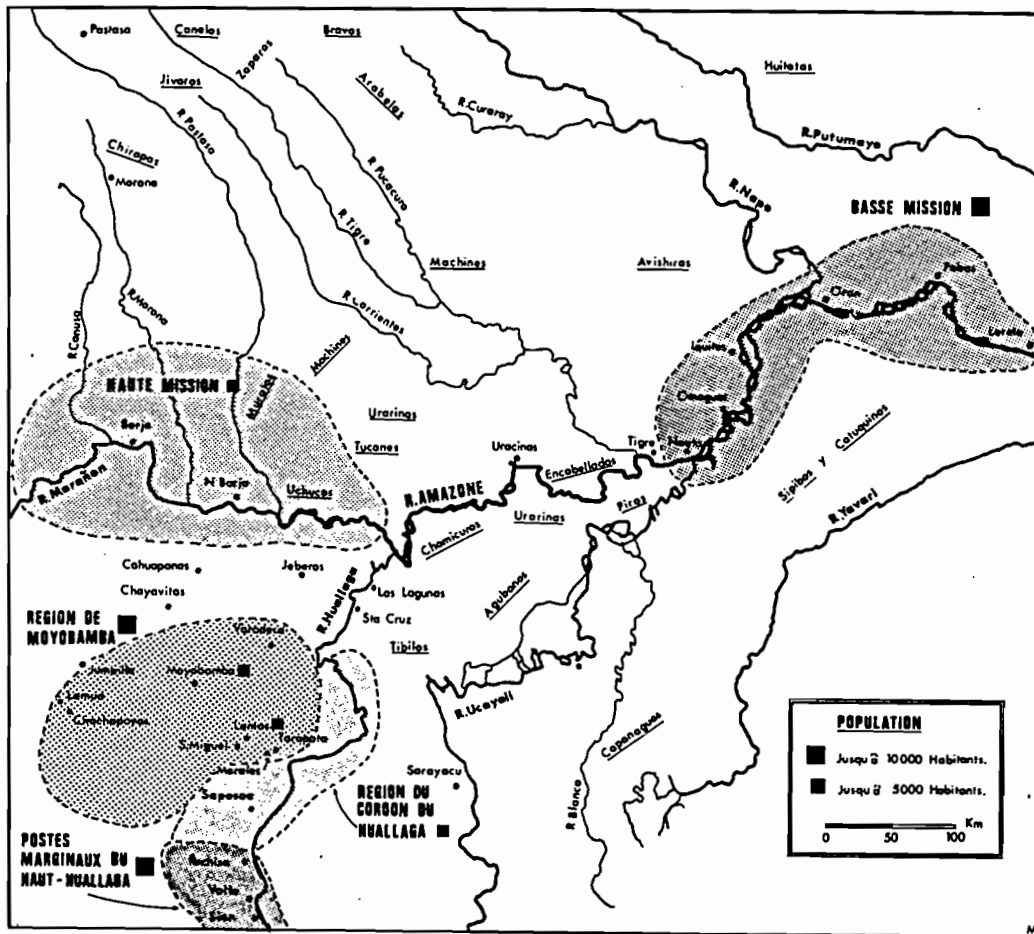
Aussi, les renseignements fournis sont limités ou elliptiques ; mais, il s'en détache l'importance de la région du Huallaga avec 9.200 habitants au dernier recensement de 1840. Ceux-ci se consacraient à la confection des chapeaux de paille et se livraient à une agriculture riche et diversifiée où dominaient le coton, le tabac, le riz, le maïs, le manioc. Mais commercialement, la canne à sucre s'imposait, alimentant 36 "*trapiches*" ou distilleries, l'alcool de canne ou "*cañaso*", étant l'objet d'un fructueux commerce. Sur les collines ou sur les rives des rios, abondaient la sal-separeille et le quinquina, permettant une cueillette pour la commercialisation.

Pour la zone de Lamas et ses annexes, la population était de seulement 4.000 âmes se consacrant au tissage des textiles de coton rudimentaires, connus localement sous le nom de "*tocuyo*" ; ceux-ci servirent longtemps de monnaie d'échange dans les piémonts amazoniens s'étendant de l'Equateur jusqu'à la Bolivie. Donc, il en ressort que la culture du coton, ici, était ancienne et importante, et il s'y ajoutait la canne à sucre pour les distilleries et le riz. Tarapoto, avec ses annexes, comptait 5.000 résidents et ajoutait aussi l'élevage à la fabrication d'alcool de canne ou au tissage.

Sur les zones de Saposoa et Piscoyaco, aucun renseignement n'est fourni, sauf sur leur population de 4.000 personnes.

Pour les postes dits "marginaux du Huallaga" comme Janjui, Tocache, Uchiza, Tingo Maria et Huanuco (aujourd'hui célèbres par la culture de la coca et l'activité du narcotrafic !), on ignore leur population, probablement modeste, mais la "montagne", autour, est riche en cacao, cires, plantes médicinales ou caoutchouc. Néanmoins, il est regretté que cette fertilité ne soit pas utilisée rationnellement et surtout, que la population abuse du "*masato*" de manioc (boisson fermentée très prisée jadis), ce qui entraîne un alcoolisme permanent. Il y a aussi des mines de sel, qui avec le tabac, représentent les seuls produits commercialisés vers Huanuco et Huamalies ; mais les hommes disposent d'une autre source de revenus, en se louant comme rameurs et porteurs.

RÉPARTITION DU PEUPEMENT EN 1840  
AMAZONIE "OFFICIELLE"



Sur le reste de Mainas, on n'a plus que des informations fragmentaires concernant une vingtaine de points peuplés, et seul le chiffre de la population est, grosso modo, cité sans aucun détail. On apprend ainsi qu'Iquitos est un lieu de rencontre et d'échanges pour les tribus indiennes, et compte 250 habitants. Pour le vaste Ucayali, le religieux ne peut produire que quelques estimations sur la population des tribus.

L'information est encore plus mince pour la Haute-Mission du Marañon, celle-ci pourtant christianisée dès les débuts de la conquête, avec la mission de Santander... A propos du commerce effectué à partir des rios entre l'Equateur et le Pérou, par le bassin du Haut-Marañon, l'évêque, prosaïquement, constate que : "*De la valeur propre du commerce annuel avec le Brésil et l'Equateur et de celui des ventes au Pérou amazonien, il n'y a aucun calcul légal car on n'exige pas de connaissances*" !

Ce point de vue, pour limité qu'il soit, est intéressant. Il permet en effet de schématiser sur la base des points de peuplement, la réalité de l'Amazonie dite "civilisée". La vallée du Huallaga et la région des basses vallées du piémont andin, donc les franges du piémont, forment l'axe principal du peuplement et attestent d'une certaine activité économique ; ailleurs, l'Amazonie profonde apparaît bien ténue, se réduisant à quelques points épars, sans envergure, ni activité notable.

### **Un oubli de bout du monde**

D'autres informations plus fragmentaires confirment cette situation, que ce soit avant la visite de l'évêque que nous avons évoquée ou postérieurement. Ainsi, en 1836, une note officielle charge le gouverneur de Loreto d'une tournée dans le Huallaga. Son objet est de veiller à la diffusion de l'éducation chrétienne et de réaliser aussi un recensement ; en effet, des commerçants se sont plaints de la conduite de certains habitants.

En 1849-50, un autre récit de voyage (3), bien que passablement alourdi de stéréotypes, de fleurs de rhétorique et d'assertions enthousiastes et bien gratuites car dénuées de vérifications de terrain, permet de corroborer néanmoins l'impression de la médiocrité d'une vie étiquée et sans rayonnement, propre alors à l'Amazonie du Pérou ; ainsi cette visite égrène la liste des postes et missions, comme celle des tribus plus ou moins connues, sans noter une quelconque activité notable.

Cette situation de stagnation sans perspective future était déjà consignée en 1834 dans une note, plutôt sévère, écrite par le sous-préfet de Mainas à l'usage de ses gouverneurs locaux (4). Il notait ainsi, dans "*Un plan pour lutter contre l'ignorance des gouverneurs, sur la région*" (sic !), que si la richesse en plantes médicinales était connue de tous, pour les huiles, les résines et la salsepareille, seuls les Portugais venaient les collecter tout en profitant de l'occasion pour razzier les Indiens sans défense et les emmener chez eux ! Situation facilitée par l'état d'abandon administratif propre alors aux régions frontières péruviennes. Aussi, dénonçait-il l'état d'incurie de la province, l'absence d'un arsenal et les dépenses de protection occasionnées par les attaques indiennes.

En 1847, la situation ne paraît guère s'être améliorée, tant et si bien que le sous-préfet consultera le préfet pour lui proposer un plan rigoureux de relance de l'agriculture, celle-ci étant laissée dans un état d'abandon complet (5). Aussi, en accord avec les notables, ce dernier prévoit-il la création d'une milice rurale ayant pour tâche d'obliger les propriétaires oisifs à faire des cultures, d'empêcher les vols et de mettre au travail des champs les paresseux qui vivent au crochet des autres ! Mais les notables ont aussi soulevé le problème de la taxation des terres en friche donc de celles des "oisifs", proposition révolutionnaire que le sous-préfet n'a pu accepter de prendre sur lui...

Un autre rapport, dû à un "technicien", l'ingénieur H.A. de Montfferrier (6), produit en 1856 un diagnostic sévère sur la région. Il y déplore, en effet, l'état d'abandon de l'Amazonie péruvienne, et l'incapacité officielle de mettre en valeur ses ressources. Situation en partie explicable pour Montfferrier par sa maigre population, et au fait que, de la frontière équatorienne jusqu'à la vallée de Huancabamba, les populations sont accablées par les maladies. Il en résulte un immense espace vierge "...où vagabondent aujourd'hui en maîtres, quelques hordes sauvages de quelques milliers de brutes armées d'arcs et de lances" !

Les seuls centres civilisés sont ceux de Chachapoyas et celui plus secondaire de Chonta. Mais il constate que les 100.000 km<sup>2</sup> du Nord amazonien forment une zone trop vaste pour les capacités colonisatrices de la région du Nord-Piura où la population vient d'être décimée par la peste après avoir souffert les guerres civiles et le brigandage des "montoneros"... Or, Lima n'a pu régler le problème des frontières, et le pays est dans l'incapacité de financer une politique de peuplement et de colonisation. Néanmoins, s'interroge l'ingénieur, doit-on se résoudre à laisser "*l'Amazonie aux sauvages et aux aventuriers* ? "...

Le géographe A. Raimondi, en 1859, lors d'une tournée d'enquête demandée par Lima (7), ne constate guère de progrès dans le développement général de la région. Moyobamba, la capitale, continue à vivre en autosubsistance car les pistes vers la côte sont en très mauvais état, aussi le commerce se fait de préférence avec le Brésil... De plus, l'état sanitaire reste mauvais comme l'atteste la présence de la "*uta*" (ou maladie de Chagas) à Tingo Maria. Raimondi estime que la réfection de la route de Moyobamba à Chachapoyas est une nécessité qui, si elle n'est pas prise en compte par le gouvernement, poussera la région entière à devenir indépendante ou à se placer sous le protectorat d'un autre pays.

A titre d'exemple, il cite la décadence de Balsapuerto, poste passé de 400 familles en 1840 (ce qui n'apparaît pas dans la visite de l'évêque en 1843...) à 100 familles ; les émigrants sont allés à Tarapoto, Sarayacu et Loreto. De même, le village de Urarinas survit, mais seulement parce que sa centaine d'habitants se loue comme rameurs entre Bogas et Nauta, tandis que le poste de San Regis reste stagnant avec 150 âmes depuis sa fondation.

Cette situation, peut-on penser, aurait dû aller en s'améliorant vers la fin du siècle, alors que depuis vingt ans le boom de l'hévéa comme les efforts de colonisation avaient dynamisé l'économie locale et apporté de nouvelles populations.

Les documents d'époque, néanmoins, ne le laissent guère apparaître de façon convaincante. Ainsi le rapport de visite des ingénieurs Vila et Payer sur le rio Napo en 1890 (8), s'il note bien l'importance économique du rio Napo et de son bassin, déplore aussi que les communications avec les pays voisins proches, Colombie et Equateur, restent encore à créer. Plus grave, la population "civilisée" est d'une centaine de personnes seulement, celles-ci éparpillées sur de nombreux postes, et ne disposant que de 300 "*semi-sauvages*" pour les aider, ce qui au total pèse bien peu.

En 1902, une expédition faite au Marañon (9) constate que cette zone reste soumise à un fort isolement ; faute de réseau commercial propre, elle dépend des commerçants de Huancabamba pour son bétail ou de ceux de Chonta et Cutervo pour son ravitaillement, villes situées dans le département de Lambayeque.

Un peu plus tard, en 1905, le mémoire du sous-préfet de la province du Haut-Amazone (10), créée en 1868, permet de suivre grâce à son côté rétrospectif, l'évolution locale.

Ainsi la décadence de Balsapuerto, poste réduit à 20 cases, est devenue sans appel avec le départ des Indiens ; pourtant en 1873, l'apogée avait été atteinte avec 43 commerçants installés.

Même crise à Santa Cruz où le village est stagnant ; situation comparable à Laguna, ancien lieu de relâche des vapeurs qui atteignait 1411 habitants en 1873. La situation est identique aussi à Chayahuitas, passé de 1500 résidents à 270, et dont l'abandon est causé aussi bien par les incursions indiennes que par la fin des réserves en hévéa. Le village de Cahuapanas, quant à lui, a complètement disparu, et sa centaine d'habitants s'est dispersée.

Le poste principal de Barranca est soumis, lui, à de nombreuses attaques indiennes, la plus récente marquée par des massacres d'habitants en 1896 ; aussi ne pourra-t-il être restauré qu'avec la mise en place d'une garnison permanente. Pourtant, il bénéficie d'une bonne position géographique et pourrait constituer un futur centre commercial, à la charnière des rios Morona, Pastaza, Cahuapanas et Potros, dans une région riche en caoutchouc ! Jeveros, ancien siège de l'évêché de Mainas et de son séminaire, périclité aussi à cause des incursions indiennes. Sa grande église, souvenir des fastes passés, avait possédé jadis un calice d'argent, offert par le roi de Toutes les Espagnes, portant l'inscription : "*Carlos III y su Vir-Rei, el Conde de Momcloa, año 1692*" (Charles III et son vice-roi, le comte de Moncloa, année 1692) !

Santiago de Borja, son annexe, malgré la construction en 1869 d'un fortin équipé avec trois canons de montagne, n'existe plus, les Indiens ayant ruiné son économie par leurs incursions régulières. Enfin le poste d'Andoas, bien ancien lui aussi, et devant son importance à sa proximité de l'Equateur et aux nécessités du contrôle du trafic sur les rios vers ce pays, est pourtant à l'abandon du fait de troubles internes... Ainsi, il est clair que les progrès réalisés restent bien minces, sinon inexistantes. Le recul du peuplement en de nombreux points et la profonde léthargie économique de nombreuses zones anciennes et jadis peuplées, en sont la démonstration. En ce qui concerne les promesses attendues de l'ouverture

du "Nouvel Oriente", celui de l'Ucayali-Madre de Dios, il apparaît que tout reste à faire.

Une monographie du sous-préfet l'énonce sans ambages, en 1905 (11). En effet, ce dernier a réalisé ce rapport, sur ordre de Lima, pour les besoins de "La Société italienne d'immigration et colonisation au Pérou". Or, il constate que l'agriculture reste à l'état embryonnaire, faute de bras, de transports réguliers sur le fleuve car le caoutchouc monopolise les quelques vapeurs. Aussi, la pratique agricole est sommaire, faite par défrichages rapides, sans labours et avec des semis à la volée, donc à la grâce de Dieu ! De plus, les tarifs des transports sont fluctuants, sans caractère officiel, autorisant tous les abus. Tout aussi grave les limites administratives ne sont connues que sur le papier, aussi est-il difficile d'estimer la population, qui est peut-être de 15.000 personnes avec les "sauvages".

Enfin, il n'y a aucune route terrestre, et seulement trois embarcadères sur le fleuve...

### **Carence de l'autorité face à un espace non maîtrisé**

Cette situation d'abandon du rôle de l'Etat sera particulièrement ressentie à Lima lorsque en 1903 éclateront des incidents armés avec le Brésil, sur le bassin du rio Purús, provoqués par l'absence de délimitations frontalières. Un point de vue anonyme du Ministère des Relations Extérieures du Pérou explicitera clairement en 1903-04, et non sans une pointe de cynisme résigné (12), l'état de la situation.

La mise au point ministérielle constatait ainsi que : *"Dans les forêts éloignées de l'Orient, en grande partie inexplorées et dépeuplées, désignées sur les cartes géographiques avec des coordonnées souvent inexactes, il était inévitable que les prétentions des premiers habitants, l'avidité des aventuriers, la faiblesse ou la déficience des ressorts de l'Autorité, et l'insuffisance des dispositions gouvernementales provoquées par l'absence ou le retard des communications, produisent des chocs entre les particuliers, des disputes entre fonctionnaires et des difficultés entre les chancelleries..."*.

Tous les maux dont souffrait depuis longtemps l'Orient péruvien étaient ainsi lucidement résumés, non sans une élégante pudeur castillane...

Il est clair que dès son indépendance et jusqu'à 1910 au moins, l'Amazonie péruvienne a eu, par rapport à l'ensemble péruvien, une existence quelque peu mise entre parenthèses. Ce décrochage repose sur une série de conditions qui ont joué défavorablement.

- La première est d'ordre démographique, elle est bien consignée par les recensements de l'époque, aussi aléatoires puissent-ils être, compte tenu des difficultés de déplacement, et du fait que la majorité des tribus y échappèrent.



Années :	1814	1847	1862	1876
Effectifs :	25.641	35.539	52.668	61.125

Tableau 1 : Evolution de la population officielle de l'Oriente péruvien

Source : Larrabure y Correa

De dérisoire en 1814, la population de l'Oriente jusqu'à 1847 connaît une progression modeste de 40 % en 33 ans. Mais au recensement de 1862, on peut constater un rythme d'accroissement proche de 50 % en 15 ans, qui retombe en 1876, signifiant ainsi, si on s'en tient aux chiffres, une absence de dynamisme démographique positif sur le long terme.

Il est à préciser qu'une grande partie de la population appartient à la vallée du Huallaga, donc à la périphérie du piémont amazonien où la seule ville notable, Moyobamba, qui est alors la capitale, est passée, de 1814 à 1876, de 3500 habitants à 7100. Ainsi, la population de cette région n'a pas reçu de renforts migratoires significatifs ; aussi, est-elle incapable d'assurer les bases minimales d'un décollage régional, et de pouvoir permettre donc un début de mise en valeur significative.

- La deuxième carence est tout aussi réhivitoire car elle concerne l'état des communications et de transports entre la région amazonienne et l'intérieur du Pérou. S'il y a eu une floraison de projets et de commissions d'études, peu, voire rien n'a été entrepris de durable par rapport aux nécessités de base.

- La troisième limitation se situe au niveau de la prise de conscience par Lima des possibilités et des besoins de son prolongement amazonien et ce, au moment crucial où, avec le début de l'ère du caoutchouc et les facilités nouvelles apportées par la navigation à vapeur, la spéculation comme les appétits commerciaux internationaux vont se manifester.

Seules les interventions venues de l'extérieur vont contribuer à modifier plus ou moins vite, et parfois radicalement, les situations et les hommes ; il en sera ainsi avec le début d'ouverture de la navigation à vapeur après 1850, puis avec la "Belle époque" de la cueillette du caoutchouc à partir de 1880.

### Notes bibliographiques :

(1) cf. Hipólito, F., *Informe dirigido a Su Santidad por el obispo de Mainas, acerca del estado de su diócesis*. LYC. T. 8. p. 255-263. Lima. 1822.

(2) cf. Caicedo Vazquez, P., *Descripción de la provincia de Mainas*. LYC. T. 6. p. 263-275. Lima. 1843.

(3) cf. Ijorra, M., *Resumen de los viajes a las montañas de Mainas, Chachapoyas y Para*. LYC. T. 6. p. 276. Lima. 1843.

(4) cf. Castillo Rengifo, (del) C., *Plan topográfico de la provincia de Mainas*. LYC. T. 14. p. 266-270. Lima. 1834.

- (5) cf. *Consulta del subprefecto al prefecto de Amazonas*. LYC. T. 6. p. 419-420. Lima. 1847.
- (6) cf. Montferrier, H.A., *La colonización de la región amazónica*. LYC. T. 5. p. 81-97. Lima. 1856.
- (7) cf. Raimondi, A., *Primero viaje del naturalista al Departamento de Loreto*. LYC. T. 7. p. 35-114. Lima. 1859.
- (8) cf. Vila et Payer., *Informe sobre la exploración de los ríos Napo i Curarai*. LYC. T. 3. p. 250-259. Lima. 1890.
- (9) cf. Mesones Muro, M.A. (et Habich, E.), *Viaje de Eten al Marañon*. LYC. T. 4. p. 117. Lima. 1902.
- (10) cf. *Memoria del subprefecto del Alto Amazonas*. LYC. T. 16. p. 67-74. Lima. 1905.
- (11) cf. Urmeneta, D.A., *Monografía de la provincia del Ucayali*. LYC. T. 16. p. 67-74. Lima. 1905.
- (12) cf. Anonyme, *Limites con el Brasil al sur del río Yavari*. LYC. T. 1. p. 121-122. Lima. 1904.



## Chapitre II

### LES TEMPS DU RETOURNEMENT AMAZONIEN

Nous avons vu, dans la première partie, les problématiques des lieux amazoniens en fonction de leur désarticulation géographique. L'espace et sa maîtrise, ici plus qu'ailleurs, car nous sommes dans un milieu quelque peu spécifique, font problème surtout pour le Pérou, pays encore et toujours inachevé, confronté de plus à la tâche complexe, compte tenu de la modestie de ses moyens, de réussir l'intégration à son territoire de l'espace amazonien qu'il revendique.

A côté de cet aspect intrinsèque de la géopolitique spatiale, on doit bien sûr prendre en compte maintenant le contexte temporel, formé par les événements marquants qui ont joué un rôle de levier et donc contribué à l'évolution du bassin pris dans sa globalité aussi bien que dans ses variantes régionales. Il en découle des phases évoluant à des vitesses variables et avec plus ou moins d'impact direct ou indirect; celles-ci replacées dans le contexte des "Amazonies plurielles", ont organisé les séquences de la configuration prise peu à peu par l'ensemble du bassin amazonien.

Le premier problème d'organisation qui s'est posé très tôt après la découverte a été celui des limites frontalières en termes de géopolitique régionale. Longtemps cette question a été simplifiée par le long duo, non exempt de violences, supercheries et mauvaise foi, formé par l'Espagne d'une part et le Portugal d'autre part. Même si les rapports furent heurtés, ils eurent comme conséquence un effort, au moins sur les marges de la région, afin d'améliorer les connaissances géographiques.

Mais faute de matière palpable, longtemps les enjeux restèrent limités, sauf sur quelques régions charnières tels le Marañon, les rios Iténez en Amazonie et, plus au Sud, impliquèrent le bassin de La Plata avec le Paraguay et la "*Banda Oriental*" (Uruguay) où un long bras de fer indécis opposa régulièrement les deux Etats ibériques. Par contre, avec les indépendances en cascade des anciennes vice-royautés de l'Amérique espagnole, le problème va singulièrement se compliquer car cinq nouveaux pays vont, à partir de 1825, se présenter sur la scène amazonienne, et faire état, souvent de façon discordante, de leurs droits comme de leurs prétentions, pour succéder à leur ancienne métropole. En effet, si l'Amazonie aux débuts de son approche avait été porteuse de rêves de richesses nouvelles, l'enthousiasme des Espagnols comme des Portugais retomba vite et pour longtemps; les premières prospections des ressources n'avaient pas démontré l'existence de richesses fabuleuses, pas

plus que de gisements miniers majeurs.

Aucun intérêt donc pour une colonisation de l'Amazonie ne se manifesta, d'autant plus que sur la périphérie amazonienne, soit du côté Atlantique, soit du côté Pacifique, des terres, des mines et une main-d'oeuvre servile se rencontraient dans des conditions d'exploitation infiniment supérieures. Aussi, l'ensemble de la région amazonienne resta longtemps en friche complète sauf quelques cueillettes de plantes médicinales recherchées en Europe qui y furent entreprises, avec le concours de faibles effectifs de collecteurs locaux. C'était donc, avec les razzias de main-d'oeuvre servile, conduites par les "*bandeirantes*" portugais, la seule activité de la région, et cela, jusqu'au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle. Ainsi s'explique le manque d'ambitions des pays andins envers leurs prolongements amazoniens restés en pointillés depuis les indépendances.

Ce "*no man's land*" resta en l'état jusqu'à la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle où il sortit de sa torpeur et commença à susciter l'attention des chancelleries ; en effet, la question de l'Amazone prenait un certain intérêt avec la question de droit international sur sa liberté de navigation et surtout l'apparition de la navigation à vapeur. Celle-ci permettait d'ouvrir jusqu'aux rebords andins le commerce international et les possibilités de la mise en valeur d'un continent resté inactif, perspectives qui ultérieurement vont prendre une importance stratégique avec sa richesse en caoutchouc, et qui fut un temps un monopole mondial. Aussi, le traité de navigation sur l'Amazone, conclu entre le Brésil et le Pérou, ouvrira en 1851 ces nouvelles perspectives, et, par ses diverses implications, attirera l'intérêt international sur la région, surtout après 1880, avec le "boom" du caoutchouc.

D'inerte, l'économie de la région va devenir hyperactive en peu de temps et intéresser au niveau mondial, milieux d'affaires, industriels, agio-teurs, militaires et diplomates. Il va en résulter un véritable bouleversement des conditions locales avec l'afflux des capitaux, des banquiers et hommes d'affaires comme des aventuriers indispensables au démarrage de ce genre d'opération *ex nihilo*. L'épopée du "boom" dit des gommés, ou du "*caucho*", va durer ainsi moins de cinquante ans au Brésil où il démarrera d'abord, trente ans au Pérou, en Equateur et en Bolivie dans sa phase haute.

Cette activité nouvelle va provoquer, enfin, l'ouverture de la région avec le parcours de ses rios les plus oubliés par les vapeurs et les équipes de collecte cherchant l'hévéa, entraîner la mise en contact de la plupart des tribus indiennes avec les "Blancs", réveiller l'ardeur assoupie des missionnaires, multiplier les postes de trafic, créer des villes champignons, enfin envenimer singulièrement les disputes frontalières qui donneront lieu à des guerres larvées. Mais la crise du marché surviendra, éclatant comme un coup de tonnerre en 1910 ; il est à noter qu'elle fut précédée de signes précurseurs, mais qui restèrent incompris.

Au début du siècle, furent ainsi consommées pour l'Amazonie les espérances mises peu auparavant dans son destin exceptionnel, avec sa soudaine irruption dans l'histoire mondiale.

## I - CONFRONTATIONS IBÉRIQUES ET RÉDUCTIONS MISSIONNAIRES

Il est bien connu que le bassin amazonien, bien avant le débarquement des premiers conquistadors, avait subi depuis longtemps, à partir des vallées andines, des incursions incas ; il en avait résulté la création de colonies et l'établissement de liens d'échanges et de rapports avec certaines populations dites de "*Chunchos*" (sauvages en quechua) du piémont andin.

Des études récentes mettent aussi l'accent sur les visées du Cusco, capitale du Tawantisuyu, vers les terres de Mojos, dans l'Orient bolivien et sur les luttes entre Incas et Guaranis, dans la région de Santa Cruz et du Beni (1). Notons que si des progrès ont été faits au niveau des connaissances concernant l'influence andine en terres amazoniennes, il reste beaucoup de questions non encore résolues, qui dépendent des avancées futures des recherches archéologiques et ethno-historiques (2), portant sur les pointes extrêmes des avancées andines comme sur les types de liens territoriaux mis en place dans le bassin amazonien.

### La tentative de partage du monde : Tordesillas

Si nous nous en tenons à l'histoire de la colonisation des Amériques, le fait saillant qui va longtemps ordonner la répartition des souverainetés territoriales, comme hypothéquer, aussi, les relations entre les deux puissances propriétaires des nouvelles terres d'Amérique du Sud, sera l'acte d'arbitrage, consacré par une bulle papale, puis codifié par le traité de Tordesillas. Cet arbitrage du Saint Père fut requis, en effet, par les rois d'Espagne, soucieux de prévenir, en les limitant, les avancées portugaises en Amérique.

Le pape Alexandre VI Borgia (un Aragonais !), en 1493, y répondit par une bulle fameuse, "*Inter Coetera*", concédant aux rois d'Espagne : "*...toutes les îles et terres fermes qui se trouvent ou se trouveront découvertes ou à découvrir...*" à l'ouest d'une ligne de 200 lieues espagnoles, soit 1100 km. à l'ouest des îles Açores et des îles du Cap-Vert.

Cet arbitrage du Pape avantageait indéniablement l'Espagne, ne laissant au Portugal que le saillant du nord-ouest du Brésil, soit à peu près la région s'étendant de Fortaleza à Bahia, c'est-à-dire, en gros, les terres délimitées par le méridien de 40° ouest. Mais on doit aussi replacer cet acte de droit international dans le contexte historique de l'époque, en prenant en compte que cet arbitrage intervenait après une autre découpe mémorable, par un pape toujours, de l'espace mondial attribué pour le privilège du commerce international des épices aux deux nations ibériques en compétition permanente.

En effet, en 1454, le pape Nicolas V avait donné le monopole du commerce des épices dans les Indes d'Asie, au Portugal, jusqu'à hauteur d'une ligne Macao-Taprobane (Célèbes), mesure qui avait frustré quelque peu les prétentions espagnoles appuyées sur la possession des îles Philippines. Notons, pour la petite histoire, qu'à propos du traité de

Tordesillas, François 1<sup>er</sup>, aura un mot caustique : "*Ce codicille du testament d'Adam...*"

Néanmoins, l'arbitrage papal de Tordesillas, devant les récriminations du Portugal, devait être rectifié dans un sens plus favorable à ce dernier, la ligne de partage des sphères d'influence étant reportée à 300 lieues à l'ouest, prenant ainsi en compte les occupations territoriales importantes, déjà réalisées par Lisbonne au Brésil... Il apparut vite que ce traité ainsi aménagé, avec les progrès des découvertes et l'essor de la colonisation du Brésil par le dynamique Portugal, était quelque peu en retrait par rapport au terrain occupé effectivement par les colons lusitaniens.

En effet, dès 1549, était constitué le gouvernement général du Brésil ; en 1616, dans le Nord-Ouest, c'est la future tête de pont atlantique de l'Amazonie, la ville de Belem de Para qui était établie, puis ce sera la fondation de Manaos, future capitale de fait du bassin amazonien, en 1674.

Ce dynamisme colonisateur s'explique à partir de 1533 (3) par le fait que le Brésil va bâtir sa prospérité et assurer son enracinement grâce au sucre qui va faire sa fortune. Le sucre qui permettra au Portugal, réuni de 1580 à 1640 à la couronne d'Espagne, d'avoir les moyens financiers de bouter hors des bouches de l'Amazone les Français qui, de 1594 à 1615, tenteront de créer une éphémère "France Equinoxiale" et dont la ville de San Luis "des Français" porte témoignage encore ; puis la Hollande interviendra, mais elle ne réussira pas mieux dans ses convoitises, et devra laisser les sorties du grand fleuve au Portugal.

Ensuite, une course à l'occupation du littoral s'engagera, l'Espagne s'avérant, soit incapable soit peu préoccupée de combler la vacuité d'occupation de la côte atlantique, s'étendant de l'est du delta de l'Orénoque jusqu'à l'embouchure de l'Amazone. Aussi, les Anglais prendront position sur la terre ferme, en occupant une première position sur le littoral des Guyanes en 1595, puis les Hollandais s'installeront à leur tour à Paramaribo, en 1621, et enfin la France, s'installera, elle, à Cayenne en 1650. Par la suite, elle aura des vellétés d'occuper le littoral de l'Amapa, qui se prolonge jusqu'au delta de l'Amazone (4).

Ainsi le destin avait basculé pour l'Espagne, faute d'une vision géopolitique, quant aux liaisons les plus rapides et les plus courtes, par l'Atlantique, puis l'Amazone, jusqu'au cœur de son empire sud-américain. Elle aurait évité ainsi la périlleuse rupture de charge de ses galions par la route de Puerto Bello et l'isthme de Panama et les longs délais affectant les rotations maritimes.

Si on mesure, en effet, les liaisons Amérique du Sud - côtes portugaises et espagnoles en tenant compte du sens des vents et des distances, il fallait compter 75 jours de navigation entre Séville ou Cadix, vers Puerto Bello, et au retour 130 jours minimum. Mais ceci représentait le parcours théorique, ainsi que l'indique P. Chaunu, qui ne prend pas en compte la formation des convois, les embarquements et débarquements. En réalité, il fallait moins d'un an entre la côte du Brésil du Nord et la péninsule ibérique, pour accomplir une rotation ; mais ce délai passait à deux ou trois ans pour atteindre le Pérou et y recevoir les convois d'argent du Potosi. Ainsi entre les riches gisements d'argent et Séville, "*un circuit normal se boucle entre trois, quatre ou cinq ans*" (cf.

P. Chaunu, op. cité). En délaissant la route courte et directe du nord du Brésil, l'Espagne a donc condamné à une impasse de communication ses possessions du bassin intérieur de l'Amazone, et elle a obéré par le choix d'une relation longue, complexe et dangereuse, ses relations avec le reste de l'Amérique du Sud, compromettant ainsi l'efficacité de son emprise administrative et politique.

Bel exemple de "mauvais choix", aux incalculables conséquences, par méconnaissance des règles de base de la géographie, appliquées à la gestion de l'espace.

### Le traité de San Ildefonso

Suite à des incidents de frontières chroniques, dans les bassins du Paraguay et de la Plata, sur la région du Guapore ou Iténez avec le fort Principe de Beira construit par le Portugal, et dans le Nord amazonien, dans la région du Marañon, il apparut urgent à Madrid et Lisbonne de procéder à un ajustement réaliste des limites respectives des deux empires, de façon à les actualiser et les rendre moins arbitraires, compte tenu des intérêts propres à leurs possessions respectives.

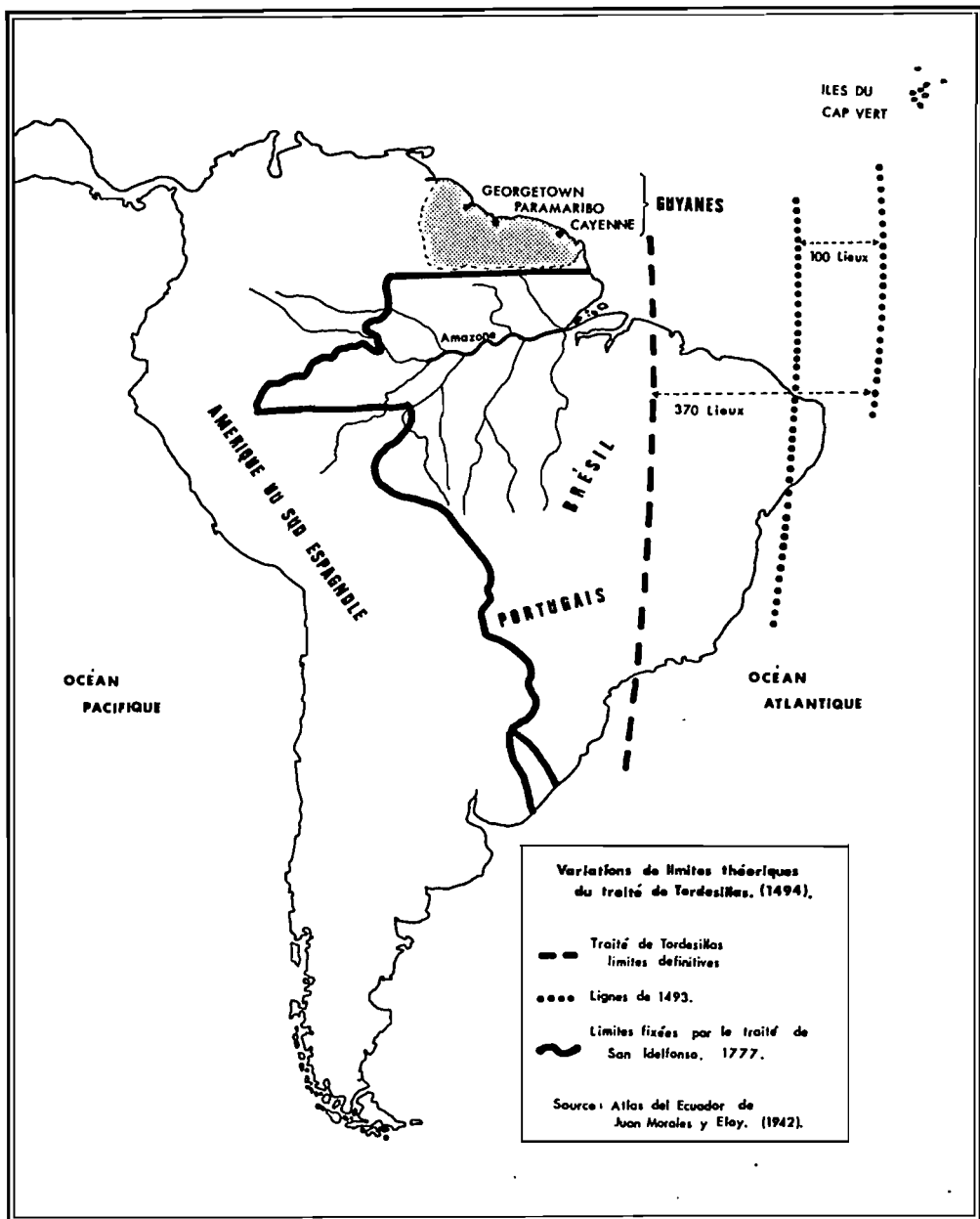
En fait, les ambitions des Portugais s'étaient manifestées très tôt par des avancées très profondes ; ainsi, en 1637, arrivèrent à Quito, capitale de l'audience qui donnera naissance à l'Equateur, un millier de soldats portugais, ayant à leur tête le capitaine Texeira..! Aussi l'émotion fut forte du côté espagnol, de voir le Portugal si bien installé sur l'Atlantique, devenir si entreprenant en direction du Pacifique (5).

Par la suite, les incursions régulières des "*bandeirantes*" sur les fleuves Marañon et Paraguay ou le Matto Grosso, et les disputes sur la "*Banda Oriental*" de l'Uruguay, devaient envenimer durant des siècles les rapports des deux empires. Aussi, toutes ces contestations et usurpations territoriales vraies ou supposées devaient, espérait-on du moins, trouver un arrangement diplomatique à l'amiable, avec le traité de San Ildefonso signé en 1777, et qui aboutissait à l'instauration d'une "*frontière perpétuelle et intangible*"...

Le traité reconnaissait, de la part de l'Espagne, tout ce que le Portugal "*tenait occupé*", par débordement de ses frontières théoriques, sur le rio Marañon et dans le Matto Grosso, face à l'actuelle Bolivie ; ici, la nouvelle frontière passait par le rio Guapore (ou Iténez), puis par la confluence de ce fleuve et du rio Mamoré, jusqu'à sa rencontre avec le Madeira. De là, elle suivait une ligne théorique (la latitude de 10°) jusqu'à un point équidistant, situé entre la source et la confluence de ce fleuve avec le rio Yavari. Puis, la frontière suivait le Yavari, jusqu'à sa confluence avec l'Amazone, et de là, jusqu'au rio Yapura dont le cours servait de limite entre les deux empires (6).

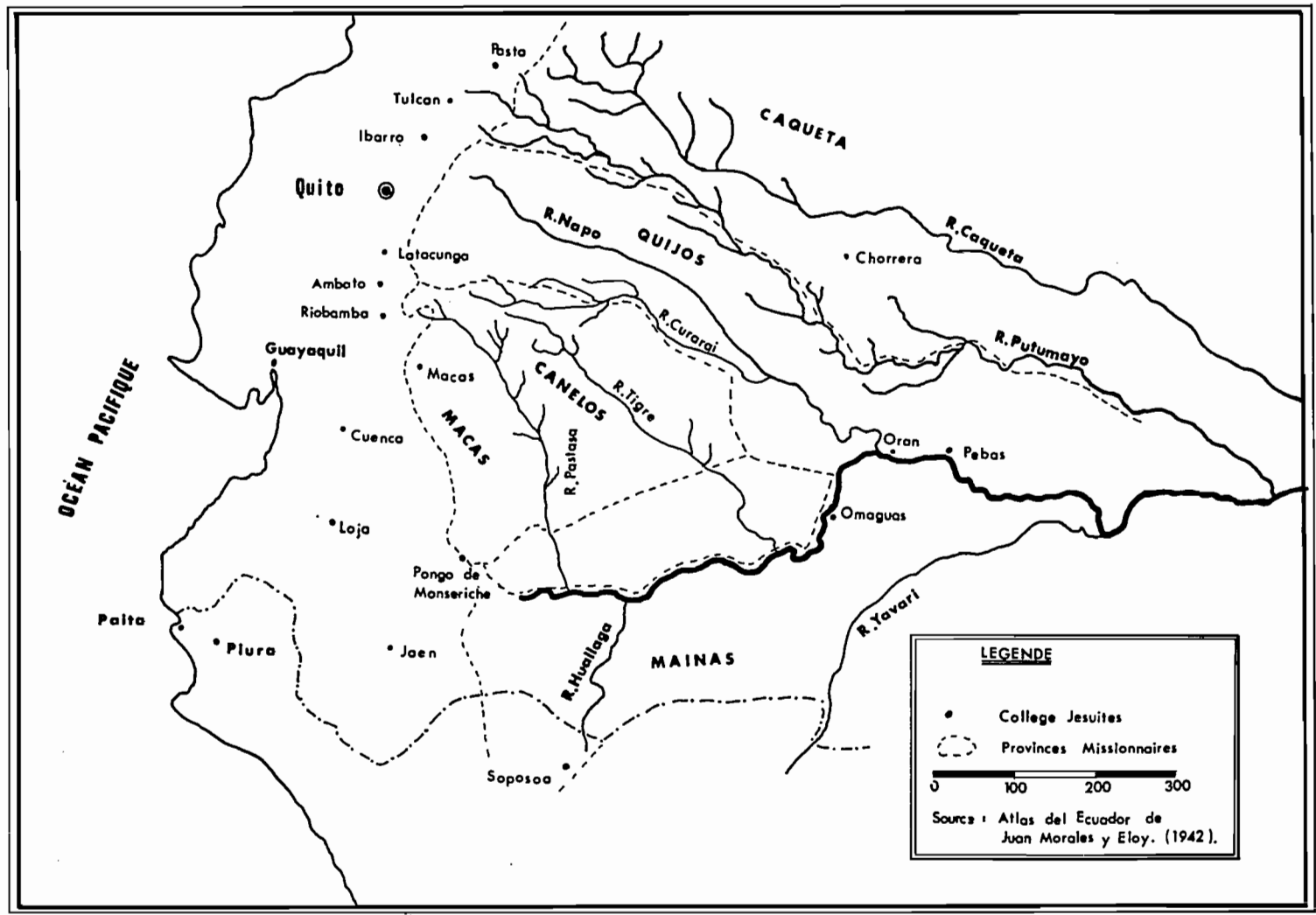
Les arrangements conclus à San Ildefonso laissèrent sur le terrain subsister des poches territoriales conflictuelles, qui étaient dues au manque de cartes précises et aux occupations de fait réalisées par l'une ou l'autre des parties, ou plutôt par leurs lointains sujets indisciplinés ; par contre, ils servirent de cadre de référence, communément admis, pour régler les litiges futurs, notamment après les indépendances.





## LES PARTAGES SUD-AMÉRICAINS ENTRE L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL

LE RAYONNEMENT JÉSULTE AU XVIIIÈME SIÈCLE



**LEGENDE**

- College Jesuites
- Provinces Missionnaires

0 100 200 300

Source : Atlas del Ecuador de Juan Morales y Eloy. (1942).

Bien sûr, il restait leur application locale en tenant compte des résistances y compris des autorités en place, celles-ci étant souvent inaccessibles aux ordres de leurs lointaines métropoles avant de longs délais de transmission, et donc se sentant encouragées à persévérer dans leurs empiètements.

Si l'on en croit l'un des gouverneurs espagnols, chargé de la mise au point sur le terrain de ces accords de San Ildefonso, Don F. Requeña, celui-ci s'usa durant dix-sept ans (!), à partir de 1779, à tenter de fixer avec les Portugais les limites de la région de Loreto, et d'obtenir leur évacuation des secteurs reconnus à l'Espagne, dans cette zone sensible de contact. D'où une profonde amertume de l'Espagnol : *"Cette nation (le Portugal) restera toujours irréconciliable avec la nôtre malgré tous les traités de paix et d'amitié qui se signent, du fait de la haine innée qu'elle produit contre nous"...*

Aussi, le traité de San Ildefonso restera un cadre de référence flou pour les zones marginales, tolérant ainsi des violations ponctuelles et répétitives qui s'amplifièrent avec les indépendances des républiques andines.

### Le bouclier missionnaire

A partir de 1610, l'Espagne, manière de se désengager à bon compte, donna licence aux Jésuites (7) d'abord et aux Franciscains ensuite, pour qu'ils prennent en charge l'évangélisation du bassin amazonien ressortant de sa mouvance territoriale. Les premiers y développèrent un système de missions religieuses concentrées sur le bassin des rios Marañon, Nieva, Santiago et Morona, sur l'Amazone, les fleuves Napo et Ucayali et le rio Huallaga.

En vingt-cinq ans, le succès récompensa leur esprit d'entreprise. Si l'on en croit les auteurs (8), les missions jésuites, sur 16 postes, avaient regroupé 65.000 Indiens en 1635 ; en 1700, les 74 missions existantes atteignaient l'effectif de 160.000 âmes. Entre-temps, les Jésuites avaient dû lutter contre les raids dévastateurs des *"bandeirantes"* portugais, surtout en 1641, aussi organisèrent-ils des milices indiennes qui, à partir de 1710, furent efficaces pour arrêter les razzias portugaises.

Ces succès de l'évangélisation trouvèrent leur point culminant au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle, mais ils allaient connaître avec les révoltes indiennes, de graves remises en cause et entraîner un repli des Jésuites et la ruine de nombreux établissements missionnaires.

Le coup de semonce fut donné par le soulèvement fomenté par Campa Ignacio Torote, en 1737, celui-ci suivi par d'autres flambées, plus secondaires. Mais, incontestablement, le choc majeur fut celui provoqué par le soulèvement général organisé par *"San"* Juan Atahualpa. Celui-ci était un pur produit de l'éducation religieuse missionnaire, puisqu'il avait été envoyé à Madrid pour y étudier la théologie.

De retour en 1742, il prendra la tête d'un mouvement millénariste de libération dont il se proclamera, en tant *"qu'envoyé de Dieu"*, le chef suprême. Son programme était radical puisqu'il promettait de rétablir les libertés indiennes, de supprimer les servitudes imposées par l'Espagne, de

répartir les richesses et de libérer les Andes. L'idée originale de la pensée de ce métis du Cusco sera de créer un mouvement pan-régional, incluant les régions andines comme amazoniennes, qui inquiétera vite les Espagnols par son ampleur (9).

Le destin de ce mouvement sera d'ailleurs curieux ; alors qu'il assiégeait la ville isolée de Andamarca qui espérait un secours hypothétique, brusquement, Atahualpa lèvera le siège et disparaîtra au sein de la Selva...

On ne connaît guère, sauf par supputations, les raisons de cette soudaine disparition de la scène historique, mais durant des décennies, les Indiens garderont l'espoir du retour du "*Saint libérateur*", et les Espagnols l'appréhension d'affronter à nouveau une grande révolte.

Mais le résultat avait été la destruction de nombreuses missions, l'abandon de toutes celles qui étaient isolées, et chez les Indiens, l'apparition d'une prise de conscience nouvelle qui tranchait avec l'apparente soumission aveugle à l'autorité qui semblait leur être propre.

Cette décadence des missions en Amazonie, et surtout dans le piémont andin, fut suivie d'un repli durable laissant l'Amazonie à elle-même. S'il y eut des tentatives de récupération de la part des religieux, elles furent brutalement interrompues en 1767.

Madrid décida en effet d'expulser *sine die* les Jésuites devenus dangereux à l'absolutisme monarchique propre au système politique madrilène. Celui-ci était opposé au maintien du pouvoir quasi extraterritorial des religieux sur leurs réductions, perçues de Madrid comme d'intouchables fragments de la Cité de Dieu sur terre d'une part, et abritant des foyers potentiels et dangereux d'un autonomisme indien d'autre part, celui-ci jugé sous-jacent à l'oeuvre "trop cosmopolite" de l'Ordre.

Les Pères Franciscains avaient aussi reçu, pour la région centrale de l'Amazonie, l'autorisation d'évangéliser les autochtones, ce qu'ils entreprirent dès 1580, en utilisant leur base située dans la vallée du Mantaro.

Ils concentrèrent leurs efforts dans la région du Cerro de la Sal, mais leurs tentatives furent ruinées par l'arrivée de troupes espagnoles cherchant de l'or, ce qui eut pour effet de soulever les tribus.

Ultérieurement, ils reportèrent leur action sur la vallée du fleuve Huallaga, qu'ils avaient pratiquement christianisée en 1672 ; puis ils tentèrent de pénétrer dans la région de l'Ucayali ; là, ils se heurtèrent à des tribus indiennes imperméables à leur message et qui les rejetèrent. Aussi, en 1671, revinrent-ils vers le Cerro de la Sal, reprendre leurs tentatives de conversion.

Leur action se heurta souvent aux intérêts ou positions des Jésuites et il y eut compétition dans certaines régions entre les deux ordres. Opiniâtres, en 1766, ils reprirent leurs projets d'évangélisation de la région du Haut-Ucayali où ils commencèrent lentement à récolter quelques succès auprès des tribus Campas. Mais, à partir de 1810, les agitations puis les guerres de libération coloniale des créoles sud-américains entraînèrent un arrêt de l'action missionnaire. Au Pérou, les séquelles de la libération et l'épisode de l'indépendance de Mainas entraînèrent un nouvel abandon de nombreuses missions dont la protection et le ravitaillement ne pouvaient plus être assurés.

Ainsi au début de la période de l'indépendance du Pérou, le réseau missionnaire en Orient ne représentait plus que quelques points épars, tenus par de maigres effectifs de religieux, privés de moyens et suspects auprès des nouvelles autorités ; ce n'était plus qu'un pâle reflet de l'ancien système de rayonnement missionnaire mis en place par les Jésuites ou les Franciscains jusqu'au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle.

Or, celui-ci avait représenté la seule structure administrative et cohérente, organisant un tant soit peu une partie de la région amazonienne, et ce, durablement.

### Notes bibliographiques :

(1) cf. *Al este de los Andes. Relaciones entre las sociedades amazónicas y andinas entre los siglos 15 y 17.* I.F.E.A. T. 1. 322 p. Quito. 1988.

(2) cf. Saignes, Th., *Los Andes Orientales. Historia de un olvido.* 359 p. I.F.E.A.-C.E.R.E.S. Cochabamba. (Bolivie). 1985.

(3) cf. Chaunu, P., *L'Amérique et les Amériques.* Armand Colin. 470 p. Paris. 1964.

(4) cf. Coudreau, A., *Les Français en Amazonie.* Alcide, Picard et Kaan, éditeurs. 227 p. Paris. 1887.

(5) cf. Barrenechea, R. Porras. *Una descripción inédita de Maynas de Don Francisco de Requeña.* BSGL. T. 64. p. 83-156. Lima. 1947.

(6) cf. Barrenechea, R. Porras. *Historia de los limites del Perú.* Librairie française. 176 p. Lima. 2<sup>ème</sup> édition 1926.

(7) cf. Figueroa, F. et Acuña, C. et al., *Informes de Jesuitas en el Amazonas-1660-1684.* Monumenta Amazonica. C.E.T.A. 365 p. Réédition. Iquitos (Pérou). 1986.

(8) cf. Chirif et Moro. *Historia del Perú.* T. 12. Lima. 1980.

(9) cf. Wachtel, N., *La vision des vaincus.* Gallimard. Paris. 1972.

## II - SANS BORNES NI LIMITES OU LES CONFINS CONTESTÉS

Le problème des limites de l'Amazonie péruvienne est complexe car il fait intervenir, d'une part, de nombreuses considérations qui sont du ressort de l'histoire coloniale administrative, donc du découpage géographique des juridictions territoriales créées par l'Espagne, d'autre part, l'histoire des avancées des missions religieuses ; il sera aussi un autre facteur de référence servant d'argument pour justifier des prétentions territoriales. Enfin, intervient un autre élément important, celui de la jurisprudence créée au fil des siècles par le droit international, ses traités, et aussi ce qui évidemment sera plus polémique, les pratiques tolérées de fait, donc la praxis.

Il faut ajouter aussi à cette situation un élément de terrain avec celui posé par la très sommaire connaissance géographique et donc cartographique, d'une grande partie de la région amazonienne qui n'aura réalisé des progrès significatifs qu'à partir de 1905. Il est à noter aussi que l'ensemble de la perception de cette problématique frontalière sera radicalisée par le sentiment patriotique propre à chacun des nouveaux Etats, donc par ses surenchères face à l'opinion publique. De plus, le problème changera d'accent s'il s'agit de litiges jugés "internes" aux pays d'ancienne obédience espagnole ou s'il s'agit de contestations jugées "externes" face au Brésil, pays dont on serait tenté de dire qu'il fut longtemps "l'adversaire commun" des républiques latines, se considérant, elles, "comme soeurs et amies" issues d'un même héritage espagnol...

Il est à noter aussi qu'il serait insuffisant de limiter l'analyse aux seules dynamiques internes aux Etats sud-américains alors que le rôle des pressions internationales, qu'elles soient publiques, avec l'action de certaines puissances, ou privées, avec certains grands intérêts, fut actif et joua, contradictoirement parfois, avec force, sur la scène amazonienne.

### L'éphémère tentative d'indépendance de Mainas

Il s'agit en fait d'une péripétie mineure, étroitement liée au processus d'indépendance du Pérou dans les années 1820-21.

L'évêque de Mainas, c'est-à-dire de l'Amazonie espagnole de l'époque, Mgr. Rangel, entendit rester fidèle au roi d'Espagne et prit parti pour les "Loyalistes", donc contre les "Républicains" qui faisaient quelque peu figure d'iconoclastes par rapport à ses valeurs foncièrement traditionnelles. Son attitude, d'après les quelques sources officielles disponibles (1), provoqua en 1821 une réaction du "*cabildo*" ou conseil municipal de Chachapoyas, une des rares bourgades qui comptaient alors, avec Moyobamba, dans l'Orient. Avec la défaite après une escarmouche du parti "loyaliste", il fut connu que le prélat cherchait à gagner l'Espagne, mais en emportant avec lui la légitimité de sa charge...

Or, ce "18 Juin" avant l'heure n'était pas du goût des "Républicains" qui redoutaient un mouvement séparatiste amazonien, celui-ci pouvant récupérer à termes des soutiens dans le reste du Pérou comme auprès de l'Europe de la Sainte Alliance, le Congrès de Vienne de 1815 ayant stipulé le retour au *statu quo* colonial en Amérique espagnole. Aussi, le

Conseil demanda que les garanties de sécurité promises par le "Libérateur", San Martin, soient confirmées à l'évêque, pour sa personne et ses biens, dans la mesure où il resterait dans sa charge. Mais, ce dernier écrivit au roi d'Espagne en mars 1821, pour dénoncer les persécutions des révolutionnaires et "*l'inique San Martin*", renouveler sa fidélité au souverain et l'avertir aussi de sa décision de partir en Espagne, via le Brésil portugais, afin de donner aux autorités toute l'information sur la situation au Pérou.

La défaite finale, connue en juillet 1821, des partisans de l'Espagne battus à Chachapoyas et ensuite la chute de Moyobamba, vont accélérer les préparatifs du départ du prélat. En effet, le 20 juillet 1821, San Martin rentre en héros libérateur à Lima, et le Mainas, passé aux Républicains, proclame son indépendance avec l'Espagne. Mais avant son exil volontaire, le 4 août 1821, l'évêque désignera un gouverneur provisoire de son évêché, et il ordonnera à ses religieux une sorte de grève des sacrements et des offices à l'usage des "Républicains".

Les derniers fonctionnaires espagnols décideront eux aussi d'abandonner une province indéfendable, faute de moyens, et où d'ailleurs une partie des indigènes qui "*vivent misérablement*", est-il précisé, a rejoint l'insurrection de même que les quelques villes notables, de Lamas et Tarapoto, après Moyobamba, ont rallié le nouveau pouvoir.

L'épisode de la tentative bien timorée de sécession de Mainas s'achèvera ainsi par une normalisation républicaine qui fera qu'en 1822, les provinces de Mainas et Quijos, créditées de 15.000 habitants, éliront un député au nouveau parlement de Lima.

### La règle de l'*Uti Possidetis* à l'épreuve

Pour les nouvelles républiques, c'était la règle de l'*Uti possidetis* qui devait servir de cadre de référence pour régler leurs problèmes de délimitation des frontières, en Amazonie comme ailleurs. La définition de cette règle est la suivante : "*Comme vous possédiez, ainsi vous posséderez...*". C'était ainsi l'affirmation de la continuité dans le temps des possessions découlant des anciens titres coloniaux, sans rupture des droits acquis après les indépendances.

Mais cette règle connaîtra des gloses interprétatives peu innocentes lorsqu'elle sera appliquée aux territoires ayant changé au cours de l'administration coloniale d'appartenance de ressort administratif, sous l'effet des "*cedulas*" (décrets) royales. Aussi, les juristes sud-américains feront le distinguo subtil entre les "*formations territoriales originelles*" et celles intégrées par "*incorporation ultérieure*". En tout cas, le principe d'*Uti Possidetis* fut unanimement accepté en 1848, au congrès de Lima, par les Etats andins. L'interprétation du principe découlait du corpus de l'imposant appareil législatif, fait de décrets, sentences, traités et lois des Indes, produit par des siècles de présence espagnole.

C'est à partir de là que commencèrent les péripéties découlant de l'interprétation du droit colonial espagnol par les parties en cause, et son utilisation dans les copieuses "Preuves" qu'ils produiront, riches en arguties, à usage des arbitrages internationaux. Lima postula que les

"provinces découvertes" aux temps coloniaux dépendaient de l'obéissance des vice-royautés, tandis que celles "à découvrir" étaient gérées par les Audiencias ; ainsi se justifiait sa revendication sur le Mainas, dépendant longtemps de l'Audience de Quito, puis détaché en 1802 au profit de la vice-royauté de Lima. Donc le ressort territorial des Audiencias aurait compris dans sa mouvance, en plus des terres dites "administrées", celles relevant des régions "à réduire, peupler et pacifier", donc de virtuelle colonisation.

Comme le remarque un spécialiste des problèmes de frontières, Prescott (2), à propos du concept d'*Uti Possidetis*, "les discussions commençaient sur la base du droit et finissaient en une sorte de marchandage !". Le Pérou, s'il revendiqua fermement l'application de ce principe, contribua aussi dès son indépendance à l'ébrécher quelque peu, si l'on en croit du moins les réactions de son voisin du nord, l'Equateur.

En effet, en 1820, la ville de Guayaquil, seul port du futur Etat équatorien, proclama, en pleine guerre de libération, son indépendance des pays voisins. De façon à bloquer ce processus d'émiettement territorial dangereux, San Martin se rendit à Guayaquil après avoir envoyé, à titre de précaution, des troupes péruviennes pour occuper la région. Mais Bolivar le devança, et d'autorité, décréta l'incorporation de la province dans la nouvelle fédération de Grande Colombie. Ainsi fut mis en terme à l'ambition du Pérou, celle de contrôler le grand port du Nord. Or, en 1821, sous l'effet d'un probable mouvement "spontané-organisé", la province de Jaen se sépara par proclamation populaire de l'ancienne audience de Quito, pour se rattacher au Pérou dans lequel cette région était d'ailleurs profondément enclavée ; si elle en avait fait déjà partie au cours de l'époque coloniale, elle en fut séparée ensuite par des actes administratifs internes. Mais, elle avait envoyé ses délégués à la Constituante de Lima.

L'acte était grave de conséquences car cette province était riveraine du Marañon, et sa perte signifiait pour l'Equateur en formation, l'impossibilité de tout accès direct et souverain sur un des grands affluents de l'Amazone. Il impliquait donc sa marginalisation au seul réduit andin, face à un Orient amazonien occupé par le seul Pérou.

L'affaire s'envenima et fut à l'origine des conflits larvés ou actifs qui, de 1822 à nos jours, ont opposé les deux pays. Surtout, ils suscitèrent tout un jeu complexe d'alliances et contre-alliances éphémères avec les puissances voisines, celles-ci en tirant profit aux dépens d'ailleurs des deux irascibles plaideurs.

### Les embarras limitrophes de l'Orient péruvien

C'est le décret royal du 15 juillet 1802 qui attribua à la vice-royauté de Lima, le Gouvernement Général de Mainas, dépendant jusqu'ici de l'Audience de Santa Fe de Quito : "*...segregandose de Santa Fe todo el territorio que las comprendia, como asimismo otros terrenos y misiones confinantes con las propias de Mainas, existentes por los rios Napo, Putumayo y Yapura : que todas estas Misiones se agreguen al Colegio de*



*Propaganda Fidei de Ocopa...* <sup>1</sup> (3).

Ce décret va constituer la pierre angulaire des titres et droits du Pérou face à l'Equateur. En 1805, une "*cedula (décret)*" royale confirmera la décision de 1802, et notifiera la liste des territoires entrant dans la vice-royauté de Lima, sous le nom de Mainas ; seul le "*curato*" (ou paroisse) de Papallacta, en était exclu et restait dans la mouvance de l'Audience de Quito.

*Le vieux conflit avec l'Equateur*

Les négociations qui suivirent l'indépendance définitive du Pérou et de l'Equateur, en 1822, devaient achopper avec le projet de traité Monteagudo-Mosquera. Il en résulta que le parti hostile à Bolivar vint au pouvoir à Lima, ce qui entraîna une expédition militaire du Pérou en Bolivie où se posait le problème du devenir du Haut-Pérou, et le maréchal Sucre fut chassé du pouvoir à La Paz.

Cette action néanmoins fut sans lendemain ; Bolivar en effet refusa d'accepter la cession des territoires occupés à Jaen et dans le Mainas par Lima, tant et si bien qu'un des premiers conflits armés entre les nouvelles républiques en résulta. Si Lima occupa Guayaquil, le Pérou fut battu en 1829. Aussi accepta-t-il un armistice avec la Convention de Giron qui stipulait un retour au *statu quo*. Mais celle-ci fut dénoncée par le Congrès péruvien et l'armée ; aussi la guerre reprit, mais en vain pour Lima qui dut se résigner à un nouvel armistice, celui de Piura. Cette situation entraîna un nouveau coup d'Etat à Lima et la signature d'un nouveau traité de paix et d'amitié avec la Grande Colombie. Cet arrangement entérinait ainsi les limites des vice-royautés avant l'indépendance, et il prévoyait des échanges réciproques de zones litigieuses en suivant les limites naturelles tout en consultant leurs habitants.

Une commission mixte devait assurer les délimitations et, en cas de litiges, demander l'arbitrage de pays amis. Mais ce processus ne se réalisa pas, aussi reprit-on les discussions avec la mission Mosquera qui vint à Lima. Sur ce, survint l'éclatement de la Grande Colombie, et la suspension des pourparlers. L'Equateur devenait indépendant, et le rapport des forces changeait, plus favorable à Lima, compte tenu des modestes moyens du nouvel Etat. Néanmoins, celui-ci reprit sans plus tarder la question du problème frontalier en exigeant le retour en son sein de Jaen, Tumbes sur la côte, et bien sûr du Mainas.

Lima rétorqua en invoquant pour Jaen le libre choix de ses habitants, et demanda à son tour un plébiscite pour fixer l'appartenance de Guayaquil...! Pour Tumbes, le Pérou invoqua le fait que l'ancienne frontière coloniale passait par Machala alors qu'il s'était contenté de n'occuper le terrain que jusqu'au rio Zarumilla... Quant à Mainas, le Pérou invoquait les anciennes divisions coloniales de 1802, annulant le décret d'érection de 1563, sur lequel se fondait l'Equateur... Le débat

---

1 " ...séparant de Santa Fe tout le territoire qu'il comprenait, ainsi que ceux des terrains et missions situés sur les rios Napo, Putumayo et Yapura : que toutes ces missions soient rattachées au Collège de la Propagande de la Foi de Ocopa."

était sans issue et devait rebondir régulièrement. Ainsi en 1841, Quito va, péremptoirement, exiger le retour des provinces occupées ; en 1853, pour gager sa dette face à des créanciers anglais, l'Equateur leur accordera 1 million de "*cuadras cuadradas*" (1.254.000 ha) dans le canton de Canelos, mais celui-ci était sous juridiction du Pérou...! Décision qui entraînera un nouveau conflit limité en 1857-58, et la paix imposée de Mapasingue en 1860. Mais celle-ci sera une fois de plus refusée par les deux parlements pour une fois d'accord !

Durant la guerre du Pacifique de 1879 à 1883, l'Equateur, profitant des désastres péruviens, va occuper les zones des rios Coca et Napo. En 1887, se reposa à nouveau, du côté équatorien, le problème de l'attribution de vastes concessions foncières dans l'Oriente à une compagnie anglaise ; Lima intervint derechef, mais sans avoir les moyens d'une nouvelle démonstration de force. Aussi fut-il convenu de recourir à un arbitrage international, sous l'égide du roi d'Espagne : ce fut l'objet du traité Espinoza-Bonifaz.

Soudain, en 1890, peu avant la publication de la sentence arbitrale, les deux pays parvinrent à un arrangement inattendu avec le traité Garcia-Herrera ! Celui-ci reconnaissait près de 300.000 km<sup>2</sup> du bassin amazonien occupés par le Pérou, à Quito, et satisfaisait donc la vieille revendication équatorienne d'un accès sur un fleuve navigable débouchant sur l'Amazone. A Lima, cet accord fut reçu comme "*l'abdication la plus inexplicable...*", selon Barrenechea (4), aussi le Congrès l'amenda sensiblement en conservant au Pérou sa souveraineté sur les bassins des grands rios navigables... Si la rectification d'abord fut acceptée par Quito, ensuite elle fut dénoncée !

On repensa, alors, à la formule du recours à l'arbitrage en tergiversant. Puis, survint un fait nouveau en 1894 qui devait compliquer quelque peu ce casse-tête sud-américain, il s'agissait de l'officialisation des prétentions colombiennes. Celles-ci, en visant les zones déjà en disputes depuis longtemps entre le Pérou et l'Equateur, transformaient le litige en imbroglio.

En effet, la Colombie arguait du fait qu'elle aussi jouissait de droits sur les régions des fleuves Napo et Yapura, et demandait donc à être incluse dans l'arbitrage espagnol. Quito, alors, refusa cette argumentation et finalement en 1904, Lima à son tour se retira de la négociation. Le problème des frontières restait donc entier, et s'aggravait avec l'irruption colombienne dans le débat. Et ce, à un moment où se rallumaient entre Pérou et Equateur les brandons de la discorde sur ces confins contestés.

En 1903 en effet, des incidents armés éclatèrent au poste d'Angosteros dans l'Oriente, et furent suivis, en 1904, de nouveaux chocs entre garnisons et colonnes militaires des deux pays, à Torres Causana. Le Commissaire espagnol, représentant du roi d'Espagne chargé de l'arbitrage, exigea et obtint le repli des belligérants de la zone du Napo et le retour sur leurs positions.

En 1910, l'arbitrage était en instance de proclamation lorsque des indiscretions calculées révélèrent certains de ses détails, sciemment exagérés, sur la ligne de partage frontalier retenue par le souverain espagnol. Celle-ci d'ailleurs donnait accès sur le Marañon à l'Equateur, mais le déboutait sur d'autres points de ses revendications. L'émotion

populaire et patriotique, vieille ficelle bien efficace ici comme ailleurs, fut aussitôt utilisée à Quito où on saccagea la légation du Pérou et bien sûr, trouva aussi son répondant à Lima où on manifesta, et "les va-t-en guerre" crurent leur heure enfin arrivée.

Mais alors, intervinrent d'un commun accord les Etats-Unis, le Brésil et l'Argentine afin de tempérer les ardeurs belliqueuses bouillonnantes, au nom du respect du principe d'arbitrage. On se remit donc "à causer", mais non sans difficulté, car Quito décida de récuser l'arbitre royal... Celui-ci, probablement désabusé de son rôle d'arbitrer l'impossible, se refusa à son tour renvoyant les plaideurs à la Cour Internationale de La Haye. Ce que refusa à nouveau l'Equateur... En 1924, on revint à la formule nouvelle, car maintenant mixte, d'un "*arbitrage accompagné d'un arrangement direct*" avec les Etats-Unis comme témoins et arbitres.

Puis l'affaire traîna jusqu'à la crise de 1941, marquée par un nouveau conflit qui vit s'imposer militairement le Pérou, lequel occupa Guayaquil. Action qui entraîna une médiation imposée des Etats-Unis et du Brésil avec la signature du Protocole de Rio, en 1942. Celui-ci, drastiquement, rabattait au plus court les revendications historiques de Quito sur l'Orient, en réduisant son extension amazonienne à la portion congrue, et assurant à Lima le contrôle de tous les fleuves navigables par les vapeurs et lui reconnaissait l'attribution de 172.000 km<sup>2</sup> de territoire (5).

En quelque sorte, l'Equateur, comme le note l'auteur péruvien Barrenechea en historien lucide, avait été bouté hors de "l'Amazonie utile", confiné donc à l'extension non navigable de son piémont andin. Aussi, cette paix imposée laissera ensuite l'Equateur mortifié par cette série d'échecs, ce qui explique jusqu'à aujourd'hui le nationalisme farouche et devenu passionnel du peuple équatorien sur le problème de l'Orient comme son rêve de récupération de, si on peut s'autoriser cette comparaison, "l'Alsace-Lorraine" amazonienne de ce pays.

### *Le contentieux avec la Colombie*

La dissolution en 1830 "du rêve de Bolivar", c'est-à-dire de la Fédération de Grande Colombie, peau de chagrin d'ailleurs d'un autre songe plus ambitieux avec le projet de formation d'une seule entité politique de l'Amérique ex-espagnole s'étendant du Venezuela à la Bolivie, laissa donc entière la question des frontières de la Colombie avec ses "*républiques soeurs*" andines, l'Equateur et le Pérou, comme avec un autre acteur de poids, mais lui, "étranger", le Brésil.

Si Bogota avait déclaré se recommander du principe de l'*Uti Possidetis*, c'était en y incluant un amendement propre, celui de l'introduction du principe "d'équité", c'est-à-dire de la prise en compte des intérêts légitimes acquis ; cet amendement devait s'appliquer aux cas "obscur", ou bien à ceux sur lesquels l'information historique ferait défaut.

Le litige avec le Pérou portait sur la frontière indéterminée de la région du Putumayo et du Yapura et sur les importants empiétements péruviens qui en découlaient. On peut s'étonner du caractère tardif du réveil des revendications colombiennes ; en fait, celui-ci s'explique clairement avec la compétition créée par la course au caoutchouc dans

tout le bassin amazonien à partir de 1880, et dans ce cas précis, des limites entre les deux pays, du fait des avancées des "caucheros" péruviens avec l'établissement d'un empire privé, celui de la "Casa Arana".

Les avatars des discussions diplomatiques portant sur le problème des limites sont intéressants, à plus d'un titre, dans le cas des affaires frontalières entre Bogota et Lima. En effet, la Colombie n'hésitera pas à soutenir que le rattachement de Mainas à la vice-royauté de Lima ne fut que d'ordre religieux et non politique...

En ce qui concerne la revendication territoriale de Quito, pour Bogota elle était non fondée ; en effet, l'Audience de Quito ne fut jamais, dans l'histoire coloniale, une entité administrative autonome, mais une dépendance ayant rang d'annexe administrative d'une vice-royauté. Statut qui rendait donc caduque, dans ce cas de figure, l'application des principes de l'*Uti Possidetis* conçu seulement pour les grandes entités administratives autonomes. Aussi, Quito refusa de se joindre, en 1894, au pacte tripartite visant à régler entre Lima, Bogota et Quito, les différends frontaliers.

Mais, en 1904, alors que Colombie et Pérou s'entendaient par traité pour faire arbitrer leur différend par le Pape, Bogota aussi négociait secrètement avec son voisin équatorien, et convenait d'un accord partageant les zones contestées entre Quito et Lima, poussant l'Equateur à refuser un autre arbitrage avec le Pape, devant régler son litige avec le Pérou...!

Il résulta de cet imbroglio bien "latino", de fortes tensions diplomatiques comme des incidents de terrain en 1908.

Cette crise devait perdurer durant des lustres, avec une alternance de négociations souvent byzantines et d'incidents sur le terrain plus ou moins graves qui, en 1925, provoquèrent un petit conflit amazonien après lequel Bogota, en position de force, obtint finalement satisfaction sur ses revendications territoriales.

### *Le long face-à-face dangereux avec le Brésil*

De tous ses voisins, c'est avec l'empire du Brésil, d'abord portugais puis indépendant, que le Pérou eut dès l'origine sa plus longue frontière commune.

Cette frontière avait été profilée plus que délimitée, pendant longtemps, du fait du long face-à-face hispano-lusitanien qui dura près de trois siècles ; confrontation marquée par le fait capital que très tôt, maître des bouches de l'Amazone, le Portugal (puis à sa suite le Brésil), tenait la clé d'accès, et disposait d'une entrée de plain-pied dans la région, ce qui facilita grandement ses visées ultérieures.

Le traité de San Ildefonso en 1777, s'il consolida dans le cadre amazonien les positions dûment occupées par les deux puissances, laissa en suspens les limites des régions inconnues. Le fait marquant des relations entre les deux pays, fut sans conteste le projet de traité de paix, amitié, commerce et navigation de 1841. Ce traité réglait le différend des limites sur la base de l'*Uti Possidetis*, c'est-à-dire de délimitations et d'échanges respectifs des zones litigieuses, mais le Brésil, finalement, ne le ratifia pas.

En 1851, les deux pays renouèrent les discussions qui aboutirent à un nouveau texte, celui-ci s'inspirant largement des dispositions prévues en 1841 (6). Il comportait une convention sur le commerce et la navigation fluviale et un accord frontalier basé à nouveau sur l'*Uti Possidetis* ; mais apparurent vite des différences d'interprétation entre les visions respectives des deux pays.

La frontière vers l'est était fixée au poste de Tabatinga, proche de la confluence entre les fleuves Amazone et Yavari. Pour Lima, cela entérinait l'abandon de vieilles prétentions sur les territoires situés plus en aval de ce point et s'étendant jusqu'à Teffe avec le poste de Eggas, soit, prétendait Lima, 200.000 km<sup>2</sup> environ, mais selon des mesures bien vagues et en toute absence d'occupation effective. Aussi, le parti "nationaliste" de Lima dénonça ce traité comme un bradage de la Patrie... Notons qu'il fut aussi dénoncé par Rojas (7), un explorateur et érudit vénézuélien fin connaisseur de la région, comme un marché de dupes consenti par le Pérou et abandonnant des avantages exorbitants au Brésil.

Mais pour le Pérou le point essentiel était l'ouverture de son Oriente à la navigation à vapeur. Or, l'accord conclu avec le Brésil reconnaissait aux deux seuls Etats la libre navigation sur l'Amazone et ses affluents. Résultat qui pour Lima représentait l'incontestable avantage de fermer à l'Equateur comme à la Colombie l'accès à la région, et vidait quelque peu de leur intérêt leurs ambitions fluviales, toutes centrées sur la libre circulation commerciale amazonienne.

Restait à faire le travail de délimitation sur le terrain laissé à charge aux commissions mixtes des deux pays. Ainsi, sur le rio Yavari, une de ces commissions fut obligée, après une attaque indienne qui fit des victimes, d'abandonner son travail en 1886. De même, des délimitations devaient être entreprises sur le rio Yapura, au nord de Tabatinga ; cela provoqua des protestations de la Colombie, sur lesquelles Rio et Lima passèrent outre par un traité bilatéral autorisant à leurs seuls navires de guerre ou de commerce l'accès du Putumayo.

Mais cette "belle coopération" entre le Pérou et le Brésil cachait là aussi pas mal d'arrière-pensées ; ils avaient aussi un autre voisin commun qui, en tant qu'héritier de plein droit de l'*Uti Possidetis* espagnol, affichait à son tour quelques visées sur les régions amazoniennes, la Bolivie.

### *L'imbroglio amazonien avec la Bolivie*

Ce pays, avec alors moins de 2 millions d'habitants, replié et isolé sur son "*Altiplano*" andin par les terres du Beni et le réseau fluvial du Madre de Dios et de l'Acre, était présent dans le débat amazonien, d'autant plus que si ses moyens propres pour interférer dans les affaires amazoniennes étaient limités, il pouvait néanmoins compter sur les initiatives de ses colons et de quelques entrepreneurs hommes d'affaires, quelque peu aventuriers de surcroît. Ceux-ci, remontant de la province de l'Oriente et de sa capitale Santa Cruz, poussaient leurs entreprises sur le cours du Madeira, comme ils entendaient s'approprier les zones vides et vierges du Purús ou Yavari, séparant le Pérou du Brésil.

Or, en 1867, fut signé un traité, dit Muñoz-Neto, entre le Brésil et la

Bolivie, qui reconnaissait "*l'interprétation brésilienne de l'Uti Possidetis espagnol*" ! Il consacrait ainsi la vision de Rio en ramenant sur le Madeira la séparation des deux pays à la ligne formée par la confluence du Beni. Il était convenu que la nouvelle ligne de division entre les deux pays unissait les sources du rio Yavari avec la confluence des fleuves Mamoré et Madre de Dios, au poste de Villa Bella.

Cet accord était avantageux pour le Brésil qui d'abord gagnait ainsi près de 200.000 km<sup>2</sup> de terres certes restées vierges, mais surtout voyait assurée la maîtrise absolue du cours du Madeira dont le rôle de voie de transport continentale allait s'avérer capital avec le boom du caoutchouc. En échange il donnait à la Bolivie des compensations territoriales, mais réalisées au détriment du Pérou !

Il attribuait en effet au Brésil une ligne frontière en-dessous de celle prévue par le traité de San Ildefonso, lui donnant ainsi la possession d'un vaste territoire. Ironie de l'histoire des frontières, il reconnaissait à la Bolivie des régions alors en friche car inexplorées, ainsi que l'explique bien une des premières cartes de 1859 de la Bolivie (dite "du Président Linarés") avec ses mentions, régions qui dans la future course au "*caucho*" devaient se révéler d'un intérêt économique majeur, car les plus riches d'Amazonie pour la production caoutchoutière ! Il s'agissait des régions traversées par les rios Acre, Purús, Tarahuaca et Yurua, qui seront aussi âprement disputées entre Brésiliens et Péruviens et où, jusqu'ici, la Bolivie n'avait pas exercé d'autorité directe (8).

Le Pérou, alors, engagea une campagne de protestations diplomatiques, surtout vis-à-vis de la Bolivie. Il lui reprochait de n'avoir pas été informé, bien que les deux pays, écrivait la note péruvienne, "*soient appelés à former une identité commune internationale*". Surtout, le Pérou récusait la validité de l'application au Brésil, Etat étranger à la couronne espagnole, des normes "*familiales*" de l'*Uti Possidetis*... Et ce, d'autant plus qu'il n'y avait pas de délimitation officielle entre les deux pays, de leurs frontières communes, Lima dénonçant par ailleurs l'inexactitude de la carte bolivienne de 1859 à propos du tracé de ses limites avec le Brésil, si on s'en tenait au traité de San Ildefonso, au moins...

### *Le compromis avec La Paz*

Deux problèmes de délimitation se posaient, l'un concernant la frontière nord-ouest de la Bolivie et du Pérou sur le lac Titicaca, région d'ancienne colonisation espagnole au peuplement relativement dense, et l'autre, dans la région amazonienne, formée par les bassins du Madre de Dios et des fleuves Yurua et Purús. Comme on l'a dit plus haut, la signature d'un accord entre la Bolivie et l'empire du Brésil, qui se partagèrent respectivement la zone contestée entre le Pérou et la Bolivie, avec l'adoption de la limite formée par la ligne du Yavari, irrita et inquiéta Lima, et ce d'autant plus que la Bolivie allait manifester un vigoureux intérêt public, mais surtout privé, envers son Oriente.

Certes lent, car entrecoupé de négociations pour reformer une confédération Pérou-Bolivie en 1880, ce processus entraîna en 1891 le Congrès bolivien à adopter une politique de colonisation active sous

l'instigation du général Pando. Celle-ci se manifesta d'abord dans le bassin des fleuves Inambari et Tejeque ; elle fut marquée par l'attribution de vastes concessions de terrains à hévéa à des sociétés privées, nationales comme internationales, notamment avec le "Syndicat Franco-Belge" de P. Devés qui reçut le droit de navigation sur les fleuves Purús et Madre de Dios.

Une ligne de forts fut construite et desservie par un réseau de pistes, dont une de valeur stratégique entre le Madre de Dios et le rio Acre, au coeur d'un riche bassin à gomme; enfin, un projet de chemin de fer fut lancé. Lima protesta au nom de ses droits territoriaux non délimités, puis, en 1896, La Paz prit une initiative, créant un fait accompli de "souveraineté", en décidant d'installer des postes douaniers sur les rios Manu, Aquiri et Madre de Dios, et de poser les bases d'un réseau administratif.

Une fois de plus, le Pérou protesta en vain, mais s'efforça de combler sa vacance de souveraineté effective dans les zones contestées. Une de ses initiatives fut la création de Puerto Maldonado, la capitale embryonnaire du Madre de Dios. L'autre résida dans un encouragement à ses colons et "*caucheros*" à exploiter les riches zones d'hévéa dont Lima attribua de vastes concessions à des sociétés étrangères et plus secondairement, à des industriels péruviens, ainsi que l'établit bien l'Atlas de V.M. Maurtua en 1906 (8) avec sa planche cadastrale du bassin du Madre de Dios.

Les incidents armés de 1897, lors de l'installation d'une douane bolivienne à Puerto Heath (ou Pardo pour le Pérou !), puis de 1899, à cause de concessions accordées unilatéralement à des "*caucheros*" par la Bolivie sur le Madre de Dios, mais revendiquées par Lima, firent admettre aux deux capitales la nécessité d'un arrangement frontalier définitif. Celui-ci aboutit à l'accord de 1902, réglant la délimitation de la frontière andine et laissant le soin au Président de la République Argentine, Julio Roca, d'arbitrer le différend sur la région amazonienne.

L'accord ainsi réalisé faillit capoter aussitôt après, à cause des affaires de l'Acre et de la sécession de cette région, celle-ci étant appuyée en sous-main par des intérêts brésiliens qui n'acceptaient pas que le Syndicat Americano-Bolivien jouisse de droits régaliens mettant en cause les leurs. Incapable de résister longtemps au Brésil, la Bolivie, après un court affrontement, dut s'incliner au Traité de Pétropolis en 1903 ; celui-ci transféra à Rio les deux tiers du territoire de l'Acre, soit environ 200.000 km<sup>2</sup>, et modifia ainsi sensiblement la limite frontière entre les deux pays, mais au détriment aussi des revendications péruviennes sur les zones jusque-là contestées entre Lima et La Paz et qui venaient d'être soumises à l'arbitrage argentin.

Finalement, malgré ces péripéties, l'arbitrage argentin fut maintenu et proclamé en juillet 1909. Il partageait en deux la pomme de discorde territoriale, accordant au Pérou 33.000 "*millas cuadradas*" et 22.000 à la Bolivie (soit 98 000 et 64.000 km<sup>2</sup>). Le scénario habituel des protestations "populaires", orchestrées par les journaux et groupes de pression, se répéta aussi à La Paz, et des incidents survinrent aux sièges des légations péruvienne et argentine de la capitale bolivienne.

L'Argentine rompit ses relations, puis finalement La Paz signa les conclusions de l'Arbitrage, mais en obtenant du Pérou, pressé de stabiliser

sa frontière et ses rapports avec la Bolivie, d'une part, un compromis sur la révision des limites fixées plus favorable, et d'autre part, l'acceptation du principe, pour les points frontaliers où subsisteraient des litiges, du recours à l'arbitrage de la Société Royale de Géographie de Londres (Traité Paulo-Bustamante), accord qui verra ainsi le fameux colonel Fawcett obtenir un contrat pour la délimitation des frontières.

Ainsi en 1912, malgré des points mineurs litigieux qui subsistaient, et la persistance de quelques incidents limités sur le terrain, les deux pays étaient parvenus à stabiliser leurs positions territoriales ; on doit ajouter aussi que la crise générale de mévente du caoutchouc sud-américain avait contribué à pacifier les esprits...

Cette récapitulation des litiges frontaliers indique par sa chronologie et par les zones concernées, que c'est bien un facteur nouveau apporté par des intérêts "externes", ici en l'occurrence le caoutchouc, qui a été le moteur principal de l'aggravation des querelles territoriales et des crises qui en ont découlé.

Un explorateur avisé et exerçant des fonctions officielles dans l'Oriente péruvien, Von Hassel, ne s'y trompa pas en écrivant que pour la question de la possession du territoire de l'Acra : *"C'est le caucho qui fait sa valeur, plus que les nécessités d'expansions territoriales"*.

### **L'inquiétude permanente des Péruviens de l'Amazonie**

On comprendra mieux ainsi, que les populations de l'Oriente péruvien, ceinturées par des frontières ouvertes non contrôlées et donnant lieu à des incidents plus ou moins réguliers et graves, aient vécu dans une certaine insécurité avec une peur des voisins et de leurs incursions sur leur territoire.

Quelques exemples le montrent bien. Ainsi, dès 1823, le litige territorial avec l'Equateur est bien ressenti localement comme l'indique une protestation du nouveau gouverneur péruvien de Mainas qui, dans une note, s'émeut de la désignation par Quito d'un fonctionnaire d'autorité ayant rang et pouvoirs de gouverneur sur la région désignée sous les noms de Mainas et de Quijos, ce dernier étant le nom d'un ancien gouvernement espagnol créé en 1560, *"La gobernación de los Quijos"*. De sa résidence à Moyobamba, capitale du Mainas, le gouverneur informera Lima de cette situation et de celle du transport du courrier officiel de Lima vers Mainas, qui passe toujours par Quito, pour gagner du temps ! Aussi pense-t-il qu'il s'agit d'une erreur des services liméniens sur la nouvelle situation juridique de la région !

En 1825, pour couper court à des empiétements prévisibles, Moyobamba nommera un lieutenant-gouverneur local, pour le district d'Aguarico, et lui ordonnera de lever le tribut chez les habitants, marque donc incontestable de la souveraineté du Pérou. En 1836, on redoutera dans la région de Loreto une invasion du Brésil, faisant suite aux mouvements révolutionnaires qui ont éclaté dans ce pays.

En 1842, la tension entre le Pérou et l'Equateur sera de nouveau forte, liée toujours aux délimitations de frontières, et la population de Mainas



apprenant par la lecture du journal "*Le Peruano*" qu'il y a risque de guerre, les fonctionnaires et les notables réunis en assemblée enverront à Lima une pétition de soutien patriotique, tout en faisant état de leur mobilisation contre un éventuel abandon. Après 1880 les tensions vont se localiser aux points de friction des intérêts commerciaux brésiliens avec ceux des Péruviens, sur les rios Purús, Yavari, Yurua et les confins du Madre de Dios et de la Bolivie. Ces confrontations, parfois sanglantes, dureront jusqu'en 1908-10.

Le problème des vacuités territoriales créées par des frontières théoriques non délimitées, aura, tout au long du siècle et jusqu'à 1910, des répercussions importantes sur le développement de l'Orient péruvien. Il engendra l'instabilité des formes de colonisation, expliquera les concessions foncières consenties sans esprit de système, sans précautions réglementaires adéquates car faites sous la contrainte de la compétition pour les "gommages".

Cela explique une certaine incohérence de la politique amazonienne du Pérou, face aux surenchères extérieures et au manque de moyens propres pour assumer ses objectifs.

#### Notes bibliographiques :

- (1) cf. *Nota del cabildo de Moyobamba*. LYC. T. 1. p.169. Lima. 1821.
- (2) cf. Prescott, J.R.V., *Political frontiers and boundaries*. Allen and Uwin, éditeurs. 315 p. Londres. 1987.
- (3) cf. Larrabure y Correa. T. 1. p. 3-7. Lima. 1906.
- (4) cf. Barrenechea, R. Porras., *Historia de los limites del Perú*. Librairie Française. 2ème édition. 176 p. Lima. 1926.
- (5) cf. Ireland, G., *Conflictos de limites y de posesiones en Sud América*. Circulo militar de Buenos Aires (Argentine) 555 p. Traduit de l'anglais. Vol. 284. 1942.
- (6) cf. Rojas i Michelina, F., *Exploración Oficial*. Lacroix et al., éditeurs. 684 p. Bruxelles. 1867.
- (7) cf. Von Hassel, G., *Ligeros apuntes sobre nuestras regiones limítrofes*. BSGL. T. 13. p. 462-473. Lima. 1903.
- (8) cf. Maurtua, V.M., *Juicio de limites entre el Perú y Bolivia. Prueba peruana. Cartas geográficas. 2ème série* (planche LV<sup>1</sup>) + 10 volumes. Lima, 1906. Notons aussi les 10 volumes de Cornejo, D., M., H. et Osma, D. *Arbitraje de limites entre el Perú y el Ecuador*. 1906. Lima. Cette publication, destinée à l'arbitrage du roi d'Espagne, atteste le côté positif du débat des frontières, au moins en ce qui concerne l'avancement de l'Histoire et de la Géographie. En effet, comme celle de Maurtua ou de R. Mujía sur le Chaco bolivien, elle a permis de reproduire ou publier *in extenso* de nombreux textes coloniaux et des cartes d'époque devenus introuvables, sauf aux Archives des Indes à Séville.

### III - ELDORADO EN FRICHE ET PREMIÈRES PRÉDATIONS

De l'indépendance jusqu'au démarrage de la cueillette à grande échelle du caoutchouc, l'Oriente péruvien sera une sorte de pays "de la belle au bois dormant" où l'activité commerciale sera restreinte à quelques produits de ramassage, et les quelques circuits économiques existants y seront contrôlés par le Brésil. L'agriculture, hormis quelques cultures vivrières traditionnelles, sera limitée à l'extrême, ce qui peut s'expliquer par la très faible population comme par l'absence de communications et d'organisation commerciale.

#### Les produits naturels à haute valorisation

La plus ancienne mention sur l'économie amazonienne au 19<sup>ème</sup> siècle et ayant une certaine précision, se rencontre en 1825. Elle évoque (1) la collecte de la salsepareille (*zarzaparilla* en espagnol ou *Smilax officinarum* ou *Esmilax oblicuata*), un produit végétal très recherché pour faire des infusions traitant les affections cutanées et sanguines, et plus succinctement, il est fait allusion à celle de la "*casçarilla*" ou quinquina, utilisé comme fébrifuge à l'époque et ayant un marché ouvert intéressant, en Europe notamment, pour soigner les fièvres d'origine tropicale comme le paludisme. Aussi, le gouverneur de Loreto va attirer l'attention des autorités préfectorales sur les trafics auxquels la salsepareille donne lieu sur le rio Napo où elle est échangée aux collecteurs indiens contre du "*tocuyo*", ou étoffe grossière en coton, qui longtemps servit de monnaie d'échange entre les Andes et les régions amazoniennes. Or, le gouverneur s'avouait ignorant des quantités commercialisées de ce produit ainsi que de celles des autres commerces de cueillette qui concernaient le quinquina et le "*balsamo de copaiba*", un baume naturel.

Ainsi, il apparaît que jusqu'en 1880, l'Oriente péruvien a eu une vocation de vente de productions végétales basées sur des produits rares et spécifiques à la région de l'Amazone, et ayant une utilisation médicinale comme le "*copaiba*", un balsamique utilisé pour soigner les catarrhes, le tétanos et la tuberculose. D'autres produits, telles les cires naturelles, étaient utilisés comme cires à bougie ou dans l'ébénisterie et la construction navale, pour calfater le bois. Notons enfin l'ivoire végétal et la vanille sauvage qui était recherchée à l'exportation. Il s'agissait donc de produits naturels non cultivés et suscitant, en fonction de la demande, une activité de collecte placée sous le signe du troc entre cueilleurs et commerçants. Celui-ci donnait lieu à des rentes de situation lucratives puisque un rapport de 1847 (2) constatait qu'à la frontière du Brésil, à Tabatinga, la salsepareille achetée 6 pesos était revendue par les Brésiliens à 24 pesos ! Il y était noté aussi que le commerce souffrait des coûts des transports qui obéraient le trafic.

Un écrit de l'époque (3) donne une intéressante approche des types de commerce d'import-export qui se pratiquaient alors avec l'Amazonie. Ainsi vers 1850, 4 yards de toile de coton coûtaient 25 centavos à New-York. Débarquée à Lima, cette toile valait, avec les divers frais et ayant passé par le détroit de Magellan, 50 c ; transportée à Sarayacu avec parfois

un délai d'un an, on l'échangeait pour 100 livres de salsepareille qui valaient 9 pesos à Nauta, 11 à Tabatinga, 25 à Para et 50-60 à New-York ou Liverpool...

### Abandon agricole

En ce qui concerne l'activité agricole traditionnelle, celle-ci apparaît comme des plus médiocres si l'on en croit un rapport d'un sous-préfet qui, en 1837, avance un projet de création de sociétés d'agriculture de façon à encourager cette activité peu prisée et donc négligée. Ce souci recoupaît les observations du botaniste anglais, Andrew Matthews, qui, lors de son voyage en 1834, avait constaté, sur le trajet Lamas-Moyobamba, bien que les terres fussent favorables, une absence d'activité agricole.

Celle-ci d'ailleurs souffrait d'un dédain affiché, de la cherté de la rare main-d'oeuvre disponible, des prix des transports décourageants pour les spéculations agricoles. Ainsi, il notait à son tour, le rôle d'intermédiaires des brésiliens et leurs bénéfiques sur le rachat de la salsepareille pouvant atteindre 1000 % !

### Les débuts de la comptabilité commerciale

C'est avec le traité de navigation signé entre Lima et Rio que le commerce des produits naturels amazoniens, avec l'établissement de connaissements et de droits douaniers, commencera à être quantifié et mieux connu.

Une des premières statistiques remontant à 1853 donne les quelques et maigres chiffres suivants (4) :

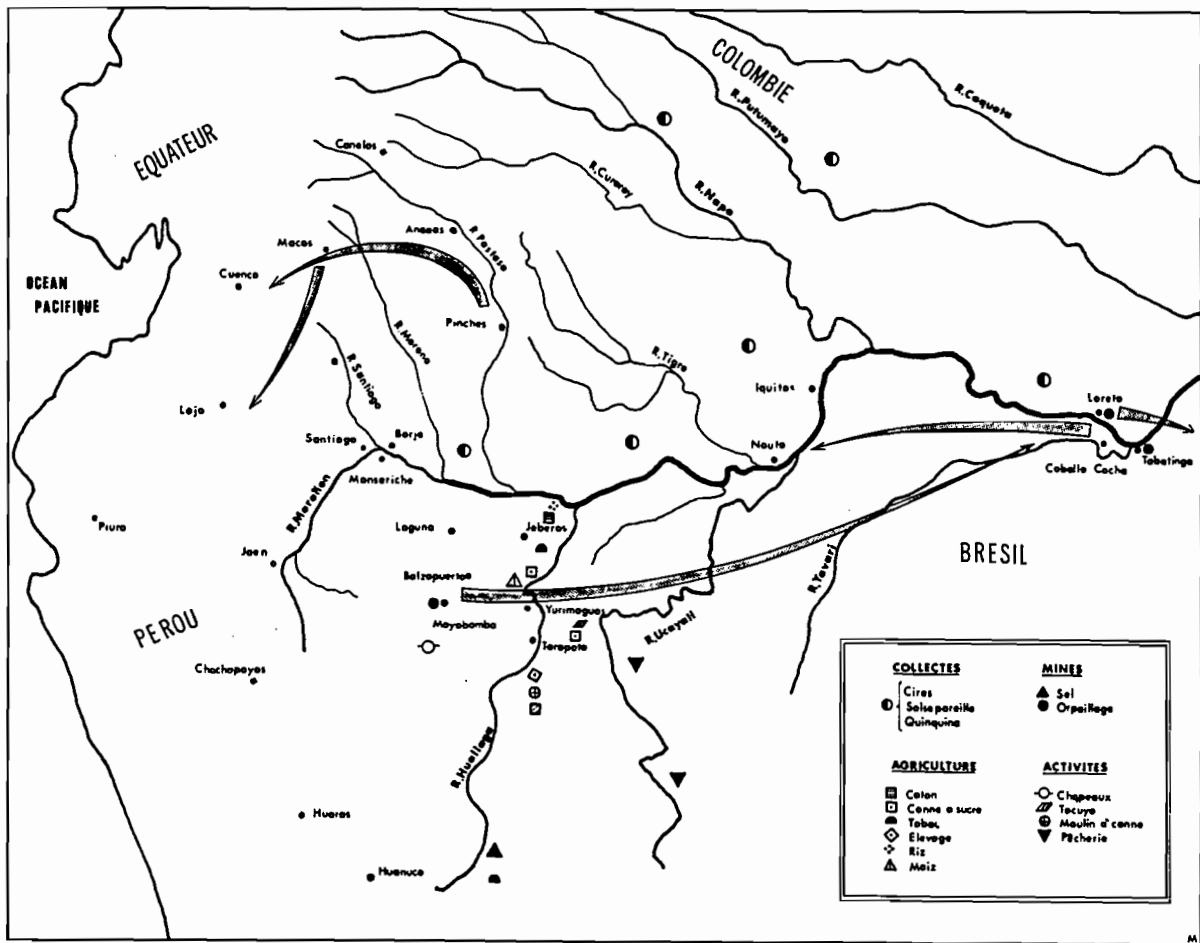
Gommes	: 5 565	kg
Quinquina	1 835	"
Salsepareille	11 662	"
Tabac	: 569	"

*Tableau 2 : Productions traditionnelles (Source Herrera, op cit.)*

Cette bien courte rubrique qui doit souffrir aussi de la faiblesse des contrôles et donc de la dissimulation, donne finalement moins de 20 tonnes de produits exportés ; ceci indique bien l'extrême modestie sinon la quasi nullité, des productions amazoniennes à cette époque là !

En ce qui concerne la salsepareille, nous trouvons par la suite des statistiques un peu plus régulières, de 1862 à 1871, indiquant que la production, tout en étant très fluctuante, est passée de 2.100 kg. en 1862-63, à 58.584 kg en 1870-71. A cela, il faut ajouter selon un rapport bien informé (5) la culture du coton, mais sur une échelle restant modeste puisque sa production passe, en 1855, de 5.600 kg à 45.000 kg environ en 1868. Néanmoins, le géographe A. Raimondi précise aussi, dans son voyage de 1857, que des tribus indiennes comme les Cocamas migraient saisonnièrement pour pêcher dans l'Ucayali, tandis que d'autres groupes de la tribu allaient, soit dans le Marañon, soit dans le Huallaga, chercher du sel pour le poisson.

LE COMMERCE ET LES PRODUCTIONS DE L'ORIENTE  
EN 1840



L'activité de la pêche, comme le notent Smith et Lowe, en 1834 au cours de leur voyage d'exploration, se pratiquait aussi dans le Huallaga, riche en poissons et tortues "*charapas*", mais pauvre en vaches marines. Ainsi dans l'Orient du Madre de Dios, pêche et salaison représentaient une activité non négligeable et ce d'autant plus, que le poisson séché rencontrait un excellent débouché pour la nourriture des esclaves des plantations sucrières du Brésil proche. Aussi les statistiques existantes, à partir de 1862, consignent la croissance rapide de la vente du poisson salé (7) qui passe de 1,5 tonne en 1862-63, à 35 t, en 1864-65, puis à 67 t, en 1870-71. Il existait certes d'autres ressources dans l'Ucayali, comme le constate le lieutenant Sandia, avec les bois, la salsepareille, le quinquina ou la cannelle, mais seuls les missionnaires, disposant de trois canots, se risquaient en 1865 à remonter le fleuve où guettaient des tribus belliqueuses comme celles des Cashibos.

En 1868, l'amiral Tucker pour le Bas-Ucayali, confirmait qu'à côté du poisson et des tortues, on récoltait les huiles de copal et de copaiba, de l'ivoire végétal et des gommés en petites quantités. Ailleurs comme dans le Marañon, il était connu que les Indiens Muratos récoltaient la cire et le miel d'abeille pour le négociant.

### Une micro-économie de cueillette

En 1853, lorsque l'Amazone est ouvert à la navigation à vapeur, les premières statistiques seront enregistrées par la douane de Belem et donneront des chiffres généraux bien dérisoires avec 5,5 t de caoutchouc, 1,8 t de quinquina, 0,5 t de tabac, 860 litres d'oeufs de tortue et 11,6 t de salsepareille (selon Herrera).

#### *La seule activité notable : les chapeaux de paille*

A côté des produits naturels, le constat de l'ensemble des auteurs est clair, l'Amazonie n'a pas grand-chose d'autre à offrir au commerce ; il n'y a pas de mines exploitées sauf de sel, l'or ne se rencontre que sous forme alluviale dans des placers exploités par intermittence et ne produit que des résultats décevants, par rapport à une rentabilité normale, dans le par ailleurs dangereux et inexploré Marañon. Aussi, constate Herrera, la seule activité produisant un mouvement commercial appréciable est la fabrication des chapeaux de Moyobamba ; celle-ci se réalisait à partir de la paille dite de "*bombouaje*" (ou *Carloduvica palmata*), abondante dans la vallée du Huallaga. Mésestimés à Lima car jugés bien rustiques, souffrant de la concurrence du "Panama" - fabriqué d'ailleurs à Quito - ces chapeaux avaient trouvé par contre un excellent débouché au Brésil depuis 1853 ; aussi de 1862 à 1870, il s'en vendait en moyenne 100.000 par an, puis 191.000 en 1871, soit un véritable boom.

Ces chiffres sont finalement, même avec la salsepareille et les chapeaux, les deux fleurons alors de l'économie de l'Orient, ceux d'une micro-économie traditionnelle et marginale qui ne mobilise que peu de travailleurs réguliers, de faibles capitaux et ne nécessite aucune infrastructure commerciale notable. Les professionnels du commerce

international ne s'y trompaient guère d'ailleurs, comme le consul de France à Lima, O. Ordinaire (8), esprit pénétrant qui voyagea en Amazonie et s'intéressa aux statistiques douanières brésiliennes, les seules existantes alors car le Pérou, vu la faiblesse des mouvements commerciaux, ne créera sa propre douane d'Iquitos qu'en 1882. Or, les chiffres recueillis par Ordinaire et concernant l'Amazonie péruvienne sont significatifs.

De 1853 à 1858, les exportations enregistrées du département de Loreto, c'est-à-dire à l'époque l'ensemble de l'Amazonie péruvienne, représentaient une valeur de 454.000 francs français, somme dérisoire, comparable à celle de la production d'une petite île à coprah de l'océan Pacifique... De 1858 à 1863, le mouvement s'amplifiera atteignant 776.000 francs, c'est-à-dire sera de l'ordre d'un modeste comptoir commercial de la côte africaine de l'Ouest, puis de 1863 à 1868, il stagnera à 913.000 francs, puis se réactivera de 1868 à 1870, atteignant 1.262.676 francs. Pour l'année 1882, Ordinaire notera que le commerce d'exportation de l'Orient, selon toujours les sources brésiliennes, a atteint 2.419.000 francs, mais le caoutchouc commençait alors sa production !

Chiffres donc très médiocres, traduisant la non-insertion commerciale de la région dans un commerce international significatif.

### **Approche du modèle économique amazonien**

Les recherches menées en Amazonie brésilienne par l'économiste R. Santos (9), concluent à l'existence d'une séquence économique marquée par trois phases précises se déroulant de 1800 à 1920.

La première phase est marquée par une décadence économique, propre à l'appareil de production et aux marchés des produits de la région, qui durera de 1800 à 1840, prix du passage à l'indépendance et d'une certaine désorganisation.

Puis, une phase de prospérité surviendra avec le boom du caoutchouc, à partir de 1860 au Brésil, 1880 ailleurs, et trouvera son apogée en 1910. Elle sera brutalement suivie par une phase de déclin profond qui durera jusqu'en 1920, puis une timide période de récupération se manifesterà.

L'évolution du revenu *per capita* de l'Amazonien telle que l'a calculée R. Santos, confirme bien cette évolution ; il serait passé de 58 dollars annuels en 1800, à 110, en 1855, puis à 360, en 1882, pour plafonner à 330, en 1909, et s'effondrer à 70, en 1913... Certes, le modèle économique péruvien ne sera en fait qu'un pâle sous-modèle micro-régional par rapport à l'Amazonie du Brésil, mais on peut noter une concordance de mouvement avec quelques modifications.

Ainsi est-on historiquement autorisé à faire remonter, pour l'Orient, le premier déclin économique à la révolte d'Atahualpa. Celle-ci ruine, au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle, les missions et leurs réductions indiennes. Le second choc, lui sans remède, tient au départ des Jésuites expulsés par Madrid en 1767. Ainsi, c'est pratiquement une centaine d'années que durera la phase de rétraction et d'abandon à lui-même de l'Orient péruvien. La réactivation économique sera entamée par l'ouverture du

bassin amazonien au trafic maritime à vapeur, et à partir de 1880, donc plus tard qu'en Amazonie brésilienne, elle s'emballera avec le miracle de la gomme.

Il est probable aussi que le spectre économiquement plat que présentera l'Amazonie durant la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, a trouvé son origine dans le déclin des exportations traditionnelles de produits agricoles tropicaux, ainsi que l'indique le tableau 3 (source R. Santos, op. cit.).

	1821	1830	1850
CAFE	5,50	1,38	1,69
CACAO	30	3,1	17
COTON	86,7	42,3	36
SUCRE	31,2	18,8	13,6

Tableau 3 - Les productions agricoles  
(Valeur en conto de reis)

Il est évident que la forte dépression des prix des produits agricoles cités ici ne pouvait guère contribuer à préparer une relance de la colonisation de l'Amazonie, région soumise d'ailleurs à la concurrence des productions des pays en voie de colonisation par l'Europe. Il est tout aussi vrai que, en dehors d'une production de coton très marginale, l'Oriente du Pérou ne produisait rien d'autre. Notons que le Père Amich, un missionnaire ayant consacré sa vie à l'Amazonie, signale en 1854, la montée des prix de la salsepareille, la demande accrue de poisson salé et de la graisse de lamantin, ce qui provoque, note-t-il, un regain d'activité pour les commerçants de Nauta, mais aussi l'utilisation de méthodes commerciales "déloyales".

L'économiste péruvien G. Pennano (10) avance l'hypothèse de l'existence d'un "conglomérat de modes de productions secondaires", né de la colonisation, et ayant survécu jusqu'à l'indépendance, puis ayant connu une relève avec la greffe du mode capitaliste de production. Ce schéma paraît bien confirmé ici par la réalité du terrain. Ainsi, l'Oriente péruvien jusqu'à l'ouverture de la navigation fluviale, en 1851, restera plongé dans un état d'anomie marqué dont il sortira poussé par l'extension, à partir du Brésil voisin et aux frontières bien floues, de la course au produit miracle, le "caucho".

On comprend mieux ainsi la déprise territoriale sur la région du pouvoir bien théorique de Lima, ainsi que le peu d'investissements de "services publics" ou "en équipements de pouvoir" réalisés par le Pérou, ainsi d'ailleurs que par ses voisins amazoniens, dans une région laissée en l'état, faute de ressources et de population.

Le consul Ordinaire consignait bien, suite à ses propres reconnaissances de la région, l'état réel de l'Oriente : "...le Département de Loreto est quasi désert, mais quand il sera colonisé...!"

### Notes bibliographiques :

- (1) cf. *Extracción de zarzaparrilla*. LYC. T. 9. p. 276. Lima. 1825.
- (2) cf. Nieto, Ch., *Estudio estadístico-geográfico del departamento de Amazonas*. LYC. T. 6. p. 430-437. Lima. 1847.
- (3) cf. Manco Capac.(anonyme). *El rio Amazonas y las comarcas que forman su hoya*. Imp. Monterola. 68 p. Lima. 1853.
- (4) cf. Herrera, G., *Estado comercial de la región peruana del Amazonas*. LYC. T. 16. p. 104. Lima. 1905.
- (5) cf. Fuentes, H., *Memoria del prefecto de Loreto*. LYC. T. 16. p. 41-63 Lima. 1906.
- (6) cf. Sandia. (Lt.). *Exploración del Ucayali*. LYC. T. 2. p. 252. Lima. 1865.
- (7) cf. Herrera, G., *Estado comercial de la región peruana del Amazonas*. LYC. T. 16. p. 104. Lima. 1905.
- (8) cf. Ordinaire, O., *Del Pacifico al Atlantico*. Monumenta Amazonica. C.E.T.A-I.F.E.A. 288 p. Iquitos. Traduit du Français : *De l'Atlantique au Pacifique*. 1988.
- (9) cf. Santos, R., *Historia económica da Amazonia-1800-1920-*. Queiroz éditeur. 358 p. Rio. 1987.
- (10) cf. Pennano, G., *La economía del caucho*. C.E.T.A. 262 p. Iquitos. 1988.



## IV - LE RÈGNE DE L'OR NOIR

Le caoutchouc sera, à partir de 1880, en quelque sorte la panacée suprême d'une économie amazonienne restée jusque-là particulièrement atone à l'échelle économique mondiale. Très vite il deviendra dominant, accaparant espace et homme, donnant un artificiel développement à la vie régionale et produisant aussi une série de problèmes internationaux auxquels le Pérou sera confronté.

### Les antécédents

Les premières ventes de caoutchouc furent faites à Para de Belem en 1862-63, avec une quantité de 2088 kg, selon Wilckens de Mattos, dans son introuvable "*Diccionario topográfico del Departamento de Loreto*". En fait l'utilisation de ce produit et la place qu'il a occupée dans l'économie mondiale sont exemplaires du destin propre à certaines productions tropicales comme des interrelations entre pays industrialisés et pays tropicaux fournisseurs primaires de produits rares, donc cantonnés à l'économie extractive.

Les premiers plants d'hévéa ont été introduits pour étude en Europe, par La Condamine en 1751 ; ils furent ensuite décrits et reconnus en tant qu'arbres par l'ingénieur Tresnan, à partir de plants en provenance de la Guyane française. Utilisé industriellement en Europe, mais à petite échelle à partir de 1823, le caoutchouc servit pour la fabrication d'imperméables à partir de 1829. Sa consommation restait limitée à 400 tonnes annuelles en 1840 (1). En 1842, la découverte par l'américain Goodyear du procédé de la vulcanisation sera à l'origine de l'extension très rapide de son usage, entraînant donc une sensible augmentation de production. Celle-ci passera de 25.000 t en 1856, à 35.000 t en 1864, et ira croissant avec l'extension de son usage à l'électricité ; puis les besoins exploseront en 1900 à 55.000 t avec sa nouvelle utilisation pour la fabrication des pneumatiques ou de matériel de chirurgie. La consommation de caoutchouc passera à 60.000 t en 1905.

En 1907, l'ensemble de l'Amazonie produisait 34.000 t soit 50 % de la production mondiale et celle-ci devait répondre, depuis une dizaine d'années, à une consommation en croissance de 6 % par an. Il en résultait une situation de rente pour la production amazonienne qui se reflétait sur la tendance nettement haussière des cours qui étaient passés de 0,85 franc en 1825, à 2,50 francs en 1860, et 15,50 francs en 1902, pour une "arroba" ou mesure portugaise de poids valant 15 kg.

### Types de gomme

Le caoutchouc appartient à la famille des Euforviaceas, où l'on compte de nombreux types comme l'*Hevea guyanensis* ou *Sifonia elastica*, l'*Hevea luter*, l'*Hevea brasiliensis*, l'*Hevea discolor* et l'*Hevea andenenses*, découvert par Von Hassel dans le piémont andin. Cette plante est apparentée aussi à d'autres familles comme celle des Micaandas avec le Manihots ou le Manisoba du Brésil et les familles des Ulmacéas célèbres

aussi, avec la "*Castilloas*" longtemps exploitée au Mexique ; on peut noter aussi les divers *Ficus* et la famille des *Apaiçnaci*.

On trouvait aussi du caoutchouc silvestre en Afrique, notamment dans tout le bassin du Congo, mais la qualité la plus prisée provenait de l'hévéa brésilien.

### *Exploitation*

En Amazonie, le caoutchouc se travaillait en saison dite sèche, période où les eaux abandonnaient les berges des rios, permettant ainsi un travail et un transport plus faciles. L'exploitation se divisait en trois phases, la préparation du terrain, la saignée des hévéas et le traitement du latex.

La préparation du terrain impliquait la disposition d'une base d'appui disposant de magasins avec outillages et vivres, et de logements. Puis, on faisait le dépistage des sites possédant des gisements de caoutchouc ou "*arumbamiento*". Ce repérage fait, on établissait des bases de vie ou "*barracas ou barancones*" en fonction de la répartition des ressources ; ensuite, on ouvrait des sentes de passage ou "*estradas*" qui servaient aussi d'unités de travail pour les ouvriers ou péons. Une "*estrada*" contenait en moyenne 120 à 150 arbres, mais sa superficie pouvait très sensiblement varier selon les régions de 10 à 60 arbres par hectare. Le collecteur travaillait en moyenne une estrada par jour.

L'exploitation se divisait en deux phases avec l'extraction du latex, et ensuite la préparation du "*jebe*" en plaque rectangulaire par coagulation après séchage au feu de bois. Ce procédé assurait une excellente qualité internationale aux gommes de l'Amazonie, mais il entraînait un surcroît de travail, peu ou pas valorisé dans les prix. On distinguait dans les produits des types de qualités très différentes : le "*caucho*" représentait le produit de base le plus commun et le moins cher, alors que le "*jebe fino*" ou "*Shiringa*" était le plus prisé, sous le nom de "*Sernambi*".

Enfin, il fallait distinguer entre les productions de "*shiringa*" faites sur des sites permanents par recueil régulier du latex, celles-ci étant les plus limitées, et celles provenant de l'extraction par abattage des arbres et récupération du produit ; cette activité qui était de par sa nature itinérante, créa un type nomade et prédateur d'exploitant caractéristique de l'Orient péruvien, le "*cauchero*". Précisons qu'un arbre de "*shiringa*" donnait quotidiennement 150 à 200 grammes de latex durant 20 ans, d'où la supériorité économique de ce genre d'exploitation ; par ailleurs, sur une zone d'hévéa "*andenenses*", on pouvait par abattage obtenir 600 kg de gomme en une saison de six mois de travail, mais sur des peuplements plus riches, un bon péon récoltait de 2.250 à 4.500 kg.

En résumé, il apparaît bien que l'exploitation de l'hévéa était caractérisée par le fait qu'elle reposait sur une main-d'oeuvre abondante, bon marché et rustique car devant accepter une mobilité régulière. Or, les conditions de travail étaient difficiles et dangereuses avec les maladies, la reconnaissance de vastes secteurs restés inexplorés jusque-là, et peuplés d'Indiens souvent hostiles.

## *La montée de la production de l'Orient*

Le début de l'exploitation n'apparaît seulement dans les statistiques brésiliennes concernant l'Orient du Pérou, qu'à partir de 1862 ; mais cette mise en valeur restera embryonnaire et artisanale jusqu'en 1880. A cette date, se manifeste le premier courant régulier de transaction par le port d'Iquitos. Ce décollage selon certains auteurs, trouve son origine dans le fait qu'avec la guerre du Pacifique, Lima se vit dans l'obligation de supprimer au Loreto sa subvention d'équilibre et toutes les aides (soit 20.000 soles annuels selon G. E. Herrera) qui supportaient la végétative vie publique locale, maintenant ainsi une façade bien superficielle d'administration publique. Cette mesure va obliger à chercher localement des ressources de substitution ; ce sera le "*caucho*" qui sera le produit miracle, et son "boom" coïncidera avec l'apparition d'une haute demande internationale.

Il sera commercialisé à partir de 1882 en quantité significative, d'abord par un Colombien, Manuel Montero, puis les statistiques prendront en compte la progression régulière de sa production. Mais elles doivent être utilisées et interprétées avec bien des réserves. En effet, et comme de tout temps, la fraude à la déclaration douanière sera forte et les douanes souvent mal préparées à leur tâche nouvelle. D'une part, si on cherche à comptabiliser la production propre à l'Orient péruvien, on se heurte au fait que la douane de Manaos ou celle de Belem comptabilisaient comme produite au Pérou, la production évacuée aussi à partir des territoires contestés de Colombie ou d'Equateur ; d'autre part, il entrait en compte les gommages qui provenaient de l'Acre et des secteurs boliviens de l'Amazone, mais aux mentions d'origine souvent floues ou de complaisance, ce qui compliquait bien la tâche. D'autre part, l'Orient péruvien récoltait sur les fleuves Purús, Yavari et Yurua et leurs vastes bassins, une production importante, celle-ci exportée directement, clandestinement ou non, sur le Brésil. Enfin, une partie de la production de l'Ucayali, comme de celle du bassin du Madre de Dios, était exportée à partir de 1905 vers le Pacifique par le port de Mollendo.

Larrabure y Correa note (2) ainsi les manipulations statistiques et douanières auxquelles donnaient lieu à Manaos les produits de type fin et extra-fin dénommés "*Sernambi*" ; ceux-ci étaient déclassés et rebaptisés "*Para ordinaire*". Il en découlait, selon les sources et les auteurs, de sérieuses distorsions entre les séries statistiques respectivement utilisées qui rendent aléatoire le suivi des productions respectives des pays riverains du bassin amazonien.

R. Santos (op.cit.), l'auteur le plus systématique et le mieux introduit dans les sources brésiliennes, donne les chiffres suivants :

1830	1840	1850	1860	1870	1880	1890	1900	1910	1912
156	418	879	2531	5602	8679	15355	23650	34248	37178

Tableau 4 : Production de caoutchouc amazonien en tonnes, 1830-1912  
(Source R. Santos, op.cit.)

Or, le rigoureux Larrabure y Correa, en 1910, donne pour la production de l'Orient péruvien des chiffres qui attestent que celle-ci est passée de 540 t en 1885, à 1.138 t en 1890 ; puis, elle a stagné de 1893 à 1895 à 1200 t en moyenne pour reprendre ensuite, atteignant 1505 t en 1897 ; puis la production a plafonné, ensuite elle recule à nouveau jusqu'en 1902, où elle ne serait plus que de 1.391 t. L'auteur en effet, note aussi la dissimulation régulière et importante des productions, puisque selon les commerçants d'Iquitos, en 1899 les sorties de caoutchouc déclarées ne représentaient que le tiers du total effectivement exporté !

Un autre auteur, Annibal Maurtua (3), qui paraît avoir disposé des meilleures sources, y compris celles brésiliennes, donne des chiffres supérieurs par rapport à ceux de Laraburre y Correa.

Cette disparité dans l'information se retrouve chez les auteurs à propos de la production globale de l'Amazonie. Ainsi, G. Herrera estime à 30.000 t le caoutchouc produit par l'Etat de Para, 15.000 pour celui de l'Amazone et, pour le département du Loreto péruvien, 1.391 t, auxquelles s'ajoutent, mais avec une origine nationale non précisée, 2.297 t en provenance de la région de l'Acre, "occupée" par des "caucheros" péruviens, boliviens et brésiliens. Ainsi, il apparaît pour le moins que les problèmes de saisie de la production, compte tenu des difficultés signalées, permettent difficilement de proposer une statistique sûre...

Si l'on en croit les chiffres produits par A. Maurtua, c'est à partir de 1897 que la production péruvienne de "jebe fino" dépassera celle du "caucho" de base. Néanmoins, malgré les difficultés de disposer d'estimations fiables, une fourchette se dégage, fixant la production "officielle" du Pérou amazonien à moins de 5.000 t au zénith de sa production en 1910 ; et en prenant en compte les autres modes de sortie du produit, on a nettement moins de 10.000 t, en incluant les territoires à hévéas disputés avec les pays tiers.

Ainsi, il est clair que l'Orient péruvien n'a été qu'un producteur secondaire par rapport à l'ensemble de la région, mais que l'attrait de sa production a certainement résidé dans les conditions rentables car particulières de son exploitation.

### *Les zones productrices*

Celles-ci sont bien connues et organisées par les divers types de milieux naturels.

- Le caoutchouc le plus recherché, l'*Hevea brasiliensis*, se rencontrait sur les berges alluvionnaires, les îles de l'estuaire de l'Amazone et sur ses affluents de la rive droite. Est à noter le rôle que jouera à la sortie de l'estuaire de l'Amazone la grande île de Marajo où s'installeront, à la fin du siècle, de vastes plantations d'hévéa et dont la population donnera aussi de nombreux "caucheros" et "shiringueros" très réputés comme main-d'oeuvre pour "le continent".

- Une seconde zone, elle proprement brésilienne, était centrée sur les rios Xingu, Tapajoz (4) et Madeira, ce dernier d'abord en partie exploité par des Boliviens, d'ailleurs sa production sera un temps mêlée avec celle

de la Bolivie comme avec celle du Madre de Dios péruvien... Cette région prendra une importance stratégique en terme de géographie économique, avec les projets de construction du chemin de fer Madeira-Mamoré, celui-ci devant capter tardivement, après 1912, les productions boliviennes et péruviennes.

- Une autre grande région productrice était délimitée par les terrains alluvionnaires de l'Amazone et de ses affluents, les fleuves Yurua et Yavari qui, avec l'Acre, donnaient la majorité de la production du "*jébe fino*" ; cela explique clairement l'enjeu des conflits de délimitation dans cette vaste zone, longtemps restée marginale et inhabitée du fait de son insalubrité, mais aux productions en gomme qui vont se révéler des plus attrayantes. Le Bas-Ucayali et les rios voisins comme le Chambira, Tigre, Yavari-Mirim jusqu'à la frontière de Leticia, toute la région du Napo et des rios Curarai, Putumayo, Iguara-Parana et le bassin de l'Amazone jusqu'à Nauta et Nazareth, y étaient inclus.

- La dernière zone intéressante se rencontrait sur la partie supérieure du bassin formé par le Madeira et le Beni ; elle comprenait aussi la région du rio Purús, disputée longtemps entre Brésil et Pérou. D'après Oyague y Calderon (5), les meilleurs sites à gommages se trouvaient sur les rios Xingu et Madeira, sous contrôle brésilien.

Ainsi, comme le note Flores Marin (6), en Oriente péruvien, la production du "*caucho*" a été désarticulée dans le temps et l'espace. La première région exploitée sera celle du Loreto, axée sur Iquitos et bénéficiant du réseau fluvial aboutissant à cette ville.

Puis avec l'intensification de la demande caoutchoutière, le commerce s'intéressa à la région, restée inexplorée jusqu'en 1880, du Madre de Dios qui devint un producteur important à partir de 1900 ; celle-ci évacuera ses ressources, soit vers le Pacifique et le port de Mollendo par la voie ferrée Puno-Cusco, soit après son achèvement en 1912, par la voie ferrée Madeira-Mamoré, mais en pratiquant toujours largement la contrebande.

Notons l'existence potentielle d'une autre zone à hévéa, celle du Marañon ; celle-ci, selon une exploration de reconnaissance de 1902 (cf. Habich et Mesones Muro, op. cit.), présentait une richesse en hévéas qui avait surpris les caucheros du Purús, pourtant il n'y existait qu'une seule et petite exploitation avec 30 péons... Mais, ainsi que nous le verrons, cette zone restera fermée aussi bien pour des raisons internationales que du fait de la présence des redoutables Jivaros insoumis.

### *Les conditions d'exploitation*

Le Français Auguste Plane, qui accomplit une longue mission en Amazonie pour le compte d'un groupement parisien d'intérêts caoutchoutiers, a laissé une étude bien documentée sur les conditions d'exploitation de l'hévéa (7). Pour lui, c'était le bassin formé par les fleuves Purús, Yurua et Yavari, qui constituait la grande région gommifère amazonienne ; celle-ci dès 1898, donnait une production estimée à 10.000 tonnes. Mais cette vaste zone constituait *de facto*, du fait de ses frontières contestées et de vastes zones restées officiellement inexplorées, un vaste *no man's land* entre le Brésil, le Pérou, la Bolivie. Aussi, ce territoire restera pour des années une pomme de discorde avant d'être

annexé par le Brésil pour sa majeure partie.

Jouxtant le bassin du Purús, l'Acre apparaîtra à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle comme un des plus riches sites gommifères de l'Amazonie ; mais cette région est aussi une des plus malsaines avec des fièvres et le bériberi qui affectent sa maigre population venue travailler les "gomales". La contrainte climatique et l'insalubrité, propres à certaines régions riches en hévéa, furent en effet un puissant obstacle à l'avancée du front caoutchoutier, et à partir de 1900, une source de polémiques. Ainsi, G. Herrera dénoncera (8) la campagne menée par le diplomate américain Page-Bryan, qui affirmait, d'après ses "sources", que chaque tonne d'hévéa vendue avait coûté la vie à deux travailleurs. Herrera, tout en reconnaissant le fait qu'un fort paludisme régnait sur les rios Yavari, Yutahy, Madeira et Acre surtout, prit le contre-pied de cette campagne, certainement pas inspirée par les seuls et généreux objectifs humanitaires, pour démontrer le caractère fallacieux des accusations de l'Américain. Celles-ci, prises à la lettre, auraient impliqué que les 217.665 t de "caucho" produites depuis l'origine de l'exploitation du caoutchouc en Amazonie, auraient entraîné la mort de 435.350 personnes !

Le rapport bien informé du colonel Mendiburu de 1890, reconnaît, lui, que les épidémies de rougeole, dysenterie et variole, ont fait des victimes du fait de l'absence de médecins, d'hygiène et de prophylaxie, et ce d'autant plus que les médicaments étaient rares à trouver. Mendiburu note que seuls les Indiens ont, dans la région, un souci de prévention des épidémies, ce qui explique souvent l'abandon des villages contaminés et la dispersion des tribus.

Par ailleurs, de nombreux témoignages, mais non médicaux malheureusement, un peu partout en Amazonie, confirment les mauvaises conditions sanitaires et surtout de ravitaillement. Ainsi par exemple, dans l'Acre où les conserves frelatées importées d'Argentine empoisonnèrent de nombreux travailleurs, situation dont se fait l'écho, dans un roman biographique du début de ce siècle, le médecin bolivien Jaime Mendoza, auteur de "*Paginas Barbaras*". L'économiste péruvien Guy Pennano reprend à son compte les affirmations de Varèse (9) qui estime que 40.000 Indiens du Loreto succombèrent au "caucho", soit 80 % de la population active. Ce chiffre paraît fort et quelque peu discriminatoire (et les péons métis ou blancs ?), si on le compare avec l'effectif total des caucheros brésiliens qui, pour R. Santos, fut de 90.130 ; mais cette estimation cesse d'apparaître surprenante, qualitativement au moins (car ces chiffres ne signifient rien ici, faute de toute évaluation des effectifs des Indiens en tribus), si l'on prend en compte les conditions de travail et de recrutement souvent illicites, et le bien faible, sinon absent, encadrement administratif et sanitaire existant alors. Or, R. Santos n'indique pas la période de référence prise en compte pour sa statistique.

A. Plane, lui, estimait pour le Madre de Dios à 5.000, chiffre qui semble bien modeste et qui doit ignorer les "recrutés" indiens, l'effectif des péons caucheros.

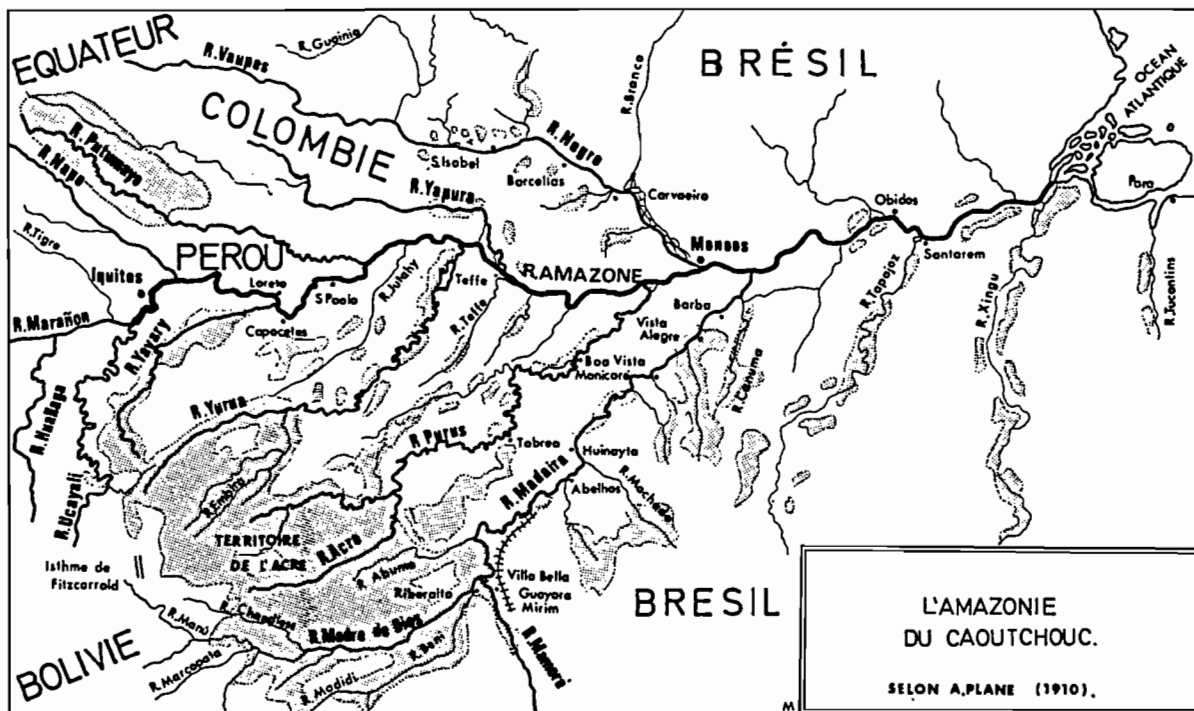
L'exploitation se fit selon deux types, avec d'une part le "*shiringuero*" qui travaille en plantation et exerce donc une activité stable, et d'autre part le "*cauchero*" qui, pour H. Fuentes, ancien préfet de Loreto est : "...le simoun qui passe comme l'avalanche, arrachant, abattant les arbres,

donc détruisant tout en avançant et laissant derrière lui le terrain dévasté.." (10 ). Aussi ce dernier est pauvre car gaspilleur et "travaillant à la grosse aventure". Nombre d'auteurs d'ailleurs (11) font allusion au mode de vie des chercheurs d'or noir ; ceux-ci en effet, après la fin de la saison et la liquidation de leurs comptes, menaient une vie fastueuse, comme par exemple, sur la "Quebrada" (torrent) Curanja, sur la rive droite du Purús. Là, chaque année, les 1.200 caucheros de la zone se réunissaient pour mener la vie à grandes rênes avec liqueurs françaises coulant à flots et l'animation de troupes "d'artistes", péripatéticiennes des jungles riches, venues de Manaos, parfois même d'Europe. Bien au contraire, le "shiringuero" est, par son calme et sa stabilité, le futur vainqueur, car seul, a pressenti H. Fuentes, l'hévéa de plantation a un avenir. Mais les planteurs d'hévéa sont rares en Amazonie péruvienne ; aussi Fuentes ne peut citer que deux cas d'expériences réussies et modestes par ailleurs, celle de l'Irlandais R. Crawford à Santa Rita sur le Haut-Urubamba, et celle de J.M. Alban, un Péruvien, qui à Pebas, a planté 6300 pieds d'hévéa.

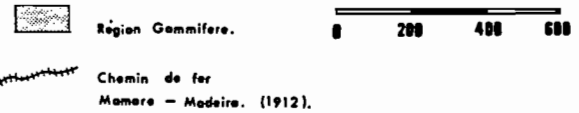
### *Le travail du "caucho"*

Il fut basé sur des contrats liant une série d'intermédiaires et reposant sur "l'aviamento", c'est-à-dire la fourniture d'équipements et vivres par un "aviador" ou commerçant, patronnant un entrepreneur qui ainsi devenait "l'aviado" ou client, grâce à la confiance ou au savoir-faire dont il disposait. Celui-ci à son tour, recrutait des collecteurs ou péons, soit par contrat dans le cas du "cauchero" volontaire et ayant fait déjà ses preuves, soit par le système dit de "l'enganche", sorte de contrat inégal et abusif, propre aux régions andines. Celui-ci était passé entre le recruteur et un péon ignare et souvent préalablement soûlé, puis fourni, d'autorité au besoin, en articles bon marché mais prisés ; ensuite le péon, qui avait signé une reconnaissance de dette, devait pour une durée variable assurer la récolte de la gomme. S'il n'obtempérait pas, il était remis à une justice quelque peu asservie aux trafiquants... S'il fuyait ou mourait, ses familiers étaient responsables de la dette... Le dernier mode enfin de recrutement, reposait sur l'achat d'esclaves indiens raziés dans les tribus au cours de "correrias".

Ajoutons qu'un contingent de gens du Loreto, souvent provenant de Moyobamba, Chachapoyas, Lamas et Tarapoto, s'engageait volontairement, ce qui entraîna une véritable désertion de l'élément masculin actif, vivant dans les bourgades et villages du Huallaga. Ceux-ci, les "mozos" ou garçons, avaient souvent avec leur patron une relation, ainsi que le note Flores Marin (op. cit.), de "compère" (*compadrazco*), c'est-à-dire à la fois de "père" et "d'ami-aîné", reposant sur une autorité paternaliste mais aussi sur un lien fait de confiance mutuelle et de protection, donc de vassalité accepté.



L'AMAZONIE  
DU CAOUCHOUC.  
SELON A. PLANE (1910).





Par ailleurs, le recrutement de montagnards indiens, les "*serranos*", souvent peu préparés aux conditions de vie et climat de l'Amazonie, fut la source de courants spontanés ou organisés de migrations de travail vers des régions de plus en plus marginales, comme par exemple celles du Madre de Dios ; ces recrutés, traités souvent en vrai bétail humain, provenaient des "*sierras*" de Cusco et des régions déshéritées de l'"*altiplano*" péruvien (Puno) ou bolivien.

Un auteur ayant des attaches à Iquitos où il résidait, M.P. Villanueva, dans un gros article (12), décrira en 1902 la vie et les conditions de travail sur les "*gomales*". Celles-ci étaient marquées par une forte criminalité, d'où le triomphe de la loi de Lynch et de celle du "22 long rifle" dans l'impunité : "*Le peuple des shiringueros vit soumis et dans l'ignorance, sans freins pour ses passions qui souvent peuvent le conduire au crime ; quant aux Indiens de la Selva, ceux-là espèrent toujours l'heure de la Rédemption...*".

Mendiburu (op. cit.), lui, estimait que le problème de la main-d'oeuvre n'était pas celui de sa rareté mais plutôt celui résultant des mauvaises conditions de vie, de l'alcoolisme, de la mauvaise alimentation et de la mortalité due aux fièvres et aux mauvais traitements. Chaque année, notait-il, de nouveaux travailleurs arrivaient ; ils étaient estimés à 4.000 en 1889, mais à 6.000 vers 1900, et il en était de même dans le Beni bolivien et les territoires du Madre de Dios, proches du Pérou où "*...les bras ne manquent pas*", avec au moins 2.000 arrivées par an. Soumis à des conditions de travail souvent excessivement pénibles et dangereuses durant six mois, isolé, souvent mal nourri, travaillant dans des zones humides et propices aux fièvres, le péon risquait en plus les attaques indiennes, voire celles des Brésiliens ou d'autres concurrents, tout en devant assurer les rendements prescrits en travaillant sur les "*estradas*" d'hévéas qui lui avaient été attribuées. Sinon, il était pénalisé par le patron et contraint, s'il voulait recevoir à la "*barraca*" son ravitaillement, d'apporter le poids en gomme prévu. Puis après ses six mois de travail, avant la saison des pluies, c'était le repli vers les zones de repos où, même à Iquitos, voire à Manaos, et si la collecte avait été bonne, c'était alors le temps des fêtes et des grandes débauches...

Comme le précise bien A. Chirif, au contraire de l'agriculture qui crée un front économique et démographique, le caoutchouc a engendré seulement une frontière économique, mobile par définition donc intermittente. Mais c'était aussi une ligne de prédation qui suivait les rios indispensables pour assurer la pénétration, le transport et la sécurité ; aussi quand elle se retirait, il ne restait plus qu'un désert !

Il en fut de même au Brésil où commença l'aventure du "*caucho*" et où on constate à partir de 1850, le début des migrations rurales avec l'abandon du cacao au profit des "*gomales*", d'abord de l'Amazone puis du Madeira et du bassin du Purús. Comme le mentionne R. Santos, après la forte hausse des cours de 1855 "*...jamais le Para n'a vu tant d'or circuler...*" et le dollar se répand partout et les employés les plus modestes comme les plus aisés abandonner leur travail, désertent villes et villages pour l'or noir ! Dans ces migrations, c'est l'Etat pauvre du Ceara, soumis à des sécheresses catastrophiques, qui apportera le plus fort contingent de migrants et le plus apprécié.

## *Les concessions de terrains à gomme*

Si au début, dans l'Oriente péruvien, la collecte se fit sans entraves dans les immenses forêts sans bornes, rapidement la concurrence des entreprises, les rivalités du commerce aiguisées par les non-délimitations frontalières, enfin le souci du Trésor péruvien de taxer la nouvelle richesse, poussèrent à chercher des formules d'attribution de concessions contrôlées par l'autorité publique. Mais cette forme de régularisation de la profession fut lente à se mettre en place, compte tenu de la faiblesse voire de l'inexistence de l'administration, des distances qui limitaient les contrôles, de la puissance aussi de certains groupes qui se refusaient à toute sujétion administrative ; enfin les caucheros étaient souvent les premiers et les seuls à pénétrer dans des zones vastes et inexplorées, dangereuses par ailleurs et donc hors de toute atteinte administrative.

On comprend ainsi que la conjonction de deux éléments antinomiques de nature, avec d'une part la distorsion spatiale créée par le mode de recherche propre à la collecte du "*caucho*" et à ses fronts pionniers erratiques, et d'autre part la carence des moyens étatiques du Pérou, explique la difficulté à mettre en pratique une politique foncière propre, aussi bien pour la collecte du caoutchouc que pour la colonisation agricole de l'Oriente. Enfin, disons-le aussi, il y eut un certain accommodement à des pratiques laxistes de la part des milieux officiels et des cercles économiques dirigeants de Lima et surtout de ceux d'Iquitos, l'affaire Arana en 1908 en apportera des preuves flagrantes.

La première difficulté pour le législateur fut de déterminer la norme foncière permettant d'avoir un critère réaliste d'attribution de concessions pour l'exploitation caoutchoutière. En effet, l'affectation de surfaces en hectares ne correspondait pas à la réalité du terrain comme à celle des conditions de collecte ; aussi l'Oriente péruvien suivit l'exemple consacré par le Brésil, d'évaluer la contenance foncière nécessaire en "*estradas*".

A. Plane, comme nombre d'auteurs, note que "*l'estrada*" peut contenir de 80 à 200 arbres à gomme, soit 120 en moyenne sur un parcours de 7 km, soit 10 arbres à l'hectare en moyenne. Pour le naturaliste français Le Cointe, si "*l'estrada*" compte de 8 à 10 arbres à l'hectare, la densité peut varier régionalement de façon sensible ; ainsi les régions les plus favorables, note-t-il, sont celles de l'Acre avec 15 arbres et plus exceptionnellement, certaines zones du Matto Grosso avec 15 à 25 arbres à l'hectare.

Ces données qui sont confirmées par R. Santos, sont très probablement extensibles à la majeure partie de l'Oriente du Pérou. Le rapport Mendiburu estimait à 200 millions le nombre d'hévéas amazoniens dont 10 % d'exploités vers 1890 ; R. Santos, lui, sur l'Amazonie brésilienne, fournit des chiffres plus réguliers avec 549.375 arbres exploités en 1870, soit une superficie de 366.250 hectares, 9.596.875 arbres, soit une superficie de 6.397.917 hectares en 1890, et 23.236.250 arbres donnant une emprise de 15.490.833 hectares en 1912. Or, pour l'Oriente péruvien, dans la première période, de 1880 à 1900, on a écrémé les meilleurs sites, aussi il apparaît qu'ensuite on se contenta souvent de collecter dans des zones moins riches et aux rendements plus maigres. Donc, il en résulta une compétition sous forme de course pour

l'exploration de nouveaux gisements d'une part, et leur exploitation ensuite d'autre part, situation qui explique bien la poussée vers le Madre de Dios resté vierge, conséquence de l'emballement caoutchoutier de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle.

H. Fuentes signale en 1904 l'existence de 1960 "*estradas*" appartenant à 93 "*fundos*" ou exploitations sur les rives de l'Amazone péruvien en 1904, et de 35 "*fundos*" sur le rio Napo. Mais à la même date, les auteurs notent (cf. G. Pennano) que l'Etat du Pérou a attribué 100 concessions domaniales totalisant 625.000 hectares et 12 locations représentant 280.000 hectares, dans la région du seul Madre de Dios. Ces attributions sont faites depuis 1900, et confirment à la fois l'importance prise par la région du Madre de Dios et l'accélération de la quête des arbres à gommés. L'atlas de Maurtua confirme par sa carte cadastrale, ces attributions en 1906.

Cela indique ainsi un changement d'échelle économique dans la collecte du produit. En effet, dans les dix premières années qui suivent le démarrage caoutchoutier de 1880, la collecte fut d'abord souvent organisée artisanalement par de petits entrepreneurs locaux et s'autofinçant. Puis il y eut passage à un autre style après 1890 ; ce sera celui des grands négociants supportés par des banques souvent étrangères et qui prennent la place ou s'imposent aux petits collecteurs des débuts. Enfin, après 1900, on constate l'entrée sur le marché du caoutchouc de grands consortiums internationaux ainsi que l'indique l'exemple du Madre de Dios.

Ce phénomène de concentration et de captation "périphérique" du caoutchouc apparaît aussi très clairement, à titre d'exemple comparatif, dans l'Orient bolivien. Comme le signale A. Plane, à côté de l'empire de l'hévéa constitué par le clan conduit par Nicolas Suarez et détenteur à un moment de 7 millions d'hectares de "*gomales*", le gouvernement de la Bolivie, soucieux de combler le vide de sa souveraineté sur les confins contestés de son territoire amazonien, va attribuer de vastes concessions.

Ce sera tout le territoire de l'Acre qui passera de façon éphémère à un syndicat dit "bolivien de New-York", en réalité constitué par les intérêts de quelques grandes compagnies comme l'American Rubber. Ce contrat de l'Acre sera constitué sur le modèle propre d'une compagnie à charte disposant des pouvoirs administratifs régaliens par procuration de l'Etat bolivien. La même procédure fut suivie pour l'attribution à une compagnie privée anglaise de très larges droits d'exploitation, quasi léonins, dans la région de Caupolican, à la frontière du nord-ouest de la Bolivie avec le Pérou. Aussi, le Trésor péruvien, malgré une probablement forte déperdition de revenus due à la dissimulation des exploitations excentriques, va enregistrer une croissance rapide de ses droits d'enregistrement foncier ainsi que de ceux des terrains loués.

H. Fuentes confirme ainsi que la valeur des droits perçus s'est multipliée par 12 entre 1889 et 1901, puis connaît ensuite une chute conjoncturelle jusqu'en 1904. Il en est de même aussi pour les droits de location de terrains du Domaine qui, en 1904, voient leur total multiplié par près de 5 par rapport à 1900. Chiffres à analyser avec du recul car A. Plane constate que souvent la stratégie des patrons de l'hévéa visait à obtenir le contrôle des berges d'un rio ; or l'intérieur des terres étant

souvent difficile d'accès pour d'éventuelles vérifications, devenait pour eux un champ libre pour la collecte du caoutchouc.

Les milieux d'affaires d'Iquitos s'opposèrent régulièrement à Lima sur ce problème, en effet ils reprochaient à la réglementation, soit que les permis de concessions n'entraînaient pas de titres immédiats de propriété, soit que les baux exigés, de 2 soles à l'hectare en 1902, obéraient les coûts d'exploitation.

### *Les types de peuplement des zones à hévéa*

Dans son voyage en Orient, O. Ordinaire présente le type méritant et exemplaire du cauchero. Il s'agit d'un migrant allemand venu du Holstein, vivant à Chuchurras, marié avec une Péruvienne ; il a su se concilier et garder une soixantaine d'Indiens Campas qui travaillent avec lui pour récolter le caoutchouc, et qu'il soigne et protège des chasseurs d'esclaves. Il récolte 15 t de produit lui revenant à 1 franc l'"arroba", soit 15 kg, et qu'il va vendre tous les deux ans à Iquitos en canot avec une escorte armée, au prix de 50 à 60 francs... Voyage qui l'éloigne de chez lui pour plusieurs mois ! Par contre, Von Hassel signale en 1903 (13), lors d'une de ses tournées sur le rio Napo, qu'il existe une trentaine de postes de collecte du "*caucho*", mais que ce sont des sites pauvres où des Indiens attachés aux établissements cultivent aussi la banane et le manioc pour les "*caucheros*".

En 1897, le capitaine Espinar, qui explore avec la Commission Mixte peruano-brésilienne le rio Yurua (14), note que le fleuve est très peuplé car s'y succèdent les "*barracas*" des caucheros péruviens ou brésiliens. En général, chaque poste est habité par un patron de "*barraca*" qui a quelques dizaines, voire, plus rarement comme c'est le cas avec le fameux cauchero Carlos Sharff, des centaines d'Indiens. A ces chapelets d'exploitations égrenées le long du fleuve, il faut ajouter, selon le témoignage de Espinar, environ 2.000 Péruviens et un nombre inconnu d'Indiens, arrivés par les sources, qui exploitent la gomme sur les monts inaccessibles aux embarcations, mais à l'abri ainsi des avancées brésiliennes.

En 1900, dans la même zone, le colonel Portillo, préfet de Loreto (15), note la présence de femmes du Loreto vivant avec les caucheros et "...*qui sont travailleuses, fidèles et dévouées...*". Il constate aussi l'intensité du "*boom*" caoutchoutier sur le rio Pachitea, désert deux ans auparavant et où n'arrivait aucun vapeur et qui maintenant dispose de trois ou quatre maisons de commerce desservies par six navires. En 1904, au cours d'un voyage de reconnaissance fait par V. Almiron dans la région du Haut-Purús, l'auteur note un fait plutôt rare, celui d'un chef indien et ami du fameux Fitzcarrald, qui, avec sa tribu d'une centaine de familles Campas, exploite pour son propre compte le "*caucho*".

C'est probablement sur le rio Purús que se développa l'épopée la plus caractéristique de l'Orient péruvien. Tous les ingrédients d'un bon western tropical y étaient réunis. En effet, selon A. Plane, c'est un "*cauchero*" du nom de Léopoldo Collazo qui explora cette riche région gommifère en 1899, avec 30 hommes et le soutien de 4 à 500 "*supplétifs*" des tribus Piros, Amahuacas et Campas et venus de l'Ucayali. Il dut

s'ouvrir en combattant l'accès des zones à hévéa contre les tribus locales, dont les Indiens Mauas qui se peignaient le corps entier et attaquaient tout nus ; ce sont eux qui refoulèrent d'ailleurs en 1867, l'explorateur anglais Chandless ! Le commerce suivit avec deux fortes "maisons" boliviennes, celles des grands "caucheros" Nicolas Suarez et Vaca Diez, mais aussi la société franco-suisse Braillard et la compagnie Velasco. Alors que depuis 1869 une seule compagnie de vapeurs visitait la zone, c'était maintenant, avec l'exploitation intensive du "caucho", cinq lignes de vapeurs qui y accédaient. En effet, le Purús donnait "officiellement" en 1903, 4000 t de gomme partagées entre Brésiliens, Boliviens et Péruviens, non sans une âpre compétition qui souvent dégénérait en incidents, voire affrontements et massacres, situation d'autant plus dangereuse que les tribus d'Indiens "bravos" de la région ne négligeaient aucune occasion de nuire aux intrus.

A ce style d'exploitation aventurière vont peu à peu succéder, là où de grandes sociétés obtiendront des concessions, c'est-à-dire principalement dans le Madre de Dios et l'Ucayali, les domaines organisés et rationalisés comme ce fut le cas avec la Tambopata Rubber C° qui utilisait en 1911, 4743 péons et 312 "caucheros" venus du Beni et d'Apolobamba en Bolivie.

Le colonel Mendiburu, homme d'autorité et respectueux des intérêts péruviens, malgré son évident patriotisme, jugera sévèrement les conditions dans lesquelles s'est réalisée cette apothéose, si on ose dire, de l'essor de l'Amazonie par le "caucho". Il constate que l'Orient ne s'est mis au caoutchouc qu'après que Lima, pour des raisons de force majeure, eut "... coupé les crédits au Loreto, ce qui obligea la population à sortir de son oisiveté et de sa mollesse pour développer cette production ". Il dénonce d'autre part, la "...spéculation aventurière avec tous ses vices et le seul objectif de rechercher les plus gros bénéfices et les plus rapides ". Aussi déplore-t-il que "... si le caoutchouc a enrichi hors du Pérou, il a ruiné toutes les autres activités locales, corrompu l'Indien ici comme au Brésil. La tromperie est souvent la règle, les prix d'achat minimisés, ceux de vente optimisés à la merci du trafiquant"...

Ce sévère constat, écrit en 1884, a des accents prémonitoires, car annonçant la crise en préparation qui laissera l'Orient péruvien, comme l'ensemble de la région, désemparé et dans une situation sinistrée après une ère de prospérité sans équivalent.

### Notes bibliographiques :

(1) cf. Arce, H.G., *Informe y proyecto de mejoras en el cultivo y explotación de la goma elástica de la región amazónica peruana*. LYC. T. 14. p. 37-84. Lima. 1907.

(2) cf. Larrabure y Correa, C., *Presentación sobre el "caucho"*. LYC. T. 5. p. 403-405. Lima.

(3) cf. Maurtua, A., *Geografía económica del Departamento de Loreto*. BSGL. 2ème semestre. T. 17. p. 121-180. Lima. 1911.

(4) cf. Coudreau, H., *Voyage au Tapajoz*. Lahure éditeur. 210 p. Paris 1897.

(5) cf. Oyague y Calderon., *Contribución a la crisis del "caucho" en el Amazonas*. BSGL. T. 19. p. 176-213. Lima. 1913.

(6) cf. Flores Marín, J.A., *La explotación del "caucho" en el Perú*. CONCYTEC.

219 p. Lima. 1987.

(7) cf. Plane, A., *L'Amazonie*. Plon. 280 p. Paris. 1903.

(8) cf. Herrera, G., *Clima del Amazonas*. LYC. T. 13. p. 87-93. Lima. 1913.

(9) cf. Varese, S. *La sal de los cerros*. Lima. 1968.

(10) cf. Fuentes, H., *Memoria del prefecto de Loreto*. LYC. T. 16. p. 41-63. Lima. 1906.

(11) cf. Almiron, V., *Resumen de las exploraciones que del año 1896 a 1902 practico en los ríos Ituxi, Curuqueté i Alto-Purus*. LYC. T. 4. p. 369-371. Lima. 1905.

(12) cf. Villanueva, M.P., *Las fronteras de Loreto*. BSGL. T. 12. p. 361-443 de 1902 et T. 13. de 1903. p. 30-54. Lima.

(13) cf. Von Hassel, G., *Ligeros apuntes sobre nuestras regiones limítrofes*. BSGL. T. 13. p. 462-473. Lima. 1903.

(14) cf. Espinar (cdt), *Informe sobre el río Yavari*. LYC. T. 3. p. 410-418. Lima.

(15) cf. Portillo (cln), *Exploración de los ríos Apurimac, Ene, Tambo, Ucayali i Pichis por el prefecto*. LYC. T. 3. p. 463-550. Lima. 1900.

## V - LES SYNDROMES DE LA CRISE REFUSÉE

L'euphorie engendrée par le boom du caoutchouc dura officiellement jusqu'en 1910, soit une trentaine d'années, et créa une génération d'Amazoniens habitués à une vie relativement facile. Lima trouva dans cette situation largement son compte, avec les rentrées nouvelles de recettes douanières et de taxes foncières. Enfin, pour les milieux d'affaires et la faune des trafiquants, experts en fortune rapide dans les milieux neufs, la période fut heureuse...

Mais ce tableau où les couleurs souriantes semblent dominer, comportait aussi de profondes zones d'ombre ; celles-ci vont se révéler dans toute leur ampleur après 1910.

### L'Oriente fantôme

En 1890, une Commission Spéciale du Département de Loreto fut créée par Lima pour étudier les problèmes de la région amazonienne, souligner les carences existantes et proposer des mesures permettant de développer la région en remédiant à ses faiblesses structurales. Le colonel-préfet Mendiburu, déjà auteur d'un mémoire en 1884, fut le rapporteur des enquêtes menées sur le terrain et des conclusions de ses membres qui procédèrent à un audit très complet, touchant à tous les domaines, de la vie locale de l'Oriente (1). Aussi ses deux rapports de 1884 et 1890 présentent-ils, par leur exhaustivité, une valeur critique de grand intérêt rétrospectif.

Mendiburu relève ainsi, dans les districts visités par la Commission à Pebas et Loreto, l'état lamentable des services publics, le fonctionnement irrégulier des mairies comme celui de la Justice de Paix qui est aux mains de personnes peu recommandables ; les écoles sont fermées, faute de maîtres, enfin les églises elles-mêmes se trouvent dans un état de délabrement s'expliquant par l'abandon du culte... Il déplore aussi le manque de conception d'ensemble présidant au choix des sites habités. Ainsi, Pebas, qui a une population de 800 âmes, ce qui est notable à l'échelle des agglomérations amazoniennes de l'époque, et disposant avec deux maisons de commerce d'une relative prospérité municipale, s'est agrandie sur un terrain inondable, avec le centre de l'agglomération "*...qui est dans un état d'entretien et d'hygiène lamentable*" ; en fait, constate Mendiburu, Pebas est à peine un village. A la frontière avec le Brésil, le poste de Leticia (colombien, depuis l'accord frontalier de 1925 avec le Pérou) qui fut pourvu d'un fort créé par le Général-Président Castilla, vers 1860, afin de fixer l'avance des Brésiliens, est à l'abandon et ainsi il n'y a aucune garnison face à une frontière instable.

Le rapport insiste aussi sur la nécessité du transfert de la capitale du district de Loreto, du poste du même nom, au poste plus important et mieux placé de Caballo-Cocha, qui centralise la collecte du caoutchouc et assure son exportation. Le maintien de l'administration à Loreto, en effet, ne s'explique que par les intérêts privés ou personnels de certains fonctionnaires. Cette situation contraire à l'intérêt public bien compris, se retrouve ailleurs, où des postes, secondaires ou souvent décadents,

continuent à jouer un rôle administratif inadéquat compte tenu de leur médiocre situation humaine ou économique.

Cet état d'abandon de la chose publique est aussi confirmé par un rapport du préfet apostolique de San Léon de l'Amazone (2) ; celui-ci, s'il constate que c'est devenu un lieu commun que d'évoquer la richesse de l'Amazonie, proclamée incalculable et inépuisable, s'étonne que cette abondance ne se rencontre pas sur le terrain d'une manière visible. En effet, le religieux déplore le fait que la capitale Iquitos, *"en dehors de quelques édifices simplement corrects, n'est formée que de baraques ou cabanes de durée éphémère. Il n'y a pas d'aqueducs, de chemins de fer, de routes, de télégraphe... Rien qui révèle l'activité industrielle ou agricole... Seuls les passages de quelques bateaux à hélice rappellent notre époque"*. Le commerce, certes, a des maisons respectables et de prestige, représentant un capital important, mais selon la rumeur, écrit le religieux, ces maisons vivent exclusivement du crédit, transformant leur passif en dettes consenties dont la récupération en actifs comptables est bien aléatoire. Aussi conclut-il : *"En une phrase, tout ici, en réalité, est éphémère, fragile, fantasmagorique, et plus apparent que réel ou solide..."*. Or, le pays est possesseur de richesses certaines grâce à sa nature généreuse, mais *"Il lui manque les bras, la moralité et l'instruction" !*

Le colonel Mendiburu, en prenant le cas du fleuve Yavari, abonde lui aussi sur ce côté fuyant et instable de la réalité impalpable d'un Oriente péruvien qui, bien que d'existence ancienne, reste à structurer. Ainsi sur le fleuve Yavari, et malgré l'importante exploitation du caoutchouc, il n'y a pas d'agglomérations fixes établies, pourtant il s'agit d'une zone d'importance majeure pour le ramassage du *"caucho"*, puis pour son expédition vers le Brésil. Aussi cette région, sans centres peuplés servant d'ancrage à l'autorité publique, sans population sédentaire et dépourvue d'activités commerciales autres que le caoutchouc, forme une zone potentielle de troubles et de conflits, avec le puissant et dynamique Brésil voisin. Or ce pays a un avantage marqué dans cette région avec le monopole des vapeurs qui assurent la navigation, ravitaillent les postes à caoutchouc, emportent la récolte, mais en imposant leurs itinéraires, leurs tarifs et leurs règlements douaniers. *A contrario*, le Pérou ne dispose pas ici de postes douaniers, aussi il n'y a aucun contrôle des marchandises, aucun règlement des taxes et douanes, aussi bien pour les passagers que pour les manifestes des navires.

Aussi il résulte de cette situation des risques de conflits car les intérêts péruviens sont régulièrement malmenés. Un traité d'extradition fait d'autant plus défaut que la population est *"flottante"*, constituée de *"caucheros"* favorisant les trafics louches ; faute d'autorités locales, la coutume est de faire la justice *"au bout du fusil"*, chacun pour soi, ce qui favorise crimes et abus qui restent impunis.

### **Le prix d'un monopole stérilisant**

Un missionnaire, fin connaisseur de l'Orient, le Père Sala (3) de l'ordre des Franciscains, dès 1897, déplorera les conséquences économiques de la suprématie sans partage acquise par le caoutchouc



dans la vie régionale. Pour lui, il en découle l'abandon de l'agriculture vivrière et la cherté des produits de base, importés de l'étranger.

Annibal Maurtua, auteur d'une géographie économique de l'Amazonie péruvienne (4), en convient aussi, et note que la prépondérance prise par le caoutchouc a entraîné l'abandon de la culture du tabac, du ramassage de la salsepareille, de la vanille, des cires rares et de la culture de la coca. Seule la canne à sucre est cultivée, mais seulement pour en tirer, grâce à une soixantaine de pressoirs rustiques, 500.000 litres d'alcool qui, d'ailleurs, ne satisfont qu'une partie des besoins du front de l'hévéa. L'industrie, longtemps active, des chapeaux de paille de Moyobamba, a été abandonnée. La seule activité nouvelle est celle de l'exploitation des sites de lavage d'or du rio Santiago, obtenus en concession en 1907 par la "Maison Arana" qui, elle, dispose d'une main-d'oeuvre indienne servile. Ailleurs subsiste, là où il n'y a pas de ressources, une maigre et attardée agriculture de subsistance.

Le même diagnostic sera fait en 1906, par un agronome, Serafin Filomeno (5), qui notera toujours le maintien, mais à petite échelle, de la fabrication des chapeaux de Moyobamba, et déplorera que, malgré toutes les recommandations, on n'ait pas entrepris de cultures d'hévéas en plantations.

Selon l'ancien préfet Fuentes, le chapeau a décliné avec la chute de la population de Moyobamba, passée de 18.000 habitants à 7.000, phénomène dû au départ massif des hommes et femmes au caoutchouc ; cela et le déplacement de la capitale régionale à Iquitos, donnèrent le coup de grâce à la ville dont, à partir de 1882, l'industrie de la chapellerie fut ruinée, alors qu'elle occupait dix fabricants et exportateurs et produisait un revenu de 300.000 soles par an.

Aussi le constat général qu'on peut faire est clair : la surchauffe économique et sa conséquence, la raréfaction de la main-d'oeuvre entraînée par la durable spéculation sur les gommés, ont ruiné les quelques activités locales existantes et empêché l'apparition de toute autre forme nouvelle. Surtout, et plus grave, cette situation s'est combinée, comme le note le sous-préfet, J. Abel Raigada en 1905 (6), avec un état d'esprit local défavorable à l'essor du domaine agricole. Celui-ci, en effet, est privé de techniques, sans voies de communication, et sans moyens. L'agriculture est desservie aussi par une mentalité locale négligente, qui fait que "*on vit sans produire*", psychologie ancienne propre à l'Orient péruvien.

Sur cette situation débilitee de la structure économique de l'Orient, se greffait une crise plus sociologique aux graves conséquences sociales, soulignées par le Père G. Sala. Crise reposant sur la force des pratiques féodales et des méthodes despotiques, usitées par "*les Blancs ambitieux et par leurs alliés, les "chunchos" (ou sauvages) instruits et jouant un rôle officiel, par l'intermédiaire des "curacas" (ou chefs de tribus)*"... Aussi, le commerçant qui sait les utiliser, "*prospère vite au contraire d'un honnête homme*", note le religieux amer qui s'indigne aussi de la manière dont est évalué l'être humain, "*...comme sur le marché des esclaves de Tunis*". Il constate de plus que la justice est abusive et l'arbitraire normal, permettant ainsi aux puissants d'ôter à l'occasion aux gens humbles leur emploi, ou dès qu'ils prospèrent, de les spolier de leurs biens.

Enfin, l'envie et la jalousie ne font pas hésiter au besoin à leur enlever

leur femme ou compagne. Mais, "*faire état de cela et le dénoncer publiquement serait porter atteinte aux notables*", commente avec amertume le religieux...

### Vers la crise de l'or noir

Les symptômes de la crise du caoutchouc avaient été perçus depuis longtemps et annoncés par de nombreux auteurs. Le Français Paul Walle, qui avait accompli, comme chargé de mission, de nombreux voyages en Amazonie, prédisait (7) une grave crise et proposait un seul remède, le passage à une économie de plantations organisées.

Dès 1904, alors que l'euphorie, soutenue par le caoutchouc, bat son plein, l'ingénieur et explorateur G. Von Hassel lance un autre cri d'alarme sur la situation propre à cette activité (8). Il constate que l'exploitation basée presque exclusivement sur l'abattage des arbres, a entraîné d'immenses dévastations des zones forestières de l'Amazonie et du Madre de Dios. Il en résulte que, d'ici dix à quinze ans, selon Von Hassel, aura été détruite la quasi-totalité des ressources des bassins à hévéa de l'Amazonie, et ce, irrémédiablement. De plus, même pour les quelques plantations de "*shiringa*" existantes sur les fleuves Purús, Acre, Yurua et Madeira, pourtant les plus rentables et d'une durée de productivité de vingt ans, le travail est mal fait, les incisions des arbres ne sont pas pensées avec de la boue ainsi que cela est pratiqué, vérifié, et au besoin sanctionné par la législation au Brésil (9) ou en Bolivie. Or, il y a l'exemple du quinquina, plante native de l'Amazonie, "*subrepticement acclimatée*" aux Indes anglaises grâce à l'Anglais Markham, et où, par son essor, elle a détrôné sur les marchés mondiaux les productions d'Amérique du Sud... Pour le caoutchouc, le même processus est à redouter rapidement. Aussi, le constat de Von Hassel (10) prend-il la forme d'un réquisitoire sévère : "*Née et développée spontanément, l'industrie de la gomme n'a jamais fait effort pour progresser normalement vu les difficultés de communication ; aussi la méthode d'exploitation adoptée est une véritable ruine pour la région, sauf si se prennent à temps les mesures indispensables*". Pour cela, il recommande de suivre l'exemple du jardin botanique de Buitenzorg, à Java, en créant à Iquitos un jardin d'essai et d'expérimentation des variétés de caoutchouc, ceci afin de préparer dans les meilleures conditions techniques, le passage indispensable à un système de plantations.

Le préfet Fuentes exprimera en 1908 la même opinion (11), en dénonçant le travail d'abattage systématique des arbres à hévéa : "*...d'immenses régions productrices de caoutchouc ont été dévastées, et le jour est proche où ce produit disparaîtra complètement*", écrivait-il. Même le Madre de Dios, pourtant en pleine production et exploité depuis peu, sera d'ici une quinzaine d'années dans la même situation, concluait l'ancien préfet du Loreto.

Il est à noter que cette inquiétude, exprimée officiellement aussi par un haut-fonctionnaire bien informé comme Portillo (12) qui mena début 1900 plusieurs explorations en Oriente, était déjà avancée pour la même région par un religieux, mais avec une véhémence telle qu'elle resta

anonyme (13). Le missionnaire s'interrogeait ainsi : *"Qu'est-il advenu du caoutchouc ? Il a disparu des rives de l'Ucayali et du Bas-Amazone par la faute de la cupidité des "caucheros" ainsi que par l'absence de mesures de la part des autorités, comme il disparaîtra du Madre de Dios où se dirigent maintenant tous les collecteurs. Le caoutchouc fini, que restera-t-il des richesses de l'Orient ?"*. Pour ce religieux, il était donc indispensable de promouvoir l'agriculture qui est riche en possibilités, avec le riz, par exemple, qui peut donner deux ou trois récoltes par an.

Constatons (14) aussi que la crise économique de 1900-02 sera un autre signal important. En effet, la faillite bancaire brésilienne liée à une surcote de la monnaie nationale, se combinera alors avec les effets de la crise mondiale pour renchérir abusivement la production locale et faciliter la vente du caoutchouc d'Asie. Puis, surviendra la récession de 1907, suivie par la récupération de 1909. Premiers indices donc du dérèglement local du système avant sa crise majeure.

C'est depuis 1900, en réalité, que le désordre s'était mis dans les comptes économiques de l'Amazonie avec d'abord la crise des finances publiques locales, celles-ci anticipant avec des emprunts sur le marché mondial la hausse inéluctable, pensait-on alors, des cours du caoutchouc (15). Ainsi se créait, avec un fort appel inflationniste, les conditions d'une faillite régionale devant emporter le système établi sur le caoutchouc. Notons aussi (14) que dès le 16 mai 1905, la Chambre de Commerce d'Iquitos s'était émue de cette situation déjà menaçante. Dans un manifeste adressé aux pouvoirs publics, elle dénonçait l'inaction de l'administration et son immobilité alors que : *"...le caucho a disparu des alentours d'Iquitos et des rives des rios navigables de Loreto, après dix années d'exploitation..."* ; aussi, était-il demandé que les terrains domaniaux soient à l'avenir attribués en propriété plénière, seul moyen d'encourager la culture en plantation.

Il apparaît ainsi que le Continent Vert, si on suit son évolution de 1821 à 1910, a été soumis à l'interaction contraignante pour lui, des deux cadres structurants indépassables, l'espace et le temps.

L'espace a découragé longtemps, en Amazonie, du fait de ses obstacles et de la rigueur de ses conditions, l'initiative humaine et les politiques des Etats riverains. La prédation des produits naturels à petite échelle, pratiquée par de maigres populations enkystées géographiquement, permit seule la survie au moindre effort et au moindre coût, malgré de petites querelles de frontières qui en réalité ne valaient pas alors "les os d'un soldat andin" ! Puis survint l'ère du caoutchouc, elle s'inscrivait dans une stratégie industrielle de premier plan, disposait d'un vaste marché acheteur, de capitaux et de milieux de "décideurs" jouant sur la durée, grâce à une vision planétaire.

Les produits de collecte amazoniens, un temps, avec 50 % de la production mondiale, un monopole donc, furent indispensables et quelque peu abusivement survalorisés, les manoeuvres spéculatives jouant aussi au maximum. Mais sans politique assurant la pérennité du produit, qui seule aurait permis le passage à une économie de plantations organisées, l'avenir était bien hypothéqué. On peut s'interroger aussi sur le développement des plantations qui se réalisa en Asie et qui n'eut pas lieu également en Amazonie, où les terres étaient libres et les espèces de

caoutchouc natives, les meilleures au monde ?

Il faut rappeler ici, pour la bonne compréhension des faits, que l'Asie d'alors présentait des conditions géographiques d'exploitation que le bassin amazonien était bien incapable d'offrir. La main-d'oeuvre y était abondante, disciplinée et peu coûteuse, les infrastructures de base présentes car les sites à caoutchouc proches des ports. Enfin, les administrations coloniales y étaient efficaces car favorables aux grands projets économiques et d'ailleurs contrôlées par des métropoles attentives.

Les conditions propres à l'Amazonie étaient exactement asymétriques... Donc, c'était la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

### Notes bibliographiques :

(1) cf. Mendiburu (cln). *Comisión especial del Departamento de Loreto. Informe del presidente*. S.E. connu. 365 p.+Anexos -Censo de Loreto-Iquitos-131 p.+Anexos-Bajo Amazonas-72 p. Lima. 1890 (?).

- *Viaje al departamento de Loreto*. LYC.T. 3. p. 267-277 et T. 4. p.383-431. Lima. 1884 et 1890.

(2) cf. *Memoria del prefecto apostólico de San León del Amazonas*. LYC. T. 9. p. 215-228. Lima. 1903.

(3) cf. Sala, G. (R.P.). *Memoria del Padre Sala*. LYC. T. 12. p. 7. Lima.

(4) cf. Maurtua, A., *Geografía económica del Departamento de Loreto*. BSGL. T. 17. p. 121-180. Lima. 1911.

(5) cf. Serafin F., *Industrias agrícolas en Loreto*. LYC. T. 18. p. 3-20. Lima. 1906.

(6) cf. Abel Raigada, J., *Monografía de la provincia del Bajo-Amazonas*. LYC. T. 5. p. 63-67. Lima. 1905.

(7) cf. Walle, P., *Au Brésil*. T. 2. Guilmoto, éditeur. 464 p. Paris. 1912.

(8) cf. Von Hassel, G., *La industria gomera en el Departamento de Loreto*. LYC. T. 5. p. 429. Lima. 1904.

(9) cf. Silva Coutinho (Da), J.M., *Relatorio sobre algunos logares da Provincia do Amazonas. Especialmente o rio Madeira*. Edition fac-simile de 1986 du texte de 1861 par CODEAMA. 67 p. Manaus.

(10) cf. Von Hassel, G., *Informe de la exploración practicada en los varaderos del río Putumayo*. LYC. T. 4. p. 106. Lima. 1902.

(11) cf. Fuentes, H. *La goma de Loreto*. LYC. T. 14. p. 85. Lima. 1908.

(12) cf. Portillo, P. (cln), *Memoria sobre el Departamento del Madre de Dios*. BSGL.(tiré à part), 89 p. Lima. 1914.

(13) cf. Anonyme, *Pasado y presente del Ucayali por uno de los sacerdotes de la misión apostólica del Ucayali*. LYC. T. 18. p. 205-219. Lima. 1906.

(14) cf. Flores Marin, J. A., *La explotación del caucho en el Perú*. CONCYTEC. 219 p. Lima. 1987.

(15) cf. Santos, R., *Historia económica da Amazonia. 1800-1920*. Queiros, éditeur. 358 p. Rio. 1987.

(16) cf. Pennano, G., *La economía del caucho*. CETA. 264 p. Iquitos. 1988.



### Chapitre III

## LIMA ET LES QUATRE POUVOIRS DE L'ORIENTE

L'autorité publique, si nous respectons l'ordre des préséances laïques et non la durée, est représentée par le cortège des fonctionnaires locaux et centraux, chargés par Lima de représenter la souveraineté nationale, de contrôler et d'exécuter l'application des lois. C'est aussi, à travers eux, Lima, la lointaine capitale, qui pour communiquer avec son excentrique Amazonie, doit compter sur des délais impressionnants de l'ordre d'un mois au minimum. Aussi l'administration ne trouve-t-elle pas aisément les hommes de qualité indispensables, ni donc les moyens nécessaires. Enfin, il y a, la plus nombreuse, l'administration de "recrutement local", engluée de tout temps dans l'immobilisme et les abus propres aux petits fonctionnaires locaux laissés isolés.

La Mission, ruinée à nouveau à la suite de l'indépendance du Pérou, succédant aux vicissitudes de l'expulsion des Jésuites et de la "grande révolte" d'Atahualpa au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle, aura pendant longtemps une existence précaire, faute de moyens et de statut officiel bien défini du fait, après l'indépendance, de la suspicion républicaine. Aussi, se cantonnera-t-elle dans une prudente expectative, jusqu'à ce que les autorités se décident à l'utiliser à nouveau pour des objectifs, certes d'intérêt commun, mais souvent ambigus pour elle. Mais, malgré tout, dans ce monde amazonien sans racines éthiques profondes et sans valeurs autres que l'égoïsme catégoriel des groupes de pression, elle est la seule institution, *mutatis mutandis*, à conserver globalement, même si ses pratiques sont critiquables car mal assumées par certains de ses missionnaires, un souci de morale supérieure et d'humanité.

L'Indien, lui, est par excellence l'élément permanent, à la fois occulté quand il est gênant avec alors "*le sauvage qui fait obstruction au progrès*" ou "redécouvert" quand, problèmes de main-d'oeuvre ou de peuplement aidant, on ressent l'impérieuse nécessité de la présence de cet "auxiliaire de la colonisation" et donc de sa conversion. Il n'y eut pas de politique indienne ou indigène concertée de la part de Lima, pas plus au plan national que de la part des autorités locales. Aussi assistera-t-on longtemps, selon les nécessités du moment comme aussi suivant le caractère des responsables publics, à des attitudes versatiles et contradictoires. En vérité, l'Amazonie péruvienne souffrit durablement d'une ambiguïté de fond ; colonie de fait, on se refusa à donner un statut "d'indigène" aux Indiens, en arguant, bien hypocritement, de leur qualité de citoyens péruviens "à part entière", pourrait-on dire, et du fait que

l'Oriente était partie intégrante de la patrie péruvienne.

Mais cette province de droit, au point de vue juridique, vivait aussi, faute de structures territoriales normalisées, dans un continuel état d'exception législatif et politique qui cachait mal le laisser-faire des autorités, cela souvent par impuissance ou désintérêt. Aussi, ce va-et-vient, entre conceptions autoritaires et colonialistes d'une part et attitudes "libérales" ou paternalistes d'autre part, sera une constante bien ambiguë d'ailleurs, car reposant sur un manque de doctrine des pouvoirs publics péruviens sur la question indienne.

Le commerce, lui, présentera des facettes variables ; longtemps réduit à peu, faute de matière, il croupira, accroché à des rentes de situation mesquines et sans perspectives. L'ouverture des rios à la navigation à vapeur sera son premier signe d'activation, certes de portée limitée, mais, avec le début de la traite du caoutchouc, il commencera à prendre vite de l'importance grâce à l'amplification des mouvements du trafic. Néanmoins, il restera en général une activité cantonnée à un rôle régional, ceci compte tenu de la place prise par Belem de Para, et tête de pont du Brésil amazonien sur l'Atlantique, tandis que le port fluvial de Manaos, à la croisée des grands fleuves, deviendra vite l'unique et dominante métropole intérieure du Continent Vert.

C'est à partir d'un réseau croisé et serré de relations, d'échanges et de dépendances envers ces pôles amazoniens du Brésil, que s'organisera le nouveau système commercial de l'Oriente péruvien en même temps que s'élargira son rayonnement, en fonction des avancées de la collecte itinérante du *caucho* et de son type économique de pure traite coloniale, jusqu'aux franges des territoires disputés avec la Colombie, l'Equateur et la lointaine Bolivie même. Ainsi la mise en place des acteurs majeurs produit quatre types de personnages. Le fonctionnaire d'abord, groupe le plus nombreux, mais qui est nettement scindé par la hiérarchie existante entre ceux détachés par Lima, c'est-à-dire les exécutants administratifs de haut rang, les militaires, marins, ingénieurs, à l'affectation de durée souvent brève, et les agents locaux qui ne détiennent qu'un pouvoir local modeste mais durable.

Ces derniers sont nés en effet, en Amazonie, y disposent de leurs réseaux de parenté comme de leurs vassaux à travers lesquels ils exercent leurs petits pouvoirs, parfois d'une manière d'autant plus abusive que compte tenu des distances et de l'isolement, l'impunité ou la passivité des lointaines instances administratives leur est souvent garantie.

Le missionnaire, lui, tout en faisant partie d'un groupe soudé par la discipline de l'ordre des Franciscains "déchaussés", vit en général dans une mission souvent très isolée comme toutes celles dispersées à des semaines de navigation en canoë sur l'ensemble de l'Oriente. Donc les Pères, souvent à la forte personnalité et de caractère indépendant, exercent quelque peu à leur convenance leur mission religieuse. Aussi, celle-ci est-elle interprétée diversement selon l'âge, l'origine de chacun, suivant sa manière d'évangéliser et la situation propre à la zone de résidence. Enfin leur nationalité d'origine peut jouer aussi un effet sur la cohésion de ce milieu.

L'Indien évolue dans un monde en apparence uni culturellement et ethniquement, mais ce bloc s'avère quelque peu hétérogène aussi ; en

effet, une coupure artificielle, mais réelle par la suite, s'est opérée entre Indiens "*mansos*", ou pacifiques donc "civilisés", et le milieu quelque peu arbitrairement "démonisé" des Indiens "*bravos*", proclamés trop vite peut-être et sans effort de compréhension indomptables et "sauvages", certes, mais face aux visées des "Blancs" sur leurs territoires... Là aussi, la diversité des situations locales explique la variabilité des attitudes et des statuts de "civilisées" ou de "sauvages", conférés aux tribus par les "Blancs", détenteurs du pouvoir amazonien.

Aussi, les attitudes et réactions de ces derniers varieront avec le temps comme dans l'espace amazonien, en fonction des images stéréotypées sous lesquelles sont représentés les Indiens et de celles aussi qu'ils donnent d'eux-mêmes.

Le commerçant, lui aussi, s'inscrit dans des représentations variables selon le niveau économique où il se situe. En haut de l'échelle, on trouve le "*Dueño*", ou maître d'une puissante maison de commerce dont les clients trafiquent sur l'ensemble du bassin de l'Amazonie ; puis, avec une importance économique et locale variable, vient le plus représentatif des commerçants amazoniens, le tenancier d'un petit comptoir fluvial, souvent un modeste trafiquant installé sur un rio isolé et dangereux. Enfin, on rencontre le "*regaton*" ou petit revendeur ambulancier, qui échange aux péons, avec un bénéfice proportionnel aux divers dangers qu'il a encourus, alcool et pacotille contre le caoutchouc à peine traité, ceci au grand dam du patron de "*barracas*".

Ainsi, ces quatre acteurs principaux tisseront, contradictoirement parfois, le maillage très lâche et inégal de l'Amazonie ; ils la structureront, certes pour un temps, de leurs réseaux respectifs d'influence et d'intérêts. Chacun poussé par ses mobiles propres, agissant avec ses leviers, cherchant à imposer aussi sa vision, selon les rapports de force existants.



## I - ABUS LOCAUX ET LAXISME DU POUVOIR CENTRAL

Le premier réseau administratif perceptible dans l'Oriente péruvien et formant la structure de base, donc au contact direct de ses populations, a été celui des gouverneurs et "*tenientes gobernadores*" (lieutenants-gouverneurs) mis en place après l'indépendance.

En 1823, le gouverneur général de Mainas notifie ainsi l'existence de trois "gouverneurs". L'un a compétence pour les villages dits de la Haute-et Basse-Mission, le second pour les villages de conversion récente du rio Huallaga, et le dernier pour les bourgades de Lamas, Tarapoto et leurs annexes. En 1825, ils recevront le titre de gouverneurs de district.

Il ressort donc de cette organisation que, de par son état embryonnaire, elle n'impliquait qu'une très faible partie de l'espace amazonien, ramenée au seul "territoire utile" de l'Amazonie "officielle", contrôlé par l'autorité de Lima, c'est-à-dire le cours de l'Amazone et les vallées de piémont andin. Ailleurs, malgré le vaste empire amazonien que s'attribuait le Pérou, son autorité n'était pas représentée, restant en quelque sorte purement formelle.

Les quelques textes traitant de cette époque indiquent clairement d'ailleurs que même là où cette autorité locale existait, elle ne s'exerçait que bien aléatoirement.

- Ainsi en 1825 (1), le préfet donne ordre au gouverneur de Loreto de venir se présenter pour s'expliquer sur sa "*fuite*", jugée comme une désertion de poste ; celui-ci prétextait en effet avoir été "effrayé" par un groupe d'Indiens venu attaquer une fraction d'Indiens Ticunas. Aussi avait-il fui à Omaguas, sans demander aucune aide pour rétablir l'ordre. Cette version n'est pas acceptée par le préfet qui la juge mensongère et exige que le gouverneur vienne s'expliquer "*sans fusil...*" ! Ce qui laisse quelque peu songeur sur le type de relations administratives pouvant exister alors dans l'Oriente.

- En 1830, un autre rapport (2) émanant du sous-préfet de Mainas dénonce les abus notoires que subit la population : "*...tous les habitants des missions de Mainas souffrent d'une horrible servitude sous le joug inflexible des gouverneurs et autres fonctionnaires...*". En conséquence, des dispositions sont prises ou rappelées afin d'assurer la liberté de travail des Indiens, notamment pour la cueillette de la salsepareille, en rendant les gouverneurs responsables de ces exactions ainsi que des cas de travail forcé ou de non-paiement des tâches accomplies.

- En 1835, interdiction est faite aux gouverneurs de quitter leur poste sans autorisation du préfet, ce qui laisse supposer un grand laxisme de leur part.

- En 1836, un autre constat bien négatif est explicité dans une note du préfet à propos de la nomination d'un nouveau gouverneur général des Missions. Il est constaté que les gouverneurs n'ont aucune connaissance de leurs tâches, celles-ci se résumant pour eux à être les gardiens de l'ordre public et à diffuser les consignes reçues de l'autorité supérieure. Mais les gouverneurs se sentent protégés par la distance qui les sépare du pouvoir central et il est noté que "*ce principe de l'immunité des gouverneurs a été suivi et toléré comme coutume et par nécessité*" depuis la mise en place de la colonisation espagnole, est-il précisé !

Pour lutter contre cette désaffection du service public, en 1838, le sous-préfet Castillo (3) édictera un règlement pour "*le bon gouvernement de Mainas*". Ce texte, quelque peu ambitieux, en dit long sur l'état de déliquescence de l'administration locale comme sur la vision quelque peu utopiste que conservait l'administration envers ses administrés amazoniens. Ce règlement en effet, ne contenait pas moins de 26 articles dont nous ne retiendrons ici que quelques points significatifs.

- D'abord, l'accent était mis sur le bon accomplissement des obligations religieuses, notamment pour les jeunes ; ainsi était-il préconisé : "*Prière le samedi de tout le peuple pour le rosaire de Marie, et office obligatoire le dimanche*".

- Puis, les tâches d'hygiène publique étaient rappelées à la population ; enfin des recommandations plus administratives sont renouvelées comme "*la protection du secret des correspondances officielles*" ou leur libre transmission, l'inspection des passeports des voyageurs et le renvoi de ceux qui en sont dépourvus.

- En cas de soulèvement contre un gouverneur ou "*d'autres Blancs*", celui-ci devait chercher du renfort auprès du gouverneur voisin et déférer les trublions à la sous-préfecture.

- Les étrangers, Portugais, Brésiliens et Colombiens des rios voisins, comme le Pastaza, le Marañon, le Napo, doivent être reçus avec amitié, est-il recommandé ; mais on doit s'assurer qu'ils respectent les lois et sont neutres dans les affaires locales. Si le commerce ne leur est pas interdit, on doit veiller à ce qu'ils ne pratiquent aucune activité clandestine, comme le trafic d'enfants indiens, de la salsepareille, du sel ou de la graisse de lamantin par exemple.

- Pour assurer les transports publics, le gouverneur doit veiller à ce que chaque village dispose d'un canot, avec huit ou neuf rameurs réquisitionnés ; de même, les chefs indiens ou "*curacas*" et les autres autorités existantes, doivent assurer les besoins en vivres et main-d'oeuvre des gouverneurs lors de leurs déplacements, ce qui était la source de nombreux abus comme cela apparaît ailleurs.

Aussi en 1837, survient une opération de remise en ordre administrative qui entraîne le limogeage de nombreux gouverneurs et, pour certains d'entre eux, la transmission à la justice de leur dossier ; mais le rapport reste muet sur les griefs qui leur sont reprochés. En 1839, une sanction est prise contre le gouverneur de Pebas qui, après l'assassinat de "deux Blancs" par les Indiens Payaguas, a fait, à titre de représailles, un raid dans cette tribu où il a pris une trentaine de captifs. Aussi, ordre est-il donné d'amener ces prisonniers à Moyobamba. En 1840, on projette de nommer un gouverneur général des Missions, de façon à mieux superviser ceux bien défailants du Bas et Haut-Marañon, et en 1843, on se décide à supprimer, pour une meilleure administration limitant les abus d'autorité, les gouverneurs de village.

En 1845, suite à une plainte du préfet concernant les délais d'exécution de ses ordres, le sous-préfet lui rétorque, en faisant savoir qu'il est impossible d'appliquer les consignes reçues en quinze jours, compte tenu de l'échelle des distances entre les différents postes et la préfecture. En effet, certains sont à 31 jours de Moyobamba comme

Andoas ou ceux de la vallée du Huallaga ; de plus, en période de crue, ce sont quinze jours de plus à compter, en cheminant nuit et jour, et à cela s'ajoute aussi la difficulté de trouver des porteurs de courrier.

En 1848, le sous-préfet demandera le rétablissement du gouverneur des Missions du Bas-Marañon en déplorant : *"qu'il n'y ait eu aucun progrès depuis son arrivée, l'abandon et une criminelle apathie règnent dans le service public"* de la région dite du cordon du Marañon. Il constate que la distance et les difficultés de liaison servent de prétexte pour différer ou refuser d'exécuter les ordres supérieurs, aussi estime-t-il indispensable de rétablir un gouverneur dont il ne comprend pas pour quelle raison on avait supprimé le poste ! L'interdiction de sortir des districts sera à nouveau rappelée, car en effet, souvent les gouverneurs s'absentent pour deux ou trois mois pour se livrer à des activités illégales, pratiquer des malversations et des abus d'autorité !

Malgré ces mesures, la situation ne paraît guère s'être améliorée dans le temps. Ainsi en 1851, le sous-préfet constatera l'existence *"inexplicable"* de deux gouverneurs pour le district de Loreto. De plus, un de ces gouverneurs surnuméraires est Portugais... Aussi le fonctionnaire demande-t-il la suppression de ce double poste illégal.

En 1852, une autre note administrative confirme l'interdiction ancienne d'empoisonner les rivières, pour assurer des pêches fructueuses, mais souvent celles-ci sont organisées par les gouverneurs eux-mêmes !

La même année, ordre est donné aux gouverneurs des Missions de Mainas de visiter au moins deux fois l'an et longuement, les postes de leur circonscription ; en effet, est-il déploré, les habitants méconnaissent leurs droits et souvent sont ainsi exploités par des étrangers qui abusent d'eux. Aussi est-il rappelé un ordre préfectoral de 1825, toujours en vigueur, qui exigeait que pour une visite du gouverneur de Mainas, vivres et canots soient préparés pour un groupe de 50 personnes.

Evènement vécu probablement comme une malédiction par la population ainsi mise à contribution.

### **Le maigre appareil administratif**

L'Oriente péruvien restera ainsi sous-administré pendant longtemps, les organigrammes administratifs de 1840 ou 1845 l'attestent bien, même si ceux-ci ne sont pas exhaustifs. Le personnel civil est formé en 1840 d'un préfet et d'un sous-préfet, de dix gouverneurs de district et de vingt-huit gouverneurs pour les Missions. Si un commandant militaire a été nommé, on ne dispose pas d'un état de l'unique garnison de Moyobamba qui est réduite, semble-t-il, seulement à quelques dizaines de miliciens locaux désarmés.

En 1845, le tableau du personnel n'a guère été modifié, sauf qu'il n'y a plus qu'un préfet en poste, seulement six gouverneurs de district et vingt-cinq pour les Missions, mais on note l'apparition de trois juges nouveaux et de deux syndics.

Pour le personnel religieux des Missions, à côté d'un évêque et de son coadjuteur, il y avait neuf curés en 1840 et treize en 1845. Ainsi, il est clair que c'est un appareil administratif réduit à sa plus simple expression,

squelettique en réalité, qui a été mis en place ; de ce fait, en dehors de quelques postes, il demeure incapable de rayonner sur une partie au moins de l'immense territoire amazonien. Malgré quelques renforts, le réseau missionnaire apparaît de même embryonnaire et incapable de répondre aux nécessités d'une présence religieuse régulière et, encore moins, aux vastes besoins d'évangélisation de la région amazonienne.

Et les administrés ? On rencontre peu d'informations autres que lapidaires ou allusives, sur leur vie et leur comportement. En 1905, un rapport du sous-préfet Urmeneta (4) constate que les habitants de l'Ucayali sont d'un caractère simple et docile, faciles à gouverner, mais influençables par "*les mauvais éléments venus d'ailleurs*". Cette population, par ailleurs, manifeste un goût marqué pour l'alcool et les fêtes, ce qui entraîne des "*mœurs faciles*" produites aussi par un concubinage qui est de règle et dont il découle, avec l'absence de moralité, l'irresponsabilité paternelle.

Le sous-préfet ajoute que : "*Pour être fonctionnaire ici, il faut avoir beaucoup de sagesse et d'acceptation et avec, avoir une large expérience car les autorités locales, par manque de pragmatisme et de force de caractère, résistent aux mesures de progrès et d'ordre*". En effet, constate-t-il, il n'y a pas de cadres politiques locaux, la seule garnison, celle de Contamana, ne compte que dix hommes, et le courrier dépend des caprices du bateau.

La justice, pour tout l'Oriente, est exercée par quatre magistrats, mais de manière directe et sans appel ; circonstances aggravantes, les juges ne disposent d'aucun livre ou code et il manque un juge confirmé, connaissant les causes criminelles et civiles. Aussi, l'exercice de la justice dans de telles conditions reste-t-il une utopie !

Par ailleurs, il est constaté que l'enseignement est très négligé car manquant des moyens élémentaires. Les travaux publics enfin sont inexistantes en tant que service. Le sous-préfet, pour préserver l'ordre public a aboli l'interdiction faite jusqu'ici aux navires de se présenter avant 9 heures du matin, ce qui obligeait les capitaines à relâcher près des villages durant la nuit, laissant ainsi leurs équipages en bordée semer le trouble chez les populations riveraines.

Le préfet Fuentes, lui aussi, constatera (5) qu'il est difficile de recruter des éléments sérieux pour la garde civile ; si la justice est mal appliquée, cette situation vient de la mauvaise démarcation des limites des juridictions, enfin la prison d'Iquitos tombe en ruine. Il note néanmoins que les efforts de ses services ont visé à améliorer la scolarisation, en mettant en place le plan gouvernemental créant 52 écoles nouvelles.

Le constat général qui prévaut, exprimé par de nombreux auteurs et touchant à l'ensemble des nombreux domaines de la vie publique en Oriente, permet de souligner que, soit l'administration est en général absente, soit, si elle est présente, son efficacité est des plus limitée.

Le rapport des ingénieurs Vila et Payer en 1890 (6) résume très bien la crise de l'autorité publique dans une zone restée marginale, celle des rios Napo et Curarai, mais importante par sa position, près d'une frontière contestée par l'Equateur comme la Colombie. Il y est constaté que, faute de moyens, l'autorité du gouverneur est nulle, compte tenu de l'étendue de sa circonscription. Aussi, de nombreuses zones refusent son autorité ou élisent des comparses qui abusent de la triste situation des Indiens. Des

Colombiens, établis depuis deux ans sur les confins du rio Aguarico, échappent ainsi à tout contrôle, et plus loin, les villages ne reconnaissent que la souveraineté de l'Equateur, alors qu'ils sont bien situés en territoire péruvien.

### **La douane d'Iquitos : exemple d'impuissance étatique**

Le Pérou ne songea à installer une douane à Iquitos qu'à partir de 1882, afin d'arrêter l'évasion de ses revenus fiscaux sur les mouvements commerciaux, situation dont seul bénéficiait jusqu'alors le Brésil. La mise en place de ce poste de douane s'avéra être longtemps un gâchis du fait du mauvais fonctionnement du service, mais aussi à cause des pratiques propres au commerce local.

Dans son rapport de visite, le colonel Mendiburu attirera en 1890 l'attention sur des anomalies grossières propres à son fonctionnement. Pour lui, *"le très curieux et mauvais fonctionnement de la douane est un phénomène ancien et jamais sanctionné"*. Il note ainsi que le commerce, après la création en 1882 de cet unique poste de douane en Orient péruvien, obtint, grâce à ses protestations, que Lima consente, jusqu'en 1885, à de nombreux abattements de tarifs. Puis, fut instauré le tarif en vigueur à la douane du Callao, port de Lima. Enfin, en 1887, on appliqua un régime de taxe *ad valorem* de 15 % à l'importation, et à l'exportation de 5 centavos par kg de caoutchouc ordinaire et de 8 centavos pour la qualité supérieure, le *"jebe fino"*. Puis il y eut, à partir de là, des pratiques officieuses...! Ainsi, les marchandises étaient directement débarquées des navires et déposées chez le commerçant destinataire, seuls faisant foi les documents présentés ensuite au contrôle par le commerçant.

Enfin, la douane accepta que l'acquiescement des droits soit fait en bons de paiement différés. Il en résulta que certains effets ne purent jamais être recouverts, vu la déconfiture de certains commerces ou leur cessation volontaire d'activité. Ensuite, on découvrit que la taxe de 15 % était facturée sur des effets présentés par les commerçants, mais non visés par les consuls péruviens de Belem ou de Manaos. Il en résultait une dissimulation des valeurs atteignant jusqu'à 40 %. Ainsi, pour certains produits de luxe, comme l'opium, les soies, les médicaments et les liqueurs, on en arriva à un coût inférieur de 50 % aux prix d'ailleurs ! En mai 1890, une vérification officielle permit de constater la disparition de livres d'enregistrement des mois précédents, des erreurs de registre et des ratures, ainsi que de nombreuses irrégularités d'inscription telles que l'absence curieuse d'enregistrement de paiements faits par des commerçants. Aussi, pour le colonel Mendiburu, toutes ces affaires ténébreuses relèvent du Tribunal de la Cour des Comptes. En 1900, la situation de la douane d'Iquitos semblait encore marquée par quelques vices, ainsi que le note M. Patiño Zamudio (7) qui en déplorait le mauvais fonctionnement : *"Elle est en repos, alors que les fonds qui dorment là sont le germe de la révolution et de l'anarchie"*, écrivait-il, faisant allusion à des mouvements séparatistes locaux soutenus par certains milieux d'affaires... Néanmoins, Lima et ses fonctionnaires s'efforcèrent d'introduire peu à peu les bases d'une harmonisation de la vie publique

dans l'Orient.

En 1899, c'est un poste médical qui est installé à Puerto-Suarez ; en 1901, seule la monnaie péruvienne reçoit enfin cours légal, mais vers les régions frontières, notamment du Madre de Dios, cette mesure, longtemps, restera lettre morte.

En 1907, l'organisation militaire est redéfinie, des commissaires des fleuves seront embarqués avec des médecins pour effectuer des tournées sur les vapeurs. A Iquitos, une station météorologique sera enfin mise en place, ainsi qu'un service des quais du port. Enfin en 1908, l'exemption du service militaire, autre privilège ancien des Loretanos, est abolie. Dans une certaine mesure, la normalisation administrative était ainsi en marche.

Ainsi, malgré une information fragmentaire et limitée, mais qui semble correspondre à l'état réel du fonctionnement des services publics caractérisés par la médiocrité des fonctionnaires locaux, on peut détacher deux périodes :

- L'une, en gros, correspond à la longue léthargie de l'Orient de 1821 à 1850, environ ; c'est celle de l'absence d'enjeux économiques autres que les petites prédatons de produits naturels rares et de plantes médicinales. Elle repose sur un réseau fluvial de transport, mais limité faute de matière, avec des étapes faites dans de petits postes oubliés, rarement visités et donc laissés à eux-mêmes.

- Une seconde phase débutera avec l'ouverture des fleuves, sur quelques grands axes au moins, à la navigation à vapeur, améliorant ainsi les contacts, les échanges et ouvrant une certaine activité au commerce.

Elle aura comme conséquence la mise en place de quelques petits noyaux administratifs le long des fleuves principaux ; plus tard, après 1880, le caoutchouc va, peu à peu, contribuer, avec la nécessité grandissante d'un minimum de contrôles publics et l'essor du commerce, à rendre cette légère trame administrative plus étoffée localement.

Mais l'administration sera incapable de canaliser les excès des "caucheros" et à organiser, l'expérience aidant, la ruée tardive vers le caoutchouc du Madre de Dios qui prendra ainsi le caractère d'une "nouvelle marche sur l'Ouest"...

### Notes bibliographiques :

- (1) cf. *Orden del prefecto*. LYC. T. 6. p. 225-226. Lima. 1825.
- (2) cf. *Orden prohibiendo el trabajo forzado*. LYC. T. 9. p. 282. Lima. 1830.
- (3) cf. *Reglamento para el buen gobierno de Mainas*. LYC. T. 6. p. 245. Lima. 1838.
- (4) cf. Urmeneta. *Memoria del subprefecto*. LYC. T. 16. p. 75. Lima. 1905.
- (5) cf. Fuentes, H., *Memoria del prefecto de Loreto*. LYC. T. 16. p. 41-63. Lima. 1906.
- (6) cf. Vila et Payer. *Informe de los ingenieros*. LYC. T. 3. p. 250-259. Lima. 1890.
- (7) cf. Patiño Zamudo, M., *Plan de gobierno para la región oriental*. LYC. T. 14. p. 361-409. Lima. 1900.

## II - LA MISSION : FLUX ET REFLUX

*"Je les conduisis par un chemin merveilleux et leur offris un toit pendant le jour  
et la lueur des étoiles durant la nuit".  
Livre de la Sagesse (Chap. 10. Vol. 17)*

La Mission sera par excellence le premier des pouvoirs de l'Orient, ne serait-ce que par sa longue expérience, son rayon de pénétration relativement étendu, surtout si on le compare à la squelettique structure administrative existante. Enfin, depuis le 16<sup>ème</sup> siècle les missionnaires, qu'ils soient Jésuites, Franciscains ou Dominicains, ont été les seuls à explorer, enregistrer, cartographier et commenter, dans les publications érudites qui furent faites par leurs soins, les phénomènes du milieu physique ou humain auxquels ils étaient confrontés.

Certes, les bouleversements qui affectèrent ou ruinèrent, dans le cas des Jésuites et de leur expulsion au cours du 18<sup>ème</sup> siècle, la situation des Missions amazoniennes, expliquent le retrait des religieux de la région et la drastique réduction en peau de chagrin avec la révolte de "*San Juan Atahualpa*", de leur ancien et important domaine d'influence. Aussi, la récupération missionnaire entamée par les Franciscains marquée par la "refondation" lente des postes missionnaires anciens, subira, au début du 19<sup>ème</sup> siècle, un nouveau coup avec les péripéties de l'indépendance des pays hispaniques d'Amérique du Sud. Si on prend en compte cet arrière-plan historique, on comprend mieux les raisons du délitage du système missionnaire dans l'Orient péruvien, au moins tel qu'il a été consigné par de nombreux témoins directs. Ainsi, Carlos Fry (1) en 1888, constate : "*...qu'en 200 ans de présence, les missionnaires n'ont pas réussi la conversion des Indiens*".

Le colonel Mendiburu fait, en 1890, lui, un diagnostic plus précis (2). Il note que dans l'ensemble du département de Loreto, il y a : "*...un total abandon du culte et que les pratiques religieuses sont méconnues ou oubliées...*", sauf à Iquitos et quelques bourgs comme Moyobamba, Lamas, Rioja, Yurimaguas et Nauta, où existent d'anciennes missions. Si la seule mission subsistant de façon active est celle de l'Ucayali, il constate que "*ses effets ne sont ressentis en aucun domaine*" !

Comment en est-on arrivé là, pourquoi cette dérive de la seule armature longtemps solide de l'Orient ?

### **Loreto vu par la Mission ou "le désert de Mainas"**

En 1822, après les péripéties dues à l'épisode de la tentative d'indépendance de Mainas et au rôle que joua dans cette affaire confuse l'évêque Rangel, qui s'enfuit finalement en Espagne en emportant avec lui "*la légitimité divine face aux révolutionnaires républicains*", un retour à une situation plus normale s'opéra avec la nomination d'un nouvel évêque, F. Hipolito. Celui-ci, dans un mémoire (1) sur "l'état" de son évêché, malgré un certain lyrisme peut-être provoqué par son entrée "*dans son désert de Mainas*", comme il l'écrit, fait quelque peu montre de grandeur d'âme face à l'adversité qu'il évoque pudiquement, mais de

façon claire : "...mais dans mon territoire, à l'angoisse de la solitude et à l'abandon de l'homme, succèdent les beaux prodiges de la nature et la simple innocence des pauvres "... Il est à noter que le prélat est arrivé par la route de l'Equateur en passant par Papallacta, dernière cure équatorienne, puis a pris le sentier de Archidona, ce qui lui a demandé dix jours de voyage à pied à travers les montagnes ; ensuite, il a suivi le rio Napo, où il a détecté des paillettes d'or ! Il a pu noter ainsi que la ville ancienne et disparue de Logroño vient d'être redécouverte. Sur l'état de la Mission, il constate l'existence de 85 à 90 églises avec quelques chapelles, mais parfois abandonnées, ainsi que la difficulté de la vie quotidienne due à l'isolement et à l'insécurité ; cela explique, note-t-il, que la plupart des missionnaires ne restent que moins de trois ans dans leur poste.

En ce qui concerne l'emprise territoriale de son évêché, celui-ci est organisé autour de plusieurs secteurs. Le premier est celui de Quijos avec deux curés, les postes de Avila, Moyobamba et Lamas ont chacun une cure tandis que celui de Aguarico en dispose de deux.

La Haute-Mission de l'Amazone comprend douze églises, la plus importante étant à Lagunas, et la Basse-Mission a neuf églises dépendantes d'Iquitos. Sont signalées, ensuite, quelques églises isolées, "*perdues*", écrit l'évêque, une sur les bouches du rio Napo et l'autre à Camucheros, et il signale Canelos comme une "*simple église*". Enfin, on trouve une implantation plus soutenue dans le long de la vallée du rio Huallaga, avec dix églises. Il serait possible, selon l'évêque, de transformer ces églises en paroisses, mais ces dernières sont peuplées d'Indiens pauvres et donc devraient être "*dotées*" par une subvention, chose qui n'est pas dans les possibilités des ressources de l'évêché... En tout, le personnel religieux desservant ces églises est composé "*de vingt-cinq à trente prêtres y compris ceux de l'Ucayali*". Or, il en faudrait une centaine pour répondre aux tâches du sacerdoce, constate-t-il !

En ce qui concerne la population, l'évêque estime qu'il y a entre 30 ou 40.000 "*chrétiens récents ou anciens*" et que les Indiens infidèles qui vivent dans le centre ou la périphérie de l'évêché, sont au nombre de 100.000 peut-être... Pour eux, il estime qu'il faudrait trouver "*un saint Paul ou un saint François Xavier*" afin de les évangéliser...

La population est répartie dans soixante à soixante-dix villages au total, chacun ne comprenant que deux ou trois Blancs, mais ces agglomérations sont peu vivantes, chacune vivant repliée sur elle-même avec son rythme propre, partout marqué par un mode de vie rustique satisfaisant seulement aux besoins élémentaires. Pour mieux gérer son évêché et obtenir les ressources humaines et matérielles indispensables, il souhaiterait que lui soient rattachées toutes les terres baignées par les fleuves Marañon et Amazone, ainsi que les provinces amazoniennes du département de Trujillo, telles que Cajamarquilla, Chachapoyas et Chillaos. Ce serait, écrit-il, le seul moyen de faire fonctionner régulièrement le séminaire, d'activer les églises, de donner aux Pères la formation qui leur manque et de trouver les moyens qui actuellement font défaut. Il propose aussi d'installer à Chachapoyas ou Moyobamba le siège de l'évêché, ce qui permettrait de mieux évangéliser les régions de Quijos, Aguarico et la partie haute du rio Putumayo.

Dans la même logique d'organisation territoriale, il propose de



rattacher les régions de Canelos et Jeveros à Cuenca qui appartient à l'Equateur !

Proposition qui ne pouvait qu'embarrasser Lima, du fait des démêlés alors en cours avec Quito, pour la délimitation de la frontière litigieuse des deux Orientes.

### La lointaine Mission de l'Ucayali

En 1826, l'évêque donnera une description (4) qui faisait défaut, de l'état de la Mission de l'Ucayali. En préambule, le religieux constate que seul un journal, le "*Mercurio Peruano*" remplacé ensuite par le "*Peruano*", a publié les documents produits par les missions et adressés au gouvernement central de 1790 à 1818. Or, il y était mentionné que l'Ucayali fut abandonné après la mort de quinze missionnaires entre 1742 et 1790.

A cette date, une délégation de "*sauvages*" vint à Ocopa, pour y demander le retour des Pères et le rétablissement des missions détruites. Le Père Francisco Girbal partit alors visiter les tribus durant une année, et il fut bien traité. Il revint ensuite dans la région, accompagné par d'autres missionnaires, et ils furent bien reçus, notamment chez les Setibos et les Cunibos. Aussi par la suite, il fut décidé de fonder le village de mission de Sarayacu, où vinrent s'installer des chrétiens, jadis formés par les Jésuites, ainsi que d'autres groupes qui arrivèrent avec leurs familles et leurs "*esclaves*", précise-t-il, ce qui forma une population de 800 âmes. Des Indiens Setibos et Cunibos, à leur tour, y furent accueillis, à côté de Sarayacu ; mais ce site étant sujet aux inondations, il fut transféré à San Antonio de Chanchaguaya ; cela eut comme effet d'attirer aussi des groupes d'Indiens Piros vivant sur divers ríos ; si d'autres Piros s'y installèrent en 1794, une épidémie entraîna, peu après, un départ de population.

En 1809, les missionnaires parvinrent à pacifier Shipibos, Setibos et Cunibos et fondèrent, pour les accueillir, le poste de San Luis de Charasmana en 1811, et ensuite avec des Cunibos, l'escale de San Buenaventura de Contamana.

En 1812, le Père préfet, Manuel Plaza, pacifia la tribu des Censi qu'il regroupa en créant trois unités d'habitat comptant 1000 âmes soit 200 familles. Le Père Plaza fonda ensuite le village de Santa Rosa de Lima pour y accueillir des Piros et avoir une voie de communication plus facile que celle du Huallaga, afin d'atteindre les anciennes zones des 28 missions détruites par Atahualpa en 1742, c'est-à-dire le Cerro de la Sal, le Grand Pajonal et Sonomoro. Enfin, le fort construit en 1815 à Chaniviri servit à protéger les 130 familles de Piros installées à Santa Rosa.

Ainsi, pour l'Ucayali, si l'évangélisation y est récente, bien qu'en butte à des tribus indiennes dangereuses, des progrès rapides y ont été obtenus grâce à la mise en place de bases de rayonnement, et surtout grâce à l'allant donné au mouvement de conversion par des Pères dynamiques se refusant au conservatisme, attitude qui paraît dominer, regrette l'évêque, dans le reste du Mainas.

L'évêque Hipolito, dans un second mémoire (5), apparaît plus amer et

désabusé que lors de ses premières impressions faisant suite à son installation. Il semble qu'il a eu le temps de s'informer et de visiter plus à fond sa juridiction, ce qui a rendu plus critique son attitude. En premier lieu, l'évêque déplore sur les Indiens, les influences de l'agitation révolutionnaire liée à l'indépendance ; on leur promet beaucoup à moins qu'on ne les menace ! Ces influences négatives proviennent de Cajamarca ou de Chachapoyas, seuls centres d'importance ayant des liens avec sa juridiction.

A côté de l'isolement propre à la région, il constate avec amertume que dans son diocèse il y a "*peu de chrétiens et une multitude de sauvages anthropophages*". Aussi déplore-t-il les moeurs barbares propres aux Indiens avec l'utilisation du curare, les guerres traditionnelles pour se fournir en esclaves et femmes auxquelles se livrent les tribus. Les Portugais poussent des incursions pour s'emparer eux aussi de captifs tandis que nombre de tribus errent du Pérou au Brésil. Impuissant, il relate le déclin des anciennes missions, détruites ou abandonnées, sur les rios Curarai et Napo. Ces missions furent décimées par les maladies et les "*ulcères*", mais aussi, précise-t-il, par les abus du "*boire et manger*" comme par les exactions esclavagistes "*des mauvais gouverneurs*" de Quijos.

De ce tableau, découlent ainsi un constat d'impuissance, et surtout l'absence de tout projet ou proposition pour remédier à une situation bien détériorée de la Mission.

### La défiance de l'administration face à la Mission

L'installation de la république à Lima avait aussi eu comme conséquence l'arrivée au pouvoir d'un personnel politique, souvent de formation laïque, et enclin à considérer que le clergé et les missions, composés souvent d'un personnel en majorité espagnol, restaient une dangereuse courroie de transmission potentielle de l'ancien pouvoir royal et colonial.

Simon Bolivar, le "libérateur" (et dont on commence à peine dans les cercles historiques sud-américains, à "oser" entreprendre la critique révisionniste de l'oeuvre), prit en 1824 la décision de fermer le collège d'Ocopa. Ses motifs étaient clairs, le collège était composé surtout d'Espagnols. Or l'oeuvre missionnaire était à l'abandon en ce qui concernait l'évangélisation, et l'éducation y était tout aussi délaissée. Aussi, fut-il décidé (6) que l'institution serait transformée en collège d'Etat pour l'éducation des enfants des soldats de l'Indépendance !

Il devait en résulter une longue période d'incertitude pour les missionnaires avec la défiance des autorités envers leurs actions alternant avec des épisodes de convivialité selon le caractère des responsables en place. Néanmoins, un compromis sauva l'essentiel en 1827, grâce à l'autorisation donnée aux religieux espagnols de rester à Mainas. Mais la vigilance ne fut pas abandonnée pour autant, ainsi qu'en témoigne en 1834, la nomination d'un gouverneur à Andoas avec mission d'y enquêter sur "*les agissements du curé*"...

Entre-temps, la Mission, pour tenter d'enrayer son déclin, s'efforça de réaliser des réformes internes. Ainsi, le siège de l'évêché fut transféré à

Chachapoyas en 1831 afin de faciliter l'action missionnaire, et un séminaire fut installé à Jeberos en 1832, pour y former douze prêtres.

En 1840, prit fin l'ostracisme officiel avec la décision de réouverture par le gouvernement du collège d'Ocopa. Lima accepta aussi qu'une collecte nationale soit organisée par l'Eglise du Pérou pour "*secourir l'évêché de Mainas occupé principalement par les sauvages*". La situation des missions apparaissait donc particulièrement précaire ainsi que le confirme un rapport du nouvel évêque Arriaga (6). Celui-ci, après une visite de prise de contact, brossait succinctement un sombre tableau de la situation. En effet, il avait constaté que la fermeture du collège d'Ocopa avait provoqué l'apparition à Mainas "*d'une situation d'abandon, sans missionnaires, sans curés assurant la conversion, sans séminaire*"! Donc créant pour le nouvel évêque "*une église déserte et mise à discrétion de l'ennemi commun*", probablement l'athéisme ? Selon Arriaga, ce serait 15.000 néophytes qui auraient déserté depuis 1824, et il dressait la liste des postes abandonnés avec quatre cures disparues dans l'Ucayali et deux églises abandonnées sur le Putumayo. Leurs anciens fidèles sont retournés à la chasse et à la pêche dans des zones désertes où ils vivent nus et sans outils. Ailleurs, dans de nombreux villages, les fidèles "*vivent dans un état d'abrutissement*"... Aussi, salue-t-il la réouverture du séminaire et du centre d'Ocopa et demande-t-il que le gouvernement accepte que la Propagande de la Foi puisse venir soutenir l'oeuvre des missions.

Mais à Lima, le Ministère des Affaires Extérieures restera réticent quant à l'instauration de liens de dépendance administrative avec des congrégations de l'extérieur, aussi recommandera-t-il la formation de prêtres péruviens parlant les langues indiennes et s'adaptant plus facilement aux conditions de vie locales que des étrangers. Néanmoins, des facilités de transport seront données aux missionnaires et en 1841 une nouvelle organisation plus stricte régira, dans un souci d'efficacité, les diverses missions ; en 1843, les provinces de Chachapoyas et Patatez seront intégrées à celles de Mainas, et en 1848, de nouvelles cures créées à Moyobamba, Lamas et Tarapoto.

Ce regain missionnaire trouvera sa reconnaissance publique avec l'autorisation donnée par Lima, en 1849, de rétablissement sans restrictions du collège d'Ocopa et autorisant l'arrivée de la Propagation de la Foi afin d'aider les missions. On peut considérer que cette "refondation", accompagnée de la bénédiction officielle, rejoignait aussi des soucis plus politiques, cela au moment où se discutait l'ouverture à la navigation de l'Amazone et où Lima avait quelques raisons légitimes d'inquiétude, compte tenu de la sous-administration patente d'un immense territoire resté vacant. Aussi, les missions, grâce à une attitude officielle devenue plus conciliante, pouvaient, utilisant leur influence, constituer un réseau alternatif d'autorité et de soutien de la politique de présence péruvienne, réseau indispensable et peu coûteux par ailleurs. A partir de cette date, il apparaît bien qu'entre les instances administratives et les missions, un pacte d'intérêt commun ait été scellé pour le futur. Cela n'exclura pas des contentieux, des dénonciations mutuelles et la poursuite d'objectifs propres à chacun, voire antagonistes à côté de convergences évidentes.

En 1845, cette coopération va s'amorcer positivement pour répondre

aux critiques (7) de l'évêque Arriaga qui déplorait l'absence de pistes de communication. Aussi, une voie reliant en huit jours la colonie du Pozuzo à Lima sera prévue, un intendant des Missions nommé, enfin les contributions et impôts seront supprimés pour les Indiens et des outils et terres de culture leur seront distribués.

Néanmoins, la vigilance ou la jalousie administrative subsisteront ; ainsi en 1853, c'est le préfet de l'Amazone (8) qui demande au gouverneur ecclésiastique de Mainas de réprimer des abus, qu'il dénonce en bloc :

- Les paroisses imposent par la force des contributions prises sur les productions ou les biens des Indiens.

- Le curé, lors d'un décès, désigne parfois à son gré l'héritier des biens et les enfants doivent travailler pour payer les frais des obsèques.

- Enfin, le mariage est souvent imposé sans souci de la moralité des partis.

Aussi, en 1854, un décret supprime le paiement du dixième et, en 1855, celui des droits paroissiaux et des prémices. Malgré ces tiraillements, l'alliance entre l'Etat et la Mission ira se resserrant avec, à partir de 1896, le début d'une politique de subventions de l'Etat aux missions. La première de ces mesures attribue mensuellement 100 soles à la mission de Chanchamayo, de façon à faciliter la colonisation de cette région où sévissent des Indiens Campas restés "*bravos*" et qu'on souhaiterait réduire.

En 1898, c'est un concours nettement plus important qui est accordé, avec attributions de terres pour les missions et un financement de 3.000 soles annuels.

La réaction de la Mission à cette aide officielle sera des plus favorables, marquée par un souci d'adaptation à l'amplification de ses tâches nouvelles grâce à une réorganisation de son dispositif ; celle-ci permettra la création, la même année, de trois préfectures dont l'objectif réaffirmé est "*la réduction des nombreuses tribus en état de barbarie*". La première, San Léon de l'Amazone, a comme centre Iquitos et le Bas-Amazone, la seconde, San Francisco de l'Ucayali, est axée sur Ucopa dans la vallée du Mantaro, et la troisième, Santo Domingo de l'Urubamba, a comme chef-lieu Cusco et sera administrée par les Dominicains.

Cette entraide entre l'Etat et la Mission, ainsi devenue institutionnalisée, portera ses fruits dans l'Ucayali par exemple, dont le préfet apostolique notera en 1903 les résultats bénéfiques, dans un long exposé (9) dont nous ne retiendrons, ici, que les "*perspectives*" évoquées *in fine*. Ainsi, il était souligné que, grâce "*à la protection des Autorités et au soutien de la Propaganda Fidei, les missions ont pu apporter une amélioration à leur oeuvre civilisatrice*" ; le nombre des Pères est passé à seize, et on espère pouvoir installer trois nouvelles missions. La création de colonies agricoles est enfin conçue comme une priorité et rejoint donc la politique des autorités. Mais l'évêque rappelle aussi que "*le missionnaire porte l'étendard du Christ, partout dans le monde, et au Pérou il est particulièrement l'agent principal de la race indigène, et, si l'épée conquiert, seule la croix civilise*".

Epilogue qui peut se comprendre ainsi comme un avertissement aux autorités et masque une réserve, pour le moins face à certaines situations

que subsistent ses ouailles, et indique que la Mission se refusait, de tout temps, d'être la "grande muette" dans les affaires humaines.

### La critique missionnaire des défaillances administratives

En 1842, l'évêque de Mainas entreprendra une visite pastorale (10) dont un des buts est d'installer à Sarayacu, capitale de l'Ucayali, le collège dit de la Propagation de la Foi. Ce sera aussi une occasion pour lui de faire un nouveau constat des difficultés propres aux régions traversées.

Pour le vaste Ucayali, l'évêque déplore qu'il y ait seulement deux missionnaires, les Pères Plaza et Cimini, pour assurer l'évangélisation des Indiens dans des conditions difficiles.

Au fil des escales et des visites de postes, les insuffisances de la situation locale vont apparaître nettement. Il en résulte que certains villages de la mission ne subsistent que grâce au soutien constant du Père Plaza, tels sont les cas de Sarayacu, San Antonio, Bepuano, San Buenaventura et Lima Rosa. Ailleurs, les lieux de culte sont dans un état lamentable, comme à Puerto Loreto, ou restent inachevés, comme pour l'église de Cochiquinas. A Pebas, l'église est en ruine et l'évêque consigne que "*les habitants ne sont chrétiens que de nom !*". Pourtant, de nombreux Indiens Yaguas et Orejones s'y sont installés, mais les enlèvements d'enfants et les réquisitions de main-d'oeuvre des autorités, pour aller ramasser les cires et la salsepareille, contrecarrent les efforts des Pères ou les rendent inutiles. En effet, durant six mois, les familles sont seules, le mari et père au loin ; d'où le dégoût de vivre et le manque d'envie de progresser, la chute démographique et leur refus de se regrouper dans des villages, près d'une autorité.

Aussi l'évêque a réuni la population pour lui rappeler ses droits de Péruviens et les libertés qui constitutionnellement sont les siennes. Mais il ressort aussi de cette entrevue qu'en cas de refus des Indiens d'obtempérer aux injonctions de l'Autorité, "*...leurs récoltes sont brûlées, les cases saccagées, il y a parfois des assassinats, des enlèvements d'enfants, toutes choses contraires à l'Évangile*"... Autre pratique courante, les veuves se voient retirer leurs enfants donnés à des familles blanches, sous prétexte de les éduquer, mais où ils sont utilisés en réalité comme domestiques.

Ailleurs, le constat est tout aussi décevant ; ainsi Balsapuerto, qui comptait 400 habitants en 1840, a vu partir le gros de ceux-ci, fuyant les abus du gouverneur qui avait créé une "*milice indienne*", mais celle-ci est utilisée d'abord pour la collecte de la cire ! Le poste de Cahuapana a été déserté par sa population après s'être soulevée contre son gouverneur qui a été tué, mais qui pratiquait le rapt des enfants pour les revendre. Santiago, poste jadis important du Marañon, lui, a dû être abandonné après une attaque des Indiens. Même déclin à Andoas, pourtant ce poste avait été catéchisé.

Aussi, l'évêque lance un appel solennel au gouvernement pour que soit mis fin à ces pratiques, que soient respectées les lois et que protection soit accordée aux Indiens !

## 1900-1910 - Amazonie catéchisée - Amazonie païenne

Ainsi, ombres et lumières alternent dans le tableau missionnaire de l'Orienté péruvien, mais un progrès général du rayonnement des missions se manifeste à la fin du siècle un peu partout ; dans l'Ucayali, là où encore presque rien n'existait il y a cinquante ans, des résultats appréciables ont été, localement au moins, obtenus. Le réseau missionnaire, ainsi, est bien devenu une réalité, certes modeste encore car de vastes taches de paganisme subsistent. Pourtant, les résultats acquis, là où l'implantation des missions est réalisée, si l'on s'en tient à une série d'observations faites par les Pères eux-mêmes, montrent la fragilité de l'ensemble et parfois donnent l'impression d'une architecture en trompe-l'oeil.

En 1903, le Père Paulino Diaz, préfet apostolique de San Léon de l'Amazone, dans un long mémoire (11), fait état des problèmes de son diocèse. Il précise ainsi que le courrier de Lima, pour atteindre son siège, Iquitos, met de 45 à 55 jours ! Il note ensuite les problèmes posés par le caractère artificiel et précaire des limites de son évêché ; lui-même, il ne les connaît pas d'ailleurs avec précision ! En effet, d'une part il constate que le diocèse de Chachapoyas revendique *"toute la rive droite du Marañon jusqu'aux frontières de l'Equateur, de la Colombie et du Brésil"*, et d'autre part il déplore que les zones civilisées soient exclues de sa juridiction. En effet, son apostolat, contrairement aux souhaits de Rome, ne s'étend que sur les zones peuplées de tribus sauvages. De plus, il y a les revendications contradictoires de l'Equateur et de la Colombie qui portent sur les rives gauches du Marañon comme de l'Amazone, compliquant sérieusement sa tâche. Aussi pour conclure, constate-t-il que : *"Cette préfecture se réduit seulement à un titre, et qu'il n'y a pas une seule poignée de terre qui ne soit pas disputée"*.

Second sujet d'inquiétude pour le prélat, l'hétérogénéité du milieu humain où s'effectue l'oeuvre d'évangélisation. Il note la présence de nombreux Péruviens, venus des vallées andines du piémont amazonien ou de la côte, et qu'on appelle indifféremment *"Limeños"* ; souvent amenés aussi avec eux, il y a des *"serranos"* (montagnards), puis des Asiatiques, Chinois en majorité, des étrangers soit Sud-américains, soit Européens. Enfin, on trouve les divers groupes indiens, avec les *"semi-civilisés"* et les convertis et loin de tout contact, les irréductibles Indiens *"bravos"* !

Pour les Indiens considérés comme christianisés, il constate que souvent ils ont été baptisés par leur patron ou maître, après une parodie de cérémonie et sans aucune éducation religieuse ; aussi restent-ils proches de la mentalité *"sauvage"*. Quant aux Indiens réfractaires à la civilisation, dont l'évêque énumère de nombreux groupes qu'il connaît, il se dit dans l'impossibilité d'en fixer leurs effectifs, bien variables selon les témoins. D'ailleurs constate-t-il, un nombre important de tribus n'existe plus, d'autres sont réduites à de petits effectifs, ou enfin sont en voie de disparition... Rappelant qu'il a été nommé en 1900, il écrit combien sa première tournée lui a laissé une impression consternante en ce qui concernait la situation religieuse de l'évêché, avec les églises souvent à l'abandon, le catéchisme non enseigné, le culte négligé.

Sur les cinq paroisses du diocèse, deux échappent à ses visites, déplore-t-il, du fait du litige avec l'évêché de Chachapoyas : celles de Yurimaguas et Lagunas. Les autres présentent une situation qui justifie un sévère diagnostic. Ainsi à Nauta, le niveau scolaire est très bas, la méconnaissance du catéchisme générale ; pourtant ce bourg est une capitale de district ayant une population notable. A Caballo-Cocha, capitale du district de Loreto et disposant d'une population aisée et nombreuse, l'église "n'est qu'une immonde baraque".

Enfin, Iquitos, la dernière paroisse, ne dispose toujours que d'une église provisoire, ce que le Père Battle, son desservant, juge inadmissible. Ailleurs, là où il n'y a que des visites de prêtres, la situation est très précaire.

Sur le Haut-Marañon, à San Francisco, c'est un propriétaire d'hacienda de bonne volonté qui construit une chapelle en bois, mais sera-t-elle achevée, s'interroge l'évêque ? De plus, dans ce chef-lieu de district, il n'y a aucune école. A Parinari, autre capitale de district, les vestiges de l'ancienne chapelle n'existent même plus, d'ailleurs le village a été transformé en hacienda et les Indiens en serfs !

A San Régis, le lieu de culte est en ruine, les villages de San Miguel et de San Salvador de Omaguas, jadis prospères, ne présentent plus, dans une situation de pauvreté générale, que les restes abandonnés de leurs chapelles. Plus grave encore, les postes de Oran, Cochiquinas, Maucallacta et Loreto, ont purement et simplement disparus ! Enfin sur les rios Napo et Yavari, il n'y a ni église, ni même une maison de passage pour les missionnaires.

Néanmoins, l'évêque a essayé d'aller de l'avant ; il a créé en 1901 sur le Haut-Marañon laissé jusque là à l'abandon, les missions de Puerto Melendez, puis celle de San Antonio sur la zone de passage du Pongo de Manseriche ; ceci grâce à l'aide du préfet, le colonel Portillo. L'objectif est d'évangéliser, enfin, les tribus restées toujours irréductibles, celles des Aguarunas, Antipas, Huambisas et Muratos.

En 1902, à Pebas, il a mis en place une nouvelle mission ; celle-ci dispose de deux prêtres chargés de convertir les Yaguas et Ticunas, établis entre le Putumayo et l'Amazonie aux portes d'Iquitos, précise-t-il avec une amère ironie. Rejoignant ainsi habilement les inquiétudes de Lima sur les questions de frontières non consolidées, il définit ses futurs objectifs en termes quasi militaires : Pacifier les Indiens hostiles pour ouvrir à la colonisation "ces terres péruviennes", ceci de façon à contenir les empiétements et les visées des Equatoriens, grâce à la mission de Puerto Melendez. De même avec l'appui de la mission de Pebas, il compte "... échelonner des missions nouvelles sur les rives du Putumayo" et rouvrir l'ancienne route coloniale pour "s'assurer du Putumayo", revendiqué contradictoirement par Quito et Bogota.

Mais à côté de ces projets, reviennent, insistantes, les préoccupations du moment qui sont pour lui d'ordre éducatif, aussi bien dans le domaine religieux que dans celui de l'enseignement des écoles. En effet, il n'y a pas un Indien sur mille qui sache lire et écrire ! L'instruction religieuse se situe au niveau le plus bas, celui des "cholos" (terme parfois péjoratif désignant l'Indien métissé qui se civilise...) ! Aussi, cela explique la disparition de la pratique religieuse qui se réduit à des superstitions et la

détérioration de la morale publique comme familiale, avec par exemple 70 % d'enfants naturels, "*ce qui ne gêne personne*", consigne avec une amère résignation le prélat. Or, cette situation est la conséquence du manque de prêtres, mais aussi de "*la faible vertu*" propre à certains missionnaires et bien sûr, de l'extrême dispersion de la population qui rend difficile l'oeuvre pastorale.

Enfin, s'ajoutent à cela les faibles ressources des missionnaires avec le temps perdu à chercher de quoi vivre correctement ; aussi certains désertent-ils ou se livrent-ils à des trafics de sacrements, voire à des abus !

Les remèdes pour l'évêque sont d'abord dans la désignation de gouverneurs honnêtes, afin d'améliorer la morale publique, puis dans l'augmentation de l'effectif des prêtres, mais en ayant soin que ceux-ci soient de bonne moralité et surtout capables d'abnégation. Pour cela, il est nécessaire d'accroître les ressources de base, indispensables à la bonne vie des missions.

### L'Ucayali en phase de construction missionnaire

En 1905, c'est le préfet apostolique de l'Ucayali qui, comme ses confrères des autres préfectures religieuses, envoie, à la demande du gouvernement de Lima, un rapport sur la situation de son évêché. C'est un peu l'histoire de la conversion de la région qu'il décrit avec ses étapes (12). Il rappelle qu'avec la fondation de la mission d'Oxapampa, les Pères ont ouvert la région à la colonisation et entamé la pacification des Indiens Amueshcas. Cela permit l'établissement d'une trentaine de familles allemandes et l'installation de propriétaires fonciers de Huancabamba avec de nombreuses familles de péons de la Sierra, soit 2.000 âmes encadrées par trois Pères.

Autre fait important, la fondation en 1866 par le Père Sala, près du Cerro de la Sal, de la mission de San Luis de Shuro chez les infidèles Amueshcas, et surtout de celle située dans la zone d'implantation de la vaste colonie anglaise de la "Peruvian Corporation" et qui a attiré de nombreux "*serranos*" venus avec leur famille. Au total, cinq religieux se consacrent à 3.000 personnes. La Mission a obtenu aussi 1.000 hectares de concession de l'Etat, à San Jose de Sogormo, en 1894, afin d'y installer des Indiens Campas et Amueshcas.

Enfin en 1902, c'est à Contamana que fut installé le centre religieux de l'Ucayali où se trouvent de nombreux commerçants et Indiens civilisés, soit 3.000 personnes. A partir de ce poste, les bateaux permettent aux Pères de parcourir le Haut ou Bas-Ucayali, région qui est peuplée de 60.000 habitants environ. L'évêque signale, mais discrètement et sans précisions, les difficultés provoquées par les commerçants soucieux d'abord d'enrichissement à n'importe quel prix, et les problèmes de recrutement de péons qui se posent et provoquent des chasses au gibier humain organisées par certaines tribus de connivence avec les Blancs.

Il se dégage de ce tableau que dans l'Ucayali les missions apparaissent en plein essor grâce à l'impulsion de quelques missionnaires hardis. Ceux-ci, semble-t-il, ont basé leur action sur quelques principes d'efficacité, en recherchant d'une part le meilleur impact humain, et



d'autre part "en collant" de près aux nouvelles et importantes colonies qui se sont créées dans la région.

Cette politique visant à la recherche d'une évangélisation globale, ne pouvait ainsi que satisfaire Lima. Mais elle transformait, ici au moins, dans une vaste zone agitée car liée à un front pionnier nouveau et vigoureux, mais incontrôlé, la Mission en auxiliaire et garante de la politique du gouvernement...

### L'impossible réduction du Haut-Marañon

Malgré des approches répétées, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le pays jivaro restait fermé, du fait de la résistance de ses farouches Indiens, aux entreprises de conversion comme de colonisation. En 1905, un nouveau rapport (13) du préfet apostolique de San Léon de l'Amazone, va attirer l'attention sur la grave situation de cette région restée en état de dissidence ouverte depuis plusieurs siècles. En effet, les Indiens Aguarunas, fin mai 1903, ont attaqué, poussés par "*des instigateurs*" qui ne sont pas identifiés dans le rapport (des Equatoriens ?), le village de Nazareth qu'ils ont détruit ; puis ils ont fait de même dans d'autres localités du Marañon dont Huabico, où ils ont détruit la mission, assassinant le Père Calle et un Frère.

Aussi, devant l'impossibilité de continuer l'oeuvre de conversion dans ces conditions, l'évêque avait pensé déplacer la mission à Barranca. Mais cet ancien poste a été transformé totalement en hacienda et ne dispose plus de terrains domaniaux disponibles en réserve. Or, ailleurs, il en est de même du fait de l'imprévoyance de l'Etat, ou à cause des accaparements fonciers privés incontrôlés... Plus grave, avec la tension qui existe avec l'Equateur, il est interdit à la Mission toute implantation sur le bassin des fleuves Morona, Tigre, Pastaza et Napo ; en effet, selon Lima, cette initiative pourrait donner un prétexte à ce pays pour susciter de nouveaux incidents.

Si dans cette région l'évangélisation est paralysée, à Pebas la mission installée depuis peu est un succès grâce au zèle de trois Pères qui sillonnent les rios Napo, Yavari et Putumayo. Enfin, sur le rio Yagua, une nouvelle mission a été fondée, à Puerto San Agustin, et permet de remonter le Putumayo. Le Père Mallo compte installer dans cette nouvelle création missionnaire, des Indiens Yaguas et Ticunas qui pourront s'y livrer à des cultures et où surtout, écrit l'évêque : "*...libres de la maléfique influence des Blancs, ils n'opposeront pas de fortes difficultés pour se regrouper et être, peu à peu, attirés par la vie chrétienne*" ; puis d'autres Indiens seront appâtés avec des cadeaux, puis regroupés, enfin mis au travail, éduqués religieusement et ouverts à la civilisation... Alors, il sera demandé au gouvernement de déclarer la colonie "*propriété exclusive des Indiens*", ce qui les protégera des initiatives des Blancs.

Ce programme, naïvement exposé, ou provocateur, pouvait-il obtenir l'aval de Lima et des instances administratives ? Il est néanmoins intéressant car il soulève diverses interrogations. Le Putumayo à cette époque était le domaine réservé de la "*Casa Arana*" ; or, celle-ci, comme nous le verrons, y avait bâti un empire du caoutchouc, fondé sur une très

large utilisation de la main-d'oeuvre indienne maintenue recluse dans des camps de "travail forcé" au régime draconien ; d'ailleurs, les récits des atrocités qui y seront commises atteindront l'opinion internationale à partir de 1908.

Etait-il possible, compte tenu de leur fréquentation des Indiens, que les missionnaires ainsi proches du fief Arana, aient tout ignoré de ce qui s'y passait ? Ou bien, impuissants, préparaient-ils néanmoins avec la création d'un foyer indien autonome, la réplique chrétienne et humanitaire, à l'enfer qu'était devenue la zone du Putumayo...? Cela expliquerait alors la franchise du projet exposé et son caractère provocateur, toutefois assuré de l'impunité avec la question brûlante des frontières et le souci "patriotique" des autorités, d'éviter d'entâcher par un scandale avec l'Eglise, la politique nationaliste entreprise en Amazonie.

On pourrait s'étonner du cynisme de l'exposé de l'évêque, quant aux méthodes employées pour réduire les Indiens. D'abord, il faut se replacer dans la psychologie de l'époque et ensuite rappeler que l'histoire des missions d'outre-mer présente bien souvent des aspects identiques. La "pêche des âmes" que pratiquaient ainsi les missionnaires, s'accommodait de ces subterfuges initiaux afin de capter l'indigène et d'assurer son futur salut ; c'était finalement le seul but justificateur et pouvant excuser, si besoin en était, certaines méthodes de conversion.

Cette situation confirme bien, aussi, le prix fort que la Mission a dû accepter de payer, par ses silences au moins, en se faisant la comparse de fait de la politique orientale de Lima !

### Echec de la Mission ?

De nombreux auteurs, tout en reconnaissant la valeur des Pères et leur rôle, notent, comme Villanueva (14), que l'évangélisation n'a obtenu que de piètres résultats. Cela serait dû, pour certains, au caractère réfractaire de l'Indien au message des religieux, alors que, ajoutent-ils de manière spéculative, les "*caucheros*", malgré leurs abus, ont su toucher sa fibre matérialiste et la capter en profitant de son goût pour les produits nouveaux.

Le Père Amich (15) s'accorde lui aussi à reconnaître que l'effort des missions n'a pas répondu aux espérances initiales mises en elles. Il constate que la décadence de certaines missions est due aussi bien au caractère indien, qu'aux responsabilités propres à l'administration péruvienne qui en étendant, à partir de 1850, son réseau de gouverneurs pour mieux contrôler la navigation sur les fleuves, favorisa ainsi l'extension des abus anciens. L'arrivée des missionnaires fut aussi une cause d'opposition locale car elle réveilla les vieux souvenirs gardés des "*viracochas*" blancs et la crainte de leur néfaste retour ; cela expliquerait que les missionnaires furent englobés dans un rejet car rappelant l'autorité ancienne et abusive du "*Señor de Lima*" ou vice-roi colonial. A cela, le Père Amich ajoute le fait que "*certaines individus firent de la religion un objet de commerce et engagèrent des campagnes diffamatoires auprès des autorités contre les missions*". Enfin, des gouverneurs subornèrent les Indiens pour qu'ils rejettent les Pères, usant de pressions,

de mensonges et en favorisant des trafics illicites.

En 1906, un document anonyme, émanant d'un religieux de l'Ucayali (16), dénoncera, sans concession, toute la politique de "laisser-faire" suivie depuis longtemps par le Pérou en Amazonie. Pour l'auteur de ce texte, le grand responsable de l'échec de la région dans sa marche vers le progrès et la civilisation, est le caoutchouc ! Celui-ci a eu comme conséquence la disparition de nombreux villages, il a empêché l'évangélisation des Indiens, provoqué le déplacement vers Iquitos "...de troupeaux humains car les familles, laissées à elles-mêmes, se sont retrouvées dans la misère, les enfants livrés aux recruteurs". Beaucoup d'hommes sont ainsi morts à la tâche, d'autres sous prétexte de dettes impayées, furent revendus jusqu'au Brésil où, note ce religieux, mieux traités, ils sont restés. Lui aussi, tout comme le Père Amich, dénonce les "faux prêtres" qui ont vendu les sacrements et ancré dans l'erreur "ces pauvres victimes de leur irréligion".

Mais l'auteur constate aussi qu'avec la création des préfectures apostoliques et l'aide reçue des autorités et du gouverneur de Contamana, il y eut ensuite une nette amélioration. De plus, il y eut une stabilisation du front du caoutchouc, après qu'il eut dévasté les ressources de la région ; en effet, de nombreux caucheros décidèrent de s'établir là, de faire venir ou de fonder des familles, abandonnant leur errance. Les plus aventuriers, eux, repartirent plus loin, et les missionnaires aidèrent ces nouveaux habitants avec un certain succès.

Autre signe tangible, alors que rares étaient les enfants légitimes, le mariage étant inconnu et les baptêmes dépréciés, depuis 1900, se réjouit le religieux, on assiste à un regain de morale attesté par un retour marqué à ces sacrements chrétiens essentiels. Il n'en reste pas moins, selon le Père, que "la plupart des tribus n'existent plus que dans les livres, car beaucoup d'Indiens, chassés comme des fauves, capturés et vendus comme des moutons, passent leur triste vie comme domestiques dans les maisons des Blancs".

Ce réquisitoire *a posteriori*, confirme bien l'ambiguïté "existentielle" de la Mission amazonienne, condamnée au silence, empêtrée dans des liens complices avec des objectifs et pratiques du pouvoir politique qu'elle ne pouvait partager. Liens bien officialisés en 1890 par un accord pour "la réduction des Indiens", en échange de quoi, le Pérou accordait "sa protection aux missionnaires" (17).

On peut noter que les abus des "faux prêtres" apparaissent dans des rapports officiels qui les dénoncent ; ainsi en 1846, interdiction sera faite aux missions d'exiger de la main-d'oeuvre gratuite, des cessions de terres, d'abuser du petit personnel attaché aux paroisses ou de faire pression sur les autorités locales (18). En 1848, un autre rapport du gouverneur de Pebas attirera l'attention du préfet sur le comportement de la mission locale "...qui s'intéresse plus à la bourse des Indiens qu'à leurs âmes", tant et si bien que la majorité des habitants veulent quitter le poste ! Néanmoins, la Mission, et cela depuis bien longtemps, paie aussi le prix de son oeuvre de conversion, comme le rappellera le Père F. Sagols (19) en évoquant la mémoire des 200 missionnaires tués depuis les débuts de l'évangélisation de l'Amazonie.

Tout le problème du rôle de la Mission s'est posé à partir de 1802

quand un décret royal qui accompagnait le transfert du territoire de Mainas de l'Audience de Quito à la Vice-Royauté de Lima, confiait alors aux missions une tâche de civilisation des Indiens en les chargeant "d'assurer ainsi l'ouverture de la région de l'Amazonie au commerce en liaison avec Lima et les ports de l'Amazonie existants". A partir de là, en acceptant de glisser dans les responsabilités temporelles et politiques directes, la Mission devenait ainsi partie prenante et était investie d'une responsabilité de "service public" dans la région, et, par la suite, sa faiblesse intrinsèque la maintint, soit comme auxiliaire, soit comme acteur autonome, dépendante de la politique de Lima.

L'abolition des grandes réductions jésuites signifiait bien en Amérique du Sud, plus tard ailleurs, l'impossibilité d'une "Cité de Dieu" échappant de longtemps à l'emprise du pouvoir politique, même celui "du Roi Très Chrétien" de "Toutes Les Espagnes" : le Pérou où le catholicisme restait l'unique religion d'Etat ne pouvait que suivre cet exemple.

### Notes bibliographiques :

(1) cf. Fry, C., *Diario de los viajes i exploraciones de los ríos Urubamba, Ucayali, Amazonas, Pachitea i Palcazu*. LYC. T. 11. p. 369-589. Lima. 1888.

(2) cf. Mendiburu, S.P., *Estudios sobre la colonización en el departamento de Loreto*. LYC. T. 5. p. 200-265. Lima. 1890.

(3) cf. Hipólito. Fr. (Mgr.). *Informe dirigido a su Santidad por el obispo de Mainas, acerca del estado de su diócesis*. LYC. T. 8. p. 255-263. Lima. 1822.

(4) cf. *Descripción de las misiones del río Ucayali*. LYC. T. 14. p. 257-265. Lima. 1826.

(5) cf. Hipólito, Fr.(Mgr.) *Descripción de Mainas*. LYC. T. 8. p. 271-393. Lima. 1827.

(6) cf. *Nota del prefecto*. LYC. T. 8. p. 267-268.

(7) cf. Arriaga (Mgr.). *Propagación de la fe entre los infieles. Nota al ministro*. LYC. T. 8. p. 433-437. Lima. 1845.

(8) cf. *Nota del prefecto de Amazonas al gobernador eclesiástico*. LYC. T. 8. p. 515-517. Lima. 1853.

(9) cf. *Memoria del prefecto apostólico del Ucayali*. LYC. T. 9. p. 206-214. Lima. 1903.

(10) cf. Arriaga (Mgr.). *Relación de la visita practicada en los territorios de la diócesis de Mainas*. LYC. T. 11. p. 94-125. Lima.

(11) cf. *Memoria del prefecto apostólico de San León de Amazonas*. LYC. T.9. p. 215-222. Lima. 1903.

(12) cf. *Memoria de la prefectura apostólica de San Francisco de l'Ucayali*. LYC. T. 9. p. 245-248. Lima. 1905.

(13) cf. *Memoria de la prefectura apostólica de San León del Amazonas*. LYC. T. 9. p.259. Lima. 1905.

(14) cf. Villanueva, P., *Las fronteras de Loreto*. BSGL T. 2. p. 361-443. Lima. 1902.

(15) cf. Amich, J., *Historia de las misiones del convento de Santa Rosa de Ocopa*. Réédition de 1988. Monumenta Amazonica. 590 p. C.E.T.A. Iquitos.

(16) cf. Anónimo. *Pasado y presente del Ucayali por uno de los sacerdotes de la*

*Misión*. LYC. T. 18. p. 205-219. Lima. 1906

(17) cf. *Protocolo relativo a la reducción de salvajes*. LYC. T. 1. p. 115. Lima. 1890.

(18) cf. *Prohibiendo los servicios personales gratuitos que prestaban los indígenas a los párrocos de Mainas*. LYC. T. 8. p. 489-491. Lima. 1846.

(19) cf. Sagols, F., *Los habitantes de la Pampa del Sacramento*. LYC. T. 14. p. 299-309. Lima.

### III - L'INDIEN OU LA DOUBLE REPRÉSENTATION

*"... la vie n'est qu'une succession continue d'occasions pour survivre".*

G. Garcia Marquez - *La mala hora* -

Dès l'origine de l'avancée espagnole en Amazonie, se posa le problème du type de rapports à instaurer avec les tribus indiennes qui peuplaient la région. Le personnel politique colonial ne manquait pas d'ailleurs d'expérience pratique, pas plus que de vision théorique en ce domaine. Mais néanmoins, l'Indien amazonien resté au stade fruste et naïf, propre aux civilisations "de l'aurore de l'humanité", ne prédisposait pas aux méthodes conquérantes et expéditives qui avaient présidé aux conquêtes des empires aztèque ou inca. Les sociétés "sans Etat", caractéristiques du monde amazonien, ne présentaient pas, sinon mises à part les difficiles conditions de leur milieu naturel, apparemment, un obstacle pour la souveraineté espagnole.

Aussi, deux attitudes coexisteront jusqu'à nos jours face à l'Indien. La première sera compréhensive, protectrice et sensible à la fragilité intrinsèque du milieu social formé par les natifs ; en un mot, elle sera plus ou moins fortement teintée de paternalisme car on considérera que l'Indien n'a un avenir qu'encadré et surveillé dans ses "*barbares pratiques*", et donc que la seule voie de salut pour lui passe par "sa réduction" par la christianisation qui, seule, peut le sortir de son état de "*sauvage*".

L'autre point de vue est aussi bien connu. L'Indien c'est le barbare, le tueur sournois des forêts, d'autant plus dangereux qu'il sait utiliser au mieux son milieu hostile où il se cache, insaisissable. Surtout, c'est un gêneur, qui occupe de vastes espaces sans les valoriser, ni les cultiver, et de surplus, il en interdit l'accès et la jouissance aux "civilisés". Enfin, ses coutumes sont d'autant plus scandaleuses qu'elles sont insolites : la décapitation, suivie parfois de la réduction des têtes chez les Jivaros, l'excision des femmes, sa boulimie polygamique, l'assassinat dit cérémoniel de ses "vieux" devenus inutiles. En un mot, sa barbarie naturelle en fait un être dangereux et réfractaire au progrès. Donc, il est à supprimer ou sinon à cantonner étroitement, en espérant sa disparition par métissage et sa décadence culturelle et sociale, l'alcool aidant !

Cependant, il est encore utile par ses femmes et filles qui sont au goût des étrangers, et par la source de main-d'oeuvre docile et facile à bernier qu'il représente.

#### Un précurseur, le gouverneur Requena

Le premier point de vue libéral est apparu très tôt, et va peser à terme sur le sort des groupes indiens. Il fut exprimé par l'un des premiers administrateurs espagnols du Mainas, le gouverneur Requena (1), installé à partir de 1770 pour appliquer dans la région de Loreto, à la frontière du Brésil portugais, les clauses du traité de San Ildefonso. Il était aussi militaire de carrière, et il manifesta dès son affectation à Loreto, un net souci de protection des Indiens. Aussi, il les protégea et respecta car,

écrivait-il : "*Ils sont simples, candides, peu malicieux, de bon tempérament et de bonnes pensées et de la plus grande frugalité*". Seuls reproches faits, ils sont "*sans pudeur et s'enivrent*". Il proposa aux autorités royales un programme de gouvernement que l'on pourrait qualifier de philanthropique, car il entendait respecter la personnalité indienne et baser les rapports de son administration sur la sincérité et donc le refus de la tromperie. Pour cela, Requena prévoyait des réductions ou réserves qui seraient purement indiennes, les colons espagnols n'ayant pas le droit de s'y établir. Mais il préconisait aussi l'arrivée de colons espagnols célibataires, qui seraient établis en colonies près des réductions où ils prendraient femmes... Ces réductions seraient encadrées par un "*directeur espagnol*" jouant un rôle de conseiller et tuteur des Indiens, pour assurer la mise en valeur et rendre une justice sévère mais fidèle aux normes indiennes.

Les idées de Requena, si elles n'eurent pas d'applications directes sur le terrain, furent prises en considération à Madrid, et inspirèrent les attendus de la "*real cedula*" (ordonnance royale) de 1802, qui transférait l'administration du Mainas de l'Audience de Quito à la vice-royauté de Lima.

### L'administration protectrice de l'Indien des réductions

Après l'indépendance du Pérou, le problème indien échet à la nouvelle administration, et un certain nombre de mesures administratives furent prises, peu à peu, en faveur des groupes indiens. Si, en 1823, c'est une mesure d'ordre public et de protection à caractère discriminatoire qui est publiée, avec l'interdiction faite de vendre couteaux, haches et instruments en fer pouvant être utilisés comme armes aux Indiens, en 1830, avec la nomination du nouveau gouverneur de Nauta, ce sont par contre des dispositions favorables aux Indiens qui lui sont recommandées, avec la consigne de bien arranger les villages, de prendre soin de l'état des maisons et de veiller surtout à ce que "*...les Indiens ne dorment pas dehors*" et donc qu'ils disposent de lits, et qu'enfin les coutumes civilisées leur soient enseignées ! Le paternalisme devenait ainsi maternage.

En 1833, c'est le sous-préfet de Loreto qui, après une tournée d'inspection, livre ses impressions (2). Dans les 22 villages qu'il a traversés, écrit-il, il a réuni la population pour entendre ses plaintes envers les fonctionnaires locaux ; en fait, il ressort que "*les abus sont finalement limités à cause de l'extrême dénuement de la population*". Aussi partout, précise-t-il, il a laissé des instructions pour modifier les coutumes de "*ces malheureux habitants*" car il est impossible dans l'état actuel, de fixer dans les villages "*beaucoup de tribus errantes sur les rios*" et dont les membres vivent nus, s'adonnent à "*divers vices*" et boivent de la "*chicha*" en abondance dans la journée, ayant ainsi, selon lui, "*une existence vide*". Il prévoit aussi de regrouper diverses tribus à Loreto, où là il y a espoir de leur donner du travail dans l'agriculture, ce qui leur permettrait de s'habiller et d'acheter quelques outils de travail.

L'attention officielle, envers le milieu indien des réductions, ne se démentira pas, ainsi que l'indique en 1838, le "*Règlement pour le bon*

*gouvernement de Mainas*", promulgué par le préfet Del Castillo (3). Ce texte est caractéristique de ce que pouvait produire la sainte alliance de l'ordre laïque et des canons religieux de la morale... Ainsi, blasphémer est prohibé, le concubinage est, comme l'adultère, interdit, ainsi que les pratiques qui leur sont attachées, celles des jeteurs de sort et des faiseurs d'envoûtements. Les oisifs et vagabonds, eux, doivent être expulsés des villages... Mais il faut s'attirer, pour les "civiliser", les Indiens "sauvages" en usant de méthodes "douces et amicales", puis assurer leur protection et surtout leur perfectionnement. Pour cela, le rapt des Indiens est interdit, même si le prétexte est de les évangéliser. En effet, le but recherché est que "ce soit par eux-mêmes qu'ils découvrent les erreurs des anciennes croyances qui les enveloppent et que Notre Créateur leur donne la vraie lumière". De plus, est rappelée avec force la protection des enfants qui ne doivent pas être séparés de leurs parents, même sous prétexte d'éducation ou de conversion, car c'est un moyen de les mettre en esclavage. Enfin, on ne pourra obliger un voyageur à payer l'hospitalité qu'il a reçue en argent, car celui-ci est rare et il existe bien d'autres coutumes d'arrangement.

Ce règlement ambitieux relève des mobiles propres aux utopies moralisantes et perfectionnistes de mode alors, avec les canons propres aux "bons sauvages" et, semble-t-il, il devait être quelque peu rébarbatif pour les "malheureux natifs". Mais, il a l'intérêt de mettre en évidence quelques maux particuliers à la région de l'Amazonie, marquée par ses pratiques anciennes, notamment de rapt de personnes et de vente d'enfants pour le travail, qui ne cesseront pas de longtemps. Il met en relief aussi une vision finalement dépréciative du sauvage, provoquant soit une pieuse compassion, expliquant le recours à "la réduction" comme institution "correctionnelle" propre à redresser les âmes dévoyées pour assurer leur salut, soit à des méthodes plus coercitives. Dans les deux cas, ces pratiques rencontraient, c'est le moins qu'on puisse dire, l'incompréhension des intéressés.

Le travail forcé des Indiens, autre plaie traditionnelle de l'Orient, sera évoqué par un décret de 1850 (4) l'interdisant sous toutes ses formes, ouvertes ou déguisées. En effet, les Indiens, est-il dénoncé, sont réquisitionnés en tant que "semailiers ou assistants", aussi à l'avenir, seuls des volontaires rémunérés seront embauchés. Dans l'esprit de ce texte, en 1851, un autre arrêté fixe des mesures pour empêcher que continue l'envoi de canotiers indiens ou autres travailleurs au Brésil, où ils sont retenus en travail forcé. Mais la même année, on peut noter un revirement de tendance vers l'autoritarisme administratif, avec l'obligation faite soudain aux Indiens de cultiver café, cacao, coton et paille de chapeau !

Ainsi, l'Indien "officiel" des réductions ou des villages de colonisation, devenu un "produit administratif" par excellence, était, au moins dans les textes et d'après leur inspiration, protégé voire adulé par les pratiques d'un domptage régénérateur, selon les normes au moins de la civilisation de l'époque.

Qu'en était-il pour les autres, "les vrais sauvages eux..." ?



## Indiens "bravos" : la Bible ou la Winchester !

Les Indiens insoumis ne sont pas totalement inconnus des autorités, car même s'il y a une manifeste répugnance des officiels à aller les chercher dans leurs forêts, ces Indiens ont souvent des contacts, d'utilité au moins, avec les Blancs, pour des échanges de produits et parfois même des travaux saisonniers.

Le lieutenant Sandia en 1865, lors d'une mission (5) dans l'Ucayali, constate que dans la localité de Roaboya vivent en harmonie Péruviens, Brésiliens et Indiens Piros, Cunibos et Shipibos. Il remarque que les Piros "*... sont aimables avec les Blancs, avec qui ils échangent leur travail contre des produits*" qu'ils colportent ensuite au loin auprès d'autres tribus et même jusque dans la région du Cusco. Mais, précise-t-il, dans leurs tournées, ils se teignent les dents en noir lorsqu'ils vont attaquer sur leur passage d'autres Indiens vivant dans des haciendas... Un de leurs chefs, Venancio, a d'ailleurs combattu avec les Républicains et connaît Lima !

Dans le récit d'une autre exploration menée par l'ingénieur Nilstrom (6) en 1869 dans les montagnes de Chanchamayo, si celui-ci déplore une embuscade des "*Chunchos*" (ou sauvages en général en Quechua) qui a coûté la vie à trois de ses hommes, il écrit aussi que "*...néanmoins, je dois confesser que je sympathise beaucoup avec les sauvages... Nous envahissons leur pays, les expulsions des cases qu'ils ont fabriquées et où ils furent élevés tout en travaillant leurs terroirs...*". Aussi, juge-t-il inutile d'expédier des colonnes de repréailles ; elles traumatisent les esprits et portent atteinte à l'unité nationale ; au contraire, il préconise la création d'infrastructures permettant l'essor du commerce et favorisant les contacts, tout en créant à terme les conditions de l'apaisement grâce la mise en place de colonies agricoles.

Un autre point de vue officiel consigné dans le journal de voyage de la Commission Hydrographique (7), note, en 1879, "*...que les Indiens peuvent être civilisés, mais avec des attentions et des précautions, car ils ont connu les Blancs d'abord par les horreurs de la conquête ; aussi, si la religion peut faire beaucoup, elle ne peut pas tout*".

Cette bonne volonté se retrouve dans les consignes données par C. Fry, secrétaire de la Commission Fluviale, aux ingénieurs Perez et Wolff, lors de leurs explorations des montagnes de Chanchamayo et des rios Pichis et Ucayali, en 1889 : "*...prudence avec les populations sauvages et éviter, jusqu'à l'extrême, d'utiliser la force*". En pleine ère du "*caucho*", en 1897, sur le rio Napo, région sur laquelle on a peu d'informations, le rapport du colonel Ibarra (8) constate qu'à San Pedro où il y a une distillerie d'alcool, Blancs et Indiens vivent en harmonie (y avait-il une relation de cause à effet ?) et qu'il en est de même sur le rio Nascino où les Indiens Zaparos, attirés par une politique amicale, vivent en bons termes avec les "*caucheros*".

Ces diverses prises de position faites dans le temps par des personnes très diverses, indiquent qu'une vision manichéenne ne s'était pas imposée unilatéralement en Orient, et qu'un point de vue officiel comme privé était favorable aux autochtones et proposait des politiques adaptées.

Celles-ci apparaissaient d'autant plus urgentes et nécessaires, que vers

la fin du siècle, il est évident que le milieu indien a été quelque peu la victime de la prospérité apportée par le caoutchouc, comme de la politique officielle de colonisation, ainsi que d'intéressants témoignages religieux et civils l'indiquent clairement.

### Les plaidoyers du missionnaire et de l'ingénieur

Le Père G. Sala qui fut missionnaire et explorateur aussi de l'Orient (il accompagna C.Fitzcarrald dans ses voyages), livre en 1897 un point de vue sévère sur la condition des Indiens (9), et un réquisitoire sans concession sur l'attitude des autorités : *"L'autorité doit se préoccuper du bien-être des Indiens, mais pour cela, être respectable, et non, comme aujourd'hui, exploiter, faire travailler pour rien, arracher leurs plantations, prendre leurs maisons et profaner femmes et enfants... Quelle merveille, si ces exploités se levaient et vengeaient ces outrages ! Comme personne ne les protège, ils sont obligés de se faire justice et de se cacher"*. Ainsi la dénonciation est sans équivoque, impliquant l'ensemble du "système" d'autorité de l'Orient, administration, missions et civils et même prenant un ton provocant, presque subversif pour l'ordre public.

Précisant son attaque, le Père Sala dénonce les scènes qui se sont déroulées sur les rios Yurinaqui et Metraro, d'où les Indiens ont été chassés, perdant tous leurs biens, alors qu'ils sont attachés à leurs propriétés qui sont régies par un droit traditionnel. Certes, il reconnaît bien les défauts des Indiens *"chunchos"* : vol, mensonge, anarchie, prostitution, sorcellerie satanique car *"tout en eux, sent un naturalisme et un matérialisme consommé"*, déplore-t-il. Aussi, reconnaît le religieux, *"n'est-il pas étonnant qu'ils refusent la civilisation et haïssent les blancs, qui n'imitent pas leurs brutales coutumes..."*. Mais alors, s'interroge et s'indigne le religieux *"que faire ? Faut-il leur tirer une balle ?"*. A un ingénieur argentin, venu pour le compte de Fitzcarrald étudier un projet de chemin de fer, et s'indignant auprès du Père *"des atrocités des blancs contre les Indiens"*, celui-ci lui répondit en temporisant qu'il valait mieux attendre les mesures du gouvernement *"plutôt que d'épiloguer en vain"*. Autre dénonciation, celle du commerce qui trompe les Indiens, en exigeant du caoutchouc, dont ils ignorent la valeur ! Aussi, le Père est catégorique dans sa conclusion : *"En vingt-neuf ans de Pérou, il n'a vu personne plus chargé de chaînes que les péons de l'Ucayali !"*.

Un constat, plus sobre mais fondé aussi sur une profonde connaissance de l'Amazonie du Pérou, sera fait par Von Hassel (10). Il constate que l'exploration et l'exploitation du *"caucho"* ont bouleversé la vie des Indiens ; si certaines tribus se sont adaptées aux nouvelles conditions, d'autres ont été ou sont en train d'être *"annihilées"*. En effet, partout on observe un changement complet des techniques, et *"aux outils de pierre, succèdent les ustensiles en métal et les armes européennes"* ; de plus, les tribus se métissent, transformant ainsi leur culture et *"...il se crée une nouvelle race, abandonnant les anciennes coutumes"*. Devant cette situation, l'ingénieur lance un appel aux hommes de science pour qu'ils étudient tant que c'est possible encore et minutieusement, ces groupes indiens, ultimes représentants du premier stade de l'humanité.

Aussi, en profite-t-il pour solennellement "...*protester, face au monde civilisé, contre les abus pratiqués et contre la destruction inutile de ces êtres humains primitifs que la convoitise de l'homme civilisé a mis sur le marché des produits amazoniens ; car c'est un fait bien connu par tous, qu'ici, l'Indien a une cotation comme n'importe laquelle des marchandises*" ! D'où un appel pressant lancé aux pays riverains de l'Amazone ainsi qu'au Paraguay et à l'Argentine, pour qu'ils "...*reconnaissent les droits à l'existence de ces groupes, chassés comme des animaux sauvages par les blancs, et qu'ils soient intégrés à la vraie civilisation, sinon l'Histoire, véritable juge des actes humains, condamnera notre génération pour avoir expulsé ces peuples indigènes, vrais maîtres de leurs terres et les avoir annihilés sans motifs*".

Puis, Von Hassel donne quelques précisions en excellent connaisseur de l'Amazonie, sur l'état des Indiens ; il considère que leur effectif peut être estimé à 150.000 personnes dont 35 à 40.000 pour la région Nord et le Maraïon, 25.000 pour divers groupes dispersés, et 80.000 pour la partie centrale. Il précise que l'ensemble des tribus se divise en deux groupes ; celui utilisant l'arc et la flèche, qui se rencontre sur la rive droite de l'Amazone, les rives de l'Urubamba, de l'Ucayali et d'une partie du Maraïon ; l'autre groupe fait usage du javelot et de la sarbacane, avec principalement les Aguarunas du Maraïon. Le poison, pour la chasse et la guerre, est utilisé par les tribus du Nord et il note l'intérêt du "*tunday*", un tronc d'arbre évidé, utilisé pour transmettre à des distances appréciables des informations. Von Hassel constate que toutes les tribus utilisent des captifs, pris lors de guerres ou d'expéditions, mais qui sont correctement traités ; le vol des femmes reste le motif principal des luttes entre groupes indiens.

Ces analyses du milieu indien, dues à un missionnaire et à un ingénieur, sont intéressantes car elles indiquent bien l'existence d'un courant indigénophile, appuyé par des personnalités représentatives et connaissant de longue date les problèmes des autochtones tout en ayant une vision lucide de la situation.

A ce courant libéral et humaniste quels que soient ses accents paternalistes, s'opposera avec une force au moins égale, la vision utilitariste de l'espace amazonien ne concédant à ses rescapés de la préhistoire qu'une place marginale sinon inexistante.

### **L'Indien : un sauvage, gêneur et inutile**

Ici, comme ailleurs, les espaces vides, peuplés de sociétés frustes et rustiques, ont suscité des thèses justifiant l'accaparement des ressources existantes, et implicitement prônant donc la nécessaire disparition, pour l'avancée de la civilisation, de groupes autochtones décrétés inadaptables et abusivement consommateurs de territoires laissés en friche.

Un autre explorateur péruvien, le lieutenant de vaisseau Stiglich, membre de la Commission fluviale d'exploration de l'Amazone, exprimera lui, carrément, cet autre point de vue qui rencontrait d'ailleurs beaucoup d'émules discrets. Pour lui, la psyché de l'Indien est telle qu'il est négativement "autre" par rapport aux normes (11) : "*Le caractère de*

*l'Indien est comme les rivières, variable, et c'est pour cela qu'il ne se fixe pas. Il aime la liberté en tout et hait la soumission. Il vit comme un animal... En lui, il n'y a pas d'amour, pour rien, tout est instinct pour assouvir le nécessaire ou le charnel. Quand ce n'est pas le vice, ce sera le crime... Tout par ici a un développement limité, si ce n'est pas un abandon total ou une indifférence absolue"...* Jugement sans appel, infligé à une dérangeante humanité, et arguments donc pour son élimination, dans la mesure où elle occupe la place nécessaire aux légitimes entreprises du monde des civilisés.

Le préfet, par ailleurs "honnête homme", H. Fuentes (12), constate que s'il existe "*des tribus d'Indiens nobles et intelligents*" comme les Campas, les Capanahuas et Amahuacas, d'autres tribus, au contraire, sont irrémédiablement "*rebelles et anthropophages*", telles les Cashibos, Cunibos et Shipibos. Mais il reconnaît aussi que la condition des Indiens des bords des rios "*...est lamentable, ils sont laissés sans éducation et soumis, comme nulle part ailleurs au Pérou, à la servitude avec le fouet et le bâton*".

Ainsi, de cette nomenclature apparaissent maintenant les Indiens "potentiellement bons", car industriels, commerçants et collaborateurs, donc assimilables et les "Autres", qui sont donc irrécupérables. Il est à noter que dans de nombreux récits de missionnaires, transparaît cette dichotomie d'inspiration manichéenne, entre bons sauvages égarés par l'ignorance et la méconnaissance du "vrai bien" et ceux qui sont des êtres quasi "*sataniques*" car anthropophages, vivant nus, adonnés à toute les turpitudes les plus scandaleuses avec l'excision des femmes, la polygamie, le viol coutumier, la liquidation des ancêtres inutiles, l'infanticide, ainsi que l'évoque pour les Capanahuas du Grand Pajonal ou les Shipibos du Pisquis, le Père F. Sagols (13).

Un autre point de vue "extrémiste", mais représentatif aussi du problème indien, est fourni en 1897, par le rapport de l'ingénieur Morales (14) qui regrette l'absence de postes militaires sur le rio Pachitea qui pourraient repousser les incursions des "*sauvages Cashibos et les tuer en cas de résistance*". De plus, il recommande d'interdire aux Indiens l'accès des futures colonies agricoles ou bien de garder prisonniers ceux qui y entreraient ; sinon des attaques surprises sont à redouter de la part de ceux qui en reviendraient, et pourraient donner des renseignements sur leurs défenses. Ainsi, malgré la supériorité en armement des Blancs, il apparaît bien que l'Indien est plus redouté qu'il est vraiment dangereux peut-être, en réalité !

La politique indienne de Lima oscillera donc au gré des situations, des responsables et de l'urgence de certains problèmes, et donc alternera entre un prudent attentisme visant à réduire peu à peu et "en douceur" l'Indien, et une politique plus autoritaire, plus utilitariste aussi, car tendant à le faire déguerpir, là où il est gênant.

Ici aussi, le gouvernement central fut donc incapable de définir une politique claire, aussi bien au niveau des principes que des actions de terrain. Il s'agit là d'un héritage de la colonisation et d'un blocage mental traduisant dans le "non-dit collectif", l'autre problème "indien" du pays, celui inhérent à ses nombreuses populations de descendance autochtone de la Sierra andine, et qui conservaient au même moment un

"statut de serfs-citoyens" qu'elles garderont d'ailleurs longtemps encore, jusqu'en 1972 au moins, avec la Réforme agraire....

### Notes bibliographiques :

(1) cf. *Una descripción inédita de Maynas de Don Francisco de Requena par R.P. Barrenechea*. BSLG. p. 83-156. Lima. 1947.

(2) cf. *Visita del subprefecto de Mainas*. LYC. T. 6. p. 231-232. Lima. 1833

(3) cf. Castillo Rengifo, C. (del). *Reglamento para el buen gobierno de Mainas*. LYC. T. 6. p. 245. Lima. 1838.

(4) cf. *Prohibición del trabajo forzado*. LYC. T. 9. p. 392. Lima. 1850.

(5) cf. Sandia (Lt.). *Exploración del Ucayali*. LYC. T. 2. p. 252. Lima. 1865.

(6) cf. Nilstrom. (Ing.). *Exploración de las sierras de Chanchamayo*. LYC. T. 2. p. 479-488. Lima. 1869.

(7) cf. *Comisión Hidrológica. Diario de viaje*. LYC. T. 2. p. 394-429. Lima. 1879.

(8) cf. Ibarra, J. (Cln.). *Informe sobre los ríos Napo i Putumayo*. LYC. T. 17. p. 512-520. Lima. 1897.

(9) cf. Sala, G., *Exploración de los ríos Pichis, Pachitea, Alto Ucayali y la región del Gran Pajonal*. LYC. T. 12. p. 5-154. Lima. 1897. Les rapports qui existèrent entre le Père Sala et l'aventurier du caoutchouc C. Fitzcarrald sont durement critiqués par A. Chirif et C. Moro qui l'accusent (cf. *Historia del Peru*, Tome 12. Lima. 1980) d'être "un missionnaire du génocide...". La lecture de cet extrait du Père Sala, qui a échappé probablement aux deux historiens cités, semble signifier exactement le contraire de ce grave anathème...

(10) cf. Von Hassel, G., *Las tribus salvajes de la región amazónica del Perú*. LYC. T. 17. p. 27-73. Lima. 1905.

(11) cf. Stiglich, G., *Informe del teniente a la Junta Fluvial. Viajes a los ríos Pachitea, Bajo-Ucayali, Amazonas, Alto-Ucayali y Urubamba*. LYC. T. 4. p. 272-367. Lima. 1904.

(12) cf. Fuentes, H., *Apuntes geográficos, históricos, estadísticos, políticos y sociales de Loreto*. LYC. T. 16. p. 139-536. Lima. 1906.

(13) cf. Sagols, F., *Los habitantes de la Pampa del Sacramento*. LYC. T. 14. p. 299-309. Lima.

(14) cf. *Informe del ingeniero Morales*. LYC. T. 3. p. 391-406. Lima. 1897.

#### IV - LE COMMERCE ET SES AGENTS

*"Les affaires..? Mais c'est l'argent des autres !"*  
Talleyrand

Compte tenu des conditions locales, le commerce pendant longtemps sera de forme sommaire car limité aussi bien par l'extrême faiblesse de la population, que par le peu de matières qu'il pouvait offrir au marché. En fait, l'activité commerciale passera par deux étapes bien distinctes ; la première sera de 1820 à 1880 plutôt une étape précommerciale, dominée par le troc des produits naturels extractifs et par l'utilisation de modes de paiement archaïques.

Après 1880, la mise en place de l'économie caoutchoutière va rapidement transformer la situation et créer une structure commerciale dominée par ce produit comme par ses conditions originales de travail et de spéculation.

Il en résultera la mise en place, avec un nouveau milieu commerçant propre, d'un système d'échange adapté, typique des régions neuves soumises à une spéculation aventurière et souvent sans lendemains.

#### L'époque du troc et le "*tocuyo-monnaie*"

Longtemps régnera, du piémont amazonien jusqu'au bassin central, un moyen original de paiement ou plutôt d'échange, le "*tocuyo*". Sa présence est signalée dès 1834 par les Anglais Lowe et Smith (1), qui notent le peu de moyens monétaires en circulation, et l'usage comme substitut d'un tissu grossier, teint avec des plantes et d'odeur forte, nommé "*tocuyo*". Raimondi en 1859, constatera toujours son utilisation et distinguera les trois variétés de cette pseudo-monnaie (2) ; ainsi il y avait le tissu américain du Nord, l'Anglais, et le local ; mais c'est le premier qui était le plus prisé, permettant au commerce de beaux bénéfices de 200 à 300 % !

A côté de cet aspect rudimentaire des échanges, les conditions commerciales apparaissent pour le moins précaires, si l'on en croit du moins la rare documentation d'époque disponible ; ainsi dans le récit d'un voyage (3) entrepris entre 1841 et 1845, Manuel Ijurra donne un aperçu instructif des conditions de l'époque.

La seule place commerciale notable est celle de Moyobamba, note le voyageur ; si elle commerce avec le Loreto et le Brésil pour l'Amazonie centrale, elle a aussi des liens avec les bourgades du "*Cerra de selva*" (piémont amazonien) telles Huanuco, Huaraz, Pataz ou Chachapoyas, mais les coûts des transports obèrent les bénéfices des commerçants. Il est à noter aussi qu'un commerce de troc, aux mains des tribus indiennes, passe par les bouches du Pastaza et implique les villes équatoriennes de Cuenca et Loja où les tribus du groupe Jivaro vont échanger des produits naturels comme la cire pour obtenir armes et outils. Un autre petit trafic se fait avec l'Equateur, à partir des postes du rio Pastaza, tels Andoas, Pinche et Santander, qui comptent au total 1200 âmes.

Du côté de Loreto, le commerce est d'abord dominé par les Brésiliens

qui disposent d'une forte implantation commerciale à Tabatinga, à la frontière avec le Pérou, mais sont aussi très actifs, en Oriente, avec des commerces nombreux à Loreto et un réseau présent dans les autres postes comme Moromorote, Peruate et Nauta. En effet, les Brésiliens ont le monopole des achats à Belem et La Barra. Ils y achètent à bas prix, et revendent à Loreto plus cher les mêmes produits vendus sur la côte du Pérou, mais qui, avec le transport, sont rendus hors de prix en Amazonie.

Sur l'Ucayali, pratiquement incontrôlé alors par Lima et où règne une insécurité due aux attaques indiennes sur les rios, seule la pêche donne lieu à un petit mouvement de colportage et de troc de la part des Indiens Mayuranas, constate en 1865 un autre explorateur. Ainsi, jusqu'à l'apparition du trafic du caoutchouc, l'Oriente péruvien, au point de vue commercial, ne présente aucun mouvement de trafic notable, et surtout ne dispose d'aucune structure autre que celle des sommaires comptoirs de troc et de ramassage des collectes de plantes médicinales ou de cires. Celles-ci ne donnent lieu qu'à des mouvements réduits et d'ailleurs non comptabilisés, en l'absence de tout contrôle douanier du Pérou, ce qui est un indice certain du désintérêt commercial global de Lima pour la région pendant très longtemps.

Cette situation d'inertie et d'oubli va se transformer rapidement après 1880, avec le début de l'exploitation du caoutchouc.

### L'or noir et le déclin de l'économie traditionnelle

Le succès de la collecte du caoutchouc au Brésil et les besoins croissants de l'activité industrielle firent que, sous l'impulsion du pays voisin, les régions amazoniennes entrèrent à leur tour dans le processus d'une exploitation qui s'intensifiera et créera une véritable fièvre, autorisant toutes les pratiques, pourvu qu'elles soient source d'intensification de la production. La première conséquence de l'essor du caoutchouc fut marquée par le déclin des productions traditionnelles de l'Amazonie, ou leur quasi-abandon, et par le poids déterminant pris par les productions de gommes ainsi que le démontre clairement l'étude du colonel Mendiburu (4).

	1880	1885	1888
Tabac	11	115	23
Salsepareille	13	5,2	2
Poisson salé	16,5	11,7	?
Cuirs	2	2,6	1,1
Chapeaux	405	28,6	67,5
Alcool	5,4	5,4	0,3
Caoutchouc	651	893	635

Tableau 5 : Productions traditionnelles de l'Oriente (valeur en milliers de soles).  
(Source Mendiburu, op. cit.)

Certes, manquent à ce tableau, faute de statistiques, les chiffres des productions du quinquina, du sel et du café. Mais en cinq ans il ressort, malgré la crise de 1888, que le caoutchouc a accaparé 85 % des exportations de l'Orient péruvien... Le seul chapitre qui représentait une source notable d'activité pour l'exportation, la fabrication des chapeaux de paille de Moyobamba, ne joue plus qu'un rôle très secondaire. Le rapport Mendiburu note que, pourtant, la vente des chapeaux dégageait sur le Brésil un bénéfice de 500 %... Mais pour l'auteur, "*à force d'exploiter l'ouvrier indien et de diminuer son salaire, la qualité est devenue mauvaise, les ventes ont chuté et l'activité est en pleine décadence*". Surtout, on peut préciser que Moyobamba connut, avec l'arrivée du caoutchouc, un départ massif de sa population active. Même abandon aussi pour l'activité longtemps florissante de la vente du poisson salé qui n'est plus exporté car mal préparé, faute de main-d'oeuvre probablement, aussi doit-on en acheter au Brésil !

Pour les autres exportations jadis florissantes, dit le rapport, telles que la salsepareille, le quinquina, les cires ou l'ivoire végétal, la vente en a été abandonnée, car la qualité a baissé dans la préparation des produits, et il n'a pas été possible de passer à des productions en culture; le rapport fait allusion, ici, au quinquina. Décadence s'expliquant aussi par la concurrence internationale, par le manque d'initiatives locales et par les coûts élevés et la longueur des transports en canoë. Enfin, le Loreto, jusqu'à la guerre du Pacifique, en 1879, vivait des subventions de Lima, de privilèges douaniers et d'exemptions fiscales qui avaient un effet démobilisateur pour l'activité locale.

### **Le monopole du "Tout caoutchouc"**

Le démarrage de la cueillette du caoutchouc va impliquer très vite la mise en place d'un système original de prospection, collecte et commercialisation qui a été bien décrit par les auteurs de l'époque. Nous nous bornerons donc ici à rappeler seulement ses grands traits et leurs conséquences sur la vie de l'Orient.

En 1906, le préfet H. Fuentes produira une bonne analyse des conditions commerciales nouvelles qui se sont mises en place depuis 1880 (5). Trois types de relations commerciales organisées en forme de réseaux se sont instaurées, structurant les bassins de gisement de caoutchouc et les connectant avec le marché international.

#### *Le grand commerce*

Au sommet, coiffant le système, on trouve le grand commerce d'Iquitos, celui-ci servant de relais avec les marchés européens - Bordeaux - Le Havre - Londres - Hambourg - et les Etats-Unis avec New-York. Un second maillage est tissé entre Iquitos, exutoire des collectes de gommes du bassin central amazonien, et le réseau dense des rivières ou fleuves sur les rives desquels est collecté le caoutchouc ; sa fonction est d'assurer la logistique de l'exploitation. Un troisième réseau, à base locale, existe en des centaines de points avec les "*barracas*" ou comptoirs



caoutchoutiers, situés en chapelets sur les rios, où l'on exploite le caoutchouc. Il s'agit de l'articulation clé jouant le rôle de noeud relationnel entre les péons, seigneurs d'hévéas, et les fournisseurs qui leur apportent ravitaillement, instruments de travail, pacotilles, armes, etc. ; en échange, ces derniers emportent le caoutchouc préparé.

Le grand commerce est constitué par des maisons associées à d'importants établissements européens disposant d'un crédit illimité et d'une confiance absolue. Fuentes cite ainsi les sociétés Wesche y Cia et Kahn-Polack (françaises) qui sont associées avec la maison de Ch. Ahrenfeld de Paris, celle de Marius Levi (français) ou celles de Schuller à Paris et de Pintos Hermanos. Des maisons secondaires d'Iquitos sont associées, mais avec des crédits limités, avec des sociétés européennes, telles Ponciano Sanchez avec John Lilli de Londres, ou Fernando de Hesser, de Manchester.

Pour celles-là, le système est celui du crédit délégué et limité avec 6 % d'intérêt annuel et 2 % de commission, celle-ci passant à 5 % s'il s'agit de prêts pour achat de marchandises de base.

### *Le réseau de distribution*

Le réseau régional de relations entre les maisons d'Iquitos et le patron de "gomales" ou "aviador", fonctionne sur la base de la réputation de ce dernier, l'étendue de ses "gomales" et son aptitude à fournir de bons rendements. Le patron peut avoir trois fonctions différentes ; soit il exploite directement le caoutchouc avec ses péons, il est alors "opérario", soit il commandite à plusieurs "petits patrons" qui dépendent de lui, soit enfin il peut fournir d'autres petits fournisseurs qui revendent aux patrons des barracas.

En général, la maison d'Iquitos prend sur la marchandise qu'elle vend, 30 % d'intérêt et 10 % de commission, donc en sus d'une marge bénéficiaire d'au moins 100 % ! S'il y a retard de remboursement, s'ajoute une pénalisation d'au moins 1 % par mois dû. Le paiement se fait en caoutchouc, mais avec une décote sur le cours européen moyen ; en effet, ceux-ci seront pendant longtemps, faute de ligne télégraphique entre Iquitos et Belem, connus tous les 15-20 jours seulement avec l'arrivée des vapeurs du Brésil. Système contraignant, mais qui est source de nombreuses et fructueuses entournepes comme on peut l'imaginer !

### *Le patron de "barraca"*

Le dernier maillon de ces réseaux spéculatifs, est situé dans la relation d'échange entre le patron d'un rio et ses péons en charge de la collecte du caoutchouc. Le patron "cauchero" qui jouit du monopole de vente (6) revend à ses employés les produits de base avec des marges variables selon la distance, les difficultés d'accès et l'insécurité de déplacement. Ainsi, sur l'Ucayali, le bénéfice est en moyenne de 20 %, mais sur des fleuves dangereux comme le Yurua ou le Purús, la marge atteint 100 %.

De plus, le patron prélève à son profit 2 soles par "arroba" de 15 kg de caoutchouc qui lui est remise en paiement. Aussi dans de nombreux cas, le travail du péon ne peut payer les fournitures reçues, d'où des dettes

qui s'accumulent et peuvent aboutir à un esclavage volontaire et à la vente légale du péon à un autre entrepreneur en échange de sa dette ! D'autres auteurs permettent de compléter et de mieux apprécier les caractéristiques de ce système d'exploitation du caoutchouc.

Ainsi, Derteano note (7) que dans le district très marginal et dépeuplé d'Andoas, proche des confins équatoriens, la marge de profit prise évolue entre 100 et 300 % pour les produits importés d'Europe ou des Etats-Unis. Delboy (8), qui fut un excellent connaisseur de l'Orient, note en 1912 que dans l'Ucayali le prix payé aux producteurs de caoutchouc est inférieur de 80 % au prix moyen du marché, compte tenu du transport et des marges de bénéfice des négociants.

H. Fuentes (op. cit.) constate que les commerçants ambulants, souvent arméniens ou juifs, les "regatones" venus d'Iquitos, sont très mal acceptés par les patrons "caucheros" de l'Ucayali, car avec 4000 soles de marchandises apportées en moyenne, ils réalisent des bénéfices courants atteignant 26.000 soles (soit 650 % de gain !). Mais ce résultat est obtenu après libations offertes par ces commerçants ambulants aux péons, qui ainsi leur cèdent à très bas prix leur caoutchouc, et ce au grand dam des patrons.

#### *La vraie rente : surprime au danger et à l'éloignement*

Annibal Mautua (9) en 1911, confirme, en les précisant, les analyses de H. Fuentes ; ainsi le cours d'achat du caoutchouc est toujours inférieur au moins de 50 % à la cotation officielle, et les bénéfices sur les marchandises vendues sont toujours de 50 % minimum. Par contre, les régions dangereuses et contestées des rios du Haut-Purus, Yurua, Manu, Piedra et Madre de Dios, donnent un gain de 100 % au moins, tandis que sur l'Ucayali, le Napo et le Marañon, ce bénéfice n'est que de 50 %. Auguste Plane (10) fait les mêmes constats sur les prix de revente des produits ; ceux-ci varient, selon la difficulté d'accès des rios, de 25 à 75 % en moyenne, et il note la concurrence féroce qui oppose les fournisseurs ; les crédits démesurés dont ils ont bénéficié longtemps expliquent, pour Plane, les faillites retentissantes de 1901, dues à la hausse du taux de change de la monnaie brésilienne, et à la baisse du cours du caoutchouc. Mais Plane constate, aussi, les contraintes pesantes, dues aux transports ; ainsi pour arriver à Villa Bella, sur le Haut-Beni bolivien, les marchandises venant de l'Atlantique mettent jusqu'à 230 jours, et le caoutchouc exporté à partir du rio Madeira doit voyager durant 70 à 80 jours, ce qui, avec les variations des cours, peut entraîner des pertes. Le fret se paie entre 2 et 5 francs le kg ce qui obère les prix du transport.

P. Walle (11), lui, signale que la difficulté de ravitaillement des "caucheros" du Haut-Acre et la nourriture parfois avariée qu'ils reçoivent, sont, plus que les maladies, la cause des nombreux décès qui déciment les "barracas".

## La dépendance du transport envers le Brésil

Le système économique, engendré par l'exploitation des ressources en gomme, aura comme caractéristique majeure sa dépendance envers l'extérieur. Dépendance double, d'une part économique envers le marché international et ses lobbies manipulant les cours des produits, mais aussi d'autre part, dépendance géographique étroite envers le Brésil dont la partie amazonienne disposait d'un grand poids économique et humain, d'une tradition d'exportation agricole ancienne avec le cacao, donc de réseaux commerciaux sans équivalent ailleurs. Celui-ci en effet, contrôle l'accès des rios péruviens grâce à deux ports, l'un atlantique, Belem, l'autre fluvial et amazonien, Manaus.

Cette dernière ville fut pendant près d'un demi-siècle, la seule vraie capitale économique et politique de l'ensemble du bassin amazonien intérieur, dont elle était la plaque tournante et dont la population se renforça d'apports migratoires importants en provenance du Brésil comme de l'extérieur. "Caucheros", chercheurs d'or, aventuriers, commerçants, trafiquants, prostituées et voyous, tous en quête d'aubaines et de spéculations plus ou moins chimériques et illicites, s'y retrouvèrent et grossirent sa population d'origine (qui passa de 7.000 âmes en 1840 à 50.000 habitants vers 1900), d'un milieu flottant et interlope ainsi que le signale P. Walle (12). Surtout, Manaus fut aussi le rendez-vous privilégié où s'installèrent les maisons de commerce, les banques, des sociétés de plantation, des compagnies de transports fluviaux ou maritimes. Ainsi, cette ville portuaire amazonienne, en étroite relation avec Belem, rayonnait sur l'ensemble de l'Amazonie "utile" exploitée. Or, Manaus et dans une certaine mesure Belem, grâce à sa dimension atlantique, vont disposer, dès l'origine, du seul moyen permettant l'essor commercial de toute activité en Amazonie, le transport fluvial, auquel il faut ajouter la présence d'un réseau commercial qui prit le monopole, au début au moins, des importations comme des exportations de l'ensemble de la région amazonienne.

Le Pérou ressentit très vite, pour le développement de sa présence en Amazonie, le poids de cette dépendance structurelle envers le Brésil. Mais le Pérou négligea, une fois obtenu au traité de Rio un accord de navigation, de se doter des moyens effectifs de la vraie souveraineté en Amazonie, c'est-à-dire, d'une flotte commerciale fluviale, d'un règlement douanier clair et appliqué, d'une police des fleuves. Les conséquences de ce laxisme seront nombreuses, et à court terme produiront des crises désastreuses pour les intérêts péruviens, malgré pourtant de nombreux avertissements d'hommes de terrain recensés par les archives de l'époque. Ainsi, exemple pris parmi de nombreux autres, dès 1850, le sous-préfet de Loreto demande la nomination d'un visiteur pour les postes de Pinches et Andoas où, note-t-il, les commerçants commettent de nombreuses exactions sur toute la région du Haut-Marañon, situation résultant de l'éloignement et de l'absence de toute autorité.

En 1875, c'est le Ministère de la Guerre du Pérou qui recommande l'établissement d'un Code de Navigation et un contrôle des postes commerciaux sur le Putumayo, de façon à surveiller les activités du Colombien Reyes, installé à Popayan. Le problème se reposera encore en

1903, signale Larrabure y Correa !

En 1897, c'est la Commission du Yavari (13) qui déplore la situation existant sur ce rio qui, bien que péruvien, est dominé par les navires brésiliens tandis que le ramassage du caoutchouc est aussi tenu en majorité par des Brésiliens. Il en résulte une forte contrebande au profit du pays voisin, une fraude fiscale importante, la délinquance et la débauche des "caucheros", les abus et exactions des marins brésiliens qui favorisent leurs nationaux. Aussi des mesures sont demandées au deux gouvernements afin d'assainir la situation de cette zone ayant un statut de condominium de fait entre les deux pays. La même année, c'est la Commission du Loreto (14) qui s'émeut des entraves apportées à la navigation sur les fleuves Napo et Putumayo par le Brésil. Or, ici, le commerce est principalement aux mains des Péruviens et ces régions sont riches en caoutchouc et leur seul exutoire est Iquitos !

Ainsi il apparaît clairement que le commerce de l'Orient péruvien, longtemps réduit à des collectes artisanales, sans ampleur ni méthode, dès qu'il s'intensifia avec l'essor du caoutchouc, ne fut qu'une pièce rapportée prolongeant les structures commerciales de l'Amazonie brésilienne. Et ce, d'autant plus facilement que les milieux d'affaires de Manaus et Belem, dynamiques, connaissant bien le milieu amazonien, disposaient, grâce à la structure fédérale du Brésil, d'une large liberté de manoeuvre sur les confins du bassin de l'Amazone.

### La société de l'Orient : le réquisitoire d'un colonel

Pour le colonel Mendiburu (15), l'histoire du commerce de l'Orient est celle d'une longue décadence dont les raisons profondes sont à rechercher dans le caractère propre à sa société dirigeante.

Pour lui, la société dominante orientale est surtout formée d'Espagnols et d'étrangers souvent alliés ; ils contrôlent les circuits commerciaux et font exploiter par les autochtones, les ressources exportables dont ils connaissent bien les circuits de vente à l'extérieur. Pour Mendiburu, un seul objectif cimenter leur union : "*Faire fortune vite, en exploitant une nature riche*". Il en résulte, selon le colonel, une véritable division pragmatique des tâches à l'intérieur de ce groupe, par ailleurs hétérogène. Ainsi, les Péruviens "*...spolient et mettent en esclavage les Indiens, pour en obtenir les produits qui se trouvent dans leur milieu naturel*".

Les Brésiliens, eux, jouent un rôle d'intermédiaires, "*... ils rachètent les produits obtenus par le commerce de collecte des Péruviens, et les revendent aux Européens*".

Il résulte de cette situation des anomalies graves : "*La société est totalement oubliée devant l'impératif de faire vite fortune !*" constate Mendiburu. Ainsi, il en découle une sorte de nomadisme affairiste, le changement, au gré des opportunités des affaires et de leur suivi, des lieux de résidence. Cette situation produit une société mouvante, sans racines, sans traditions, sans liens directs autres que de simple utilité, avec un cadre de vie toujours provisoire, présentant le seul intérêt de coïncider avec le lieu de production. Aussi : "*...Il n'y a plus de notion de famille donc pas*

*d'aspiration à former une société authentique, seul l'intérêt crée et justifie les relations sociales existantes*". Mais cette idéologie cynique du gain à "tout va", a une limite avec "...la nature amazonienne qui incite à la mollesse et à l'indolence, fait différer ce qui doit être entrepris et pousse à s'enfermer dans une contemplation stérile". On échafaude ainsi des projets grandioses ou utopiques, du fait de l'apparente facilité des spéculations, puis on assiste à l'échec de nombreux aventuriers, incapables de mener à bien leurs affaires, de lutter et de progresser. D'où ce jugement ironique de Mendiburu : "*La société de Loreto est une immense caravane, qui s'est arrêtée ici, après avoir lutté pour la vie, et où elle trouve d'une manière inattendue, la misère*"!

Pour l'auteur, une autre tare grave réside dans l'absence d'un vrai nationalisme, enraciné par l'attachement vécu au terroir ; or celui-ci n'existe pas, ce qui explique que tout étranger est accepté d'où qu'il vienne, dans la mesure où il défend des intérêts privés, profitables aussi aux autres. Aussi en l'absence de nationalisme de la part des Péruviens, les Européens qui s'installent acceptent par commodité n'importe quel drapeau alors que, au contraire : "...seuls les Brésiliens bien homogènes et historiquement motivés, ont une forte influence". Aussi, le diagnostic de Mendiburu, président de l'officielle Commission du Loreto, est-il négatif sur la situation qu'il a rencontrée : "*A Loreto, la politique se réduit à l'intérêt et l'Autorité dégénère en abus et exploitation, faute pour les Loretanos d'une vision propre de leur identité dans une nation solidaire*".

Revenant au commerce, Mendiburu affirme que celui-ci, comme le succès de la colonisation de la région qu'il supporte, sont liés aux conditions financières et aux possibilités de crédit. En effet, la région "*...ne suit pas les règles économiques normales pour la production et la consommation*" et les capitaux propres n'existent pas à Loreto, sauf en chiffres tronqués et illusoire inscrits sur des livres de compte de pures circonstances. Cela est dû aux mécanismes spécifiques à la région et à la structure de la spéculation sur le caoutchouc, commanditée de l'extérieur, et qui explique que chaque acteur économique se défause sur le maillon suivant. Ainsi, il y a escalade des prises de bénéfices réalisés en cascade entre les différents intermédiaires. Aussi le problème du commerce de Loreto est, donc, de compenser les 50 % de prise de bénéfice et les 10 % de commission donnés à l'importateur du Brésil.

L'unique moyen, vu le manque de liquidité et le caractère spéculatif car haussier du marché, est le crédit accordé aux "*aviadores*", qui, eux-mêmes, font crédit à ceux vivant sur les rios et auprès des barracas, exploitant le caoutchouc. Mais, comme les garanties n'existent pas pour cautionner un paiement à termes fixes, et que les pertes peuvent atteindre 70 à 80 % des sommes engagées, le seul moyen de se couvrir lors d'une campagne est de vendre au prix maximum, en obtenant de 66 à 75 % de bénéfice sur les traites récupérées. "*L'aviador*" fait de même avec ses péons, les poussant en flattant leurs vices, à s'endetter au maximum ; mais une limite existe quand même, si "*l'aviador*" abuse trop, ses débiteurs s'enfuient et la ruine et les règlements de comptes l'attendent !

En conclusion, pour Mendiburu, le seul remède dont disposent les commerçants est d'échapper aux conditions léonines imposées par les

Brésiliens en achetant directement en Europe ou aux Etats-Unis, et de créer en Orient une banque de crédit agricole.

### **L'Indien et le commerce**

Autre point de vue intéressant du rapport Mendiburu, la place et le rôle de l'Indien. Celui-ci présente deux aspects, le premier est positif avec la force de travail qu'il peut apporter ; l'autre aspect est négatif dans la mesure où l'Indien s'oppose à la civilisation et aux tentatives de colonisation qui le font se retrancher au fond des forêts ; aussi, pour le colonel, son destin est clair, il est appelé à disparaître, au moins par métissage, et le commerce serait alors le moyen de l'amener à des arrangements pacifiques dont il existe maints exemples positifs. Mendiburu cite la situation de commerçants européens vivant avec leur famille, isolés, mais entourés de groupes indiens pacifiques, avec qui ils ont établi de bons rapports d'échanges et de travail ; ainsi est-ce le cas, sur de nombreux fleuves tels le rio Palcazu avec la famille Meza, le rio Mairo avec l'Allemand Carlos Gans, ou encore sur le Pachitea, avec Aladino Vargas ou l'Espagnol Garcia.

Il en est de même dans la région du Marañon, avec Linarès, établi sur le rio Morona ou Vasquez, qui trafique sur la dangereuse région des rios Santiago, Nieva et Potro. Il note aussi sur le fleuve Marañon, les haciendas qui produisent l'alcool de canne et utilisent sans problèmes, des Indiens "amenés" du rio Chambira.

L'exemple de Fitzcarrald, qui, sur l'Ucayali, utilisait 2.000 Indiens, est aussi avancé, mais semble moins convaincant à nos yeux, compte tenu des méthodes propres à ce "roi du caucho". Celui-ci en effet, à côté de son indéniable charisme, disposait aussi d'une milice privée persuasive... De même, constate Mendiburu, les sauvages peuvent être récupérés par le commerce en plus des traditionnels services, plus ou moins imposés doit-on préciser, qu'ils donnent en tant que payeurs, chasseurs, employés agricoles, et ce, d'autant plus que très peu de délits leur sont imputables. En effet, reconnaît Mendiburu, s'ils subissent une pression trop forte, ils s'enfuient mais n'assassinent que très rarement leurs patrons.

Si les chasses à l'homme dont ils sont les victimes sont condamnables, aux yeux du colonel elles n'en sont pas moins selon lui, affirme-t-il avec un cynisme bien pensant, un moyen efficace d'insertion sociale car *"ils acquièrent ainsi une culture sociale, une sorte de catéchisme qui leur apprend l'importance du commerce et du travail chez les civilisés. Ainsi, même par la force, le sauvage sort de la barbarie pour entrer dans la civilisation"* !

Mais à quel prix pour lui, peut-on s'interroger !

### **Fin de l'unité commerciale de l'Orient**

C'est à partir de 1900, avec la poussée en force vers les régions en friche du sud-ouest de l'Amazonie péruvienne, c'est-à-dire du Madre de Dios et de l'Ucayali, qu'apparaît, peu à peu, un nouveau phénomène

économique, celui de la rupture de l'unité commerciale d'un Oriente cantonné jusque-là sur le cours de l'Amazone et polarisé par le rôle de métropole de commandement d'Iquitos. Ainsi que le consigne L. Delboy (16), l'exploitation caoutchoutière de cette région atteint son sommet en 1910, avec sept vapeurs péruviens qui naviguent sur le rio Madre de Dios, et ses affluents majeurs, le Tambopata, le Manu et le rio Piedras.

Bien qu'inaugurée en 1896 par Fitzcarrald, après le décès de ce dernier la navigation va stagner dans la région, avec la fin des grands projets de navigation commerciale entamés entre Fitzcarrald et ses associés boliviens, Antenor Vaca Diez et Nicolas Suarez. Tout resta en suspens jusqu'en 1906, car en effet, malgré de pressantes démarches, il ne fut pas possible d'obtenir de Lima l'affectation de deux canonnières aussi bien pour pacifier les rios peuplés de tribus guerrières, que pour contenir les avancées des "caucheros", puis des militaires boliviens.

Malgré cela, la société anglaise Inca Rubber, qui obtint de vastes concessions de Lima (plus de 500.000 ha.), parvint alors, après de laborieux efforts, à mettre en service le vapeur "Inca". L. Delboy en 1911, constate que le commerce, devenu très actif dans cette vaste zone riche en caoutchouc, est principalement aux mains des étrangers ; situation sans changement donc, vingt ans après le constat navrant de Mendiburu, sur l'état du commerce péruvien. Or, l'activité commerciale brasse pour dix millions de soles annuellement, avec treize sociétés principales ! Si les premières liaisons commerciales furent organisées à partir d'Iquitos, notamment avec le premier grand négociant que fut E. Rivero, les liens commerciaux ont commencé à se relâcher avec la capitale de l'Oriente, à partir de 1900.

Cela fut possible grâce à la nouvelle voie ferrée Mollendo-Puno, au Pérou, qui accapara, malgré des conditions difficiles de remontée des Andes par sentiers muletiers, le caoutchouc des rios Manuripe et Madre de Dios.

La Bolivie, elle, évacuait sa production de façon indépendante, tandis que la riche région de l'Acre dirigeait ses transports sur le Brésil, avec le chemin de fer du Mamoré-Madeira ouvert en 1912. En 1911, Iquitos ne comptabilisait plus que 112 tonnes de marchandises en provenance de l'Ucayali, contre 127 tonnes pour Mollendo sur la côte du Pacifique. Ainsi, le dernier fleuron caoutchoutier de l'Oriente, la région du Madre de Dios-Ucayali, était bien en train de se dégager de l'emprise d'Iquitos, et surtout de celle du Brésil.

Seule la crise du caoutchouc, à partir de 1910, précédée par le sensible épuisement des réserves en gommes de l'Oriente péruvien central, masqua cette diminution nette du rôle prépondérant joué jusqu'alors par Iquitos, conséquence du décrochage géographique opéré par la collecte du caoutchouc, vers l'Ucayali et le Madre de Dios. Paradoxe de la géographie, cette région restée longtemps la plus méconnue, inexplorée et marginale, va se révéler une des plus productives, et, finalement la plus autonome pour ses débouchés.

L'histoire du commerce de l'Amazonie péruvienne est celle donc d'une région artificiellement cloisonnée par des découpages géopolitiques *a priori* et bien artificiels. Ceux-ci, d'une part, la mirent en situation de dépendance très forte envers le Brésil, et d'autre part la

contraignirent, c'est aussi une histoire bien connue ailleurs, à une économie de subsistance, ne disposant, pour la commercialisation, que de quelques produits naturels jouissant d'une rente de situation souvent passagère. Tel fut le cas avec le quinquina ou la salsepareille, productions qui furent incapables de passer d'une situation de pure collecte artisanale à une économie organisée et structurée de marché. Enfin, le problème des conditions abusives d'utilisation de la main-d'oeuvre locale, a minoré artificiellement les coûts économiques d'exploitation. De même, l'absence de capitaux nationaux propres, de politique de transport maritime ou de recherche de marchés d'exportation, ont placé l'Amazonie péruvienne sous la dépendance du Brésil, la transformant en une simple et commode succursale de Manaus et Belem.

Aussi, seules les miettes de la prospérité créée par le cycle caoutchoutier ont profité à l'Orient et à quelques habiles aventuriers, justifiant ainsi quelque peu la sentence du colonel Mendiburu : "*En un mot, le commerce n'existe pas ici, sauf d'aventure ; il est le moins avantageux pour le pays, car il épuise vite les sources de production, sans laisser de bénéfices stables et durables*".

#### Notes bibliographiques :

- (1) cf. Smith et Lowe. *Exploración de los ríos Pachitea i Ucayali*. LYC. T. 11. p. 20-71. Lima. 1834.
- (2) cf. Raimondi, A., *Primero viaje del naturalista al Departamento de Loreto*. LYC. T. 7. p. 35-114. Lima. 1859.
- (3) cf. Ijorra, M., *Viaje a Mainas, Chachapoyas i Para*. LYC. T. 6 .p. 276. Lima. 1843.
- (4) cf. Mendiburu. S.P., *Estudio sobre la colonización del departamento de Loreto*. LYC. T. 5. p. 200-265. Lima. 1890.
- (5) cf. Fuentes, H., *Apuntes geográficos, históricos, estadísticos, políticos i sociales de Loreto*. LYC. T. 17. p. 3-278. Lima. 1906.
- (6) cf. Geffray, Ch., *La dette imaginaire des collecteurs de caoutchouc*. Cahiers Sciences Humaines. ORSTOM. p. 705-728. Vol. 28. N° 4. 1992.
- (7) cf. Derteano, C., *Provincia del Alto Amazonas*. BSGL. T. 18. p. 73-87. Lima. 1905.
- (8) cf. Delboy, L., *La navegación a vapor en la región hidrográfica del Madre de Dios y de sus tributarios mayores, Tambopata, Manu i Piedras*. BSGL. T. 17. p. 27-47. Lima. 1912.
- (9) cf. Maurtua, A., *Geografía económica de Loreto*. BSGL. T. 17. 2<sup>ème</sup> semestre. p. 121-180. Lima. 1911.
- (10) cf. Plane, A., *L'Amazonie*. Plon. 280 p. Paris. 1903.
- (11) cf. Walle, P., *Au Brésil*. T. 2. Du rio Sao Francisco à l'Amazone. Guilmoto, éditeur. 464 p. Paris. 1912.
- (12) cf. Walle, P., *Au pays de l'or noir. Le caoutchouc du Brésil*. Guilmoto, éditeur. 244 p. Paris. 1911.
- (13) cf. *Nota de la Comisión du Yavari*. LYC. T. 4. p. 408-410. Lima..
- (14) cf. Ibarra, J.(cln), *Informe sobre los ríos Napo i Putumayo*. LYC. T. 7. p. 512-520. Lima. 1897.
- (15) cf. Mendiburu (cln), *Segundo informe del presidente de la comisión especial*.



LYC. T. 13. p. 480-529. Lima. 1890. L'analyse produite dans ce rapport est quelque peu d'avant-garde, pour l'époque au moins, avec sa charge, sans concessions, contre "l'establishment" local. On est en droit de se demander si l'auteur, esprit analytique, fin et pénétrant, n'a pas retrouvé dans le microcosme de la société amazonienne, les pratiques et l'idéologie, certes simplifiées ici, de la classe dirigeante du Lima de l'époque... Néanmoins, cet "avant-gardisme" de la critique, pour la question indienne, s'efface, l'auteur adoptant une vue utilitaire, cynique et paternaliste.

(16) cf. Delboy, L., *La navegación a vapor en la region hidrográfica del Madre de Dios peruano y su marina mercante*. BSGL. T. 17. p. 27-47. Lima. 1911.

## Chapitre IV

### L'AMAZONIE DES RÊVES

*"La forêt dormait de son sommeil jamais interrompu... C'était comme une mer inexplorée refermée sur son mystère. La forêt était comme une vierge dont la chair n'aurait jamais senti la flamme du désir... Et maintenant, on la désirait aussi !"*

J. Amado - *Les terres du bout du monde*

La période cruciale pendant laquelle un mouvement irrésistible va au 19<sup>ème</sup> siècle s'emparer du bassin amazonien, animer ses recoins les plus secrets et les plus ignorés, demeure sans conteste, celle qui s'étend de 1880 à 1910, pour l'Amazonie péruvienne au moins. Celle-ci, d'abord, est celle de l'essor du cycle du caoutchouc, mais elle s'enchaîne aussi à d'autres événements, ceux-ci étroitement liés à l'importance prise par l'économie de la collecte des gommés. Certes, un fait marquant et qui fut en quelque sorte la condition nécessaire et suffisante de la période du "caucho", réside certainement dans l'ouverture à la navigation de l'Amazonie et, à partir de là, de ses affluents directs, puis de l'ensemble du bassin hydrographique de la région. Mais la portée de cet événement aurait-elle été autre que platonique, si, à partir de 1880, la course au caoutchouc n'était survenue, créant ce grand trafic sur ces artères restées jusqu'ici économiquement sommeillantes faute de matière ?

La voie d'eau fut providentielle grâce à son couplage avec le navire à vapeur, ainsi le progrès technique transformait en réseau d'artères navigables un immense continent où le lacustre le disputait aux terres fermes, et qui était jusqu'ici resté dépourvu de la moindre voie de communication. Malgré tout, la navigation sur les rivières restait interne au bassin amazonien, laissant subsister une solution de continuité entre le Pérou côtier avec ses ports du Pacifique et son prolongement amazonien.

Pour raccrocher l'Orient au territoire péruvien, il fallait créer des voies transversales au gabarit des convois attelés, relier les solitudes vierges de l'Amazonie aux villes commerciales et portuaires, traverser les régions disposant dans la Sierra d'un excès d'habitants, drainer leurs paysans sans terres vers les projets de colonisation agricole suscités par les perspectives offertes à l'immense bassin, croyait-on du moins. D'où les multiples projets de routes transversales d'abord, du nord du Pérou vers le Marañón, puis de Cerro de Pasco vers le centre du bassin amazonien, enfin du Sud, de la région du Cusco vers le Madre de Dios. Mais ces projets, sources de jalousies provinciales, divisèrent aussi les ministères comme les milieux politiques ; surtout le coût propre à chacun,

l'insolvabilité des caisses publiques, le souci perfectionniste de trouver la meilleure voie, accumulèrent les retards, encouragèrent les demi-mesures.

Surgit alors une autre vision avec le chemin de fer et l'enthousiasme propre aux possibilités offertes ici par cette nouvelle invention ; aussi des projets visant à créer une, voire plusieurs voies ferrées vers l'Orient, furent-ils lancés. On ne retenait que les performances théoriques propres à ce mode nouveau de transport, on en oublia les conditions d'utilisation indispensables à prendre en compte, dans cette Amazonie du Pérou encore dans les limbes ! Mais, c'était aussi l'époque des engouements pour les chemins de fer transcontinentaux et, en Amérique par exemple, existe-t-il un Far West sans chemin de fer, étant entendu qu'on avait déjà, ici, ses Indiens et ses "caucheros", répliques des cow-boys joueurs de la Winchester de l'autre mirifique Far West ?

En effet, régnait alors, ici comme ailleurs, l'idéologie de l'Ouest américain avec sa réplique, croyait-on, de ce "Far East" de l'Orient amazonien, inexploré et riche... Or, le Pérou humilié par la guerre du Pacifique, rêvait d'une reconstruction nationale où l'Amazonie serait la nouvelle terre promise des futures espérances nationales, et recevrait les convois ferroviaires amenant les cohortes de milliers de nouveaux migrants "aryens" d'origine, si possible, et attendus ici par tant de richesses en friche ! Ces pionniers seraient la souche d'une nouvelle nation, dont le centre de gravité serait non plus axé sur le vide de l'immensité du Pacifique sud-oriental, mais tendrait vers l'océan-matrice du monde civilisé, l'Atlantique. Cette idéologie croyait trouver sa caution dans le rail et espérait se libérer ainsi de la tutelle brésilienne sur les transports du caoutchouc et leurs coûteux péages, dépassant ainsi la fatalité des distances continentales, et retrouvailles aussi, par-delà les coupures géographiques, avec l'Occident ! Confusion durable donc chez beaucoup d'esprits distingués mais simplistes, entre le progrès technique et les conditions de la mise en valeur.

Certes, il y eut aussi un autre intérêt, datant d'une bien ancienne et tragique recherche, celle de l'or obsessionnel, mais nous verrons que cette spéculation fut géographiquement limitée et ses résultats tangibles bien décevants. Aussi, le caoutchouc, source d'une demande intarissable aux bénéfices en hausse constante, était devenu le régénérateur des finances publiques, le ferment de la colonisation future, le nerf donc du "ressourcement" péruvien ; donc il justifiait tout, y compris l'innommable. C'est-à-dire, les razzias de main-d'oeuvre indienne, la mise en esclavage des péons, l'éradication des tribus gênantes. Il devint aussi le mobile de la surenchère patriotique réveillée par ces nouvelles perspectives, d'où la relance des revendications péruviennes face à tous les voisins amazoniens, et le durcissement international de ce problème, les escarmouches, puis les micro-guerres des sèves du bout du monde !

## I - L'AMAZONE OUVERT, PISTES ET RAILS DU RÊVE

Le problème des voies de communication interamazonienne, se posa dès les débuts de la mise en valeur, que ce soit pour le transport du caoutchouc ou pour le lancement des politiques de colonisation. Un bon témoin, L. Delboy en 1912 (1), résumait très bien la situation des transports pour la région Ucayali-Madre de Dios, après trente ans de projets. Il constatait que les routes péruviennes vers la côte pacifique restaient des sentes d'accès difficile, alors que la voie fluviale récente du rio Tambopata représentait 367 km de délicate navigation, exigeant un grand entretien et imposant un coût onéreux du transport. Ainsi, le courrier nécessitait de 16 à 20 jours avec Lima, mais 60 jours avec La Paz en Bolivie.

Seul progrès pour la région, le chemin de fer Madeira-Mamoré, mis en service par le Brésil, qui représentait un véritable défi sur une nature hostile, mais payé très cher humainement et nécessitant malgré tout pour le caoutchouc péruvien, un long transport maritime sur des rios boliviens dotés de douanes.

### Les chemins fluviaux

Les cours d'eau furent d'abord la première et unique voie de transport du monde amazonien. Longtemps, jusqu'à 1850 au moins, l'organisation de la batellerie fluviale fut quelque peu empirique. A. Raimondi décrit bien, en 1869, les difficultés propres au transport fluvial (2) ; pour lui : "*Le principal obstacle s'opposant au développement du commerce, consiste dans le manque de débardeurs pour transporter les marchandises sur les navires*". Il en résultait d'importants retards et des cargaisons oubliées. Surtout, les prix du fret étaient en constante augmentation du fait du coût des portages à dos d'homme, et tendaient à annuler l'avantage du transport sur eau, à partir du Brésil. A cet inconvénient s'ajoutait celui du mauvais chemin unissant Tarapoto à Moyobamba, et qui permettait seulement le passage de porteurs de charges, mais pas des convois muletiers. Aussi, le géographe péruvien déplorait la survivance de ce mode de transport "*...barbare et inhumain, obligeant et forçant les hommes à servir comme bêtes de somme*".

Pudiquement, le géographe-voyageur fait ainsi état de l'obligation, faite pendant très longtemps aux villages, de fournir à toute réquisition de l'Autorité des rameurs ou des porteurs pour les besoins du service public comme pour ceux de commerçants ou hommes d'affaires. Pratique qui fut une source d'abus notoires, avec par exemple l'enlèvement des hommes réquisitionnés puis revendus ensuite, et donc à l'origine de conflits durables entre les populations et leurs fonctionnaires. La navigation sur le bassin de l'Amazone, dans de telles conditions et du fait aussi des très faibles mouvements commerciaux, resta très limitée jusqu'en 1851, date du premier accord de navigation entre le Brésil et le Pérou.

Cette ouverture du transport fluvial obéissait au rythme des saisons pluviales, avec une navigation de durée maximale en époque de montée des eaux, de novembre à mai environ, et une époque de basses eaux pour

le reste de l'année, limitant la navigation du fait du tirant d'eau des vapeurs. En régime de hautes eaux, note A. Maurtua (3), c'est un réseau hydrographique navigable de 50.000 km qui s'offre aux vapeurs, mais pour la saison de basses eaux, la navigation est restreinte à ceux ayant un tirant d'eau de 2 à 4 pieds anglais.

L'Amazone, avec un cours navigable de 4270 km, va offrir ainsi l'artère royale de pénétration sur laquelle se greffe un réseau dense de fleuves importants, portes ouvertes vers de vastes régions économiquement intéressantes. Ainsi, le Marañon et le Huallaga sont navigables en toute époque, comme l'Ucayali jusqu'à Tambo, soit sur 1400 milles espagnols, le Yavari sur 500 milles, jusqu'à sa confluence avec le rio Galvez, le Napo jusqu'à sa rencontre avec le rio Aguarico, le Putumayo sur 1000 milles ; Haut-Yurua et Haut-Purus sont aussi navigables partiellement, cela expliquant l'âpreté de la contestation frontalière de l'époque entre le Pérou et le Brésil, à propos de cette région riche en caoutchouc.

L'apparition de la navigation à vapeur fut aussi à l'origine de la création de postes d'escale sur les fleuves, qui servirent de ports de transit et surtout permirent l'indispensable approvisionnement en bois de chauffe pour les navires. Ainsi, Raimondi signale l'essor du poste de Nauta, à l'origine simple hameau d'Indiens Cocamillas venus de Lagunas, où la population est passée à 1500 habitants, et qui, grâce à sa bonne position, a attiré les comptoirs de commerçants étrangers ; mais ensuite l'abandon ultérieur de l'escale entraînera un déclin tout aussi brutal.

Les rios, une fois ouverts par traité à la navigation vers l'Atlantique, il restait pour le Pérou à y manifester sa présence fluviale. Faute de navires, il fallut en faire construire pour échapper au monopole de fait des compagnies brésiliennes. Cela fut enfin décidé, et commande passée en Grande-Bretagne pour deux vapeurs fluviaux qui furent reçus en avril 1854, portant les noms de "Tirado" et "Huallaga". Mais leur destin ne fut pas heureux, soit par vice de fabrication, soit par inexpérience des officiers et équipages, soit mauvais entretien aussi et méconnaissance des conditions hydrologiques, ces navires s'échouèrent ou firent naufrage. Une autre expérience fut reprise en 1863, avec l'acquisition faite aux Etats-Unis des vapeurs "Pastaza", "Putumayo" et "Napo", mais cette flotte connut aussi de nombreux déboires. En 1888, pour remplacer les vapeurs défaillants, une nouvelle commande de deux autres unités sera faite en Grande-Bretagne, tandis que l'achat en France de deux canonnières fluviales était étudié.

Un autre obstacle entravant la navigation sous pavillon péruvien, apparut avec l'imbroglio des frontières internationales contestées et les surenchères nées des litiges douaniers opposant le Brésil au Pérou. A. Plane note (4), ainsi que d'autres auteurs, l'attention que le Brésil apporta, très tôt, aux problèmes de la navigation amazonienne et son souci de faire respecter ses positions commerciales et politiques, dominantes sur les débouchés des rios, cela en imposant son contrôle effectif, marque de sa souveraineté. Il en résulta que, jusqu'en 1901, le Brésil garda un monopole presque complet, que rompit partiellement la création de la "Iquitos S.S. Company". Celle-ci fut une association d'intérêts péruviens et étrangers disposant de sept vapeurs de moins de 1.000 tonnes et qui concurrença aussi, sur les lignes de l'Atlantique Nord, le service brésilien,

jusque-là sans rival.

Mais Rio conservait l'avantage pour le commerce fluvial, grâce à l'"*Amazon Steam Navigation Company*" qui, bien qu'anglaise, naviguait sous pavillon du Brésil et disposait de six vapeurs de 500 tonnes, bien adaptés par leur gabarit à la navigation des rios. De plus, des difficultés régulières, découlant de la politique du Brésil et de son étroit contrôle des fleuves et de leurs ressources, affectèrent durablement le trafic fluvial péruvien. Il y eut d'abord en 1863 l'incident provoqué à Belem par le vapeur péruvien "Morona" qui, croyant échapper au contrôle des autorités portuaires, fut arraisonné après des tirs de semonce, d'où les excuses présentées par Lima pour clore l'affaire. De multiples petits incidents eurent lieu par la suite, entraînant de la part du Brésil, des mesures de coercition ; ainsi le colonel Ibarra, dans son rapport sur le Putumayo (5), déplore, en 1897, que les mesures de rétorsion prises par le Brésil sur ce fleuve, pénalisent gravement les intérêts commerciaux des maisons de commerce péruviennes. En effet, Lima, malgré le traité Seane prévoyant l'installation d'une douane mixte sur le Yavari, n'avait pas respecté cet accord ; aussi le Brésil exigea que sur la portion de ce fleuve placée sous sa souveraineté, les navires arborent son pavillon et qu'ils soient régis par ses propres lois maritimes et douanières. Précisons que la première canonnière péruvienne fluviale, "Amazonas", ne fut mise en service qu'en 1895... Aussi, des commerçants péruviens avaient-ils établi une voie propre de contournement, entre les rios Putumayo et Napo. C'était la solution dite des "*varaderos*" consistant soit à relier les cours de deux fleuves par une piste comme dans le cas du "*varadero*" de Fitzcarrald, soit par des canaux aménagés.

En effet, ainsi que le note Larrabure i Correa (6), la circulation fluviale de l'Amazonie péruvienne souffrait de sa dépendance envers les rios brésiliens, pour toute la partie s'étendant du Sud-Ouest au Nord-Ouest, c'est-à-dire pour les bassins du Yurua et du Purús dont le Pérou ne contrôlait que les parties supérieures. Situation qui mettait aussi leurs riches zones à caoutchouc sous la dépendance complète du Brésil, sur le cours du Madeira. Fitzcarrald peut-être, à partir d'indices tirés de l'exploration effectuée en 1884 par le préfet Samanez-Ocampo (7), eut l'intuition de l'existence d'un passage entre l'Ucayali et le Purús. La découverte qu'il assura ensuite de cette voie courte et directe vers Iquitos, levait une lourde hypothèque sur l'exploration et la mise en valeur des gisements d'hévéa de toute la région ; surtout, elle redonnait au Pérou un net avantage pour la domination de la région contestée, et lui permettait aussi un accès direct aux zones d'exploitation boliviennes du Bas-Madre de Dios.

La mise en service de l'isthme de Fitzcarrald établissant soudain la communication vers l'Amazonie par les bassins de l'Ucayali et du Madre de Dios, permit le transit en vingt-trois jours, de Puerto Maldonado à Iquitos, à de nombreux convois de caoutchouc, mais dans des conditions lamentables au point de vue humain, ainsi que le relate L. Robledo (8) "*...à dos d'hommes, meurtris et sanglants, tenaillés par la faim et persécutés par les embuscades des sauvages*".

Un autre "*cauchero*" fameux, Carlos Scharff, émule de Fitzcarrald, après le transfert de ses activités du Purús au Madre de Dios dont la

première navigation remontait à 1866, découvrit un passage entre le Purús et le rio de Las Piedras, un affluent important du Madre de Dios ; cela permettait le transport fluvial vers Iquitos, en évitant la sortie vers la Bolivie et les "cachuelas" (ou chutes) redoutables du Madeira, mais aussi en échappant aux douanes boliviennes !

Ces quelques exemples des difficultés du trafic fluvial illustrent bien les dures conditions que la navigation fluviale dut affronter dans le bassin péruvien de l'Amazone ; celle-ci n'a vraiment connu son expansion qu'avec la mise en place de la collecte du caoutchouc dont elle a été le support indispensable. Notons aussi que le Pérou caressa un temps le projet (9), quelque peu utopiste, d'une grande voie interocéanique où l'Amazone, avec ses grands affluents, aurait constitué, à partir de l'Atlantique, l'axe privilégié d'une communication transcontinentale complétée par un réseau de chemins de fer, vers la côte du Pacifique, et ce en en moins de trente jours de voyage.

### Des sentiers aux projets d'axes transamazoniens

L'état des communications par voie de terre fut de tout temps difficile et exigeant de longs délais. La faiblesse du trafic comme le petit nombre de voyageurs firent que cette situation, qui sinon aurait exigé pour son amélioration d'importants travaux et de bien coûteux investissements, ne retint pas l'attention. Aussi, la question resta en l'état, jusqu'à ce que le réveil de l'activité engendrée par le caoutchouc, le lancement d'une politique de colonisation, et aussi la crainte de conflits frontaliers, se conjuguassent pour inciter Lima à mettre en place une politique de voies terrestres nouvelles assurant le désenclavement régional.

Les chemins en service se ramenaient en tout à trois voies terrestres unissant de façon bien précaire et limitée, quant aux possibilités de transport lourd, l'Oriente à la côte péruvienne. La première voie partant de Piura, port du Nord-Pérou, atteignait Huancabamba ; là, elle devenait sentier et nécessitait 17 jours pour atteindre Iquitos, avec un relais en bateau à vapeur sur le Marañon. Une autre voie dite centrale, partant de La Oroya, utilisait toujours le relais du fleuve et nécessitait, elle aussi, 16 jours de voyage.

Un dernier sentier unissait La Oroya au rio Tambo en 7 jours. Mais ces chiffres dus à Villanueva (10) sont critiqués par A. Maurtua (op. cit.). Celui-ci estime que, de Païta à Puerto Limon sur le Marañon, ce sont en réalité 25 jours à dos de mule qui sont en général nécessaires. De Pascamayo à Yurimaguas par voie de terre et en passant par Cajamarca, trente jours de trajet sont un minimum. Enfin, de La Oroya à Puerto Bermudez, c'est un délai de neuf jours de cheminement qu'il faut compter. Dès 1855, il apparut qu'une liaison Lima-Marañon serait la plus rapide, ne nécessitant que dix jours, dont trois de Lima à Lambayeque, port du Pérou central, et cinq, de Jaen à Borja sur le Marañon. Il s'ensuivit une longue série d'initiatives, soit prises à l'échelon local, soit provenant de Lima. Aussi en 1859, une Résolution Suprême décida d'ouvrir une voie, de Bongara au Marañon ; en 1861, c'est une résolution législative qui opta pour la création d'une piste de Pataz au rio Huallaga ; puis en

1863, des crédits furent votés pour l'étude d'une piste reliant Balsapuerto à Moyobamba qui sera inaugurée en 1865. En 1869, on lancera le projet d'un chemin de Tayabamba au rio Huallaga, initiative qui recevra l'appui et l'aide de la population.

A partir de 1871, c'est le projet d'une voie reliant Chachapoyas au Marañon qui est conçu et qui provoquera une étude de reconnaissance de l'ingénieur Westherman ; il fera l'objet en 1879 d'une loi autorisant la création d'une liaison entre Tarma et Chachapoyas.

La guerre du Pacifique coupera court à ces diverses initiatives. Ce n'est qu'à partir de 1887, qu'une relance des projets se manifeste avec le début de la réalisation du chemin de Tarma à Chachapoyas (pour le tronçon allant à La Merced), et que de nouveaux tracés sont envisagés pour relier Yurimaguas à Moyobamba ; enfin une réfection du chemin de Bongara au Marañon est entreprise.

En 1889, la voie du Nord-Pérou retrouve un regain d'intérêt avec une étude d'un trajet Chachapoyas-Huancabamba. En 1891, le chemin du Pichis est inauguré après vingt ans d'hésitations (11) ; en 1902, des crédits sont votés pour la construction d'une liaison entre Chachapoyas et le Pongo de Manseriche, sur le Marañon, tandis qu'on construit une voie reliant Puerto Melendez à Piura.

Tous ces projets ou travaux s'inscrivirent sous le signe du manque de vision à long terme, de la précipitation, et surtout se heurtèrent à la difficulté de réunir les moyens financiers nécessaires. Aussi se résignait-on souvent à des pistes faites avec des moyens réduits, donc vite emportées par les pluies et les éboulements, et aux ouvrages d'art rudimentaires. La dispersion des projets et la concurrence entre les régions pour obtenir chacune sa propre voie transamazonienne, expliquent l'émiettement des projets avec l'indécision de Lima, en petits travaux non durables car souvent les moyens nécessaires pour l'entretien firent défaut. Ainsi en 1901, le colonel-explorateur Lacombe (12) constatait que, compte tenu des difficultés des transports sur les fleuves Urubamba et Haut-Ucayali, les trafiquants de caoutchouc préféraient, malgré le surcoût, emprunter la voie brésilienne, et il en résultait une chute des recettes douanières du Pérou. Or, en 1911, et malgré tous les projets conçus depuis longtemps, le colonel Portillo (13) déplorait, lui, que le seul progrès en matière de communications ait été réalisé par la construction de l'unique route "*en état excellent*" existant dans le Madre de Dios, mais grâce à une compagnie privée concessionnaire de vastes terres à hévéa, la Inca Rubber C° !

Mais à partir de 1890, il y avait eu aussi les effets de la campagne organisée par les tenants du chemin de fer et ses divers groupes de pression envers les pouvoirs publics ; elle fut la cause d'ajournement ou d'abandon de projets routiers souvent avancés et indispensables pourtant.

Le gouvernement péruvien passa lui aussi sous l'emprise de la véritable mystique du rail, qui rencontrait un vif succès, mais souvent intéressé, dans les cercles dirigeants de Lima.



## Le rail d'un rêve amazonien

C'est très tôt que les projets de chemin de fer provoquèrent un fort engouement en Amérique du Sud et apparurent comme un moyen de suppléer à la carence de communications rapides et à grande capacité, reliant de vastes régions isolées et évitant, croyait-on, les coûteuses infrastructures des voies terrestres.

Le premier projet de chemin de fer amazonien fut conçu en 1861 par un général bolivien, Quentin Quevedo ; il prévoyait une voie de chemin de fer permettant de contourner sur 400 km le lit du Madeira, coupé de dizaines de rapides et de chutes empêchant les embarcations de descendre ce rio et d'aboutir à l'Atlantique. Ainsi était lancée l'idée du chemin de fer du Mamoré-Madeira, idée qui fut reprise, compte tenu de son intérêt commercial, par l'Etat brésilien d'Amazone ; il permettait de relier le Brésil à la Bolivie amazonienne, celle-ci enclavée mais riche en caoutchouc. Avec l'essor de la spéculation sur ce produit, le projet prit consistance en 1872, avec le colonel américain Church, qui passa un contrat avec une compagnie anglaise pour engager les travaux.

Mais ceux-ci furent suspendus du fait de l'action de la justice britannique qui s'émut des conditions de travail et de la mortalité qui frappaient les ouvriers, souvent recrutés de force. Une autre compagnie américaine reprit en 1879 les travaux ; mais elle dut les suspendre en 1881, après n'avoir pu réaliser que 7 km de voie, compte tenu des terribles conditions de travail et de la perte de centaines d'hommes tués par les maladies, le paludisme, la mauvaise alimentation et aussi les attaques indiennes.

Ce n'est qu'après le traité de Pétropolis en 1903, qui transférait la souveraineté sur l'Acre bolivien au Brésil, que fut exécutée une clause de ce traité, par laquelle le Brésil s'engageait à reprendre et mener à leur terme les travaux du Mamoré-Madeira. Le chantier fut affermé à une compagnie américaine en 1907, et les travaux s'achevèrent en 1912, concluant ainsi les 364 km de la voie ferrée unissant Porto Velho à Gujara-Mirin, face à la douane bolivienne de Villa Bella par où transitait le caoutchouc du Haut-Beni bolivien et du Madre de Dios péruvien. L'intérêt de cette liaison était purement fonction du trafic du caoutchouc, dans son sens descendant, et était lié dans son sens ascendant à l'approvisionnement des "*barracas*" des "*caucheros*" ; celles-ci supportaient des prix supérieurs de 100 à 150 %, par rapport aux coûts moyens amazoniens, ainsi que le signale P. Walle (14). Néanmoins, de source officielle on déplora, selon R. Santos, 450 à 500 décès pour 21.883 travailleurs de la voie ferrée (15), s'ajoutant aux 6.000 disparus lors des tentatives précédentes.

Il est probable que les difficultés de cette première ligne, d'ailleurs tardive dans sa réalisation, hypothéquèrent aussi les nombreux autres projets préparés du côté de l'Orient péruvien, où le premier projet de chemin de fer oriental fut officiellement lancé en 1872, avec le rapport des ingénieurs A. Duval et J. Quartel. Ils proposaient une voie ferrée allant du port de Païta sur la côte pacifique du nord du Pérou, passant par la riche région agricole de Piura, puis la région de Huancabamba et atteignant le fleuve Marañon. C'était le projet possédant peut-être une des

meilleures logiques géographiques comme économiques, car il réalisait un double objectif : évacuer la production cotonnière qui fera du Nord-Pérou une grande région productrice vers la fin du siècle tout en désenclavant la riche région agricole de Huancabamba et atteignant le Marañon, fleuve qui était navigable jusqu'à Iquitos. Ainsi que le notait en 1905 le colonel Zagarra (16), le véritable objectif était de soustraire aux douanes brésiliennes du Para tout le commerce du Marañon et du Haut-Amazone, condamné à subir le régime douanier et l'attraction des sociétés de commerce du Brésil.

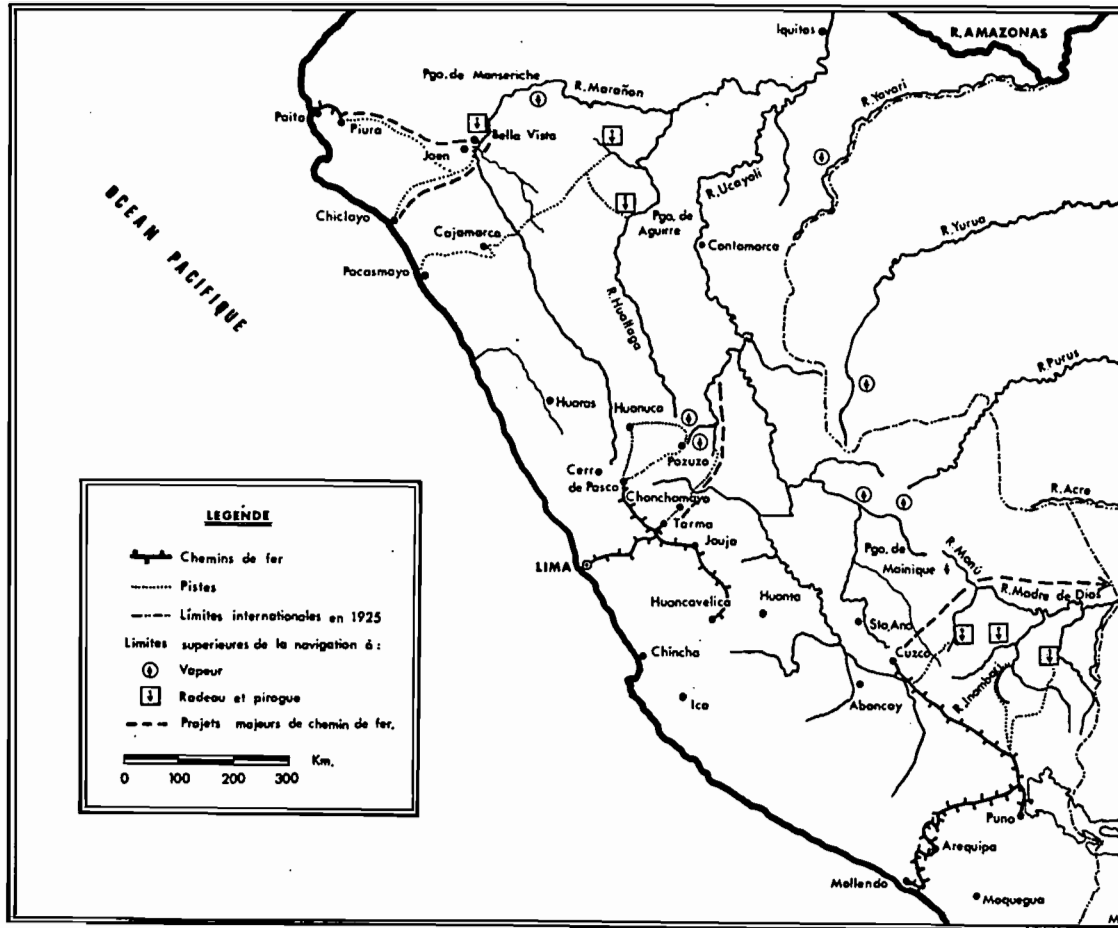
Pour justifier le projet, le colonel notait que la Bolivie et le Brésil étaient en train de construire la voie ferrée du Mamoré-Madeira, et surtout, touchant au plus près des intérêts géopolitiques du Pérou, que l'Equateur, sous l'impulsion d'un homme d'Etat avisé, Luis A. Martinez, se proposait lui aussi, à partir d'une étude rigoureuse, de réaliser son chemin de fer de l'Oriente, long de 170 km, de Ambato au fleuve Cureraï. Quito proposait en garantie aux investisseurs les recettes fiscales attendues de ce projet. Aussi, pour le Pérou, compte tenu de la tension permanente avec ce dernier pays à propos de la délimitation des frontières orientales, il était urgent de contrebalancer le projet du pays voisin par une voie nationale.

Mais ce projet Nord entraînait aussi en compétition au sein même de la région avec un autre projet de voie ferrée, reliant, lui, la riche région rizicole de Lambayeque à la ville de Jaen, proche du Marañon et forte alors d'une production de 7708 quintaux de cacao. Projet qui en 1902 rejoignait les vues exprimées par un inlassable explorateur de cette région et enfant du pays, Mesones Muro et de son ami l'ingénieur Habich (17) ; pour eux, suite à leurs explorations, cette voie à partir de Lambayeque était la plus courte pour atteindre Iquitos.

L'ingénieur Von Hassel avait, lui, une vision plus globale concernant les projets de futurs chemins de fer. Il proposait (18) trois grandes lignes transversales, au nord, au centre et au sud du Pérou, mais, en priorité, il prônait l'exécution de la ligne Piura-Pongo de Manseriche, sur le Marañon. Une rapide évocation des projets lancés à l'époque par le gouvernement ou par des investisseurs privés, illustre à la fois la fièvre ferroviaire qui régnait, l'absence de perspectives globales réalistes ainsi que le manque de moyens et de décision de Lsima. Si en 1873 une loi appuie un projet ferroviaire unissant d'une part La Oroya à Chanchamayo, c'est-à-dire la voie centrale, et d'autre part celle de Piura à Puerto Limon sur le Marañon, donc la voie du Nord, la guerre du Pacifique provoquera l'abandon durable de ces projets bien ambitieux.

En 1886, la guerre finie, l'administration convoquera des entreprises pour réaliser la construction de la voie de Tarma à Chanchamayo ; en 1889, une nouvelle loi préconise la mise en place d'une voie ferrée de La Oroya "*à une rivière navigable*" de l'Oriente ; le flou de la définition indique bien le manque d'étude de ce projet et son côté purement théorique. En 1890, un appel d'offres pour une nouvelle ligne, unissant cette fois La Oroya à l'Ucayali, est lancé par une Résolution Suprême du gouvernement, tandis que l'ingénieur Scold est chargé d'une nouvelle étude du tracé du projet de chemin de fer Païta-Marañon.

VOIES DE PÉNÉTRATION VERS L'AMAZONIE PÉRUVIENNE



**LEGENDE**

- Chemins de fer
- Pistes
- Limites internationales en 1925
- Limites superiores de la navigation à :
- Vapeur
- Radeau et pirogue
- Projets majeurs de chemin de fer.

0 100 200 300 Km.

En 1891, c'est la Mission catholique qui, avec le Père B. Gonzalez, cautionne une liaison ferroviaire entre Lima et l'Oriente. En 1896, une loi accorde l'autorisation de mise en adjudication de la voie La Oroya à Puerto Palcazu, nouveau terminus retenu.

En 1898, une nouvelle Résolution Suprême tente de réanimer les projets de liaison de Païta au Marañon, mais avec plus de réalisme car une voie ferrée a été achevée de Païta à Piura, donnant plus de consistance au projet. En 1901, toujours sur le même itinéraire, mais cette fois à partir des reconnaissances de terrain entreprises par Von Hassel, une nouvelle loi relance les projets antérieurs.

Mais c'est véritablement l'année 1904 qui voit fleurir une profusion de projets, avec d'une part celui du Nord-Pérou, et d'autre part la création, nouveau serpent de mer, d'un chemin ferroviaire desservant l'Ucayali. Une compagnie anglaise, la Pacific Company, proposera en effet la construction d'une liaison sur le Marañon, aussi des commissions d'étude seront nommées. Mais, le gouvernement, la même année, dénoncera le contrat prévu avec la Pacific Company : celle-ci exigeait en effet l'exemption des droits douaniers sur le matériel qu'elle devait importer. Puis soudaine volte-face, Lima déclarera caduques les concessions accordées pour le chemin de fer de La Oroya et du Marañon.

Ainsi l'Amazonie péruvienne, après trente ans de projets et d'études, restait toujours sans chemin de fer. Néanmoins, en 1905, une nouvelle étude est relancée pour la voie du Nord. En 1906, la création d'une série de commissions d'étude est décidée. Anticipant quelque peu les décisions finales, la Chambre de Commerce d'Iquitos remercie le Président de la République, J. Pardo, pour ses initiatives favorables au chemin de fer de l'Oriente, l'Union du Loreto le rejoindra dans le même hommage ; de plus, une troisième étude officielle se penche sur le tracé de la voie de Païta à Puerto Limon, mais ce dernier, en 1908, fera encore l'objet de nouvelles tractations ministérielles ! Néanmoins, avec le temps et l'expérience venue d'ailleurs, ces nombreux et changeants projets liés aux circonstances vont soulever maintes réserves quant à leur crédibilité en termes économiques, compte tenu des déboires de la voie Madera-Mamoré, comme aussi de leur fiabilité technique. H. Fuentes (19) en 1906, citant l'exemple de la voie ferrée de Cajamarca, signale les nombreux gaspillages et les erreurs techniques qui l'affectent ; ainsi 20 km de voies ont été construits au fond d'une vallée où ils sont régulièrement emportés par les pluies, ce qui a déjà coûté 12 millions de soles de travaux.

Toutefois, jusqu'en 1910, les projets fleurirent et prirent même une certaine consistance officielle ; leurs réalisations furent suspendues par les difficultés d'investissements et les exigences des bailleurs de fonds internationaux soucieux d'obtenir des droits régaliens. Ensuite, après 1905, le déclin de la collecte du caoutchouc dans l'Amazonie centrale et le déplacement de l'exploitation vers la région du Madre de Dios-Ucayali, laissèrent les projets dans l'expectative jusqu'à la chute des cours puis des exportations du caoutchouc à partir de 1910, qui connurent alors leur oubli définitif. Cette situation nouvelle et calamiteuse pour l'économie amazonienne en général, coupa court à tous ces projets qui, pour la

plupart, ignoraient les conditions réelles de l'économie de la gomme et les échecs répétés des ambitieux plans de colonisation. Le cas du chemin de fer du Mamoré-Madeira, aujourd'hui abandonné, est un exemple de ce qui menaçait à terme les voies analogues projetées en Orient péruvien et seulement justifiées alors par l'éphémère économie de caoutchouc.

Ainsi, le rêve exprimé en 1870 par le colonel Vizcarra (20), appelant à l'ouverture d'une voie reliant la côte péruvienne à l'Atlantique, ne pourra pas prendre corps. Son lyrisme naïf traduisait bien l'engouement d'une époque, comme l'espérance de rompre les contraintes de la géographie qui pèsent sur le destin des Etats : "*Quand le sifflement des locomotives traversant les Andes sera entendu par les navires remontant nos rivières, le Pérou sera au centre de la civilisation européenne et les machines, les inventions et une population urbanisée qui, ici, manquent tant, viendront là, se développeront et vivront sous les meilleurs auspices*" !

### Notes bibliographiques :

(1) cf. Delboy, L., *La navegación a vapor en la región hidrográfica del Madre de Dios y de sus tributarios mayores*. BSGL. T. 17. p. 27-47. Lima.

(2) cf. Raimondi, A., *El Perú*. T. 1. 444 p. Imp. del Estado. Lima. 1874.

(3) cf. Maurtua, A., *Geografía económica del departamento de Loreto*. BSGL. T. 17. 2<sup>ème</sup> semestre. p. 121-180. Lima. 1911.

(4) cf. Plane, A., *L'Amazonie*. 280 p. Plon. Paris. 1910.

(5) cf. Ibarra, J.(cln). *Informe sobre las zonas del Napo i Putumayo*. LYC. T. 7. p. 512-520. Lima. 1897.

(6) cf. Larrabure i Correa, C., *Noticia historico-geografico de algunos ríos de nuestro Oriente*. Imprenta La Opinión Nacional. 172 p. Lima. 1907.

(7) cf. Samanez-Ocampo, J. B., *Exploración de los ríos Apurimac, Ene, Tambo, Urubamba i Ucayali*. LYC. T. 11. p. 254. Lima. 1889.

(8) cf. Robledo, L.M., *Los varaderos del Mishagua al Manu*. LYC. T. 13. p. 384. Lima. 1906.

(9) cf. Fry, C., *Rios peruanos navegables*. 2 tomes, 127 et 105 p. Imprenta de Benito Gil. Lima. 1889.

(10) cf. Villanueva, M.P., *Las fronteras de Loreto*. BSGL. T. 12. p. 361-443 de 1902 et T. 13. p. 30-54. Lima. 1902.

(11) cf. Capelo, J., *La via central del Perú. El camino del Pichis-Ríos navegables-Colonización*. Livre 2. Imp. Masias. 169 p.+ carte.

(12) cf. Lacombe, E.(cln), *Expedición de Puerto Bermudez*. LYC. T. 12. p. 200-411. Lima. 1901.

(13) cf. Portillo, P. (cln), *Memoria sobre el departamento del Madre de Dios*. BSGL. Tiré à part. 89 p. Lima. 1914.

(14) cf. Walle, P. *Au pays de l'or noir. Le caoutchouc du Brésil*. Edition Guilmoto, 2<sup>ème</sup> édition. 244 p. Paris. 1911.

(15) cf. Santos, R., *Historia económica da Amazonia-1820-1920*- Queiroz, éditeur. 358 p. Rio de Janeiro. 1987.

(16) cf. Zegarra (cln), *El ferrocarril de Paña al Marañon*. BSGL. T. 17. p. 447-468. Lima. 1905.

(17) cf. Mesones Muro (et Habich, E.), *Viaje de Eten al Marañon*. LYC. T. 4. p. 117. Lima. 1902.

(18) cf. Von Hassel, G., *Importancia de la región amazónica y del proyecto de un ferrocarril entre Piura y el Pongo de Manseriche*. BSGL. T. 2. p. 53-73. Lima. 1902.

(19) cf. Fuentes, H., *Apuntes históricos, geográficos, estadísticos, políticos i sociales de Loreto*. LYC. T. 16. p. 139-536 et T. 17. p. 3-278. 1906

(20) cf. Vizcarra, P. C., *Exploración de los ríos Palcazu, Mairo i Pachitea por el prefecto de Huanuco*. LYC. T. 3. p. 39. Lima. 1870.

## II - L'OR ET SES MIRAGES

A l'origine, le destin de l'Amazonie a été lié à la quête de l'or. Celui-ci, vu les structures géologiques propres à la région amazonienne, au fil des recherches et des explorations, apparut comme ne pouvant être que d'origine alluvionnaire pour le bassin amazonien lui-même, donc présent dans des "*placers*" ou "*lavaderos*" situés sur les rios, descendants des Andes. Ce métal devait être ainsi récupéré par lavage des alluvions en saison de basses eaux ; mais cette technique obligatoire limitait les possibilités de production régulière comme empêchait de tabler sur des productions de qualité, et surtout procurant des bénéfices comparables à ceux de l'or extrait des sites miniers proprement dits. Enfin, l'insécurité due à la présence de tribus indiennes combattives, rendait dangereuse l'exploitation.

### Or perdu, or inexploitable du Marañon

Pourtant, les débuts de l'occupation espagnole des franges amazoniennes des versants andins, avaient permis de découvrir, dans la région de Quijos et les bassins des rios Santiago, Chinchipe, Apaga et Sillai, de nombreux sites aurifères. Ceux-ci avaient donné lieu à une colonisation d'orpailleurs indépendants et à la mise en exploitation de nombreux sites. Ils permirent, durant un temps, une production importante constatée par les fortes contributions versées au Roi d'Espagne.

Pour le colonel Mendiburu (1), il était certain que cette richesse aurifère était connue des Incas qui l'exploitèrent aussi et construisirent probablement la citadelle de Cuellap, qui grâce à sa situation géographique, permettait d'assurer le contrôle des centres aurifères proches ; aussi, vu la proximité de l'ancien et important site minier de San Tomas, proposait-il que des recherches soient entreprises, compte tenu des rumeurs anciennes de présence d'un trésor inca...

Manuel Ijurra, dans son récit de voyages (2), fait état, lui aussi, de traces d'anciennes mines d'or, argent, cinabre, cuivre, étain, fer et cristal de roche, exploitées par les "Anciens". Lui-même avait créé avec un associé, un camp pour le lavage des alluvions sur le rio Santiago, mais la redoutable présence des Indiens Huambisas, l'obligea à prendre de coûteuses et contraignantes mesures de sécurité. Ainsi la recherche des "*lavaderos*" ou placers d'or de rivières fut-elle une préoccupation régulière en Orient péruvien, au moins jusqu'à l'irruption du caoutchouc. Il apparut vite que la région la plus favorable à la recherche de l'or était celle des rios Marañon, Santander et Napo ainsi que de leurs affluents, là donc où les Espagnols entreprirent leurs anciennes exploitations et où la révolte Jivaro paralysa leur activité minière, mettant fin à leurs établissements. Situation qui devait rester inchangée par la suite quant au refus des tribus indiennes de renouer une quelconque cohabitation avec les Blancs.

Le gouverneur général des Missions s'en fit l'écho (3) en 1846, lors d'une visite dans la région ; ainsi notait-il que le poste fondé à Paihucro par les habitants de Santander ayant fui les attaques indiennes, se

consacrait à l'exploitation de l'or fluvial grâce à "*des stations de lavage s'étendant de Pauhucro jusqu'à Borja, soit sur 10 lieues*". Quelques notes, mais peu précises, évoqueront la situation de cet orpaillage le long de quelques rios. Ijurra évoquera aussi succinctement les exploitations de la région de Canelos, "*avec le meilleur placer qui donne de l'or à 21 carats*" et celles du rio Napo qui "*sont célèbres*" et donnent de l'or à 22 carats. Avec l'essor de la navigation fluviale, l'intérêt pour la recherche de l'or se renforcera ; ainsi le capitaine du premier vapeur (4) qui remonte, en 1866, le rio Marañon, G. Perez, signale que, sur les îlots Rapoaga et Estrella, se sont installés des campements de chercheurs d'or.

Un autre récit d'exploration fluviale, en 1867, celui du capitaine Vargas (5), apporte une information plus précise. Si la richesse de certains placers est prouvée, la plupart sont abandonnés sauf quelques-uns, exploités par de maigres groupes d'Indiens ; ceux-ci troquent l'or avec les commerçants de Moyobamba et de Tarapoto, qui leur apportent des tissus (tocuyo), des armes et des outils, mais en multipliant par 100 leur valeur réelle ! Quant à l'abandon de nombre d'exploitations, il est dû aux incursions des Indiens Huambisas, Muratos et Aguarunas. De ce fait, le rio Santiago, pourtant plus riche en or que le Marañon, a perdu son ancienne et prospère activité.

Ce rapport provoquera les remarques du commandant fluvial d'Iquitos dans un rapport officiel ; il y attire l'attention sur l'importance de ressources aurifères inexploitées qui existent, selon lui, et le risque qu'elles profitent aux aventuriers étrangers au détriment du Trésor Public, et ce d'autant plus que la proche et libre navigation sur l'Amazone va multiplier leur présence.

La course au caoutchouc va provoquer une pause en ce qui concerne l'exploitation des ressources en or, qui n'avait pas dépassé un stade artisanal aux bénéfices réels bien limités. Un regain d'intérêt se manifesterà à nouveau à partir de 1890, date à laquelle Lima, pour répondre à des demandes de concessions aurifères, chargera d'une étude les ingénieurs Vila, Payer et Wolff, qui sera réalisée pour le compte de la Commission Spéciale de Loreto.

Le rapport de l'ingénieur Vila (6) ramènera à des proportions bien modestes les espoirs conçus par certains sur les possibilités futures d'une exploitation attrayante à grande échelle des ressources en or fluvial de la région de Barranca. Le rapport constatera aussi l'abandon, pour des raisons de sécurité dues aux raids indiens, des postes détruits de Borja, Santa Teresa, Paquero et Limon ; situation d'autant plus préjudiciable que ces postes disposaient d'une bonne protection contre les inondations annuelles, et de bons terrains à cultures. Mais de nouveaux postes ont été créés autour de Achual, par les employés de la Maison Linarés-Arevaloy C° ; mais si cette compagnie a fait venir 600 péons pour prospecter les alluvions aurifères, les résultats de cette entreprise à grande échelle ont été négatifs.

L'ingénieur constate aussi que si l'orpaillage reste l'unique activité des habitants de Limon, San Borja, Santa Teresa et Barranca, ils n'en retirent que le coût de leur subsistance, la valeur de l'or recueilli ne justifiant pas le travail accompli ; aussi, constate Vila, d'autres activités seraient plus rentables. Si, sur le Pongo de Manseriche, on rencontre aussi



des placers aurifères, leur titrage en métal est faible, et les dépôts ne peuvent être exploités que par intermittence, du fait des inondations qui recouvrent annuellement les plages, et ce, pour des périodes plus ou moins longues de plusieurs mois. L'ingénieur a noté la misère des péons travaillant sur les placers et leur endettement qui en font les esclaves de leurs patrons. Ainsi, pour lui, l'or ne représente aucunement un avenir pour cette région, qui par contre se montrerait propice à une colonisation agricole ; celle-ci aurait aussi l'avantage de pacifier la région de ses tribus hostiles, autre hypothèque ancienne et propre à toute exploitation des placers.

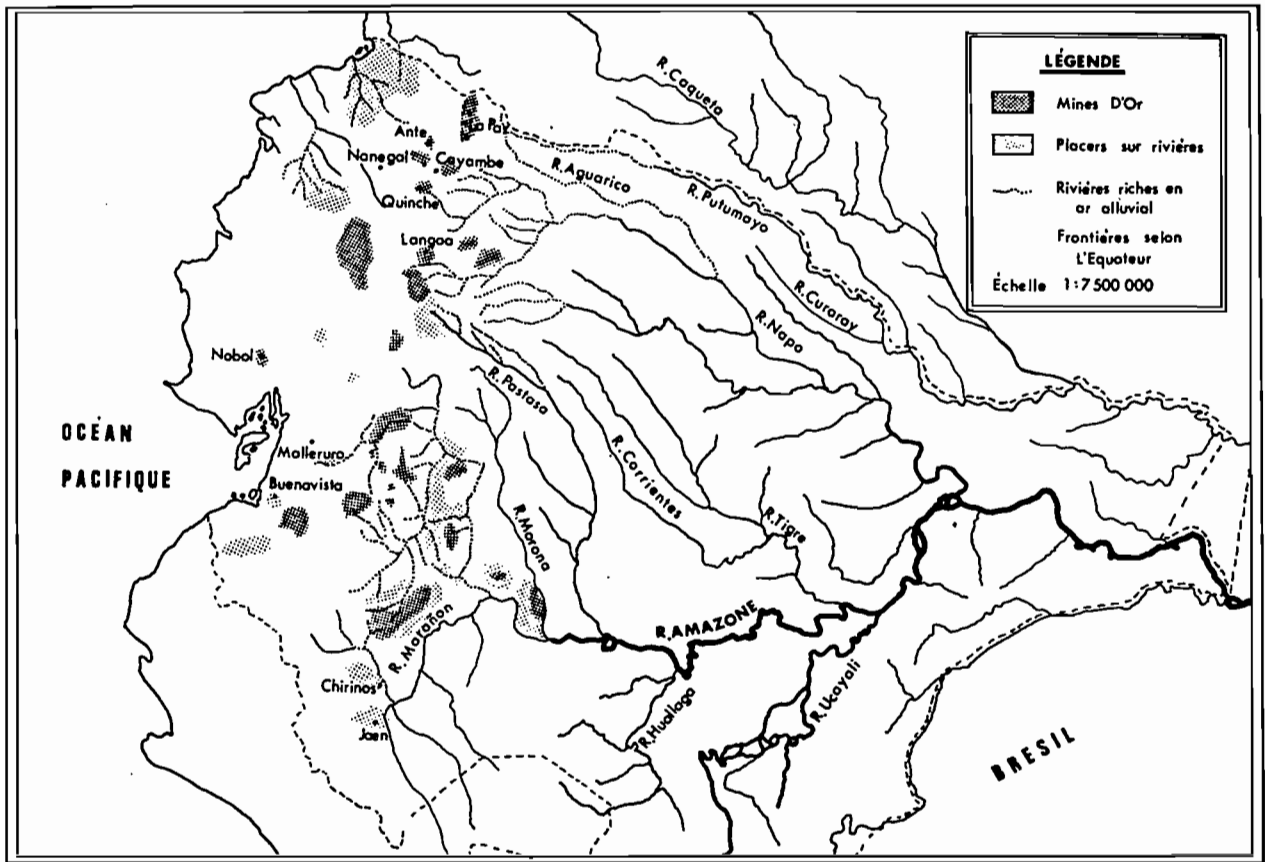
La même année, Vila recevra l'ordre de réaliser une autre étude sur les exploitations aurifères de la rive gauche du Marañon, attribuées en concession au colonel Carrera, puis d'examiner les possibilités aurifères que pouvaient présenter les collines de San Matias, déjà évoquées dans le rapport du colonel Mendiburu. Par la suite, ses recherches seront étendues aux zones demandées en concession par une société aurifère, sur les rios Santiago et Nieva ; enfin, Vila se consacrera à l'étude des sites exploités par les Indiens des rios Napo, Morona, Pastaza, de la *quebrada* (torrent) de Sillai dans la région du Haut-Marañon, depuis l'embouchure du rio Utcubamba jusqu'au Pongo de Manseriche. Nous ne connaissons pas les résultats de ces recherches, mais le silence qui les a suivies au niveau officiel permet de supposer qu'ils furent décevants. Notons néanmoins, et en contradiction avec le rapport Vila, que l'ingénieur Wolff, lui, estimait dans son rapport (7) de 1890 sur les placers des rios Santiago, Onvaga, Achual, Serta et Marinolla, que leurs rendements étaient satisfaisants, mais leur exploitation gênée par les crues annuelles.

Plus prosaïquement, le colonel Mendiburu déduisait de sources anciennes que l'or des Incas provenait du Cuzco et de la région de Cajamarca et de ses placers fluviaux. Mais il constatait que l'insécurité de la région avait empêché une exploitation systématique, et que d'autre part, le problème des crues avait provoqué des échecs comme celui de la société "Grace Brothers y Cia" ; aussi recommandait-il d'abord une politique de mise en valeur agricole de la région, compte tenu des incertitudes et des dangers propres à l'exploitation des gisements aurifères de la région.

L'ingénieur Von Hassel, lui aussi, émettra un avis plutôt positif (8) sur les promesses des placers d'or du Santiago, là où fut attaqué en 1900, rappelle-t-il, par les Huambisas, un groupe de vingt chercheurs d'or venu des Etats-Unis qui dut abandonner ses recherches. Il notera les potentialités en or du rio Nieva et du Chinchipe, ce dernier ayant connu une exploitation à l'époque coloniale, tout comme la richesse des rios Curarai, Tigre, Pastaza, Santiago et Morona, comparable, selon lui, à celle du Napo. Néanmoins, au cours d'un voyage ultérieur, Von Hassel constatera (9) que sur le rio Napo les exploitations d'or sont bien artisanales : en effet, les Indiens utilisent des peaux de tigres pour recueillir les paillettes d'or, et primitives, sur le cours supérieur du fleuve ; de plus, l'exploitation y est dangereuse, un Allemand y fut tué en 1900.

En conclusion, si sur le cours inférieur du rio Napo la teneur est trop faible pour rémunérer une exploitation, elle est bonne sur la partie haute, donnant deux à trois centavos par battée contre un aux Etats-Unis.

L'OR EN AMAZONIE DU NORD



## L'Or introuvable du Madre de Dios

Si l'attention fut concentrée longtemps sur la région du Marañon et des rios proches de son cours, il faut aussi prendre en compte les recherches engagées pour exploiter les ressources aurifères de la région du Madre de Dios (10). Les traditions recueillies par le capitaine Candia, vers 1538, et faisant état d'un pays du nom d'Ambaya, aux richesses en or fabuleuses, attirèrent l'intérêt des Espagnols qui y entreprirent, en vain, sous la direction de Candia, une difficile exploration ; celle-ci resta sans résultats si ce n'est d'apprendre qu'Ambaya était, peut-être, le pays des "Chunchos" vaguement situé à l'est de la province de Carabaya vers les rios San Gaban et Inambari.

Une nouvelle expédition menée par Pedro Anzures de Campo Redondo, n'eut guère plus de succès, sauf de pénétrer dans le Beni bolivien d'aujourd'hui. Au 16<sup>ème</sup> siècle, les Pères de la Merci de Cusco pénétrèrent à leur tour dans la région et traversèrent le rio Tambopata pour évangéliser les Indiens. C'est à cette date, mais sans précisions historiques, que fut fondée la cité de San Juan del Oro ; celle-ci aurait bénéficié d'une fructueuse exploitation de l'or du rio Inambari, près duquel était située cette ville. Elle disparut après une décadence consignée par quelques textes, mais sa mémoire resta vive au cours du 19<sup>ème</sup> siècle où elle provoqua de nombreuses recherches qui restèrent vaines, sauf la découverte dans la même région de la riche veine d'or de Santo Domingo qui fut accordée en concession à la Inca Mining C°. Mais après quelques années d'exploitation qui nécessitèrent la difficile et coûteuse mise en place d'une bonne piste par la société minière, la baisse des cours de l'or et le tarissement des gisements créèrent, à partir de 1908, une situation de crise profonde qui devait hypothéquer, puis arrêter son exploitation ultérieure.

Ainsi, la recherche de l'or en Orient péruvien fut-elle globalement très décevante, et malgré la rareté des informations officielles ou le mutisme des sources privées, on peut penser que c'est d'abord l'héritage des légendes de l'El Dorado et ensuite le souvenir devenu mythique des exploitations coloniales espagnoles détruites par les Jivaro alors que probablement leurs gisements étaient en voie d'épuisement, qui entretenirent cette fièvre.

Ce mythe ne devait pas résister à une évaluation plus économique et technique de l'intérêt des placers, vers 1900, compte tenu en plus de leur situation géographique et administrative marginale.

Notons que l'or appartient en Amérique Latine, à une psychologie spécifique, héritage direct des conquistadors, celle du miracle accordé par la Providence avec les richesses fabuleuses qu'ils découvrirent au point de vue minier comme aussi des trésors indiens qu'ils s'approprièrent facilement... L'or, rencontré, signifiait aussi la chance ou la persévérance propres à un individu, à ses vertus, car les conditions d'exploitation et les dangers encourus, impliquaient la possession d'un caractère bien trempé... Enfin, l'or permettait un enrichissement rapide et une vie ensuite libre, jouissant de la considération et de l'envie et abolissant l'ancienne condition sociale...

Signalons en 1904 l'attribution d'une vaste concession aurifère dans la région du Haut-Marañon, à la fameuse Casa Arana. Mais, celle-ci ne paraît pas avoir vu ses espérances satisfaites, si l'on en croît du moins ses bilans...

### Un mythe renaissant

Le mythe s'est-il éteint avec les déconvenues répétées que nous avons analysées ? Des petits chercheurs d'or, se satisfaisant de chiches bénéfiques mais parfois aussi, grâce à la chance, pouvant ramasser une petite fortune, continuent de nos jours encore leurs prospections dans la région.

Le livre des étonnantes aventures vécues, publié en 1948 par le colonel américain Clark (11), dans cette région restée bien marginale et dangereuse encore, assure que l'or existe bel et bien. D'ailleurs, il l'a trouvé, soigneusement escamoté par les Espagnols qui ne purent retourner dans les cachettes de leurs villes perdues après les révoltes indiennes, et depuis lors, la mémoire de ce secret se perdit.

Une carte de l'atlas d'Equateur, de 1942, reprend aussi la question, s'appuyant sur l'ingénieur péruvien Wolff, et une de ses affirmations : "*Tous les rios descendant des Andes sont riches en alluvions aurifères*".

Enfin, dans le nouveau litige frontalier surgi à partir de 1980 entre le Pérou et l'Equateur (12) et source d'incidents armés sporadiques depuis lors, n'affirme-t-on pas que la disputée Sierra du Condor dispose de riches gisements en or...!

### Notes bibliographiques :

(1) cf. Mendiburu, S., *Segundo informe de 1890. Estudio sobre la colonización de Loreto*. LYC. T. 13. p. 200-265. Lima. 1890.

(2) cf. Ijurra, M., *Resumen de los viajes a Mainas, Chachapoyas i Para*. LYC. T. 6. p. 276. Lima. 1843.

(3) cf. Caicedo Vasquez, P., *Descripción de la provincia de Mainas*. LYC. T. 6. p. 263-275. Lima. 1843.

(4) cf. Pérez, G., *Exploración del Alto Marañón por el comandante del vapor "Morona"*. LYC. T. 2. p. 270. Lima. 1866.

(5) cf. Vargas, M., *Primera exploración del río Morona a bordo del explorador "Napo"*. LYC. T. 2. p. 358. Lima. 1867.

(6) cf. Vila, J.C., *Viaje a la región aurífera de Barranca i Borja*. LYC. T. 3. p. 244-249. Lima. 1890.

(7) cf. Wolff, L., *Informe sobre el río Santiago*. LYC. T. 3. p. 260. Lima. 1890.

(8) cf. Von Hassel, G., *Importancia de la región amazónica y del proyecto de un ferrocarril entre Piura y el Pongo de Manseriche*. BSGL. T. 2. p. 53-73. Lima. 1902.

(9) cf. Von Hassel, G., *Viaje sobre los ríos Napo y Curarai*. LYC. T. 4. p. 229-240. Lima. 1903.

(10) cf. Larrabure y Correa, C., *Noticia histórico-geográfica de algunos ríos de nuestro Oriente*. Imprenta, La Opinión Nacional. 172 p. Lima. 1907.

(11) cf. Clark, L.(cln), *Les sept cités de Cibola*. Traduit de l'anglais. Presses de la

Cité. 405 p. 1954.

(12) cf. Gutarra Maravi, E., *La cordillera del Condor- Un desafio geopolitico-* S. E. 2<sup>ème</sup> édition. 194 p. Lima . 1984.

### III. L'ILLUSOIRE COLONISATION DE L'ORIENTE

L'idée de la colonisation du territoire amazonien du Pérou, si elle est relativement ancienne, a émergé lentement. Aussi, la politique de Lima fut-elle longtemps hésitante voire contradictoire et, de ce fait, engendra des incohérences qui hypothéquèrent la réalisation d'une colonisation effective de l'Orient. Projet qui, d'ailleurs, aurait nécessité un volant de main-d'oeuvre disponible, rurale et artisanale d'origine, apte à générer les bases d'une colonisation de peuplement rural pérenne. Le Pérou, au recensement de 1876, ne disposait que de 3 millions d'âmes, peut-être 5 en 1900 ; aussi souffrait-il congénitalement, à la fois d'un manque de population pour valoriser au minimum ses 1.100.000 km<sup>2</sup> d'espace théorique, et d'un manque de terres libres dans la région de la Sierra pour faire vivre à peu près décemment ses communautés rurales indiennes en nette reprise démographique. Donc, pas de capitalisme national disposé à jouer en grand la carte de la colonisation de l'Orient, sauf quelques investissements ponctuels, à haut et rapide rendement financier. Enfin, seulement un capitalisme international, n'acceptant que des investissements garantis par des conditions léonines, au coup par coup, et en fonction d'une rentabilité rapide de l'investissement. Peu ou pas de colons nationaux, de toute façon mal préparés aux conditions de vie et de travail en Amazonie ; enfin, jusqu'à l'apparition du boom caoutchoutier, aucune spéculation agricole ou minière existante, autorisant un investissement raisonnable.

Surtout, il manquait un projet national pour l'Orient accompagnant l'esquisse d'un grand dessein géopolitique, celui d'un déplacement vers l'Est dont les issues atlantiques étaient tenues de tout temps et solidement par le Brésil. Aussi, les "Alsace-Lorraine" du Pérou seront après la guerre avec le Chili, de 1879 à 1883, Tacna et Arica et bien entendu leurs riches gisements de nitrate sur la côte du Pacifique, plutôt que les zones marginales de Teffé ou du Bas-Purús dans les jungles à peine explorées de l'Amazonie centrale ! Mais le Pérou, après ses malheurs internationaux, croyait aussi trouver dans l'immense champ amazonien la possibilité de son rétablissement, de ses retrouvailles aussi avec la modernité et de son adéquation avec son temps, lui permettant ainsi de dépasser le difficile héritage de ses contradictions profondes. C'est en cela que "l'impossible" quête de l'Orient, si on en analyse plus profondément les motifs, signifie une autre perspective, plus dramatiquement "existentielle" pour l'Etat et la nation péruvienne.

De ce point de vue, le rêve oriental du Pérou était bien une tentative de dépasser le tragique des contradictions de son histoire et de l'aliénation qu'il subissait, tout en étant le moyen d'un ressourcement moral appuyé sur une refondation géographique de son Etat national et de son centre réel de gravité, celui-ci se retrouvant déplacé, recalé vers les vastes espaces vierges et porteurs de toutes les promesses fabuleuses d'un Orient péruvien à conquérir. Ainsi, tendu vers ce "grand projet", le Pérou pouvait échapper à sa triste réalité. Il renouait ce faisant et quasi psychanalytiquement parlant dans le sens freudien du Père perdu, mais toujours présent..., avec les racines de son atavisme espagnol et castillan. Mouvement de retrouvailles aussi, avec une geste héroïque, rappelant

l'élan grandiose de la "Conquista", ses improvisations et ses excès où "il n'y avait guère de moyen terme", écrivait Ménéndez y Pelayo, *entre le gentilhomme et le coquin*", et leurs fabuleux exploits... Donc, manière de renouer avec l'indépassable geste du Don Quichotte, inconsciemment érigée en refuge et modèle d'action.

Comme l'écrivait Miguel de Unamuno (1), "*C'est avec l'air du dehors que je régénère mon sang, non en respirant celui que j'exhale*". Ainsi, l'Oriente à posséder tout comme l'impossible Dulcinée du héros de Cervantes, c'était d'une certaine manière renouer avec la vision héroïque, consolatrice et fondamentale d'une Histoire, où misère et grandeur, réalisme trivial et attente du miracle salvateur, se mêlaient étroitement. Plus prosaïquement, c'était renouer donc avec les racines tranchées de l'épopée américaine, laissée inachevée par l'Espagne en Amazonie.

La tentative de colonisation de l'Oriente du Pérou, présentée ici, doit s'interpréter aussi dans ce sens, sous peine de n'en retenir que les côtés dérisoires ou caricaturaux, alors qu'elle représente aussi, malgré ses carences propres, une tentative de sursaut pour échapper au tragique de l'Histoire.

### Les conditions initiales et les premières tentatives

Il est inutile d'insister longuement sur la tâche ardue et l'indispensable optimisme dont durent faire preuve les premiers promoteurs d'une politique de colonisation amazonienne, et ce dans un milieu où presque tout était à créer *ex nihilo*. Ainsi en 1827, le préfet de Junin, dans un voyage de reconnaissance à Chanchamayo, c'est-à-dire dans la zone pourtant périphérique du piémont amazonien, se heurte, d'après son récit (2), à de bien grandes difficultés. Le "chemin" doit être ouvert à la machette. D'abord les Indiens fuient tout contact, puis tendent des embuscades meurtrières ; mais la région est riche en quinquina et ses terres sont fertiles, aussi le préfet proposera-t-il des moyens pour la peupler et valoriser ses riches possibilités.

Jusqu'en 1849, il n'y aura pas de vision globale de la part de Lima pour promouvoir en Amazonie une politique structurée de colonisation. Celle-ci commencera à se manifester bien empiriquement avec l'approche de l'ouverture de l'Amazone à la navigation à vapeur. On peut noter, néanmoins, quelques initiatives locales d'un certain intérêt, et révélatrices de l'état de la situation.

### *L'Indien, auxiliaire de la colonisation*

En ce qui concerne le statut des Indiens, au point de vue des droits fonciers, un décret de 1828 leur attribue ainsi qu'aux métis, "*...la propriété des terres qu'ils cultivent*". En 1836, on peut noter l'attribution de concessions foncières, par le sous-préfet de Mainas, à un chef indien et à sa tribu sur le rio Pastaza, à mi-chemin d'Andoas et de Santander ; ces derniers établiront une étape-relais qui fait défaut, et recevront un appui officiel. La même année, une autre autorisation d'installation était accordée à sa demande à un petit chef, lui aussi devra créer un poste pour

y accueillir les commerçants et leur donner toutes facilités.

L'administration de même, à plusieurs reprises, insistera auprès des missions catholiques, afin qu'elles jouent largement, dans leurs "réductions", leur rôle d'accueil des Indiens et, dans cet esprit, décidera en 1845, d'aider les Indiens de la région de Pozuzo (3) ainsi que les premiers colons attendus. En conséquence, il était prévu des distributions de lots de terres, et des remises d'instruments agricoles ; le Père Sala était chargé d'ouvrir, avec l'aide des autorités, des pistes nouvelles, et un intendant des Missions devait être nommé par Lima pour qu'il "*gouverne paternellement*" ces nouveaux colons.

On pourrait penser que ces premières mesures constituaient les premiers pas d'une future politique plus générale, visant à transformer, sous l'égide des missionnaires, les Indiens en colons amazoniens. En fait, la reconnaissance des "terres cultivées" comme propriétés indiennes, tournait le dos aux réalités, leurs cultures étant rotatives, et les tribus nomadisant au gré des saisons et nécessités sur des territoires plus ou moins vastes, en fonction de leurs ressources en chasse et pêche. Aussi, cette reconnaissance impliquait d'une part une sédentarisation et donc la perte des droits de parcours et de collecte des tribus sur leurs territoires traditionnels... Donc cette mesure d'apparence libérale et généreuse instaurait légalement les bases futures d'une aliénation foncière majeure. D'autre part, là où les autorités aidaient les Indiens à s'établir, des conditions draconiennes étaient imposées. Ainsi l'autorisation donnée en 1836 à Ventura Vilches (4) de créer un poste ouvert aux commerçants, était accompagnée des avertissements suivants : "*Ordre, paix et hospitalité devaient être apportés aux voyageurs et une aveugle obéissance aux autorités, sans donner motif à la plus légère plainte quant à leurs activités...*", cela sous peine d'expulsion et de jugement à Lima.

C'était mettre ainsi les tribus sous la coupe des intérêts privés et absoudre à l'avance tous les abus.

### *Rabattage des colons et attribution de concessions*

Les premières demandes de concessions foncières de la part de colons péruviens eurent lieu, selon Larrabure y Correa (4), en 1843, avec une étrange demande faite par un intermédiaire, Manuel Ijurra, qui sera aussi un voyageur et affairiste de l'Orient.

Dans ce projet de colonisation présenté au bénéfice d'un certain J. Monteza, le sous-préfet notait le caractère absentéiste du demandeur, comme de celui aussi de ses auxiliaires, et il notait le fait qu'Ijurra était connu à Lima comme manquant des qualités et ressources propres nécessaires pour travailler une vaste exploitation. D'autant plus que la demande faite, d'après un plan fort approximatif, portait sur pas moins de 50 lieues carrées (une lieue espagnole valant 5.556 mètres de côté) soit pratiquement une zone de 280.000 hectares, située dans la plaine des pampas de Sacramento ! Aussi le sous-préfet la rejeta-t-elle, car portant sur des régions inexplorées, mais peuplées de milliers d'Indiens qui seraient ainsi spoliés, et où le Père Sala se dépensait sans compter, précisait-il, pour y accomplir une oeuvre chrétienne de civilisation dont il devait rester le seul dépositaire, jugeait le fonctionnaire.



La première mesure officielle de Lima visant à impulser un processus de colonisation date de 1849, avec une loi (5) attribuant des primes pour favoriser l'introduction de colons étrangers. Cette loi avouait sans fard "*..le manque de bras et le degré de prostration de l'agriculture...*" ; aussi les deux premiers promoteurs retenus, D. Elias et J. Rodriguez, recevraient une prime de 30 pesos pour chaque groupe de 50 colons introduits, y compris ceux d'origine chinoise, des deux sexes et âgés de 10 à 40 ans. Ce privilège était accordé pour 40 ans, avec garantie de l'Etat pour les contrats passés et octroyant l'exemption de service militaire aux colons. Le flou de l'opération était total en ce qui concernait les types d'activité agricole des colons, leurs droits fonciers, ou leurs rémunérations, et les diverses garanties accordées ! Le Pérou inaugurerait ainsi ce que, par la suite, dans la littérature coloniale spécialisée, on appellera les contrats de "chair humaine", donnés en concession à des rabatteurs sans scrupules. Il est probable que cette loi rencontra peu de succès car elle fut suspendue en 1853, et un nouveau régime de colonisation (6) mis en place. Il était accompagné d'une longue série de mesures administratives, ayant pour fin de faciliter la colonisation, dispositions coïncidant toutes avec les débuts de la navigation à vapeur dans la région amazonienne, suite aux conventions passées avec le Brésil.

Parmi les principales mesures nouvelles promulguées, on peut noter soit l'attribution de concessions foncières de 2 à 40 "*fanegas*", mesure espagnole ancienne valant pour une unité 2,98 hectares, selon la taille des familles, soit un choix de petits lots (10 ha. en moyenne) de colonisation de type familial. Le passage était gratuit, ainsi que les outils et les semences nécessaires ; les terrains et maisons seraient libres de taxes et d'impôts, les colons recrutés étant catholiques seraient exonérés des contributions civiles et religieuses. Les sociétés de colonisation contractantes se verraient aussi définir des délais de mise en valeur.

On peut considérer ainsi que les bases de la politique de colonisation que va suivre le Pérou, avec des inflexions d'ampleur plus ou moins variable, étaient posées pour le futur. Mais ce texte était porteur aussi des ferments qui entraîneront l'échec régulier des expériences de colonisation, avec le gaspillage des moyens publics, les abus licites sur les personnes. En effet, le recrutement des colons était laissé aux soins des seuls rabatteurs de main-d'oeuvre et les attributions de terres étaient faites sans souci des cultures futures qui restaient, notons-le, indéterminées. Les explorations, et dans le meilleur des cas, les simples et indispensables reconnaissances des terrains d'implantation, étaient aussi totalement négligées, les moyens publics, pour les infrastructures de base, oubliés, la protection des colons illusoire et le statut des Indiens laissé dans les limbes.

Néanmoins en 1853, Lima passa un nouveau contrat avec Ijurra et Schutz, pour l'introduction de 13.000 colons étrangers, en six ans.

*Premières déceptions : il n'y a pas de colon idéal...*

Les carences de cette politique furent vite relevées, au niveau local au moins, car elles entraînèrent une rapide réaction du gouverneur de Loreto, F.A. Ortiz. Celui-ci, pour combler les lacunes législatives du texte créant

un nouveau régime de concession, entendit l'amender pour faire prévaloir des conceptions qui lui étaient purement personnelles et d'inspiration quelque peu coercitives pour certaines d'entre elles, grâce à la publication (7) d'une série de "règles" destinées à l'adjudication des terres.

Les règles retenues visaient d'abord à préserver les droits fonciers des tribus indiennes, en déclarant leurs terres inaliénables, sauf vente par les intéressés, mais il était aussi prescrit que les indigènes "...seront obligés de cultiver leurs terres et d'élever des animaux"... Une autre mesure visait, elle, les éléments "marginiaux" et donc asociaux pour l'époque, qu'il s'agisse des oisifs, des déserteurs, des esclaves en maraude, des étrangers inactifs agricoles... Tous, sans discrimination, devaient être envoyés aux travaux publics forcés.

Une dernière mesure de précaution visait les commerçants "blancs" tenus de prouver, devant les juges, leur possession de numéraire en garantie, ou les titres de représentation commerciale leur donnant une accréditation, sinon ils seraient classés comme oisifs. De même les artistes et artisans, portés au vagabondage, devaient déclarer leur métier à l'autorité. Tous, par ailleurs, sont interdits de résidence dans les tribus, compte tenu "*de précédents fâcheux...*"! Enfin, les planteurs laborieux qui travaillaient pour "*l'exportation seront considérés comme agriculteurs et protégés*"! Ainsi, *dura lex, sed lex*, c'est un programme d'ordre moral et d'éradication des "nuisibles sociaux", qu'imposaient les règles du gouverneur de Loreto ; celles-ci trouvaient probablement leur inspiration, à la fois dans l'idéal des phalanstères, à la mode à l'époque, jugés productifs grâce "*à la saine activité agricole des peuples sans pêché*", et dans les théories en vogue en Europe, sur les classes dangereuses et la répression de leurs vices par le travail forcé. C'était donc une sorte d'Amazonie quasiment concentrationnaire, antichambre d'une espèce de proto-"goulag tropical" avant la lettre, qui était ainsi carrément proposée ici, sous le sceau de la chiourme, d'un austère ordre moral laïc, et du goupillon missionnaire voué à "baptiser le bon sauvage".

Quel avenir colonisateur pouvait-on espérer de cette nouvelle et étrange Trinité...?

En tout cas, le même gouverneur général va récidiver en 1854, mais d'une autre manière et avec un intérêt certain pour la postérité, en livrant un rapport sans complaisance sur l'état des colonies du Loreto (8). Ce rapport a les accents d'un réquisitoire dont le constat débute brutalement par un préambule sans concession : "*La première colonie créée fut composée d'hommes immoraux et corrompus qui ont maltraité les autorités comme les populations, de Trujillo jusqu'au littoral de Loreto*" ! La suite nous apprend qu'il s'agit d'une des premières colonies forte de 96 individus, et installée à Caballo-Cocha. De celle-ci, subsistent seulement un Russe "*tailleur honnête de son état*" et un Français, Louis Floré, avec six personnes de sa famille ; ce dernier vit à Pebas, mais c'est un homme "*corrompu et immoral qui perturbe les Indiens et les autorités par ses procédés*".... Quant aux autres "colons", indisciplinés, abusant des autochtones, paresseux et refusant d'obéir aux autorités, ils sont partis en petits groupes au Brésil.

La seconde expérience de colonisation ne fut guère plus heureuse.

Conduite par J. Monteza, et forte "...de 60 individus plus jeunes mais qui s'avèrent incapables de travailler la terre...", l'expédition arriva à Nauta, mais sans ressources, les "colons ayant gaspillé en route leur viatique de 500 pesos". Aussi, refusant les conditions offertes, ils repartirent, probablement au Brésil.

De ces deux fiascos colonisateurs, seuls restent de très désagréables souvenirs pour les habitants de la malheureuse région.

A côté de ces lamentations certes justifiées, le gouverneur, à partir de cette expérience, livre des considérations d'un certain intérêt. Ainsi, il dénonce comme trop favorables aux recruteurs de main-d'oeuvre, tels Schutz et Ibarra, les contrats de colonisation gouvernementaux. Il déplore le vide juridique de ces contrats quant aux devoirs des colons ; en effet, constate-t-il, ceux-ci ont trouvé ailleurs, dans les haciendas ou le commerce, de bons emplois alors "qu'ici ils ne trouvent pas à gagner un real !". Faute de conditions d'emploi correctes, il lui apparaît normal que les pseudo-colons soient partis au Brésil.

Aussi, le gouverneur estime en conséquence que les 390.000 pesos que le Pérou se dispose à investir pour la venue de 13.000 colons, sont ainsi un pur gaspillage profitant seulement au peuplement du Brésil !

### *Coloniser d'abord le Piémont andin*

Pour le gouverneur, le problème de la colonisation doit être repensé de manière plus pragmatique. Ainsi, Chachapoyas doit devenir le premier centre de colonisation, car cette région dispose de vastes terrains fertiles qui sont disponibles et de commodités de vie n'existant pas ailleurs dans les zones marginales. De plus, pourquoi attirer coûteusement des colons européens inadaptés, alors que le Pérou dispose d'Indiens qu'il faut inciter au travail ? Or, constate-t-il : "*Ces Péruviens sont malheureux, mais si on les protège, ils sortiront de leur prostration, abandonneront leur vie errante dans les bois à laquelle ils sont réduits, faute d'autres ressources*". Aussi est-il prématuré, juge-t-il, d'introduire des colons européens dans des vallées où il n'y a pas les ressources agricoles pour les maintenir, "*ni une quelconque activité retenant l'attention*".

Pour pallier à cette situation, le gouverneur général du Loreto, propose son propre plan de colonisation de l'Amazonie ; plan économique souligne-t-il, car il l'évalue à un coût de 106.000 soles seulement, soit une économie remarquable par rapport au plan gouvernemental de 390.000 soles. Ce plan bien étudié, il comporte en effet vingt-quatre points, est axé sur l'agriculture, l'élevage et les pêches, et se propose d'agir en impulsant des actions à petite échelle. Au passage, le gouverneur expédie une virulente mercuriale à l'oeuvre missionnaire, qu'il juge égoïste, accaparatrice et autoritaire envers les indigènes. Selon lui, les missions ont été incapables d'introduire même les rudiments de l'agriculture, et se sont contentées de la collecte de la salsepareille et des cires, dénonce-t-il. Le résultat est la méconnaissance d'une agriculture autre que celle de subsistance, ce dont il résulte que "...le café, le cacao et le riz sont ici des articles plus chers que dans la capitale...". Aussi, propose-t-il une prime de 20 pesos aux familles pauvres et sans terres vivant près des vallées andines, pour les établir dans la région. Sur cette base, le commerce

pourrait croître, attirant des colons volontaires pour constituer des haciendas à grande échelle et ultérieurement, avec l'aide du Trésor Public, l'Etat pourrait développer cette colonisation. Cette prudence est justifiée car *"commencer une politique de colonisation avant qu'il n'existe une base rurale et des capitalistes, c'est gaspiller l'argent et accroître la population du Brésil"*. Pour lui, il faut commencer la colonisation par les régions de Moyobamba, Chachapoyas, Lamas, Tarapoto et celles des affluents du rio Huallaga, afin de créer une chaîne de relations commerciales et industrielles avec l'intérieur du Pérou.

Ces vues certes sont critiquables, car elles négligent les infrastructures porteuses de progrès et bénéficiant à la population en général. Le rôle de l'Etat est passif, se réduisant à celui d'un accompagnateur de l'initiative privée, principalement du patron d'hacienda et du commerçant, autre source donc d'abus possibles si l'on prend en compte l'emballement soudain des milieux d'affaires envers les perspectives amazoniennes.

### *L'Amazonie n'est pas le Far West !*

C'est une conception plus étayée de la future colonisation et de ses principes de base appliqués au terrain, que produit en 1856 l'ingénieur H.A. Montferrier, dans un rapport officiel (9). Celui-ci, ayant surtout exploré la région du Nord-Marañon, développe d'abord ses idées en fonction de celle-ci ; il note qu'elle possède une superficie de 100.000 km<sup>2</sup> et présente des terres riches et fertiles, donc propices à une colonisation à grande échelle. Pour lui, la première tâche est d'assurer les communications de cette région avec le reste du Pérou, celui de la Sierra et de la côte ; pour cela, la création d'un pôle de colonisation à Bellavista, sur le Marañon, à mi-chemin entre le Pacifique et l'Atlantique, serait une priorité et servirait de foyer de rayonnement pour des actions de colonisation faisant tâche d'huile. Mais, il note deux obstacles : les tribus Jivaros avec 8 à 10.000 Indiens hostiles, et la politique de revendications territoriales du Brésil. Le modèle de colonisation amazonien est pour lui obnubilé par l'exemple nord-américain du Grand Ouest ; or ce modèle valable pour des immigrants européens n'est pas adéquat pour le Pérou.

En effet, *"ici, le colon doit être protégé, et une administration bien établie doit lui préparer les voies, le tenir à l'abri des maladies et de la misère"*. D'où sa dénonciation des expériences récentes de colonisation, laissées aux mains *"de sociétés peu scrupuleuses, car peu contraintes à respecter des conditions administratives rigoureuses"*. Il en est résulté un gaspillage par le Trésor Public de fonds importants, et une mauvaise réputation du Pérou en Europe, à Hambourg et Anvers, vu les conditions de recrutement des futurs colons. En effet *"...seul un quart des colons est arrivé en Amazonie d'où ils ont fui au Brésil, après avoir vu mourir de faim et de maladies nombre de leurs compagnons"*. Aussi, opte-t-il pour un modèle familial de colonisation, comme celui pratiqué par la France ; celle-ci, selon lui, se souciant des conditions de transport et d'installation de ses colons, ce qui est à l'opposé de la politique pratiquée en Amazonie où des groupes d'aventuriers déracinés recherchent, par tous les moyens, une fortune rapide.

Mais face *"au rêve de l'Ouest américain"*, que peut offrir d'attrayant

le Pérou ? Le décret de 1853, sur l'autonomie des nouvelles colonies, lui paraît très en retrait par rapport aux droits des colons américains et aux garanties qu'ils reçoivent. Donc, il faut une nouvelle loi généreuse et attractive, s'adressant d'abord aux colons européens, car les Chinois et esclaves libérés "*...n'auront jamais dans la société péruvienne la même aptitude à l'intégration que celle qui est possible avec le colon venu d'Europe*". Devant les craintes de l'expansionnisme brésilien, il est convaincu qu'une politique s'appuyant sur les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, puissances amies du Pérou et soucieuses de stabilité dans la région de l'Amazonie, permettrait de conserver un bon équilibre avec Rio. En ce qui concerne les craintes exprimées par certains, qu'une politique de colonisation et de peuplement crée les germes d'une future sécession de l'Orient, Montfferrier estime que ce péril est exagéré car il est facile pour Lima à circonvier diplomatiquement et militairement.

Plus curieuse et non explicitée d'ailleurs, peut apparaître son évaluation de la valeur foncière marchande des terres de l'Amazonie telle qu'il l'évalue, soit 400 millions de pesos pour la région du Nord-Marañon et 1 milliard de pesos pour l'ensemble de l'Orient péruvien... Soit 4 pesos/hectare pour le Nord ! Enfin, Montfferrier propose son propre plan de colonisation, avec la création d'une direction de la colonisation et un prêt du Trésor de 100.000 pesos.

Ainsi pourrait s'organiser le lotissement de concessions et leur vente, dont le produit financerait une route de Huancabamba à l'Amazone, puis de là, des vapeurs achemineraient les produits vers l'Atlantique. Ces revenus, grâce à une campagne de publicité, permettraient aussi d'attirer des migrants sélectionnés selon des critères de moralité et de santé ; ils devraient être détenteurs d'un capital de base leur permettant l'achat d'actions foncières, dont, à terme, ils deviendraient, mise en valeur réalisée, les propriétaires à bon compte. Initialement, l'Etat leur vendrait, pour 20 pesos, 2.5 hectares de terres à cultures vivrières avec un logement. Les outils de travail seraient donnés, un élevage communautaire organisé, les vivres fournis jusqu'à la première récolte, des primes agricoles octroyées ; enfin l'exonération des impôts accordée. Quant à l'origine des colons, pour Montfferrier, on devait accorder un quota de 50 % de l'effectif aux colons anglo-saxons.

Les idées de l'ingénieur Montfferrier reflètent celles de son époque, elles plongent de plain-pied dans le grand et long débat portant sur la manière de réussir une colonisation agricole et avec quel type de colons. Le modèle qu'il propose est un compromis entre la colonisation spontanée et libérale anglo-saxonne, et une formule aux relents fouriéristes. Surtout, le rôle de l'Etat, pour lui, doit rester fort, compte tenu des caractéristiques du Pérou et de celles de ses habitants, habitués à un Etat de type latin, providentiel et paternaliste. Si le plan proposé peut apparaître raisonnable en théorie, il pêche néanmoins gravement au niveau de l'évaluation économique de la valeur foncière des terres, que Montfferrier fixe arbitrairement et sans paramètres de référence et donc bien légèrement, car il reste muet sur les cultures de rapport envisagées hors de celles propres à l'autoconsommation, le caoutchouc n'étant pas encore là d'ailleurs !

Il est intéressant de consigner ici une autre critique du système de

colonisation péruvien en Orient, formulée en 1906 par un préfet, H. Fuentes, alors que depuis plus de cinquante ans les échecs de la colonisation sont patents. Fuentes (10) s'appuie d'abord sur un témoignage, celui d'un spécialiste en contrat de main-d'oeuvre, C.D. Schultz, qui fit part, dans un mémoire, de ses remarques au gouvernement de Lima. Schultz y constatait que le littoral de l'Amazone est impropre à l'établissement de colonies européennes, vu le climat et les amples inondations régulières des berges des fleuves. Les vivres font défaut et note-t-il : "*On ne peut même pas nourrir 50 personnes, dans un village, sur un rio*".

Et il rappelait les échecs des deux tentatives d'apport de colons, allemands dans un cas, et péruviens dans l'autre. Or, au Brésil, la situation est identique, il n'y a pas plus de colons, et concluait-il : "*Pour ces raisons, l'Amazonie péruvienne comme brésilienne, resteront de longtemps désertes*". Fuentes souligne que les colonies devraient être installées sur l'axe Tarapoto, Lamas, Jeveros et Balsapuerto, accessible aux vapeurs, mais au-delà, il n'existe aucune voie de communication.

Aussi les régions du piémont andin sont, grâce à leurs possibilités de relation avec le Pérou intérieur, les plus favorables, et il propose les centres de Cusco, Pozuzo, Huanuco, Chachapoyas et enfin de Chanchamayo, comme points d'ancrage des futures colonies, car finalement, conclut-il : "*La colonisation n'est pas une question de décrets, mais surtout d'argent et d'organisation active et tenace*".

### Foire aux colons et vicissitudes des contrats de recrutement

Comme nous l'avons vu, le premier contrat de main-d'oeuvre fut passé en 1849 avec un groupe de recruteurs et se termina par un échec général.

Un nouveau contrat (11) fut refait en 1855 avec la même société de recrutement. Dans le préambule justifiant le nouveau plan, était dûment constaté l'échec de la première expérience et de la décision qui était prise d'entreprendre cette nouvelle tentative "*à partir du Cerra de Selva*" ou piémont andin tropical, et de ses points de peuplements civilisés, en abandonnant "*la zone du littoral de Loreto*". Ainsi, les critiques que nous avons recensées étaient-elles prises en compte. L'effectif des colons devait être de 10.000, bien sélectionné, c'est-à-dire composé de : "*gens robustes, laborieux, de bonnes moeurs et catholiques romains*", à introduire en six ans. Une première colonie devrait d'abord se mettre en place, avec 500 personnes des deux sexes, en 1856, dans la région de Pozuzo, à la confluence des rios Delfin et Huancabamba où des préparatifs d'accueil seraient faits. L'Etat péruvien prenait en charge le transport des colons et de leurs bagages, fournirait un semestre de vivres, les semences comme les outils nécessaires, et une prime de 30 soles par famille.

On pouvait penser donc, avec ces dispositions nouvelles, que les errements initiaux seraient dépassés.

## *L'odyssée des premiers convois*

En effet, improvisation et irresponsabilité avaient prévalu lors de l'installation des premiers colons, provoquant de lamentables péripéties dès leur arrivée. Si des ordres administratifs avaient bien été donnés en 1853, pour ces colons cobayés en quelque sorte, l'impéritie et le manque aussi de moyens locaux avaient fait de leur venue, une odyssée tenant du calvaire. Le sous-préfet notait (12) d'ailleurs les difficultés de leur voyage jusqu'à Balsapuerto et la nécessité pour les agents locaux de les aider et de donner confiance "... *aux malheureux immigrants entourés par la peur. Un soin attentif devait être donné à leur alimentation, les femmes et enfants portés en hamac ; des centres d'hébergement seraient prévus, dotés de médicaments et un achat pour 400 pesos de semences serait fait pour leur être distribué*".

Ce convoi nécessitait aussi 225 mules de charge à réquisitionner. Mais les moyens faisaient défaut au niveau du pouvoir central, et ce malgré le vote en 1852 d'un crédit de 50.000 soles devant se partager à égalité pour introduire des colons européens d'une part, et ceux d'autres origines d'autre part. La même année, ordre était donné au sous-préfet de Moyobamba, de "...*lever des fonds pour les besoins des nouveaux colons, compte tenu de l'absence totale de fonds publics dans le département*".

Or, ce sous-préfet avait déjà alerté ses supérieurs pour les informer que s'il avait pris les dispositions d'accueil, il fallait aussi un crédit pour la fourniture de vivres et le transport par mules avec la solde des muletiers, soit 400 soles, car les vivres étaient rares et les caisses démunies. Un troisième convoi, la même année, partira du Callao, lui aussi promis à bien des vicissitudes : ses muletiers impayés l'abandonneront, une partie des colons ira s'employer ailleurs, les crédits manquant aussi pour leur accueil. Malgré cela, le préfet exigera de son subordonné de Moyobamba que l'accueil prévu soit bien effectif, et que des péons muletiers soient réquisitionnés "*car la province est exemptée d'impôts, mais doit, en échange, donner des prestations de service*".

Un autre projet de colonisation sur le Napo et le Haut-Marañon provoquera des ordres de l'administration, pour que le village de Muniche apporte le soutien nécessaire à l'arrivée de 300 colons. Des canoës de transport devaient être réquisitionnés et les paysans du cru entreprendre les cultures nécessaires à la subsistance initiale des nouveaux venus. Mais, et heureusement pour cette petite population, ce nouveau projet n'aboutira pas ! Ainsi, la carence de l'Etat et l'improvisation feront que c'est sur la population locale que pèsera, par levées de fonds, réquisitions de péons ou de vivres, rendues indispensables par l'arrivée des colons, tout le poids de cette politique, qui bien sûr ne pouvait être que détestable pour les intéressés et entraîner de nouveaux échecs.

## *Le colon devient suspect*

Le ton changera d'ailleurs en 1854 car on découvre en effet que les colons sont indisciplinés, ne respectent pas les lois, troublent la vie des agglomérations et, même, commettent des déprédations.

En 1872, c'était une autre initiative qui était prise, avec la création



d'une société d'immigration en Europe qui se proposait de favoriser la venue de colons de Scandinavie, Europe du Nord, France et Europe du Sud ! Cette société se proposait d'ouvrir des agences de recrutement, de transporter les migrants, de les héberger au Pérou, puis de les installer sur des terrains, en s'occupant de tous leurs besoins initiaux.

En 1873, une nouvelle loi d'encouragement à l'immigration est mise en vigueur par Lima (13) ; dans son préambule, constat était fait à nouveau "*que l'immigration est indispensable à la prospérité du pays*". Parmi ses dispositions marquantes, on peut noter qu'une somme de 100.000 pesos sera annuellement consacrée à attirer une colonisation européenne ; celle-ci se verra attribuer des terrains irrigués ou à irriguer. Mais il apparaissait une clause nouvelle, indiquant un changement de politique : les colons rembourseront à l'Etat les dépenses de leur installation, sauf les frais de voyage... Serait-ce la fin de l'ère du coûteux laxisme antérieur ?

Quoi qu'il en soit, en 1891, de nouvelles difficultés affectent le transport de 30 familles de colons allemands, bloquées à Hambourg, faute de crédits suffisants pour leur acheminement. La même année est créé à Lima un conseil représentatif pour l'immigration et la colonisation. Rien ne semble démentir l'engouement des milieux officiels et des cercles d'opinion, ainsi qu'en témoigne une publication de Emilio Castre (14). Celle-ci est un véritable hymne au futur développement de l'Amazonie, basé sur la colonisation et le caoutchouc, entraînant donc la fin de "*l'état de sauvagerie*" propre à la région, avec la mise en exploitation de ses généreuses ressources.

### *L'Amazonie réfractaire à la colonisation agricole ?*

Ces difficultés, durables et préjudicieuses pour l'essor projeté de l'Oriente péruvien, furent-elles propres à la seule Amazonie péruvienne ?

Ainsi G. Pennano constate (15) l'échec général des diverses politiques d'appel de colons étrangers au Pérou, qu'ils soient Européens, Basques, Japonais et même planteurs sudistes des Etats-Unis, venus au moment de la guerre de Sécession. Pour lui, le principal facteur d'échec résidait dans l'inadaptation aux nouvelles conditions et tenait à un taux de mortalité sensible. En tout cas, aucun des grands "recruteurs" de main-d'oeuvre péruviens, tels Schultz ou Scotland, ne purent remplir leurs engagements portant sur 15.000 colons au total. Aussi, un géographe américain, Isaia Bowman, constatait (16) en 1910 que "*...si l'Etat (péruvien) recherche des colons étrangers, il n'a rien d'autre à leur offrir que des terres vierges et leurs ressources potentielles, mais aucune route ou équipement*"!

Maurtua (17) en 1907, analysant le cas de la politique de colonisation de la Bolivie pour son Oriente amazonien, constate que ce pays n'a pas eu de véritable politique de colonisation dans la région du Madre de Dios jusqu'en 1892, date où un train de décrets fut publié pour pallier à cette carence. Mais ces mesures "*...étaient destinées à créer des organisations idéales, celles-ci ne pouvaient et ne purent trouver une application réelle parce que le pays manquait et manque toujours d'hommes et de ressources pour se convertir en puissance colonisatrice*".

La Bolivie, ou plutôt un de ses riches industriels du caoutchouc, le



Docteur Antenor Vaca Diez, connu aussi un échec de taille ; il avait en effet recruté 500 Espagnols pour mettre en valeur ses concessions du rio Orton (18). Arrivé à Iquitos, le convoi s'apprêtait à repartir vers le Madre de Dios par la nouvelle voie de l'isthme de Fitzcarrald, mais d'abord 200 immigrés s'enfuirent, et finalement seuls 17 d'entre eux arrivèrent sur les lieux (19).

Notons que l'Equateur, malgré de grands projets de chemins de fer liés à des projets de migrations de colons devant être installés sur de vastes concessions foncières accordées à des sociétés étrangères, ne put mettre en valeur son Oriente aux frontières disputées avec le Pérou ; de même l'essor de l'Amazonie colombienne resta embryonnaire jusqu'en 1900 au moins, faute de main-d'oeuvre toujours.

Du côté du Brésil, où il semblerait "*que tout réussit*", le constat est le même selon R. Santos (20). Si le gouvernement du Para, avec la création de chemins de fer, pensa attirer facilement les colons, l'échec fut patent ; pourtant on prospecta les Antilles, Cuba, les Açores, les Canaries, Madère, l'Espagne, le Portugal et Porto Rico ! En effet, une loi d'immigration votée par l'Etat du Para, en 1896, prévoyait le recrutement de 100.000 colons en 10 ans, mais sur les 50.000 personnes attendues en 1900, seuls 13.299 colons, dont 5407 n'avaient aucune qualification, débarquèrent finalement !

Aussi, au début du 20<sup>ème</sup> siècle, la colonisation montre un certain essoufflement et on va avoir recours aux expédients ; faute de colons d'Europe du Nord en nombre suffisant, un contrat passé avec le recruteur, G. Speedie, réduit le quota de migrants blancs à 33 % du total des colons espérés, "*les autres pouvant être Sud-Américains*" !

### Les errements du régime foncier

Une analyse fine de l'évolution de la politique d'attribution foncière indique que, pendant longtemps, en fonction de la conjoncture comme des opportunités qui se présentèrent, les gouvernements péruviens se sont engagés dans des politiques contradictoires et désordonnées. Dans son rapport sur l'état de la colonisation de Loreto, le colonel Mendiburu (21) déplorait les investissements "*...faits avec prodigalité et peu de bénéfices*", mais aussi l'absence de moyens pour créer les bases de toute colonisation sérieuse.

Ainsi que l'avait très bien perçu Jacques Bainville, "*La géopolitique n'est autre que la politique nécessitée par les contraintes géographiques*". Or, toute règle de bon sens négligée, on assistera à une véritable prolifération de projets de 1850 à 1910, ceux-ci s'avérant brouillons car souvent mal évalués, démesurément ambitieux alors que les moyens sont précaires sinon absents, inadaptés car reposant sur une vision tronquée ou exagérément idyllique des potentialités amazoniennes.

Il en résultera que Lima, avec un bel optimisme quelque peu inconscient, lancera ou esquissera au moins quatre types différents voire contradictoires de politiques foncières et de colonisations de son territoire amazonien, mais peut-être avec les seules excuses de l'immensité de son Oriente et de l'urgence de sa mise en valeur.

## *La colonisation "indigène"*

Elle fut plus un vœu pieux qu'une véritable réalité ; en fait, elle fut comprise plutôt comme la participation des natifs en tant qu'auxiliaires de la colonisation aux tâches de base ! Ainsi de temps à autre, des décrets vont conférer des terres aux missions, afin que leurs ouailles les mettent en valeur ; mais, souvent, le but réel était de fonder un poste d'intérêt public pour le commerce ou les transports fluviaux, leur assurant ainsi vivres, main-d'œuvre et protection ! Par exemple en 1895, la mission de Sogorno, créée depuis 1889, recevra une attribution de 1.000 hectares à partager avec les Indiens qui en dépendent.

En fait, après 1848, la voie de la colonisation interne, par recours direct aux Indiens, est abandonnée au profit de celle d'une aide apportée aux missions, pour qu'elles contribuent activement à la mise en réduction des indigènes, et qu'elles contrôlent leur vie économique. A cette date, une lettre du gouvernement (22) à l'évêque de Mainas, demande l'envoi de quelques missionnaires nouveaux pour la région de Chanchamayo ; ils devaient produire un rapport au préfet sur sa situation, compte tenu des projets de mise en colonisation. Fait significatif de cette démarche, un crédit de 2000 pesos sera attribué annuellement aux missions pour leur croisade de conversion, signe des retrouvailles entre l'Etat et l'Eglise !

En 1865, Lima prorogera de vingt ans le droit à l'obtention des concessions pour "*les sauvages qui s'installeront sur les territoires des missions*", mesure qui aura peu de succès.

## *Les colonies militaires*

En 1869, apparaît la première mention relative à une colonisation de type militaire, mais elle n'aura aucune suite, avec le refus du gouvernement d'autoriser la création, dans le secteur de San Borja sur le Haut-Marañon, d'une colonie de militaires en congé, ayant comme objectif la réduction des sauvages.

En 1896, de façon à développer la colonisation de l'Ucayali, on décide de créer à Azupizu une compagnie de "*style militaire*" de 50 hommes, qui servira de base d'appui à la colonisation de la région. Les militaires recevront en propriété le double des terres qu'ils auront défrichées en deux ans, sinon ils pourront repartir après un an de présence sur les lieux.

Le préfet du Loreto, H. Fuentes en 1903, installera sur le rio Nanaï, proche du Putumayo, quelques noyaux de militaires retraités, mais l'expérience semble avoir eu un caractère modeste et sans grand lendemain ; le poste de Leticia sera aussi fondé à cette occasion.

## *La petite colonisation : qualité allemande d'abord..!*

En 1859, un décret organise l'adjudication des terrains de Chanchamayo, incultes mais fertiles, et la région va servir, un temps, de base pour la relance de la politique de colonisation, par l'intermédiaire d'entrepreneurs liés par contrat avec le gouvernement.

En 1860, un accord est conclu entre Lima et Maurice Kieckbach (23), pour la colonisation "*des rives de l'Amazonie...*". L'introduction de "*...jusqu'à 20.000 colons*" est prévue ; ceux-ci "*seront Allemands, de bonnes moeurs et en bonne santé, le tout attesté par un certificat de leur paroisse*" ! Mise en place qui s'étalera sur trois ans, tous les frais seront à la charge des colons mais, arrivés à Nauta, ils seront protégés par l'autorité... Là, ils recevront 12 ha. de terre, "*mesurés sur place*", et pourront faire des locations. Ils devront renoncer à leur nationalité, mais seront dispensés d'impôts et de service militaire. Le décret ajoute que, si la piste Chachapoyas-Amazonie n'est pas achevée à leur arrivée, un accord sera passé avec les colons pour sa réalisation ! Enfin, une ligne à vapeur sera ultérieurement mise en place ! Il faut croire que non seulement ces mesures trouvèrent peu d'écho, mais, même, furent la source de nombreux déboires de l'administration ; aussi se décida-t-elle à réagir restrictivement ; ainsi, en 1862, l'aide officielle, "*vu les nombreux abus et les fraudes, ne sera plus accordée qu'aux colons présentant des garanties et s'étant installés*".

Un autre décret présidentiel de 1869 va s'efforcer de relancer les vocations, "*de façon à encourager la colonisation de l'Amazonie*" (24) : il accordait le passage gratuit aux nationaux et étrangers pour se rendre sur les lieux. Ils recevraient, selon le décret de 1832, de 2 à 40 fanegas de terre, les outils et les semences seraient distribués gratuitement ainsi qu'une allocation alimentaire pour les six premiers mois. Les anciens militaires et pensionnés seraient eux aussi bénéficiaires de ces dispositions. Mais, une résidence de quatre ans serait exigée de tous, pour devenir propriétaire.

La même année, chaque colon se verra attribuer "*... une lampe, une hache, une pelle et une machette*", c'est-à-dire un équipement bien rudimentaire, sinon dérisoire, pour travailler en forêt vierge.

En 1871, des terrains seront concédés à Borja, dont un à Onffroy de Thoron ; celui-ci était un brillant ingénieur et aventurier français, ayant bourlingué aux Echelles du Levant, puis en Equateur pour le compte de gouvernements ou de groupes d'intérêts, et qui était aussi, tout en ayant une vie agitée, un écrivain d'un certain talent (25).

On imagine mal ce que ce brillant sujet comptait mettre en valeur comme simple colon dans le Haut-Marañon.

### *La valse des lois foncières*

En 1888, un nouvel événement législatif aura lieu avec la publication d'un décret réglementant la concession de terrains en Amazonie (26). En effet, il y était constaté que de nombreuses demandes de concessions étaient restées en suspens, car ne remplissant pas les conditions requises ; fait d'autant plus malencontreux qu'il n'existait pas de dispositions réglementaires sur les terres de colonisation... Et, plus stupéfiant encore, qu'il n'existait pas de cadastre des terres concédées ! Comme voulant pénaliser les candidats de ses propres carences, le législateur décrètera que toute concession non mise en valeur dans les deux ans, pour 20 % de sa superficie, sera annulée !

Ainsi, la législation foncière péruvienne s'enfonçait dans l'ère des me-

sures idéalistes, vite suivies d'ailleurs de leurs annulations ; c'était le chemin ouvert à une vision purement mythomaniacque de la colonisation amazonienne.

En 1888, une adjudication de terrains sera faite au profit de Landi et Canessa, pour y établir des colonies européennes (27), sur une superficie de 50.000 hectares ; celle-ci sera divisée en lots de 15 ha par famille et à titre onéreux ; après 12 mois, faute de mise en valeur, les terres seront reprises et les intéressés renonceront, en cas de litiges, à la voie diplomatique. Ainsi, le processus engagé va se poursuivre et s'amplifier, comme l'indique en 1890 la création d'une commission chargée de proposer un règlement pour l'adjudication foncière des terrains de colonisation. La même année d'ailleurs, une concession de 1.500 ha est attribuée à T. Eichenne pour y installer 100 couples de colons, apparemment dans les habituelles conditions de flou administratif et foncier.

Mesure suivie par une autorisation de colonisation, qui fut donnée à un certain Don Roemer ; celui-ci se proposait de faire venir au moins 30 familles de colons allemands, et de les installer entre les rios Mairo, Pozuzo et Palcazu. A cet effet, un crédit de 10.000 soles était prévu pour Roemer, assurant les frais de passage et de subsistance des colons pour six mois ; ceux-ci recevront des terres selon les conditions des décrets de 1845 et 1887.

En 1893, intervient la promulgation de la loi d'Immigration et de Colonisation (28) ; celle-ci postule que : "*Vu les ressources naturelles qui existent, celles-ci doivent être exploitées en ayant recours à l'immigration, à ses bras, et à ses capitaux*". Aussi, l'Etat aidera et protégera l'immigration. Les colons seront de race blanche et satisferont aux conditions légales. Ils auront le droit d'apporter leurs effets personnels, recevront une semaine d'hébergement gratuit, un fusil et des outils agricoles. Ils obtiendront, selon le contrat, une concession de terre, trois mois de vivres, des outils et l'exonération fiscale.

En 1896, une nouvelle réaction, franchement consternée de l'administration, est à noter. Celle-ci ne cache plus, en effet, ses échecs en reconnaissant les abus sur les concessions de terrains, les non-mises en valeur, les cessions de lots à des non-bénéficiaires, et aussi les excès envers les colons dont certains notables puissants ont usé à leur guise. Aussi, est-il décidé que les nouvelles concessions seront attribuées à titre précaire et sous conditions résolutoires. Un délai de deux mois est donné aux concessionnaires de la zone de Chanchamayo et de six mois à ceux du reste de l'Amazonie, pour apporter les preuves de la mise en valeur. Sinon, l'Etat annulera les attributions faites. Mais, la même année, devant les protestations des concessionnaires du Loreto, on fera machine arrière en décidant qu'un nouveau projet doit modifier le précédent qui est suspendu...

Aussi en 1897, un nouveau règlement est promulgué "*pour protéger l'exploitation agricole et les capitaux investis*"(29). Il atteint, par son perfectionnisme social d'avant-garde, des sommets d'irréalisme, même si les mesures utopiques alors préconisées étaient généreuses dans leurs intentions et, certes, bien nécessaires. Il précise en effet que toute personne se consacrant à une exploitation agricole, ou à la collecte de la "*cascarilla*"

(ou quinquina), du "*caucho*" ou du bois, devra indiquer la nature de son exploitation, le nombre d'employés embauchés, de ceux nécessaires, leurs conditions de logement. Après six mois de mise en exploitation, toute entreprise de plus de 100 personnes devra disposer d'un lieu de quarantaine ; si l'exploitation se trouve à plus de 20 km d'un centre peuplé, une pharmacie devra y exister, des mesures de sécurité devront être prises, là où on utilise des machines dangereuses. Les moyens de travail devront être entretenus ; les morts enterrés à 5 km du lieu de travail. Les ventes d'alcool seront interdites sur les lieux de travail, les patrons seront responsables de la bonne moralité ; les vaccinations seront inscrites sur un registre, un médecin exigé pour 500 personnes employées et le travail des femmes et enfants sera réglementé. Enfin, des commissaires chargés de la sécurité seront prévus et donneront des amendes au besoin. Pour limiter les abus de "*l'enganche*" (contrat d'embauche), des bureaux de placement seront créés, à Tarma, Huancavelica et Ayacucho. Pour les concessions minières, afin de protéger les bois et ressources naturelles, aucune d'elles ne pourra dépasser 100 ha et 20 % de la valeur du lot seront déposés à l'avance et l'exploitation devra être entreprise dans les 120 jours.

Il est indubitable que si ces mesures avaient connu seulement un semblant d'exécution, le devenir économique de l'Orient, c'est-à-dire pour l'essentiel le caoutchouc avec ses pratiques d'exploitation, aurait été condamné à une débâcle rapide !

En 1898, un contrat de colonisation portant sur la région du Pachitea est conclu avec A. Moffa (30) pour faciliter "*la colonisation de cette région inhabitée du Pachitea et sans engager le Trésor Public*". Celui-ci créera une société ayant à charge d'introduire 300 colons de race blanche et des deux sexes ; ils recevront 10 ha par personne. L'Etat, lui, cédera 3000 hectares gratis et sera actionnaire pour une valeur de 6000 livres anglaises, représentant le prix de 12.000 hectares, qu'il cède à la compagnie. Celle-ci aura un an pour produire les garanties nécessaires, délai qui permet à l'Etat de disposer aussi, à l'occasion, pour une autre proposition concurrente, des terres en question !

En 1898 toujours, une nouvelle loi des Terres de Montagne (31) est mise en vigueur. En préambule, l'Etat reconnaît, une fois de plus, que les mesures de colonisation prises jusqu'à ce jour ont été inefficaces du fait qu'aucune disposition n'était propre à assurer les cultures et la réalisation des routes de colonisation qui étaient prévues. Aussi, la nécessité d'une taxe, devant faciliter l'exploitation et décourager la spéculation, est annoncée. L'Etat se déclare propriétaire des terres obtenues en dehors des règles du Code Civil, petite révolution en soi si la mesure avait été effectivement appliquée... et définit les modes légaux d'acquisition qui sont l'achat, la concession, le contrat et l'adjudication gratuite. Le prix de vente des terres du Domaine est fixé à cinq soles l'hectare, au minimum. Les terres de colonisation sont soumises à la loi, et leurs titulaires devront apporter des garanties correspondant à leur valeur. Les fonds recueillis serviront à la construction de pistes et un registre des Terres est enfin créé.

La validité de ce texte sera de courte durée car, en 1907, un nouveau projet de loi des Terres de la Montagne est proposé (32) ; il reprend en partie le texte ancien, mais, après un délai de 10 ans, supprime les

concessions si la mise en valeur requise n'a pas été accomplie. Un de ses rédacteurs, euphorique et n'ayant jamais visité l'Amazonie, en préambule considérera que la Loi Foncière a été l'instrument de promotion de l'Orient, car elle est unique dans le bassin amazonien !

### *Les grandes concessions privées*

Le premier grand contrat de colonisation de l'Orient fut celui concernant la région du rio Pozuzo, passé en 1867, avec Santiago Scotland (33). Il visait, "*sur des terres récemment explorées*", à établir une colonisation allemande, avec 5.000 colons qui devaient former sept ou huit colonies sur le rio Mairo. Si un premier convoi arriva au port du Callao, le 22 juin 1868, avec 315 colons, l'odyssée que connurent ses membres dissuada de réitérer l'expérience... Il est à noter qu'aucune précision n'était, ici encore, fournie sur le régime foncier, la superficie des exploitations et les types d'activité agricole.

En 1910, Tizon y Bueno (34) note que V.M. Maurtua, personnage de premier plan pour les affaires amazoniennes et leurs implications internationales, car il était directeur du Service des Limites au Ministère des Affaires Etrangères, vu sa demande, recevra une concession de 225.000 hectares afin d'y introduire 60 familles qui se verront affectés 8 hectares de cultures et 100 de "*gomales*". Outils, animaux et semences seront fournis ainsi que les soins médicaux aux colons. Ainsi la haute administration entrait au nom des services rendus - ici la conclusion favorable de l'arbitrage argentin avec la Bolivie et le Pérou, affaire où V.M. Maurtua avait joué un rôle clé pour la défense des thèses péruviennes - dans l'affairisme et les spéculations amazoniennes !

Sur le Tambopata un autre demandeur, J.G.Ballon, recevait la même année une concession de 100.000 hectares pour installer 120 familles.

### *Les compagnies à charte*

Le principe d'une première attribution avait été acquis en 1889 (35), avec la "Peruvian Corporation", de façon à régler le problème de la dette péruvienne, mais aussi "*pour faciliter l'essor de l'agriculture et de la colonisation européenne*". Le pouvoir exécutif était autorisé à céder 2.000.000 hectares aux titulaires de bons ou aux compagnies les représentant, pour développer l'agriculture ou l'industrie (36). La colonisation, selon le contrat, devait commencer dans les trois premières années, et s'achever au bout de neuf ans. Les colons seront, là aussi, d'origine européenne et exonérés d'impôts. La concession fut accordée en 1891, avec l'attribution à la Peruvian Corporation de 1.100.000 hectares, à partir des plans levés par l'ingénieur Manuel Vinas, dans la région de l'Ucayali. Elle se composait de huit lots, dont les plus importants étaient de 500.000 hectares, situés sur les rios de la Sal et Palcazu jusqu'à leur confluence avec le rio Pichis. Ensuite, on trouvait un lot de 200.000 hectares sur la rive gauche de l'Ucayali, jusqu'à sa confluence avec le Pachitea. Le plus petit des autres lots atteignait 30.000 hectares, mais deux autres faisaient respectivement 120 et 110.000 hectares.

Si la colonisation de la région du Madre de Dios fut tardive et

entreprise dans une région marginale, elle fut rapide au niveau de la mise en valeur. Lima en effet choisit le système des grandes concessions et des sociétés à charte de préférence à la colonisation familiale avec un petit colonat. Tizon y Bueno note, dans son ouvrage, les concessions attribuées dans le Madre de Dios qui atteignirent 1.933.678 hectares, dont 1.090.000 pour la seule compagnie du Tambopata y Madre de Dios ! En fait, par une série d'attributions de grandes concessions, c'est un véritable maillage territorial et colonial constitué par de grands domaines, qui est ainsi mis en place jusqu'en 1910 ; cette situation apparaît bien dans l'atlas de V.M. Maurtua et sa planche cadastrale du bassin du Madre de Dios (n° 86). Celle-ci est marquée par un découpage réalisé rio par rio, au profit des demandeurs qui se retrouvent ainsi seuls propriétaires d'envergure sur le cours d'un fleuve. Les rios les plus recherchés seront le Tambopata avec une emprise de près de 1.200.000 hectares, le Madre de Dios avec 265.000 hectares, l'Inambari pour 181.000 hectares, le Marcapata, enfin, avec 130.000 hectares. A cela, il faut ajouter des occupations non négligeables de terrains situés sur des rios plus secondaires.

Ainsi, c'est un véritable quadrillage par vastes lots de terrains qui sera réalisé dans des zones à peine explorées et très marginales, sur le plan des communications, sans compter la présence de nombreuses tribus indiennes, par ailleurs souvent hostiles à ces intrusions rapides et brutales ! C'est donc un "autre type", encore, de colonisation ainsi laissé à l'initiative de grandes sociétés qui est mis en place.

Or, la raison sociale de ces sociétés est intéressante à connaître. La plus importante par l'emprise territoriale qui lui a été concédée, est la "*Inca Mining Co*" avec 842.000 hectares, située principalement sur le rio Tambopata. Toutes les autres sociétés, comme la "*Tambopata Rubber*" (350.000 ha), la "*Inca Rubber*" (255.000 ha) sur les rios Tambopata et Madre de Dios, la "*Gomera Atahualpa*" (27.110 ha) sur le rio Marcapata où se trouve aussi "*La Sociedad Gomera*" (50.000 ha), la "*Inambari Para Rubber*", sur le rio du même nom (26.530 ha.), la "*Gomera Tambopata*" (27.919 ha), la compagnie "*Excelsior*" (35.388 ha) ou la "*Kronheimer Cia*" (75.000 ha), sont dites des compagnies de colonisation, certes, mais de colonisation caoutchoutière par un heureux euphémisme administratif et de pure convenance ! Il est clair que de la colonisation agricole qui fut une suite d'échecs répétés et coûteux, on a glissé, par laxisme, à une activité de pure collecte du caoutchouc, pompeusement baptisée "colonisation", activité qui, en Amazonie de l'époque au moins, était à l'opposé exact d'une colonisation, par son caractère prédateur et son activité itinérante et nomade.





## Les échecs en cascade : l'exemple du Pozuzo

Si la petite colonisation européenne à partir du 19<sup>ème</sup> siècle, fut d'abord vigoureusement impulsée, elle connut autant de vicissitudes qu'il y eut d'expériences tentées. Ainsi, la colonie du Pozuzo qui devait être le prototype du modèle idéal de petite colonisation, laborieuse et méritante, devint en réalité un antimodèle, symbole des carences colonisatrices et caricature de l'idée de mise en valeur agricole. Même le rapport très courtisan (37) du colonel Vizcarra, en 1870, lourd de louanges au lyrisme de commande, ne peut dissimuler son échec complet.

La colonie du Pozuzo fut choisie pour y installer les premiers colons recrutés, en 1857, par Schutz, mais la première troupe mit deux ans pour parvenir sur les lieux, faute de route, et seulement 150 familles s'y installèrent. Les petits jardins cultivés initialement furent insuffisants pour nourrir la population, mais les Allemands surent mettre en valeur des zones proches. Un nouveau convoi, amené en 1868 par Scotland et Martin, avec 300 colons, fut un échec complet. Aussi, le rapport Giordano (38) de 1875 apporte quelques précisions intéressantes et un réquisitoire accablant sur "l'action" des autorités. Créée en 1854, avec 247 personnes au total, cette colonie allemande se trouvait dans une région totalement isolée ; malgré une subvention de l'Etat, on ne put qu'ouvrir un mauvais chemin, ce qui découragea les cultures et fit repartir la majorité des colons. Néanmoins, en 1895, une partie des colons, grâce à un nouveau sentier, put s'installer dans la zone en friche d'Oxapampa et avec l'aide d'une subvention de Lima, ils y aménagèrent des pistes. Aussi, 82 familles s'installèrent et, en 1897, cultivaient près de 6.000 hectares. La colonie de Pozuzo qui, fin du siècle, regroupait alors 502 habitants dont 139 Péruviens, a été laissée à elle-même par le Ministère ; aussi, malgré la fertilité des terres qui auraient pu produire en abondance, faute d'un chemin d'évacuation des produits, elle connaissait une vie précaire pour une partie des colons qui se trouvaient dans le dénuement et à qui on devait accorder des secours.

Notons que les haciendas de la région du rio Huancabamba étaient elles-mêmes en mauvaise situation, vu le manque chronique de main-d'oeuvre et de pistes pour le commerce. Aussi, les villages y étaient pauvres, souffrant de la dépopulation comme de la malnutrition, les paysans restant fidèles à une agriculture primitive, alors que les rendements pouvaient y être multipliés par 10. Finalement, un nouveau sentier fut ouvert du Pozuzo vers Huanuco, permettant enfin d'écouler les productions et d'assurer le ravitaillement. Mais, l'objectif initial avait été définitivement compromis même si la main-d'oeuvre des coolies chinois aida efficacement les colons restant dans cette colonie avortée. L'ingénieur Giordano précise aussi que des Italiens se sont vu attribuer 2.750 hectares à Chanchamayo, mais on y attend toujours le moulin à grains, une pileuse à riz et des scies !

Pourtant cette colonie du Pozuzo en 1867 avait bénéficié d'un préjugé favorable du préfet Arana, après son inspection. Si celui-ci reconnaissait bien les temps difficiles propres à l'abandon initial des colons à eux-mêmes, il notait que grâce *"à l'esprit et aux qualités des Allemands, le succès avait enfin été obtenu avec une centaine de familles de colons"*.

L'ordre, la propreté et le confort y régnaient, l'agriculture avec l'élevage, selon lui, s'y étendait sur de grandes surfaces, les produits agricoles étaient vendus à Huanuco et Cerro de Pasco, tandis que "*beurre, jambon, volailles et lièvres*", même, y agrémentaient l'ordinaire des colons ! Or, en 1876, le voyageur C. Fry, de passage aussi à Pozuzo, n'y retrouvait pas cette abondance bucolique, mais il notait les erreurs du préfet, le départ de 200 colons et la chiche vie en autoconsommation des autres, grâce à la seule qualité des terres. Il notait, certes, une "*bonne moralité*", mais chaque colon coûtait, par an, 180 pesos de subvention au Trésor péruvien.

En 1902, le rapport d'une mission militaire (39) de passage au Pozuzo, constatera la déplorable situation économique des colons qui, faute de pistes en état, ne peuvent écouler leurs produits et souffrent du climat ; en effet, il n'y a toujours pas la moindre route unissant Lima au centre du Pérou, et permettant donc "*d'envoyer rapidement des troupes en Amazonie*", et ce malgré toute la débauche de projets.

En 1903, un autre rapport de l'ingénieur Tamayo (40) fera un constat critique de la situation des vieilles colonies de Oxapampa et du Pozuzo. En effet, écrit-il, la vallée de Chanchamayo connu en 1889, une fébrile activité pour la culture du café, aux cours alors très lucratifs, ce qui avait attiré des colons chinois, anglais et chiliens. Mais la chute du marché du café provoqua ensuite le départ de la majorité des colons.

### **Ucayali-Madre de Dios : une colonisation de pure prédation**

Si on prend le cas enfin de la colonisation de la région de l'Ucayali, elle partit de peu, sinon de rien, au début du 20<sup>ème</sup> siècle ; cette région avait été recommandée par C. Fry (41). Il proposait à la colonisation les terres des versants des rios Tambo, Ucayali, Urubamba et Pachitea, choix justifié selon lui qui en avait une bonne connaissance, par "*de bonnes conditions climatiques, l'absence d'inondation et d'insectes nuisibles*". Or, Tizon y Bueno, vingt ans après, en 1911, donnera un bilan bien maigre de l'oeuvre de colonisation entreprise ici. Il y note, pour une superficie de 100.000 km<sup>2</sup>, la présence de 5000 civilisés, d'autant de "*sauvages*", de 500 coolies japonais, et de nombreux trafiquants espagnols. Mais, aucune ville n'y existe et la "*capitale*", Puerto Maldonado, créée en 1902, est seulement "*...un campement de "chozas"*" c'est-à-dire de cases en paille ! Seuls, les agriculteurs japonais excellent dans l'horticulture, où ils se sont installés après avoir laissé le caoutchouc où ils firent aussi miracle. Les pistes enfin sont récentes, certes, mais dues aux seules sociétés concessionnaires.

Le seul progrès dans la région (42) est venu, et seulement pour sa partie des vallées andines hautes, des provinces de Puno, Sandia et Carabaya, où grâce à une colonisation spontanée des grands propriétaires, mise en place de 1876 à 1915, les haciendas, chassant les Indiens hostiles, sont passées de 7 à 199 pour Puno et de 2 à 125, pour les autres provinces amazoniennes du Cusco !

L. Delboy (43), d'origine belge, ancien délégué spécial de la région, fin connaisseur de l'Orient où il vécut et fit sa carrière politique de

député et de défenseur du Loreto, en 1912, constatait que si les concessions de terres avaient été consenties de façon très libérale, avec 2.000.000 d'hectares attribués soit 20 % de la superficie totale de la région, seulement 1.000 hectares se trouvaient être cultivés ! Les seules autres activités notables consistaient en une distillerie d'eau de vie, la fabrication de farine de manioc pour alimenter 3000 "*caucheros*", mais le manioc étant importé du Brésil et de Bolivie. On cultivait du tabac aussi, mais pour 12 tonnes, quantité insuffisante pour les besoins locaux, et il y avait seulement une petite production de riz pour 50 tonnes, sur le rio Madre de Dios. L'agriculture, constatait Delboy, restait attardée faute de marché et de manoeuvres.

On pourrait penser que les échecs, propres aux grands domaines, avaient épargné les grandes concessions attribuées aux compagnies à charte étrangères, disposant de capitaux, d'expérience des zones tropicales, et ayant la faculté de s'entourer d'agronomes ou techniciens. Or, si nous prenons l'exemple de la colonie anglaise, fondée sur le rio Perené et étudiée (44) par F. Barclay, on découvre que, là aussi, l'échec fut d'une autre manière tout aussi patent. Créée à partir de 1890, avec un capital de 16,5 millions de livres, disposant d'un patrimoine foncier attribué en concession de longue durée, la colonie du Perené s'étendait sur un vaste périmètre de 500.000 hectares. L'économie de l'entreprise était initialement basée sur la culture du café et techniquement sur l'utilisation d'une main-d'oeuvre de colons européens, travaillant des lots individuels, structurés en unités de production et de services. Mais si les cours du café furent d'abord très lucratifs, obéissant à la spéculation et aux lois du marché, ils devinrent par la suite non rémunérateurs. Cette situation entraîna la désaffection rapide des colons introduits et de nombreux départs. On chercha à les remplacer par une politique d'introduction de nouvelles mains-d'oeuvre, avec des Andalous qui ne s'adaptèrent pas, puis avec une centaine d'Italiens. Ce fut un autre échec, doublé aussi d'un retentissant fiasco financier.

En effet, en 1905 la colonie était déficitaire de 5132 livres sterling, mais cela n'empêcha pas qu'elle périclita jusque vers les années 1950, date à laquelle elle fut récupérée par l'Etat péruvien, puis divisée en lots, au profit des anciens colons. Elle avait dû, en effet, après 1920, utiliser une main-d'oeuvre de péons, recrutée dans les Andes et ses vallées, et qui formait un colonat revendicatif souvent opposé aux "*managers*" qui dirigeaient l'exploitation, d'où de nombreux conflits qui furent exploités par les syndicats puis se politisèrent. Si l'existence de la colonie se maintint si longtemps, ce fut grâce au fait que la Peruvian C<sup>o</sup> n'était qu'une branche mineure des intérêts de la "*Peruvian Railways*"; celle-ci possédait des actions importantes dans les chemins de fer du Pérou, qu'elle avait affermés et dont, depuis 1907, elle assurait l'extension du réseau. Celui-ci dégagait de substantiels bénéfices de l'ordre, au total, de 468.693 livres sterling en 1910 ! Ainsi la perte de 5000 livres pour la branche agricole pesait bien peu dans ce bilan.

La colonisation de l'Oriente péruvien, sous ses diverses formes, apparaît donc globalement comme un échec ; elle fut en effet financièrement coûteuse, humainement accablante et économiquement, hors du caoutchouc, dans une impasse complète. En fait, les causes sont

rétrospectivement simples. Initialement, avec moins de 100.000 habitants dans le meilleur des cas, l'Orienté était incapable d'accueillir et de supporter une colonisation, faute de main-d'oeuvre ; le recours fut donc l'introduction de colons étrangers. C'est-à-dire Européens, car on était obnubilé par le modèle nord-américain ou du rio de La Plata, en oubliant que l'Europe, après quelques échecs coloniaux notables, se gardait bien, dans ses possessions tropicales humides, de pratiquer une colonisation de peuplement. On fut aveugle aussi sur le type de développement économique recherché, agriculture vivrière ou de plantation commerciale, comme on se préoccupa peu du marché ou de la concurrence. Enfin, après 1880, apparaît le caoutchouc qui, tel qu'il était collecté et négocié, se situait aux antipodes d'une économie de colonisation, enracinant et peuplant durablement, créant aussi les bases sociologiques d'une nouvelle société stable.

Aussi, au fil des échecs, des expérimentations les plus diverses et opposées, le pouvoir politique et administratif péruvien, par pusillanimité d'une part, et obnubilé d'autre part par la manne de la rente caoutchoutière, passa d'une politique de colonisation à une politique du "tout caoutchouc". Il bradait ainsi son patrimoine foncier et s'engageait dans une impasse économique et humaine qui sera lourdement payée par l'Orienté après 1910, avec l'effondrement de cette activité spéculative d'abord, et purement prédatrice aussi.

Et ce, malgré les nombreux avertissements des experts...

### Notes bibliographiques :

- (1) cf. Unamuno, M., *L'essence de l'Espagne*. Les Essais. Gallimard. 217 p. 1967.
- (2) cf. *Viaje del prefecto de Junin*. LYC. T. 11. p. 6. Lima. 1827.
- (3) cf. *Protección a las reducciones de salvajes establecidas por los misioneros del Ucayali*. LYC. T. 5. p. 11. Lima. 1845.
- (4) cf. *Proyecto de Don José Monteza sobre colonización de terrenos en el Ucayali*. LYC. T. 13. p. 474-477. Lima. 1843.
- (5) cf. *Se asignan primas a los introductores de colonos extranjeros*. Ley del 17 de Noviembre de 1849. LYC. T. 5. p. 18. Lima. 1849.
- (6) cf. *Concesión de terrenos a los colonos que se establezcan en la región amazónica*. LYC. T. 5. p. 24. Lima. 1853.
- (7) cf. *Reglas para la adjudicación de terrenos en Loreto. Decreto del gobernador político de Loreto*. LYC. T. 5. p. 54-56. Lima. 1853.
- (8) cf. *El gobernador general de Loreto informe sobre el estado de las colonias de esa gobernación*. LYC. T. 5. p. 58-63. Lima. 1854.
- (9) cf. Montferrier, H. A., *La colonización de la región amazónica*. LYC. T. 5. p. 81-97. Lima. 1856.
- (10) cf. Fuentes, H., *Apuntes históricos, geográficos, estadísticos, políticos i sociales de Loreto*. LYC. T. 16. p. 139-53. Lima. 1906.
- (11) cf. *Segundo contrato de colonización celebrado con Schutz i Ijurra*. LYC. T. 5. p. 78. Lima. 1855.
- (12) cf. *Nota del prefecto de Amazonas al subprefecto de Moyobamba*. LYC. T. 5. p. 27-30. 1853. Lima.

- (13) cf. *Fomento de la inmigración*. Ley. LYC. T. 5. p. 156. Lima. 1873.
- (14) cf. Castre, E., *Beneficios de la colonización en las regiones amazónicas*. LYC. T. 5. p. 285. Lima.
- (15) cf. Pennano, G. *La economía del gaucho*. C.E.T.A. 288 p. Iquitos. 1988
- (16) cf. Bowman, I., *Los Andes del Sur del Perú*. Traduit de l'anglais : *The Andes of the Southern Peru*. 1910. Edition La Colmena. 267 p. Lima. 1936.
- (17) cf. Maurtua, V.M., *Contestación de la República del Perú a la demanda de la república de Bolivia. Arbitraje Argentino*. Compañía Sud Americana de billetes de banco. 560 p. Buenos Aires. 1907.
- (18) cf. Vaca Diez, A., *El río Orton y su colonización*. 2<sup>ème</sup> édition. Imprimerie du "Nacional". 137 p. La Paz. 1894.
- (19) cf. Kerbey, A. *Paso del Pongo de Manseriche*. BSGL. T. 17. Lima. 1905.
- (20) cf. Santos, R., *Historia económica da Amazonia.-1800-1920-* Queiros, éditeur. 358 p. Rio. 1987.
- (21) cf. Mendiburu, S. P. (cln), *Estudios sobre la colonización en el departamento de Loreto*. LYC. T. 5. p. 200-268. 1er. informe. 1890. Lima.
- (22) cf. *Nota del Ministro al arzobispo de Lima sobre la reducción de los infieles*. LYC. T. 5. p. 16. Lima. 1848.
- (23) cf. *Contrato con Don Mauricio Kieckback sobre la colonización de las riberas del Amazonas*. LYC. T. 5. p. 117. Lima. 1860
- (24) cf. *Se conceden facilidades a las personas que quieran establecerse en las margenes del Amazonas i de sus afluentes*. LYC. T. 5. p. 139. Lima. 1869.
- (25) cf. Onffroy de Toron, E (Vcte), *L'Amérique équatoriale. Son histoire pittoresque et politique, sa géographie et ses richesses naturelles, son état présent et son avenir*. J. Renard éditeur. 467 p. Paris. 1866. Il publica aussi en 1886 chez Leroux, une *Grammaire-dictionnaire français-kichoua*. 212 p.
- (26) cf. *Adjudicación de terrenos de montaña*. Ley. LYC. T. 5. p. 190. Lima. 1888.
- (27) cf. *Adjudicación de terrenos de montaña a Landi i Canessa para el establecimiento de colonos europeos*. LYC. T. 13. p. 477. Lima. 1888.
- (28) cf. *Ley de inmigración y de colonización*. LYC. T. 5. p.290-293. Lima. 1893.
- (29) cf. *Explotación agrícola*. LYC. T. 5. p. 311-325. Lima. 1897.
- (30) cf. *Contrato de colonización del Pachitea con Don Antonio Moffa*. LYC. T. 5. p. 367-368. Lima. 1898.
- (31) cf. *Ley de las tierras de Montaña*. LYC. T. 5. p. 369-372. Lima.
- (32) cf. *Proyecto de ley de tierras de montañas*. LYC. T. 13. p. 536. Lima. 1907.
- (33) cf. *Contrato sobre la colonización del Pozuzo celebrado con don Santiago Scotland*. LYC. T. 5. p. 125. Lima. 1867.
- (34) cf. Tizón y Bueno. *La hoya peruana del Madre de Dios*. La Opinión Nacional. 88 p. Lima. 1911.
- (35) cf. *Decreto de concesión a la Peruvian Cº*. LYC. T. 5. p. 273-274. et p. 198-200. Lima. 1889-1891.
- (36) cf. Manrique, M., *La Peruvian Corporation en la selva central del Perú*. C.I.P.A. 93 p. Lima. S.D.
- (37) cf. Vizcarra, P. (cln), *Exploración de los ríos Palcazu, Mairo y Pachitea*. LYC. T. 3. p. 39-71. Lima. 1870.
- (38) cf. Giordano, G. (ing.), *Informe sobre la excursión que practico en compañía del ministro italiano a los territorios oriental de Chanchamayo*. LYC. T. 11. p. 163-253. Lima. 1875.
- (39) cf. *Viaje de estudio del Estado Mayor*. LYC. T. 14. p. 506. Lima. 1902.
- (40) cf. Tamayo, A., *Informe sobre las colonias de Oxapampa y de Pozuzo*. LYC. T.

13. p. 3-157. Lima. 1903.

(41) cf. Fry, C., *Los ríos peruanos navegables*. Imprenta Benito Gil. 2 volumes. 127 et 105 p. Lima. 1889.

(42) cf. Flores Marín, J. A., *La explotación del "caucho" en el Perú*. Concytec. 219 p. Lima. 1987.

(43) cf. Delboy, L., *Las regiones del Madre de Dios y del Acre*. BSGL. Lima. 1912

(44) cf. Barclay, F., *La colonia del Perené*. C.E.T.A. 258 p. Iquitos.

#### IV - LES COURSES AU CAOUTCHOUC ET AUX INDIENS

Un géographe, Isaia Bowman, en 1910, a très bien résumé (1) le circuit amazonien du "caucho" : "*Quelle histoire pourrait conter une boule de caoutchouc si elle savait parler, sur un quai de New-York : séchée à la fumée, transportée par un chemin détrempé de la selva par des travailleurs asservis, lourde des abus, des vils abus des agents immoraux, de tout le travail et des maladies qui font de ces basses terres tropicales un véritable enfer !*". Le réquisitoire fait par Bowman est d'autant plus intéressant qu'il est courageux en son temps, c'est-à-dire à l'apogée de l'ère du caoutchouc, et qu'il se situe quelque peu à contre-courant des intérêts de son pays et de certaines de ses industries ; enfin il met au pied du mur, de la morale au moins, les administrations comme les gouvernements sud-américains, tacites complices de ces abus par ailleurs bien connus et dénoncés, mais en vain depuis longtemps.

En effet, le caoutchouc amazonien a formé un système d'exploitation de la main-d'oeuvre qui repose sur la servitude au moins du péon "serrano" (ou montagnard) ou créole, et très souvent sur l'esclavage des Indiens obtenus, soit par achat à des rabatteurs, soit par des chasses à l'homme connues dans la région amazonienne sous le nom de "correrias" ou course à l'homme.

L'épisode du caoutchouc ou "caucho" est l'un des plus marquants de l'histoire du réveil amazonien, à partir de 1860, et de l'Oriente péruvien après 1880. D'abord le système, c'est sa marque propre, a été construit d'après une organisation du travail pratiquée déjà au Brésil, sorte de taylorisme tropical avant la lettre rationalisant la collecte, mais placé sous le signe du besoin d'une main-d'oeuvre nombreuse, rude, adaptée à un milieu difficile, y vivant et y travaillant dans des conditions souvent extrêmes. Système qui va marquer profondément les hommes, les moeurs, les types de rapports humains, et façonner un style d'activité économique, prédateur et aventurier au plein sens du terme. C'est un événement aussi d'une portée géographique très large, puisqu'il a concerné tout le bassin de l'Amazonie centrale, entraîné une recherche systématique du produit sur presque tous les rios, au moins jusqu'à une altitude de 500 mètres, limite des hévéas convoités.

Dans ce sens, on a pu dire à juste titre que le collecteur de "caucho" avait été le grand explorateur de la région. Le caoutchouc amazonien a été un produit de cueillette par abattage des arbres, relevant donc d'une activité nomade par définition, car vouée à l'écémage systématique des sites favorables, celui-ci réalisé par la mise en place de fronts pionniers mobiles car dépendants des ressources rencontrées en hévéa. Ces exploitations étaient articulées sur les rios, seules voies permettant de circuler et de recevoir le ravitaillement, puis d'évacuer le produit.

Cela devait aboutir donc à un véritable quadrillage de la région amazonienne afin de pousser de plus en plus loin les recherches, y compris dans de vastes zones marginales et inexplorées ; celles-ci étant par ailleurs souvent peuplées de tribus indiennes farouches et résistant à l'envahissement de leurs territoires. Dernier caractère majeur du phénomène du caoutchouc, il portait en lui-même les germes de sa propre autodestruction. La cueillette resta en effet une fin en soi se résumant à

une prédation, et sauf quelques expériences limitées, elle ne put passer au second stade, celui d'une économie organisée et pérenne de plantation. De multiples raisons semblent expliquer cette impuissance majeure et ce cantonnement de l'Amazonie dans un rôle de fournisseur passif de matières premières brutes.

Si cette situation valait pour le caoutchouc, elle valait aussi, peu avant le caoutchouc, pour la "*cascarilla*" ou quinquina, dont pourtant l'Amazonie avait là aussi détenu le monopole mondial.

### Caoutchouc, servage et ethnocide

C'est un religieux et missionnaire tenant à garder l'anonymat qui, en 1906, fit dans un article tenant du pamphlet, une des charges (2) les plus fortes pour l'époque, sur le système engendré par le caoutchouc :

*"Comment la population a-t-elle été décimée ? Par les mêmes procédés que dans la Sierra, c'est-à-dire par des recruteurs payés à l'homme ramené. Les gouverneurs ont été payés pour rabattre les Indiens, ceux-ci ont ensuite été soûlés, puis un crédit leur a été ouvert et ils se sont endettés par l'achat de produits, payés 100 % plus cher que leur prix réel et ils ont signé. Après, c'était la prison ou le "caucho" ! Car "papier signé vaut preuve"... D'abord, seuls les Indiens furent forcés, puis on toucha aux Blancs qui abandonnèrent leurs villages. Ensuite, les filles ou les jeunes femmes se joignirent aux caravanes de travailleurs, puis en canoë, gagnèrent Iquitos. "De là, sans ressources, il ne leur restait plus qu'à partir vers les camps de "caucheros" pour s'y prostituer"... Cela explique l'abandon des villages et leur décadence ainsi que la destruction des tribus résistant aux patrons du "caucho", ou leur mise en esclavage. Aussi, "il ne reste plus sur l'Ucayali, que quelques groupes des anciennes et nombreuses tribus...". Ce sombre constat a été en quelque sorte, car d'autres témoignages abondent pour le confirmer, le modèle général du système de recrutement.*

Bowman analyse longuement les circuits de recrutement du caoutchouc et constate que les Indiens de la Sierra comme des vallées, répugnent à descendre travailler dans les exploitations de caoutchouc. Quant à l'Indien de l'Amazonie, ses besoins se limitent à quelques colifichets, et une fois ceux-ci obtenus, il ne cherche plus à travailler. Aussi, le met-on en esclavage facilement, avec l'appui d'une loi qui permet le travail sous contrainte, pour dette. Les autres Indiens utilisés proviennent des battues, et ils deviennent esclaves endettés pour maintenir une façade légale... Comme note Bowman : "*Le "peonaje" (ou servitude de statut officiel) a laissé des marques terribles dans la région*". Il en a résulté la fuite des Indiens qui se cachent, refusent tout contact en nomadisant, et ne travaillent que de nuit leurs cultures dissimulées dans des endroits difficiles d'accès. Cela explique que "le Blanc" est leur pire ennemi sur lequel on tire à vue, car : "*Un Blanc mort est un bon Blanc, et même s'il vient avec un but pacifique, il est probable qu'il laissera derrière lui une marque de syphilis ou d'autres maladies aussi mortelles que les balles*"... Néanmoins, constate le géographe, quelques propriétaires d'haciendas recherchent l'amitié des Indiens, meilleure



pratique pour eux que l'esclavage, car ils vivent souvent à l'indienne avec des femmes locales dont ils ont de nombreux enfants, aussi sont-ils aimés, voire adorés. Sinon, rares sont les compagnies qui, comme celle du Mainique avec les Machigangas, ont adopté un régime de travail humain avec de bons salaires donnés à des Indiens volontaires.

Villanueva, esprit précis, apporte en 1902 (3) quelques précisions sur ces mouvements de migrations forcées. Ainsi, il estime que dans le Haut-Ucayali, travaillent au caoutchouc 2.000 Indiens qui doivent à leurs patrons 40 à 50 millions de soles ! Vu l'énormité de cette dette factice, il propose son rachat par l'Etat pour que ce dernier fasse travailler les Indiens ainsi rachetés à des oeuvres d'intérêt public. Sur le rio Yurua, il y aurait 4 à 5.000 Indiens dans cette situation d'endettés à vie, plusieurs milliers d'autres sur le Purús. La situation est identique mais en plus dramatique sur le rio Xapuri, où les "*barracas*" de "*caucheros*" boliviens, situées dans une zone insalubre, foyer de maladies endémiques, souffrent de nombreux départs ou décès ; aussi ces établissements comblent difficilement leurs vides et cela malgré l'arrivée annuelle d'un contingent de 2.000 recrutés, composé d'Indiens arrachés aux tribus ou de "*mozos*" (manoeuvres) attirés de la Sierra. Villanueva note que sur de nombreux rios tels le Sinho, Tejo, le San Juan ou à proximité du Tarahuaca, vivent des Indiens Yuminahuas et Amahuacas qui sont pillards, d'où des "*corrierias*" pour les chasser et en faire des esclaves. Dans cette région, le cours de vente des Indiens est de 500 soles pour un enfant de 10 à 12 ans, mais plus pour les Campas, réputés pour leur beauté, robustesse et habileté... Une fille par contre vaut moins, seulement 3 à 400 soles. Ces prix varient, précise Villanueva, en fonction de l'aptitude à accepter le servage, car de nombreux Indiens préfèrent se laisser mourir d'inanition et de mélancolie, ici comme au Brésil, ce dernier pays étant le marché traditionnel pour la vente des esclaves.

Une autre forme d'utilisation des Indiens est signalée au Brésil par A. Plane (4), avec l'utilisation de tribus "*amies*" pour attaquer et capturer les Indiens Parintintins du rio Machado qui sont de féroces adversaires des "*caucheros*". Aussi, ceux-ci utilisant les antagonismes traditionnels, manoeuvrent à leur profit les Mundurucos du rio Tapajoz ou les Jarus du Haut-Machado. Ces derniers, armés par un jeune "*patron*", Leo Vegil, ont été transformés en "*seringueros*" (nom brésilien du collecteur) qui travaillent à côté de noirs et métis de l'île de Marajo, réputée pour sa main-d'oeuvre. Il est clair pour Plane que "*cette lutte consacrée par une série de représailles, ne se terminera qu'avec le dernier Parintintin*"!

Les esprits avisés sont sans illusions, tel Von Hassel. Celui-ci, suite à une étude (5) des rios Purús, Yurua et Manu, riches en caoutchouc, déplore que les tribus de ces régions soient condamnées à disparaître "*...du fait des corrierias des Blancs qui en tirent un monstrueux trafic de chair humaine*". Il confirme les chiffres du consul français Ordinaire (6), qui donnait 50 % de décès à terme chez les Indiens capturés, lui, avançant 60 % du fait des abus. Mais il salue aussi l'oeuvre de l'école des Frères d'Iquitos qui éduquent et donnent un métier aux Indiens qu'ils protègent.

D'autres dénonciations s'accroissent au fil des récits ; ainsi C. Fry (7), en 1888, signale que les Blancs ont tellement abusé des Indiens, que ceux-

ci les désignent sous le nom de "*Viracochas blancs*" ou "*de sauvages de fer et du fer à marquer*". Un autre visiteur, F. Cariat, déplore (8) aussi la situation des Indiens soumis au régime du caoutchouc et l'exploitation éhontée "*...de ces êtres, martyrs anonymes, abrutis, dégradés et exploités par des gens sans scrupules et se moquant de l'Autorité, soumis à la loi du fusil et à la raison de la chicote (fouet)*", tout comme le trafic des femmes "*nymphes sylvestres fournies aux esseulés qui s'endettent à vie...*".

### Passivité et complicité officielle

Au fait, comment réagissait l'Autorité face à ce concert de protestations et de dénonciations ?

Montani, qui fut Commissaire Spécial du Madre de Dios, en 1903, dénonce à son tour (9) ces pratiques scandaleuses de recrutement et l'utilisation de l'alcool pour "*tenir*" les captifs dans une situation d'endettés volontaires, car une bouteille d'alcool vendue 0,20 soles à Iquitos, se revend dans une "*barraca*" entre 8 et 12 soles ! Il a aussi vu les battues menées par les "*caucheros*" et leurs supplétifs indiens, les Piros et les Campas ; ceux-ci raptent les femmes et les enfants, mais assassinent les parents... Il a tenté de s'y opposer, mais au bout de six mois, il a été, sans préavis, relevé de sa charge !

H. Fuentes (10) cite les mêmes faits, aboutissant à un constat identique ; mais il déplore aussi que la législation ne prévoie pas dans ses textes ce type "*de crimes inimaginables*", aussi condamne-t-il la transmission des dettes de travail d'un défunt sur ses descendants. Autre précision qu'il apporte, les patrons de la collecte du caoutchouc sont souvent des côtiers du Pérou et des gens audacieux de Lima. Ils peuvent compter sur la loyauté de leurs péons indiens comme sur la fidélité des métis, mais ceux-ci, dès qu'ils ont assez économisé, se rendent indépendants. Les Indiens les plus prisés pour le travail dans les "*gomales*", sont les Jivaros, les Cocamillas du Marañon et les Chayahuitas du rio Cahuapanas.

En 1899, un décret sera pris, suivi par d'autres, pour lutter contre les ventes de main-d'oeuvre au Brésil, dénoncées par un sous-préfet qui met en cause la pratique du transfert des dettes sur un autre maître... Un registre des embauches, avec une garantie de 200 soles, est prévu. Tout laisse à penser que ces mesures tardives eurent peu ou pas de résultats car restèrent lettre morte ; situation qui explique qu'en 1912, L. Delboy (11) insiste pour que l'administration protège les Indiens, soumis à l'esclavage, et leurs femmes, en butte aux exactions, tout comme leurs enfants. Aussi, demande-t-il une répression de ces faits abusifs avec l'ouverture de registres d'embauche pour arrêter les captures et la création de centres d'apprentissage pour les Indiens. Il note qu'il y a encore sur l'Ucayali, malgré le début de la crise des ventes du caoutchouc, 2000 Indiens "*amenés*" des rios Putumayo, Napo, Urubamba et Haut-Ucayali. Jusqu'à la crise qui emportera le système du "*caucho*" et ses pratiques, peu ou rien de sérieux ne sera ou ne pourra être fait pour moraliser l'exploitation du caoutchouc, ainsi que le signale plus tardivement le marquis de Wavrin, qui note (12) les séquelles de l'exploitation et du trafic de main-d'oeuvre

qui a dépeuplé l'Orient bolivien.

D'ailleurs, si nous avons produit les témoignages condamnant les exactions, il ne faut pas oublier aussi qu'ici, en Orient péruvien comme ailleurs, existait, discret mais influent, le parti de ceux qui rejoignaient l'officier et explorateur Stiglich (13); celui-ci écrivait : *"c'est une grande erreur que de dire que les Indiens Cashibos sont indomptables sauf devant une bonne carabine ! D'ailleurs, ils ont eu de telles pertes qu'ils se sont éloignés des rives du Pachitea"*. Point de vue qui accordait peu de place, sinon aucune, aux indigènes, sauf si ceux-ci "cadraient" avec les intérêts de la mise en valeur, qui pesaient lourd aussi à Lima.

### **Les fronts pionniers mobiles du "caucho"**

La mobilité a été une obligation pour la collecte du caoutchouc, celle-ci étant presque toujours faite par abattage des arbres ; or l'hévéa n'était pas une ressource renouvelable avant 20 ans au moins. D'abord, la collecte s'effectuera sur les berges de l'Amazone et de ses tributaires, puis elle s'amplifiera avec l'arrivée de nombreux "caucheros" ; la vive concurrence qui en découlera entre patrons du caoutchouc, fera enfin qu'elle débordera vers les régions marginales restées inexplorées.

Si on tente un découpage par grandes régions géographiques, des grands gisements de caoutchouc et de l'intensité de leur exploitation, on remarque qu'il y a eu de sensibles différences zonales. Ainsi, la région nord de l'Orient, articulée sur les fleuves Napo, Tigre, Pastaza, Morona et Santiago, ne donne, selon Von Hassel (14) qui l'a parcourue, qu'un caoutchouc du type "Weak fine" qui nécessite de la main-d'oeuvre abondante ne se rencontrant pas dans la région. Par contre le produit de base, le "caucho" si prisé des collecteurs péruviens, est rare car en voie d'épuisement ; ainsi en 1870, le rio Napo produisait 60 tonnes de caoutchouc, ce qui était peu. Toujours dans le nord-est de l'Orient, mais sur le Putumayo, les conditions seront plus favorables. La "Casa Arana" y a fondé un empire de la gomme, basé sur un encadrement étroit des tribus indiennes mises en esclavage ; aussi la production de caoutchouc de ce secteur sera en hausse régulière à partir de 1900. Notons à propos du style propre à certaines exploitations, ce témoignage d'un Commissaire Fluvial (15) ayant découvert un patron colombien du caoutchouc qui vit avec 1600 Indiens Huitotos travaillant avec lui ; cet homme *"... parle la langue et visite à pied ses tribus, habillé à l'indienne, et vu sa couleur, rien ne le distingue d'eux ; il ne sait pas lire, mais il est ouvert, de bon et clair jugement et d'une forte valeur personnelle comme les autres Colombiens de la région d'ailleurs"*.

L'exploitation initiale, qui eut lieu sur la partie centrale de l'Amazone, a laissé peu de témoignages précis ou intéressants, mais il apparaît que les ressources en hévéa furent vite épuisées, aussi la collecte se déplaça ailleurs, c'est-à-dire vers les cours des fleuves Purús et Yurua, mal explorés, aux délimitations restées inachevées et litigieuses avec le Brésil, mais qui se révélèrent très riches ultérieurement en caoutchouc. C'est là qu'une épopée majeure du caoutchouc allait se développer avec son cortège de violences, cette région devant se transformer en une sorte de

bas-fond où se regroupera un temps, loin de toute autorité, une sorte de cour des miracles amazonienne. Villanueva produisit un tableau riche en couleur et significatif de ce qui fut un no man's land dangereux (3).

A partir de 1869, seule la compagnie fluviale du Haut-Amazone desservait le Purús et on y dénombrait en 1871 la présence de 2000 civilisés. En 1902, selon Villanueva, il y avait cinq compagnies de navigation, un commerce florissant, estimé à 800.000 soles à l'exportation et 600.000 à l'importation.

C'est le caoutchouc qui fut le centre de tout ce trafic, et qui provoqua ce peuplement spontané, représentant quelque 8000 civilisés en 1902, plus des milliers d'Indiens amenés, bon gré, mal gré, sur les "gomales". Mais la région était dangereuse, d'abord par son climat et les maladies qui lui sont propres, ensuite, du fait des hommes, qu'ils soient Indiens "bravos" ou "caucheros" péruviens et brésiliens, toujours en confrontation armée chronique à cause des aventuriers attirés par la richesse locale. Ainsi sur le rio Tapahua, riche en caoutchouc, l'insalubrité empêchait l'extraction, et la fièvre dite de l'Ituxy, sur le rio du même nom, avait tué de nombreux travailleurs. Sur d'autres rios comme le Jacare, l'exploration était limitée à cause des attaques des Indiens Yumas ; pourtant l'hévéa y abondait. Sur les rios Pauhynim et Muaco, des Indiens réfugiés du Yurua attaquaient les "barracas" et les conditions sanitaires étaient mauvaises, mais il y avait, néanmoins, de nombreux établissements prospères collectant la gomme.

Le bassin du rio Acre vivait à l'époque tout aussi aventureusement et dangereusement. Une tentative de sécession contre la Bolivie s'y déroula en 1903, menée par un aventurier espagnol, Luis Galvez, appuyé par des intérêts brésiliens... Plus grave, cette région qui était celle des meilleurs rendements amazoniens de caoutchouc, était de plus très insalubre du fait du bérubéri qui, estime-t-on, décimait 50 % de la population !

Villanueva note qu'à la dernière épidémie, *"on voyait sortir des innombrables "barracas" qui bordent les rives des fleuves, des êtres étranges, avec les marques imprimées sur le visage du mal qui les emportera, maigres, cadavériques, avec les yeux luisants de fièvre, ou informes et enflés, traînant les pieds..."*. De plus, vu son isolement, la région se ravitaillait par le Madeira à des prix très élevés et il n'y avait guère de possibilités de chasse et pêche, aussi la nourriture y était rare ou chère. Cette région riche mais inhospitalière, fut découverte en 1860 par un Brésilien audacieux et fruste, Manuel Urbano de Encarnaçao, puis fut parcourue en 1865 par Lord Chandless, de la Société de Géographie de Londres, grâce à un bateau brésilien, et il n'y rencontrera que des Indiens.

A partir de 1879, attirés par l'exploitation du caoutchouc, les migrants du Ceara y affluèrent. Cela incita le Brésil à intensifier les explorations avec le colonel Labrea, qui, en 1887, passa du Madeira et Purús à l'Acre. Les Boliviens y rentrèrent aussi, avec des colonnes de "caucheros" indépendants de tout pouvoir, mais poussés par Nicolas Suarez et ses frères. A leur suite, se déroulèrent les explorations plus officielles du colonel bolivien J. M. Pando en 1894-95 dont une des conséquences fut l'installation d'une douane très contestée, source de troubles futurs. Von Hassel (16), en 1903, relate lui aussi la mise en place de ce front pionnier de la vaste région de l'Acre, Purús et Yurua, longiligne, épousant le cours des rios, puis divergeant à partir des berges vers les profondeurs des forêts,

en quête de l'or noir. Il y note la richesse des "gomales" avec 12.000 "estradas" exploitées sur le Yurua, 6 à 7.000 sur les rios Purús et Tarahuaca, 3 à 4.000 entre les rios Breu et Amuenya et 9 à 12.000 "estradas" entre les rios Amuenya et San Gregorio, et enfin 15 à 20.000 sur l'Acre. Partout, la main-d'oeuvre manque pour intensifier l'exploitation, constate-t-il. Les Péruviens durent ouvrir en force leur passage, face aux tribus hostiles de ces fleuves, alors que les Brésiliens y avaient renoncé d'abord. Puis le "caucho" épuisé, les Péruviens refluèrent, laissant la place et le soin d'exploiter les "shiringales" (ou variété d'hévéa saignée régulièrement donc permettant une exploitation stable et de longue durée) aux mains du grand commerce de Manaus et de Para. En effet, on dénombre, note-t-il, depuis le rio Breu jusqu'au San Gregorio, 6.000 Brésiliens sur les 12.000 "estradas" exploitées, mais il ne reste plus que 1000 Péruviens. En 1906, le capitaine P. Léon, lors d'une reconnaissance du Haut-Yurua, constatera l'épuisement du "caucho" et l'abandon de la région.

En 1911, A. Maurtua signale l'installation de petits postes péruviens de "caucheros", à Puerto Pardo, Puerto Portillo et Resbaladero, avec moins de 200 employés et 425 Indiens "civilisés". Sur le rio Purús, les tribus Campas du vieux chef Venancio, qui fut l'ami et l'homme lige de Fitzcarrald, travaillent aussi avec les "caucheros" du secteur.

Autre région de recherche tardive mais vigoureuse du caoutchouc, le bassin de l'Ucayali-Madre de Dios. Selon Anton Kerbey (17), qui publiait en 1905 ses recherches sur les ressources en caoutchouc de l'Amazonie, l'Ucayali "bien cultivé", précisait-il, pourrait donner du caoutchouc en abondance, et il avait découvert aussi de la gutta-percha, utilisée pour fabriquer les gaines de câbles sous-marins. Mais, il réservait les résultats de ses explorations pour les publier à son retour aux Etats-Unis.

Villanueva précise que la collecte du caoutchouc sur le Madre de Dios ne débuta qu'en 1883, avec la mise en place des "barracas" des rudes Boliviens, précurseurs d'une implantation officielle, avec fortins et douane, symboles de la souveraineté nouvelle de La Paz. En 1900, ce sont 3.000 "caucheros" qui collectent sur ce fleuve, ravitaillés par la maison Braillard. La région avait été pressentie pour sa richesse par C. Fitzcarrald qui fut le premier à s'y installer. Avec l'épuisement des gisements d'hévéa du Loreto et les difficultés politiques du Purús, un mouvement de migration des "caucheros" sur le Manu et le Madre de Dios est signalé dès 1902 par Villanueva (op.cit.) et, en 1905, le préfet Fuentes note que de nombreux patrons ont amené sur le riche rio Manu leurs troupes de travailleurs-esclaves. Le colonel Portillo (18) précise qu'après la reconnaissance de Fitzcarrald, vint l'explorateur L. Rivero, puis s'installèrent les premiers patrons du caoutchouc, avec Alcibiades Torres et Rafael de Souza ; ce dernier amena un personnel de 70 hommes ; puis C. Morey et le fameux Carlos Scharff, à leur tour, installèrent leurs "barracas" et leur personnel venu du Loreto ou du Purús. Ainsi en 1913, c'était 6.000 civilisés et un nombre inconnu de péons indiens qui travaillaient dans la région. Il en résulta, selon Tizon Y Bueno, que la production passa de 12,5 t en 1902, à 293 t en 1909.

Ces mouvements d'afflux sont néanmoins trompeurs quant à la stabilité du processus, et les rios une fois écrémés de leurs richesses, sont

vite abandonnés, ainsi que le constate pour le Haut-Ucayali le Père Alemani (19) en 1904, qui trouvera désert le village du chef indien "cauchero", Venancio Campa, parti avec 100 des siens sur le rio Manu. En vingt ans, selon le religieux, la région a perdu le tiers de sa population, aussi le petit centre de Contamana est en déclin.

Sur le Pachitea, le rapport Stiglich apporte des constats identiques : le rio Utiquena, exploité il y a 30 ans, connaît le retour des "caucheros" qui viennent y chercher les repousses d'hévéas ; le rio Tamaya, lui, a été abandonné comme le rio Santa Isabel. Le poste de Pucalpa est désert, ses hommes étant partis au loin chercher le "caucho".

### Le caoutchouc ou le non-avenir de l'Amazonie

Exploration, découverte, exploitation, abandon pour d'autres sites, tel a été, de 1880 à 1910, le mécanisme de fonctionnement du cycle caoutchoutier. Malgré de nombreux avertissements sur l'épuisement inéluctable des gisements, avec l'abattage systématique des arbres, méthode expéditive prohibée après 1900 au Brésil ou en Bolivie, le Pérou ne put qu'assister, impuissant, à la dilapidation de son patrimoine. Il ne fut pas capable, malgré les expériences de ses voisins, d'organiser un système d'exploitation reposant sur la culture de l'hévéa, soit par saignée - mais il n'était guère riche en cette variété - soit en passant à l'organisation de plantations à partir de semences.

On ne peut lui faire grief de ce dernier échec, car de sérieux facteurs limitatifs se présentaient. Il aurait fallu disposer de semences sélectionnées, grâce à un jardin d'essai, mesure qui fut préconisée mais oubliée, posséder un volant important de main-d'oeuvre stable, au statut clair, donc répudier les faciles abus de "l'enganche" et des "correrias". Or, le colon européen, ou *a fortiori* le si prisé colon allemand, n'aurait pas accepté cette tâche, et d'autre part l'introduction de coolies asiatiques avait échoué lorsqu'on avait cru pouvoir en faire des serfs sur la côte péruvienne. Enfin, le péon ou le "patron" du "caucho", habitué à une vie d'aventure brutale et de nomadisme, n'acceptait pas de se reconvertir en sédentaire, appliqué à un labeur routinier, au gain forcément limité. Pour lui, cela aurait signifié la fin d'un mode de vie, d'une errance acceptée avec ses moments de folie dans le défoulement, la fin aussi de sa liberté apparente et l'abandon du machisme propre à son statut.

En 1913, alors que la crise commence à battre son plein, le colonel Portillo, qui fut aussi un préfet marquant et dynamique de Loreto avant de devenir directeur du Département des Travaux publics, puis ministre, rejoint les points de vue précédents. Il constate que la chute des cours "a provoqué la décadence de l'industrie monoproductrice de la région" et menace les projets de voies ferrées... Prenant exemple sur la situation des rios Tahuamanu, Muymamu et Alto Piedras, de la région du Madre de Dios qu'il a visitée (18), il constate que si le "caucho", qui y est exploité depuis peu, reste encore abondant, il est déjà épuisé sur les fleuves Madre de Dios, Manu, Amigos et le Bas-rio Piedras. Seuls subsistent, en tenant compte des cessions territoriales de zones riches en "jefe fino" que le Pérou a consenties à la Bolivie, des gisements exploités à petite échelle sur

les rios Manuripi, Muymayu, Tahuamanu et Acre, qui donnent d'ailleurs de très bons rendements et bénéficient de cours restant élevés. Lui aussi préconise comme unique solution l'encouragement public aux plantations, et constate que l'agriculture reste rudimentaire alors que ses possibilités sont très larges mais : "*..le caucho obsède les esprits !*", déplore-t-il.

La dénonciation des procédés de la profession peut paraître quelque peu tardive car elle survient alors que d'une part la crise est pratiquement là, et que d'autre part la profession s'est fait aussi de sérieux ennemis par ses procédés inhumains, son arrogance, sa pratique de se mettre au-dessus des lois en imposant sa propre loi au bout de la Winchester ! Aussi, la crise permet-elle à ceux-là de régler enfin leur compte.

En fait, les textes montrent, si on fait abstraction de "l'absolution patriotique" donnée longtemps par les plus hautes autorités aux agissements des "*caucheros*", les quelques tares profondes qui ont vicié le système d'exploitation du caoutchouc, et ce, depuis l'origine.

### **Le prix d'une économie de pure prédation**

Le premier prix payé fut celui de la concurrence féroce qui crut trouver une échappatoire bénéfique en constituant des territoires d'exploitation à monopole absolu, donc fermés et échappant aux règles de la libre concurrence, et surtout aux contrôles que les fonctionnaires péruviens auraient pu être tentés d'y faire. Certes, diplomates, militaires et milieux politiques de Lima avaient cru trouver là une solution aux problèmes des frontières contestées et vides de présence effective, et ce à la grande satisfaction du lobby de la gomme d'Iquitos et des intérêts économiques extérieurs qui le sous-tendaient.

Parade qui opposait donc "un front caoutchoutier" aux ambitions territoriales des voisins, mais oubliait que, de par sa nature, le caoutchouc n'assurait qu'un colmatage frontalier limité dans le temps car condamné à la mobilité, les zones à caoutchouc étant, par définition, aurait pu écrire Alphonse Allais, élastiques...!

Tout aussi grave fut la pratique d'utilisation de la main-d'oeuvre nécessaire à l'exploitation. Un rapport de Von Hassel de 1902 (19) sur la région du fleuve Putumayo, vaste d'une superficie de 67.500 km<sup>2</sup>, permet à l'auteur de constater l'importance des ressources en "*jebe fino et jebe bravo*" (ou Wack fine), à peine exploitées, avec 675.000 "*estradas*" estimées (soit plus de 7 millions d'hectares !). Or, cette région ne compte qu'à peine "300 civilisés" et 30 à 40.000 Indiens sauvages des tribus Yahuas, Ticunas, Muraes, Huitotos, Mirañas et Orejones. Ils sont la seule main-d'oeuvre disponible et, sous les injonctions de leurs "patrons", ils coupent au plus vite tous les arbres. Ainsi, à terme, l'avenir même de cette richesse non renouvelable est compromis. Les chiffres cités sont un bon exemple d'un type presque caricatural d'écroulement systématique d'une ressource sur un territoire vacant et à très basse démographie - 0,5 au km<sup>2</sup> si l'on en croit les chiffres de l'ingénieur Von Hassel - quasiment mis en coupe réglée, et où il n'y a eu aucune politique de "construction territoriale" pour parler en termes de géographie spatiale. Ce type

d'entreprise permet d'augurer de ses conséquences, en ce qui concerne les pratiques d'utilisation de cette main-d'oeuvre dite "de sauvages", la seule disponible ici... En effet, cette région du Putumayo était en train de passer sous l'emprise de "la Maison Arana", qui devait devenir tristement célèbre à partir de 1908-10 avec l'éclatement des "scandales du Putumayo", et il est clair que, de plus ingénieur de l'Etat, Von Hassel a dû être tenu au devoir de réserve !

Il apparaît ainsi, qu'après une génération de fonctionnement, le système de travail comme de recrutement de la main-d'oeuvre va trouver ses limites avec l'éclatement d'une série de crises locales qui mettront à nu ses contradictions. Parmi les causes majeures expliquant cette crise, on peut citer en premier lieu la dégradation des conditions de vie et de travail liée à la raréfaction des hévéas ; en effet, malgré cette disparition progressive, prédominera le souci de conserver les rendements anciens et donc imposera un accroissement du travail. Ensuite, le transfert de l'activité vers les zones marginales et dangereuses de l'Ucayali et du Madre de Dios, les difficultés de ravitaillement qui en résultèrent, l'insalubrité marquée de ce nouveau milieu et les vigoureuses résistances indiennes, feront que la belle époque de la collecte sur l'Amazone et ses affluents sera bien vite regrettée.

En 1909, une grève de tonalité insurrectionnelle, accompagnée de violences et incendies, éclatera dans certaines "barracas" de la région Madre de Dios-Ucayali ; lassés d'une exploitation aggravée et de l'obligation nouvelle de faire loin des rios du portage de charges à dos d'homme, péons et Indiens "caucheros" vont s'insurger. En 1911, de nouveaux troubles éclatent, suscités par l'absence d'alimentation autre que les bananes.

En 1913, c'est une révolte générale des Indiens Guarayos qui survient, alors que pourtant existaient jusqu'ici des rapports d'échanges, et même des achats de captifs avec eux, note Flores Marin (20). Après la mort de quatre travailleurs et l'enlèvement de femmes et d'enfants par les Indiens, c'est l'abandon des "gomales" isolés et indéfendables, les péons refusant de continuer à travailler, d'autant plus que les cours sont en chute libre et, donc, les bénéfices escomptés ont fondu. Notons que la situation empirera encore, puisqu'en 1916 ce sont les Indiens Mashcos du rio Colorado qui se soulèveront à leur tour ; là aussi, les "caucheros" devront fuir les rios Piedras, Manu et Haut-Madre de Dios. D'ailleurs depuis 1914, la région du Madre de Dios était atteinte de plein fouet à son tour par la récession, aussi les compagnies se retiraient ou passaient au Brésil ou en Bolivie. Seule demeurera la "Casa Rodriguez" qui associait les Indiens et leurs familles à ses "gomales" du Tahuamanu et de l'Acre.

Il est évident, donc, que les limites du possible avaient été atteintes, qu'il s'agisse des réserves de gommés restant à exploiter ou de l'acceptation par les péons de conditions souvent écrasantes de vie et de travail, ou de la capacité à endurer des Indiens, traités en esclaves et dépouillés de leurs territoires comme de leurs femmes et enfants.

Ainsi, c'est le système amazonien, lui-même, d'exploitation forcenée du caoutchouc qui, après s'être grippé, soudain entrait dans une crise de dépérissement profond.



## La fin du monopole amazonien

R. Santos, qui a analysé le marché du caoutchouc, note que, sur une période d'une cinquantaine d'années de 1866 à 1920, l'instabilité a été la règle et qu'on peut y distinguer trois phases (21).

La première phase, de 1866 à 1888, est caractérisée par une ascension régulière mais modérée des cours. La seconde période s'étend de 1889 à 1910, elle correspond à une forte accélération des cours, liée à de fortes variations et fluctuations pouvant être brutales certaines années. C'est dans cette conjoncture d'emballement que se développe la production de l'Orient péruvien, expliquant la rapidité et la démesure de l'exploitation ramenée à la prédation.

La phase terminale à partir de 1910 est celle de la décrue, suivie d'un déclin brutal et d'un abandon souvent définitif de l'activité, alors qu'au Brésil ou en Bolivie, les mêmes effets subits de la crise n'empêcheront pas, à partir de 1920, le passage à une période de récupération du "*caucho*". Celle-ci par contre sera beaucoup moins sensible dans l'Orient péruvien où l'activité semble avoir été en quelque sorte foudroyée en 1910, et s'avèrera incapable d'une reprise notable ensuite.

La mesure de ces trois phases, en ce qui concerne l'évolution des cours, permet mieux de prendre en compte l'ampleur de cette période de boom du "*caucho*". Ainsi de 1866 à 1888, les cours varieront en moyenne de 1,6 milreis (monnaie de compte du Brésil à l'époque) à 2,8. De 1889 à 1910, on passe de 2,9 à 7,9 milreis, soit, en vingt et un ans, une croissance de 272 % ! Mais de 1910 à 1920, les cours chutent de la cotation maximale de 10 milreis à 2,4 !

Comment s'explique au niveau des mécanismes internationaux, cette situation ? R. Santos fait état des spéculations conduites, à partir de 1878, par un "syndicat" tout à fait occulte du caoutchouc et aussi du rôle joué dans ce cénacle par le baron portugais, Vianna de Gondoritz. Ce dernier s'efforça de monopoliser le marché, en constituant des stocks de produits caoutchoutiers conservés pour des manoeuvres spéculatives, grâce à une politique de cours artificiellement élevés. Il faut évoquer aussi les complexes manoeuvres de grandes sociétés, comme la U.S Rubber C<sup>o</sup>, qui tenta de monopoliser le caoutchouc amazonien. Enfin, il faut prendre en compte la stratégie du grand capitalisme international ; celui-ci avait investi depuis longtemps dans la formation de vastes plantations coloniales en Asie du Sud ; celles-ci commencèrent à produire dans des conditions optimales de transport, main-d'oeuvre et qualité, à partir de 1905, commençant ainsi à rembourser les actionnaires et les prêts consentis. De plus, le caoutchouc synthétique fut découvert ! Ainsi le monde industriel se trouvait désormais à l'abri d'une pénurie ou des vicissitudes du marché de l'Amazonie.

Pour pallier à ce désastre imminent, Annibal Maurtua proposa dès 1911, de faire d'Iquitos un port franc pour contrebalancer les productions asiatiques. Ainsi l'année 1910, avec le début brutal de la chute des cours du "*caucho*" amazonien, marque une date capitale dans l'évolution de l'Amazonie. C'est un butoir économique et humain, politique aussi, marquant la fin des grandes ambitions des Etats andins en

Amazonie comme leur espoir de voir leurs fragiles finances rester soutenues par l'exploitation du bassin de l'Amazone qu'ils se disputaient allégrement par ailleurs. L'Orient du Pérou, laissé en état de vacance par l'autorité publique, et manquant d'infrastructures fonctionnelles de souveraineté, s'était avéré incapable de maîtriser les réseaux d'activité exploitant ses ressources et ainsi en payait singulièrement cher le prix.

Comme le note G. Pennano (22), 1911, qui est ici le terme de notre étude, fut aussi pour l'Orient du Pérou l'année tragique par excellence avec un début de guerre avec l'Equateur et le retour de la fièvre jaune ramenée, comme l'écrira Mario Vargas Llosa, de cette "...guerre de fin du monde...", enfin le "caucho", l'unique ressource, plongeait vers ses cours les plus bas.

Tous les témoignages sont clairs, le caoutchouc s'épuise, partout. Seule l'exploitation des zones vierges, jusqu'à la proche disparition de leurs réserves fixée vers 1915-20, au rythme de l'exploitation de l'époque, put maintenir l'illusion que les forêts inexplorées disposaient d'une richesse illimitée en caoutchouc à découvrir. Aussi, l'effondrement des cours à partir de 1911, permis par l'arrivée des productions asiatiques mises patiemment en place à partir de 1900, sonne le glas irrémédiable de cette terrible aventure humaine. Cependant, même si les cours s'étaient maintenus, de toute façon la fin des réserves était proche, les limites des frontières internationales nouvelles atteintes, enfin la main-d'oeuvre était aussi excédée par les abus et l'opinion lasse des scandales.

Le système était donc, de toute façon, atteint d'entropie...

### Notes bibliographiques :

(1) cf. Bowman, I., *Los Andes del Sur del Perú*. 1910. Traduit de : "*The Andes of the Southern Peru*". 1910. La Colmena, éditeur. 267 p. Lima. 1936.

(2) cf. Anonyme (Un religioso), *Pasado y presente del Ucayali por uno de los sacerdotes de la misión*. LYC. T. 18. p. 205-219. Lima. 1906.

(3) cf. Villanueva, S. P., *Las fronteras de Loreto*. BSGL. T. 12. p. 361-443. Lima. 1902.

(4) cf. Plane, A., *L'Amazonie*. Plon. 280 p. Paris. 1903.

(5) cf. Von Hassel, G., *Estudios de los varaderos de los ríos Purús, Yurua y Manu*. LYC. T. 4. p. 209. Lima. 1902.

(6) cf. Ordinaire, O., *Del Pacífico al Atlántico*. Monumenta Amazonica. C.E.T.A.-I.F.E.A. Traduit du : *Du Pacifique à l'Atlantique*. 238 p. Lima. 1988.

(7) cf. Fry, C., *Los ríos peruanos navegables*. T. 1, 127 p. et T. 2, 105 p. Imprenta Benito Gil. Lima. 1889.

(8) cf. Cariat, F., *Región selvática del Madre de Dios*. S.E. 50 p.

(9) cf. Montani, A., *Seis meses en el Madre de Dios*. S.E. 31 p.

(10) cf. Fuentes, H., *Memoria del prefecto de Loreto*. LYC. T. 16. p. 41-63. Lima. 1906.

(11) cf. Delboy, L., *La navegación a vapor en la región hidrográfica del Madre de Dios y de sus tributarios mayores, Tambopata, Manu y Piedras*. BSGL. T. 17. p. 27-47. Lima. 1912.

(12) cf. Wavrin (de), *Au centre de l'Amérique du Sud*. P. Roger, éditeur. 282 p.

Paris. 1924.

(13) cf. Stiglich, G., *Informe del teniente a la Junta Fluvial. Viajes a los ríos Paachitea, Bajo-Ucayali, Amazonas, Alto-Ucayali i Urubamba*. LYC. T. 4. p. 272-367. Lima. 1904.

(14) cf. Von Hassel, G., *Ligeros apuntes sobre nuestras regiones limitrofes*. BSGL. T. 13. p. 462-473. Lima. 1903.

(15) cf. *Viaje sobre el Putumayo del comisario de la Junta Fluvial*. LYC. T.17 p. 502. Lima. 1901.

(16) cf. Von Hassel, G., *Rio alto Madre de Dios y Paucartambo*. BSGL T.13, p. 288-310. Lima 1905.

(17) cf. Kerbey, A., *Paso del Pongo de Manseriche*. BSGL. T. 17. Lima.

(18) cf. Portillo, P. (cln), *Memoria sobre el departamento del Madre de Dios*. BSGL. Tiré à part. 89 p. Lima. 1914.

(19) cf. Von Hassel, G., *Informe de la exploración practicada en los varaderos del río Putumayo*. LYC. T. 4. p. 106. Lima. 1902.

(20) cf. Flores Marín, J. A., *La explotación del "caucho" en el Perú*. Concytec. 219 p. Lima. 1987.

(21) cf. Santos, R., *Historia económica da Amazonia. 1800-1920*. Queiros, éditeur. 358 p. Rio. 1987.

(22) cf. Pennano, G., *La economía del "caucho"*. CETA. 264 p. Iq. 1988.

## V - LES CONFLITS DES CONFINS SANS BORNES

Les tensions frontalières, nous l'avons vu, sont nées dans le prolongement politique et international des indépendances en chaîne des pays hispaniques d'Amérique du Sud. Longtemps larvées, elles vont s'envenimer et provoquer des crises graves, à partir du moment où l'intérêt pour la région amazonienne se manifesterait. L'ouverture au trafic à vapeur du bassin concrétisera un premier intérêt que le Brésil, et plus subsidiairement le Pérou, si l'on prend en compte ses moyens réels, manifesteront, en s'attribuant à partir de 1853 le privilège de navigation, au grand dam de leurs voisins, surtout colombien et plus secondairement équatorien. Il était évident que le développement de la collecte du caoutchouc, puis son extension à toute la région, allaient rallumer les revendications frontalières ; la politique étrangère propre à chacun des Etats andins devait privilégier leur souci de s'attribuer d'abord, et se faire reconnaître ensuite, la possession en droit international de la plus vaste surface possible de territoire amazonien disposant de fortes ressources en hévéa.

Le caoutchouc était ainsi, de par sa nature, porteur des germes de conflits ultérieurs. En effet il avait, du fait de sa mobilité, une emprise spatiale débordant largement, de par son propre mouvement de course vers l'avant, les frontières en pointillés et contestées, comme celles délimitées mais restées vacantes. Une autre condition de l'exploitation du produit était la mainmise sur les tribus fournisseuses de main-d'oeuvre ; or celles-ci étaient souvent nomades ou étalées sur des territoires naturels débordant des frontières officielles ou tacitement admises.

L'exploitation du caoutchouc enfin, c'était aussi la recherche des artères fluviales porteuses du trafic vers l'Atlantique, économisant les portages et les détours vers l'Amazone, d'où l'aspect stratégique pris par certains fleuves qui coupaient au plus court vers l'océan. Enfin, il y avait les revenus : ceux découlant de la collecte, avec les taxes douanières et les droits de navigation relevant du pouvoir fiscal des Etats, alimentant ainsi de ressources nouvelles, parfois importantes, touchant la sortie du produit, et ceux générés par les importations de vivres, alcools, biens de consommation et outils nécessaires aux fronts pionniers. Là encore, la souveraineté des Etats était au premier plan. Ajoutons à ces éléments le jeu complexe des intérêts internationaux, les ambitions plus ou moins avouées de certains Etats étrangers et de groupes de pression économique qui contribueront eux aussi, directement ou indirectement, à grossir et dramatiser dans certains cas, le problème des frontières amazoniennes.

Par-delà le débat bien connu entre les divers pays riverains, et que nous avons rappelé antérieurement, débat qui ressort pour une grande part d'un argumentaire complexe et irréaliste car basé souvent sur des notions géographiques périmées étant donné les progrès de l'exploration, il y eut aussi la pratique diplomatique développée par certains Etats, et liée d'abord à l'atteinte d'intérêts immédiats souvent opportunistes. Les prétentions territoriales furent alors justifiées à partir d'une "reconstruction" des informations d'archives et autorisèrent alors une révision historique controversée, ainsi que le fameux "Protocole Mosquera-Pedemonte" revendiqué par l'Equateur en produit un exemple

probant et polémique....

Il résulta de ces tensions des incidents armés qui dégénérent parfois en conflits limités. Ceux-ci naquirent de deux types de situation :

- Dans le premier des cas, il y eut chez tous les acteurs engagés, un souci de déborder de leurs positions et d'occuper avec droits ou sans droits, les zones qu'ils revendiquaient.

- L'autre politique, plus subtile, fut d'installer d'abord des postes douaniers sur certains points de transit, et d'arguer qu'ils étaient preuves de souveraineté.

De ces deux attitudes naquirent en général la plupart des incidents plus ou moins graves de l'époque.

### **L'occupation crée le droit**

Le Pérou paraissait s'être préoccupé très tôt de contrôler ses frontières, puisque un décret de 1846 stipulait la mise en place de postes frontières avec l'Equateur et le Brésil.

En 1849, c'est un passeport qui sera exigé des Brésiliens : on leur reprochait en effet d'enlever les Indiens, mais aussi leur mauvaise conduite commerciale, car ils s'installaient sans patente et autorisation sur les rios et y exploitaient la salsepareille, les cires, le poisson salé et la graisse de lamantin, produits qu'ils exportaient sans les déclarer. Enfin, on leur faisait grief de leur manque de respect de l'autorité péruvienne, qu'elle soit civile ou missionnaire. De nombreux petits incidents (1) émailleront ainsi la chronique connue du bassin amazonien du Pérou, toutefois nombreux furent ceux restés inconnus officiellement, faute pendant longtemps d'autorité pour les enregistrer ! Situation durable avec l'absence d'un réseau administratif disposant de moyens de contrôle, et qui fut facilitée par la corruption des quelques fonctionnaires existants. Aussi, avec l'extension géographique de la collecte du caoutchouc, l'Oriente péruvien s'avéra incapable de contrôler ses frontières, faute de police, de postes militaires comme de douanes. Il en résulta que dans de nombreuses zones marginales les éléments aventuriers, aux pratiques illégales comme aux moeurs relâchées, y régnèrent en maîtres et ce pendant longtemps, voire s'érigèrent en contre-pouvoir de fait, puissants, incontrôlés et sans aucun respect des lois des pays limitrophes. Ainsi ces confins liés à la collecte du "*caucho*" étaient mouvants, se déplaçant en fonction de la présence du caoutchouc, rendant ainsi encore plus aléatoire un quelconque encadrement administratif.

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle, l'Etat péruvien comme la Bolivie, et moins nettement le Brésil ou la Colombie, se trouvèrent confrontés aux problèmes des zones échappant à toute autorité. Il ne pouvait découler de cette situation que des troubles, des pratiques attentatoires au droit des gens et surtout pour l'époque, au droit international.



A titre d'exemple de cette situation générale, notons en 1901, la réaction du Commissaire Fluvial péruvien après une tournée sur le Putumayo (2) où celui-ci a constaté que *"la corruption règne, elle est le propre de nombreux Blancs dont les rivalités leur font commettre de nombreux crimes qui restent impunis faute d'autorité présente"*. Il a noté aussi l'agitation antipéruvienne créée par des Colombiens et des Brésiliens travaillant dans la région

### *Incidents chroniques avec Quito*

Dès 1855, Von Hassel (3) signale qu'il y eut du côté péruvien une tentative de coloniser les zones frontalières avec des colons pris à Moyobamba et Chachapoyas. Ainsi 60 familles furent installées sur le rio Napo, expérience qui ne donna aucun résultat, semble-t-il.

Aussi considère-t-il que c'est la recherche du *"caucho"* qui a réveillé les problèmes des limites frontalières et les rivalités commerciales entre le Pérou et l'Equateur. Il note l'existence d'une carte, publiée à Londres par Larrabure y Correa et Unanue, qui dessine une frontière de l'Equateur qui suit les Andes. Cette représentation confirme la thèse extrémiste péruvienne qui réduisait ce dernier pays à sa seule aire andine, le privant ainsi de son piémont amazonien comme de tout débouché permettant la navigation sur le bassin de l'Amazonie. Lors d'une tournée dans la région d'Aguarico, Von Hassel put, en 1903, constater la présence d'un détachement militaire équatorien de 40 hommes, à l'entrée du Napo, mais aussi d'un préfet et d'un embryon d'administration en place.

Le problème des frontières entre les deux pays restera pendant jusqu'en 1942, date d'une nouvelle délimitation définitive, en termes de droit international au moins, avec le Protocole de Rio.

Celui-ci fut imposé après une guerre qui vit la victoire du Pérou et confirma le triomphe de la thèse péruvienne ancienne ; celle-ci ne laissait à l'Equateur que la partie non navigable des rios descendant des Andes. Ce tracé frontalier, idéal pour le Pérou, figurait déjà en 1904 sur les cartes anciennes (3) de délimitation du préfet-colonel Portillo !

### *Les rivalités du Purús, Yurua et Yavari*

Dans la région d'intérêt économique majeur que représenta pour l'exploitation du caoutchouc le cours du Purús, il y eut une lutte d'abord larvée entre les Péruviens et les Brésiliens, à partir de 1900. Aussi Villanueva (4), dès 1902, recommandait que le Pérou s'assure de l'occupation rapide du rio Moa, un affluent du Yurua, car *"...sur les terres vierges, seul compte le droit du premier occupant"*.

En effet, le Brésil déployait dans la région une intense activité pour fonder juridiquement sa présence, cela en créant des précédents qui ensuite feraient jurisprudence et fonderaient sa souveraineté. Il y avait par exemple, les tournées fiscales qui collectaient des taxes pour les communes brésiliennes auxquelles étaient rattachées les zones contestées. Au point de vue foncier, le Brésil jouait aussi habilement. En effet, il distribuait aux demandeurs et avec générosité, de nombreuses concessions foncières pour exploiter la gomme, alors que les Péruviens, eux,

négligeaient de le faire. Ces concessions, ainsi, recoupaient contradictoirement les terrains où travaillaient les Péruviens mais eux, sans titres, et créaient ainsi de prétendus droits qui avaient l'avantage de présenter une façade juridique, face à l'absence de droits attestés des Péruviens ! Affaire plus grave encore, malgré l'accord de navigation et commerce de 1891, dit Soane-Chermont, les navires péruviens n'avaient toujours pas le droit de naviguer sur les eaux des fleuves brésiliens.

Aussi le seul palliatif pour eux était de prendre le pavillon de ce pays, mais en tombant ainsi sous le coup de ses lois et donc en perdant certains avantages ou privilèges du traité passé.

### *Les confins indéfinis avec la Bolivie*

L. Delboy, en 1911 (5), déplorera cette infériorité navale du Pérou pour maîtriser les rios de la région du Madre de Dios sur lesquels, de 1896 à 1911, il ne circulait que neuf navires, tous appartenant à de grandes sociétés ou entreprises du caoutchouc, tous souffrant de problèmes d'entretien ; aussi proposera-t-il, à l'instar de la Bolivie à Riberalta dans le Haut-Beni, de construire un chantier naval à Puerto Maldonado et d'y baser six canonnières, afin d'asseoir une police effective des rios et un contrôle des navires du pays voisin, la Bolivie.

La région du Madre de Dios fut une de celles où le flou des frontières fut habilement utilisé par les "*caucheros*" péruviens et surtout boliviens. Le décès de C. Fitzcarrald qui avait reconnu ces régions et commencé à s'y établir par "*le fer et le feu*" contre les tribus résistantes, laissa du côté péruvien la place vacante. Celle-ci fut très vite occupée, en l'absence de frontières autres que théoriques, par les poussées des Boliviens où parmi eux se distinguait la fameuse "Casa Nicolas Suarez et Frères", dont le moins qu'on puisse dire, est qu'elle ne manquait ni d'ambitions ni d'une farouche volonté d'implantation.

N. Suarez introduisit ses hommes bien armés, créa de nombreuses "*barracas*" là où se trouvait le caoutchouc. Il fut aidé d'abord par La Paz, en quête d'une politique amazonienne et de moyens locaux pouvant la soutenir, puis la Bolivie se mit quelque peu à la remorque de ce brillant homme d'affaires, "roi du caoutchouc" de l'Orient. Elle l'aida à amener des vapeurs du Madeira, sur la région haute de l'Acre et du Madre de Dios, où il établit rapidement son influence et son exploitation des riches ressources en caoutchouc, action étayée par la mise en place de pistes, de postes administratifs, puis de douanes et de fortins.

Le Pérou réalisa un peu tard l'importance de cette occupation "spontanée-organisée" et la dépossession territoriale qu'elle signifiait par rapport à ses prétentions dans la région, ainsi que la richesse économique, sans équivalent ailleurs, qui lui échappait avec les "*gomales*" de l'Acre, surtout, comme de ceux du bassin du Madre de Dios.

Portillo précise qu'en 1914 il devait, en tant que ministre du "Fomento" (ou des Travaux Publics), rencontrer une délégation bolivienne comprenant des délégués de la Casa Suarez, ceci afin de régler les problèmes des délimitations de propriétés boliviennes qui se retrouvaient placées par la nouvelle ligne frontière dans le territoire péruvien. Mais celle-ci ne se présenta pas ; néanmoins en 1921, la carte que fit dresser N.



Suarez des "gomales" du Nord-Beni, et que nous avons retrouvée à Guyaramerin, mentionnait toujours ces propriétés en litige.

Toute la zone du Nord-Beni et les régions avoisinantes furent ainsi l'objet de contestations et d'incidents, sous prétexte de délimitation des frontières et des explorations nécessaires à cet effet. En vérité, le vrai motif était d'abord la collecte du caoutchouc. Notons que de ces courses au "caucho" et de la concurrence entre équipes, résulta la rencontre de "caucheros" venus de Bolivie, du Pérou et du Brésil, dans la région marginale du petit rio Yaverija, à l'extrême nord-ouest du Bas-Acre. Un point frontière commun aux trois pays y fut institué dans le hameau qui s'y trouvait, et qui fut rebaptisé Bolpebra, soit BOLivie-PERou-BRASIL !

Villanueva, se basant sur l'*Uti Possidetis*, reprend la thèse des droits historiques du Pérou face à la Bolivie, mais constate que ceux-ci ont été trahis en 1867 par le traité signé par le dictateur-président Melgarejo (6) et le Brésil, ce dernier reconnaissant 50.000 km<sup>2</sup> de territoire contesté et revendiqué par le Pérou, à la Bolivie. Ce dernier pays devait entreprendre, à la fin du siècle, une politique expansionniste vigoureuse ainsi qu'en témoigne, en 1896, l'incursion d'une colonne du général Pando avec ingénieurs et soldats, dans la province de Sandia à proximité de Cusco ! Pando fut aussi un des protagonistes avec M.V. Ballivian de la création du Territoire des Colonies du Nord-Ouest ou Pando actuel et du Territoire de l'Acre, marquant ainsi le souci de la Bolivie de s'imposer en tant que puissance amazonienne.

L'enjeu de ce litige frontalier durable n'était pas vain. Il mettait en cause la puissante et conquérante "Maison Suarez", les intérêts brésiliens comme ceux du Pérou, tous liés à l'exploitation du caoutchouc ; ainsi, selon Portillo, les Suarez tiraient 2.000 tonnes de caoutchouc des "extensions" de "gomales" qu'ils avaient indûment occupées et 500 tonnes de celles qu'ils réussirent à conserver par le rectificatif de limites, consenti en 1912 par le Pérou à la Bolivie !

Ainsi la pression sur les frontières, portée à son maximum par la course au caoutchouc, eut comme conséquence d'ouvrir au trafic même les régions les plus marginales et inhospitalières, mais aussi de relancer sur un mode belliqueux, le débat sur les frontières non délimitées. Pour le Pérou, ce fut la fin d'une longue illusion, celle d'imposer son interprétation quelque peu flexible par ailleurs dans le temps, et variable en fonction de la puissance de ses interlocuteurs respectifs, du vénérable et quelque peu dévalué concept d'*Uti Possidetis*. Finalement Lima dut, bon gré mal gré, s'incliner devant le droit du plus fort, face au Brésil, se contenter d'un compromis plus favorable avec la Bolivie et se résigner à un *modus vivendi* instable avec l'Equateur ; enfin le Pérou se résignera en 1920, à consentir un arrangement très en retrait sur ses prétentions devant les revendications colombiennes, mais le caoutchouc était plongé dans la crise.

Le droit d'occupation avait ainsi primé sur le vieux droit impérial espagnol, et évincé les prétentions péruviennes à un héritage amazonien global quelque peu théorique, mettant ainsi fin au dessein secret de conserver les limites idéales de la Vice-Royauté de Lima.

## Les zizanies fiscales et douanières

Un autre aspect tardif mais important du processus d'affrontement frontalier, fut la volonté des Etats riverains de posséder un contrôle direct et effectif sur la manne caoutchoutière. Celle-ci était à leur portée sur les rios de sortie du produit vers le Brésil, pays qui en fut le seul grand bénéficiaire pendant longtemps.

Villanueva notait qu'en 1892 les droits de douane péruviens étaient de 4 % seulement, mais que ceux du Brésil se situaient à hauteur de 23 %, et pour la Bolivie, atteignaient 15 %. Ces différences de taxation jouaient ainsi défavorablement pour les productions des pays voisins, d'où l'ampleur de l'évasion fiscale. Aussi cela expliquait, pour lui, un autre motif de la mainmise brésilienne sur le Bas-Yurua en lui permettant l'accès aux riches "*gomales*" très peuplés, occupés par les Péruviens qui importaient pour leurs "*barracas*" beaucoup de produits, d'alcool et d'outils. D'ailleurs dans cette région, ce furent les problèmes douaniers, les taxes abusives perçues par le Brésil et la discrimination pour le régime des transports fluviaux, qui aboutirent aux incidents graves de 1903-04 contre la douane péruvienne dont le Brésil récusait la mise en place.

Sur l'Acre, la compétition, à côté du contrôle des riches "*gomales*", visait aussi pour l'Etat brésilien d'Amazone, la perception des copieuses redevances douanières que payaient les "*caucheros*" pour sortir leur produit ou importer leur ravitaillement. A. Walle (7) considérait en 1908, qu'en plus des 14.000 tonnes de caoutchouc exportées de la région, soit le tiers de la production brésilienne, la douane avait rapporté 9 millions de francs de revenus. Or, le Brésil avait indemnisé pour 50 millions de francs la Bolivie, pour la cession de ce vaste territoire de 200.000 km<sup>2</sup> en 1903 !

Ces richesses expliquent pourquoi l'Etat d'Amazone prit sur lui de mettre devant le fait accompli Rio, cela en poussant certains groupes d'intérêts à provoquer la scission de ce territoire et ce d'autant plus que la Bolivie n'y avait guère assuré son ancrage administratif. Mais, après avoir annexé la région, Rio en fit un territoire fédéral, mesure qui ainsi enlevait à l'Etat d'Amazone les revenus douaniers tant convoités !

Le colonel Portillo (8) en 1913 enregistrait, avec consternation, l'évasion fiscale qui affectait les ressources du Pérou et des douanes qu'il venait d'installer sur les rios Acre, Tahuamanu, Manuripe et Heath. L'évasion fiscale était avérée par le retour des biens importés, achetés avec le produit de la vente du caoutchouc et dont la valeur excédait largement celles des sorties du caoutchouc déclarées en douane ! Mais il dénonçait aussi la douane bolivienne de Cobija (capitale du Pando actuel), qui taxait indûment les produits venant du Pérou, ce qui favorisait la fraude et la clandestinité et gênait le commerce du fait des retards imposés par les sourcilieux douaniers. Il en résultait qu'une partie de la production du "*caucho*" sortait clandestinement, puis s'enregistrait comme production bolivienne.

Aussi proposait-il un traité de commerce entre les deux pays, pour qu'enfin La Paz reconnaisse les douanes péruviennes.

## Les incidents armés : le pis-aller de zones neutres

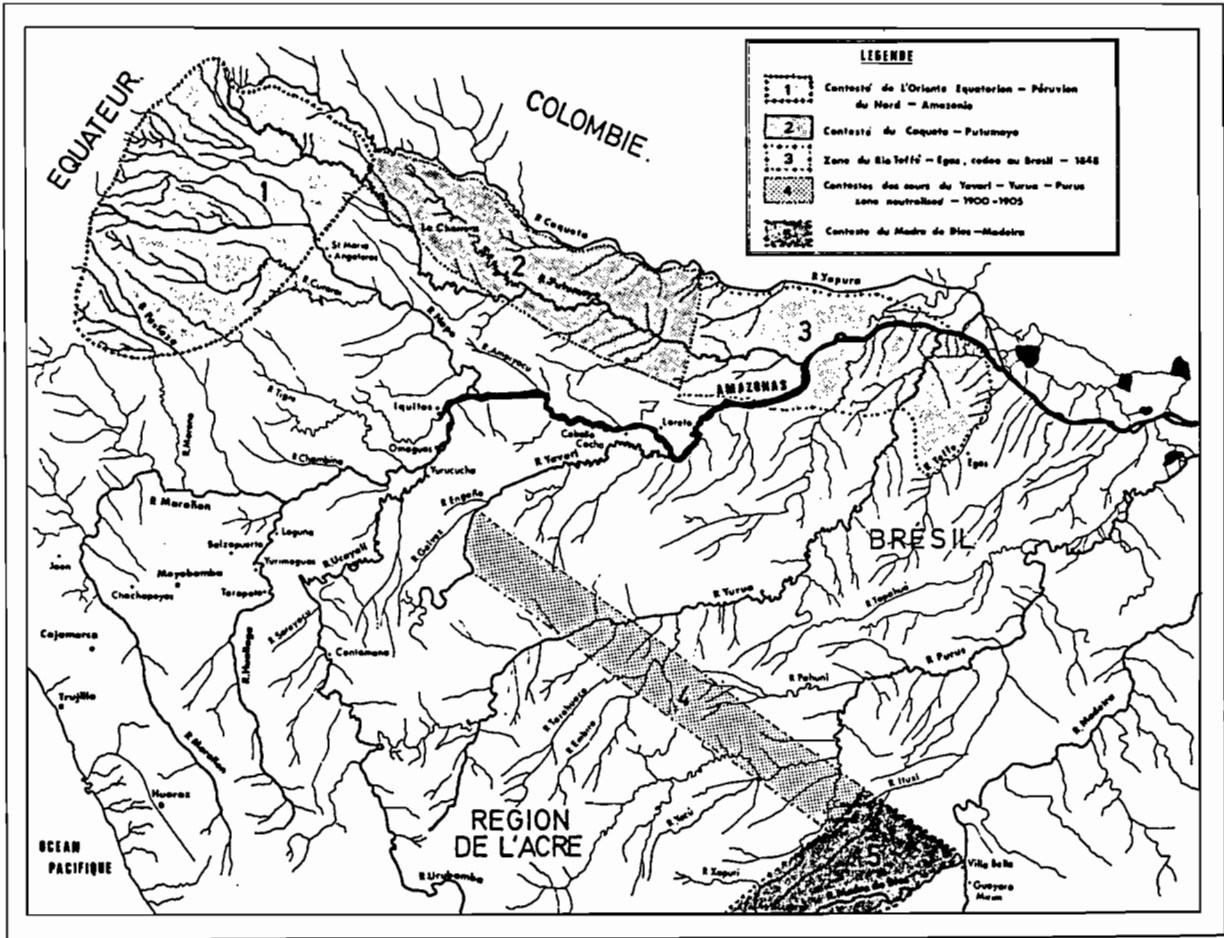
Portillo, qui fut préfet de Loreto et remercié à cause des incidents qui éclatèrent en 1903 et 1904, entre des éléments militaires équatoriens et péruviens, à Aguarico, puis à Torres Causano d'où il refusa d'évacuer les troupes péruviennes malgré l'ordre de Lima, affirme que le Pérou admettait tacitement l'existence d'une zone tampon neutre dans la région du rio Coca, par crainte d'une entente entre l'Equateur et la Colombie contre le Pérou. Bien qu'aucun document diplomatique péruvien ne corrobore clairement cette thèse, elle apparaît comme des plus vraisemblables ; elle explique l'état de friche spatiale et de vacance de souveraineté, qui dura près d'un siècle, sur le Haut-Marañon et le bassin des fleuves Santiago, Pastaza, Morona et Nieva et qui formèrent une sorte d'hinterland, occupé par les seules tribus Jivaros.

Sur le Purús et le Yurua, s'étendait une zone clé pour l'exploitation du caoutchouc, d'abord longtemps disputée par les seuls "caucheros" péruviens et brésiliens ; ils y avaient, aussi, fort à redouter avec les redoutables tribus indiennes qui interdisaient l'entrée de leurs territoires à quiconque, y compris les missions militaires de délimitation et d'exploration du Pérou et du Brésil qui y subirent des embuscades sanglantes. Puis, avec les incidents réguliers entre "caucheros" qui émaillaient la vie de ces réduits quasi hors de toute loi, les autorités, d'abord brésiliennes et ensuite péruviennes, tentèrent d'y intervenir.

Cela ne fit qu'aggraver la situation, chacun ayant recours à son gouvernement. Malentendus puis incidents dégénèrent en affrontements ainsi que les évoque Portillo (9), avec les attaques armées d'éléments irréguliers brésiliens, qui mirent à sac les "barracas" du Yurua et du Purús, puis enfin, prirent d'assaut le commissariat péruvien du rio Amuenya.

L'émotion fut d'autant plus grande à Lima (10) que le Brésil disposait, à partir de Manaus, de moyens navals et militaires respectables, ce qui n'était pas le cas du Pérou qui ne possédait à Iquitos que de quelques éléments disparates, mal armés et mal préparés à des opérations éloignées de leurs bases, et souffrant d'un manque de logistique adaptée faute de canonnières équipées. Aussi, il en résulta un *modus vivendi* provisoire, les deux pays s'accordant pour neutraliser la zone en litige et entamer la négociation d'un traité de frontière appuyé sur de nouvelles bases de délimitation géographique, mettant ainsi à l'index l'*Uti Possidetis*, un accord provisoire donc, mais très favorable aux vues de Rio.

LES GRANDES CONTESTATIONS DES FRONTIÈRES  
AMAZONIENNES, 1822-1910



Mais c'est avec la Bolivie, petit pays certes, mais décidé lui aussi à se faire reconnaître une part du butin amazonien, que Lima eut ensuite une longue série de difficultés dans la zone du Madre de Dios et de l'Acre. Le colonel Portillo (11) consigne les incidents armés, embuscades, coups de mains sur les barracas et fortins qui émaillèrent la vie de cette région de 1890 à 1910, avec la rivalité entre le "*cauchero*" péruvien Rodriguez et les Boliviens appuyés par la "*Casa Suarez*", dans l'attente du laborieux arbitrage frontalier argentin. Les Péruviens rentrèrent sur les rios Muymanu et Tahuamanu en 1909, où ils exploitèrent le caoutchouc, puis survint leur attaque victorieuse sur le fortin Abaroa, mais en poursuivant leur avance sur la "*barraca*" Illampu, ils furent, là, mis en échec (12) par les Boliviens.

Après ce grave incident d'Illampu, en 1910, les deux gouvernements s'accordèrent pour créer une zone neutre entre le poste d'Illampu et le torrent Mavila sur le rio Manuripi. En 1911, les hommes de N. Suarez envahirent la région. Les "*caucheros*" du patron péruvien Rodriguez réagirent, puis les refoulèrent, enfin rentrèrent à leur tour dans leur territoire. Mais Lima, en 1912, ordonna le repli des bandes armées de Rodriguez sur leurs positions antérieures. N. Suarez alors reprit l'offensive, construisit un fort à Fortaleza, d'où il chassa les Péruviens et en captura 27. Finalement, en 1913, La Paz ordonna le retrait de ses troupes et de ses irréguliers. Mais les revendications contradictoires des deux pays et de leurs industriels du caoutchouc subsistaient. Portillo dénonce ainsi les ramassages d'Indiens effectués par N. Suarez ; celui-ci aurait enlevé sur l'ensemble du Madre de Dios, 600 familles d'Indiens pour les emmener comme esclaves dans ses "*barracas*" ! Ainsi le lien de nature entre caoutchouc et Indiens mis en servitude, était bien démontré.

La pratique des zones tampons provisoires, créées là où les litiges prenaient une tournure grave pouvant dégénérer en conflits armés, fut la solution généralisée mais non exempte d'inconvénients, car, ainsi que le note un observateur comme Von Hassel, les Brésiliens, quand ils devaient se replier, incendiaient les "*gomales*" non épuisés derrière eux tout en emmenant aussi les Indiens disponibles ! Notons aussi, pour ces micro-conflits amazoniens se déroulant dans les zones marginales, la contrainte des distances entre les capitales et les postes avancés ; l'officier péruvien H.F. Cariat, qui donne un récit de la mission (13) qu'il mena du littoral péruvien à Riberalta, mit 38 jours pour remettre un pli urgent au délégué bolivien, Adolfo Ballivian, économisant ainsi 7 jours sur le trajet La Paz-Riberalta. Ainsi il est clair que le caoutchouc, par la durée de son exploitation, son caractère envahissant au point de vue géographique, a contribué plus que les autres facteurs habituels impliqués par les conflits frontaliers, à leur donner une importance et une acuité nouvelle.

Aussi, clore les frontières en les portant le plus loin possible, a obéi en fait, par-delà les proclamations patriotiques et nationalistes justificatrices, à viser la domination du maximum de gisements de caoutchouc, du commerce qui s'y greffait dessus, de la main-d'oeuvre nécessaire aux "*gomales*" et, "*last but not least*", a permis d'installer des postes douaniers aux recettes fructueuses alimentant les Trésors Publics.

Ces quatre objectifs expliquent, semble-t-il, la dimension prise par les affaires découlant des litiges frontaliers. D'ailleurs, en 1941, lorsque le

Pérou rentrera en guerre contre l'Equateur, derrière tous les arguments invoqués, se profilait, certes discret et occulté, un nouvel enjeu. C'était celui des gisements supposés de pétrole, existant dans les jungles contestées entre les deux pays. Celles-ci, depuis 1910, avaient retrouvé l'oubli et l'abandon, de la part de Lima comme de Quito, avec la fin du cycle caoutchoutier !

Il n'en reste pas moins que le découpage géopolitique du bassin amazonien, tel qu'il s'est instauré depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle, paraît, en termes de géographie politique, peser lourd pour le futur. L'Equateur se retrouve privé de tout débouché propre et autonome sur le bassin amazonien, et souffre, face à ses voisins, d'un profond complexe de frustration (14) quasi paranoïaque qui le pousse toujours à revendiquer "son Oriente" arraché en 1942. Il subsiste aussi, car mal délimité à l'époque, le problème du contesté frontalier de la Sierra du Condor ; or, celui-ci pourrait se rallumer facilement (15)...

La Colombie, certes, a atteint son objectif de présence directe sur l'Amazone depuis qu'elle a arraché au Pérou le triangle de Leticia. Il ne semble pas que cette opération lui ait apporté, à l'époque au moins (car aujourd'hui, c'est un des hauts lieux du narco-trafic !), une prospérité nouvelle pour l'essor économique de son Amazonie.

La Bolivie, en se battant, bec et ongles, grâce à la ténacité de la Casa Suarez, a sauvé son actuelle province du Pando et son Haut-Beni ; mais, ici aussi, ces provinces excentriques semblent plus intéresser le tout proche Brésil pour leur or d'alluvion et leurs bois, que la lointaine La Paz qui a bien du mal à relier, administrer et développer ces régions restées bien marginales et dépeuplées.

Seul le Brésil, pays continental et amazonien par excellence, à côté de sa large ouverture atlantique, semble digérer au mieux son patrimoine amazonien, immense et diversifié. Il s'efforce de l'intégrer lentement dans son espace national, tout en exerçant une forte attraction sur les régions limitrophes des pays voisins, et cela grâce aux infrastructures et liaisons qu'il a su mettre en place. D'autre part, le dynamisme de ses petits colons, de ses chercheurs d'or - très actifs et envahissants actuellement dans la réserve Ianomani de la frontière avec le Venezuela - comme de ses commerçants, l'écoute de ses radios et télévisions, le contrôle enfin exercé sur ses frontières par sa police et ses douanes, constituent un atout majeur de sa politique de frontières vives.

Quant au Pérou, sa puissance amazonienne semble bien relative, si l'on prend en compte le fait qu'il n'y a toujours pas de route directe reliant Lima à Iquitos, ni aucun chemin de fer ; seule la voie aérienne, mais au prix fort, y maintient une liaison avec le reste du pays...

Donc des frontières artificielles avec de vastes étendues vides de population, caractérisent toujours la région et restent donc fragiles, en fonction des ambitions des uns et des problèmes internes des autres...

### Notes bibliographiques :

(1) cf. *Viaje sobre el Putumayo del Comisario de la Junta Fluvial*. LYC. T. 17. p. 502. Lima. 1901.

- (2) cf. Von Hassel, G., *Ligeros apuntes sobre nuestras regiones limítrofes*. BSGL. T. 13. p. 462-473. Lima. 1903.
- (3) cf. Portillo, P. (Cln.), *Acontecimientos realizados con los Ecuatorianos, Colombianos y Brasileños en los ríos Napo, Putumayo, Yurua y Purús durante los años de 1901-1904*. Tipografía del Panoptico. 65 p. + cartes. Lima. 1904.
- (4) cf. Villanueva, M.P., *Las fronteras de Loreto*. BSGL. T. 2. p. 361-443. Lima. 1902.
- (5) cf. Delboy, L., *Las regiones del Madre de Dios y del Acre*. BSGL. T. 17. p. 301-340. Lima. 1912.
- 6) Ce traité a été et reste fortement reproché par les historiens boliviens au "dictateur fou", Melgarejo, qui voulut, en 1870, voler au secours de la France avec son armée à cheval..! Selon une communication personnelle d'un historien de l'I.F.E.A, F. Richard, dans un document privé, Melgarejo justifiait "ce mauvais traité" par l'impuissance de la Bolivie face au Brésil et par le fait que les concessions accordées pacifiquement avaient préservé son pays de pertes plus substantielles qui eurent lieu en 1903, d'ailleurs, avec la cession de l'Acre par le Traité de Petropolis.
- (7) cf. Walle, P., *Au pays de l'Or Noir. Le caoutchouc au Brésil*. Guilmoto éditeur. 2<sup>ème</sup> édition. 244 p. Paris. 1911.
- (8) cf. Portillo, P.(cln), *Memoria sobre el Departamento del Madre de Dios*. BSGL. Tiré à part. 89 p. Lima. 1914.
- (9) cf. Portillo, P. (cln), *Acontecimientos realizados con los Ecuatorianos, Colombianos y Brasileños en los ríos Napo, Yurua y Purús durante los años de 1901 a 1904*. Tipografía del Panoptico. 65 p.+ cartes. Lima. 1904.
- (10) cf. *Negociaciones del Acre ; cuestión del Acre et : Cuestiones relativas al Yurua y Purús*. In : Boletín del Ministerio de Relaciones Exteriores. Año III. Num. XII. 401 p. Lima. 1906. Voir aussi sur le différend avec la Bolivie, le numéro 7 de la même collection : "*Memorandum del Perú a Bolivia*", portant sur les traités de frontières. p.1-34. Lima. 1905.
- (11) cf. Portillo, P., *Memoria sobre el Madre de Dios*. BSGL. Tiré à part. 89 p. Lima. 1914.
- (12) cf. Sanabria Fernandez, H., *En busca de El Dorado. La colonización del Oriente boliviano por los Cruceños*. Université R.G. Moreno. Sta. Cruz. 366 p. Buenos Aires. 1958.
- (13) cf. Cariat, F., *Región selvatica del Madre de Dios*. S.E. 50. p. Lima. 1909
- (14) cf. Perez Concha, J., *Ensayo historico-critico de las relaciones diplomaticas del Ecuador con los estados limitrofes*. Casa de la cultura. 2<sup>ème</sup> édition. 473 p. Quito. 1964.
- (15) cf. Deler, J.P., *Genèse de l'espace équatorien. Essai sur le territoire et la formation de l'Etat national*. IFEA. Synthèse N° 4. 278 p. Paris. 1981.

## VI - DUALISME ET INADAPTATION SPATIALE EN ORIENTE

Si on fait un récapitulatif de la situation propre aux acteurs majeurs de l'Oriente péruvien, telle qu'elle ressort des sources existantes, on constate que celle-ci est organisée sous le signe du dualisme interne propre à ses grands acteurs d'une part, et de l'étirement géographique jusqu'à l'insupportable, dans la pratique de leurs fonctions d'autre part.

### Administration clivée et non motivée

Le dualisme ? Il est patent dans l'organisation administrative avec en réalité deux types d'administration. D'abord, celle d'encadrement et d'autorité nommée par Lima, caractérisée par des fonctionnaires affectés dans la région et plus ou moins motivés, souvent pressés d'expédier au mieux, donc sans risques et sans initiatives, leur séjour dans une région quasi coloniale et marginale.

L'autre administration est celle d'extraction locale amazonienne. Elle est constituée d'éléments locaux plus ou moins recommandables, souvent de valeur médiocre et plus préoccupés de leurs affaires et de perpétuer leurs combines et leurs privilèges, dans un milieu où ils jouissent, vu leur isolement et l'absence de moyens de l'administration centrale, d'une sorte d'immunité administrative permanente.

### Mission : le dilemme, collaboration ou opposition

Autre pôle structurant et de présence permanente malgré des éclipses, la Mission. Jusqu'à 1850, compte tenu de l'attitude de la République du Pérou et des antécédents de l'Indépendance, elle reste sur l'expectative, privée de moyens extérieurs et de sang nouveau missionnaire, se contentant donc de gérer ses missions étiolées, d'éviter leur délitage et de résister aussi à la malveillance fréquente des fonctionnaires locaux.

Mission qui, face au problème des populations indiennes, est quelque peu en porte à faux. Pacifier l'Indien, le réduire, d'une certaine manière c'est le livrer aux appétits de main-d'oeuvre et aux abus des patrons, c'est démoraliser littéralement les familles. Mais l'Indien aussi a une propension indéniable à faire subir le martyre au missionnaire égaré chez lui... Enfin, la Mission commet aussi localement des abus, exige corvées et prestations ; des missionnaires parfois vivent loin de leur message, succombant aux charmes indiens, voire allant même jusqu'à vivre publiquement en concubinage familial scandaleux. Plus grave, la Mission n'a pas été capable de quadriller l'Oriente d'un réseau missionnaire dense, surtout dans les régions isolées où l'Autorité est totalement absente et où se produiront les plus graves abus.

N'est-il pas stupéfiant que la Mission n'ait pas eu vent des crimes et scandales durables qui se perpétrèrent sur le Putumayo avec la "*Casa Arana*" ? Que le pauvre délégué, qu'elle y envoya sur le tard, ait été plus intéressé par l'attitude des envoyés protestants anglais, que par le sort des esclaves indiens ?



Le dualisme propre à la Mission est né en fait de cette évangélisation difficile ; réduire l'Indien c'était l'aliéner, le laisser dans son état, c'était aussi en faire une proie facile pour d'autres.

Contradiction de fond qui ressort bien des écrits religieux, et difficilement surmontable à l'époque, ici comme ailleurs en terres de mission coloniales.

### **Le commerce : affairisme et endettement**

Le commerce, lui, sera partagé entre le petit détaillant de bord de rio et quelques gros commerçants urbains. Le petit et le plus représentatif est le tenancier de comptoir installé sur un rio, isolé, vendant peu face à des populations sans pouvoir d'achat sauf quelques collectes de produits naturels, faites artisanalement et d'un rapport très médiocre, car revendus à des intermédiaires venant du Brésil. Ils furent les plus nombreux devant, eux aussi, recourir aux exactions, aux ventes d'Indiens raptés, mais parfois victimes des aventuriers, comme des flèches vengeresses des Amazoniens.

Quant au "grand commerce d'Iquitos", il ne doit pas faire illusion, au moins jusqu'à l'essor du caoutchouc. C'est un commerce végétatif, sans fonds propres, lié aux maisons de Manaus et Belem, dépendant de leur bon vouloir, de leur crédit, de leurs marges exorbitantes aussi. Lorsque avec le caoutchouc, on entra dans des trafics plus substantiels et gratifiants, ce seront les intermédiaires ou représentants des sociétés européennes qui prendront, en partie, dans leurs mains expertes, les affaires, laissant le commerce local dans des rôles accessoires dont celui de tromper la douane pour de petits bénéfices.

Ce faisant, le commerce rentrant dans la dépendance du circuit de la collecte du caoutchouc, doit prendre des risques importants, en ayant recours à des crédits abusifs, sources de pertes ou de rentrées aléatoires des fonds avancés, qui lui sont indispensables pour renouveler ses stocks. Lui aussi, faute de moyens, n'a pas su maîtriser l'étirement incessant des fronts caoutchoutiers comme disposer de réseaux de vente permanents tenus directement par ses propres agents.

### **L'Indien : complice ou réfractaire**

Dernier acteur et non des moindres, même s'il n'est évoqué souvent que comme quantité négligeable l'Indien. Lui aussi présente une réalité existentielle ambiguë et clivée, avec les Indiens réduits des missions, collaborant souvent avec le "Blanc", l'utilisant aussi pour régler leurs comptes avec les tribus ennemies, lui cédant filles ou femmes... A côté de cet Indien "*manso*" ou domestiqué, l'autre indien, le "*bravo*", alibi commode pour justifier les exactions "légitimes" des Blancs, alliés en cela, ne l'oublions pas, aux Indiens "civilisés".

Monde mouvant donc, parfaitement adapté à son milieu naturel, mais constitué de "sociétés sans Etat" et atomisées, pour reprendre la définition de l'anthropologue P. Clastres. Cet acteur, l'Indien, échappe en partie,

voire totalement, aux analyses de situations, produites par les sources de l'époque ; ou bien, au mieux, il n'apparaît que dans le cadre de commentaires ou notations au premier degré, c'est-à-dire dans de bien fugaces visions, souvent impressionnistes et donc superficielles, plus proches de la description entomologique que d'une approche existentielle, économique, sociale et donc historisante.

Seuls, quelques auteurs comme Von Hassel ou le Père Sala ont dépassé cette vue "entomologique" du problème indien et de ses conditions propres bien particulières. Même la grande richesse des sources missionnaires, qui pourtant bénéficient de la durée d'observation, ne permet pas de produire facilement un tableau vivant et systémique satisfaisant des indigènes amazoniens, dans leur dynamique de contacts avec les "civilisés". Aussi devons-nous constater notre limitation à appréhender ce monde indien, éclaté, pulvérisé à l'échelle de l'Océan Vert, à mesurer ses réactions, à étalonner ses comportements...

Acteur présent et même contraignant de l'histoire de la colonisation de l'Amazonie, l'Indien échappe dans son intimité sociale et sa réalité vécue, et ne permet donc qu'une analyse réductionniste, l'enfermant dans les catégories causales et explicatives théoriques des "Blancs". Aussi, finit-il par être dérangeant même pour les esprits les plus généreux. En vérité, il est le seul des acteurs à dominer territorialement le milieu où il a planté son cadre de vie, le seul pour qui son mode de vie est une fin en soi. En cela, l'Indien est hors de l'Histoire, il peut échapper à l'évènement, car il vit libre des contraintes de l'Economie-Monde qui est en voie d'instauration, ainsi que l'épisode du caoutchouc le démontre bien. Mais "nul n'est innocent gratuitement", nul n'échappe, à un moment, à la fatalité du marquage territorial et de ses exigences. Aucune société humaine ne peut rester anonyme, surtout si elle entend conserver ses territoires hors de la forme étatique réglementaire, face aux règles draconiennes de la construction étatique.

C'est là le drame que vécurent à partir de 1850, au moins, les Indiens amazoniens restés indépendants des grands ensembles politico-économiques avoisinants. Ainsi le jeu des acteurs prend-il finalement un aspect quelque peu fantomatique, puisque l'Administrateur, le Missionnaire et le Commerçant, acteurs quelque peu artificiellement greffés sur l'Amazonie, jouent des rôles factices pour lesquels ils sont mal préparés, ou bien dont ils ont perdu le registre qu'ils avaient à charge, par adaptation aux conditions locales. Une double aliénation fonctionnelle va, et pour longtemps (a-t-elle d'ailleurs bien cessé ?), frapper de paralysie partielle ou totale les acteurs venus de l'extérieur. Les règles de leurs fonctions propres devront être relativisées, adaptées donc édulcorées face au poids des circonstances locales, et donc perdront leur efficacité. Enfin, ils vivent sous la contrainte de l'isolement, de la distance et des délais et doivent donc adopter de nouvelles normes pour les surmonter au mieux.

Cette sorte de schizophrénie fonctionnelle et spatiale pèsera lourd, et elle explique certainement en partie les errements de la colonisation de l'Amazonie.



## Chapitre V

### FAILLITE ET IMPUISSANCE D'UN TERRITOIRE SANS ETAT

Nous nous sommes efforcés de produire, ici, un panorama aussi fidèle que possible, à partir des sources de l'époque, aux multiples conditions qui ont présidé à la mise en place de l'Amazonie péruvienne moderne de 1820 à 1910 ; cette dernière date marque à notre avis la fin d'une période cruciale, avec la retombée des grandes espérances qu'avait pu susciter l'ère du caoutchouc. Bien sûr, notre recherche a sa limite, celle des matériaux disponibles ; seule leur utilisation balise l'itinéraire que nous avons suivi. Itinéraire qui a privilégié la périphérie - ici constituée par la région de l'Orient - et ne s'est préoccupé du "centre", c'est-à-dire Lima, ses Ministères et les autres Pouvoirs Publics, qu'en fonction des documents spécifiques à l'Amazonie que nous avons recueillis et traités en priorité.

L'ensemble des témoignages analysés et présentés ici, par leur hétérogénéité rassurante au point de vue de leur qualité, aboutissent, soit en filigrane, soit directement, à interpeller la politique orientale suivie pendant 30 ans par le Pérou, si on s'en tient à la seule époque du caoutchouc, sinon pendant 90 ans si l'on s'en tient à l'indépendance du Pérou, et donc à sa vision amazonienne. En conséquence, c'est à un retour de la périphérie vers le centre, Lima, auquel il faut procéder, pour percevoir à côté du rôle des Pouvoirs Publics dans les affaires amazoniennes, la manifestation de la carence de l'Etat, en termes de réalités locales. Mais, plus qu'un discours sur la nécessité de celui qu'Hegel nommait "...ce monstre froid", c'est aussi une approche sur l'absence de vision géographique d'un système politique, ce qui nous semble, en tant que géographe au moins, une démarche intéressante.

Aussi, j'oserai commettre l'impertinence de dire ici, rondement, que sans la prise en compte de la géographie spatiale et de ses structures, c'est-à-dire de la production d'espace, de ses contraintes, de ses obligations, comme des droits qui en découlent, il n'y a pas d'Etat qui vaille durablement !

Le Pérou n'a pas eu de vision globale de ses différents espaces, de leurs emboîtements logiques, de leur complémentarité comme de leurs différences. Mais *a contrario*, il a vécu comme un drame vu "Du côté de chez Swann", c'est-à-dire de l'élite postcoloniale, espagnole d'idéologie et "*castiza*" au sens castillan, donc ethniquement "pure" car peu, sinon pas, métissée, le clivage de la Sierra avec la Côte, et le décrochage géographique comme culturel découlant entre ces deux régions, avec

créoles d'un côté et "cholos" ou Indiens civilisés de souche et de référence culturelle indienne, de l'autre.

Il a peu souhaité en pratique, sinon récusé, l'intégration de ses diverses composantes ethniques, tout en proclamant, quelque peu contradictoirement et non sans ostentation, les vertus d'une "péruanité" ambiguë et visant au syncrétisme où "*San Juan Atahualpa*" cohabite avec Pizarro, où le Christ-Roi règne à côté de la "*Pachamama andine*" et où la belle "*cholita*" flirte avec le hautain hidalgo... Comme dépassé par les problèmes émergeant de cette tentative de syncrétisme, hardie et quelque peu risquée, le Pérou a tenté, et vainement, des politiques de peuplement par immigration "blanche" qui furent une série d'échecs.

Face à l'Amazonie, Lima a manifesté une carence conceptuelle durable, l'improvisation remplaçant, dans le meilleur des cas semble-t-il, les règles de l'authentique construction territoriale. Ce jugement touche, d'après les analyses qu'on peut produire à partir des sources, et souvent les plus autorisées de l'époque, la colonisation, les travaux publics, la politique de navigation et de commerce, la politique fiscale, les problèmes de main-d'oeuvre, tout aussi bien que des domaines de souveraineté majeure avec la politique étrangère et singulièrement la question restée pendante des frontières. Donc, l'essentiel des compétences et des prérogatives de la souveraineté d'un Etat. S'il y a eu ainsi une carence majeure et une incapacité de l'appareil d'Etat à prendre en compte la question amazonienne, quelle a été la nature profonde de cette inaptitude ?

Le problème des moyens, et donc ici de leur carence, paraît avoir occupé une place essentielle, et par sa permanence il a compromis toute l'action positive que Lima pouvait impulser. Moyens qui furent défailnants dans presque tous les domaines et surtout dans ceux qui relèvent des pouvoirs régaliens d'un Etat constitué.

Le résultat, compte tenu aussi de la redoutable nature amazonienne laissée en friche administrative, a été un durable "incontrôle territorial". Celui-ci aurait pu être un pis-aller si l'Amazonie n'avait pas évolué avec moins de 60.000 habitants, atomisés en micro-noyaux éparpillés sur ses espaces illimités. Mais le caoutchouc survient en 1880 ; il force, bon gré mal gré, la région à entrer dans un cycle quelque peu étourdissant, de mouvement, de brassage, d'intérêts opposés, de violences aussi et d'abus. A partir de là, la vacance d'autorité de l'Etat, jointe à l'absence de structuration de l'espace, vont faire payer, et cher, leur prix.

Ce sera la constitution de ces baronnies des confins, territoires privés exclusifs et jouissant d'une quasi-exterritorialité, avec l'apparition des rois de la gomme et de leurs armées privées, celles donc de leurs appétits sans limites. Mais le prix à payer de ce laxisme sera lourd pour le Pérou, ce sera celui de la remontée des scandales jusqu'à l'opinion publique internationale, le discrédit ou l'opprobre jetés sur un Etat restant en fait esclavagiste.

Dernière conséquence enfin, à côté de ces domaines que s'approprient en toute impunité les patrons du "*caucho*", la constitution de sanctuaires de résistance indienne, sortes de réduits durables où ne pénètre aucune autorité et où le passage est pratiquement interdit. Ainsi, des "*gomales*" interdits à l'exercice de l'autorité de l'Etat aux marches indiennes échappant à tout contrôle, c'est un Oriente péruvien avec une autorité

légale en forme de patchwork qui se dessine et où les zones de droit apparaissent quelque peu en peau de chagrin, face aux zones réservées et interdites.

Autre dépossession, et elle sera majeure, l'économie dominante et tyrannique du caoutchouc était celle de l'extraversion et donc des intérêts et des manipulations de l'extérieur, situation de dépendance qui sera chèrement payée par toute la région de l'Amazone. Le Pérou succombera aux mirages offerts par le boom du caoutchouc, et, malgré les multiples symptômes de crise future, alignera, à partir de 1900, toute sa politique de colonisation sur le seul caoutchouc qui finira par tout réduire à lui-même, tout commander aussi, même à Lima.

Etrange myopie des milieux dominants, insoutenable légèreté des milieux responsables car "*on ne gouverne pas innocemment*", nous a appris Saint Just...

## I - L'INTROUVABLE VISION AMAZONIENNE DE LIMA

Trois axes primordiaux, car tous porteurs de l'essentiel de la problématique du contrôle territorial, se dégagent de la politique lentement engagée et poursuivie ensuite, et souvent contradictoirement, par les instances gouvernementales et administratives de Lima, à propos du devenir de l'Oriente.

- Le premier thème de ce débat a porté sur la manière d'intégrer l'espace amazonien à l'espace péruvien global afin d'assurer, obsession permanente, son intégrité face d'abord au Brésil, puis aux autres pays andins voisins et devenus rivaux en Amazonie.

- Le second volet a été celui de la maîtrise des voies de communication, seul moyen de créer une viabilité économique propre à ce vaste ensemble disparate, et aussi d'assurer son unité interne propre, dans une relation inscrite avec le reste du Pérou.

- La troisième perspective touche, elle, aux fondements de l'emprise territoriale, avec le débat sur le régime de la propriété privée, comme sur celui très lié de la politique du Domaine de l'Etat pour l'attribution des concessions de colonisation.

### Les grands desseins et leurs contradictions

Faisant contraste avec la débilite de l'action administrative sur le terrain amazonien, les conceptions de base qui furent avancées à diverses époques par des responsables de haut rang, sont intéressantes à analyser rétrospectivement.

Très tôt finalement, c'est-à-dire en 1853, moment clé du réveil amazonien du fait de l'entrée en vigueur du traité de navigation avec le Brésil, le gouvernement central de Lima s'attachera à définir les compétences du gouverneur de Loreto (1). Des mesures "extraordinaires" étaient proposées, visant à créer une autorité donnant facilité et appui au commerce comme à l'immigration, et permettant aussi avec la pacification des Indiens, de protéger les colons tout en imposant à tous "l'ordre et le respect des lois". Surtout, les bases d'une structuration administrative territoriale étaient avancées avec la création d'une autorité ayant des pouvoirs militaires, à Chanchamayo et Loreto. Un réseau de nouveaux gouverneurs, soit quatre sur l'Amazone, autant sur le fleuve Huallaga, et deux dans l'Ucayali, devait permettre de veiller à l'installation des colons et à la distribution des concessions. Cela supposait donc un budget ; celui-ci était fixé à 200.000 soles, dont la moitié pour la colonisation et les missions, celles-ci devant assurer l'oeuvre de réduction des indigènes ; enfin 100.000 soles étaient prévus pour l'achat de deux vapeurs. Ce plan de J.M Tirado, ministre du gouvernement, ne devait guère avoir de suite et il resta pratiquement lettre morte sauf l'achat ultérieur des vapeurs.

Quelques mesures éparses dans le temps seront bien prises par la suite, permettant de faciliter à terme l'intégration de l'Oriente au Pérou. Ainsi en 1857, une loi étendra à Mainas le régime des municipalités ; en 1861, un "Cahier Officiel" sera créé de façon à enregistrer tous les actes officiels ; en 1863, un décret stipulera le doublement des soldes, passant ainsi au régime colonial, pour les fonctionnaires affectés dans la région.

En 1869, c'est l'organisation de la Caisse des Taxes et Impôts qui sera entreprise, puis en 1873, la Chambre de Commerce d'Iquitos sera créée. Enfin en 1888, une Garde Nationale qui connaîtra d'ailleurs de par son recrutement local une existence difficile, sera mise en place.

L'Orienté était-il en passe de normalisation et d'intégration à l'espace péruvien...?

Pourtant, ce mouvement va se ralentir, puis la guerre du Pacifique lui donnera le coup de grâce. Bien tard certainement car à partir seulement de 1888, Lima, devant la gravité des problèmes qui se posent en Orienté, décidera la mise en place d'une Commission d'étude sur le Loreto, celle-ci ayant pour objet de recommander des propositions pour l'administration de la région et l'amélioration de son fonctionnement, en tenant compte de sa spécificité (2). Les instructions remises à la commission par Don Aurelio de Negri, consignaient que le maréchal Castilla, en prenant la décision historique de créer Iquitos, oublia tout simplement *"la distance existant avec Lima"*. Ainsi l'Amazonie péruvienne resta comme une île sans attraction ni communication facile, *"aussi rien de solide n'y a été réalisé"*, y constatait-on. La note déplorait aussi la situation créée par la longue exemption de tout prélèvement fiscal, grâce à la subvention que Lima attribuait annuellement à la région, et qui fut suspendue avec la guerre du Pacifique. De cette situation d'exemption, il résulta une régression générale de l'activité, déplorait le rapporteur, Don Aurelio de Negri, *"...il ne resta plus qu'une population isolée et rachitique, et aujourd'hui le commerce y apporte plus qu'il n'emporte et l'élément péruvien y est en recul"*. Enfin, une dénonciation des types d'explorations entrepris jusque-là, était faite sans ménagement : *"Les explorations antérieures ont été tant de fois et si largement défigurées par la fantaisie de leurs auteurs, que ce qui importe actuellement est de se consacrer exclusivement à la vérification des faits et des renseignements, en ramenant les appréciations seulement aux faits qui les fondent"*.

Cette leçon de réalisme méthodologique visait les explorateurs bénévoles ou intéressés qui, par leurs écrits et le succès d'estime ainsi obtenu, cherchaient l'aide des autorités pour des projets très privés ou des entreprises chimériques, dictés par leur ignorance du milieu amazonien ou leur souci de spéculations. Ces démarches créèrent l'illusion, qui abusa aussi les cercles officiels, que tout était possible du fait des richesses potentielles découvertes par ces "sportifs" des jungles, par ailleurs souvent ignares des conditions économiques du milieu en Amazonie.

Le colonel Mendiburu (3) dénoncera, après d'autres, l'anarchie administrative qui régnait dans l'Orienté en ce qui concernait sa délimitation territoriale. Il constatait ainsi que, soit par manque d'intérêt, soit du fait des péripéties politiques nationales, peu de soin avait été apporté à la définition d'une bonne organisation administrative de l'Amazonie : *"Il en résulte des limites administratives confuses, des découpages capricieux, des circonscriptions parfois incompatibles avec la réalité et dans tous les cas, la plus grande irrégularité et le manque de concordance"*. A titre d'exemple, il notait que *"des villages misérables jouent un rôle administratif alors que d'autres, en plein essor, sont privés de toute administration. Cela reflète le manque de réflexion et de logique propre à de capricieux projets. Il résulte de cette situation que le Loreto,*



*sans démarcations précises ou adéquates, voit son administration travailler dans la confusion et ne peut exercer ni définir son rôle".*

Or, cette carence interne inhérente à une mauvaise gestion territoriale, va s'aggraver par le fait qu'elle retentit aussi sur la délimitation des frontières litigieuses qui entourent le Département, en suscitant des positions sans doctrine car sans bases géographiques. Pourtant, note le colonel, la "*cedula (décret) royale*" de 1802, était parfaitement explicite. Elle s'appuyait, en effet, sur un principe de limites naturelles, celui où les fleuves, qui "*...par leurs chutes ou leurs forts courants cessent d'être navigables*", deviennent une frontière...

Définition très judicieuse, car le rio est l'unique chemin dans les forêts impénétrables. Aussi dénonçait-il le projet de traité de frontières avec l'Equateur, en discussion au Congrès de Lima en 1890. Pour Mendiburu, l'important n'était pas le problème de quelques milliers de km<sup>2</sup> de plus ou de moins, mais pour le Pérou, de conserver la souveraineté totale sur les cours d'eau du Marañon, de l'Amazone et de leurs affluents navigables. Mais, il redoutait que ce traité n'aboutisse à une sorte de condominium sur un rio navigable, ce qui obligerait à mettre en place le cortège des instruments de souveraineté : police, douane, perception ; ceux-ci étant coûteux et générateurs de conflits avec les ressortissants des pays voisins, ainsi que le fleuve Yurua, où les trafiquants imposaient leurs lois, en donnant l'exemple avec le Brésil. Or, ce traité prévoyait cinq sections fluviales communes au Pérou et à l'Equateur, soit la mise en place de trois douanes, sous peine, sinon, de voir la douane d'Iquitos être court-circuitée par les navires et les produits de ce dernier pays.

Or, il n'y a pas de bonne démarcation territoriale sans une bonne délimitation internationale, ce qui n'était pas le cas, pour Mendiburu, avec ce projet de traité, négocié à la légère ! Si cet appel sera entendu avec le rejet du projet de Traité avec Quito, dix ans après, soit en 1900, il n'apparaît pas, du moins si l'on en croit alors le "*Plan de gouvernement pour l'Oriente*" présenté par Patiño Zamudo (4), qu'il y ait eu des progrès substantiels accomplis au niveau des conceptions de base propres à la mise en valeur comme à la qualité de la pratique administrative locale.

L'auteur de ce plan constatait, en effet, que si l'Espagne ne fit rien pour la région, laissant celle-ci dans : "*l'oubli et l'abandon*", les gouvernements républicains prirent des mesures inadaptées aux réalités locales : "*mesures fugaces, théoriques et incohérentes pour leur plus grande part*", précisait-il.

Pour Zamudo, en ce qui concerne la grande politique du Pérou en Oriente, tout donne l'impression qu'après l'impulsion initiale, il n'y eut pas d'autre politique que celle du court terme. L'impulsion fut marquée en effet par la création du Gouvernement de Loreto en 1853, entraînant les protestations de la Colombie et du Brésil, puis viendra la création du Département maritime et militaire du littoral du Loreto, en 1866, ordonnée par le maréchal-président Castilla. Celui-ci va choisir Iquitos comme centre de gravité de la région, fera construire le fort de Loreto qui servira de butoir aux avancées brésiliennes, et créera un régime fiscal d'exonération.

Puis tout s'arrêta soudain sur cette lancée initiale qui pourtant avait trouvé son apothéose en 1864, avec l'arrivée dans la ville naissante d'Iquitos, de la nouvelle marine fluviale du Pérou ; celle-ci apportait aussi

de Grande-Bretagne le matériel nécessaire pour créer la base de réparation fluviale, une digue et des fabriques ; arrivaient aussi 30 techniciens anglais, recrutés pour la mise en place des installations et la réparation navale. On put penser que naissait ainsi le nouveau centre d'un Pérou amazonien, capable de modeler une nouvelle et immense portion de son territoire et de peser sur les destinées de la région.

L'autre événement, lui, sera fiscal, avec la création en 1882 de la douane d'Iquitos ; mais celle-ci, longtemps, sera perturbée par un fonctionnement douteux faisant fi du règlement, et qui lui fera perdre une part importante de ses recettes normales, sans oublier le préjudice de sa réputation de corruption généralisée. En fait, le sort futur de la région était lié à la mise en place d'une politique de transport fluvial et terrestre, qui seule pouvait développer, unir, et donner cohésion administrative et politique, à un immense Oriente, écartelé contradictoirement au point de vue géographique.

Politique qui impliquait donc un rôle majeur et directeur de l'Etat.

### Tentatives pour ordonner un réseau territorial

Pour G. Pennano (5), la récupération économique que connut le Pérou, avec l'exploitation du nitrate de l'Atacama, accompagnée de la mainmise des intérêts anglais sur l'économie active du pays, l'incitèrent à se tourner vers l'Orient à la recherche de nouvelles ressources pour l'exportation ; dans ce contexte, la création de chemins de fer et de lignes de navigation devait en être le lucratif instrument.

Déjà en 1853, J.M.Tirado (op.cit.) insistait dans sa "Note" traitant des compétences des gouverneurs sur la création de lignes de navigation, là où c'était possible. Mais cette vision, certes banale, sera étayée par des réflexions et recommandations ultérieures bien plus intéressantes, car s'efforçant de s'inscrire dans une perspective d'intégration territoriale par la constitution de réseaux. Ainsi, dans ses instructions de 1888, pour la Commission du Loreto, A. de Negri (op.cit.) insistait clairement sur l'objectif primordial : *"Attirer le commerce de Loreto vers les villes péruviennes de l'intérieur en utilisant le réseau de ses rios, plutôt que de considérer comme capitale la voie de l'Océan par l'Amazone"*. Consigne certes discutable, mais ayant le mérite indéniable d'obéir à une logique de choix géographique comme géopolitique, visant à faire "rentrer" l'Orient dans le Pérou et non l'inverse, comme certains rêveurs le proposaient ; et, ce faisant, recommandant une politique tournant le dos en outre à une voie problématique car sous obédience brésilienne, celle de l'Atlantique. Choix donc nationaliste et isolationniste pour l'Orient, mais cohérent en termes de géopolitique de l'époque. Aussi, était-il recommandé *"de concentrer tous les revenus du territoire, pour satisfaire à l'établissement de communications terrestres ou maritimes, avec tous les départements limitrophes"*. Seconde cohérence, donc, dans l'effort entrepris et l'objectif visé.

De Negri énonçait ensuite d'autres principes dignes de la future science de l'aménagement territorial ; ainsi il faut *"... déterminer les possibilités de navigation jusqu'au centre des Départements, les sites des ports communiquant le plus facilement avec les zones commerciales"*

*peuplées et fertiles où peuvent s'établir des colonies agricoles, enfin déterminer les lieux de garnisons en veillant à ce qu'elles ne soient jamais isolées de Lima".* Aussi optait-il pour le tracé du chemin de fer passant à La Oroya, soit la voie la plus directe vers le rio Pichis, et qui devait être enfin protégée par trois garnisons. Pour lui, les zones de colonisation futures devaient se situer à proximité de voies de communication, "*sur des zones élevées et aérées, avec de l'eau en permanence*".

Il considérait que les principes ainsi définis étaient "*d'intérêt national*". En effet, il est patent que les distances "*...expliquent la faible emprise du gouvernement sur l'essor du commerce ou l'ignorance de celui-ci sur l'importance des rentrées fiscales potentielles, car dans l'état déficient des revenus de l'Etat, il est crucial de recouvrer le plus de ressources...*".

Ces vues d'un haut responsable politique sont modernes et pragmatiques, et s'intègrent dans une logique de protection de l'espace national conçu comme un tout, intégrant l'Orient à la côte du Pacifique, et apte à dégager son propre autofinancement.

Lui faisant en quelque sorte écho en 1890, le rapport Mendiburu (op. cit.) déplorera le gaspillage des deniers publics, pour ouvrir certaines pistes sans justifications économiques ou humaines. Ainsi conteste-t-il l'ouverture d'un chemin de Tarma au rio Pichis ou de Cerro de Pasco aux rios Palcazu et Pachitea, fleuves d'ailleurs inaccessibles à la navigation à vapeur, à l'encontre d'une idée répandue, et où "*...il n'y a ni agglomérations, ni commerces, ni productions*"... Quant aux projets souvent mirifiques d'exploitation des produits naturels du piémont amazonien, il constate le désintéret de Lima, l'absence de routes et l'insécurité de ces régions. Par contre, il est favorable à des voies créant une intégration des ressources régionales, comme celles de Huancabamba ou de Cerro de Pasco. Pour lui, l'importance du facteur politique prime sur le rôle commercial d'une zone, aussi préférerait-il le choix de Yurimaguas comme future capitale du Loreto, plutôt qu'Iquitos car "*...la péruanité avancerait, et les tendances bâtarde (?) venues d'ailleurs et celles d'une autre nation (le Brésil), tout comme le commerce monopolistique étranger, perdraient ici de leur force, et l'autorité politique serait vraiment indépendante*".

Point de vue intéressant, frisant certes un certain nationalisme chauvin, mais dicté peut-être aussi par la situation régnant à Iquitos, où eurent lieu à plusieurs reprises des tentatives de sécession. Quant au Brésil, Mendiburu rappelle que lorsque en 1853 le Pérou voulut ouvrir la navigation sur l'Amazone aux pays riverains, Rio s'y opposa vertement en précisant que "*seul, le gouvernement du Brésil tient le pouvoir d'ouvrir ou de fermer les portes de l'Amazone !*"

Quoi qu'il en soit, nous sommes là aussi face à une vision géographique globale où prime la transcendance de l'Etat, gardien de l'intégrité et de la souveraineté nationales, qui a toute sa cohérence. Ces vues, et les recommandations les accompagnant, resteront en partie lettre morte, puisqu'en 1896 un décret habilite la création d'une Commission d'Exploration du Haut-Ucayali dont un des objectifs est d'ouvrir la région sur l'Atlantique.

En 1900, le "*Plan de gouvernement de l'Orient*" de Patiño Zamudo, reviendra à son tour sur le problème de la construction territoriale de

l'Amazonie. Ici aussi, on peut noter un souci de relier les projets aux réalités géographiques régionales et nationales. Le Pongo de Manseriche y est en effet proposé comme centre d'une aire commerciale propre aux départements de Piura, Cajamarca et de l'Amazone, car bénéficiant de sa position de carrefour sur le grand fleuve, à la jonction des rios Huallaga et Marañon. Il y est recommandé de même de développer la colonie du Mairo comme les ports de Bolognesi et Huaura, qui seraient rattachés ensuite par voies ferrées à Ayacucho, mesures qui structureraient la région par une colonne vertébrale de communications empruntant les axes fluviaux des fleuves Urubamba et Haut et Bas-Ucayali. L'auteur note un épisode intéressant avec le vote, grâce à l'action du colonel Portillo, d'une loi de 1891 autorisant un impôt sur la production de coca, de façon à financer pour le département d'Ayacucho des routes, ponts, adductions d'eau et une ligne de navigation. Mais, constate Zamudo, *"la loi votée, on ne se soucia pas de son application, car cela apparaissait impossible compte tenu du tempérament frondeur des montagnards de Iquicha, Carhuaran, Ancco et Chunqui"* ; cependant Portillo imposa l'application de la loi et *"la route du rio Pichis fut ainsi réalisée à partir de fonds économisés et cachés, sans autorisation et sans budget, grâce à Portillo toujours, alors préfet d'Ayacucho, et, bien que critiquée, elle fut menée à bien améliorant la liaison avec Iquitos et fut la base du futur réseau de communications"*.

Touchons-nous, là, à une pierre d'achoppement de la construction de l'Oriente péruvien, avec le manque d'hommes de décision, imposant au besoin leurs vues à Lima, à ses services et à leur bureaucratie, qui combinaient les travers formalistes et procéduriers, double héritage des clercs espagnols et du génie centralisateur et totalitaire de l'empire inca ? La seule initiative finalement positive, par sa portée à long terme, fut la création de la commission dite de la *"Junta Fluvial"*. Celle-ci devait à partir de la fin du siècle, entreprendre l'inventaire des fleuves et l'exploration des régions restées marginales, et ses publications (6) apportèrent de nombreuses données de base qui faisaient absolument défaut sur le milieu amazonien.

Ainsi, la réflexion administrative n'a pas fait défaut, bien au contraire; des principes clairs, adaptés aux circonstances comme aux moyens, ont été postulés, les échecs passés aussi ont été pris en compte, une vision géographique centralisatrice bien dégagée et explicitée... En vérité, il a manqué d'hommes de décision sur le terrain, jouissant de la continuité et du soutien des Pouvoirs Publics, sans lesquels les bâtisseurs d'empires n'auraient pu ailleurs mener à bien leur oeuvre. Il y a eu aussi le *"mal gobierno"* du Pérou, le poids et les pressions des clientèles électorales du Loreto et les intérêts contradictoires des milieux d'affaires interlopes ou étrangers.

### **Le Domaine Public : gestion brouillonne et bradage**

A un moment, dans l'analyse des phénomènes sociaux et historiques, tout revient au sol et à ses formes de propriété, bases de la vie sociale et économique ; car toute société, au moins initialement, a été rurale, et son mode d'ancrage au sol et les caractères juridiques qui le scellent, sont des

indicateurs révélateurs de son évolution dans le temps ainsi que de sa conception propre de son emprise et de sa valorisation de l'espace. Cette approche primaire et primordiale, appliquée à l'Orient péruvien est intéressante, car elle produit un implacable diagnostic sur les fondements du système foncier et permet d'évaluer les politiques suivies aussi bien dans leurs présupposés théoriques que dans leur praxis.

Le préfet Fuentes (7) rappelle que si les lois de 1832, 1845, 1865 et 1887, reconnaissent bien à ceux qui cultivent la terre sa propriété y compris pour les indigènes, une mesure contradictoire a été prise en 1888, en établissant un usufruit sur les terres à hévéa ou "*gomales*". Mesure qui, en fait, va à l'encontre d'une exploitation pérenne et appliquée et encourage à la pure prédation, donc, ici en Orient, à la destruction par abattage des arbres, ce qui est la caractéristique de la collecte dite pudiquement exploitation du *caucho*. Or, les propriétaires du Loreto s'opposaient à cette loi car elle décourageait l'investissement, le risque à terme étant de perdre la concession attribuée à titre précaire, et les investissements qu'ils pourraient avoir réalisés.

En fait, le problème foncier en Amazonie a été marqué à partir du réveil de 1850, par l'inconstance du législateur dont les flottements sont attestés par la fantaisie brouillonne des actes législatifs. Petite propriété, moyenne exploitation, grand domaine, concession de territoires à chartes... On aura ainsi tout fait et en même temps.

L'ingénieur Giordano (8) le consignait bien en montrant les variations dans le temps du décret de 1853, base de la colonisation foncière. Puis, en 1872, le décret promulgué sur l'immigration européenne ne prévoira rien sur le régime foncier des terres attribuées aux colons. En 1873, pour combler ce vide, un autre décret laisse au préfet de Junin le soin de faire des concessions provisoires de terrains avec des clauses de mise en valeur. Mais la pratique va s'avérer variable ; ainsi, des colons français recevront d'abord 100 hectares, puis on donnera ensuite 80 hectares pour passer enfin à 50 hectares. Superficie qui paraît suffisante à Giordano, si elle est assortie de clauses de mise en valeur des deux tiers du terrain en six mois, sous peine de retrait de la concession.

En 1890, Mendiburu proposera d'établir des contrats de colonisation spontanée avec un pays étranger pour coloniser l'Ucayali-Urubamba, mais précise-t-il, sans affecter la souveraineté nationale, et sans contrats léonins aliénant pendant 50 ou 100 ans la propriété du pays sur de vastes concessions jouissant d'une sorte d'immunité exterritoriale. Jugement qui coïncide curieusement et comme un avertissement, avec les débuts d'une nouvelle politique foncière, celle des grandes concessions à bail. Par ce système, on laissait ainsi le soin à de puissants groupes étrangers d'assurer la création des infrastructures de base, routes, ponts, ports, chemins de fer, que l'Etat s'avouait ainsi être incapable de mettre en place... F. Cariat (9), en 1909, montrera les limites de cette politique avec l'exemple de la Inca Rubber Co° ; celle-ci a construit l'unique route de l'Ucayali mais à "*...un coût qui désespère ses actionnaires*", la colonisation et l'exploitation minière ne donnant pas les résultats escomptés; aussi l'avenir de l'exploitation est hypothéqué. Néanmoins, le bilan est positif pour cette société car la route est dans le domaine de la Inca Rubber, pouvant ainsi y faire sa loi ; de plus elle a reçu en compensation un immense domaine foncier, avec notamment un bloc de terrain d'un seul tenant, tout "un

pays" en réalité de 350.000 hectares. Or, constate Montani (10), qui d'ailleurs fut relevé de sa charge de Commissaire du Madre de Dios après six mois de service, ce découpage englobe des concessions déjà attribuées et dont les tenanciers se retrouvent spoliés, leurs titres n'ayant pas été validés. La pratique d'attribution de lots de 100 ou 1000 hectares donne à d'autres concessionnaires une base foncière officielle, qui faute de tout contrôle permet ensuite de multiplier par dix ou plus le terrain exploité en "gomales" !

Le Père Sala (11) avait déjà noté en 1897, que la nouvelle loi foncière de montagne "...profitait d'abord à quelques riches et ruinait les pauvres" et il demandait que les concessions non exploitées soient reprises au bout de cinq ans. Un autre religieux d'une audience notable, le préfet apostolique de San Léon, dénonçait en 1905 (12), lui, le bradage systématique du Domaine Public de l'Etat, au profit de puissants particuliers. Ainsi, il déplorait que Barranca soit devenue une propriété privée exclusive où il ne pouvait établir une mission, en l'absence de réserve foncière publique ; situation qui se retrouvait d'ailleurs, notait-il, dans les autres villages de la région du Haut-Marañon comme San Régis, Parinari. Cela s'expliquait par "...l'incurie des Indiens comme celle des lointaines autorités qui ont laissé faire des acquisitions illégales". Aussi demandait-il une loi sur les terres communales et leur sauvegarde, car sinon tout processus de mise en valeur publique était bloqué.

Sans y revenir longuement, nous avons vu que l'autre volet de l'attribution foncière, l'introduction des colons et ses principes, avait été dès l'origine vicié par un autre bradage, durable malgré les échecs et les scandales, celui de l'affermage des contrats d'introduction de colons, confiés "...à des hommes d'affaires véreux ou des aventuriers..." consigne Patiño Zamudio, tandis que Mendiburu, plus véhément, s'interroge pour savoir si "on va continuer à laisser les aventuriers exploiter les produits naturels". Aussi son souci est que la loi permette un contrôle des agissements des "éléments fédéralistes et marginaux car cosmopolites" qui se rendent dans le Loreto. Le Père Sala, lui, s'attachera à dénoncer l'absence d'imagination pour peupler l'Amazonie, alors que pourtant le département de Junin dispose de bras valides et oisifs; aussi prosaïquement, déplorera-t-il que seul "l'argent fait tout" !...

Ainsi, Lima a eu une vision générale solide, pour quelques-uns de ses responsables politiques de haut rang. Mais celle-ci ensuite a été abandonnée après le coup d'envoi initial du maréchal Castilla. Clairvoyants mais théoriques, les concepts alors posés ont pesé peu, sinon pas du tout sur l'évolution de la situation ; cela soit par manque de moyens et d'autorité, soit par abandon aussi au chant des sirènes des puissants intérêts privés et extérieurs. Le comble de la dérision fut de menacer de sanctionner les propriétaires de terrains à hévéa, les poussant ainsi à une exploitation dévastatrice et sans lendemain de leurs concessions. Le bradage territorial consenti aux grandes sociétés n'apporta ainsi qu'un soulagement limité et artificiel à l'absence de moyens de l'Etat, et il fut payé bien cher. L'attribution des contrats d'introduction de colons fut un autre échec flagrant et coûteux pour l'Etat, mais on n'en tira pas à temps les leçons.

Enfin, faute de s'en tenir à un plan de maillage géographique régional du territoire amazonien, la discontinuité territoriale resta la règle, laissant

l'Oriente segmenté et isolé, c'est-à-dire incohérent dans sa production spatiale, donc incapable de répondre à la nécessité d'être intégré au reste du Pérou par une politique pragmatique de voies de communication.

Dans ce sens, on peut dire que la politique de Lima fut celle d'une introuvable vision orientale !

### Notes bibliographiques :

- (1) cf. *Jurisdicción del gobernador de Loreto*. T. 1. LYC. p. 239-240. Lima. 1853 .
- (2) cf. *Comisión especial a Loreto para que estudie el gobierno, administración, clima i producciones*. LYC. T. 1. p. 263-265. Lima. 1888.
- (3) cf. Mendiburu, P., *Segundo informe del presidente de la Comisión Especial*. LYC. T. 4. p. 436-456. Lima. 1890.
- (4) cf. Zamudo Patiño, M., *Plan de gobierno para la región oriental del Perú*. LYC. T. 14. p. 361-409. Lima. 1900.
- (5) cf. Pennano, G., *La economía del caucho*. C.E.T.A. 264 p. Iquitos. 1988.
- (6) cf. Publications de la commission de la "Junta fluvial" :  
-*El Istmo de Fitzcarrald*. 238 p. Lima. 1904.  
-*Vias del Pacifico al Madre de Dios*. 1904.  
-*Viajes de G. Stiglich y Nuevas Exploraciones en la hoya del Madre de Dios*. Tipografía C. Fabbri 184 p. Lima. 1904  
-*Ultimas exploraciones ordenadas por la Junta de vias fluviales.-Ucayali, Madre de Dios, Paucartambo y Urubamba.-Informes de los señores Stiglich, Von Hassel, Olivera y Ontaneda*. Tipográfica La Opinión Nacional. 461 p. Lima. 1907.
- (7) cf. Fuentes, H., *Apuntes históricos, geográficos, estadísticos, políticos i sociales de Loreto*. LYC. T. 16. p. 139-536. Lima. 1906.
- (8) cf. Giordano, G. (ing.), *Informe sobre la colonia italiana del Chanchamayo*. LYC. T. 11. p. 164-253. Lima. 1875.
- (9) cf. Cariat, F., *Región selvática del Madre de Dios*. S.E. 50 p. Lima. 1909.
- (10) cf. Montani, A., *Seis meses en el Madre de Dios*. SE. 31 p. Lima. 1905.
- (11) cf. Sala, G., *Exploraciones de los ríos Pichis, Pachitea, Alto Ucayali i de la región del Gran Pajonal*. LYC. T. 12. p. 5-154. Lima. 1897.
- (12) cf. Diaz, P., *Memoria del Prefecto Apostólico de San León*. LYC. T. 9. p. 249-258. Lima. 1905.

## II - LES MOYENS DÉFAILLANTS

L'insuffisance des moyens fut en quelque sorte le répondant à la débilité technique de projets officiels, souvent peu étayés et vite laissés en suspens ou oubliés. Sur de grands objectifs nécessitant la durée et une priorité stratégique, tels la délimitation des frontières, le contrôle douanier, les transports, le maintien de l'ordre et l'encadrement administratif des zones peuplées, on peut relever aussi une carence souvent dramatique, par ses conséquences, des moyens de base.

### La Justice à l'encan

Mendiburu, qui fut dans ses rapports un procureur sans complaisance, notait en 1890 (1) que la situation de la Justice était facile à résumer : "*Ici, il faut dire qu'il n'y a pas d'administration de la Justice, et on ne connaît pas ce qu'est cette importante branche de l'administration publique...*". A Moyobamba, note-t-il, il y a seulement depuis 1879 un juge compétent, mais aucun de sérieux à Iquitos, ajoutait Mendiburu, qui partout ailleurs diagnostiquait l'incompétence des juges élus ou leur prévarication sinon leur soumission aux intérêts des "*vampires locaux*". Aussi la seule loi appliquée, constatait-il, "*est celle de Lynch*". D'ailleurs, un délai de sept mois était le minimum pour rendre un jugement.

Le préfet-colonel Portillo (2), en 1900, constatait que l'absence de force publique conduit : "*...qui le croira ? au rapt des femmes et enfants indiens pour les vendre comme esclaves...*", d'où l'urgence d'une politique de colonisation, notait-il. Le même Portillo, dans un article intitulé "Drame dans la Selva" (3), racontera l'assassinat de l'ex-major Fonseca ; celui-ci avait réussi dans le caoutchouc sur le rio Putumayo, mais il fut assassiné par ses péons ; néanmoins, sa femme enceinte réussit à fuir seule dans la forêt avec son autre enfant.

En 1903, Villanueva (4) sera sévère sur la situation qui régnait dans de nombreuses zones peuplées de l'Orient, où il y avait désorganisation et abandon de l'autorité, faute d'appui moral et matériel à la population. Aussi, la sécurité des personnes, voyageurs comme travailleurs, y était précaire : "*Seule la loi du calibre 44 ou de la Winchester est le symbole de l'anarchie qui règne*", car les maîtres du caoutchouc se disputent les estrades de façon chronique et seul vaut celui qui s'impose.

Stiglich, lui, sur un autre registre plus écologique, dénoncera en 1904 la destruction systématique des ressources en tortues et lamantins, et ce malgré les décrets de réglementation protégeant la reproduction de ces espèces !

Le préfet Fuentes abordant dans son ouvrage (5) le problème du fonctionnement de la Justice, note que celle-ci souffre de trois défauts. Les juges sont politisés donc partisans car dépendants des groupes de pression; les distances qui sont très grandes limitent les déplacements des magistrats qui manquent, pour les situations urgentes, de moyens propres de transport, quant aux auxiliaires des juges, ils sont peu motivés. Enfin, pendant trop longtemps, la justice locale a dépendu de la Cour Supérieure de Cajamarca, obligeant à des délais décourageants pour la transmission et la procédure, jusqu'à ce qu'une Cour Supérieure soit créée à Iquitos.



Un religieux qui gardera l'anonymat (6) dénonçait lui aussi, en 1906, la situation existant sur le rio Blanco, dans le Madre de Dios, où se sont installés un millier de "caucheros", mais sans aucun contrôle des autorités. Comme des crimes réguliers s'y commettaient, il demandait que le poste de Requena devienne le siège d'un district avec résidence de fonctionnaires d'autorité.

En 1912, soit plus de vingt ans après le rapport cité de Villanueva, un autre connaisseur de l'Oriente, L. Delboy, note à son tour (7) qu'un très mauvais découpage des limites des circonscriptions administratives, voire l'absence de délimitation, fait que dans le ressort de la Délégation du Madre de Dios "...la Justice s'exerce par la coutume locale et non par la loi...". De plus, pour les litiges d'ordre commercial se déroulant sur les fleuves où se négocie le caoutchouc, les commissaires fluviaux ne peuvent pas juger les affaires dépassant une valeur supérieure à 160 soles, ce qui oblige à envoyer les affaires à Iquitos, Cusco ou Puno !

Le colonel Portillo en 1914 alors qu'il est ministre des Travaux Publics, de retour d'une inspection dans le Madre de Dios (8), se déclare navré par la situation qu'il a rencontrée. Pour lui, il y a dans la région deux types de criminalité : l'une est d'origine indienne avec des crimes commis, précise-t-il, par "...des sauvages excédés par les persécutions dont ils sont l'objet depuis longtemps...", l'autre criminalité résulte, elle, "des civilisés qui tous ont vu que les crimes de leurs prédécesseurs n'ont jamais été sanctionnés". Si la nomination d'un juge a permis d'améliorer cette situation, la prison reste un mot, aussi est-il urgent d'en construire une, insiste-t-il, qui soit "une vraie prison, avec des gendarmes pour la garder !".

Or, note-t-il, il n'y a que 15 gendarmes pour toute la Délégation, soit 200.000 km<sup>2</sup> de territoire, mais, il en faudrait 60. Cet avis rejoignait celui donné en 1907 par un explorateur de la Junte Fluviale (9), qui notait avec l'arrivée de nombreux "caucheros" dans la région, l'impunité dont jouissaient de nombreux délits et crimes.

Ainsi il est clair au fil des témoignages les plus divers et les plus autorisés, que l'Oriente, faute de moyens pour les services de police comme ceux de Justice, est resté hors du champ d'application des lois péruviennes, et ce pratiquement jusqu'à la fin de la période du caoutchouc qui fut pourtant porteuse d'une population dangereuse.

### **L'insupportable laxisme douanier**

Autre symbole des attributs régaliens de l'Etat, la Douane. Nous l'avons vu, le Brésil sut vite utiliser ses postes douaniers comme des instruments privilégiés de sa souveraineté en Amazonie. Du côté péruvien, l'apparition d'un contrôle douanier sera plus tardif et laborieux dans sa mise en place comme bien insatisfaisant par son fonctionnement.

Un avis péremptoire du Père Sala (10), en 1897, donne une opinion négative de son fonctionnement et des problèmes des douanes de l'Oriente. Sala, en effet, crûment, écrit que "la douane d'Iquitos est un vaste bourbier, lié au négoce du caoutchouc fait d'injustice et de saleté, ce qui fait qu'aucun homme honorable n'accepte d'y travailler" ! G. Pennano (11), comme d'autres auteurs dont Portillo, a noté les

irrégularités comptables propres aux douanes de la région du Madre de Dios. Celles-ci apparaissent au niveau du déficit enregistré dans la balance des entrées et sorties ; ainsi de 1910 à 1911, par exemple, on notera pour la douane du rio Tambopata, près de 2 millions de soles d'importations pour environ 500.000 soles seulement d'exportations de caoutchouc en quasi-totalité... Or, les importations étaient essentiellement réalisées en vivres, boissons et outils nécessaires aux travailleurs du "*caucho*". Ces différences "*astronomiques*" ne peuvent s'expliquer que par la fraude d'une part, avec de fortes sorties vers la Bolivie, et par la corruption des fonctionnaires d'autre part ; cette situation générale et durable enlève ainsi une grande part de leur validité aux sources statistiques douanières.

Fuentes produit à partir de 1882, date de sa mise en place jusqu'à 1904, un état des recettes de la douane d'Iquitos. Démarrant avec 22.000 soles de rentrées en 1882, cette douane passera à 102.600 soles en 1888, et atteindra en 1897 son plafond avec 323.000 soles ; mais ses revenus décroîtront vite par la suite, avec 59.000 soles en 1900 et 129.000 en 1904. Un temps, la douane d'Iquitos fut la troisième en importance du Pérou donc représentait un lieu stratégique fiscal de première importance pour le fisc péruvien.

Von Hassel lui aussi sera témoin du dévoiement de la fonction douanière dans le Madre de Dios (12). Il y constatait, en 1903, que la jeune douane de Puerto Maldonado, faute de bateau propre, ne pouvait contrôler le rio Heath sur sa partie basse et qu'en plein territoire péruvien, il existait une colonie de "*caucheros*" travaillant sur le rio Chivé. Celle-ci appartenait au Péruvien Astete, qui, associé au Bolivien N. Suarez, lui donnait directement le caoutchouc produit, car les Boliviens disposaient de quatre vapeurs pour trafiquer sur le rio Heath.

En 1912, toujours sur le Madre de Dios, L. Delboy relève que, si on a exporté 572 tonnes de caoutchouc, les estimations de ramassage des sociétés sont de 900 tonnes, soit près de 100 % de coulage ! Delboy notera l'inefficacité du réseau douanier mis en place. Certes, trois postes existent, un sur l'Acre, un autre à l'embouchure du rio Heath et enfin celui du rio Manuripe. Mais la douane de Puerto Maldonado, doublure de celle du rio Heath, n'a aucune utilité. Aussi proposait-il de rattacher ces postes douaniers au consulat du Pérou à Riberalta en Bolivie, et capitale du Haut-Beni. Solution qui fut retenue pour les postes douaniers situés sur les rios Chandless et Yaco, du bassin à caoutchouc du Purús et qui dépendaient du consulat péruvien à Manaus ; mais il est noté que ce système de placer les postes douaniers à l'étranger et sous autorité d'un consul, "*donne lieu à des irrégularités*".

Ainsi, en ce qui concerne le contrôle douanier, le dérèglement administratif prévaudra ; en outre, à côté de l'insuffisance du nombre des postes de la douane, de leur manque de moyens, comme du caractère tardif de leur mise en place, il faut bien constater l'existence d'un autre mal, la corruption. Celui-ci d'ailleurs n'était pas spécifique à la seule Amazonie péruvienne. Pour le Trésor National, par exemple, il est certain qu'il y a eu un important manque à gagner dû aux défaillances du système mis en place comme à ses conditions locales de fonctionnement, dans un milieu dur où, sans la protection de la Loi et de l'appareil d'Etat, le fonctionnement administratif était précaire au niveau de ses agents...

## L'abandon administratif : une vacance durable

Ce mauvais fonctionnement administratif était ancien, et il se perpétuera durablement avec des formes, certes, changeantes. Un repère intéressant nous est fourni par H. Fuentes, à propos de l'instabilité de l'autorité supérieure, c'est-à-dire les préfets ou d'abord les gouverneurs, affectés par Lima dans le département du Loreto.

De 1852 à 1906, il y a eu 39 préfets, mais aussi 19 intérimaires et "accidentels", c'est-à-dire des autorités autoproclamées suite à des "émotions locales", voire à des tentatives plus ou moins sérieuses de pronunciamientos fédéralistes ou sécessionnistes (13). Ainsi, le seul préfet d'une certaine durée fut A. Ortiz, qui resta en poste de 1852 à 1859 ; sinon, en 54 ans, la durée moyenne de chaque responsable du département de Loreto a été de moins d'un an..! Calamiteuse inconstance administrative au sommet de la hiérarchie, favorisant donc le laxisme du personnel secondaire ou subalterne, isolé de plus, et n'ayant pas le temps d'appliquer les instructions ou de recevoir la visite de son préfet du moment.

Il est évident qu'il y a eu ainsi, sur plus d'un demi-siècle, une négligence totale de Lima et une cécité officielle paralysant toute possibilité de gestion et d'administration normale de l'Orient péruvien. Cela n'explique-t-il pas aussi l'absence des moyens, puisqu'il ne pouvait y avoir, avec une telle valse des préfets, aucune politique suivie ? Aussi n'est-il pas étonnant que dans de nombreux secteurs où l'administration devrait jouer son rôle normal, on enregistre des crises graves de fonctionnement. D'ailleurs, Portillo (op. cit.) ne cache pas qu'à ce laisser-aller "d'en haut", s'ajoute une disposition d'esprit des fonctionnaires, bien négative : "*Faire fortune par n'importe quels moyens est l'idéal de nombreux fonctionnaires nommés par Lima*", déplore-t-il, car il en résulte ainsi le discrédit de l'administration et de ses agents. Delboy notera la faiblesse des soldes des fonctionnaires qui ont perdu en effet leur indexation pour service en Amazonie.

L'administration ainsi apparaît comme une superstructure éloignée des administrés, d'abord par un découpage administratif qui, au lieu de faciliter son action, la complique ou la paralyse. L. Delboy en 1912 (op.cit.), constate que le décret de 1910 qui devait faciliter, avec la création de la Commission Spéciale du Madre de Dios, la mise en place d'un plan d'administration prenant en compte les intérêts du commerce comme ceux du Trésor Public avec l'extension et l'amélioration du service des Douanes, n'a abouti à rien en deux ans. Or cette délégation avait initialement compétence sur les bassins des rios Madre de Dios, Tahuamanu, Acre et Purús. Puis on a détaché ce dernier pour le soumettre à une sous-commission spéciale, ensuite on l'a réintégré au Département du Loreto, mais ce faisant, ironise-t-il "*on a oublié que ses communications par le rio Piedras dépendaient du Madre de Dios*". Par la suite, on créa les Commissariats de frontières de l'Acre, du Manuripe et du rio Manu ; mais à cause du litige frontalier avec la Bolivie, on n'y installa pas de délégués ! Absence qui provoqua de fortes pertes douanières par évasion du caoutchouc vers la Bolivie, et il apparut de plus, que de toutes façons, les communications étaient impossibles avec la nouvelle capitale de la région, Puerto Maldonado ! En outre, on ne

connaît pas les limites administratives et de juridiction des zones des rios Tambopata et Inambari par rapport aux provinces du Cuzco de Carabaya et Sandia... D'où un exercice difficile de la Justice ! Enfin, les régions des rios Acre, Yurua et Purús, pourtant liées et connaissant avec le Brésil des difficultés anciennes, sont écartelées entre le Loreto et le Madre de Dios ! Or, la solution logique aurait été d'en faire une seule entité autonome.

Ainsi, aucune des recommandations formulées par le colonel Mendiburu, et ce avec un bon sens indéniable pourtant, sur l'impérieuse nécessité d'assurer une cohérente "territorialisation", n'a abouti finalement à un résultat tangible.

Stiglich en 1904, dans le même ordre d'idées, écrivait (14) que la présence d'un seul préfet, alors qu'il en faudrait huit au moins pour la région de l'Orient, "*...empêchait tout progrès vu l'immensité de la région et les délais de transmission...*"; constat corroboré par Portillo en 1914, qui constatait que "*la situation était détestable mais en voie d'amélioration*", et qu'un courrier partait, enfin, tous les quinze jours vers la côte.

Si on prend le domaine de l'Instruction publique, là aussi, la carence est révélatrice de l'incompétence administrative. Mendiburu, déjà en 1890, disait "*...qu'il avait peu à dire car peu avait été fait*" ! Le religieux "anonyme", en 1906, constatait, lui, ou l'absence d'écoles publiques ou le non-paiement des maîtres quand il y en avait. Delboy en 1912, consignait l'existence de deux écoles des Pères Dominicains, mais qu'avec une aide de l'Etat on pourrait passer à six écoles.

Autre aveu de l'impuissance administrative, le champ touffu de la réglementation foncière. Les multiples et contradictoires décrets ou lois pris par Lima, s'avèrent sur le terrain, faute de moyens et aussi par collusion avec les maîtres puissants du caoutchouc, inapplicables. Pourtant, Villanueva demandait dès 1890 que le Pérou, à l'instar du Brésil, accorde, dans les zones riches et contestées du Purús et Yurua par exemple, des droits écrits légalisant les concessions foncières *de facto* propres aux Péruviens y exploitant le caoutchouc et qui se heurtaient aux droits fonciers concédés par le Brésil à ses ressortissants. Mesure qui ne fut pas prise et, entre 1902-1904, entraînera la dépossession des intérêts des Péruviens sur une partie de ces zones.

En 1905, une prime pour encourager la plantation d'hévéa dans l'Ucayali est accordée, mais existait-il les semences, un guide du planteur, des garanties foncières de 25 ans au moins pour la jouissance du terrain de concession ? Aucun résultat ne sera vérifiable, faute d'agents de l'agriculture, alors que le décret prévoyait un contrôle, avec certificat administratif, attestant le travail entrepris ! La même année, un autre décret attribue 30 "*estradas*" soit, ici, 2171 hectares à un particulier ; mais il lui est demandé de réaliser en un an la clôture de sa concession et le paiement à l'avance des droits au Domaine. La coupe des hévéas lui était interdite et l'Etat se réservait, durant les 10 ans de durée de la concession, un droit d'emprise publique. Comment le Service des Domaines croyait-il, compte tenu des conditions réelles d'exploitation du caoutchouc, et en l'absence de tout contrôle *in situ*, que les "*caucheros*" pouvaient respecter de telles conditions ?

En 1908, une dérogation sera apportée aux décrets précédents sur les concessions de "*gomales*", car il était écrit dans les attendus du nouveau

décret, que "*compte tenu de la pratique qui a montré l'impossibilité d'une surveillance réglementée des concessions de gomales et des abus et destructions de bois, de nouvelles mesures administratives seront prises*". Ainsi, l'aveu d'impuissance de l'administration, dans un secteur clé de la vie économique de l'Oriente, était officialisé.

En conclusion, dans la plupart des secteurs propres à l'action administrative et en tout cas les plus névralgiques, le manque de moyens en hommes comme en crédits, se combina avec l'impéritie de Lima pour rendre inefficaces, inconsistantes voire caricaturales, les tentatives d'action des Pouvoirs Publics.

### **L'impossible garde des frontières**

On a souvent tendance à penser que si les pays d'Amérique Latine ont eu, pour des raisons diverses, une administration civile caractérisée par l'inefficacité et une corruption débilante, l'autre pouvoir ou contre-pouvoir, l'armée, qui se présente souvent comme le recours permanent depuis l'indépendance face aux errements des gouvernements constitutionnels, assurait dans le domaine qui lui est propre, celui de la souveraineté nationale et de la défense des frontières, une vigilance qui s'accompagnait des moyens indispensables. L'histoire militaire de l'Oriente péruvien, si l'on s'en tient aux seuls faits, semble échapper à cette règle et même, au contraire, paraît contredire l'affirmation d'une doctrine de la "sécurité nationale" ayant une antériorité historique. Les faits, si on accepte la référence aux correspondances anciennes, montrent depuis la naissance du territoire de l'Oriente péruvien, un long désintéret comme une absence presque totale de moyens, pendant longtemps.

En 1825, le sous-préfet de Loreto demandera l'installation de postes militaires face aux garnisons renforcées que possèdent les Portugais sur les frontières du Brésil ; en effet, le Pérou avec la guerre d'Indépendance a, lui, retiré ses postes militaires. Situation favorisant ainsi les incursions des Portugais, qui viennent sans contrôle ramasser la salsepareille et les esclaves indiens.

Ce n'est qu'en 1853 qu'une garnison sera affectée à la frontière de Loreto, comprenant 40 soldats. Mais cette unité n'est pas opérationnelle car "*...tout l'équipement lui fait défaut*"! Aussi, le préfet a instruit une demande de dotation budgétaire auprès du ministre des Finances ! D'ailleurs, il reste aussi à recruter ces 40 hommes et on hésite entre des recrues de Moyobamba ou du Loreto. Seule, est-il souligné, la perspective proche de l'arrivée du trafic par vapeur a permis cette décision.

En 1843, une expédition fut envoyée sur le rio Santiago pour y mettre à la raison les Indiens du cru qui y régnaient en maîtres et détruisaient les villages ; elle était dirigée par un capitaine, accompagné de miliciens et de volontaires civils, mais cette formation n'obtiendra aucun résultat et devra se replier, "*compte tenu de son manque de moyens*", écrit son chef.

En 1856, pour protéger la population de la région d'Andoas en butte aux attaques des Indiens, un envoi d'armes est décidé, en l'absence semble-t-il de soldats disponibles ; l'armement sera constitué par 10 fusils et autant de lances, ce qui dénote une pauvreté manifeste de l'arsenal de Moyobamba qui longtemps équipa l'unique garnison de tout l'Oriente..

En 1870, une expédition d'exploration menée par le préfet de Huanuco se retrouvera à court de vivres et de munitions et devra rebrousser chemin... En 1884, le préfet Samanez-Ocampo constate que les Brésiliens occupent, pour y exploiter le caoutchouc, le bassin du Purús, mais celui-ci est resté négligé dans son exploration du côté péruvien.

Absence de continuité politique et négligence s'accroissent donc, pénalisant le Pérou dans le débat avec ses voisins sur la délimitation des frontières. Ainsi Villanueva, en 1902, dénonce l'inaction de Lima qui n'a pas cherché à délimiter les régions s'étendant du Yavari au Madeira, mais que par la suite, le Brésil a attribuées à la Bolivie ! Il note aussi qu'il y a eu une erreur initiale de délimitation du cours du Yavari retenu comme frontière ; celui-ci coule du S.O. au N.O., mais en territoire péruvien et non brésilien, donnant ainsi à ce dernier pays une vaste frange de territoire amazonien !

Les fleuves qui sont les artères royales et uniques de communication, échappaient enfin à tout contrôle effectif, faute de canonnières rapides jusqu'en 1890 ; aussi lors des incidents du Purús et Yavari en 1902-1904, le Pérou ne put aligner rapidement aucun transport de troupe armé.

Mendiburu pourtant, dès 1890, avait attiré l'attention sur l'essentiel, c'est-à-dire, pour le milieu amazonien, la maîtrise des transports fluviaux qui seule permettait la souveraineté sur l'espace et ses divers acteurs. Il déplorait le détournement de la loi d'exemption de taxes et impôts sur la navigation fluviale. En effet, celle-ci, au lieu de permettre au Pérou de s'assurer le privilège de la navigation, fut appliquée, à partir de 1869 et de manière erronée, aux compagnies brésiliennes alors que ce pays continuait à taxer les navires péruviens ! De plus, Iquitos, du fait des courants erratiques du fleuve, nécessitait des travaux permanents de dragage, car sa digue, autre aventure locale, ramenée d'Angleterre, s'était engloutie dès le jour de sa mise en place... Il en résultait que la navigation vers l'Europe était limitée, faute de vrai port à l'abri des contingences saisonnières, et restait entre les mains étrangères.

En 1906, le pointilleux état de Loreto du préfet Fuentes, indique bien l'indigence des moyens et leur inadéquation par rapport aux problèmes frontaliers qui se posent. En tout, l'Oriente comptait alors douze garnisons, mais avec seulement 235 militaires au total et ceux-ci dispersés, sans transport fluvial propre, sur toute l'étendue de l'Amazonie péruvienne. Autant dire que l'Oriente était indéfendable, laissé à lui-même face aux pressions de l'extérieur.

Pour le Madre de Dios, en 1914, Portillo dénombre six garnisons dont cinq de frontières, comprenant au total 154 hommes ; il en demande le double, avec un médecin, compte tenu de "...l'inhumaine assistance médicale qui se réduit, faute de médecin, à la quinine ou à la purge..."!

Ainsi le bilan est lourd pour l'Oriente avec son impossibilité à s'assumer comme région vivante, apte à se mettre en valeur et à assurer des conditions normales de vie économique et administrative à sa population. On comprend ainsi que face à cette situation d'abandon, se soient peu à peu substitués d'autres pouvoirs ayant, eux, une finalité pragmatique et assurée de la durée pour faire triompher leurs intérêts !

## Notes bibliographiques :

- (1) cf. Mendiburu, S. P., *Segundo informe del presidente de la Comisión especial*. LYC. T. 4. p. 431-561. Lima. 1890.
- (2) cf. Portillo, P. (cln), *Exploración de los ríos Apurímac, Ene, Tambo, Ucayali, Pachitea i Pichis*. LYC. T. 3. p. 463-550. Lima. 1900.
- (3) cf. Portillo, P. (cln), *Itinerario del viaje del comisario fluvial de la frontera del río Putumayo*. LYC. T. 17. p. 502. Lima. 1901.
- (4) cf. Villanueva, M.P., *Las fronteras de Loreto*. BSGL. T. 12. p. 361-443. Lima. 1902.
- (5) cf. Fuentes, H., *Apuntes históricos, geográficos, estadísticos, políticos i sociales de Loreto*. LYC. T. 16. p. 139-536. Lima. 1906.
- (6) cf. Anónimo. *Pasado y presente de l'Ucayali. por uno de los sacerdotes de la misión*. LYC. T. 18. p. 205-219. Lima. 1906.
- (7) cf. Delboy, L., *La navegación a vapor en la región hidrográfica del Madre de Dios y de sus tributarios mayores, Taambopata, Manu, y Piedras*. BSGL. T. 17. p. 27-47. Lima. 1912.
- (8) cf. Portillo, P., *Memoria sobre el Madre de Dios*. BSGL. Tiré à part. 89 p. Lima. 1914.
- (9) cf. Junta de vías fluviales. *Últimas exploraciones ordenadas a los ríos Ucayali, Madre de Dios, Paucartambo y Urubamba*. Tipografía de la Opinión Nacional. 461 p. Lima. 1907.
- (10) cf. Sala, G. (R.P.), *Exploración de los ríos Pichis, Pachitea, Alto-Ucayali i de la región del Gran Pajonal*. LYC. T. 12. p. 5-154. Lima. 1897.
- (11) cf. Penanno, G., *La economía del caucho*. C.E.T.A. 264 p. Iquitos 1988.
- (12) cf. Von Hassel, *Ligeros apuntes sobre nuestras regiones limítrofes*. BSGL. T. 13. p. 462-473. Lima. 1903.
- (13) Il reste à faire avec les archives du ministère de l'Intérieur à Lima et les journaux d'époque à Iquitos, l'étude du gouvernement de l'Oriente et de ses crises locales. Ce problème, qui découle de la sociologie politique et administrative, reste à notre connaissance en friche du côté des chercheurs péruviens ou étrangers.
- (14) cf. Stiglich, G., *Informe del alférez de fragata Stiglich*. LYC. T. 4. p. 272-367. Lima. 1904.

### III - LES SATRAPES DES MARCHES DE LA SELVA

*"Une carte n'est pas un territoire".*

A. Korzybski. - (*Science en Sanity*) - cité par U. Ecco in *Le pendule de Foucauld*

Si la nature a horreur du vide, les entreprises humaines, de même, ne peuvent se déployer que dans l'espace créé par une légalité donc par un Etat structuré et assumant, au besoin par la coercition, son contrôle. Sinon, elles tendent à créer leurs propres contre-pouvoirs et au besoin, remplacent à leur façon l'autorité publique absente.

En Orient péruvien, ce processus s'est développé à partir d'un événement, la collecte à grande échelle d'un produit spéculatif, le caoutchouc ; il a été de plus favorisé par l'absence de structures d'Etat sur le terrain, comme par celle d'une politique nationale du Pérou en Amazonie, bénéficiant de la durée, de moyens et de l'indépendance d'objectifs définis au préalable. Aussi, assista-t-on à une collusion tacite entre d'une part, l'Etat péruvien en quête d'entrepreneurs décidés et puissants, aptes à le suppléer pour occuper le terrain dans les zones marginales aux frontières mouvantes et, d'autre part, les grands intérêts liés à l'exploitation au meilleur compte des ressources en caoutchouc. Pour eux, le drapeau péruvien représentait, d'abord, un commode alibi juridique pour étendre ou justifier leur emprise.

Cette alliance objective de l'Etat péruvien et de comparses fleurant fort, parfois, la canaille affairiste et sans scrupule, devait aboutir à des résultats souvent désastreux.

#### Carlos Fitzcarrald, l'homme emblématique de l'Orient

La figure de Carlos Fitzcarrald est, sans aucun doute, celle qui se détache le plus fortement dans le concert des hommes marquant l'histoire de la construction de l'Amazonie moderne. L'homme avait tout, d'ailleurs, pour prendre place parmi les personnages de légende, et si ses laudateurs magnifient son oeuvre, ses détracteurs dénoncent avec une égale sincérité ses abus et ses crimes liés à une ambition sans frein... Aussi, en l'absence de sources spécifiques d'époque et d'archives connues de ses entreprises relatant ses trafics, leur organisation, et ses projets à long terme, il est difficile de donner un jugement équilibré et d'avoir des certitudes précises. Et ce, d'autant plus que Fitzcarrald disparut brutalement, en pleine ascension et à un tournant de sa vie marqué par son premier échec grave, dans sa construction d'une sorte d'empire privé amazonien.

De nombreuses biographies ou essais ont été écrits sur la vie de C. Fitzcarrald, tous souffrent de deux défauts majeurs pour l'historiographie. Il y a d'abord la rareté de sources d'époque précises, ce qui conduit donc à multiplier les hypothèses, ensuite la présentation avec valeur de preuve, de jugements disparates recueillis par la tradition orale de ses contemporains et propres à la légende construite ensuite de ce personnage ; aussi ces informations manquent souvent de précisions et versent donc soit dans l'apologie, soit dans la charge contre le personnage.



## *Doutes et ombres juvéniles*

Dès l'origine, l'homme est quelque peu difficile à saisir, dans ses antécédents familiaux comme dans sa vie d'adolescent. Son père fut fils d'un capitaine de marine marchande, disparu en mer après d'aventureux bourlingages. Séduit par le Pérou découvert lors d'une escale à Callao, ce père voyagea à l'aventure, disposant de quelques ressources personnelles, et se mit en quête de vieilles mines portugaises... S'il ne trouva pas l'or, il rencontra l'amour avec une fille de bonne famille et de petite province, Esmeralda Lopez, qu'il épousa et dont il eut sept enfants. Il prit alors l'état de propriétaire et commerçant dans la ville de son épouse, à San Luis de Huari, proche de Ancash. L'aîné des enfants, né le 6 juillet 1862, Isaia Fermin, devait être le futur maître de l'Oriente. Il fit des études secondaires dans un des meilleurs collèges pour provinciaux de Lima, le "Lycée péruvien".

Selon un de ses biographes, Ernesto Reyna (1), le jeune homme aux cheveux blonds et rebelles, de tempérament inquiet, mais athlétique et audacieux, fut vite le chef des jeux de groupe de son collège. Mais survint aux vacances de 1878, un grave incident. Après une rixe de jeu, il fut gravement blessé et resta trois mois entre la vie et la mort et la même année, son père décéda. Abandonnant ses études, l'adolescent aurait décidé alors de s'engager dans l'armée péruvienne pour participer à la guerre contre le Chili. Mais suite à une rixe avec des recruteurs de l'armée qui amenaient de force des Indiens, et se trouvant sans papiers attestant son identité, il aurait été arrêté comme suspect d'espionnage pour le Chili... et condamné à mort ! Heureusement, il aurait été reconnu et innocenté par le Père chargé de lui donner les derniers sacrements avant son exécution, puis libéré... Nous sommes ici devant une des périodes conjecturales de la vie de Fitzcarrald... Il aurait ensuite changé son prénom pour celui de Carlos Fernando, ceci pour des raisons qui restent peu claires. De même, le sauf-conduit obtenu du tribunal militaire lui attribuait la nationalité chilienne... Aussi, selon un témoin qui le connut, Carlos se décida-t-il à chercher fortune "*dans les terres promises du Loreto*" !

### *Le fils du Soleil !*

Durant dix ans, on perdit, semble-t-il, sa trace, sauf quelques allusions à un "*cauchero*" et "*Indien blanc*", vivant près des sources de l'Ucayali. Une mention plus précise, datée de 1888, fait état de l'apparition et du trouble qu'elle provoqua chez les Indiens Campas, d'un "*chuncho blanco*" qui par ses prodiges aurait été reconnu et adopté comme l'incarnation de "*Amachengua*", c'est-à-dire de "*l'Inca San Juan Atahualpa*"! Son message aurait proclamé que les Indiens devaient vivre comme les hommes civilisés, regroupés autour de leurs églises et obéissant au représentant du dieu Soleil, c'est-à-dire Carlos Fitzcarrald en personne, et ce, sous peine de la punition des cieus...

Selon le Père Sala qui le connut bien, Fitzcarrald, en quête de main-d'oeuvre indienne, utilisa grâce à quelques supercheries et faux miracles, la crédulité des Indiens et leur besoin de produits nouveaux. Ainsi, dans des conditions pour le moins obscures, érigea-t-il sa figure emblématique

de fils du "Soleil". Pour D'Ans, Fitzcarrald fut un aventurier habile car "*il canalisa les résidus de ce qu'avaient été les alliances rebelles et messianiques du siècle passé. Par persuasion ou tromperie, il put disposer de la sorte d'un effectif considérable de main-d'oeuvre*" (3). Ce qui est attesté, c'est qu'en 1888 Fitzcarrald vint à Iquitos négocier un lot important de caoutchouc, et il y rencontra le commerçant et brasseur d'affaires brésilien, Manuel Cardoso Da Rosa.

Il réussit là un joli doublet, en épousant la belle-fille du Brésilien, une péruvienne, fille du colonel Velazco, et passant pour "*la plus belle des beautés d'Iquitos...*", événement qui donna lieu à trois semaines de noces mémorables pour le "Tout Iquitos". De plus, il s'associa avec son beau-père qui disposait de capitaux pour exploiter l'or noir en friche de l'Ucayali, région que Fitzcarrald connaissait si bien et où il savait "parler" aux farouches Indiens ! Notons aussi que Fitzcarrald sut combiner avantageusement l'exploration pour la recherche du caoutchouc, et l'inventaire des ressources en main-d'oeuvre des tribus indiennes des zones prospectées, ainsi que le signale avec réprobation le Père Sala qui participa à une de ses expéditions. Enfin, il s'était doté avec l'appui de son ami et "ministre-conseiller privé", le Campa Venancio Atahualpa, d'une efficace et redoutable milice privée indienne fleurant le "tonton macoutisme" et qui exécutait ses ordres dévotement, réprimait les Indiens soulevés et ramenait des captifs pour les travaux forcés aux "*gomales*" du "Seigneur de l'Ucayali". Signalons aussi ses campagnes de recrutement de plusieurs centaines de "*mozos*" dans le piémont amazonien et à Moyabamba, qu'il installa dans ses "*barracas*" comme travailleurs agricoles assurant les besoins en vivres de ses travailleurs. Le colonel Lacombe note ainsi que 300 "*mozos de Moyabamba*" furent répartis tous les 20 ou 30 km sur le cours des rios Mishagua, Serjali, Caspajali, Manu et Madre de Dios, où ils créèrent des exploitations agricoles et y "*apportèrent la civilisation*".

Ainsi, le vaste domaine de Fitzcarrald se déployait sur des régions vierges de toute colonisation, riches en caoutchouc, traversées par des rios où naviguaient ses navires ; il s'y trouvait aussi ses comptoirs commerciaux et ses embarcadères à caoutchouc. Ce dispositif était protégé par ses alliances avec les Campas du Haut-Ucayali et ceux de l'Urubamba, mais aussi par les Piros des rios Mishagua et Camisea.

Si on tient compte du dynamisme de l'homme, de ses appuis financiers à Iquitos grâce à son beau-père, et de son charisme auprès de nombreux Indiens, on peut considérer qu'il représentait, lui, la seule autorité réelle, immanente comme transcendante du Madre de Dios !

### *La découverte du passage de Fitzcarrald*

En 1892 Fitzcarrald créa, à la confluence du Madre de Dios et du Mishagua, un vaste comptoir à caoutchouc où il installa avec luxe sa maison ; il fit même venir d'Iquitos des jardiniers chinois, ouvrit un commerce complet : "*on y achetait de l'aiguille à repriser au meilleur champagne français*". De là, il lança ses bandes de "*caucheros*" où dominaient les Indiens Campas, sur les rios pour ramener le caoutchouc, tout en refoulant, avec de fortes expéditions de représailles pouvant mobiliser jusqu'à 1.400 de ses hommes, Campas et péons, les tribus

insensibles au message du "*Nouveau Viracocha*" (2). Puis, cet homme qui avait conservé par ailleurs un sens familial profond, renoua avec ses frères et soeurs, certes retrouvés par hasard, car il se faisait passer pour étranger - Argentin parfois - et les engagea dans ses complexes "affaires".

Son entrée dans la gloire, expliquant certainement et sa légende et l'admiration que lui portèrent nombre de Péruviens, fut la découverte du passage ou "*varadero*", qui devait porter son nom. En 1893, accompagné d'un de ses fidèles, le chef campa Venancio Atahualpa et de ses hommes, il partit chercher un passage direct dont il avait eu vent par les Indiens comme par des récits d'exploration ; Larrabure pense à celui de l'exploration du préfet Samanez-Ocampo. Fitzcarrald ainsi découvrit, incidemment, qu'il y avait possibilité de communication par un passage terrestre, entre le bassin de l'Urubamba et celui du Madre de Dios, qu'il crut d'abord être le fleuve Purús. Ainsi, en empruntant cet isthme de 15 km, on pouvait rejoindre directement Iquitos, échappant à la seule autre et périlleuse voie du Madre de Dios, débouchant sur le Madeira, avec ses douanes brésiliennes et aux redoutables cataractes. Il se rendit alors à Iquitos informer les autorités et demander un appui officiel qui fut répercuté à Lima, mais dont l'approbation n'intervint qu'après la découverte ! Son beau-père toutefois crut que les affirmations de son gendre relevaient du délire et faillit lui refuser tout appui financier. Avec une flottille équipée à ses frais, Fitzcarrald remonta, à partir d'Iquitos, les rios jusqu'au terminal fluvial du rio Serjali. Là, il fit démonter son navire à vapeur, le "*Contamana*", et avec un millier d'Indiens aidés d'une centaine de "*caucheros*", fit haler sur une piste de fortune, qu'ils construisirent durant deux mois, les charges et la coque du navire sur des rouleaux de bois, jusqu'à ce que furent franchis les quinze kilomètres du chemin unissant le Serjali au rio Caspajali. A cet endroit, l'entreprise se heurta aux Indiens Mashcos, ceux-ci refusant le passage au "*Viracocha blanc et à la maladie* !". Fitzcarrald et ses hommes s'engagèrent alors dans de sanglantes batailles, puis donnèrent l'assaut au campement principal des Mashcos. Après jugement sommaire et en l'absence de toute autorité d'ailleurs, 30 Mashcos furent exécutés et 46 canots détruits...

La descente se fit par le rio qu'on croyait être le Purús, sur des rives riches en hévéas inexploités, vides de toute présence de civilisés, et où fuyaient les Indiens affolés par l'arrivée d'un bateau crachant le feu. Enfin, Fitzcarrald découvrit qu'il naviguait sur le Madre de Dios. Il aboutit ainsi aux barracas des "*caucheros*" de N. Suarez, en territoire bolivien. Il fut ainsi reçu au poste de El Carmen, non sans surprise, mais aussi avec enthousiasme, par "le colosse de Bolivie", N. Suarez, à la tête ici d'un autre royaume du caoutchouc.

Celui-ci découvrit que la marchandise amenée d'Iquitos valait 50 % moins cher que celle provenant de la voie du dangereux Madeira, coupée de chutes d'eau nécessitant un portage régulier et coûteux. Il en résulta 20 jours de fêtes ininterrompues et l'achat au prix fort du "*Contamana*" qui d'ailleurs devait couler, éreinté par son trajet, dès qu'il passa aux mains de ses acheteurs boliviens.

De cette rencontre faite à partir d'une découverte géographique et des perspectives économiques nouvelles en découlant, allait naître une société commune au service des grands desseins des plus puissants patrons amazoniens du caoutchouc, Fitzcarrald, Cardoso, son riche mais timoré

beau-père brésilien, enfin N. Suarez et Vaca Diez, ce dernier autre figure complexe de l'Amazonie bolivienne. Notons aussi que Carlos Fitzcarrald avait le goût de la montre et de l'ostentation fastueuse ainsi qu'en témoigne son portrait, fait lors de sa rencontre avec N. Suarez à El Carmen (selon Reyna, op.cit) : "*Don Carlos Fitzcarrald, vêtu de noir avec un costume importé directement de Londres, complété par un précieux panama de paille valant au moins 500 soles, arborant une grande chaîne en or, la barbe taillée, les moustaches cirées, descendit avec une prestance de président de la République...*".

Ainsi, c'était toute l'Amazonie centrale, donc celle des gisements de caucho les plus riches et restant à exploiter, qui se regroupait dans un cartel de puissants intérêts appartenant à des hommes d'une "trempe exceptionnelle" !

### Les compères d'une opportunité géographique

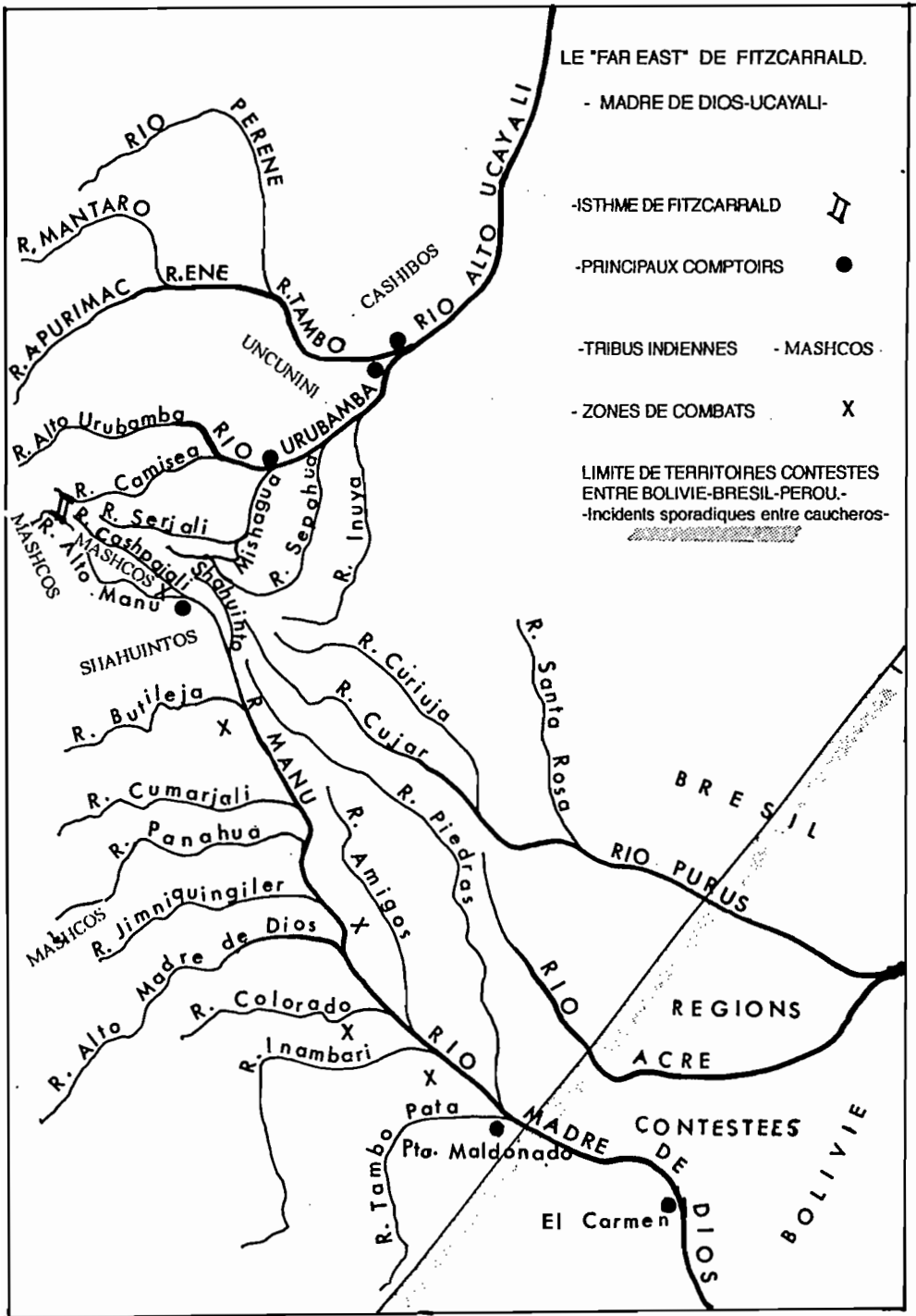
Curieuse association que celle de ces hommes, étrange rencontre que celle aussi de ces destins croisés par un moment amazonien.

#### *Nicolas Suarez : un self made man efficace*

Nicolas Suarez, originaire de Santa Cruz en Oriente bolivien, était un dur et opiniâtre "*self made man*" qui, avec ses six frères, avait compris la manne que pouvait apporter le contrôle intégral de l'exploitation de l'or noir amazonien.

Cueillette, commercialisation, transport, exportation en Europe, ravitaillement des barracas et capture de la main-d'oeuvre indienne, telle allait être la vocation de cette maison...

N. Suarez, s'il allait prendre les eaux à Vichy, menait une vie simple et fruste, selon des témoins directs que j'ai rencontrés à Riberalta; ainsi, dans son ancien fief de Cachuela Esperanza, il se promenait de bon matin, entouré d'oies, gardiennes irascibles envers les importuns. Il fut aussi, un temps, le maître de plus de 7 millions d'hectares de "*gomales*", en partie à cheval sur les frontières du Nord-Beni bolivien, mais qu'il sut exploiter avant les délimitations officielles et défendre avec ses hommes contre le Brésil dans l'affaire de l'Acre ou le Pérou sur le Madre de Dios. Il possédait aussi ses bateaux de transport sur les fleuves et un cabinet d'exportation du caoutchouc tenu par un de ses frères à Londres ; le commerce du transport fluvial était sous son contrôle et il aimait si bien son mode de vie, qu'il déclina les 12 millions de livres sterling offertes par des intérêts anglais qui voulaient racheter ses biens en 1912 (cf. D'Ans). L'homme était rustique donc, mal vêtu par goût ou affectation, ne l'appelait-on pas "le portefaix" à Iquitos où "*on ne le voyait jamais que nu-pieds, vêtu comme un débardeur*" ; mais selon E. Reyna, il n'avait pas abandonné toute coquetterie. Ainsi "*...il arborait à ses doigts trois formidables bagues d'une valeur incalculable, et en épingle de cravate, un diamant gros comme un pois ; sur son gilet, se croisait une chaîne en or, forte et grosse comme une chaîne de navire*" !



LE "FAR EAST" DE FITZCARRALD

Mais, ce gentleman sachant avoir aussi la discrétion des vrais nouveaux riches, connaissait depuis sa jeunesse tous les rios de la Haute-Amazonie et avait fréquenté les lieux et les personnages les plus dangereux.

Il aurait même, selon certaines sources, fait massacrer une tribu d'Indiens Caripunas par dépôt de bonbonnes d'alcool empoisonnées sur les rios, car ils avaient tué lors d'une expédition faite sur leur territoire, un de ses frères ! Il était aussi le maître de milliers de péons indiens enlevés aux tribus.

### *L'avisé Docteur Vaca Diez*

Son ami le docteur Vaca Diez était, lui, un fils de famille du Beni, né à Trinidad en 1849, de parents aisés originaires de Santa Cruz. Eduqué à Sucre et La Paz où il acheva sa médecine tout en fréquentant les milieux intellectuels et artistiques, il faisait figure de "libéral" et, lors de la révolution de 1871, dans les rues de La Paz, fusil à la main, il participa aux combats sur les barricades contre le dictateur Melgarejo ! Mais l'arrivée au pouvoir d'un autre dictateur, Morales, le poussa à une vive opposition publique et à proclamer du haut d'un balcon "... *que le peuple avait été trahi et que la dictature renaissait de ses cendres*" ! Réfugié à Tacna au Pérou après ce morceau de bravoure, puis médecin du président A. Balivian, il fut connu aussi pour sa passion médicale tout en maintenant une vive activité politique. Celle-ci faillit en 1876, l'amener en prison lors du coup d'Etat du général Daza ; il se décida alors, "à partir au large" en suivant les conseils de son père qui lui recommandait les nouvelles et riches possibilités d'exploitation du caoutchouc offertes par le Haut-Beni, et qui commençaient à être exploitées autour du petit centre de Reyes, où il avait occupé un commandement comme colonel vers 1850. Vaca Diez quitta donc La Paz, acheta une exploitation de caoutchouc à Reyes, et obtint vite des rendements excellents, devenant ainsi un des premiers producteurs du Beni..

Mais il était soumis aux handicaps des longs et coûteux transports du produit par le Madeira, d'où l'intérêt et l'aide qu'il apporta à l'explorateur américain E. Heath, qui devait découvrir que le rio Beni se jetait dans le Mamoré, ouvrant ainsi une nouvelle route vers Cachuela Esperanza, plus courte et plus facile. Surtout, E. Heath, l'explorateur du rio Beni, lui signala les richesses en caoutchouc du rio Datimanu ou Orton... Vaca Diez alors y transféra ses activités et devait fonder ensuite une puissante société connue sous le nom de "*Orton Bolivian Rubber C°*", avec un capital initial de 340.500 livres sterling réuni en association avec l'autre grand du caoutchouc, N. Suarez ! Elu sénateur du Beni en 1884, il se fit remarquer par un plan de développement de l'Amazonie bolivienne.

Projet audacieux, marqué par la forte préoccupation d'un aménagement rapide des voies de communication de la région selon des concepts géographiques, impliquant une action volontariste de l'Etat ; ce plan fut accepté et en partie mené à bien. De retour en Oriente, il mena avec des experts miniers anglo-américains, des recherches sur l'or de la montagne de San Simon face au Matto Grosso, où, selon de tenaces traditions, les jésuites des missions auraient trouvé beaucoup d'or ; mais cette exploration donna des résultats qui s'avérèrent décevants. L'exploitation du caoutchouc étant alors en crise du fait de la chute des

rendements, il entreprit de nouvelles et fructueuses explorations qui le rendirent maître des bassins caoutchoutiers des rios Orton, Tahuamanu et Acre. Puis en 1886, il créa le journal de Riberalta, "*La Gaceta del Norte*" où il défendra les intérêts du Nord-Beni et s'exprimera souvent (4).

Précieux, s'appliquant à parler un castillan châtié, ce qui faisait qu'on appelait cet homme rondouillard et bavard euphorique, le "*Docteur*" ou bien "*l'Espagnol*". Vaca Diez fut aussi un patriote "bolivien-amazonien" intransigeant, un homme d'affaires redoutable comme un homme de terrain dur, ainsi qu'il l'avait montré "en réduisant au travail" les tribus indiennes du rio Orton, pour le profit de sa société d'exploitation du caucho, affaire qu'il sut gérer rigoureusement avec une inflexible férule (5).

### *Le très discret beau-père brésilien*

Par contre, nous savons peu sur le dernier associé de ce groupe d'hommes hors du commun, le beau-père brésilien de Fitzcarrald, Cardoso, sauf qu'il était riche bien sûr, trafiquant d'importance à Iquitos et qu'il possédait des intérêts importants dans les "*gomales*" du Purús contestés entre Pérou et Brésil. Son caractère l'incitait plutôt à la prudence, face aux aventures qu'entreprenait son gendre... Mais, il sut montrer une belle habileté dans la captation de la succession ouverte par le décès de Fitzcarrald et, ce faisant, il accentua le glissement des zones contestées du Purús et du Yurua dans le giron du Brésil, selon D'Ans.

### **Le grand dessein de l'Amazonie du caucho**

Les objectifs de l'association furent bien définis, selon G. Pennano (6) ; ils prenaient en considération le fait que le consortium, formé par les quatre compères caoutchoutiers, dominait les plus riches gisements de caoutchouc restant encore à exploiter en Amazonie du Pérou, de Bolivie et du Brésil. Ce faisant, il contrôlait la majorité de la production amazonienne, donc prenait une place majeure sur les marchés internationaux. Avec la découverte du passage de l'isthme de Fitzcarrald, l'obstacle économique majeur grevant le transport du caoutchouc et le ravitaillement, la voie du Madeira perdait sa fonction avec son coût prohibitif de 3 à 400 livres sterling pour une tonne et des délais importants de rotation des charges. Mais pour avoir la plénitude de cette maîtrise du transport, il fallait créer une flotte fluviale et développer la politique d'autosubsistance des barracas de travailleurs du caucho par cultures vivrières, comme Fitzcarrald en avait donné l'exemple. Ainsi, c'était une sorte de relation triangulaire ambitieuse, entre la région du Madre de Dios et Acre, l'Europe et Iquitos, que projetait l'association créée.

Projet grandiose et hardi qui visait à casser les privilèges bien établis des circuits commerciaux brésiliens et internationaux et à instaurer en puissance économique autonome ce cartel des caoutchoutiers d'Amazonie centrale qui ignorait les cloisonnements géopolitiques.

La montée à niveau de puissance du consortium fut rapide, marquée par l'achat de deux vapeurs négociés en Grande Bretagne par Fitzcarrald, qui établit sa famille à Paris pour y assurer l'éducation de ses enfants,

tandis que son épouse y ouvrait un hôtel. Il caressa aussi le projet d'un chemin de fer partant du rio Manu vers le Haut-Beni et engagea des ingénieurs pour l'étude du tracé. Vaca Diez, de son côté, entreprit en liaison avec ses associés un grand projet visant à développer une colonisation systématique de ses possessions, d'où l'achat en Europe du matériel, de trois autres bateaux et le recrutement de 500 colons espagnols afin de réaliser ces objectifs. Surtout, Fitzcarrald eut soit l'habileté, soit la clairvoyance de ne pas se mêler aux tentatives séparatistes fomentées à Iquitos, ce qui lui valut, selon diverses sources, la reconnaissance de Lima qui lui attribua en 1896, en échange peut-être de son loyalisme, le monopole de la navigation sur les rios du Haut-Ucayali et du Madre de Dios.

Ainsi les conditions favorables étaient réunies à propos de ces grands projets que tout semblait faciliter. La partie bolivienne, de son côté, s'attachait à assurer son emprise sur l'Orient péruvien. Vaca Diez, qui avait déjà investi 450.000 livres sterling, installa aussi un comptoir important à Iquitos et, toujours en 1896, N. Suarez créa dans la même ville une société de commerce au capital de 500.000 livres sterling.

Si on tient compte du fait que Fitzcarrald avait reçu 500.000 boliviens de la part de ses associés afin d'assurer l'ouverture de la nouvelle route, on comprend ainsi l'importance de la mise réalisée par les "Boliviens" et l'enjeu que représentait dans leur stratégie, la nouvelle voie de transport passant par l'isthme de Fitzcarrald et ouvrant en direct sur Iquitos.

### *Roche tarpéienne sur l'Amazone !*

Mais ainsi que le note le colonel E. Lacombe (7) qui mena des explorations pour la "*Junta Fluvial*" sur le nouveau passage de l'isthme de Fitzcarrald, les désillusions succédèrent vite à l'euphorie. Le libre transit douanier, demandé à Lima pour les navires devant ravitailler les "*barracas*" de Bolivie, fut soudain refusé. Le Pérou, de plus, prit ombrage, pour ses propres intérêts, de la mise en place, par La Paz, de postes douaniers boliviens sur l'Acre et le Madre de Dios, de façon à compenser les pertes attendues de la douane de Villa Bella qui, sur le rio Mamoré, taxait les produits provenant ou allant vers le Madeira et dont on attendait la chute des revenus avec la mise en service de la nouvelle voie de liaison. Aussi la libre circulation du caoutchouc déjà accumulé en quantité importante à Iquitos et provenant de Bolivie, fut déclarée incompatible avec les traités en vigueur, notamment avec le Brésil. Elle fut donc soumise à une taxation de 23.000 livres sterling ! La souveraineté du Pérou sur ses fleuves intérieurs était ainsi rappelée sans équivoque. Tout aussi grave fut la faillite du projet entrepris par Vaca Diez et Fitzcarrald, d'introduction de 500 (ou 200 familles selon Lacombe ?) colons espagnols. Si ceux-ci furent bien recrutés et amenés à Iquitos, le blocage de leur navire, le temps d'accomplir les formalités et le ravitaillement, permit à la majorité d'entre eux de désertir... Autre coup terrible pour le clan bolivien !





Ainsi étaient déjouées les espérances mises sur la nouvelle voie ; celle-ci, pour la Bolivie au moins, s'avérait nettement moins avantageuse que prévue. Surtout, l'ampleur des projets du consortium avait de quoi inquiéter les gouvernements du Pérou et du Brésil, du fait de la précipitation de la Bolivie, donc de N. Suarez et Vaca Diez, d'une part à empiéter sur des zones contestées et riches en "caucho" exploité par leurs ressortissants et, d'autre part, à installer unilatéralement des postes douaniers taxant ce caoutchouc. De plus, le Brésil n'avait guère à se féliciter des entreprises de Fitzcarrald dans une autre région proche, pomme de discorde avec le Pérou, celle des bassins du Purús, Yavari et du Yurua. En effet, "le roi du caoutchouc" y avait, au cours des années précédentes, mené de dures expéditions avec ses Indiens et péons, contre les barracas des "seringueros" brésiliens qui en furent chassés, au besoin par le fer et le feu, selon la méthode propre au "Seigneur de L'Ucayali".

### *Questions ouvertes sur un drame*

Sur ce, survint brutalement le drame avec le naufrage, le 9 juillet 1897, du bateau de Fitzcarrald, "El Adolfito", dans l'Urubamba ; en voulant sauver Vaca Diez emporté par le courant et qui ne savait pas nager, Fitzcarrald se noya aussi. Leurs cadavres enlacés furent retrouvés quinze jours plus tard. Était-ce un symbole du futur de leurs relations d'affaires s'ils étaient restés en vie...? Avec eux disparaissaient, en tout cas, les grands projets de la transnationale du caoutchouc amazonien, préparés avec tant d'efforts et de soins.

Après ces disparitions, survinrent les péripéties de la liquidation de la société et de la succession des biens communs et privés. N. Suarez réclama et prit les navires de la société, il obtint la tutelle des biens comme l'éducation des enfants de Vaca Diez, son associé. Fort amer de l'attitude du gouvernement péruvien, il engagea alors le processus de débordement des positions péruviennes du Madre de Dios, étendit ses visées vers l'Ucayali, mais se heurta à l'opposition des "caucheros" péruviens appuyés par les Campas. Aussi, abandonna-t-il la route d'Iquitos par l'isthme de Fitzcarrald.

A Iquitos, le beau-père de Fitzcarrald, Cardoso, prononça la dissolution du consortium et mit ses biens sous la protection du Brésil dans les régions contestées, remettant en cause ainsi les positions acquises par les Péruviens. Si un des frères de Fitzcarrald, Delfin, tenta de rétablir les positions menacées, ce fut sans succès et il dut se replier sur le rio Mishagua où il affronta le soulèvement des Indiens Mishaguas qui dévastèrent les "gomales", incendièrent les "barracas", occupèrent l'isthme de Fitzcarrald où ils détruisirent les installations.

Delfin Fitzcarrald, qui devint l'époux de la veuve Fitzcarrald, fut tué peu après, par des Indiens Yaminahuas, sur un chemin de jungle qu'il suivait pour aller repousser des Brésiliens du Purús ! Enfin, les travailleurs indiens du Mishagua, pourtant le fief du "Roi du caucho", à leur tour se soulevèrent, menaçant la région.... Ainsi, l'empire de la gomme se délita plus vite qu'il ne fut constitué.

Une grande interrogation se pose à propos de C. Fitzcarrald, à côté de celles plus mineures et obscures sur sa vie passée et ses origines. Avait-il un projet politique aussi, en liaison avec ses associés boliviens, visant à

créer une sorte de "République du caoutchouc amazonien" indépendante de Lima, et constituée par le Madre de Dios et l'Ucayali du côté péruvien, incluant probablement aussi les secteurs du Purús contestés par le Brésil, et bien sûr le territoire de l'Acre, régions présentant toutes une propice situation de vacance d'autorité ? Si ces hypothèses ont couru, alimentant certaines craintes diplomatiques, rien de précis n'est venu les étayer. De plus, le nationalisme du clan bolivien était solide, tout comme celui de Fitzcarrald, donc plaiderait *a contrario*.

Néanmoins sa mort, survenue juste après les déconvenues subies par les projets du consortium, et alors qu'il regagnait avec Vaca Diez le Madre de Dios son fief, permet de se poser la question de sa réaction possible suite à l'attitude de Lima qui remettait en cause les plans échafaudés... D'autant plus que des intérêts internationaux, qui peu après se réunirent pour former le "syndicat bolivien-américain de l'Acre", existaient bel et bien, basés sur le caoutchouc. Aussi, avec un Fitzcarrald à leur tête, ils auraient pu espérer des résultats lucratifs. N'oublions pas aussi qu'Iquitos et sa population penchaient activement, ainsi qu'en témoignent diverses agitations contre l'autorité de Lima, vers le fédéralisme, voire la sécession...

Autre question enfin, peut-être dérangeante pour les anthropologues, comment s'explique l'emprise morale établie par Fitzcarrald sur les Indiens Campas et Piros, au moins ? Certes, l'homme usait de la brutalité propre à son époque pour "les affaires indigènes", et utilisait sans complexe la violence réductrice ; mais ces méthodes ne suffirent pas à expliquer l'attachement de ces Indiens, ni les moyens utilisés pour y parvenir. Quel pacte initial eut lieu, quels motifs expliquent le fort charisme qui lui attachait les uns, faisait plier dans la vassalité les autres ? Il y eut bien par ailleurs des "*caucheros*" tentant l'aventure de l'adoption par une tribu, épousant princesses ou filles de chefs, et essayant ensuite de manipuler le groupe à leur profit.

Si peu y réussirent vraiment, beaucoup y laissèrent leur vie dans la tentative, oubliés de tous.

### **Un très honorable entrepreneur : la Casa Arana**

Au moment de la disparition de Fitzcarrald, une autre puissance privée était en train de se constituer, mais dans le nord-est de l'Orient péruvien, entre les cours des fleuves Caqueta et Putumayo. C'est là que se développa une autre entreprise, certes d'aventure, mais plus circonscrite dans l'espace bien qu'ayant eu une emprise régionale de près de 200.000 km<sup>2</sup>, sur une région revendiquée par le Pérou et la Colombie et restée, elle aussi, longtemps d'intérêt marginal.

Aventure intéressante par le fait qu'elle s'inscrivit, elle, dans une totale légalité et disons-le, avec le concours, sinon la complicité de Lima.

#### *Arana, un jeune et tenace arriviste*

Le maître d'oeuvre de cette entreprise fut Julio Cesar Arana, né à Rioja, près de Yurimaguas, en 1856, chapelier de son état dans l'atelier familial dès l'âge de quatorze ans. Chapelier certes, mais de chapeaux de

luxe, confectionnés avec la fameuse paille de la région et valant ailleurs, sous le nom de panama, jusqu'à 40 livres sterling ! Amoureux d'une voisine, le jeune Arana manifesta de plus un goût pour la littérature et, même, adorait trousseur des poèmes à l'intention de sa bien-aimée. Jeune marié, Arana s'installa près de Tarapoto où abondait alors le caoutchouc et se mit à la collecte du produit sur une concession de moins de 400 hectares ; là, il faillit perdre la vie dans une embuscade tendue par des Indiens où il fut gravement blessé. Puis, pour étendre sa modeste activité, car l'ambition le tenaillait, il alla au Brésil pour y embaucher une vingtaine de travailleurs du Ceara.

En 1896, lassé de Tarapoto mais disposant d'un bon magot grâce à son sens de l'économie, il décida de passer à une autre échelle de travail. Il racheta à un Français, Charles Mourraile, une part d'une société de commerce exportant le caoutchouc. Dès lors, il installa sa famille à Iquitos où il vécut entouré de ses familiers et adjoints, seules personnes en qui il avait une totale confiance pour ses affaires. Son unique luxe était une vache laitière pour ses enfants et sa devise fut inscrite au fronton de sa maison : "*Activité, Travail, Persévérance*"... Il contracta la fièvre du rio Yavari, le bérubéri, en faisant de dures tournées de collecte de "*caucho*", et resta six mois entre la vie et la mort.

### *La Peruvian Amazon Company*

Il ouvrit, en 1896 toujours, mais à Manaos, une société de commerce du caoutchouc, occasion pour établir des liens avec les grandes places européennes et Londres surtout, puis sa réussite aidant, il installa sa famille à Biarritz... En effet, en trois ans, Arana se hissa au sixième rang des plus gros contribuables de la municipalité de Manaos ! Mais ce fut la découverte des possibilités des gisements de caoutchouc restés en friche sur le rio Putumayo qui allait donner une impulsion décisive à sa carrière. Ce fleuve, large de 500 mètres au maximum et profond de 7 mètres, était navigable sur les trois quarts de son cours ; il formait surtout une barrière naturelle face à la Colombie. Or, une contestation ancienne de frontière existait, ainsi que nous l'avons vu, entre les deux pays et portant sur une bande de 200.000 km<sup>2</sup> environ, comprise entre les cours des rios Caqueta au nord, et Putumayo au sud. Après de complexes palabres diplomatiques, les deux pays s'accordèrent en 1906 pour la mise en place d'un *modus vivendi*, en attendant l'arbitrage du pape, et retirèrent leurs postes de contrôle sur la zone. Or, dès 1899, Arana, sentant tout l'intérêt que présentait ce vide de souveraineté, fit un accord avec les frères Larrañaga qui y exploitaient le caoutchouc depuis les années 1880, sans concurrence notable. Le Péruvien offrit de payer, en marchandises et ravitaillement, le latex récolté par les Larrañaga qui devaient jusque-là se ravitailler, non sans délais et difficultés de transport, à Pasto en Colombie, ville située sur les Andes. Naïvement, les deux frères se retrouvèrent en société, associés avec Arana qui, féru en pratiques juridico-commerciales, ficela au goût de ses intérêts cette belle affaire ! Aussi, en 1908, les Larrañaga se retrouvèrent dépossédés légalement car minoritaires dans la société, et devant se contenter de seulement 25.000 livres sterling de dédommagement pour leurs actions... Arana était ainsi devenu le propriétaire légal de près de 20.000 km<sup>2</sup> de "*gomales*", payés 116.700

livres sterling. Seuls, quatre Colombiens s'obstinaient à garder leurs titres dans la région, appuyés par le consul de leur pays à Iquitos. Or, le Putumayo voyait sa production de caoucho s'accroître, passant d'une valeur de 500.000 livres anglaises en 1903, au double en 1905. Mais l'augmentation de la production dépendait aussi de l'effectif en main-d'oeuvre disponible, éternelle pierre d'achoppement des patrons du caoutchouc. Celle-ci était fournie par les tribus de la région, les Boras, Huitotos, Andokos, Okainas, soit 50.000 Indiens peut-être. Pour Arana, les rendements de ces Indiens étaient bas car non contrôlés par des surveillants.

Aussi, son idée fut d'encadrer la collecte par un système de gardes, veillant à l'obtention du latex en fonction de normes de production strictes. C'était, avant l'heure, l'introduction d'un quasi-taylorisme tropical productiviste !

A cette fin, il réunit des éléments louches, leur confia la formation d'une milice de plusieurs centaines d'hommes qu'en 1904 il renforça par un contingent de 400 Barbados, sujets britanniques des Indes Occidentales. Ainsi, en comptant ses Indiens et ce contingent antillais, en 1906, il disposait d'une petite armée privée équipée de fusils Winchester et, dans un télégramme au Président Pardo du Pérou, il demandait d'urgence l'envoi de fusils Mannlichers ! En effet, le coup de maître d'Arana, lui assurant la bénédiction officielle et l'impunité, fut de se proposer à Lima qui, avec le Président Pardo, menait une politique nationaliste en Amazonie, comme le bouclier frontalier péruvien, opposé aux ambitions de la Colombie. Projet crédible grâce à ses domaines et à la force privée qu'il avait constituée, ainsi mise au service de Lima, officieusement, et s'interposant entre les deux pays, tout en donnant un avantage certain au Pérou, sur le terrain. Pour ce faire, Arana s'était abouché avec les cercles dirigeants de la capitale où sa surface commerciale, sa respectabilité financière avec sa société enregistrée à Londres et de droit anglais lui donnaient, avec ses titres légaux de propriété et sa milice de mercenaires zélés, une respectabilité de choix. Ainsi, en se proposant ensuite au service actif de la Patrie, en tant que "centurion du Putumayo", sa position devenait inexpugnable.

En 1906, l'exportation du caoutchouc atteignit 1,4 million de livres sterlings. Mais les entrées et sorties du Putumayo étaient soigneusement gardées et fermées aux curieux et importuns ; ainsi seuls les vapeurs d'Arana et Frères parcouraient les fleuves, n'amenant que les voyageurs agréés par Arana, y déposant sa marchandise et chargeant son caoutchouc, celui-ci collecté par plus de 10.000 de ses Indiens, vers ses comptoirs de Iquitos ou de Manaos où attendaient pour leur chargement, les navires de gros gabarit de la même société Arana, à destination de Londres, Le Havre, Hambourg ou New-York. Fondée en 1907, la "*Peruvian Amazone Company*" était devenue une puissance, et son maître qui avait la conviction, contre son milieu professionnel, que le caoutchouc des plantations asiatiques allait porter d'ici peu un rude coup au caoutchouc naturel, pouvait se préparer, c'était son vieux projet, à prendre une retraite tranquille en Europe, avec l'honorabilité d'une immense fortune faite.

## *Les scandales du Putumayo*

En 1906, le préfet Fuentes (8) écrivait : "*Arana, J. Cesar, considéré comme notable, patriote et riche commerçant, a été le civilisateur du Putumayo, de ses Indiens qu'il a habillés, soumis au travail, et dont il a réprimé les féroces instincts...*". Et, précisait le préfet de Loreto, 13.603 Indiens recensés et 89 Péruviens travaillaient pour lui, chiffres auxquels il faut ajouter la chiourme des Barbados, importés des Antilles par le "civilisateur". Apparemment, les rares visiteurs du domaine Arana virent peu de choses ou en parlèrent peu... Ainsi, en 1902, le commandant de marine Espinar (9) note les vertus nouvelles acquises par les 50.000 Indiens vivant sur le Putumayo : "*... ces sauvages et anthropophages sont pacifiques et dociles avec les Blancs*". Arana, consigne son rapport, a pacifié cinq tribus, les a divisées en 170 groupes de travail dans ses "*gomales*", a créé 18 hameaux de 300 habitants chacun. Le travail du "*caucho*" se fait selon les contrats de fournitures habituels et le paiement en caoutchouc et, précise-t-il, les Indiens sont surveillés dans leur travail avec un surveillant pour 100 à 200 péons. Ainsi 12.000 hommes travaillaient pour la société Arana. De plus, Arana venait d'obtenir la concession de placers d'or à exploiter sur le bassin du Marañon.

En 1908, c'est-à-dire à l'époque où vont éclater les affaires du Putumayo, un autre visiteur anonyme (10) fera le point, mais très superficiellement, sur la Casa Arana. Il note ainsi l'essor des centres de La Chorera et de Colonia India, l'existence d'un réseau de 40 comptoirs commerciaux, de zones de cultures et de l'investissement de 300.000 livres sterling au moins, réalisé pour assurer "*une exploitation rationnelle et bénéfique du caoutchouc*" dont la production est passée de 16 tonnes en 1900, à 202 t en 1903, 470 en 1905 et 645 en 1906.

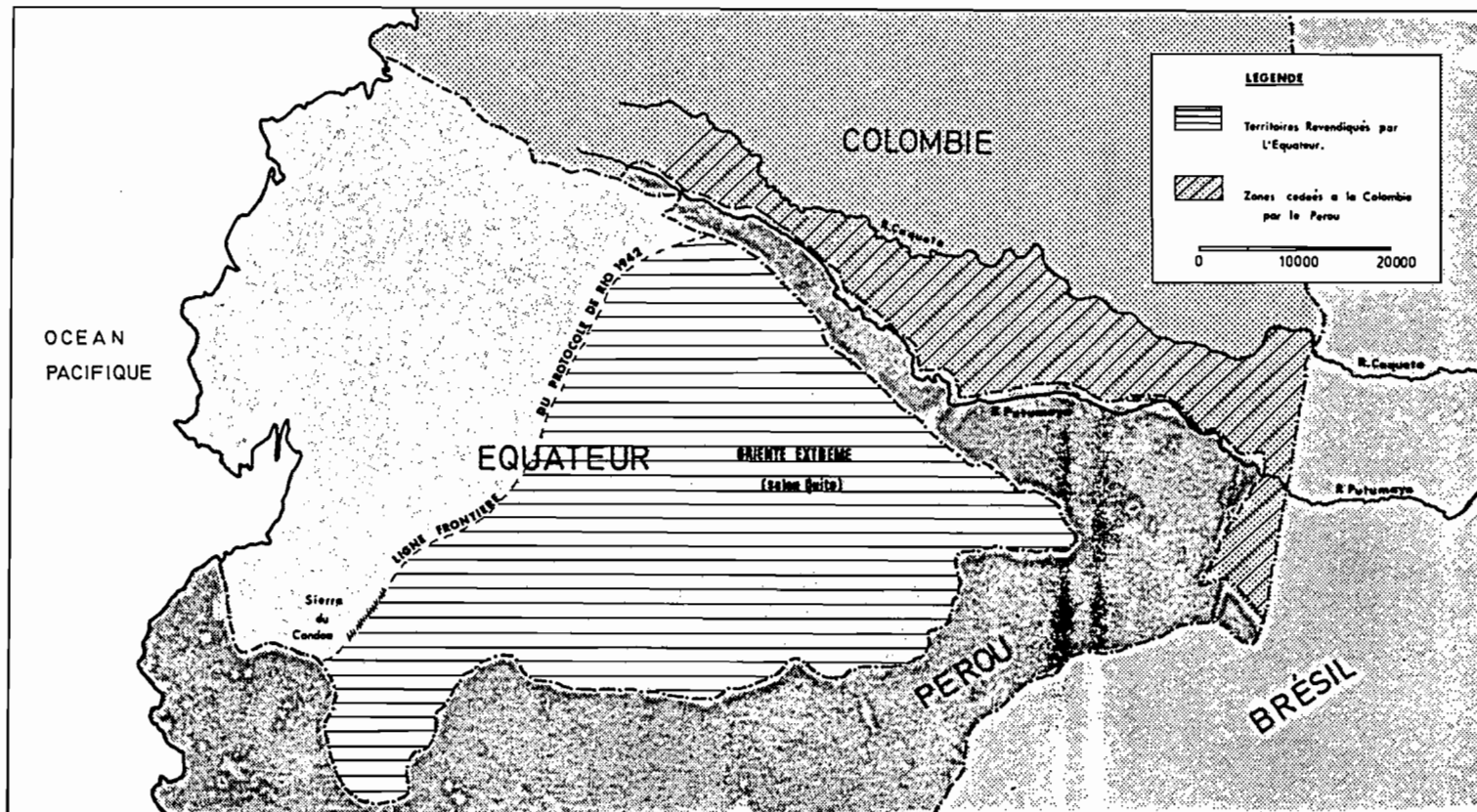
Mais le Destin, soudain, devait changer son cours !

A partir de 1906, débutèrent dans certains journaux d'Iquitos des attaques nourries contre la Casa Arana et ses méthodes abusives utilisées envers "ses Indiens". Puis éclata l'affaire des "révélations" du jeune Hardenburg qui visita le Putumayo où il eut maille à partir avec les agents de Arana. Le livre (11) qu'il devait publier peu après fit scandale, surtout à l'étranger, car il dénonçait, non sans une certaine délectation, et précurseur en cela de certains médias modernes, les atrocités systématiques institutionnalisées par le système propre à Arana, en donnant des détails sur les pressions exercées sur les travailleurs à la production et les abus qui en résultaient.

La Grande-Bretagne, au nom de ses sujets de La Barbade, exigea des "*éclaircissements*" de Lima, puis une enquête, sous la pression des ligues protestantes et de la Société pour la protection des Indigènes... Un consul, R. Casement (12), spécialiste des scandales coloniaux du Congo, fut enfin dépêché pour enquêter dans la région. Aussi, le Pérou dut, non sans quelque embarras, se résigner à ouvrir une enquête. Mais Londres exigea avec l'envoi des preuves recueillies par le consul Casement, une information approfondie dont les premières conclusions aggravèrent les charges contre la Peruvian Amazone Co.

LIMITES FRONTALIÈRES SELON QUITO EN 1923

LE CONTESTÉ AMAZONIEN DU NORD



En 1910, Arana fut jugé, reconnu coupable et condamné à une peine de prison... Notons que la disparition du géographe français Rabuchon, qui ramena des photos gênantes sur les traitements subis par les Indiens, lui est imputée par certains. Mais il y échappa grâce à l'annulation des interrogatoires de ses agents par la Cour Supérieure d'Iquitos ! De plus, deux amis d'Arana, élus sénateurs avec son appui en 1907, l'aidèrent beaucoup à Lima... Cela fut d'autant plus aisé, au moins aux yeux de l'opinion, qu'on soupçonna la Colombie d'avoir poussé à la publication, opportune pour ses revendications, du livre accablant d'Hardenburg. On dénonça aussi d'autres intérêts occultes et opposés au Pérou, donc au patriote Arana (13). Certes, quelques magistrats honnêtes protestèrent... Finalement, le plus grave pour Arana fut la liquidation de sa société après quelques mauvais exercices et le lâchage de ses associés anglais avec la crise du caoutchouc. Avec la première guerre mondiale, l'affaire fut enterrée, et en 1923, Arana fut élu sénateur de Loreto...

Néanmoins, son fief passa à la Colombie, conséquence de l'accord frontalier conclu secrètement d'abord entre les deux pays en 1922 (Accord Salomon-Lozano), mais depuis longtemps ses travailleurs indiens profitant du passage des commissions d'enquête, avaient fui, loin de son emprise. Enfin, après 1910 les cours du caoutchouc s'étaient effondrés... Il ne restait donc plus qu'une coquille vide de l'empire bâti si vite et si prospère (14).

### Un "cauchero" qui ne put rester grand : Carlos Scharff

Nous avons évoqué plus haut deux exemples de grands "*caucheros*" qui parvinrent à une certaine réussite d'abord, et qui de toute façon marquèrent profondément leur époque car leur action s'imbriqua dans la mécanique globale du problème amazonien et ne fut pas sans conséquences ultérieures. Il peut apparaître intéressant d'évoquer aussi des figures d'une envergure plus modeste comme l'Italien Franchini, colon modèle selon de nombreuses sources, et bien d'autres qui apportent de nouveaux témoignages, évocateurs de la situation créée par la course au caucho.

Nous retiendrons ici la figure de Carlos Scharff, car celle-ci paraît intéressante comme exemple de ces dizaines de modestes "patrons" qui tentèrent avec des succès variables, de se hisser dans le club fermé des "grands".

#### *Un bon patron...*

Né en 1866 à Lima, C. Scharff partit jeune faire du caoutchouc et fortune donc, espérait-il du moins. Il travailla d'abord sur les rios Tigre, Napo, Morona, Yavari-Mirin et Putumayo du nord de l'Orient ; donc, dans une région de forte insécurité du fait de la présence de tribus belliqueuses, restée en partie inexplorée et privée de postes péruviens assurant un minimum d'autorité. Puis, il transféra ses activités sur le Haut-Yurua où il créa un réseau de "*barracas*" sur le rio Chandless et le Purús ; là, il fonda le poste de Catay qui devint le centre de ses activités. Il visita aussi et explora le rio Gregorio, dangereux avec ses redoutables tribus



comme ses sanglantes rivalités entre "seringueros" brésiliens et "caucheros" péruviens.

L'homme, selon certains témoignages de l'époque, était audacieux mais bon (15) et chose rare, soucieux de la condition de ses travailleurs. Pour cela, il ouvrit des sentes d'accès aux terrains d'exploitation des barracas, pour faciliter le travail et les liaisons, et même créa une école pour les enfants de ses employés sur le rio Curanja.

Il eut un moment jusqu'à 2000 péons et "habilitados" ou travailleurs autonomes travaillant pour lui, et la main-d'oeuvre de tribus entières d'Indiens Campas, Conibos, Chamas, Huititos et aussi celle de ses préférés, les Piros, tous attirés, dit-on, par ses qualités humaines et sa douceur persuasive. Ainsi, finit-il par contrôler tout le bassin du Haut-Purús et 20 jours de remontée en canot étaient nécessaires pour parcourir ses domaines ! Aussi, atteignit-il une surface financière importante, avec un capital de 1.200.000 livres sterling pour sa société, et sa signature était honorée sur les places internationales du caoutchouc : Paris, Londres, New-York et bien sûr, Manaos ou Iquitos.

### *Un rude baroudeur*

Mais à la mort de Fitzcarrald en 1897, il fut victime, car ami de ce dernier, du contrecoup de la liquidation conflictuelle de la succession. Aussi refusa-t-il une entente visant à un arrangement spoliateur pour les héritiers, des biens de Fitzcarrald que lui aurait proposé le beau-père, Da Rosa Cardoso. Cette attitude l'entraîna dans les conflits découlant de la lutte entre patrons péruviens et "coroneles" brésiliens, pour s'assurer la possession du caoutchouc du Purús. Ces "coroneles" de la région, grands seigneurs du "caucho", amis de Da Rosa Cardoso mais ayant souffert des actions de refoulement de Fitzcarrald, entreprirent alors de déloger les Péruviens par des expéditions de représailles avec la création d'un "bataillon patriotique", formé de volontaires et aventuriers brésiliens du Purús. Cette unité irrégulière, milice privée tolérée par Manaos, attaqua en 1903 les "barracas", commerces et navires péruviens de la région, dévastant leurs biens et faute d'appui de Lima, les obligeant à abandonner leurs positions. C. Scharff se retrouva ainsi ruiné, puis en combattant, fut capturé et mené enchaîné à Manaos où il fut remis au consul du Pérou. Tenace, il reprit le chemin du dangereux Purús et installa de nouveaux "gomales" sur la partie non navigable des rios, ce qui empêchait les incursions des Brésiliens dans des zones où s'étaient aussi repliées les tribus sauvages pour échapper aux batailles des "civilisés".

Des lieux donc difficilement fréquentables pour le vulgaire...

### *Nouvelle donne sur le Madre de Dios*

C'est en 1905 qu'il se décida à participer à la course au caucho qui se déroulait dans le Madre de Dios où il s'installa d'abord sur le rio Manu ; puis, il explora le rio Cujar et, là, découvrit de riches gisements de caoutchouc, restés vierges de toute collecte. Il décida de les exploiter en assurant le transfert de son personnel du Purús, sur cette région où il retrouva aussi, à Puerto Maldonado, des amis de Fitzcarrald et anciens comparses de ses aventures. Scharff comptait, de plus, des amis "haut

placés" à Lima, tel par exemple le Président de la République de l'époque, J. Pardo... Aussi, le destin lui souriait à nouveau, et il demanda une vaste concession d'hévéa sur le dangereux rio Piedras dans la partie haute, qu'il avait toute probabilité d'obtenir.

Mais la mort le frappa à ce moment, suite à une grève de certains travailleurs indiens d'une de ses "*barracas*". Loretanos et Indiens Piros, en effet, s'unirent pour attaquer le poste de Zeticayo, puis le 19 juillet 1909, celui de Curiyacu où C. Scharff fut assailli dans sa maison familiale ; certes il résista en faisant le coup de feu, puis fut tué avec l'incendie du bâtiment, mais en ayant pu assurer la fuite et la survie de sa femme et de ses enfants. Les motifs de cette grève suivie de révolte, résidaient, d'après F. Marin (16), dans les mauvaises conditions de travail et de nourriture comme aussi de la revente d'Indiens Piros à un autre patron...

Son assassinat fut suivi de représailles engagées par ses fidèles Campas, menés par le cacique Venancio Amaringa, l'ami et le conseiller de feu Fitzcarrald, contre les Piros qui l'avaient attaqué et qui furent arrêtés et jugés.

### Trois destins, trois impossibles solutions pour l'Orient

Les exemples que nous avons retenus ici, en fonction de l'intérêt des sources disponibles, ont une valeur propre au niveau de leur signification.

Avec Fitzcarrald c'est, dans tous les sens du terme, l'Aventure, avec les inconnues propres à une forte personnalité. Aventurier quelque peu éduqué, mais au goût vite marqué pour les situations troubles, les individus louches et les actions de "desperados", où l'on joue à quitte ou double le rifle aidant, Fitzcarrald a, semble-t-il, eu un itinéraire qui présente bien du flou et des ambiguïtés. D'abord il sera "*l'outlaw*" des jungles inconnues mais où il s'impose aux tribus, explore des régions vierges, puis crée sa milice privée et étend systématiquement son aire de cueillette. Puis, il apparaît à Iquitos, s'allie à un notable des affaires, devient un personnage officiel puissant financièrement. Explorateur et découvreur de l'isthme, il sait comprendre la portée commerciale de sa découverte, met tout en oeuvre pour casser avec ses associés boliviens le passage du Madeira et créer le premier consortium amazonien du caoutchouc indépendant des circuits extérieurs. L'affaire, soudain, échoue par réaction du Pérou, et la mort brutale de Fitzcarrald nous frustre de la suite, probablement écrite en pointillés avec ce qui se passera peu après sur l'Acrc. Fitzcarrald paraît avoir servi le Pérou en fonction de ses intérêts propres d'abord et avec opportunisme, son nationalisme paraissant bien pragmatique.

Arana est lui d'une trempe différente car jouant les formes légales et se les appropriant au besoin ; parti de rien aussi, il construit durement ses assises, paie de sa personne. Réaliste, la tête froide, ce parvenu intelligent et homme d'action raisonné, sait à Manaos, prendre une place de choix dans le lobby fermé du caoutchouc et devenir un honorable président du syndicat caoutchoutier. En même temps, il entreprend la construction de son domaine du Putumayo, joue avec succès l'internationalisation de son honorable société à Londres, puis il devient en quelque sorte, avec sa société, la patriotique avant-garde du Pérou face à la Colombie ! Réaliste,

il avait compris, depuis longtemps, la fragilité du système du "caucho" amazonien et la nécessité de sortir, fortune faite, d'une Amazonie qui, pour lui, n'était nullement grisante, au contraire de Fitzcarrald, ni aucunement attractive, sauf pour y réaliser ses fins !

Un trait commun unit Fitzcarrald et Arana : des entreprises bâties sur des sociétés familiales où un chef canalise en toute confiance pour ses desseins les énergies quasi tribales de son groupe... Même attitude, mais avec un succès plus durable pour Nicolas Suarez. C. Scharff, lui, est un peu le prototype du petit patron de terrain, se hissant par une vie dure et chanceuse aussi, à des sommets, puis emporté par la conjoncture, recommençant ailleurs, à zéro presque, et trouvant son terme fatal, en complète logique avec la vie qu'il avait menée dangereusement.

### L'inéluctable dépérissement du système du caoutchouc

Il y eut finalement de nombreuses figures de son type qui peuplèrent l'Amazonie du caoutchouc. Vies heurtées, dans des milieux dangereux où tous les moyens étaient bons, maîtres provisoires de vastes domaines sur des rios marginaux où ces "patrons" vivaient frustement et dangereusement. Seule griserie, le temps d'une virée à Iquitos, à Manaus, voire, consécration suprême, en Europe... Là, ils devenaient les princes des nuits des palaces internationaux, échafaudaient de mirifiques combines, tissées bien sûr de tromperies, puis repartaient, souvent ruinés, mais heureux, refaire du "caucho" dans les Orientes marginaux amazoniens.

Que signifie l'histoire de ces hommes dans la perspective de l'Amazonie péruvienne ?

D'abord, l'absence d'Etat qui contrôle, organise, développe et sanctionne sur son territoire ! Ensuite, la complicité laxiste d'un pouvoir qui s'accommode ou se résigne par impuissance, intérêts cachés aussi, ou fausse habileté de séides qui, à sa place, assument ses fonctions. Donc, une sorte de lettre de course donnée à des corsaires du "caucho", en réalité pirates des jungles, tolérés ou acceptés au nom du patriotisme et de la concurrence. Mais cette politique de facilité va se payer et cher ; les satrapes de la Selva sont en fait fragiles, car abusant d'une puissance sans frein envers leur personnel et leurs voisins. En effet, ils ont été amenés par la force des circonstances, à s'entourer d'une clientèle d'aventuriers, de nervis et sicaires, qui sont, certes, leurs instruments efficaces, mais aussi porteurs de germes de désordres et d'abus qui, à la longue, embarrassent les autorités, puis les lassent. Déjà en 1900, P. Zamudo, dans son plan de gouvernement (17), dénonçait ces "*frères des jungles*", formant des colonies ambulantes d'aventuriers et chez qui régnait "*la domination du plus fort, les fusils qui consacraient le droit et sanctifiaient les crimes. Fitzcarrald, Franchini, le Campa Venancio et le Chinois Francisco, sont les maîtres de l'Ucayali, du Tambo et donc du caoutchouc !*" déplorait-il avec lucidité.

Enfin, cette débilite de l'Etat se payera à un autre moment, soit face à la Colombie, soit avec la Bolivie, avec l'expansionnisme des Suarez et surtout devant le Brésil, avec ses "*coroneles*" des marches du caoutchouc !

Dernier point intéressant qui indique les limites du système, Sharff meurt assassiné par ses Piro, tribu la plus fidèle selon lui... Cette

mutinerie des forçats des "gomales" ne sera pas la seule, d'autres éclateront ailleurs, entraîneront la désertion de nombreux "caucheros" après 1910, avec la fin des illusions.

Le système, ainsi, avait atteint les limites du supportable, en trouvant dans l'Ucayali et l'Acre, à la fois les gisements les plus riches, mais aussi les plus difficiles à exploiter. Manque de ravitaillement, isolement, bérubéri, paludisme aigu, férocité des patrons dans leur compétition, représailles indiennes, vont se combiner avec la chute des cours, donc des revenus, pour rendre la vie au "caucho" insupportable. Finalement, le cycle du caoutchouc était rentré dans sa phase aiguë d'obsolescence à mesure qu'il devenait plus aventurier, plus marginal géographiquement, "out of line" comme on disait dans les confins du Pacifique aventurier. Donc plus dangereux avec les durs affrontements entre Péruviens, Brésiliens et Boliviens. La fin des barons du "caucho" était ainsi inscrite dans leur situation provisoire car reposant sur l'épuisement à terme du caoutchouc et la mise en place de limites internationales. C. Scharff, un "bon patron", dit-on, le paiera de sa vie et bien d'autres aussi, qui ne surent arrêter à temps l'infamale course au profit et au "caucho". Notons la puissance de Fitzcarrald au moment de sa disparition, telle qu'elle ressort du moins d'un inventaire, certainement très incomplet, qu'il adresse du Carmen au délégué du gouvernement bolivien : "*Ses activités s'étendent de Contamana jusqu'aux rios Tambo, Urubamba, Manu et Haut-Madre de Dios. Il possède entre vapeurs et barques, vingt unités, plus quelques-unes autour de Iquitos. Mais il ne peut communiquer les informations sur ses ventes de caucho de peur de se tromper... Il exploite le caucho sur le Haut-Madre de Dios depuis 1892 avec 500 familles, mais aussi le rio Manu et partie du Madre de Dios*"...

Seul, se maintint, mais du côté bolivien, Nicolas Suarez. Il prit à temps le virage de la diversification, commerce, transport, passage au ramassage de la noix du Brésil ou "castaña" sur ses anciens domaines. Il fit aussi, signe des temps et de l'influence des nouvelles formes de colonisation, de Cachuela Esperanza, un centre de travail modèle car offrant des conditions modernes (hôpital, médecins, électricité, lotissements sociaux). Ce faisant, pendant les dures années de la récupération de la crise, il perdit de l'argent, beaucoup, et il prit sur ses réserves de Londres.

Néanmoins, il fut le seul à conserver, certes entamées, sa puissance, son autorité et une image de héros national, car ses "gomales", il avait su les défendre contre le Brésil ou le Pérou et, ce faisant, éviter à la Bolivie le dépeçage de son Orient qui la menaçait vers 1900.

### Notes bibliographiques :

(1) cf. Reyna, E., *Fitzcarrald, el Rey del caucho*. Contribución al centenario del descubrimiento del río Amazonas por Españoles. Imprenta P. Barrantes 161 p. Lima. 1942.

(2) cf. Valdez, Z., *La exploración del Madre de Dios por F. Fitzcarrald*. S.E. 33 p. Iquitos. 1942.

(3) cf. D'Ans, A., M. *L'Amazonie péruvienne indigène*. Payot. 223 p. Paris. 1982.

(4) cf. Casanovas Lijeron, A., *Antonio Vaca Díez o el genio empresario y geopolítico boliviano*. Signo. n°16. p. 109-122. La Paz. 1987.

- (5) cf. Vaca Diez, A., *El río Orton y su colonización*. 2<sup>ème</sup> édition. 137 p. Imprimerie del Nacional. La Paz. 1894.
- (6) cf. Pennano, G., *La economía del caucho*. C.E.T.A. Iquitos. 264 p. 1988
- (7) cf. Lacombe, E.(Cnl), *Expedición de Puerto Bermudez a Iquitos*. LYC. T. 12. p. 200-411. Lima. 1901.
- (8) cf. Fuentes, H., *Apuntes históricos, geográficos, políticos i estadísticos sobre el departamento de Loreto*. LYC. T. 16. p. 41-63. Lima. 1906.
- (9) cf. Espinar, E. (cdt.), *Viaje a l'Igara-Parana, afluente izquierdo del río Putumayo*. LYC. T. 4. p. 218. Lima. 1902.
- (10) cf. Relación anónima. *La región del Putumayo i la casa peruana J.C. Arana*. LYC. T. 18 .p. 129. Lima. 1908.
- (11) cf. Hardenburg, W.E., *The Putumayo, the devil's paradise, travels in the Peruvian Amazon region*. 371 p. Londres. 1912.
- (12) cf. Casement, R., *The Putumayo Indians. The contemporary review*. Vol. 102. p. 317-328. Londres. 1912.
- (13) cf. Rey de Castro, C., *Los escándalos del Putumayo*. Barcelona. 462 p. 1913. Voir du même auteur : *Los pobladores del Putumayo*. Barcelone. 1914.
- (14) cf. Collier, R., *Jaque al Baron*. Traduction anglaise de : *The river that god forget*. The story of the Amazon Rubber C°. CAAAP. 259 p. Lima. 1981.
- (15) cf. Granadino, E., *Exploraciones en el río Piedra por C. Scharff*. BSGL. T. 12. Lima. 1916.
- (16) cf. Flores Marín, J.A., *La explotación del caucho en el Perú*. CONCYTEC. 219 p. Lima. 1987.
- (17) cf. Zamudio, P., *Plan de gobierno de la región oriental del Perú*. LYC. T. 14. p. 361-409. Lima. 1900.

#### IV - LES SANCTUAIRES DES RÉSISTANCES INDIENNES

*"Je veux m'évader du cauchemar de l'Histoire"*

J. Joyce -

Il est temps de prendre enfin en compte les réactions de cet acteur majeur mais occulté, l'Indien, et la place qu'il occupe sur la scène amazonienne, où il n'intervient qu'épisodiquement, à la fois présent mais passif, absent mais faisant planer une menace potentielle sur les autres acteurs.

Nous l'avons vu, le monde indien est quantité négligeable, atomisé en une multitude de tribus, elles-mêmes éclatées en un patchwork qui, vu de loin, pour le Blanc, apparaît fantaisiste et illogique. Dans ce milieu hétérogène, il ne dépasse pas au mieux l'effectif de "nations" de quelques milliers d'individus ; le plus souvent, ces groupes résidentiels sont dans le meilleur des cas composés de quelques centaines d'individus, établis en chapelets discontinus le long des rios, et éclatant en sous-unités ne dépassant pas quelques dizaines de personnes dans les régions du piémont andin.

Les différences de cultures, les antagonismes traditionnels autant que les distances, contribuent encore à accentuer l'éclatement de ce milieu autochtone qui, face aux Blancs, a eu des attitudes variables. Les Indiens "*mansos*", domestiqués et installés sur les quelques axes passagers de circulation, y sont plus ou moins encadrés par les missions, métissés avec le fond créole du Loreto, donc ne participant que marginalement à l'économie de cueillette d'abord, soumis ainsi aux abus, petits ou grands, des despotes administratifs locaux.

A côté d'eux, leurs frères des selvas sont restés éloignés de "la civilisation", soit par oubli du colonisateur qui ne s'aventure guère hors des sentiers battus, soit par refus et désertion après quelques désagréables expériences avec les "réductions", ou avec un patron qui leur imposait des travaux peu ou pas rémunérés d'où les brimades n'étaient pas exclues, fuyant aussi les Blancs qui enlevaient leurs enfants sous prétexte de les éduquer dans la dignité de domestiques.

Enfin, il y a le vrai Indien "*bravo*", vivant de tout temps en pleine indépendance, et qui a toujours refusé le contact du Blanc, s'est opposé à son entrée sur son territoire et, au besoin, n'a pas hésité à aller l'attaquer loin de ses terres pour, au cours de razzias soudaines et brutales, lui voler ses outils, ses armes, ses enfants et les femmes, puis ensuite disparaître dans ses selvas profondes inexpugnables.

Les Espagnols de la colonie firent l'expérience dans les régions des piémonts de cette combativité propre aux tribus, liée d'une part à leur amour de leur terroir et d'autre part à leur parfaite utilisation des milieux forestiers. Indiens dotés en effet de l'art de s'y déplacer vite, de façon invisible et de pouvoir y survivre longtemps, grâce aux collectes de produits naturels, à la chasse et la pêche.

Les Péruviens à leur tour devaient apprendre la capacité de résistance efficace de ces tribus, de même qu'ils devaient peu à peu trouver certains moyens de contenir ou de forcer ces résistances. Néanmoins, à la lecture des rapports anciens de l'administration ou des récits d'exploration, de voyages, ou d'expériences de colonisation, il apparaît clairement que les

résistances indiennes furent actives et puissantes dans deux grandes régions. La première et la plus ancienne est celle des confins nord, proches de la frontière théorique et non délimitée entre le Pérou, l'Equateur et de la Colombie, c'est-à-dire celle des bassins des fleuves Morona, Nieva et Santiago, principalement pour la bordure équatorienne, les bassins du Putumayo et Napo et Caqueta impliquant, eux, davantage la Colombie.

L'autre région de résistance se situe au sud de l'Oriente péruvien, s'appuyant sur les bassins de l'Urubamba, de l'Ucayali et du Madre de Dios et s'étendant largement dans les régions du Haut-Beni, par où remontaient les colonnes de "*caucheros*" boliviens. Dans les deux cas, il s'agit de régions restées inexplorées, au mieux très sommairement reconnues, ainsi que de zones présentant des enjeux économiques donc frontaliers durables.

Si l'une était connue, celle du Haut-Marañon, depuis longtemps, pour son ancienne et, selon certains, fabuleuse richesse en or ayant suscité une colonisation espagnole active qui s'effondra sous les coups de révoltes indiennes, l'autre, celle du Madre de Dios-Ucayali, resta vierge de toute présence civilisée jusqu'à 1890 au moins, date à laquelle elle commença à être ouverte par l'arrivée des trafiquants et des missionnaires. On peut ajouter à cet ensemble d'autres zones souvent importantes à l'époque, telles celles des bassins du Purús, Yavari et Yurua ou de Chanchamayo et du Perené, champs de colonisations actives et qui furent toutes marquées par une forte résistance indienne durable.

Ces phénomènes de résistances indiennes sont significatifs à plus d'un titre, dans le contexte de l'Amazonie en général, comme de celui de l'Oriente péruvien en particulier. Ils consignent les effets d'une paralysie ou d'une incapacité de l'emprise péruvienne, à être autre chose que nominale, et illustrent la vacance territoriale résultant d'une série de dysfonctionnements comme de l'absence de politique indigène.

Aussi, face aux problèmes des résistances indiennes, l'administration ne fut qu'un auxiliaire souvent passif des intérêts privés, et au mieux, lorsqu'elle voulut les voir, la spectatrice impuissante des abus ou atrocités qui se commettaient. Car finalement, suite à ses échecs colonisateurs répétés, elle dut épouser l'économie du "*caucho*", ses rentes de situation et ses aléas aussi.

### **Le réduit jivaro du Haut-Marañon**

Il est patent que le sanctuaire indien de cette vaste région découle d'un double héritage. Le premier est celui de la colonisation espagnole qui, ainsi que nous l'avons vu, dut battre en retraite devant les soulèvements des Jivaros et l'épuisement probable des mines d'or ; situation qui expliquera l'abandon par l'Espagne de la région aux missionnaires et aux tribus révoltées.

Le second héritage qui figera cette région dans un immobilisme quasi complet et durable d'au moins un siècle, sera le grave différend de frontières qui éclata avec l'indépendance du Pérou et de l'Equateur, à propos de la souveraineté sur Jaen et le pays dit des Bracamoros, comme

de celle sur la région amazonienne de Mainas, s'étendant du Marañon à la rive gauche du fleuve Amazone jusqu'aux rives du Putumayo, à l'est.

Lima se résignera *de facto* à un statut de zone-tampon durable pour la région, et se gardera, par crainte d'une réaction en chaîne impliquant la Colombie, de toute action offensive pouvant déstabiliser la région, laissant ainsi la place libre à la formation d'un sanctuaire indien.

### *Le Rio Santiago interdit de Blancs*

C'est en 1590 que les Jivaros s'emparèrent des mines d'or et menacèrent d'asphyxie les autres villes minières de la région ; celles-ci manquaient de main-d'oeuvre et ne purent opposer une résistance efficace à leurs attaques. Aussi ce fut l'abandon de Logroño, Santiago, Loyola et autres. Ainsi commençait, comme le note un historien des mines d'or (1), la mise en place du réduit Jivaro sur toute la région des rios Santiago, Morona, Nieva et Pastaza.

C'est dès 1830 que se rencontrent les premières informations officielles relatives aux difficultés existant dans le bassin du rio Santiago. Le gouverneur du poste, en effet, annonce la menace que font peser les Indiens sur le village de Santiago et donne l'ordre de le défendre "*...dans la mesure du possible*", ainsi que le bourg de Borja. Peu après, le gouverneur de Santiago donnera des précisions intéressantes. La menace provient d'Indiens Anaacuni jadis amis des habitants du poste, mais qui se sont alliés aux Indiens Patucas, eux anciens ennemis des Blancs. Or, ils veulent maintenant, avec ce renversement d'alliance, attaquer le poste. Ces nouvelles ont été obtenues grâce à des Indiens amis, de la tribu des Huambisas, et un premier meurtre a eu lieu, affolant la population. Si ordre est donné de porter secours aux habitants, la plus grande prudence est recommandée, comme de n'utiliser la force qu'en cas de besoin, et de traiter humainement les Indiens faits prisonniers.

En 1831, le préfet déplorera (2) les conséquences des attaques des Indiens Patucas, celles-ci entraînant la fuite du gouverneur de Santiago qui a sauvé, néanmoins, en les emportant, les reliques de l'église, et est allé chercher du secours ; on redoute en conséquence, maintenant, que ces attaques ne se reproduisent sur Borja, Barranca, San Antonio, autres postes importants où la population est très inquiète. En effet, les Indiens volent, tuent les hommes et enlèvent captifs, femmes et enfants. Or, face à cette situation, la population manque d'armes à feu, de poudre et de munitions. Notons aussi que la perte de Santiago signifiait aussi celle de ses placers d'or...



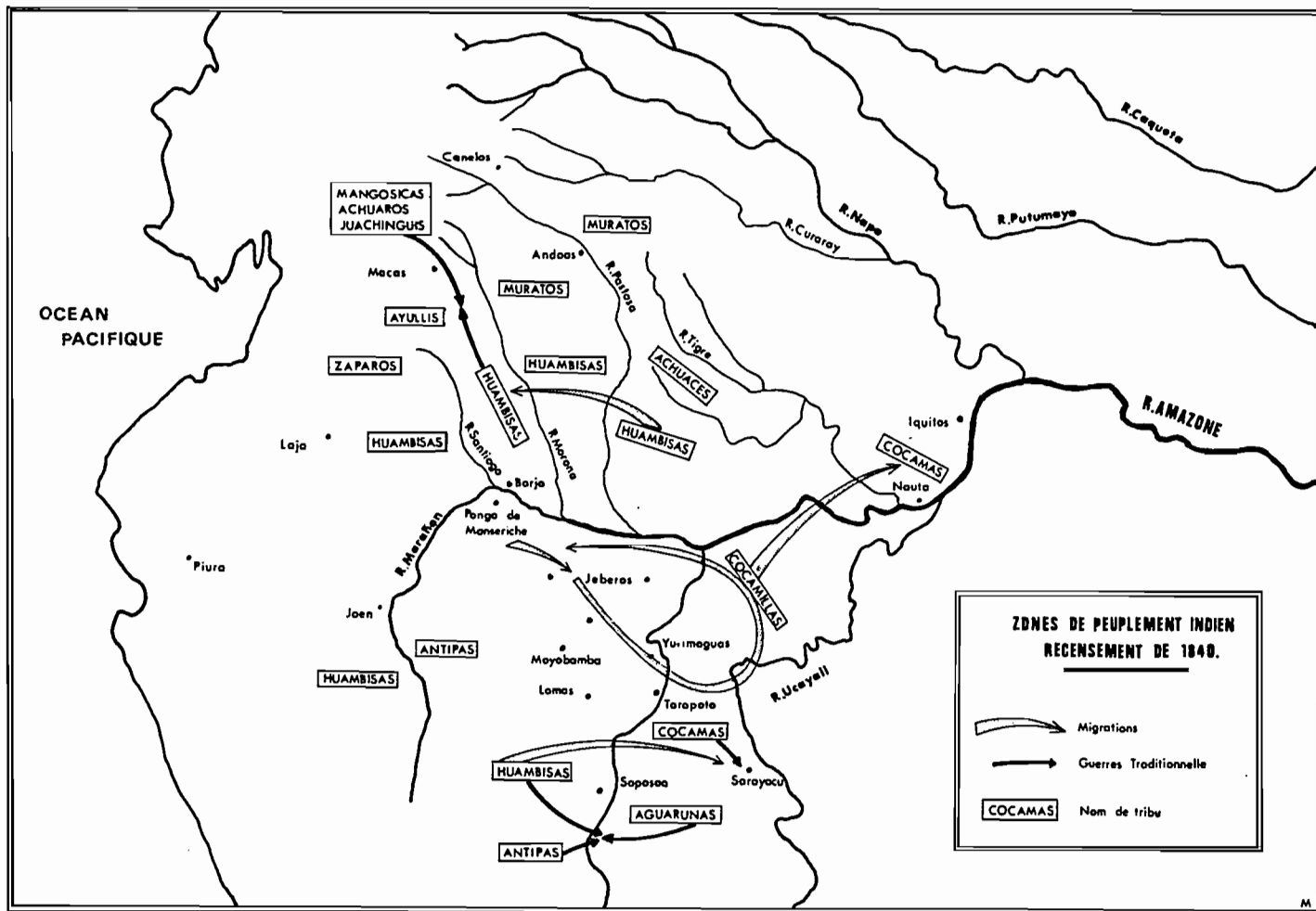
## *L'impossible répression*

Cette situation d'insécurité va amener les autorités à prendre quelques mesures ; ainsi en 1831, on va mettre l'armement de l'ancienne garnison dissoute de Mainas à disposition du sous-préfet. Puis sur ordre du Ministre de la Guerre, on placera en état d'alerte le bataillon de la Garde Civile de Moyobamba et, en 1832, on formera des milices pour faire respecter aussi par l'Equateur "*les lois péruviennes*". Mais en 1834, la menace est toujours là, et il semble qu'aucune politique de pacification n'ait pu être entreprise sérieusement, sauf la réoccupation de Santiago. En 1839, de nouvelles mesures de défense sont proposées (3) après deux raids dévastateurs des Indiens Aguarunas du rio Paracada ; ceux-ci ont attaqué Santiago y tuant deux Blancs et menacent maintenant Borja où des Indiens amis annoncent une proche attaque. La population est terrorisée et les habitants ont commencé à fuir. En effet, on signale que les tribus utilisent en plus des sagaies et lances, quelques fusils "*obtenus de l'Equateur*", dit-on. Aussi est-il demandé l'envoi d'un peloton de 25 Gardes Nationaux, pour faire une démonstration d'intimidation auprès des villages en état de révolte.

C'est en 1843 qu'une attaque plus forte aura lieu, non pas à Borja, mais à Santa Teresa, et nous disposons du témoignage du juge de paix de la région (4). L'attaque a fait 37 morts et 11 femmes ont été enlevées ! Quelques jours après, les habitants sont sortis de leur refuge et ont capturé dans une rencontre avec des Indiens, quatre femmes et deux enfants "*infidèles*". Le sous-préfet donnera ordre de distribuer des armes à feu et demandera des sanctions contre les révoltés. Un bilan ultérieur alourdira la première estimation faite des victimes car elle atteint finalement les chiffres de cinquante adultes tués, de treize enfants et quinze à vingt femmes de tous les âges, enlevés. La population des autres postes, prise de panique après ce massacre, a fui, aussi ignore-t-on les mouvements des Indiens d'où, conclut le sous-préfet, l'inutilité d'engager une expédition de représailles, d'autant plus que la milice et les autorités sont dénuées d'armes et de moyens. Cependant le gouverneur de Laguna recevra l'ordre de mettre tout de même sur pied, avec le capitaine Monteza, une expédition de représailles ; celle-ci se joindra à une colonne d'habitants de Santa Teresa qui, poursuivant les Indiens, en ont capturé sept. Tous les habitants des postes, est-il prescrit, faute d'armes à feu, doivent "*s'équiper d'arcs et de flèches pour repousser les agresseurs*" ! Mais l'expédition Monteza reviendra sans avoir obtenu le moindre résultat et, faute de vivres prévus, refusera de rester à Laguna ; d'ailleurs des désaccords existaient, depuis la création de cette troupe, entre ses responsables ! Aussi, sous les ordres du lieutenant Najar, une autre expédition sera montée en 1845, sur le rio Santiago, mais elle manquera d'armes et de volontaires ; Najar proposera alors d'enrôler des esclaves noirs ou "marrons" réfugiés du Brésil...

De retour, la colonne aura perdu dans une embuscade cinq de ses Indiens Cocamillas, sans avoir pu obtenir un quelconque succès à son actif. Les distances ont été, pour elle, l'obstacle principal, avec 44 jours de marche, de Moyobamba, sa garnison, au rio Santiago, base de ses opérations.

ZONES DE PEUPEMENT INDIEN. RECENSEMENT DE 1840



## *Barranca en état de siège permanent*

En 1845, la défense de Barranca devient ainsi d'une actualité urgente ; un groupe de dix miliciens armés doit y être mis en place, mais il ne restait plus que 16 habitants dans le secteur, les autres ayant fui.

En 1851, on redoute à nouveau une attaque indienne : or, le gouverneur du poste fait connaître qu'il ne peut compter sur le soutien des gouverneurs des autres agglomérations, car ceux-ci sont terrorisés et craignent des représailles ! De plus, sans l'appui d'une milice blanche, la défense apparaît impossible. La même année, le sous-préfet décidera de chasser les Indiens des placers d'or qu'ils contrôlent et des localités prises par eux. Mais l'expédition projetée n'a que des moyens limités, aussi son ravitaillement sera à charge des habitants. Puis, survient une volte-face soudaine et inexplicable de l'autorité supérieure, le préfet. Ce dernier signale en effet sa décision de négocier avec les Indiens leur retrait, "*en respectant leurs biens et en les indemnisant, tout en concluant avec eux une paix durable*" (5).

Un autre témoignage intéressant montre bien, et l'insécurité qui a régné de tout temps dans la région, et l'absence d'autorité ; c'est celui du Père Castrucci Vernoza qui a visité les principaux rios de la région. Ce voyage du chef de la paroisse d'Andoas se fit, de 1845 à 1848, sur les rios Pastaza, Napo et Bobonaza (6). Il a permis au religieux de relever partout la situation d'insécurité grave créée par les exactions des Indiens ; ainsi par exemple sur le torrent Vitacu, ils attaquent tous les voyageurs. A Andoas, bien qu'ayant 450 habitants, le village est à l'abandon malgré les efforts du missionnaire local, car, démoralisée par les incursions des Indiens, la population fuit.

Pourtant, le religieux a été reçu par les Indiens Zaparos, mais ceux-ci "*ne tolèrent que les prêtres, mais haïssent les Blancs*" ; par contre, il a dû renoncer, par peur d'une agression, à continuer sa visite en territoire des Jivaros dont il estime le nombre à 1600 individus vivant dispersés.

Le sous-préfet se décidera, en 1852, à monter une expédition de représailles avec 53 hommes bien armés, mais se plaindra de quelques défections de civils et du refus de deux missionnaires de l'accompagner. L'expédition réoccupera Barranca et y placera une garnison.

Une rencontre amicale y aura lieu avec des Indiens Aguarunas, venus chercher un appui auprès des Blancs de Barranca, contre leurs ennemis Antipas. La colonne visitera ensuite les postes abandonnés de Borja et Santiago, mais faute de vivres, la troupe devra rebrousser chemin. Aussi, en l'absence d'une protection permanente garantie, les anciens habitants de Borja, qui accompagnaient l'expédition, refuseront de se réinstaller... Le sous-préfet leur demandera alors de s'unir et de se grouper pour assurer leur défense, en citant le cas des habitants de la zone des placers d'or, entre Santiago et Borja, qui ont procédé à une collecte pour assurer leur défense et stocker des vivres, évitant ainsi une levée d'impôts locaux ! Une demande d'envoi de missionnaires, habitués aux Indiens "*mansos*", sera faite, aussi, pour tenter d'encadrer et réduire les Indiens "*bravos*".

En 1853, c'est du côté équatorien qu'on apprendra que les Huambisas ont attaqué Zamora, ancienne ville minière en déclin, et se préparent maintenant à des actions contre les pacifiques Aguarunas. On décidera, faute de moyens, de prendre des mesures pour accueillir les

réfugiés indiens amis, afin qu'ils soient sédentarisés et abandonnent le nomadisme.

C'est le géographe A. Raimondi (7) qui, en visite en 1859, apporte d'autres informations sur ce qui se passe dans la région.

En fait, l'absence des missives officielles depuis 1853, cachait une profonde détérioration de la situation locale. Ainsi, Borja a été détruit par des Huambisas, tandis que les postes de Copallin et Puyaya l'étaient, eux, par les Aguarunas, ennemis des premiers ! Mais tous appartiennent au groupe Jivaro. Si les autorités encouragèrent la création de nouveaux centres peuplés comme Puca-Barranquito et San Antonio, les Muratos venus du Pastaza détruisirent ces deux agglomérations en 1857 ! Raimondi confirme enfin la fuite de 70 familles de Borja, San Antonio, Balsapuerto et Jeberos, du fait de l'insécurité.

En 1869 se déroulera l'expédition du commandant Carvajal (8) qui croira rencontrer, dans le site de Borja, le futur port du Pérou sur l'Atlantique ! Ce poste en effet est à quatre jours de vapeur d'Iquitos, mais aussi à quatre jours de Jaen, ville elle-même située à trois jours seulement de Lambayeque, port sur l'océan Pacifique ! Le préfet qui accompagnait la mission, note que l'insécurité règne toujours car les Indiens intimident les habitants des postes dont une dizaine ont été détruits dans un passé récent. Le seul espoir réside dans la décision prise de la construction d'un fort à Borja, dont les travaux seront entrepris dès 1870, et des petits canons de montagne y seront installés. Le préfet, avec ces mesures, est confiant dans le repeuplement rapide de la région ; en effet, les Indiens Antipas, qui cherchent une protection contre les Huambisas, lui ont fait une visite d'amitié et de ralliement.

Mais les démarches entreprises pour prendre un contact avec les Huambisas et établir un *modus vivendi* avec eux, ne donneront pas de résultats, et ce, malgré la mission du colonel J. Cardenas pour les contacter, mais aussi évaluer l'intérêt des placers d'or des rios !

### *Un sanctuaire indien inexpugnable*

En 1901, le préfet Portillo effectuera une visite (9) sur le Haut-Marañon où il constatera l'abondance du caoutchouc, l'existence de placers d'or et de mines de charbon ainsi que la possibilité d'installer de prospères colonies agricoles. Mais la région reste, note-t-il, en état d'abandon, et même la colonie militaire de Puerto Melendez végète, avec deux officiers et treize soldats qui ouvrent une piste vers le Pongo de Manseriche.

Von Hassel, en 1905, évoquera succinctement (10) la dernière révolte des Huambisas qui s'est déroulée en 1903 ; ces derniers avaient alors massacré soixante personnes et enlevé quinze femmes à Nazareth et autres lieux du Santiago. Il constate que les tribus sont hostiles aux Blancs, ce qui explique qu'il n'y a qu'une unique "*barraca*" de caoutchouc sur le Morona, mais il précise aussi que les "*correrias*" des habitants civilisés sont à l'origine de cette situation d'hostilité.

La même année, c'est le préfet apostolique de San León (11) qui apporte de mauvaises nouvelles sur la région, précisant celles évoquées par Von Hassel. L'évêque signale en effet qu'en mai 1903, les Aguarunas "*poussés par leurs instincts comme par des instigateurs*", ont attaqué des

propriétés à Nazareth, pillé, tué, puis ont poursuivi leur razzia en descendant le Marañon, assaillant les postes de Timashco, Pate, Numpa, Chipe, Boca del Sinape et Huabico ; dans cette dernière localité, ils ont détruit la mission et assassiné le Père Calle et un Frère.

L'impunité totale dont jouissent ces Indiens explique, selon l'évêque, ces nouvelles attaques qui rendent impossible la reprise des relations amicales avec les Antipas, car les pillages ont permis aux Indiens de renforcer leur équipement en armes à feu, en plus de celui obtenu de certains Blancs. Aussi la mission a décidé de s'installer à San Francisco de La Barranca où elle sera proche des rios Pastaza et Morona ; de là, elle espère, quand les conditions locales le permettront, relancer les conversions chez les nombreuses tribus d'infidèles qui s'y trouvent.

Le préfet Fuentes (12) constatera, lui aussi, la totale insécurité de la région qui a entraîné en 1892 l'abandon de Andoas, attaqué par les Huambisas à l'instigation de l'Equateur, selon lui, comme d'ailleurs les attaques des "gomales", mais le commerce est insignifiant car il y a peu de caoutchouc dans la région. Un Français, probablement ancien soldat des campagnes d'Algérie, signale-t-il, s'est installé en 1902 à proximité de Puerto Melendez où il vit dans sa propriété de "Francia", avec ses chiens "Abdel Khader, Sultana et Mascota"... Signe encourageant, la colonie militaire de Puerto Prado est en pleine expansion.

En 1904, le rapport d'exploration du lieutenant de frégate Mavila (13) avait conclu à la richesse en caoutchouc du rio Tigre, mais, signale-t-il, l'hostilité résolue des Indiens Achoales a terrorisé les quelques commerçants péruviens, équatoriens et brésiliens de la région ; aussi, ceux-ci sont-ils condamnés à se retrancher sur des torrents inaccessibles aux canoës des Indiens. La situation est identique sur le rio Morona, où les Huambisas sont les seuls maîtres du fleuve.

Ainsi la situation de zone interdite, propre à cette région, aura été durable et se prolongera d'ailleurs bien après la période que nous évoquons ici. En 1928, l'explorateur Mesones Muro (14) rapportera qu'un nouveau soulèvement eut lieu en 1914, sur le rio Nieva, où tous les postes furent détruits et les habitants assassinés ou obligés à fuir. En 1924, à nouveau, les Huambisas attaquèrent les colons blancs du rio Santiago.

Signalons que jusqu'aux années 1980, certaines zones, certes plus limitées, sont restées peuplées de Jivaros irréductibles qui tuèrent même un évêque américain dans la partie équatorienne. Ainsi la recommandation de Villanueva qui, en 1902, préconisait (15) la création de postes militaires à Puerto Melendez, au Pongo de Manseriche et sur le Haut-Marañon afin de pouvoir surveiller les rios Santiago, Morona et Pastaza et contenir ainsi les raids habituels des tribus guerrières, sera restée lettre morte.

Il était clair pour Villanueva que *"la négligence, l'ignorance et l'imprévision ont conduit à la situation actuelle"*.

### *Les résistances de la vallée de Chanchamayo*

Dans ce site d'ancienne présence espagnole, lorsqu'il fut décidé d'y installer des colonies agricoles de peuplement, le premier préalable à surmonter fut la présence d'Indiens dits "chunchos" ou sauvages, autrement dénommés Campas, qui s'opposèrent durablement aux

entreprises qui empiétaient sur leurs territoires. Ainsi en 1870, le colonel Pereira (16), chargé des travaux d'ouverture de pistes, constatait l'insécurité qui régnait pour ses travailleurs et les incendies de ses dépôts de matériels par les Indiens. Aussi la construction du fort de La Merced, seule, permettra, affirmait-il, de réaliser une surveillance efficace, mais il lui manquait des soldats pour les tâches de surveillance des travaux en cours.

Même année, dans la région relativement proche de Paucartambo, c'est le colonel Cardenas (17) qui constate le refus de contact de la part des Indiens, ceux-ci préférant fuir en abandonnant leurs biens. Il en déduit la nécessité de disposer d'effectifs plus importants, compte tenu de l'importance du nombre de villages indiens, et d'envisager la création de fortins bien équipés au Cerro de La Sal, de façon à pouvoir surveiller et couper, au besoin, l'indispensable ravitaillement en sel des tribus hostiles qui viennent s'y ravitailler. Selon un autre témoin, l'ingénieur Giordano (18), les Chunchos appartiennent aux tribus Campas, ennemies de toujours des Blancs et ayant suivi Tupac Amaru pour expulser les Espagnols et les missionnaires. Depuis, ils se refusent à tout compromis amical avec les colons de la zone qu'ils nomment : "*Espagnols voleurs*"! Attitude qui, selon lui, s'explique par le fait qu'ils sont soumis aux pressions des Blancs à l'ouest, et à celles d'autres Indiens à l'est. Mais ces Indiens sont aussi bons cultivateurs, n'utilisent pas de flèches empoisonnées et n'incendient pas les cases.

Les colons mènent bien des battues contre eux, en représailles de leurs embuscades, mais les Indiens ont appris à se méfier des armes modernes à répétition.

### *Dangereux bassins du Yavari-Purús*

Autre région dangereuse, encore une fois frontière ici avec le Brésil, celle du rio Yavari, peuplée d'Indiens Mayorunas et Conibos, hostiles aux Blancs. Une mission de délimitation de la frontière avec le Brésil (19) s'y heurta, en 1867, à une forte résistance, et subit deux attaques qui firent des victimes, aussi dut-elle rentrer à Tabatinga.... Même les "*seringueros*" brésiliens ne s'y engagent pas et ne dépassent pas le rio Galvez, lui aussi célèbre pour les affrontements qui s'y déroulèrent avec les "*caucheros*". De plus, un climat malsain, propice aux fièvres, renforce l'hostilité de cette région. Faisant partie de cette expédition officielle, le capitaine du vapeur "*Morona*" signale, lui, la pugnacité des groupes d'Indiens Cashibos qui attaquèrent à terre le détachement militaire débarqué pour exercer des représailles contre cette tribu. Celle-ci, en effet, avait massacré, peu auparavant, deux cadets de marine péruviens, Tavarra et West. Là aussi, cette hostilité chronique des Cashibos envers les Blancs explique que les commerçants et autres trafiquants ne s'aventurent pas à pénétrer sur le rio Pachitea qui, sinon, serait aussi fréquenté que l'Ucayali.

Le Père Sagols (20), en 1879, confirmera, à son tour, l'irréductibilité des Indiens Cashibos dont le territoire s'étend au sud du rio Aguaitia jusqu'à la Sierra de San Carlos, à l'est du fleuve Pachitea. Selon le religieux, cette tribu "*féroce*" s'est toujours refusée à tout contact avec les Blancs, mais elle est aussi en guerre constante avec les tribus voisines auxquelles elle s'oppose non sans un grand courage. Ces Indiens

anthropophages usent de grandes flèches mais à courte portée et ne naviguent pas sur les rios.

Fuentes signalera aussi cette tribu des Cashibos, et sa réputation de férocité qui interdit l'entrée du rio Tambo ; de même, il fait état du groupe des Indiens Piros qui furent durement chassés par Fitzcarrald, ainsi que les tribus réfractaires à la "civilisation" du rio Yurua.

Ainsi une vaste zone, correspondant aux bassins des fleuves Purús, Yavari, Yurua, Paucartambo, Pachitea et probablement à de nombreux autres rios plus mineurs et dont la mémoire est restée anonyme, a été longtemps le lieu d'actives résistances aux Blancs. Seuls l'attrait du caoutchouc, les armes automatiques des "*caucheros*" et leur utilisation de comparses et alliés indiens, leur permirent, étant par ailleurs gens tenaces et courageux, d'affronter ces tribus irréductibles, avec quelques succès payés cher et au prix de méthodes violentes.

### *Pas de miséricorde sur le Madre de Dios-Ucayali !*

Ici, la résistance aux pénétrations des Blancs était une ancienne tradition consacrée par l'appui apporté par les tribus, au 18<sup>ème</sup> siècle, à "*San Juan Atahualpa*", ce qui permit aux Campas de chasser les missions. Par la suite, une guérilla constante opposa les Campas des franges montagnardes du piémont amazonien aux "*hacendados*" ou grands propriétaires blancs qui s'efforçaient d'étendre leurs domaines vers les terres basses du Madre de Dios. Ainsi, Cariat (21) estime à plus d'une centaine le nombre des haciendas détruites par les Indiens Huachipayris et Sirineiris, au cours du 19<sup>ème</sup> siècle.

A partir de 1896, le Père Amich évoque brièvement la grande révolte des Campas. Mais, pas plus que les autres auteurs, il n'est prodigue en informations précises sur cette situation, ce qui se comprend avec l'absence d'autorités et de postes administratifs dans cette vaste région restant à peine explorée, mais où commençaient à se presser trafiquants, commerçants et "*caucheros*".

L'ingénieur Wolff (22), lui, constatera, sur le rio Pichis en 1889, les effets de cette révolte campa avec la fuite des habitants et l'abandon de la région de Port Tucker et de ses exploitations de caoutchouc où quatorze travailleurs furent assassinés. Déjà en 1888, note-t-il, c'étaient les Piros qui s'étaient soulevés et tuaient les Blancs ; aussi des milices de colons et "*caucheros*" appuyés par les vapeurs des rios Urubamba et Haut-Ucayali, avaient tenté de réduire le mouvement. Mais avec peu de succès, sauf que le chef de la révolte, le vieux Aurelio, se fit capturer et fut fusillé, après un jugement sommaire, dénoncé par C. Fry (23), "*... par une sentence d'une junte de Blancs*" !

Ces faits résultent pour Fry, d'une absence de toute autorité comme d'un peuplement régulier. Révolte des Campas dont l'ampleur fut importante, mais sur laquelle nous ne disposons que de bribes d'informations éparses ; ainsi sur le rio Blanco, un affluent du Bas-Ucayali, selon un témoin (24), les Cahuapanas tuèrent, en 1899, 18 hommes faisant du caoutchouc, dont 2 Espagnols.

Von Hassel, qui explora aussi cette région en 1905, mentionne (25) que le Haut-Madre de Dios et le rio Paucartambo ont une mauvaise réputation à cause des tribus sauvages qui attaquent régulièrement les

haciendas et les collecteurs de caoutchouc, dont nombre d'entre eux ont été tués par les Indiens Mashcos et Sirineiris ; d'ailleurs, lui-même fut blessé dans une attaque contre son expédition par des Indiens Huachiparis.

Il est curieux de noter que la révolte des Campas suit la mort de Fitzcarrald qui les tenait en mains et compta sur leur fidélité absolue... Fitzcarrald avait ouvert, à partir de 1891, par la force de ses sanglantes "*correrias*", les rios Manu, Piedras et Sutileja, où cinquante de ses hommes avaient été assassinés. Finalement, lui-même, après de sanglants combats, dut se retirer du Manu, devant l'opiniâtre résistance des Mashcos qui, à sa mort, reprirent leurs attaques, entraînant l'abandon d'une partie des "*barracas*" de la région. En 1912, L. Delboy (25) considérait que les grandes tribus de la région restaient libres, refusant d'aller travailler aux "*gomales*" et gardant une hostilité foncière envers les Blancs, souvenir des exactions passées.

Portillo, lui, en 1913 (26), constatait que "*les sauvages ou population inconsciente, restaient peu ou pas connus et que les Iñaparis des rios Madre de Dios, Piedras, Amigos, Pariamanu, Manuripi et autres, restaient cachés et hostiles, surtout après les "correrias" des hommes de N. Suarez*".

#### *Les pratiques indiennes en filigrane des textes*

Il est difficile d'analyser la portée de faits aussi parcellaires dans l'espace et discontinus dans le temps des Amazonies constituant l'Oriente du Pérou. De plus, cette approche est univoque et tronquée, puisqu'elle ne consigne que les textes officiels touchant au problème. En effet, nous ne disposons pas de la vision indienne de ces faits, en dehors de monographies ethno-historiques souvent limitées à un groupe indien ou un rio. Aussi, notre propos souffre de n'être qu'un monologue sur les sanctuaires indiens, laissant, par ailleurs, de nombreuses questions sans réponses. Néanmoins, il ressort des faits connus que, jusqu'à l'ère du caoutchouc, une large part du bassin de l'Oriente échappait à tout contrôle du Pérou. Dans certains secteurs comme le Haut-Marañon, non seulement les Indiens Jivaros conservèrent l'intégrité de leur territoire traditionnel, mais reprirent le contrôle du rio Santiago et chassèrent nombre de postes des civilisés, faisant ainsi régner une insécurité durable sur la périphérie équatorienne comme péruvienne du Nord-Marañon, et y empêchant toute mise en valeur. A ce propos, les documents d'époque font apparaître des contradictions intéressantes.

Les Blancs, riverains de cette région, étaient entrés depuis longtemps, semble-t-il, dans des systèmes d'alliances et hostilités avec des groupes indiens. Ils se retrouvèrent donc à découvert lors de renversements d'alliances, et, d'amis, devinrent ennemis, malgré eux peut-être, de certains groupes. Il apparaît aussi, d'après un témoignage, que l'attaque du village de Santa Teresa fut le résultat d'abord de provocations verbales lors d'une beuverie amicale faisant partie des habitudes locales. En effet, les habitants du cru annoncèrent pour les défier, aux Indiens en visite chez eux, l'arrivée de renforts venus pour les mater. Notons aussi que rapt de femmes et d'enfants faisaient partie des moeurs locales, et ce, des deux côtés.



Autre fait à signaler, à aucun moment sur le Haut-Marañon comme partout ailleurs, les révoltes indiennes ne se sont cristallisées sur le nom d'un héros s'instaurant en "*libérateur des Indiens*", porteur donc d'une charge charismatique et/ou d'un projet politique comme put le faire Atahualpa avec son message messianique qui enflamma les tribus les plus reculées. En ce sens, ces révoltes sont traditionnelles et visent à conserver un territoire ou à l'interdire à de dangereux intrus, voire, en profitant de la faiblesse des Blancs, à piller leurs biens.

Dernier enseignement, ces situations démontrent clairement la carence de l'autorité publique et politique, son manque de moyens comme de visées administratives à long terme. On y discerne, aussi, un rôle plutôt attentiste des missions, celles-ci s'avérant incapables de jouer, malgré quelques efforts et quelques martyrs, leur fonction d'intermédiaires naturels entre les protagonistes.

Enfin, le commerce, à ses risques et périls, s'efforce de composer et de se glisser dans les espaces disponibles ; mais souvent en y apportant un cortège d'abus et de tromperies dans ses pratiques, qui, faute de tout contrôle administratif, va provoquer tensions, puis explosions de violences, ainsi que cela apparaît nettement à la mort de Fitzcarrald.

Cyniquement, mais non sans réalisme, le colonel Portillo tirera la conclusion de cette carence d'Etat, dans le processus de pacification des Indiens de l'Orient : "*Les Campas doivent être dominés, mais seuls les "caucheros", aussi condamnable que soit leur comportement, ont été capables de le faire*"... Redoutable aveu donc d'une double carence, celle du contrôle territorial intérieur d'une part, et celle du contrôle des frontières, d'autre part. Un autre exemple nous en est donné par Villanueva, qui constate que c'est "*par une erreur du ministère des Travaux Publics, qui, sans consulter le Ministère des Affaires étrangères, celui-ci réservant toutes les attributions de concessions en zone frontière, que 91.746 hectares formant la possession Santa Helena, furent attribués à l'industriel Maximo Rodriguez*".

Il en résulta le conflit armé qui éclata dans la région entre le Pérou et la Bolivie poussée par le puissant N. Suarez, dans cette zone frontière sensible depuis des années et marquée aussi par la dureté des rapports entre Blancs et Indiens.

### Notes bibliographiques :

(1) cf. Ulloa, L., *La riqueza aurífera del río Santiago y de su zona. Un ensayo de historia minera*. BSGL. T. 32. Lima. 1916.

(2) cf. *Amenaza de los salvajes al pueblo de Santiago*. LYC. T. 9. p. 302-303. Lima.

(3) cf. *Defensa de Santiago y Borja. Nota del subprefecto de Mainas*. LYC. T. 9. p. 346. Lima. 1839.

(4) cf. *Nota del juez de paz de Unugua al gobernador de Mainas*. LYC. T. 9. p. 369. Lima. 1843.

(5) cf. Castrucci Vernozza, M. *Viaje del párroco de Andoas à los territorios habitados por los Zaparos i Jibaros en los ríos Pastaza, Napo i Bobonaza*. LYC. T. 6. p. 508-541. Lima. 1849.

- (6) cf. *Nota del prefecto de Amazonas al subprefecto de Mainas*. LYC. T. 7. p. 9. Lima. 1851.
- (7) cf. Raimondi, A., *Primer viaje del naturalista don Antonio Raimondi al departamento de Loreto*. LYC. T. 7. p. 35-114. Lima. 1859.
- (8) cf. Carvajal, M. (cdt.), *Exploración del Pongo de Manseriche*. LYC. T. 2. p. 474-476. Lima. 1869.
- (9) cf. Portillo, P.(Cln.), *Viaje al Alto Marañón*. LYC. T. 4. p. 46. Lima. 1901.
- (10) cf. *Memoria de la Prefectura Apostólica de San León*. LYC. T. 9. p. 249. Lima. 1905.
- (11) cf. Von Hassel, G., *Las tribus salvajes de la región amazónica del Perú*. BSGL. T. 17. p. 27-73. Lima. 1905.
- (12) cf. Fuentes, H., *Memoria del prefecto de Loreto*. LYC. T. 16. p. 41-63. Lima. 1906.
- (13) cf. Mavila, O., *Parte del alférez*. LYC. T. 4. p. 244. Lima. 1904.
- (14) cf. Mesones Muro, M. A., *Del Pacífico al Atlántico*. BSGL. T. 13. p. 42-96. Lima. 1986.
- (15) cf. Villanueva, M.P., *Las fronteras de Loreto*. BSGL. T. 12. p. 361-443. Lima. 1902.
- (16) cf. Pereira (cln.), *Exploración de los valles de Chanchamayo*. LYC. T. 2. p. 455-465. Lima. 1870
- (17) cf. Cardenas, J., *Informe de la expedición al Paucartambo*. LYC. T. 3. p. 20-33. Lima. 1870.
- (18) cf. Giordano, G., *Informe del ingeniero sobre la colonia italiana de Chanchamayo*. LYC. T. 11. p. 164-253. Lima. 1875.
- (19) cf. Paz Soldan, M.R. *Exploración del río Yavari*. LYC. T. 2. p. 330-349. Lima. 1867.
- (20) cf. Sagols, F., *Los habitantes de la pampa del Sacramento*. LYC. T. 14. p. 299-309. Lima. 1879.
- (21) cf. Cariat, F., *Región selvática del Madre de Dios*. S.E. Lima. 50 p. 1909.
- (22) cf. Wolff, (ing.), *Exploración de las montañas de Chanchamayo y de los ríos Pichis*. LYC. T. 3. p. 228-234. Lima. 1889.
- (23) cf. Fry, C., *Los rios navegables peruanos*. 2 tomes. 127 y 105 pages. Imprenta Benito Gil. Lima. 1889
- (24) cf. López, A., *Viaje al río Blanco*. S.E. 25 p. Lima. 1904.
- (25) cf. Von Hassel, G., *Rio Alto Madre de Dios y Paucartambo*. BSGL. T. 13. p. 288-310. Lima. 1905.
- (26) cf. Delboy, L., *La navegación a vapor en la región hidrografica del Madre de Dios y de sus tributarios mayores, Tambopata, Manu y Piedras*. BSGL. T. 17. p. 27-47. Lima. 1912.
- (27) cf. Portillo, P. (Cln.), *Memoria sobre el departamento del Madre de Dios*. BSGL. Tiré à part. 89 p. Lima. 1914.

## V - LES AMERTUMES DE L'ÉCONOMIE PÉRIPHÉRIQUE

Le Pérou, comme l'ensemble des nouveaux Etats indépendants d'Amérique du Sud, s'est trouvé, après 1821, confronté aux problèmes de la construction d'un Etat, de son développement économique et, surtout, à celui de la construction d'une nation à partir d'un héritage colonial complexe.

Ce faisant, il a découvert le poids d'une autre dépendance, celle-ci envers l'extérieur, c'est-à-dire ses techniques, ses capitaux et ses exigences aussi.

### L'inéluctable passage à l'économie de plantation organisée

Le Pérou s'est engagé dans l'économie du caoutchouc à partir de 1880, et très vite cette activité s'est imposée, aux dépens des maigres ressources préexistantes, comme l'unique forme économique rentable de l'Orient et du bassin amazonien. Ainsi, l'Orient du Pérou a subi l'effet d'entraînement propre à la forte activité caoutchoutière qui, d'abord, s'était mise en place dans le Para et l'Etat d'Amazone, au Brésil. C'est là que se développèrent les premiers centres de collecte, que se perfectionnèrent les pratiques de recrutement et de travail sur les "gomales", et que se nouèrent les relations commerciales avec les pays industriels importateurs.

Débordant sur l'Orient péruvien, le système de l'économie du caoutchouc avec ses méthodes propres, est ainsi brésilien, situation lourde de conséquences sensibles sur les régions amazoniennes voisines. Tout se passe comme si une colonisation externe avait plaqué très vite ses concepts, ses pratiques et ses objectifs, sur une région amorphe, l'Orient, et sans structures, et y avait surimposé ses propres principes. Cela apparaît nettement avec les problèmes liés aux transports fluviaux, aux douanes et à leurs tarifs, aux indispensables importations pour les besoins des fronts pionniers de collecte du caoutchouc : tout vient et dépend du Brésil. Lorsque, à partir de 1900, la course au caoutchouc se durcit, s'engageant dans les régions marginales des confins frontaliers les plus riches en caoutchouc, c'est-à-dire les bassins du Purús, Yavari et Acre, la politique brésilienne ne se contente plus d'un contrôle indirect, par commerçants et "seringueros" interposés, mais va viser à l'occupation directe de ces zones, non sans succès ainsi que nous l'avons constaté.

Mais le Brésil lui-même n'était que le champ de proximité dans lequel s'inscrivaient, en satellites, les économies caoutchoutières des Orientes péruvien et bolivien. Globalement, toute la production amazonienne de latex s'insérait dans le système international du marché de ce produit dont il dépendait totalement pour la formation des cours, les mécanismes bancaires, le volume de la consommation. Ainsi, si le Brésil contrôlait jusqu'en 1910 environ 50 % de la production mondiale du caoutchouc, soit directement, soit indirectement, et disposait donc sur le plan amazonien d'une position dominante, celle-ci restait bien en situation de dépendance face au système d'économie périphérique dans lequel s'inscrivait et fonctionnait le marché du caoutchouc. Or, cette situation confortable occupée par le Brésil, renforcée ainsi par ses satellites du

bassin amazonien, va être battue en brèche par les transformations radicales du marché qui se préparaient depuis 1900, avec la mise en place d'un autre système, celui des plantations d'hévéas asiatiques.

Pour l'économie périphérique et ses centres d'achat et de financement, cette rupture avec la collecte caoutchoutière amazonienne n'était qu'un changement de régime, obéissant à une logique certaine. On passait d'une économie de collecte marquée par de fortes contraintes de main-d'oeuvre, de transport, de qualité variable du produit et d'aléas politiques, à une nouvelle économie où la plantation remplaçait la prédation d'un produit, d'ailleurs en voie rapide d'épuisement. La main-d'oeuvre asiatique, appliquée et illimitée, succédait aux "*caucheros*" rustiques et difficiles à contrôler ; mais surtout, les banques et sociétés étaient assurées de rendements à long terme, garantis par le statut colonial des colonies asiatiques, la pacification et l'ordre en résultant, et bien sûr par des règles économiques dictées par le centre de l'économie périphérique et ses métropoles coloniales. Enfin, la mise en valeur réalisée ainsi jouissait d'excellentes conditions de proximité géographique pour le transport du produit de ses lieux de ramassage aux ports d'expédition. Ainsi, les capitaux investis dans la recherche des espèces d'hévéa propres au régime de plantation, se voyaient assurés d'un retour financier rapide et sûr, amortissant très largement à terme, les avances consenties.

Le refus de prise en compte de cette situation par des responsables locaux amazoniens qui pourtant voyageaient, rencontraient les milieux d'affaires internationaux, donc étaient en mesure de prendre conscience des conséquences prévisibles, est surprenant à plus d'un titre.

### *L'inéluctable montée en puissance de l'Asie*

Les statistiques ont consigné en effet la place prise, lentement d'abord, par les nouvelles plantations coloniales asiatiques, puis ont projeté, dans le court terme, les futures productions attendues. Ainsi, en 1913, c'est-à-dire au moment où la crise du marché caoutchoutier amazonien battait son plein, et de phénomène d'ajustement passager, croyait-on encore, devenait structurelle, Oyague y Calderon (1) découvrait que, malgré les échecs initiaux, dont celui de l'Anglais R. Cross qui choisit des plants d'hévéas d'Amérique Centrale, les essais répétés à partir des hévéas du Brésil avaient fini par permettre l'obtention de variétés acclimatées aboutir à la mise en plantation.

Effectivement, la lenteur et les déboires initiaux du processus de production en plantation, avaient pu rassurer ou tromper quelques observateurs superficiels. En effet, vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, les premières productions asiatiques étaient enregistrées avec seulement 1,3 tonne en 1898. Mais on passait à 173 tonnes en 1903, et 1.930 tonnes en 1908, date à laquelle fut publiée une prévision de 38.000 tonnes pour les seules colonies anglaises et néerlandaises d'Asie en 1915 ! Il était évident que ces chiffres signifiaient ainsi à terme bref, la remise en cause fondamentale du "*caucho*" amazonien dans sa position dominante, puisque en 1910 le bassin amazonien donnait 40.000 tonnes de produit. Notons surtout au niveau mondial, que la production de caoutchouc de plantation avait été multipliée par trente en cinq ans, croissance montrant la force du nouveau phénomène.

R. Santos (2) nous amène plus loin dans l'analyse grâce aux chiffres qu'il produit. Ceux-ci permettent de prendre clairement en compte les différences de ratios économiques, propres à la production amazonienne et à celle des plantations asiatiques. Le premier indice intéressant est celui des surfaces respectivement exploitées. Alors que, pour le bassin amazonien, on estime la surface de collecte à 12,4 millions d'hectares, pour l'Asie elle n'est que de 1 million d'hectares, soit une sensible économie d'échelle de travail. Celle-ci est confirmée par la densité moyenne en arbres à l'hectare, de 1,5 en Amazonie, mais de 200 en Asie... Ainsi aux moins de 20 millions d'arbres exploités dans le bassin amazonien s'opposaient les 200 millions d'hévéas asiatiques ! D'autre part, les rendements étaient aussi très différents, puisque en Amazonie ils oscillaient entre 1 à 2 kg de latex par arbre contre 2,5 kg en Asie ; de plus, le rendement du travail de collecte était sans commune mesure, passant de 230 kg/homme en Orient, à une fourchette de 700 à 2000 kg pour les colonies d'Extrême Orient. Il en résultait ainsi une forte disparité des coûts de production au profit de l'Asie où ils étaient de 3,48 Francs, soit la moitié de ceux des bords de l'Amazone. Seul le cours du marché s'avérait légèrement favorable à l'Amérique du Sud, compte tenu de la qualité reconnue internationalement à l'*Hevea brasiliensis* et à sa préparation par fumage du produit, technique non utilisée en Asie, mais coûteuse en main-d'oeuvre, soit un cours de 6,60 F. contre 6,38 le kg., pour l'Asie !

#### Requiem pour le "caucho" amazonien

Si la première Guerre mondiale va retentir fortement sur le marché du caoutchouc dont la consommation va doubler, c'est l'Asie qui en sera la grande bénéficiaire, passant de moins de 10.000 tonnes de production, en 1910 à 240.000 tonnes en 1918, soit six fois la production optimale de 1910 du bassin amazonien ! Mais cela se répercutera aussi très négativement sur les cours du caoutchouc, ceux-ci passeront en effet de 964 livres sterling la tonne en 1910, à 245 en 1918 ! La perte sera plus forte encore pour le "caucho" de base amazonien. Il en résultera l'abandon rapide des récoltes amazoniennes, comme de celles d'Amérique centrale, ou du Congo devenues marginales par leurs coûts.

La crise en Orient péruvien fut, selon I. Bowman (3), dévastatrice ; après trois ans de chute brutale des cours, de 1910 à 1913, une douzaine de sociétés vont cesser leurs opérations d'achat, laissant sans revenus les patrons des "gomales", sans ressources donc les "caucheros". Le Madre de Dios, devenu pourtant le fleuron de la nouvelle frontière de la collecte, est abandonné ; aussi les tribus rebelles pillent et incendient les sites paralysés ou délaissés !

Que faire ?... Le Brésil tenta bien en 1912 un plan de sauvetage, basé surtout sur la diminution des taxes et impôts de sortie du caoutchouc, mais il fut contré par une baisse plus forte encore des droits, des pays asiatiques... Aussi, le pays s'enfonça dans une situation dramatique, car si en 1910 le caoutchouc représentait 40 % de la valeur des exportations du Para, ce chiffre se réduira à 22,5 % en 1912, chutera à 13 % en 1915, pour s'effondrer enfin à 3 % en 1920. Quant à la participation aux recettes fiscales, elle passe de 13,8 % en 1910 à 1,6 % en 1915.

La victime principale de cet affaissement sera le Brésil avec ses Etats amazoniens du Para et d'Amazone, largement ouverts depuis l'origine aux investissements étrangers et qui s'étaient lancés dans une politique de grands travaux d'équipements et d'amélioration urbaine, mais grâce à des emprunts extérieurs gagés sur les recettes du caoutchouc. Il est à noter aussi que le coût, en terme d'interventions macro-économiques, de la politique fédérale suivie par le gouvernement brésilien, politique typiquement "impérialiste" à partir de 1900, s'avèrera lui aussi très lourd financièrement pour l'Etat Fédéral.

L'estimation financière de quelques grandes opérations visant à la domination totale du marché du "*caucho*" amazonien, selon R. Santos, sera de 6,5 millions de livres sterling dont le tiers environ pour le "rachat" de l'Acre à la Bolivie et le dédommagement du puissant et composite syndicat "Bolivien-Américain de New York" en 1903 ; la construction aussi du chemin de fer du Mamoré-Madeira, dont la seule utilité était l'évacuation du caoutchouc, coûtera la moitié de cette somme ; or, il était la conséquence aussi du traité de Pétopolis sur l'Acre. Enfin les soutiens au plan de défense du caoutchouc et à la Banque du Brésil, ont coûté 1,3 million de livres sterling.

Dans ces conditions, sauf si l'on prend en compte la valeur de l'agrandissement territorial de l'espace brésilien, la politique ambitieuse de domination du caoutchouc a été un lourd échec financier pour Rio.

### *La force de l'emprise capitaliste étrangère en Amazonie*

L'interrogation sur l'emprise capitaliste pose en réalité plusieurs types de problèmes que nous ne pouvons ici traiter que succinctement, en ne privilégiant que quelques caractères significatifs. Cette emprise d'abord ne fut pas celle du peuplement, par apport de main-d'oeuvre et ce, malgré les nombreuses tentatives d'implantation de colonies agricoles. Moins de 9.000 étrangers vivaient en Amazonie en 1872, soit 2,6 % de la population totale, mais en 1900, ils ne sont plus que 8.000 environ, soit 1,1 %. Par contre, l'importance des intérêts étrangers et des investissements qui leur étaient afférents, est nettement plus sensible et constitue une vraie colonisation, occulte, mais réelle et durable.

Si on prend l'exemple de la région Ucayali-Madre de Dios en 1905, 17 sociétés importantes y régnaient, dont six anglaises et une mixte avec la Casa Arana, quatre nord-américaines, quatre françaises, une allemande et une espagnole. Ces compagnies, officiellement, détenaient en concession 2 millions d'hectares soit 15 % du total. A. Plane, en 1903 (4), constatait la forte influence des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne qui monopolisaient 75 % du commerce extérieur péruvien, mais aussi leur forte implantation dans l'Etat d'Amazone auquel ils avaient consenti un prêt. L'Allemagne se manifestait, elle, par ses nouvelles et actives compagnies maritimes. Par contre, la France, peu présente diplomatiquement ainsi que s'en plaignait Coudreau (5), disposait de centaines de commerçants et trafiquants au Para et à Manaus, sur le Yurua et Madeira, et "protégeait en droit international" 150 à 200 Juifs marocains, actifs à Iquitos et Manaus où on comptait douze sociétés de droit français. Il précisait que la maison Kahn-Polack monopolisait, en 1887, le commerce du "*caucho*" du Yurua.

Autre forme de présence étrangère significative, celle représentée par le secteur clé des compagnies de transport fluvial et maritime. Sur six compagnies notables, quatre étaient anglaises, une brésilienne, une espagnole. Quant au Pérou, lui, il ne disposait que de petites compagnies fluviales avec quarante embarcations de faible tonnage.

Si nous passons à un autre niveau, celui de la petite et moyenne entreprise, là aussi le rôle des intérêts extérieurs était fort, si l'on en croit le registre de l'Annuaire d'Iquitos comme A. Maurtua (6). En 1911, sur 4176 patrons d'entreprises commerciales étrangères, les Brésiliens représentaient 75 % du total et 25 % du capital des entreprises, mais les Allemands, avec seulement soixante chefs d'entreprises, détenaient aussi 25 % du capital et le groupe turc et chinois (7) avec 167 membres atteignait, lui, 31 % des capitaux.

Ainsi la crise de fond qui s'ouvre à partir de 1910, et qui va clore l'épisode de l'Amazonie du caoutchouc, aura des effets brutaux sur une économie de l'Orient péruvien dont nous avons vu qu'elle se résumait à la mono-exploitation de ce produit. Celui-ci expliquait aussi que la douane d'Iquitos, en 1906, était la troisième en importance du Pérou, pour ses rentrées fiscales.

On comprend ainsi l'interrogation amère du religieux anonyme de l'Ucayali : "*Si l'Ucayali en quelques années a produit pour des millions de caoutchouc, où est allé cet argent ? A-t-il profité au Pérou ? A-t-il créé quelque chose de visible ?*"...

#### Notes bibliographiques :

(1) cf. Oyague y Calderon, C. (Ing.), *Contribucion al estudio de la crisis del "caucho" en el Amazonas*. BSGL. T. 13. p. 176-213. Lima. 1913.

(2) cf. Santos, R., *Historia económica da Amazonia-(1800-1920)*- Queiros, éditeur. 358 p. Rio. 1987.

(3) cf. Bowman, I., *Los Andes del Sur del Perú*. La Colmena. 267 p. Traduit de l'anglais : *The South of the Andes of Peru*. 1910. Lima. 1936.

(4) cf. Plane, A., *L'Amazonie*. Plon. 280 p. Paris. 1903.

(5) cf. Coudreau, H.A., *Les Français en Amazonie*. Picard et Kaan, éditeurs. 226 p. Paris. 1887.

(6) cf. Maurtua, A., *Geografía económica del departamento de Loreto*. BSGL. T. 17. 2ème semestre .p. 121-180. Lima. 1911.

(7) Les "Turcs" en Amérique du Sud, forment en réalité, sous cette étiquette, un groupe comprenant en majorité des Libanais, Syriens, Palestiniens et quelques Arméniens, à l'époque tous sujets de feu l'empire ottoman ; mais cette dénomination leur est restée collectivement par la suite.

## **EN GUISE D'ÉPILOGUE :** **Éléments pour une théorie** **sur la formation territoriale** **et l'immaturation de l'État**

La situation de l'Orient péruvien laisse nettement apparaître, à partir d'une série d'exemples concrets touchant aux secteurs les plus variés de la vie d'une région, le problème récurrent, ici en Orient, du manque d'État et de ses conséquences à court comme long terme.

Le Pérou a hérité de l'Amazonie comme d'une vaste excroissance collée à son flanc. Nous avons vu en détail que cet héritage a connu plusieurs avatars dans le cours de son histoire.

- Une phase "plate", jusqu'au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, marquée par une micro-activité économique se réduisant à peu, sinon à rien, en dehors de la chapellerie de Moyobamba et des cueillettes de salsepareille et de cires végétales qui de toute façon ne constituaient qu'un marché occasionnel et d'impact local très réduit.

- C'est un acte international, l'ouverture à la navigation du bassin de l'Amazone, qui provoquera le réveil et des spéculations sur le futur chez les instances péruviennes et la prise des premières décisions d'importance sur la gestion de cet immense territoire.

Ces décisions seront positives car relevant de la géographie spatiale de base; elles postulaient :

- La création d'un point d'appui central avec Iquitos, et à partir de là, la structuration progressive de l'Orient ayant pour base ce noyau dur.

- L'établissement avec quelques voies centrales de communication, du lien permettant d'unir le Pérou côtier et sa dépendance amazonienne, donc aux hommes de venir peupler graduellement la région, et aux marchandises d'y circuler.

- La mise en place peu à peu d'un cadre administratif, au moins dans les parties habitées, par l'alliance des réseaux tenus des missions et des postes administratifs ; formule économique et pragmatique adaptée aux peuplements créoles comme aux Indiens.

Il y eut alors, probablement, la malchance historique, à côté de la négligence et du laisser-aller. La guerre du Pacifique éclatera en 1879, mobilisant toutes les ressources du pays et monopolisant toute l'attention et les moyens... Pour le Loreto, c'est la fin brutale de l'économie de rente et de subsides, dont jouissait jusqu'ici la région. Or, au même moment, débute dans celle-ci, à partir du Brésil et sous son impulsion commerciale, le cycle du "*caucho*".

Mais le Pérou n'aura plus d'attention pour son Orient jusqu'en 1886 ; le vide de l'activité législative dans la production de décrets et lois, ou l'absence d'initiatives publiques, l'établit bien dans les annales



administratives tenues par Larrabure y Correa. Après, privé de son salître, ruiné par la guerre, dévasté par les luttes civiles, le Pérou est condamné aux expédients comme à passer sous les fourches caudines de ses créanciers. Or, une politique nationale amazonienne exigeante de financements publics, d'encadrement en fonctionnaires comme de grands travaux, aurait nécessité un rassemblement national, une volonté politique et administrative sans équivoque, donc des objectifs bien évalués et réalistes. Mais le "*caucho*" et son système, profitant de la vacance de l'Etat, s'étaient, eux, imposés, régentaient la vie publique, disposaient de partisans puissants à tous les niveaux de la vie publique. Alors, on suivit la voie de la facilité, du manque de moyens, de la résignation aussi, devant les échecs d'une politique aberrante de colonisation européenne. Tant et si bien que la domination et les profits du caoutchouc allant *crescendo*, celui-ci devint l'unique activité et finit, vers 1900, par incarner l'Oriente, rien n'existant plus dans l'activité économique que cette spéculation toujours plus exigeante, dévorant les hommes et les systèmes, puis finalement l'Etat !

Que restait-il encore d'indépendant de lui ? Les missions, mais impuissantes, déplorant certes l'air du siècle et, bien sûr, les Indiens "*bravos*". Or l'aventure, celle de la course effrénée aux "*gomales*" vierges, faillit tourner mal avec les débordements sur les régions contestées, l'impréparation aussi du Pérou, faute de marine fluviale, de troupes disponibles, d'infrastructures et de logistique, à soutenir des conflits locaux sauf avec le faible Equateur voisin... Reculs et dérobades devant le Brésil pour le contesté du Purús, devant la Colombie sur le Putumayo, enfin avec la Bolivie sur l'Acre et le Madre de Dios. Le "*caucho*" devenait ainsi une dangereuse aventure. Enfin, dernière phase de l'apogée, et syndrome de la crise en cours d'un système, l'écroulement de plus en plus intensif des gisements, avec la politique des grands domaines concédés. Ainsi, on laissait même le soin aux grandes sociétés de créer les infrastructures de base du Madre de Dios-Ucayali, totalement absentes.

C'était la réédition de "l'Etat du Congo" du roi Léopold, recrée en Orient amazonien...! Exactement le contraire de la souveraineté et de l'intégrité territoriale si à la mode dans les cercles dirigeants de Lima où se cultivait une idéologie nationaliste quelque peu belliqueuse face aux voisins amazoniens du Pérou. Aussi, à la lueur d'autres expériences coloniales, on peut ici examiner quelques-uns des critères de la construction territoriale des régions neuves colonisées, et considérer leur application dans le cas de l'Oriente péruvien, à partir de 1820.

Le premier moment est un préalable essentiellement géographique mais qui apparaît fondamental.

### *Explorer*

Explorer, c'est-à-dire remplir les vides de la connaissance spatiale, établir des repères, colmater peu à peu les lacunes de la connaissance et bien sûr assurer sa visualisation cartographique aux diverses échelles d'approche de la carte qui seules donnent à la fois une vision d'ensemble et la connaissance des détails de terrain avec des précisions opératoires. Or, rappelons-le ici, jusqu'en 1900, la cartographie de l'Oriente est tronquée, limitée à quelques cours d'eau et lambeaux de territoires, et la

carte publiée en 1908 par Larrabure y Correa (1) est une carte très incomplète, de grande échelle et souvent erronée, d'aucune utilité opérative sur le terrain. Précisons aussi qu'en 1900, l'exploration est bien loin d'être achevée, des régions entières ne sont connues que par les voyages en bateau, mais non explorées à l'intérieur des terres, et ailleurs, d'importants vides subsistent, formés par des pans entiers de territoires inconnus, souvent hostiles. Explorer, c'est donc reconnaître, appréhender, posséder la connaissance et donc dominer l'espace.

Une des difficultés du Pérou aura été l'absence d'une école de géographie nationale et de son indispensable corollaire, une école de cartographie de terrain ; il faudra attendre 1920 pour qu'avec l'appui de la mission militaire française, soit enfin entrepris un début de relevé systématique des zones frontières. Donc l'instrument majeur, l'approche géographique, et son produit actif, la carte, longtemps firent défaut, cruellement.

### *Délimiter*

Seule une bonne connaissance géographique des régions avec leur topographie, la possession aussi de l'outil de connaissance qu'est la carte, permettent de délimiter. Délimiter, c'est, à partir d'une globalité géographique formée par un territoire, segmenter cet espace en divers éléments constitutifs ayant une unité naturelle et humaine propre. Pour ce faire, il y a néanmoins un préalable de base, avoir une théorie découlant de la pratique de cet ensemble géographique. On touche donc là à la question de l'idéologie des fonctions spatiales. Sans refaire ici l'histoire de l'évolution de la géographie ou de la géopolitique, nous savons que nous abordons, ce faisant, un "paquet" complexe de valeurs car celui-ci implique d'abord le "vouloir-vivre" d'une société. C'est-à-dire un ensemble d'éléments qui ont comme socle commun la démographie de la société impliquée, son type de relations économiques avec son espace et donc les formes sociologiques qui en découlent dans l'organisation des rapports sociaux. L'Histoire est donc partie prenante et constitutive avec la géographie, car elle est d'abord un rapport existentiel vécu avec "le territoire" et ses racines, sans omettre ses acteurs, produisant ainsi les valeurs et l'idiosyncrasie nationales ; en conséquence, donc, sa culture.

De cet ensemble découlent, produits d'une élaboration séculaire souvent complexe, les types de rapports du groupe avec son milieu spatial. Délimiter donc, c'est appliquer, plaquer au découpage territorial les normes opératoires de la gestion spatiale. Or, qui délimite ? L'Etat et ses représentants, ses militaires et hauts fonctionnaires, c'est-à-dire tous ceux qui ont à charge et les valeurs nationales qu'ils reproduisent et la vision idéale du futur de l'Etat dont ils sont les gardiens et dépositaires.

Délimiter c'est donc, à l'origine de l'opération, projeter sur l'espace brut et amorphe, en terme d'action, une vision souvent idéale, c'est-à-dire l'image aussi d'un futur espéré, correspondant à un optimum spatial. Donc, c'est l'idéologie d'une société mise en mouvement par des actes solennels assurant la partition fonctionnelle de l'espace, un pacte conclu entre un présent enraciné dans le passé, avec le futur espéré et idéalisé.

Les Grecs l'ont écrit depuis longtemps : *"Mesurer, c'est dominer le monde !"*. M. Foucher (2) le démontre bien, les peuples "mesureurs" sont,

ou ont été, les peuples dominateurs qui, des Romains aux empires coloniaux britannique et français, ont le plus mesuré, divisé la planète et surtout tracé les frontières, "leurs frontières" donc ! Manie paranoïaque de peuples conquérants, perversion infantile et "maniaco-réductrice" que de compter, étalonner, diviser, subdiviser leur patrimoine territorial dans une sorte de jouissance possessive primaire...?

Nous ne le pensons pas et les géographes non plus, certainement... L'opération, en effet, ouvre sur le troisième terme de la démarche de cette trilogie fonctionnelle spatiale avec la mise en place de l'armature territoriale ou plus prosaïquement, du "bouclage spatial".

### *Le quadrillage spatial*

C'est l'habit imposé au pays nu ... Mais aussi la marque du maître, une sorte d'"Histoire d'Ô" d'une géographie sado-érotique sur la chair malléable et flexible, croit-on du moins, des paysages.

Aussi les pratiques s'inscrivent selon les États, du cartésianisme le plus rigide, avec par exemple la France des départements de la Révolution française, jusqu'au baroque élisabéthain dont un exemple intéressant nous est fourni par les savants et complexes découpages de l'Inde impériale britannique, au début du 20<sup>ème</sup> siècle avec ses colonies, protectorats, États vassaux, etc. Le cumul donc, sur un même espace, de toute la gamme imaginable de statuts politiques, s'accordant - et non pur délire du colonisateur anglais - avec l'intérêt spatial donc stratégique, proche ou lointain, propre à chacune de ces fabrications territoriales.

Construction qui est le triomphe aussi du pragmatisme libéral anglo-insulaire.

Revenons au quadrillage. Il s'applique à l'espace, et précisons avec Cl. Raffestin (3) que "espace" et "territoire" ne sont pas, contrairement à une équivoque durable, de même nature car "*le territoire est généré à partir de l'espace*". Il en est une découpe, procédant d'une pensée organisatrice et réductrice. H. Lefebvre (4) en donne une heureuse définition : c'est "*la production d'un espace, le territoire national, espace physique, balisé, modifié, transformé par les réseaux, circuits et flux qui s'y installent : routes, canaux, chemins de fer, circuits commerciaux et bancaires... etc.*"

- Il apparaît donc que le territoire, avec ses "équipements du pouvoir" est par excellence, une affaire de Pouvoir, donc de Politique. Sur un espace, la vraie représentation du Pouvoir c'est le maillage qui comporte des trames différentes et organise en secteurs, les diverses surfaces. Le deuxième élément est constitué par les points, ou noeuds, ceux-ci jouant le rôle d'axes de gravitation et d'ancrage, de centres aussi de fixation sur l'espace, et qui ont un rôle d'ordonnateur spatial, concentrant et/ou rayonnant sur une aire d'influence qu'ils polarisent.

- Dernier élément, les réseaux : ils obéissent à des "chemins" ou parcours entre deux ou plusieurs points. Le réseau est mobile par définition, assure les relations fonctionnelles, apporte la vie au système territorial qu'il irrigue. La diversité des réseaux, leur arborisation et l'ampleur de leur ramification sont des indicateurs très précis sur le type de vie et d'activité d'un territoire, son mûrissement ou sa jeunesse, son achèvement ou son délabrement sénile... En un mot, c'est l'indicateur de

référence absolu sur le degré d'intégration et de développement de la territorialité, dans une perspective chronologique aussi bien que diachronique. Ainsi, nous retournons au processus initialement esquissé : explorer pour délimiter afin de "territorialiser". M. Serres (5) le dit bien : *"seul le Pouvoir découpe le Savoir"*... Délimiter aussi, c'est assumer le global d'un espace donné et réduire ce global à du local. *"L'art d'inventer suppose un inventaire"*, ironisait Leibniz ; la découpe du global en divers "local", est la démarche interne préliminaire. Mais découper une enveloppe, une surface, c'est, sauf à s'exposer à des risques graves, posséder le format de l'extérieur de la surface, sa périphérie, l'enveloppe de l'épure. Donc, impératif catégorique, délimiter la ou les frontières. Opération préalable et indispensable, sous peine de s'exposer à des problèmes d'adéquation des coupes internes, et par la suite, si l'envergure de l'enveloppe varie, de se trouver face à des discordances qui mettent en déséquilibre interne l'architecture territoriale retenue. Donc le préalable passe impérativement par la démarche de fixation des frontières, de leur délimitation avec le souci de leur conformité avec les grands objectifs visés. Longtemps les frontières sont restées floues, "zonales", d'où les termes de confins, de marches, de zones, hinterlands ou no man's lands, puis le terme militaire de glacis, formule donnant déjà une idée de butoir.

Basse pression démographique, absence de mise en valeur, conditions hostiles ou peu favorables du milieu physique, se combineront longtemps pour faire de l'idée de frontière un concept flou et peu formalisé. Puis, avec la croissance des Etats souvent installés sur des socles ethniques ou culturels bien démarqués spatialement, la frontière devient biogéographique : les Barbares et le monde romain, les limes, la muraille de Chine, le démontrent amplement. Et la frontière devient alors coupure d'espaces naturels, rupture de civilisations aussi. Ainsi le corollaire d'une "bonne frontière" est une bonne organisation territoriale interne.

La France de 1789 ne s'y trompa point, la nouvelle organisation interne du territoire sera le support, les voûtes, les arcs-boutants qui maintiennent et concourent à la solidité de la frontière et au partage des mondes qu'elle instaure. La "grande et insolente nation" selon Edouard VIII que la France louis-quatorzienne, avec Vauban et Colbert, s'efforça d'édifier, reposait sur des frontières naturelles confortées par les oeuvres d'art du génie militaire, épousant au mieux la géographie du terrain, celle-ci récupérée comme instrument privilégié de la polémologie. La frontière devenait ainsi garante de l'espace national, de sa sécurité intérieure, et formait donc un tout indissoluble avec l'architecture territoriale. Il y avait ainsi réconciliation et synthèse entre l'endogène, où se réalise la production de territoires, et l'exogène, soit l'enveloppe et sa limite, donc sa rupture, la frontière devenant coupure au 19<sup>ème</sup> siècle avec un autre territoire. Les divers éléments du local, dissociés en unités, en fait, font partie d'un puzzle où ils s'emboîtent, chacun à sa juste place, et leur encastrement crée la force et la solidarité du système, assurant donc sa globalité intrinsèque.

G. Sautter (6) a très bien exprimé cette nécessité : *"Le local est aussi le siège d'une articulation originale avec tout ce qui pèse sur lui, venant de loin et d'en haut"*. Notons que les trois seuls réseaux quadrillant l'espace de l'Orient amazonien du Pérou, au lieu de se combiner et de s'étayer,

de créer entre eux des synergies positives, complétant et apportant solidité à leur maigre emprise spatiale, sont divergents et antagonistes.

Ainsi que nous l'avons vu, la mission franciscaine va se retirer des postes administratifs pour échapper à l'emprise du commerce et de l'administration, et se contentera de gérer "ses" Indiens, en n'ayant que circonspection envers les colons du Loreto, paillard, païens et débauchés. L'administration, elle, se réduira aux seuls "civilisés" et ne rayonnera pas ; enfin le commerce, quant à lui, avec les fronts pionniers du caoutchouc, échappera à l'emprise administrative.

### *Retour à la formation territoriale de l'Oriente*

Les préalables que nous avons évoqués et précisés plus haut, se sont-ils appliqués, au cours du temps, à l'Amazonie péruvienne ? Notre exposé s'est efforcé, à partir des témoignages de terrain, de mettre en valeur les problèmes posés et les types de réponses ou de réactions qu'ils susciterent localement, ou de la part de Lima. Si nous parcourons les différents points de la démarche propre à la conformation territoriale de l'Oriente, nous pouvons constater ceci.

1- **L'exploration** ne fut pas achevée pour l'essentiel seulement avant 1900, et souvent elle restait superficielle car macro-géographique, négligeant ainsi des sous-ensembles importants.

2- **La délimitation**, si elle fut engagée assez tôt, le fut sans rigueur car sans méthode. En effet, les contestations de frontières portèrent sur l'ensemble de la périphérie de l'Oriente péruvien et sur de vastes territoires. L'emprise spatiale propre aux régions revendiquées mais vierges, fut souvent très importante par rapport aux zones civilisées, celles-ci faisant ainsi figure de territoires en peau de chagrin. Ce faisant, les délimitations furent fluctuantes car artificielles, flottant sur le vide juridique, étirant inutilement les compétences des fonctionnaires et paralysant souvent leur action. On le voit très bien avec le réduit jivaro marqué par un double handicap, celui d'un territoire intérieur resté à l'état brut et marqué par l'absence de limites extérieures ; indéfinition territoriale double, engendrant ainsi durablement une double panne de souveraineté, interne et externe, court-circuit de l'autorité qui durera au moins un siècle !

Non-délimitation aussi avec la Colombie entre le Caqueta et le Putumayo, d'où la mise en place d'un vaste interstice territorial neutralisé qui paralyse toute administration du territoire et ouvre la porte à la "Casa Arana" et facilitera ainsi ses abus. On retrouve aussi ce problème sur les bassins contestés du Yavari, Yurua et Purús. Pourquoi deviennent-ils brutalement contestés ? Simplement parce qu'il n'y eut pas le préalable, ou trop tardivement, de l'exploration systématique, donc aucune preuve de souveraineté. Cela entraîna l'absence d'évaluation des ressources importantes en caoutchouc qui devinrent l'enjeu disputé entre "seringueros" brésiliens et "caucheros" péruviens et boliviens. Plus grave, l'erreur faite dans la délimitation de frontière et sur la direction du cours de certains rios à partir desquels on tirait des lignes de limites imaginaires, les fameuses droites atteignant des parallèles, coûta au Pérou un territoire important disputé avec le Brésil et la Bolivie. Aussi l'ébauche d'une façon

de République des "caucheros" qui s'y installa un temps, entraîna les incidents avec le puissant voisin et sa réaction.

On peut faire la même remarque pour la frontière avec la Bolivie et relever les mêmes erreurs, l'ignorance des ressources naturelles, l'exploitation *de facto* de celles-ci, puis les contestations ensuite non étayées et les incidents qui en découlèrent.

3- **Le quadrillage spatial.** C'est là que réside la plus grave carence en ce qui concerne les affaires de l'Orient. Il n'y eut, en effet, que des tentatives vite avortées ou sans lendemain durable d'ordonnement territorial. En effet, il avait manqué, au départ au moins, un support économique solide, car jusqu'en 1880, l'économie amazonienne est séquentielle comme segmentaire et disparate. Des chapeaux, certes, à Moyobamba et sa région, du poisson salé, de la salsepareille et des cires, produits de cueillettes ; mais micro-activités limitées dans le temps et l'espace, soumises aux achats extérieurs et à leurs cours et où s'ajoutaient les difficultés locales de transport. Tout cela représentait peu, restait du domaine de la collecte artisanale et était obéré par les coûts de transport. Donc, l'Amazonie restait un espace amorphe économiquement, sauf et bien modestement sur le Huallaga, l'Ucayali et quelques rios, avec quelques modestes activités désarticulées et sans emprise sur l'espace car temporaires et sans cadre d'organisation.

Ainsi, le maillage territorial était quasi inexistant. Il en était de même pour les réseaux qui ne se mettent en place, et seulement sur quelques itinéraires, qu'à partir de 1850, avec l'arrivée de la navigation à vapeur.

Alors que règnent ces conditions de désarticulation spatiale et de déprise territoriale, survient le long épisode du cycle du caoutchouc, mais au plus mauvais moment. Le Pérou est en guerre, l'Orient, de ce fait, laissé à lui même, est à la dérive. Or, le caoutchouc, c'est un front pionnier prédateur et mobile qui, après épuisement des gisements, s'installe ailleurs, échappe donc à une emprise statique administrative. Or, la mobilité du "caucho" est de règle et utilise ici, comme vecteur de son activité, les rios avec les vapeurs et les canots.

Une nouvelle géographie économique apparaît alors, celle de l'Amazonie caoutchoutière, des régions riches en gomme, des frontières nouvelles dilatées, de la navigation étendue, donc de l'accessibilité au produit. Ainsi, c'est une Amazonie en mouvement qui se met en place, nécessitant un support fluvial pour son indispensable mobilité. Face à cette nouvelle configuration, se confirment l'inertie du système administratif, sa totale inadéquation et son décentrage géographique. Seule la région du piémont amazonien disposait d'un certain noyau d'organisation territoriale, certes modeste sur la vallée du Huallaga, et pouvait maintenir quelques relations de transport avec l'intérieur du Pérou.

La riposte aurait pu être, avec la fondation d'Iquitos, l'essor de son rôle de plaque tournante et son rayonnement ordonnateur sur les bassins à caoutchouc et leur contrôle. Pour cela, il fallait des moyens fluviaux, une flotte de vapeurs et une escadre de canonnières fluviales, sillonnant en permanence les rios, y apportant administrateurs, juges, gendarmes ou militaires, médecins, contrôleurs de la main-d'oeuvre, inspecteurs du Domaine, missionnaires, médecins, et ce, en tournées régulières sur des secteurs bien définis d'emprise. Or, en 1900, le Pérou ne disposait

d'aucun de ces moyens...! Ainsi, il était condamné à l'immobilisme, prisonnier de son archipel amazonien sauf utilisation des "services" brésiliens, pour son commerce, ses transports.

Il ne détenait donc qu'une "souveraineté déléguée", bien commode par ailleurs pour le lobby du caoutchouc, car permettant l'écroulement abusif des "gomales" sans surveillance, la réduction brutale des tribus gênantes, l'utilisation d'une main-d'oeuvre esclave, de fructueuses évasions douanières et l'exploitation des difficultés de transport par des tarifs de transport écrasants pour les consommateurs. Cela fut possible parce que Lima commit, et répéta longtemps, l'erreur d'une approche segmentaire et non globale de l'espace amazonien. Sa politique dispendieuse et utopique de colonisation "blanche" en est aussi un autre exemple d'improvisation et de crédulité aveugle dans les vertus agricoles du monde amazonien. Aussi le constat d'échec fut patent lorsque, comble de l'inconscience, on finit par assimiler officiellement la colonisation à l'exploitation du caoutchouc.

C'est-à-dire jumeler deux types d'expériences antinomiques, l'une mobile, prédatrice et condamnée à terme par la culture de l'hévéa des plantations asiatiques, l'autre stable, exigeant aussi de la main-d'oeuvre stabilisée, une organisation minimale de l'espace et une activité agricole. Finalement, la prise en considération de cette succession d'erreurs, absence de perspectives et alignement final sur l'unique spéculation de "l'or noir", dépasse le problème de la mise en valeur et touche à celui du rôle de l'Etat, de son existence en tant qu'idéologie et de sa vision spatiale dans un Etat andin se voulant une vocation amazonienne.

De ce constat, pourrait se dégager une conception valorisant les situations de rente, propre à une certaine psychologie, celle héritée de la Conquista et du tempérament "espagnol" et si bien analysée par B. Benhassar (7). Celle donc d'un "*homo economicus*" et d'aventure, vivant sporadiquement de cycles alternatifs, tantôt riche, tantôt pauvre, au gré des périodes et des fluctuations, avec une économie d'aubaine basée sur des produits "miraculeux" à haute valeur ajoutée internationale, permettant de rapides valorisations, sans souci des conditions de travail. C'est-à-dire au rythme imposé par l'économie extractive. Situation qui fut rendue possible aussi grâce à un autre héritage, pris d'ailleurs à l'empire inca par les Conquistadors, le travail forcé en déportation ("*minga*") qui permit d'user de la force de travail à sa valeur minimale, celle du coût de sa survie ainsi qu'il en fut sur certains "gomales". Dans ce jeu des acteurs fait d'aventure et de hasard, on n'attend rien de l'Etat, par ailleurs absent ou complice passif, se cantonnant à une existence formelle. Une publication récente (8) met l'accent sur cette carence initiale puis durable de la politique de l'Etat péruvien, situation résultant aussi de l'aspect informel et passager des fronts extractifs.

Un colonel péruvien, Zagarra (9), finalement résume très bien le cours historique suivi par son pays : "*Le Pérou a cherché et cru trouver l'El Dorado durant quatre siècles ; d'abord avec l'or pour trois siècles, puis le guano, puis le quinquina, le cuivre caché sous l'argent, puis le "caucho" ; enfin l'oeil s'est fixé sur les fabuleux gisements aurifères de Carabaya et Sandia...*".

Humboldt avait prédit que l'Amazonie serait le berceau de l'humanité future, Bowman, en géographe plus pragmatique, abandonnait l'explo-

tation du bassin amazonien "*aux mains fortes des classes les plus basses, ignorantes de l'hygiène et non aux jeunes gens habillés en kaki...*" Entre ces deux visions de l'Océan Vert, la première certainement lyrique et l'autre lourde d'un féroce cynisme, il y a probablement place pour un autre destin à la dimension de l'homme amazonien et permettant à l'Amazonie de figurer, selon le vœu de P. Gourou, dans les "terres de bonnes espérances".

### Notes bibliographiques :

- (1) cf. Larrabure y Correa. LYC. T. 7. in fine : *carte des limites du Pérou.*
- (2) cf. Foucher, M., *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique.* Fayard. 691 p. Paris. 1991.
- (3) cf. Raffestin, Cl., *Pour une géographie du Pouvoir.* Litec. 249 p. Paris. 1980.
- (4) cf. Lefebvre, H., *De l'Etat 4. Les contradictions de l'Etat moderne.* U.G.E. 259 p. Paris. 1978.
- (5) cf. Serres, M., *Le passage du Nord-Ouest.* Editions de Minuit. Paris. 1983.
- (6) cf. Sautter, G., *Le temps des méthodes.* AMIRA. N° 56. Paris. 1988.
- (7) cf. Benhassar. B., *L'Homme Espagnol.* Hachette. 322 p. Paris. 1978.
- (8) cf. Barclay, F. et al., *Amazonia -1940-1990- el estravio de une ilusion.* Terra Nuova. 330 p. PUC. Lima. 1991.
- (9) cf. Zagarra.(Cln.), *El ferrocarril de Paita al Marañon.* BSGL. T. 17. p. 447-468. Lima. 1905.





## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

### I - APPROCHE DES SOURCES

La documentation publique comme privée, propre à l'ensemble de la région amazonienne, est immense. Citons les sources diplomatiques alimentées par les contentieux sur les problèmes frontaliers; leur corollaire pour les problèmes intérieurs est représenté par les sources administratives. Pour certains pays comme le Pérou ou le Brésil, celles-ci ne manquent pas d'ampleur, mais leur conservation et leur accessibilité peuvent être parfois problématiques.

Bien sûr, les sources privées sont d'abord représentées par les archives religieuses; la masse de celles-ci est immense car elle dispose d'une étendue et parfois d'une continuité de plusieurs siècles, et ce, avec des documents souvent d'autant plus riches qu'ils sont uniques faute de témoignages officiels d'époque. Enfin ces sources privées sont, par nature, plus fragmentaires, souvent très mal connues et très irrégulières dans le temps et l'espace, ce qui est un peu propre à ce type d'information. Si elles ne manquent pas d'intérêt et de richesse, elles sont beaucoup plus difficiles d'accès, souvent hors du pays, donc peu ou mal identifiées.

Il est à noter aussi les progrès depuis dix ans de la recherche documentaire amazonienne, que ce soit dans les pays andins comme, bien sûr, au Brésil, grâce à des équipes nationales ou en coopération, souvent dynamiques. Pour le Pérou, les sources de base et de longue durée sont représentées d'abord par les fonds des ordres missionnaires comme les Franciscains, les Jésuites et les Bénédictins. Les premiers disposent du couvent et dépôt d'archives de Santa Rosa de Ocopa, mais devenu malheureusement peu accessible du fait des problèmes d'insécurité de la vallée de Huancayo... Mais à Lima on trouve assez facilement les publications missionnaires de cet ordre qui a eu une riche production. De même, d'autres sources anciennes devenues introuvables, sont à nouveau disponibles grâce aux remarquables rééditions de "La Monumenta Amazonica". Celle-ci, par ses louables efforts de publication des oeuvres de qualité portant sur l'ensemble du bassin amazonien a redonné vie aux recherches comme à l'intérêt du grand public sur les problèmes amazoniens anciens ; aussi est-il à souhaiter que la publication interrompue de cette collection puisse rapidement reprendre.

Du côté des archives privées ouvertes au public, il faut aussi signaler l'importance de centres à vocation amazonienne, institutions privées ou religieuses comme le C.E.T.A (Centre d'Etude de Théologie Amazonienne à Iquitos), le C.A.A.A.P (Centro Amazonico de Antropologia y aplicación Practica), le C.E.P.E.I (Centro Peruano de

Estudios Internacionales), le C.I.P.A. (Centro de Investigación y Promoción Amazonica), la bibliothèque de l'I.F.E.A (Institut Français d'Etudes Andines), la bibliothèque de l'Université Catholique de Lima (P.U.C.).

Bien que peu commode d'accès, les collections de la Société de Géographie de Lima présentent aussi un grand intérêt, surtout pour la période de 1880 à 1920.

A côté de ces institutions de statut privé, il faut bien sûr mentionner la Bibliothèque Nationale et les Archives Nationales du Pérou, les archives diplomatiques du fonds des "Limites" du Ministère des Relations Extérieures, celles de la Marine péruvienne et du Ministère de la Guerre pour l'Amazonie. De nombreux ministères sont détenteurs aussi d'archives amazoniennes comme le Ministère de Fomento (livres ou "*padrones*" des concessions foncières, de l'Economie (registres des douanes), de l'Agriculture (colonisation) ou de l'Intérieur (Justice et Affaires administratives). Signalons aussi une magnifique collection d'ouvrages privée, celle du Dr. Pedro de Luna, mais difficile d'accès, et faisons part d'un regret, la dispersion de la bibliothèque de Léon Delboy...

En ce qui concerne la documentation de base que j'ai eue à utiliser, l'ossature de ce travail a été constituée par la collection des "Lois et Décrets..." amazoniens de Larrabure Y Correa qui comporte 18 volumes, publiés de 1905 à 1910, soit environ 10.000 pages. L'auteur fut un spécialiste de l'Amazonie et directeur du "Service des Limites" au Ministère des Affaires Etrangères, et ce pendant longtemps. Homme cultivé et ouvert sur l'extérieur, il a dominé intellectuellement son époque et ses problèmes comme haut-fonctionnaire, homme politique et lettré. A notre connaissance, son oeuvre de compilation des textes et de critique aussi, est sans équivalent dans le bassin amazonien.

Les bulletins de la Société de Géographie de Lima sont souvent très riches jusqu'à 1920 au moins, et ils m'ont été d'un grand apport. Je dois signaler aussi la valeur analytique des travaux de la "Junta Fluvial" plutôt rares à trouver.

Enfin, j'ai eu la chance de découvrir, grâce à une équipe de libraires qualifiés, Mrs. Riesco et W. Palomino, de nombreux ouvrages anciens, souvent à tirages limités et devenus introuvables. Amis des livres, nous sommes aussi devenus des amis.

Une autre difficulté de ce travail a été l'absence de bibliographie générale amazonienne, complétée et mise à jour. Rude tâche du plus grand intérêt et qui reste à faire par une équipe. Certes des bibliographies de qualité existent, mais ou elles sont thématiques, ou anciennes (F. Schwaab) ou incomplètes. Donc, le chercheur doit superposer les bibliographies en se heurtant souvent à des carences dans la présentation des sources voire à leur escamotage, exercice qui permet aussi de constater souvent l'importance des compilations ou redites de pure circonstance...

Nous renvoyons le lecteur à notre bibliographie utilisée et citée, pour les sources propres à ce travail. Celles-ci, bien sûr, n'ont pas la prétention dans ce contexte d'être exhaustives et résultent d'un choix du possible raisonné...

## II - BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE CITÉE

Par commodité de transcription, nous avons utilisé les sigles suivants pour désigner les collections ou organismes éditeurs de revues :

- *LYC* : Larrabure y Correa. *Colecciones de leyes i decretos*. 18 volumes. Lima. 1905.
- *BISGL* : Bulletin de la Société de Géographie de Lima.
- *CETA* : Centre d'études théologiques Amazonien. Iquitos.
- *CAAAP* : Centre Amazonien d'Anthropologie et d'Application Pratique. Lima.
- *CNRS* : Centre National de la Recherche Scientifique (France).
- *CONCYTEC* : Conseil de la Science et Technologie (Pérou).
- *IFEA* : Institut Français d'Etudes Andines. Lima.
- *ORSTOM* : Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération. Paris et missions extérieures.

### SOURCES

- C.N.R.S. *L'Amazonie en France. Production scientifique.- 1936/1990-102 p.* Paris. 1990.
- Kircheimer, J.G., *Voyageurs francophones en Amérique hispanique au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle*. Bibliothèque Nationale. 140 p. Paris. 1987.
- Larrabure y Correa, C., *Colecciones de leyes, decretos, resoluciones y otros documentos oficiales referentes al Departamento de Loreto*. Imprenta Nacional. 18 volumes. 10.000 p. environ. Lima. 1905-1909.
- Levistre-Ruiz, J., *L'Amazonie péruvienne-1880-1990-Bibliographie critique*. Mémoire de Maîtrise. Dpt. d'Histoire. Paris X-Nanterre. 137 p. ronéo. 1982.
- Morales y Eloy, P., *Ecuador. Atlas histórico-geográfico*. Ministère des Relations Extérieures. 96 planches et notices. Quito. 1942.
- Moreyra, C. et Paz Soldan., *Bibliografía regional peruana*. Libreria internacional del Perú. 518 p. Lima. 1967.
- Sautter, G., *Le temps des méthodes*. AMIRA. N° 56. Paris. 1988.
- Schawb, F., *Bibliografía etnológica de la Amazonia Peruana*. Compañía de Impresiones y Publicidad. 76 p. Lima. 1942.
- Serres, M., *Le passage du Nord-Ouest*. Editions de Minuit. Paris. 1983.
- Vargas Ugarte, R. (S.J.), *Manual de estudios peruanistas*. Tipografía Peruana. 346 p. Lima. 1952.

### Généralités

- Belorgey, J.M. *La vraie vie est ailleurs. Histoire des ruptures avec l'Occident*. J.C. Lattés. 412 p. Paris. 1989.
- Benhasar, B. *L'Homme espagnol*. Hachette. 322 p. Paris. 1978.
- Lefebvre, H. *De l'Etat 4. Les contradictions de l'Etat moderne*. U.G.E. 259 p. Paris. 1978.
- Unamuno, M. *L'essence de l'Espagne*. Les "Essais". Gallimard. 217 p. Paris 1967.

## Voyages-explorations

- Almiron, V., *Resumen de las exploraciones que del año 1896 à 1902, practico en los ríos Ituxi, Curuqueté y Alto-Purus*. LYC. T. 4. p. 369-371. Lima.
- Araña, B., *Exploración de los ríos Ucayali, Pachitea y Palcazu*. LYC. T. 2. p. 273-288. Lima. 1867.
- Calle, B. (R.P.), *Exploración del río Morona por el padre B. Calle*. LYC. T. 4. p. 26-34. Lima. 1902.
- Cardenas, J., *Informe de la expedición al Paucartambo*. LYC. T. 3. p. 20-33 Lima. 1870.
- Carvajal, M. (Cdt), *Exploración del Pongo de Manseriche*. LYC. T. 2. p. 474-476. Lima. 1869.
- Castruzzi Vernozza, M., *Viaje del parroco de Andoas a los territorios habitados por los Zaparos i Jibaros en los ríos Pastaza, Napo i Bobonaza*. LYC. T. 6. p. 508-541. Lima. 1849.
- Chaumeil, J.P., *De Loreto à Tabatinga. D'une frontière à l'autre: antagonisme sur l'Amazone au XIX<sup>ème</sup> siècle et après*. L'Homme. N°122-124. p. 355-374. Paris. 1992.
- Clark, L.(cln.), *Les sept cités de Cibola*. Presses de la Cité. 405 p. Paris. 1954.
- Comisión hidrográfica del Amazonas, *Segunda expedición a los ríos Tambo i Urubamba*. LYC. T. 3. p. 71-77. Lima. 1871.
- Coudreau, H., *Voyage au Tapajoz*. Lahure, éditeur. 210 p. Paris. 1897.
- Espinar, E.(cdt.), *Viaje a l'Igara-Parana, afluente izquierdo del río Putumayo*. LYC. T. 4. p. 218. Lima. 1902.
- Espinar, E. (cdt.), *Informe sobre el río Yavari*. LYC. T. 3. p. 410-418. Lima.
- Estrella, R., *Parte del comandante del vapor*. LYC. T. 12. p. 431. Lima. 1868.
- Estrella, R., *Exploración de los ríos Urubamba i Ucayali*. LYC. T. 3. p. 79-93. Lima. 1871.
- Fawcett, P.H., *A través de la selva amazónica.-Exploración Fawcett*. Edition Zig-Zag. 459 p. Santiago de Chile. 1953.
- Fry, C., *Diario de los viajes y exploración de los ríos Urubamba, Ucayali, Amazonas, Pachitea, i Palcazu*. LYC. T. 11. p. 369-589. Lima. 1888.
- Granadino, E., *Exploraciones en el río Piedra por C. Scharff*. BSGL. T. 32. Lima. 1916.
- Hardenburg, W. E., *The Putumayo, the devil's paradise, travels in the Peruvian Amazon region*. 371 p. Londres. 1912.
- Hoaugen. (Ing.), *Segundo informe*. LYC. T. 6 .p. 13. Lima.
- Ibarra, J. (Cln). *Informe sobre los ríos Napo i Putumayo*. LYC. T. 7. p. 512-520. Lima. 1897.
- Ijurra, M., *Resumen de los viajes a Mainas, Chachapoyas i Para por Don M. Ijurra*. LYC. T. 6. p. 276. Lima. 1843.
- Junta Fluvial, *Viaje del comisario sobre el Putumayo*. LYC. T. 17. p. 502. Lima. 1901.
- Junta Fluvial, *Publications majeures :*
- *El Istmo de Fitzcarrald*. 238 p. Lima. 1904.

- *Vías del Pacífico al Madre de Dios.*
- *Viajes de G. Stiglich y Nuevas Exploraciones en la hoya del Madre de Dios.* Tipografía C. Fabbri. 184 p. Lima. 1904
- *Últimas exploraciones ordenadas por la Junta de vías fluviales-Ucayali, Madre de Dios, Paucartambo y Urubamba- Informes de los señores Stiglich, Von Hassel, Olivera y Ontaneda.* Tipográfica la Opinión nacional. 461 p. Lima. 1907.
- Lacombe, (cln.), *Expedición de Puerto Bermudez a Iquitos.* LYC. T. 12. p. 200-411. Lima. 1901.
- López, A., *Viaje al río Blanco.* S.E. 1904.
- Matthews, A., *Viaje del botánico Don Andrés Matthews en las montañas de Bongara i del Huallaga.* LYC. T. 7. p. 11. Lima. 1834.
- Mavila, O., *Parte del alférez.* LYC. T. 4. p. 244. Lima. 1904.
- Mesones Muro, M.A. et Habich, E. *Viaje de Eten al Marañón.* LYC. T. 4. p. 117 Lima. 1902.
- Mesones-Muro, M.A., *Del Pacífico al Atlántico.* BSGL. T. 13. p. 42-96. Lima. 1926.
- Michelena y Rojas, F., *Exploración Oficial.* Lacroix, Verboecken y Ca. Impresores y editores. 684 p. Bruxelles. 1867.
- Montferrier, H. A. (Ing.), *Exploración del Alto Marañón i algunos de sus afluentes.* LYC. T. 2. p. 190-192. Lima. 1856.
- Morales.(Ing.), *Informe del Ingeniero.* LYC. T. 3. p. 391-406. Lima. 1897.
- Morales. (Ing.), *Viaje de Iquitos al Pichis.* LYC. T. 3 .p. 386. Lima. 1901.
- Nilstrom. (ing.), *Exploración de las sierras de Chanchamayo.* LYC. T. 2. p. 479-488. Lima. 1869.
- Ocampo-Samanez, J.B., *Exploración de los ríos Apurimac, Ene, Tambo.* LYC. T. 11. p. 254. Lima. 1889.
- Ordinaire, O., *Del Pacífico al Atlántico.* Monumenta Amazonica. C.E.T.A-I.F.E.A. 238 p.-Traduit du français: *Du Pacifique à l'Atlantique.* Lima. 1988.
- Paz Soldan, M. R., *Exploración del río Yavari.* LYC. T. 2. p. 330-349. Lima. 1867.
- Pereira, (cln.), *Exploración de los valles de Chanchamayo.* LYC. T. 2. p. 455-465. Lima. 1870.
- Pérez, G., *Exploración del Alto Marañón por el comandante del vapor Morona.* LYC. T. 2. p. 270. Lima. 1866.
- Portillo, P. (cln.), *Exploración de los ríos Apurimac, Ene, Tambo, Ucayali, Pachitea i Pichis.* LYC. T. 3. p. 463-550. Lima. 1900.
- Portillo. P. (cln.), *Itinerario del viaje del comisario fluvial de la frontera del río Putumayo.* LYC. T. 17. p. 502. Lima. 1901.
- Portillo. P., *Viaje al Alto Marañón.* LYC. T. 4. p. 46. Lima. 1901.
- Sala, G., *Exploración de los ríos Pichis, Pachitea, Alto-Ucayali y de la región del Gran Pajonal.* LYC. T. 12. p. 5-154. Lima. 1897.
- Samanez-Ocampo, J.B., *Exploración de los ríos Ene, Tambo, Urubamba i Ucayali.* LYC. T. 11. p. 254. Lima. 1889.
- Sandia. (It.), *Exploración del Ucayali.* LYC. T. 2. p. 252. Lima. 1865.
- Smith (et Lowe), *Exploración de los ríos Pachitea y Ucayali.* LYC. T. 11. p. 20-71. Lima. 1834.

- Stiglich, G., *Informe del teniente a la Junta Fluvial. Viajes a los ríos Pachitea, Bajo-Ucayali, Amazonas, Alto-Ucayali i Urubamba*. LYC. T. 4. p. 272-367. Lima. 1904.
- Valdez, Z., *La exploración del Madre de Dios por Fitzcarrald*. S.E. 33 p. Iquitos. 1942.
- Vargas, M., *Primera navegación a vapor del río Morona par el capitán M. Vargas*. LYC. T. 2. p. 358-386. Lima. 1867.
- Vargas, M., *Primera exploración del río Morona*. LYC. T. 2. p. 358. Lima. 1867.
- Viellerobe., *Viajes de Mr. Viellerobe en la parte alta de la hoya del Amazonas*. LYC. T. 12. p.192-199.
- Vila, J.C., *Viaje a la región aurífera de Barranca i Borja*. LYC. T. 3. p. 244-249. Lima. 1890.
- Vila (et Payer), *Informe de los ingenieros sobre los ríos Napo y Curarai*. LYC. T. 3. p. 250-260. Lima.
- Vizcarra, P. (Cln.), *Exploración de los ríos Palcazu, Mairo y Pachitea, por el prefecto de Huanuco*. LYC. T. 3. p. 39-71. Lima. 1870.
- Von Hassel, G., *Río Alto Madre de Dios y Paucartambo*. BSGL. T. 13. p. 288-310. Lima. 1905.
- Von Hassel, G., *Ligeros apuntes sobre nuestras regiones limítrofes*. BSGL. T. 13. p. 462-473. Lima. 1903.
- Von Hassel, G., *Estudios de los varaderos de los ríos Purus, Yurua y Manu*. LYC. T. 4. p. 209. Lima. 1902.
- Von Hassel, G., *Viaje sobre los ríos Napo y Curarai*. LYC. T. 4. p. 229-240. Lima. 1903.
- Von Hassel, G., *Informe de la exploración practicada en los varaderos del río Putumayo*. LYC. T. 4. p. 106. Lima. 1902.
- Westherman, A., *Expedición a las montañas de Chanchamayo*. LYC. T. 3. p. 160-169. Lima. 1875.
- Wolff, L. (Ing.), *Exploraciones de las montañas de Chanchamayo y del río Pichis*. LYC. T. 3. p. 228-234. Lima. 1889.
- Wolff, L.(Ing.), *Informe sobre el río Santiago*. LYC. T. 3. p. 260. Lima. 1890.

### **Géographie et Géopolitique**

- Abel Raigada, J., *Monografía de la provincia del Bajo-Amazonas*. LYC. T. 5. p. 63-67. Lima. 1905.
- Bowman, I., *Los Andes del Sur del Perú*. Traduit de l'Anglais: The Andes of the South Peru. 1910. Edicion La Colmena. 267 p. Lima. 1936.
- Cariat, F., *Región selvática del Madre de Dios*. S.E. 50 p. Lima. 1909.
- Castillo Rengifo, C. (del), *Plan topográfico de la provincia de Mainas*. LYC. T. 14. p. 266-270. Lima. 1834.
- Cosme Bueno, *Geografía del Perú Virreinal.-Siglo XVIII-* Présenté par D. Valcarcel. 140 p. Lima. 1951.
- Delboy, L., *Las regiones del Madre de Dios y del Acre*. BSGL. T. 17 .p. Lima. 1911.
- Delboy, L., *Memorándum sobre la selva del Perú*. San Marti, éditeur. 85 p. Lima. 1942.

- Denis, P., *Amérique du Sud* in *Géographie Universelle*. Tome 15. Armand Colin. 210 p. Paris. 1927.
- Derteano, C., *Provincia del Alto Amazonas*. BSGL. T. 18. p. 73-87. Lima. 1905.
- Foucher, M., *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*. Payot. 691 p. Paris. 1991.
- Fuentes, H., *Apuntes geográficos, históricos, estadísticos, políticos y sociales de Loreto*. LYC. T. 16. p. 139-536 et T. 17. p. 3-278. Lima. 1906.
- Fuentes, H., *Memoria del prefecto de Loreto*. LYC. T. 16. p. 41-63. Lima. 1906.
- Gutarra Maravi, E., *La cordillera del Condor- Un desafio geopolítico*- S. E. 2<sup>ème</sup> édition. 194 p. Lima . 1984.
- Herrera, G., *Apuntes histórico-geográfico sobre la fundación de la ciudad de Iquitos*. LYC. T. 18. p. 101. Lima.
- Herrera, G. (Mgr.), *Clima del Amazonas*. LYC. T. 13. p. 87-93. Lima. 1903.
- Hipólito, F. (Mgr.), *Descripción de Mainas*. LYC. T. 8. p. 271-393. Lima. 1827.
- Manco Capac. (anonyme), *El rio Amazonas y las comarcas que forman su hoya*. Imp. Monterola. 68 p. Lima. 1853.
- Maurtua, V.M., *Juicio de limites entre el Perú y Bolivia. Prueba peruana. Cartas geográficas. 2<sup>ème</sup> serie (planche LVII) + 20 volumes*. Lima. 1906.
- Maurtua, V.M., *Contestación de la república del Perú a la demanda de la república de Bolivia. Arbitraje argentino. C° Sud Am. de billetes*. 560 p. B. Aires. 1907.
- Nieto, Ch., *Estudio estadístico-geográfico del Departamento del Amazonas*. LYC. T.6. p. 430-437. Lima.
- Onffroy de Toron, E (Vte), *L'Amérique équatoriale. Son histoire pittoresque et politique, sa géographie et ses richesses naturelles, son état présent et son avenir*. J. Renard, éditeur. 467 p. Paris. 1866.
- Plane, A., *L'Amazonie*. Plon. 280 p. Paris. 1903.
- Plane, A., *Le Pérou*. Plon. 339 p. Paris. 1903.
- Prescott, J.R.V, *Political frontiers and boundaries*. Allen and Uwin, éditeurs. 315 p. Londres. 1987.
- Raffestin, Cl., *Pour une géographie du Pouvoir*. Litec. 249 p. Paris. 1980.
- Raigada Abel., *Monografía de la provincia del Bajo-Amazonas*. LYC. T. 16. p. 63-67. Lima.
- Raimondi, A., *Primero viaje del naturalista al Departamento de Loreto*. LYC. T. 7. p. 35-114. Lima. 1859.
- Raimondi, A., *El Perú*. T. 1. Imprenta del Estado. 444 p. Lima. 1874.
- Rojas i Michelina, F., *Exploración Oficial*. 684 p. Lacroix et al. , éditeurs. Bruxelles. 1867.
- Silva Coutinho (da), J.M., *Relatorio sobre algunos lugares da Provincia do Amazonas. Especialmente o río Madeira*. Manaus. 1861. CODEAMA. Réédition de 1986. 67 p. Manaus.
- Tizón y Bueno, *La hoya peruana del Madre de Dios*. La Opinión Nacional. 88 p. Lima. 1911.



- Tosi, J.A., *Zonas de vida natural en el Perú*. Bulletin technique N° 5.-I.C.A.-O.E.A.- 1960.
- Urmeneta, D.A., *Monografía de la provincia del Ucayali*. LYC. T. 16. p. 67-74. Lima. 1905.
- Urmeneta, D.A., *Memoria del subprefecto*. LYC. T. 16. p. 75. Lima. 1905.
- Walle, P., *Le Pérou*. Guilmoto, éditeur. 386 p. Paris. 1909.
- Walle, P., *Au pays de l'or noir. Le caoutchouc au Brésil*. Guilmoto, éditeur. 2<sup>ème</sup> édition. 244 p. Paris. 1911.
- Walle, P., *Au Brésil*. Guilmoto, éditeur. 2 tomes, 444 et 464 p. Paris. 1912.
- Wavrin ( de), *Au centre de l'Amérique du Sud*. P. Roger, éditeur. 282 p. Paris. 1924.

### Missions

- Amich; J., *Historia de las misiones del convento de Santa Rosa de Ocopa*. Monumenta Amazonica. C.E.T.A. 590 p. Iquitos. Réédition de 1988.
- Arriaga (Mgr.), *Propagación de la fe entre los infieles. Nota al Ministro*. LYC. T. 8. p. 433-437. Lima 1845.
- Arriaga (Mgr ), *Relación de la visita practicada en los territorios de la diócesis de Mainas*. LYC. T. 11. p. 94-125. Lima. 1825.
- Diaz, P., *Memoria del Prefecto Apostólico de San León*. LYC. T. 9. p. 249-258. Lima. 1905.
- Hipólito. Fr. (Mgr.), *Informe dirigido a su Santidad por el obispo de Mainas, acerca del estado de su diócesis*. LYC. T. 8. p. 255-263. Lima. 1822.
- Hipólito, F. (Mgr.), *Descripción de Mainas*. LYC. T. 8. p. 271-393. Lima. 1827.

### Correspondances missionnaires

- *Descripciones de las misiones del río Ucayali*. LYC. T. 14. p. 257-263. Lima. 1826.
- *Memoria del prefecto apostólico de San León del Amazonas*. LYC. T. 4. p. 383-431 et T. 9. p. 215-228. Lima. 1903.
- *Memoria del prefecto apostólico del Ucayali*. LYC. T. 9. p. 206-214. Lima. 1903.
- *Memoria del prefecto apostólico de San León del Amazonas*. LYC. T. 9. p. 215-222. Lima. 1903.
- *Memoria de la prefectura apostólica de San Francisco del Ucayali*. LYC. T. 9. p. 245-248. Lima. 1905.
- *Memoria de la prefectura apostólica de San León del Amazonas*. LYC. T. 9. p. 249. Lima. 1905.
- Obispo del Ucayali. *Memoria de viaje*. LYC. T. 9. p. 206-214. Lima. 1903.

## Frontières et délimitations

- Anonyme, *Limites con Brasil al sur del río Yavari*. LYC. T. 1. p. 121-122. Lima. 1904.
- Armentia, N., *Limites de Bolivia con el Perú por la parte de Caupolican*. Imprenta El Telégrafo. 176 p. + anexos, 64 p. La Paz. 1897.
- Bolletín del Ministerio de Relaciones Exteriores, cf. *Negociaciones del Acre; cuestión del Acre y Cuestiones relativas al Yurua y Purús*. Año III. Num. XII. 401 p. Lima. 1906. Voir aussi sur le différend avec la Bolivie, le numéro 7 de la même collection ou *Memorandum du Pérou à la Bolivie sur les traités de frontières*. p. 1-34.
- Deler, J.P., *Genèse de l'espace équatorien. Essai sur le territoire et la formation de l'Etat national*. IFEA. Synthèse. N° 4. 278 p. Paris. 1981.
- Ireland, G., *Conflictos de limites y de posesiones en Sud América*. Cercle militaire de Buenos Aires. Vol. 284. 555 p. Traduit de l'anglais. 1942.
- Maurtua, V.M., *Juicio de limites entre el Perú y Bolivia. Prueba peruana. Cartas geográficas. 2ème série*. 58 planches. (cf. planche LVII) + 20 volumes. Lima. 1906.
- Maurtua, V.M., *Contestación de la república del Perú a la demanda de la república de Bolivia*. Arbitraje argentino. C° Sud Am. de billetes. 560 p. B. Aires. 1907
- Perez Concha, J., *Ensayo historico-critico de las relaciones diplomaticas del Ecuador con los estados limitrofes*. Casa de la cultura. T. 2. 472 p. Quito. 1964.
- Portillo, P. (cln.), *Acontecimientos realizados con los Ecuatorianos, Colombianos y Brasileños en los ríos Napo, Putumayo, Yurua y Purus durante los años de 1901 a 1904*. Tipografía del Panoptico. 65 p. + cartes. Lima. 1904.
- Prescott, J.R.V., *Political frontiers and boundaries*. Allen and Uwin, éditeurs. 315 p. Londres. 1987.

## Caoutchouc

- Arce, H.G., *Informe y proyecto de mejoras en el cultivo y explotación de la goma elástica de la región amazónica peruana*. LYC. T. 5. p. 403-405. Lima.
- Collier, R., *Jaque al Baron*. Traduction de l'anglais de: *The river that God forgot. The story of The Amazon Rubber Company*. C.A.A.A.P. 259 p. Lima. 1981.
- Flores Marín, J.A., *La explotación del caucho en el Perú*. CONCYTEC. 219 p. Lima. 1987.
- Fuentes, H., *La goma de Loreto*. LYC. T. 14. p. 85. Lima. 1908.
- Kerbey, A., *Paso del Pongo de Manseriche*. BSGL. T. 17. Lima. 1905.
- Larrabure y Correa, C., *Presentación sobre el caucho*. LYC. T. 5. p. 403-405. Lima.
- Oyague y Calderon, *Contribución a la crisis del caucho en el Amazonas*. BSGL. T. 19. p. 176-213. Lima. 1913.
- Pennano, G., *La economía del caucho*. C.E.T.A. 264. p. Iquitos. 1988.

- Von Hassel, G., *La industria gomera en el Departamento de Loreto*. LYC. T. 5. p. 429. Lima. 1904.

### Colonisation

- Anonyme (Relation), *La región del Putumayo y la casa peruana*, J.C. Arana. LYC. T. 18. p. 129. Lima. 1908.
- Barclay, F., *La colonia del Perene*. C.E.T.A. 258 p. Iquitos. 1989.
- Castillo Rengifo, C. (del), *Reglamento para el buen gobierno de Maina*. LYC. T. 6. p. 245. Lima. 1838.
- Castre, E., *Beneficios de la colonización en las regiones amazónicas*. LYC. T. 5. p. 285. Lima.
- Giordano, G. (ing.), *Informe sobre la excursión que practico en compañía del ministro italiano a los territorios oriental de Chanchamayo*. LYC. T. 11. p. 163-253. Lima. 1875.
- Manrique, M., *La Peruvian Corporation en la selva central del Perú*. C.I.P.A. 93 p. Lima. S.D.
- Mendiburu, S.P. (cln), *Viaje al Departamento de Loreto*. LYC. T. 3. p. 200-277 et T. 4. p. 383-431. Lima. 1884.
- Mendiburu, S.P. (cln). *Segundo informe del presidente de la Comisión Especial*. LYC. T. 4. p. 431-561. Lima. 1890.
- Mendiburu, S.P. (cln). *Estudios sobre la colonización en el Departamento de Loreto*. LYC. T. 5. p. 200-265. Lima. 1898.
- Mendiburu, S.P. (cln). *Comisión especial del Departamento de Loreto. Informe del presidente*. S.E. pour l'édition en mauvais état que nous possédons. 365 p.+ Anexo : 1-Censo de Loreto-Iquitos-131 p.+ Anexos 22 p.+ Bajo Amazonas-72 p. Lima. 1891 (?). Ce rapport, très rare à trouver, compile l'ensemble des données disponibles à l'époque sur le fonctionnement administratif de l'Oriente.
- Montani, A., *Seis meses en el Madre de Dios*. S.E. 31 p. Lima. 1905.
- Montferrier, H.A.(Ing.), *La colonización de la región amazónica*. LYC. T. 5. p. 81-97. Lima. 1856.
- Patino Zamudo, M., *Plan de gobierno para la región oriental*. LYC. T. 14. p. 361-409. Lima. 1900.
- Portillo, P. (cln.), *Memoria sobre el Departamento del Madre de Dios*. BSGL. Tiré à part. 89 p. Lima. 1914.
- Relación anónima, *La región del Putumayo i la casa peruana* J. C. Arana. LYC. T. 18. p. 129. Lima. 1908.
- Rey de Castro, C., *Los escándalos del Putumayo*. Barcelone. 462 p. 1913.
- Rey de Castro, C., *Los pobladores del Putumayo*. Barcelone. 1914.
- Reyna, E. *Fitzcarrald, el rey del caucho*. Imprenta P. Barrantes. 161 p. Lima. 1942.
- Robledo, L.M., *Los varaderos del Mishagua al Manu*. LYC. T. 13. p. 384. Lima. 1906.
- Sanabria Fernandez, H., *En busca del El Dorado. La colonización del Oriente Boliviano por los Cruceños*. Université R.G. Moreno de Sta Cruz. (Bolivie). 366 p. B. Aires. 1958.
- Tamayo, A., *Informe sobre las colonias de Oxapampa y de Pozuzo*. LYC. T. 13. p. 3-157. Lima. 1903.

- Vaca Diez, A., *El río Orton y su colonización* : 2<sup>ème</sup> édition. Imprimerie El Nacional. La Paz. 1894.
- Valdez, Z., *La exploración del Madre de Dios por Fitzcarrald*. S.E. 33 p. Iquitos. 1942.
- Villanueva, M.P., *Las fronteras de Loreto*. BSGL. T. 12. p. 361-443 de 1902 et T. 13. p. 30-54, de 1903. Lima.
- Zamudio, P., *Plan de gobierno de la región oriental del Perú*. LYC. T. 14. p. 361-409. Lima. 1900.

### Populations

- Casement, R., *The Putumayo Indians*. The contemporary review. Vol. 102. p. 317-328. Londres. 1912.
- D'Ans, A.M., *L'Amazonie péruvienne indigène*. Payot. 223 p. Paris. 1982.
- Denevan, W. M., *La población aborigen de la Amazonia en 1492*. In: Amazonia Peruana- CAAAP. N° 5. Juin 1980. p. 3-42. Lima.
- Dobyns, H., *Estimating aboriginal american population: An appraisal of techniques with a new hemispheric estimate*. Current Anthropology. n° 7. p. 395-416. 1966.
- Sagols, F., *Los habitantes de la pampa del Sacramento*. LYC. T. 14. p. 299-309. Lima. 1879.
- Von Hassel, G., *Las tribus salvajes de la región amazónica del Perú*. BSGL. T. 17 .p. 27-73. Lima. 1905.

### Transports et Communications

- Capelo, J., *La vía central del Perú*. Imprenta Masias. 169 p. Lima. 1896.
- Delboy, L., *La navegación a vapor en la región hidrográfica del Madre de Dios y de sus tributarios mayores, Tambopata, Manu y Piedras*. BSGL. T. 17. p. 27-47. Lima. 1912.
- Fry, C., *Rios navegables peruanos*. T. 1. 127 p. et T. 2. 105 p. Imprenta Benito Gil. Lima. 1889.
- Von Hassel, G., *Importancia de la región amazónica y del proyecto de ferrocarril entre Piura y el Pongo de Manseriche*. BSGL. T. 2. p. 53-73. Lima. 1902.
- Zegarra (cln.), *El ferrocarril de Paita al Marañón*. BSGL. T. 17. p. 447-468. Lima. 1905.

### Histoire

- Anonyme, *Pasado y presente del Ucayali por uno de los sacerdotes de la Misión Apostólica del Ucayali*. LYC. T. 18. p. 205-219. Lima. 1906.
- Aza, Pio. (fr.), *Apuntes para la historia del Madre de Dios*. BSGL. T. 44. Lima. 1927.
- Barrenechea, R. Porras, *Historia de los límites del Perú*. Librería francesa. 176 p. Lima. 2<sup>ème</sup> édition. 1926.
- Barrenechea, R. Porras, *Una descripción inédita de Maynas de Don Francisco de Requeña*. BSGL. p. 83-156. Lima. 1947.

- Casanovas Lijeron, A., *Antonio Vaca Diez o el genio empresario y geopolítico boliviano*. Revue Signo. N° 16. p. 109-122. La Paz. 1987.
- Chaunu, P., *L'Amérique et les Amériques*. Armand Colin. 470 p. Paris. 1964.
- Chirif, A. ( et Moro, C.), *Historia del Perú*. T. 12. Lima. 1980.
- Collectif, *Al Este de los Andes. Relaciones entre las sociedades amazónicas y andinas entre los siglos 15 y 17*. I.F.E.A. T. 1. 322 p. Quito. 1988.
- Coudreau, H., *Les Français en Amazonie*. Alcide, Picard et Kaan, éditeurs. 227 p. Paris. 1887.
- Fuentes, H., *Apuntes geográficos, históricos, estadísticos, políticos y sociales de Loreto*. LYC. T. 16. p. 139-536 et T. 17. p. 3-278. Lima. 1906.
- Hurault, J., *Les Français en Guyane*. U.G.E. Paris. 1970.
- Larrabure y Correa, C., *Noticia histórico-geográfico de algunos ríos de nuestro Oriente*. Imprenta la Opinión Nacional. 172 p. Lima. 1907.
- Maurtua, V.M., *Juicio de limites entre el Perú y Bolivia. Prueba peruana. Cartas geográficas. 2ème série. 58 planches. (cf. planche LVII) + 20 volumes*. Lima. 1906.
- Onffroy de Toron, E (Vte), *L'Amérique équatoriale. Son histoire pittoresque et politique, sa géographie et ses richesses naturelles, son état présent et son avenir*. J. Renard, éditeur. 467 p. Paris. 1866.
- Romero, F., *Iquitos y la fuerza naval de la Amazonia.-1830-1933-* Ministère de la Marine. 158 p. Lima. 1983.
- Saignes, Th., *Los Andes orientales. Historia de un olvido*. I.F.E.A.-C.E.R.E.S. 359 p. Cochabamba (Bolivie). 1985.
- Sala, G. (R.P.), *Memoria del Padre Sala*. LYC. T. 12. p. 7. Lima.
- San Román, J., *Perfiles históricos de la Amazonia peruana*. Ediciones Paulinas. C.E.T.A. 240 p. Lima. 1975.
- Tapié, V.L., *Histoire de l'Amérique Latine au 19 ème siècle*. Aubier. 295 p. Paris. 1945.
- Wachtel, N., *La vision des vaincus*. Gallimard. Paris. 1972.
- Walle, P., *Le Pérou*. Guilmoto, éditeur. 386 p. Paris. 1909.
- Walle, P., *Au pays de l'or noir. Le caoutchouc au Brésil*. Guilmoto, éditeur. 2ème édition. 244 p. Paris. 1911.
- Walle, P., *Au Brésil*. Guilmoto, éditeur. 2 tomes, 444 et 464 p. Paris. 1912.
- Wavrin (de), *Au centre de l'Amérique du Sud*. P. Roger, éditeur. 282 p. Paris. 1924.

## Commerce et Economie

- Geffray, Ch., *La dette imaginaire des collecteurs de caoutchouc*. ORSTOM. Cahiers Sciences Humaines. Vol. 28. N° 4. p. 705-728. Paris. 1992.
- Herrera, J.F., *Estado comercial de la region peruana del Amazonas el año 1872*. LYC. T. 16. p. 104-138. Lima. 1905.
- Maurtua, A., *Geografía económica del Departamento de Loreto*. BSG. T. 17. 2ème semestre. p. 121-180. Lima. 1911.
- Plane, A., *L'Amazonie*. Plon. 280 p. Paris. 1903.
- Plane, A., *Le Pérou*. Plon. 339 p. Paris. 1903.

- Santos, R., *Historia económica da Amazonia.-1800-1920-* Queiroz, éditeur. 358 p. Rio. 1987.
- Seraffín, F., *Industrias agrícolas en Loreto*. LYC. T. 18. p. 3-20. Lima. 1906.
- Ulloa, L., *La riqueza aurífera del río Santiago y de su zona. Un ensayo de historia minera*. BSGL. T. 32. Lima. 1916.
- Ydiaguez (de), A., *Le Pérou en 1889. Notice géographique, statistique et commerciale à l'usage des émigrants, capitalistes, industriels et explorateurs*. Imprimerie le Roy. 189 p. Le Havre. 1890.

## Actes administratifs et correspondances.

### Administration

- *Nota del ministro de gobierno al prefecto de la Libertad*. LYC. T. 11. p. 9. Lima. 1827.
- *Nota del prefecto de Amazonas*. LYC. T. 7. p. 26. Lima. 1853.
- *Consulta del Subprefecto de Amazonas*. LYC. T. 6. p. 419-420. Lima. 1847.
- *Memoria del subprefecto de Alto Amazonas*. LYC. T. 16. p. 67-74. Lima. 1905.
- *Nota del cabildo de Moyobamba*. LYC. T. 1. p. 169. Lima. 1821.
- *Orden del prefecto*. LYC. T. 6. p. 225-226. Lima. 1825.
- *Reglamento para el buen gobierno de Mainas*. LYC. T. 6. p. 245. Lima. 1838.
- *Nota del prefecto*. LYC. T. 8. p. 267-268. Lima.
- *Visita del subprefecto de Mainas*. LYC. T. 6. p. 231-232. Lima. 1833.
- *Viaje del prefecto de Junin*. LYC. T. 11. p. 6. Lima. 1827.
- *Nota del prefecto de Amazonas al subprefecto de Moyobamba*. LYC. T. 5. p. 27-30. Lima. 1853.
- *Informe del comandante general del departamento fluvial de Loreto*. LYC. T. 5. p. 132. Lima.
- *Viaje de estudios del Estado Mayor*. LYC. T. 14. p. 506. Lima. 1902.
- *Jurisdicción del gobernador de Loreto*. LYC. T. 1. p. 239-240. Lima. 1853.
- *Comisión especial a Loreto para que estudie el gobierno, administración, clima i producciones*. LYC. T. 1. p. 263-265. Lima. 1888.

### Explorations

- *Exploración de los ríos Ucayali i Pachitea por los marineros ingleses Smith et Lowe y el sargento P. Beltran*. LYC. T. 11. p. 22. Lima. 1834.
- *Nota de la comisión del Yavari*. LYC. T. 4. p. 408-410. Lima. 1897.
- *Comisión hidrográfica, diario de viaje*. LYC. T. 2. p. 394-429. Lima. 1879.
- *Viaje sobre el Putumayo del Comisario de la Junta Fluvial*. LYC. T. 17. p. 502. Lima. 1901.

### *Ressources et colonisation*

- *Extracción de zarzaparrilla*. LYC. T. 9. p. 276. Lima. 1825.
- *Proyecto de Don José Monteza sobre colonización de terrenos en el Ucayali*. LYC. T. 13. p. 474-477. Lima. 1843.
- *Se asignan primas a los introductores de colonos extranjeros. Lei del 17 de noviembre de 1849*. LYC. T. 5. p. 18. Lima. 1849.
- *Concesión de terrenos a los colonos que se establezcan en la región amazónica*. LYC. T. 5. p. 24. Lima. 1853.
- *Reglas para la adjudicación de terrenos en Loreto. Decreto del gobernador*. LYC. T. 5. p. 54-56. Lima. 1853.
- *El gobernador general de Loreto informe sobre el estado de las colonias de esa gobernación*. LYC. T. 5. p. 58-63. Lima. 1854.
- *Segundo contrato de colonización celebrado con Schutz i Ijurra*. LYC. T. 5. p. 78. Lima. 1855.
- *Fomento de la inmigración. Lei*. LYC. T. 5. p. 156. Lima. 1873.
- *Contrato con Don M. Kieckback sobre colonización de las riberas del Amazonas*. LYC. T. 5. p. 117. Lima. 1860.
- *Se conceden facilidades a las personas que quieran establecerse en las margenes del Amazonas i de sus afluentes*. LYC. T. 5. p. 139. Lima. 1869.
- *Adjudicación de terrenos de montaña. Lei*. LYC. T. 5. p. 190. Lima. 1888.
- *Adjudicación de terrenos de montañas a Landi i Canessa para el establecimiento de colonos europeos*. LYC. T. 13. p. 477. Lima. 1888.
- *Ley de inmigración y de colonización*. LYC. T. 5. p. 290-293. Lima. 1894.
- *Cesión de terreno a la sociedad Unión del Amazonas*. LYC. T. 5. p. 293-295. Lima. 1893.
- *Explotación agrícola*. LYC. T. 5. p. 311-325. Lima. 1897.
- *Contrato de colonización del Pachitea con Don Antonio Moffa*. LYC. T. 5. p. 367-368. Lima. 1898.
- *Ley de tierras de montaña*. LYC. T. 5. p. 369-372. Lima.
- *Proyecto de lei de tierras de montañas*. LYC. T. 13. p. 536. Lima. 1907.
- *Contrato sobre la colonización del Pozuzo con Don Santiago Scotland*. LYC. T. 5. p. 125. Lima. 1867.
- *Decreto de concesión a la Peruvian. Cº*. LYC. T. 5. p. 198-200. Lima. 1889-1891.
- *Concesión de terrenos en el río Santiago*. LYC. T. 5. p. 278. Lima. 1891.

### *Protection des Indiens et travail forcé*

- *Orden prohibiendo el trabajo forzado*. LYC. T. 9. p. 282. Lima. 1830.
- *Nota del prefecto de Amazonas al gobernador eclesiástico*. LYC. T. 8. p. 515-517. Lima. 1853.
- *Protocolo relativo a la reducción de salvajes*. LYC. T. 1. p. 115. Lima. 1890.

- *Prohibiendo los servicios personales gratuitos que prestaban los indígenas a los parrocos de Mainas.* LYC. T. 8. p. 489-491. Lima. 1846.
- *Prohibición del trabajo forzado.* LYC. T. 9. p. 392. Lima. 1850.
- *Protección a las reducciones de salvajes establecidas por los misioneros del Ucayali.* LYC. T. 5. p. 11. Lima. 1845.
- *Nota del Ministro al arzobispo de Lima sobre reducción de los infieles.* LYC. T. 5. p. 16. Lima. 1848.
- *Amenaza de los salvajes al pueblo de Santiago.* LYC. T. 9. p. 302-303. Lima.
- *Defensa de Santiago y Borja. Nota del subprefecto.* LYC. T. 9. p. 346. Lima. 1839.
- *Nota del juez de paz de Unugua al gobernador de Mainas.* LYC. T. 9. p. 369. Lima. 1851.





## LISTE DES CARTES

1- L'Amazonie en Amérique du Sud, adaptation de J.C.Roux	6
2- Le bassin de l'Amazonie, adaptation de J.C.Roux	27
3 -Le bassin intérieur de l'Amazone, adaptation de J.C. Roux	32
4- Cerro de Pasco: Les confins du piémont andin et de l'Amazonie, fin XVIIIème siècle , Croquis d'époque	35
5- Amazonie du Nord, adaptation de J.C. Roux	41
6- Peuplement indien et localités existantes en 1809 (J.C.Roux)	48
7 - Répartition du peuplement en 1840. Amazonie "officielle"	67
8- Les partages sud américains entre l'Espagne et le Portugal, d'après P. Chaunu	80
9- Rayonnement jésuite au 18 <sup>ème</sup> siècle, Atlas Equateur, 1941	81
10- Le commerce et les productions de l'Orient en 1840, J.C.Roux	99
11- L'Amazonie du caoutchouc, d'après A.Plane, 1908	111
12- Voies de pénétration vers l'Amazonie péruvienne, d'après Denis (G.U.)	178
13- L'or en Amazonie du Nord, J.C.Roux	185
14- Le bassin du Madre de Dios en 1966, Larrabure	207
15- Le grand Pérou, Larrabure y Correa	229
16- Les grandes contestations des frontières amazoniennes, J.C.Roux	235
17- Le "Far East" de Fitzcarrald. Madre de Dios, J.C.Roux	268
18- Les royaumes du caoutchouc et les confins contestés, J.C. Roux	272
19- Le contesté Amazonien du Nord, J.C.Roux	278
20- Zones de peuplement indien en 1840, J.C.Roux	289

*N.B. Ces cartes ont été dessinées par Marco Vargas Carvallo, étudiant du Département de géographie de la Faculté de Géologie de L'UMSA-Universidad Mayor de San Andrés, de La Paz, Bolivie.*

*Ismaël Gonzales-Tapia, étudiant en géographie, a aidé avec efficacité à la mise en forme de ce texte. Qu'ils soient tous deux remerciés ici pour leur aide.*



## TABLE DES MATIÈRES

<b>Chapitre I. LES LIEUX DE L'ORIENTE PÉRUVIEN</b>	23
I. Des vallées andines à la Selva : impératifs de la géopolitique coloniale	26
II. Lentes explorations et découverte des Indiens	38
III. Iquitos, unique ville de l'Orient péruvien	54
IV. Le double Orient : Loreto et Madre de Dios	59
V. Un Océan Vert laissé à lui-même	65
<b>Chapitre II. LES TEMPS DU RETOURNEMENT AMAZONIEN</b>	75
I. Confrontations ibériques et réductions missionnaires	77
II. Sans bornes ni limites ou les confins contestés	85
III. Eldorado en friche et premières prédations	97
IV. Le règne de l'or noir	104
V. Les syndromes de la crise refusée	118
<b>Chapitre III. LIMA ET LES QUATRE POUVOIRS DE L'ORIENTE</b>	125
I. Abus locaux et laxisme du pouvoir central	128
II. La mission : flux et reflux	134
III. L'Indien ou la double représentation	149
IV. Le commerce et ses agents	157
<b>Chapitre IV. L'AMAZONIE DES RÊVES</b>	169
I. L'Amazone ouvert, pistes et rails du rêve	171
II. L'or et ses mirages	182
III. L'illusoire colonisation de l'Orient	189
IV. Les courses au caoutchouc et aux Indiens	214
V. Les conflits des confins sans bornes	227
VI. Dualisme et inadaptation spatiale en Orient	239

<b>Chapitre V. FAILLITE ET IMPUISSANCE D'UN TERRITOIRE SANS ETAT</b>	<b>243</b>
I. L'introuvable vision amazonienne de Lima	246
II. Les moyens défailants	255
III. Les satrapes des marches de la Selva	263
IV. Les sanctuaires des résistances indiennes	285
V. Les amertumes de l'économie périphérique	298
<b>EPILOGUE</b>	<b>303</b>
<b>SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>313</b>
<b>LISTE DES CARTES</b>	<b>329</b>

Achévé d'imprimer en octobre 1994  
sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery  
58500 Clamecy  
Dépôt légal : novembre 1994  
Numéro d'impression : 410034

## L'AMAZONIE PÉRUVIENNE

Ce livre retrace le destin de l'Amazonie, de ses rivages andins, au XIX<sup>ème</sup> siècle. A partir des sources anciennes, celles des explorateurs, missionnaires, militaires, administrateurs, l'auteur présente la rencontre des hommes et de cet *Oriente* amazonien, prolongement exotique du Pérou depuis 1821. Jusqu'en 1880, l'Amazonie reste vide d'activité notable. Quelques missions franciscaines perdues, quelques postes sommeillants, soit moins de 50.000 "civilisés" et peut-être 300.000 Indiens... Un espace sans frontières ou presque, faute de tout enjeu ?

Soudain, c'est le réveil : du Brésil, puis des vallées andines et des sierras, les troupes de caucheros ou collecteurs du caoutchouc, incitées par la demande pressante des pays industriels, se précipitent sur l'Amazonie profonde et ratissent rios et forêts inviolés. Là, ils rencontrent les Indiens *bravos*, la misère des *barracas*, les fièvres de ces îles reliées seulement par un vapeur à la civilisation. A leur tête, des *coroneles* brésiliens, des aventuriers comme Fitzcarrald, des hommes d'affaires aussi, les Arana, Scharff ou Suarez...

De ces avancées incontrôlées naissent des conflits autour de frontières floues héritées des vieux empires ibériques... Le Brésil s'impose enfin, seul "grand" du caoutchouc. En 1910, les cours s'effondrent. Le silence alors revient dans la Selva, les tribus rescapées reprennent leurs territoires, les postes retrouvent leur abandon, les rios, le silence... L'épopée est consommée.

*J.-C. Roux est né en 1941 à Montpellier. Après des études supérieures d'histoire, de géographie et de sociologie et un doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle en sociologie politique, il devient géographe de l'ORSTOM. Il travaille au Cambodge, à Madagascar, puis longuement dans le Pacifique Sud où il fait son doctorat d'État. De 1986 à 1989, il est professeur-visitant à l'université catholique de Lima et depuis 1992, il enseigne la géographie à l'UMSA de La Paz tout en poursuivant une recherche sur la formation des espaces orientaux de la Bolivie depuis l'indépendance.*

*Illustration de couverture : Le Pérou et les pays circonvoisins.  
Par Mr Bonne, Ingénieur de la Marine, in Atlas des Voyages, fin xviii<sup>ème</sup> siècle.*

